

VISAGE DE L'ALBANIE



Edition électronique réalisée par Vincent Gouysse à partir de l'ouvrage publié en 1978 aux Editions « 8 NËNTORI », Tirana.

WWW.MARXISME.FR

Sommaire :

Notice (p. 5)

En guise de préface (p. 6)

PREMIERE PARTIE : NOTIONS GENERALES GEOGRAPHIQUES ET HISTORIQUES

Chapitre I — Devant la carte de l'Albanie (p. 9)

Situation géographique (p. 9)

Les frontières (p. 9)

Superficie (p. 9)

Relief (p. 9)

Eaux intérieures (p. 10)

Climat (p. 11)

La flore et la faune (p. 11)

Richesse du sous-sol (p. 12)

Chapitre II — La population de la R.P.S. d'Albanie (p. 14)

Origine du peuple albanais (p. 15)

L'appellation nationale des Albanais (p. 16)

Chapitre III — La division administrative et les villes principales du pays (p. 18)

Ancienneté des villes albanaises (p. 18)

Les principales villes de l'Albanie (p. 19)

Chapitre IV — Le peuple albanais a conquis sa liberté et son indépendance au prix du sang versé (p. 24)

L'épée à la main sur le chemin de l'histoire (p. 24)

L'épopée légendaire du peuple albanais sous la conduite de Georges Kastrioti Skanderbeg (p. 26)

La figure de Skanderbeg, vivante à travers les siècles (p. 28)

La lutte séculaire du peuple albanais pour sa liberté et son indépendance (p. 30)

L'épopée de la Lutte de libération nationale (p. 35)

La contribution du peuple albanais à la grande victoire sur le fascisme (p. 41)

DEUXIEME PARTIE : LE SYSTEME SOCIAL ET ETATIQUE DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE SOCIALISTE D'ALBANIE.

Chapitre I — Le Parti du Travail d'Albanie (p. 44)

L'unité Parti-peuple (p. 45)

Pilote irremplaçable (p. 47)

A l'avant-garde de la Lutte contre l'impérialisme et le révisionnisme moderne (p. 49)

Chapitre II — L'Etat albanais, Etat de dictature du prolétariat (p. 54)

La renaissance de l'Etat albanais (p. 54)

La destruction de l'ancien appareil d'Etat et l'érection du pouvoir populaire (p. 55)

Les fonctions essentielles de l'Etat socialiste albanais (p. 56)

L'Assemblée populaire (p. 67)

Le Conseil des ministres (p. 69)

Les conseils populaires (p. 70)

Les tribunaux populaires (p. 71)

Chapitre III — Les organisations de masse (p. 74)

Le Front démocratique d'Albanie (p. 74)

Les Unions professionnelles d'Albanie (p. 77)

L'Union de la Jeunesse du Travail d'Albanie (p. 81)

L'Union des Femmes d'Albanie (p. 83)

Chapitre IV — La composition de classe de la société (p. 87)

La classe ouvrière (p. 87)

Le contrôle de la classe ouvrière (p. 89)

La paysannerie coopératrice (p. 91)

L'alliance indestructible de la classe ouvrière et de la paysannerie (p. 93)

Intelligentsia populaire (p. 95)

Dans le creuset du travail (p. 95)

Chapitre V — Les traits de la morale nouvelle (p. 97)

TROISIEME PARTIE : LE SYSTEME ECONOMIQUE DE LA R.P.S. D'ALBANIE

Chapitre I — Entre deux époques (p. 104)

- La propriété (p. 104)
- Les premières transformations (p. 104)
- La réforme agraire (p. 106)
- La transformation socialiste des campagnes (p. 107)
- Le peuple, maître du pays (p. 109)
- La propriété socialiste (p. 109)
- Le développement de la propriété socialiste (p. 111)
- Principales caractéristiques de l'industrialisation socialiste en Albanie (p. 111)
- La voie du développement de la propriété coopérative (p. 113)
- Les coopératives de type supérieur - nouvelle étape dans le processus de socialisation de la propriété de groupe (p. 115)

Chapitre II — Caractéristiques essentielles du système économique de la R.P.S. d'Albanie (p. 118)

- Le centralisme démocratique, principe fondamental de l'organisation et de la gestion de l'économie nationale (p. 118)
- L'appui sur nos propres forces, voie principale de l'édification du socialisme dans notre pays (p. 120)
- La gestion planifiée de l'économie nationale (p. 123)
- D'un plan quinquennal à l'autre (p. 124)
- Avantages de la gestion planifiée de l'économie (p. 138)
- Le développement harmonieux de l'économie nationale (p. 139)
- La coopération socialiste (p. 142)
- L'élévation du potentiel économique des ressources naturelles (p. 143)
- Le développement planifié de la technique nouvelle (p. 145)
- La concentration de la production et ses avantages (p. 148)
- La productivité du travail (p. 149)

Chapitre III — L'essor de l'industrie (p. 151)

- Les fruits du travail créateur (p. 151)
- L'Albanie, mosaïque de lumières (p. 152)
- Le développement de l'industrie des combustibles (p. 153)
- Le développement de l'industrie minière (p. 155)
- L'industrie chimique, la plus jeune branche de l'industrie albanaise (p. 156)
- L'industrie mécanique (p. 157)
- L'industrie des matériaux de construction (p. 157)
- L'industrie du verre et de la porcelaine (p. 158)
- L'industrie du bois et du papier (p. 158)
- L'industrie légère (p. 159)
- L'industrie alimentaire (p. 159)

Chapitre IV — Le développement de l'agriculture socialiste (p. 163)

- Les entreprises agricoles d'Etat (p. 163)
- Les stations de machines et de tracteurs (p. 163)
- Les coopératives agricoles (p. 165)
- Les avantages du système coopératif (p. 166)
- La mécanisation de l'agriculture (p. 169)
- Le défrichage de terres nouvelles (p. 170)
- La bonification et l'irrigation des terres (p. 171)
- La chimisation de l'agriculture (p. 172)
- L'élevage (p. 174)
- La science au service de l'agriculture (p. 175)
- Le crédit agricole (p. 176)

Chapitre V — L'Albanie, chantier de construction (p. 179)

Chapitre VI — Les artères de la République (p. 181)

QUATRIEME PARTIE : LA REPARTITION SOCIALISTE

Chapitre I — La répartition du revenu national (p. 182)

- Accroissement et répartition du revenu national (p. 182)
- Le budget d'Etat, instrument de répartition du revenu national (p. 188)
- L'Albanie, premier pays au monde sans impôts (p. 190)

Chapitre II — Le commerce au service du peuple (p. 192)

- Le commerce socialiste (p. 192)
- Le développement du commerce (p. 192)
- Le système unique des prix (p. 193)

Chapitre III — Tout pour l'homme (p. 196)

- En Albanie le chômage a été supprimé (p. 196)

Le travailleur albanais ne peut pas être licencié arbitrairement (p. 197)
La durée de la journée du travail (p. 198)
Les congés payés des travailleurs et de leurs familles (p. 199)
La protection du travail (p. 200)
La répartition selon le travail (p. 201)
Pour un rapport plus juste entre les hauts et les moyens salaires des travailleurs (p. 203)

Chapitre IV — Le système de sécurité sociale (p. 207)

Tous les travailleurs sont assurés (p. 207)
Les travailleurs bénéficient des assurances sociales sans devoir verser de cotisation (p. 207)
Avantages procurés aux travailleurs par les assurances sociales (p. 208)
La sécurité sociale est gérée par les travailleurs eux-mêmes (p. 208)
Indemnités d'incapacité temporaire de travail (p. 209)
Le système des pensions (p. 210)
Les pensions de vieillesse (p. 210)
Les pensions d'invalidité (p. 211)
Les pensions familiales (p. 212)
Les pensions pour services méritoires (p. 213)
L'extension du système des pensions et de la sécurité sociale aux campagnes (p. 213)

Chapitre V — L'école pour tous (p. 215)

L'analphabétisme, éliminé en Albanie (p. 215)
L'offensive de propagation de l'instruction et de la lumière (p. 216)
Le nouveau système d'enseignement, système complet et avancé (p. 220)
Le caractère populaire du système d'enseignement en R.P.S. d'Albanie (p. 226)
Le caractère de masse de l'école (p. 228)
Conditions d'études favorables (p. 231)
Le développement de la démocratie socialiste dans les écoles albanaises (p. 232)

Chapitre VI — La culture (p. 235)

Les antiques traditions culturelles du peuple albanais (p. 237)
Les découvertes archéologiques (p. 238)
Figures éminentes (p. 239)
Les monuments culturels (p. 246)
Le folklore (p. 248)
Le patrimoine ethnographique (p. 251)
La voie du développement de la littérature albanais (p. 255)
Le livre, compagnon de tout Albanais (p. 258)
Le théâtre (p. 260)
Le cinéma (p. 262)
La renaissance des arts figuratifs (p. 263)
L'essor de la musique (p. 265)
La radio et la télévision (p. 266)
La culture, patrimoine du peuple tout entier (p. 267)
La voie de la science albanaise (p. 269)
L'Académie des Sciences de la R.P.S. d'Albanie (p. 270)
Vers les cimes radieuses de la science (p. 271)

Chapitre VII — La santé publique (p. 275)

La lutte pour la santé du peuple (p. 275)
L'extension des services sanitaires dans les campagnes albanaises (p. 277)
La prophylaxie, caractéristique fondamentale des services de la santé publique en Albanie (p. 278)
La science médicale au service de la protection de la santé du peuple (p. 279)
La santé publique, affaire du peuple tout entier (p. 280)
Diminution et élimination des maladies endémiques (p. 281)
Régression de la tuberculose (p. 283)
La protection de la santé de la mère (p. 284)
La sollicitude pour l'enfance (p. 285)
La pharmacie au service du peuple (p. 286)
Le sport de masse (p. 287)

Chapitre VIII — Le logement, problème d'intérêt général (p. 290)

Chapitre IX — La campagne et la ville, toujours plus proches (p. 293)

CINQUIEME PARTIE : L'ALBANIE DANS L'ARENE INTERNATIONALE

La politique extérieure de la R.P.S. d'Albanie, politique révolutionnaire conséquente et conforme aux principes (p. 298)

En guise de conclusion (p. 307)

NOTICE

En publiant ce volume en langue française, le propos des Editions «8 Nëntori» a été d'aller au-devant des désirs des lecteurs étrangers et de leur offrir un panorama général de l'Albanie, des aspects et particularités de notre pays, non sans dégager des conclusions et découvrir les jalons de nos perspectives d'avenir. Cet ouvrage, qui paraît après le VII^e Congrès du Parti du Travail d'Albanie tenu du 1^{er} au 7 novembre 1976, permettra au lecteur étranger de prendre connaissance des grandes lignes de l'histoire ancienne et présente de l'Albanie, de cette histoire, à travers laquelle le peuple albanais, comme l'a dit le camarade Enver Hoxha, s'est frayé son chemin, l'épée à la main. Nos amis étrangers y trouveront aussi une description sommaire de la géographie si variée de l'Albanie, de sa culture depuis l'époque illyrienne jusqu'à nos jours, des glorieux monuments de cette culture, des traditions combattantes et révolutionnaires du peuple. Ce texte offre en outre un tableau brossé à grands traits de la politique économique et sociale du pays et des mesures de révolutionnarisation qui y sont prises de façon continue. Il fournit également des indications sur le système étatique et social de notre République, que la nouvelle Constitution définit comme un Etat de dictature du prolétariat et République Populaire Socialiste d'Albanie. Cet ouvrage traite du rôle dirigeant du Parti du Travail d'Albanie dans la vie du pays, du rôle des organisations de masse dans le système de dictature du prolétariat. Il ne manque pas naturellement d'évoquer la politique extérieure du nouvel Etat albanais, les visées des ennemis à son encontre, les fermes positions prises par notre peuple pour défendre son indépendance, la lutte que le Parti du Travail d'Albanie, et le peuple albanais tout entier, sous la direction du celui-ci, ont menée et continuent de mener pour la défense du marxisme-léninisme, contre le révisionnisme moderne, contre les deux superpuissances, contre l'opportunisme, la réaction et pour la cause du socialisme et de la révolution.

Dans la préparation de cet ouvrage, la rédaction s'est fondée sur des documents, des données et des études de nos auteurs des secteurs les plus divers: histoire, géographie, géologie, politique intérieure et extérieure, économie, enseignement, culture, science, santé, etc.

En offrant ce livre aux lecteurs, la rédaction espère que ce tableau général de l'Albanie les aidera à mieux connaître ce petit pays, riverain de la mer Adriatique et de la mer Ionienne, dont le peuple construit le socialisme en tenant d'une main la pioche et de l'autre le fusil.

L'ALBANIE FRANCHIT LES SIECLES

— EN GUISE DE PREFACE —

«Une expression géographique», c'est ainsi que Bismarck, en son temps, avait qualifié l'Albanie. Cette appréciation dédaigneuse et cynique reflétait bien l'attitude de l'Europe bourgeoise à l'égard de l'Albanie opprimée, qui n'en était pas moins l'objet de ses féroces convoitises coloniales. Qui se souvenait alors que la patrie de Georges Kastriot Skanderbeg, s'était dressée contre les envahisseurs ottomans et, au prix du sang versé par ses meilleurs fils, avait contribué de façon si éminente au salut de la civilisation occidentale? Pour les plunitifs bourgeois, qui ne l'avaient même pas visitée, l'Albanie était un pays sauvage.

Ces temps-là sont aujourd'hui révolus à jamais. Le peuple albanais, sous la conduite du Parti du Travail d'Albanie, a libéré son pays par la force des armes et, déjouant les louches machinations des puissances impérialistes et des révisionnistes, l'a porté aux sommets du progrès. L'Albanie n'est plus une monnaie d'échange dans les marchandages de la diplomatie secrète, mais un Etat capable d'assurer lui-même sa propre destinée, pourvu d'une base économique solide, d'un potentiel défensif invulnérable à tout ennemi ou coalition d'ennemis, un pays qui s'est créé toutes les conditions pour marcher constamment de l'avant dans la voie du socialisme et du communisme.

Aujourd'hui non seulement les nombreux amis de l'Albanie aux quatre coins du monde, mais même beaucoup de ceux qui n'avaient jamais ressenti de sympathie à son égard, parlent des succès du peuple albanais qui «franchit les siècles».

Nos amis, qui ont visité notre pays naguère et qui le revoient aujourd'hui, y retrouvent un monde entièrement nouveau. Ceux qui ont grandi en Albanie durant ces 25 années de liberté, écrivait il y a dix ans Madame V. Pfenniger, qui séjourna en Albanie avant la dernière guerre mondiale, peuvent difficilement imaginer l'Albanie d'alors. Permettez à une vieille amie d'en évoquer pour vous certains aspects. Voici ce que je disais, entre autres, à un auditoire suisse au cours d'une conférence que je tenais en 1931: «[...] Certes, on voit bien, çà et là, quelques écoles en construction, mais elles sont très rares, et partout règne l'analphabétisme, compagnon de la pauvreté — qui favorisent l'un et l'autre les desseins des exploiters du peuple [...] A Shkodër, entre autres, nous avons rencontré des femmes qui nous ont semblé des spectres sombres, pitoyables, des musulmanes fanatiques, le visage voilé d'un «tchartchaf» noir [...] D'autres à la figure presque entièrement enveloppée ne découvraient qu'un oeil!»

«L'Albanie actuelle [...] me paraît extraordinaire. On croit chez nous que les pays méridionaux sont en général industriellement sous-développés. L'Albanie, telle que je la vois aujourd'hui, est non seulement un pays avancé sur le plan culturel, mais un pays agricole et industriel évolué.»

«Vous êtes partis de zéro. Cette volonté de vous élever de rien aux plus hautes cimes, je l'ai sentie et vue chez vous, et je comprends toute l'ampleur de votre effort, car je me souviens de votre situation passée.»

Un journaliste australien, dans un article intitulé «le régime monarchique de Zogu y aurait mis 722 ans» écrit: «Lorsqu'on se rappelle la situation de l'Albanie, naguère l'un des pays les plus arriérés d'Europe, il est difficile de nier ses progrès. En 1938, par exemple, la durée moyenne de la vie des Albanais était de 38 ans, et elle s'est élevée aujourd'hui à 66 ans. [En 1976 la durée moyenne de la vie s'est élevée à 69 ans.] Avant le second conflit mondial, on y comptait 83 pour cent d'analphabètes; aujourd'hui l'analphabétisme y a été entièrement liquidé. L'Albanie était avec l'Islande le seul pays d'Europe dépourvu de chemins de fer; le

premier train y a roulé en 1947, et cette voie ferrée a été construite avec le concours de 150.000 jeunes volontaires. Aujourd'hui, les jeunes gens et les jeunes filles d'Albanie consacrent leur période de vacances à construire, dans les montagnes, une voie ferrée [Aujourd'hui achevée.] qui reliera les gisements de ferronickel à un combinat métallurgique que l'on bâtit actuellement à Elbasan».

«En 1938, poursuit l'auteur, le port de Durrës n'avait que 200 mètres de quai avec une seule grue d'une capacité de deux quinaux. Aujourd'hui, des navires marchands relient Durrës aux continents les plus lointains. Il aurait fallu au régime monarchique de Zogu, au rythme de développement qui était le sien, 722 ans pour construire ce que l'Albanie populaire d'Enver Hoxha a réalisé en 25 ans.»

Faisant part de ses impressions à la suite d'une visite de trois semaines effectuée en Albanie, un journaliste égyptien écrit: «Le peuple albanais a accompli une véritable révolution dans les domaines économique, social, culturel, militaire et autres. Je n'exagérerai pas en affirmant que, au cours de ce dernier quart de siècle, depuis que les révolutionnaires authentiques ont assumé la direction du pouvoir, le peuple albanais a connu une véritable résurrection et qu'il mérite le plus grand respect. Les usines, les centrales hydro-électriques, les palais de la culture, les grands ouvrages de bonification, les constructions de tous genres et les villes nouvelles qui ont vu le jour et que j'ai eu la chance de visiter, sont un vivant témoignage des grands progrès réalisés par l'Albanie durant ces dernières années».

«Tous les citoyens ont les mêmes droits et les mêmes devoirs, écrit un autre journaliste égyptien. Les cadres dirigeants sont issus des rangs des ouvriers, des paysans et des masses laborieuses. Il n'existe pas de fortes différences entre les salaires. L'Etat veille avec le plus grand soin aux enfants durant toute leur croissance. Il a en charge leur instruction, leur éducation et leur culture. Les masses discutent sans aucune restriction de la politique intérieure et extérieure du Parti, elles font leurs suggestions, puis appuient avec détermination et enthousiasme la politique adoptée. Tous les citoyens sont entraînés militairement et prêts à se mobiliser à tout moment, l'arme à la main, pour défendre leur patrie et les conquêtes réalisées. Les Albanais ne font aucune concession en ce domaine.»

«[...] Les succès obtenus par le peuple albanais dans l'agriculture, a déclaré un ami japonais, à la suite d'une visite qu'il effectua en Albanie, m'ont laissé une impression particulièrement profonde. Toutes les terres cultivables, jusque dans les montagnes, ont été mises en culture. Partout ont été construits des canaux d'irrigation et de drainage, les anciens marais et marécages ont été asséchés. La construction d'un bon nombre d'établissements industriels modernes, telles les usines d'engrais chimiques et de pièces de rechanges pour tracteurs, est coordonnée de manière à servir l'essor ultérieur de l'agriculture. Mais ce qui est le plus important, c'est que le moral des travailleurs ruraux, comme celui du peuple albanais tout entier, est des plus élevés».

Une revue ouest-allemande qualifie l'Albanie de «Paradis fiscal». «L'Etat albanais, écrit la revue, a supprimé tous les types d'impôts sur les revenus pour tous les citoyens, il a abaissé les prix des produits alimentaires et exonéré les coopératives agricoles de l'obligation de restituer les emprunts contractés. Ces mesures épargneront aux deux millions d'Albanais une dépense de 10 millions de marks par an».

«Résultats impressionnants» c'est ainsi que le journaliste français de renom, André Fontaine, qualifie dans un article les succès remportés par le peuple albanais. «Huit ans de scolarité obligatoire dans un pays qui, avant la guerre, comptait 85% d'analphabètes, l'espérance de la vie doublée, un réseau ferré reliant entre elles les principales villes, presque tous les grands axes routiers asphaltés, le pain quotidien, le travail, les services sociaux assurés à chacun, les marais asséchés, la malaria éliminée, l'électrification sur le point d'être achevée avec dix ans

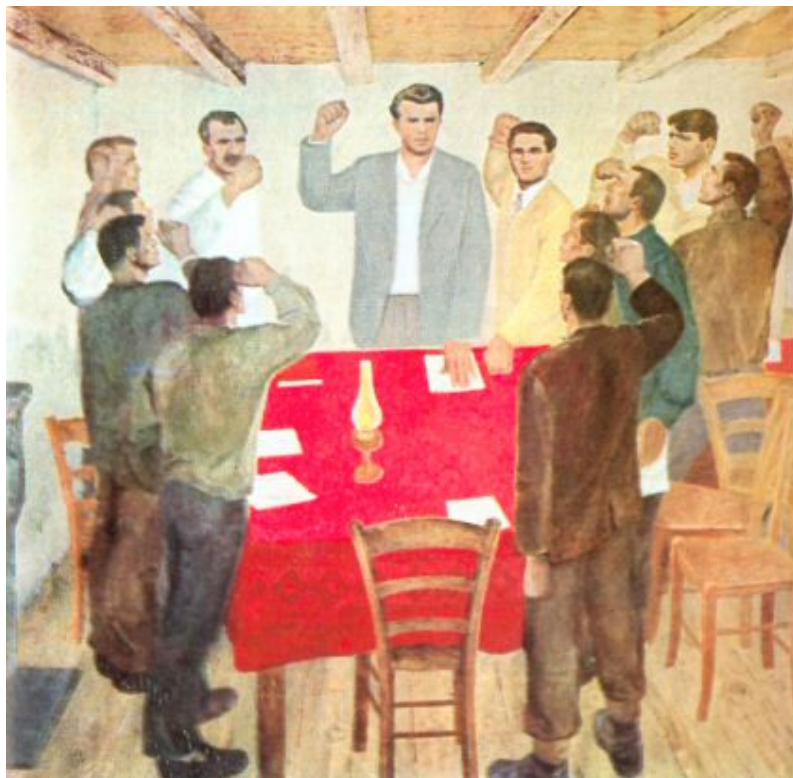
d'avance sur les prévisions initiales, les usines qui se multiplient, ce sont là des résultats impressionnants pour ce pays qui, avant l'invasion italienne, était plus un fragment de Proche-Orient, qu'une terre d'Europe. Bien des nations dites en voie de développement pourraient les lui envier.»

«D'autres traits ne sont pas moins frappants: l'exceptionnelle propreté des villes et des villages, le bon aspect des cultures, la vivacité du regard des jeunes auxquels le régime a confié des tâches souvent importantes, la présence de femmes à des postes de responsabilité, d'une fréquence sans égale dans un pays de tradition islamique, enfin et surtout peut-être la simplicité des dirigeants qui ont visiblement à coeur, pour la plupart, d'être non seulement avec le peuple, mais du peuple.»

«L'Albanie socialiste, écrivait Gilbert Mury, ancien maître assistant à l'Université de Bordeaux, et ancien Secrétaire général des Amitiés franco-albanaises, achève en ce moment ce qu'aucun autre pays socialiste n'a pu faire — et ce qu'un vieux pays industriel comme la France n'a pas encore réalisé: l'électrification du moindre village, du plus petit hameau jusqu'au fond des montagnes les plus escarpées. C'est là un changement brusque, le franchissement d'un seuil, d'une nouvelle étape dans la marche en avant de la révolution.»

Dans le journal «Ulus» d'Ankara, un professeur turc apprécie hautement les réalisations accomplies en Albanie dans les années qui ont suivi la Libération. «L'Albanie, écrit-il notamment, devient un pays industriel avancé dans les Balkans. Qu'il nous suffise de citer un seul exemple: l'électrification. Chaque village d'Albanie est alimenté en électricité apporte le progrès et la culture. L'Albanie a depuis longtemps éliminé l'analphabétisme, en un temps où en Turquie en compte encore 50% d'illettrés».

Et les témoignages dans ce sens ne se comptent pas.



La fondation du Parti communiste d'Albanie (aujourd'hui Parti du Travail d'Albanie) huile de Sh. Hysa.

PREMIERE PARTIE : NOTIONS GENERALES GEOGRAPHIQUES ET HISTORIQUES

Chapitre I — Devant la carte de l'Albanie

Situation géographique

La République Populaire Socialiste d'Albanie est l'un des plus petits pays du continent européen. Elle est située à l'ouest de la péninsule des Balkans et comprise entre les 39°38' (Konispol) et 42°39' (Vermosh) de latitude nord et les 19°16' (Sazan) et 21°4' (Vernik, Korçë) de longitude est.

Les frontières

Les frontières actuelles de l'Albanie furent fixées à l'issue de la guerre balkanique, à la Conférence de Londres en 1913. Les puissances impérialistes, en opposition à la lutte, à la volonté et aux justes aspirations du peuple albanais, laissèrent en dehors de ses frontières une grande partie des terres peuplées de ses fils.

L'Albanie confine au nord et à l'est à la Yougoslavie, au sud-est et au sud à la Grèce. La longueur totale de ses frontières est de 1204 km, dont 476 avec la Yougoslavie et 256 avec la Grèce, le littoral maritime s'étendant sur 472 kilomètres. Ainsi près des 3/5 de la ligne de frontière sont terrestres et 2/5 maritimes.

Superficie

L'Albanie a une superficie de 28.748 km². Elle s'étend du nord au sud sur une longueur maximale de 340 km. Sa largeur, de l'ouest à l'est, varie de 75 à 150 km avec une moyenne de quelque 100 kilomètres.

Relief

L'Albanie, en dépit de l'exiguïté de son territoire, possède une morphologie variée aux multiples contrastes. Son sol est géologiquement récent. Aussi le relief du pays est-il essentiellement montagneux.

L'altitude moyenne du pays est de 700 mètres, soit le double de la moyenne européenne. Sur près de 1/3 (29,5%) de la superficie elle ne dépasse pas 300 mètres, alors que dans le reste (70,5%) de l'Albanie, l'altitude va de 300 à 2700 mètres.

Le relief albanais est particulièrement varié et, sous cet aspect, le pays peut se diviser sommairement en trois zones géophysiques: les Alpes de l'Albanie septentrionale, l'Albanie intérieure et l'Albanie côtière.

Les Alpes couvrent une partie du nord du pays et leur altitude varie entre 2.000 et 2.700 mètres. Elles s'étendent en longueur, de l'ouest à l'est sur 50 km environ et, en largeur, du nord au sud, sur 20 km. Les plus hautes cimes des Alpes albanaises sont le mont Jezerca qui culmine à 2.694 m. le pic dit Maja e Hekurave (la Cime de fer) avec la Cuka e Paqes (le Sommet de la paix) (2.600 m), le mont de Radohime (2.570 m) etc.

Les Alpes d'Albanie, avec leurs cimes couvertes de neiges éternelles sont coupées de cours d'eau qui y creusent des vallées d'une rare beauté où affluent les eaux limpides et glacées de torrents impétueux.

L'Albanie intérieure, c'est-à-dire l'Albanie orientale, est située au sud des Alpes albanaises et à l'est de l'Albanie côtière. Elle s'étend depuis le Drin blanc et le Drin jusqu'au mont d'Ostrovica, à Leskovik et à la frontière grecque. Les montagnes de cette zone diffèrent de celles de l'Albanie du Nord. La direction des chaînes de montagne de l'Albanie intérieure est la même que celle des monts dinariques, soit du nord-ouest au sud-est. Une seule exception, les montagnes de l'est de l'Albanie intérieure, dont l'axe est orienté dans la direction nord-sud.

L'Albanie intérieure est l'une des grandes zones montagneuses du pays. Les montagnes n'y forment pas de longues chaînes, mais les cols de haute altitude, les lits des torrents et des fleuves, ainsi que les nombreuses vallées qui les coupent, leur confèrent les particularités d'un groupe distinct.

Les forêts qui couvrent les versants des monts, et les riches pâturages qui en couronnent les sommets, donnent à toute l'Albanie intérieure un aspect majestueux.

Les sommets les plus élevés de l'Albanie intérieure sont le mont Korab (2751 m), le plus haut d'Albanie et le troisième des Balkans, Gjalica e Lumës (2484 m), et le Mali i Dejës (2,264 m).

L'Albanie côtière se situe au sud-ouest des Alpes albanaises et à l'ouest de l'Albanie intérieure, dont elle est séparée par une ligne oblique, allant, dans le sens nord-ouest — sud-est, de Shkodër à Leskovik. Borné au nord par la Yougoslavie, et au sud-est par la Grèce, le littoral est baigné sur sa plus grande longueur par l'Adriatique, et, au sud, par la mer Ionienne.

L'Albanie occidentale diffère sensiblement des autres zones, principalement montagneuses. C'est en effet une zone en majeure partie plate. Sa portion montueuse est traversée par de larges vallées. Cette zone comprend les plaines fertiles du Mati, de Thumanë et celle de la Myzeqe, la plus vaste d'Albanie. Autrefois submergées d'étangs et de marécages, ces plaines, aujourd'hui bonifiées et aménagées, sont devenues de remarquables productrices de céréales panifiables et de plantes industrielles.

La nature de la côte montagneuse de Vlore à proximité de Sarande, est d'une particulière beauté. C'est la renommée «riviera albanaise», une région pittoresque, au climat doux, baignée par la mer Ionienne.

Les plus hautes montagnes de l'Albanie côtière sont le mont Nemercka (2.485 m) et le Tomorri qui culmine à la cime Partizani à 2.417 mètres.

Sur toute sa longueur, du nord au sud, le littoral albanais est jalonné de plages réputées. Les eaux pures, le sable fin à haute teneur en iode, la beauté de la nature environnante, les maisons de repos, les hôtels et les restaurants qui y ont été mis sur pied, en ont fait des centres de villégiature très appréciés par des milliers de travailleurs et par les touristes.

Eaux intérieures

L'Albanie est riche en cours d'eau, en lacs et en étangs. Ils y couvrent une superficie d'environ 64.000 hectares.

L'ensemble du territoire est sillonné d'un dense réseau de cours d'eau, généralement courts, le territoire albanais étant partout de largeur réduite et entouré, au nord comme à l'est et au sud, de montagnes relativement peu distantes de la mer. Les principaux fleuves sont le Drin (281 km) ; le Seman (252 km), le Shkumbin (146 km), la Vjosa (238 km), le Mati (104 km), l'Erzen (91 km), l'Ishëm (70 km).

La configuration montagneuse du pays influe considérablement sur le cours des fleuves. En raison de la forte dénivellation, le courant des fleuves dans leur cours supérieur est très rapide. Le contraire se produit dans leur cours inférieur où l'inclinaison est très faible. Presque tous les fleuves orientent leur cours dans la même direction, de l'est à l'ouest. Aucun d'eux n'est navigable, sauf la Buna qui prend sa source dans le lac de Shkodër et se jette dans l'Adriatique.

Cours d'eau et lacs albanais recèlent des ressources hydro-énergétiques qui atteignent quelque 1,5 million de kilowatts, alors que la production annuelle de ces ressources d'énergie pourrait atteindre 5 milliards de kilowatts-heure.

La variété du paysage albanais est complétée par les lacs et les étangs qui le parsèment et dont le nombre dépasse 150. Ils sont situés pour la plupart au sud-est du pays et tout le long du littoral. D'origine diverse, ils peuvent être classés en: 1) lacs tectoniques comme ceux de Shkodër, de Pogradec et de Prespa; 2) lacs élastiques comme les lacs de Belsh; 3) lacs d'origine glaciaire comme ceux de Lure, d'Allaman, etc; 4) lacs artificiels qui sont l'oeuvre de la main de l'homme — comme le lac d'Ulze, celui de Vau i Dejës, sans parler du vaste lac qui sera bientôt créé par le barrage de la grande centrale hydroélectrique de Fierze, etc. La plupart d'entre eux sont de dimensions réduites et situés à de hautes altitudes, les plus étendus étant ceux des zones frontalières, de Shkodër, de Pogradec et de Prespë, qui couvrent respectivement en territoire albanais une superficie de 370, 367 et 285 kilomètres carrés.

Par leurs eaux cristallines et la nature majestueuse qui les environne, tous ces lacs sont d'une grande beauté.

Climat

L'Albanie est située à une égale distance de l'équateur et du pôle Nord. Du fait même de la situation géographique du pays le climat y est tempéré. Néanmoins, certains facteurs, tels que la, proximité de l'Adriatique et surtout de la mer Ionienne, la grande diversité du relief, la direction des chaînes de montagnes les masses d'air chaud qui soufflent de l'Atlantiques ainsi que des profondeurs de l'Europe centrale et de la péninsule des Balkans, font que l'on peut y distinguer trois zones climatiques diverses. Le long du littoral s'étire, comme un étroit ruban, la zone méditerranéenne-atlantique, qui présente tous les traits du climat méditerranéen. L'est et le sud-est du pays subissent l'influence du climat continental. L'air continental y prédomine à toutes les saisons de l'année, et, les précipitations, températures et autres éléments présentent les mêmes caractéristiques. La zone climatique transitoire, qui couvre tout le reste de l'Albanie, est située entre les deux premières. Elles s'en distinguent par le fait que l'air maritime y prédomine durant la moitié chaude de l'année et l'air continental durant la moitié froide.

La température annuelle moyenne au nord-est du pays est de 14°, au sud-ouest de 18°. Le mois le plus froid de l'année est le mois de janvier, au cours duquel la température moyenne, suivant les régions, oscille entre 3° et 10°, alors que le mois le plus chaud est juillet, avec une température moyenne de 25°-26°.

Ces données attestent que l'Albanie est un des pays les plus chauds des Balkans. Pour l'ensemble des saisons de l'année la température est relativement élevée, et le total des températures quotidiennes varie, d'une région à l'autre, entre 2.000 et 5.000° centigrades. La côte de Himare avec un total annuel de 5.000° est l'une des zones les plus chaudes.

Le niveau des précipitations annuelles dépasse 1.000 mm avec une répartition des pluies fort inégale selon les saisons. La période estivale est particulièrement sèche dans les régions du sud et du littoral. Les périodes de sécheresse, fréquentes, se prolongent parfois pendant plus d'un mois. L'automne et l'hiver sont marqués par de fortes pluies.

La flore et la faune

Peu de pays au monde, proportionnellement à leur superficie, possèdent une si grande variété de plantes, voire d'espèces, d'origine si diverse, que l'Albanie. La diversité du climat, la structure géologique et la géographie physique de l'Albanie sont les causes de cette grande richesse et de la variété de la flore et de la faune albanaises. L'Albanie voit croître sur son sol quelque 3.500 espèces de plantes qui représentent non seulement la majeure partie de la flore balkanique, mais qui comprennent aussi des plantes des régions les plus lointaines.

On peut distinguer en Albanie quatre zones de végétation. La plus basse est celle des maquis ou des arbustes, typiquement méditerranéenne. Les cultures prédominantes sont généralement celles de l'olivier, de la vigne et d'arbres fruitiers, notamment figuiers, orangers, citronniers etc. Parmi les arbres non fruitiers de cette zone citons la bruyère, le chêne égilops, le genêt, le cyprès, etc. On y cultive aussi dans d'excellentes conditions des céréales et des plantes industrielles, telles que le coton et le tabac. La seconde zone, celle du chêne, est la plus étendue. On y trouve les plantes qui résistent à la sécheresse relative propre à la zone méditerranéenne.

Des arbres fruitiers comme le noyer, le pommier, le poirier, le cognassier, le prunier, la vigne, etc., sont également fort répandus dans cette région.

La troisième zone, essentiellement humide, est celle des forêts. L'arbre caractéristique de cette zone est le hêtre; les hêtraies constituent en Albanie l'extrême limite supérieure de boisement, mais on y trouve également des pins. La quatrième zone, la plus élevée, est celle des pâturages alpestres.

La flore d'Albanie comprend également, pour une grande part, des plantes médicinales des plus variées. On en compte plus de 300. Tels sont notamment le sureau, le romarin, la sauge, la camomille.

Dans le passé, la riche flore de l'Albanie a été un objet d'étude pour de nombreux savants, étrangers, alors que les régimes antérieurs ne lui attachaient pas le moindre intérêt. A cette époque, non seulement aucune étude n'avait été faite dans ce domaine, mais on n'avait pas rassemblé une collection, fût-ce sommaire, de notre flore. Le pouvoir populaire, conscient de l'importance de l'étude de la végétation du point de vue tant scientifique qu'économique, a arrêté une série de mesures visant à promouvoir le collectage et l'étude de la flore du pays. Aujourd'hui, 90% des études et des publications ayant paru et paraissant dans ce domaine, sont l'oeuvre des travailleurs scientifiques albanais. L'ensemble de ces recherches a pour centre Tirana.

La douceur du climat, l'abondance des forêts, l'hydrographie et l'orographie du pays ainsi que le caractère montagneux de son relief sont autant de facteurs qui ont concouru à donner à la faune albanaise une richesse et une variété remarquables. Le monde animal en Albanie, de même que la végétation est fort analogue à celui des pays méditerranéens et de l'Europe centrale. Outre les animaux domestiques, on y rencontre de nombreuses espèces d'animaux sauvages, loups, ours, renards, ainsi que des lièvres, chevreuils, chèvres sauvages, etc.

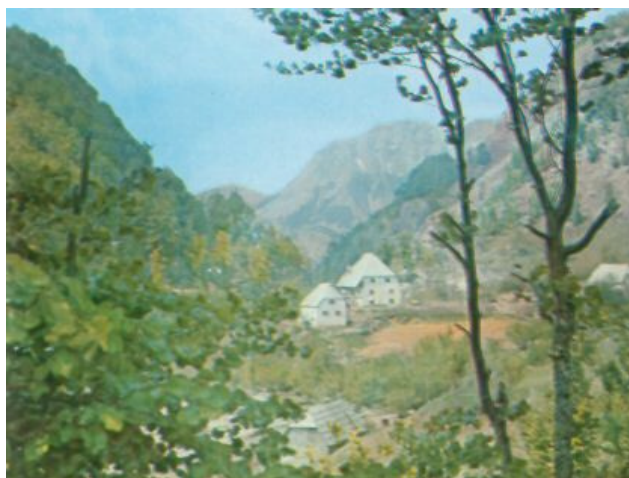
L'Albanie possède également de grandes richesses ornithologiques. En plus de toutes les espèces d'oiseaux domestiques, elle est peuplée de nombreux oiseaux sauvages, rapaces et non rapaces.

Les eaux albanaises abritent les poissons les plus divers. On y trouve environ 110 familles de toutes les espèces de poissons de la Méditerranée. Citons notamment le mulot, le bar, le rouget, etc.

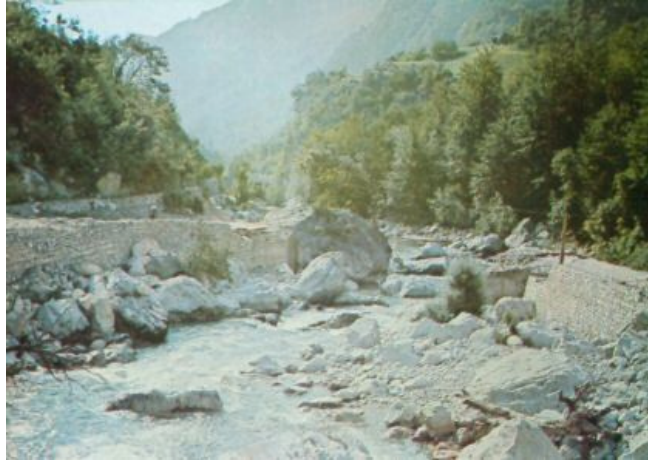
Au lendemain de la Libération, le pouvoir populaire, conscient de la grande richesse que représentent la flore et la faune, a pris des mesures afin d'en assurer la préservation et l'exploitation rationnelle au profit du peuple tout entier.



Dans les lacs de montagne de Lurë.



Panorama des Alpes albanaises.



Le cours supérieur de Valbone.

Richesses du sous-sol

En dépit de sa faible superficie, l'Albanie renferme d'importantes ressources dans son sous-sol. Les études géologiques ont révélé que celui-ci renferme plus de 30 sortes de minéraux, (minéraux combustibles, bitumeux et métalliques), matériaux de construction et autres.

Du point de vue des richesses de son sous-sol, l'Albanie peut être divisée en deux zones principales: le Sud-Ouest, riche en hydrocarbures et en combustibles, et le Nord-Est, qui recèle des réserves de minéraux métalliques. Parmi les hydrocarbures viennent en tête le pétrole et le bitume naturel. Parmi les combustibles, il faut surtout citer le charbon de terre.

L'Albanie possède des réserves de minerais métalliques tels que chrome, cuivre, ferronickel etc. Par ses réserves en minerai de chrome, elle se range parmi les premiers pays du monde.

Le cuivre a été connu et exploité en Albanie depuis les temps les plus anciens. Il se situe dans les roches éruptives basiques et se présente sous forme de colonnes et d'agglomérats.

Parmi les minéraux non métalliques il convient de mentionner le soufre, l'amiante, l'arsenic, le sable, le gypse, l'argile, etc.

On y trouve des roches donnant des matériaux de construction et d'ornementation. Citons le marbre blanc du Korab, le marbre rose de Burgayet et celui de Korçë.

Les sources d'eaux minérales ont été exploitées dès les temps antiques. Les Romains avaient aménagé une station aux thermes d'Elbasan, dont les eaux ont un grand pouvoir curatif. Les plus importantes de ces sources sont celles d'Elbasan, Peshkopi, Selenicë, Leskovik et Glinë.

Sous les régimes du passé, les grandes richesses du sous-sol albanais n'ont jamais été mises au service du développement de l'économie nationale, mais exploitées au profit des sociétés monopoleuses étrangères. Le pouvoir populaire a mis fin une fois pour toutes, à cet état de choses. Toutes les sociétés et entreprises, propriété du capital étranger et local, ont été nationalisées. Ainsi les possibilités ont été créées pour que les richesses du sous-sol soient exploitées au profit du développement et de l'épanouissement du pays.

Chapitre II — La population de la R.P.S. d'Albanie

L'Albanie est l'un des pays du monde où le taux d'accroissement naturel de la population est le plus élevé. Alors que de 1923 à 1938, le taux moyen annuel d'accroissement de la population a été de 1,7%, de 1945 à 1973 ce taux moyen est monté à 2,4%.

Le fort accroissement de la population après la Libération est dû aux mesures prises par le pouvoir populaire dans le domaine de l'économie, de la culture et de la santé publique. Le visage actuel, socialiste, de la petite Albanie, présente une immense différence par rapport à sa physionomie passée.

L'Albanie connaît des réalisations imposantes auxquelles peu de pays dans le monde ont accédé. Elle se range parmi les premiers pays totalement électrifiés. Elle est le premier pays au monde qui a complètement supprimé les impôts et les taxes. En ce qui concerne le nombre des étudiants par rapport à la population, elle se classe parmi les pays les plus avancés et, d'autre part, le niveau des dépenses pour les besoins de la consommation sociale est relativement élevé, à quoi il convient d'ajouter que beaucoup de services, notamment l'assistance médicale, sont gratuits. Au cours des deux dernières décennies le fonds de la consommation individuelle s'est accru d'environ 4 fois.

Les travailleurs d'Albanie sont certains de la valeur de leurs revenus. Cette certitude a pour fondement réel et inébranlable la nature même socialiste de l'économie. Celle-ci, se développe de manière planifiée et proportionnée. En éliminant les contradictions antagonistes entre la production et la consommation, et en assurant un budget d'Etat constamment excédentaire, elle a créé toutes les conditions pour que les deux termes qui déterminent la valeur de ces revenus, les salaires et les prix, ne varient qu'en sens contraire, les premiers dans le sens de la hausse, les seconds dans le sens de la baisse, entraînant ainsi la hausse incessante des revenus réels de la population, accompagnée d'un accroissement continu des biens matériels et culturels. La croissance naturelle est le facteur principal de l'accroissement effectif de la population albanaise, l'émigration et l'immigration n'y jouant à présent aucun rôle.

Avec la Libération du pays, les conditions politiques et économiques d'autrefois, qui contraignaient les Albanais à prendre le chemin de l'émigration, furent supprimées.

En 1975, l'Albanie comptait environ 2.430.000 habitants, soit plus du double de la population de 1938. Mais le nombre des Albanais est bien plus élevé si l'on compte ceux qui vivent en dehors des frontières politiques actuelles de l'Etat albanaise.

De 1938 à 1975, la densité de la population est montée de 36 à 84 habitants par km². Bien entendu, cette densité varie d'une région à l'autre. Généralement, les régions montagneuses ont une population clairsemée, alors que les contrées basses de l'Albanie occidentale ainsi que le sud-est (région de Korçë) sont plus peuplés.

Après la Libération, la densité de la population s'est sensiblement modifiée, à la suite du fougueux essor de l'industrie, de la création de nouveaux centres industriels et agricoles, de l'assainissement des marais, du défrichement de terres nouvelles, etc. Durant cette période, on a assisté à un vaste mouvement de migration de la population des contrées montagneuses vers les plats pays et en particulier vers les nouveaux centres industriels. Avant la Libération, 15% seulement de la population vivaient dans les villes alors que ce pourcentage a maintenant atteint 33,9%.

De façon générale, les hommes sont plus nombreux que les femmes. Les hommes représentent 51,5% de la population. En 1970, les personnes en âge de travailler constituaient 49,2% du total de la population, les jeunes n'ayant pas atteint cet âge, 42,2% et ceux qui l'avaient dépassé 8,6%.

L'Albanie est l'un des pays d'Europe qui a le taux de mortalité le plus bas, le taux de natalité le plus haut et la durée moyenne de vie la plus élevée. De pays à taux de mortalité élevé qu'elle était avant la Libération (17,7% en 1938), l'Albanie a accédé au rang, de pays à faible taux de mortalité (7,9% en 1973). Ce taux est fonction directe des conditions de vie matérielles, culturelles et sanitaires de la population. La sollicitude que témoigne le pouvoir populaire pour l'homme, qui est à ses yeux le capital le plus précieux, a pour résultat direct l'allongement de la durée moyenne de la vie. De 38 ans qu'elle était en 1938, la durée moyenne de la vie était passée en 1950 à 53 ans et elle a dépassé aujourd'hui 69 ans.

Origine du peuple albanais

Le processus de formation du peuple albanais remonte à une époque si reculée qu'il se perd dans la nuit des temps. La question de l'origine du peuple albanais fut soulevée pour la première fois par les humanistes du XV^e siècle, et notamment par les Albanais Marin Barleti et Marin Becichemi.

Partant d'arguments historiques, ils considéraient les Albanais à juste titre comme les descendants des anciennes populations établies en Albanie dans les temps antiques, autrement dit des Illyriens. Cette thèse fut scientifiquement étayée par l'historien I.G. Thunmann en 1774. Des arguments essentiellement linguistiques furent apportés en faveur de cette explication par les philologues G. Meyer, P. Kretschmer, N. Jokl, V. Cimochofsky et beaucoup d'autres. Ils ont démontré qu'un bon nombre de données recueillies de l'illyrien, entre autres les noms de lieu, de personne et certains termes isolés que nous fournissent les inscriptions ou les auteurs antiques, ne peuvent s'expliquer qu'avec l'aide des vocables albanais. Les observations anthropologiques renforcent également cette thèse. Elle révèle en effet que le caractère brachycéphale des Albanais actuels correspond à celui de la plupart des crânes retrouvés dans les métropoles illyriennes.

Selon les résultats recueillis par les fouilles systématiques effectuées surtout après la libération, on peut dire que les premières traces de l'homme découvertes à ce jour sur le territoire d'Albanie remontent au paléolithique moyen et récent.

Les Illyriens ne sont cependant pas le maillon initial dans le processus de formation du peuple albanais actuel. La science archéologique et linguistique s'emploie à rechercher plus en arrière dans le temps les prédécesseurs des Illyriens, autrement dit les tout premiers ancêtres des Albanais actuels. S'appuyant sur un bon nombre de très anciens vestiges subsistant dans la langue albanaise ainsi que dans la culture matérielle du pays, certains hommes de science étrangers, notamment I.G. Hahn, G. Stier, L. Bülow, ont, dès le siècle dernier, avancé la thèse selon laquelle le peuple albanais descendrait directement des Pélasges, que l'on considérait comme les plus anciens habitants de la péninsule balkanique et du bassin méditerranéen. De nos jours également, certains chercheurs se sont attachés à démontrer l'existence de ces vestiges linguistiques et culturels dans l'albanais, qu'ils estiment être la langue d'un peuple très ancien. C'est ce que viennent confirmer aussi les résultats des récentes fouilles et recherches des archéologues albanais. Ces travaux ont en effet montré que l'ancienne thèse d'après laquelle les Illyriens se seraient transplantés dans les régions de l'Albanie actuelle au début du premier millénaire avant notre ère, autrement dit au début de l'époque du fer, ne peut plus être soutenue. Les archéologues albanais pensent que la présence des Illyriens et de leur culture dans les régions d'Albanie remonte au moins à l'âge du bronze, sinon à une époque antérieure. Comme on le voit, on a lieu de rechercher les ancêtres des Albanais en des époques encore plus reculées de l'histoire.

L'opinion selon laquelle le peuple albanais se serait établi très anciennement dans les régions qu'il habite aujourd'hui s'est vue ainsi étayée de plus en plus solidement. Tout en assimilant dans les périodes postérieures de nouveaux éléments ethniques et culturels, notamment sous la domination romaine et byzantine comme durant la colonisation slave, la population illyrienne a préservé dans le fond son propre caractère ethnique ainsi que sa langue et sa culture, et formé ainsi, à la faveur de nouvelles circonstances historiques, sociales et économiques, la nationalité albanaise actuelle.



Fouilles à Pojan.



Maison-musée de l'ancienne province de Gjirokastër.



Au musée de Pojan.

L'appellation nationale des Albanais

Notre peuple, aujourd'hui se dénomme lui-même «Shqiptar» et il appelle son pays «Shqipëri», mais les étrangers, eux, nous appellent Albanian, Albanais, Albaner, Albanese, et ils désignent notre patrie sous le nom d'Albania. Albanie. Albanien. De ces deux noms, le second est le plus ancien et il a été, jusqu'aux XVII^e et XVIII^e siècles le seul nom national de notre peuple.

Quelle est l'origine historique de ce nom?

Au II^e siècle de notre ère, le géographe Ptolémée, qui vécut à Alexandrie d'Egypte, fait figurer dans sa carte du monde une tribu qu'il dénomme Albanoi et une ville d'Albanopolis dans une zone qui correspond à l'Albanie centrale actuelle entre Durrës et Dibër. On a tout lieu de croire que la ville d'Albanopolis se situait sur l'emplacement du village de Zgërdhesh, (non loin de la ville de Krujë, à proximité de laquelle on distingue encore les ruines d'une ancienne cité illyrienne). C'est du nom de cette tribu que le peuple albanais a hérité son ancien nom national, sous lequel tous les autres, peuples du monde le désignent aujourd'hui. Aux XI^e siècle, les Albanais sont cités pour la deuxième fois par les chroniqueurs byzantins comme Albanoi, Albanitai, et l'Albanie comme Albanon. On retrouve ces noms dans tous les documents historiques des siècles postérieurs du Moyen Age.

On sait qu'au cours du XIV^e siècle et surtout du XV^e siècle, à la suite de l'invasion turque, des milliers d'Albanais émigrèrent en Grèce et en Italie, où ils fondèrent des villages albanais, préservant

opiniâtement jusqu'à ce jour leur ancienne langue maternelle. Ces colons se nommèrent eux-mêmes «Arberèches» et ils appelaient leur patrie Arbër.

Les noms de Shqiptar et Shqipëri leur étaient totalement inconnus. On peut en déduire que ces noms, pour le moins jusqu'au XV^e siècle, n'étaient pas encore en usage. Même les anciens auteurs albanais des XVI^e et XVII^e siècles citent uniquement le nom d'Arbër. Cette dénomination survit encore de nos jours sur le territoire même de l'Albanie, en particulier dans la région comprise entre Vlorë et Delvinë. Non loin de Tirana, dans la zone où devait se trouver l'antique Albanopolis, se situe aujourd'hui le village d'Arbanë, dont le nom, comme il est facile de le voir, n'est qu'une autre forme de celui d'Arbën. Jusqu'au XVIII^e siècle, les Albanais qui se transplantaient dans des contrées étrangères baptisaient de ce nom leurs nouveaux villages. Le premier nom des Albanais et de l'Albanie est donc Arbër.

Les formes en Alb- usitées par les étrangers sont dues, suivant la plupart des savants qui se sont occupés de cette question, à une altération de Arb- en alb-.

Les nouvelles appellations de «Shqiptar», «Shqipëri», «Shqipni» sont apparues ces derniers siècles. Gjon Buzuku (1555), le plus ancien écrivain albanais connu jusqu'à ce jour, est le premier à avoir employé le mot «shqip», mais pour désigner la langue, cependant qu'il dénomme le pays «Arbën». De même, les autres auteurs du XVII^e siècle utilisent le mot «shqip» uniquement pour la langue. A partir de ce terme, qui désignait le parler, se créèrent postérieurement les noms de «shqiptar» et de «Shqipëri», qui se substituèrent progressivement aux anciens noms d'Arbër, et d'Arbëri.

Quant à l'étymologie du mot «shqip», beaucoup d'explications ont été avancées à ce sujet, sans qu'on soit parvenu à une conclusion pleinement acceptable. L'opinion la plus répandue retient que le nom de Shqiptar a son origine dans le mot «shqipe» (aigle), qui est particulièrement en honneur chez les Albanais.

Chapitre III — La division administrative et les villes principales du pays

La République Populaire Socialiste d'Albanie est divisée en 26 unités administratives, ou districts, qui relèvent directement de l'appareil central de l'Etat. Quelques districts se divisent à leur tour en un certain nombre de localités. La localité est une subdivision administrative qui se compose d'un certain nombre de villages constituant une unité territoriale. Le village regroupé occupe, dans la hiérarchie administrative, le même rang que la localité; il se compose de plusieurs villages qui, eux aussi, présentent une unité territoriale et économique, laquelle conduit à la création de coopératives regroupées. L'unité de base de la division administrative est, dans les régions rurales, le village. Aujourd'hui la carte d'Albanie comprend 62 villes, et agglomérations importantes assimilées administrativement aux villes. L'unité de base de la division administrative dans les zones urbaines est le quartier. Les grandes villes sont divisées en quartiers.

Les organes du pouvoir dans les districts, localités, villages regroupés, villages, villes et quartiers, sont les conseils populaires.

Cette division administrative de la République Populaire Socialiste d'Albanie a pour but de porter le pouvoir le plus près possible du peuple, de donner aux masses travailleuses la possibilité de participer activement au gouvernement de tout le pays et de concourir à l'heureux règlement des diverses questions d'ordre étatique, économique, culturel, etc.

Ancienneté des villes albanaises

Selon les époques historiques qui les virent naître, les villes d'Albanie se divisent en plusieurs catégories: les anciennes cités illyriennes, Scodrinon (Shkodër actuelle), Epidamnus ou Dyrrachium (Durrës), Antipatrea (Berat), Apollonie (aujourd'hui le village de Pojan dans la région de Fier), Buthroton (Butrint actuel); les villes qui ont vu le jour à l'époque de la colonisation hellène: Lissus (Lezhë actuelle), Nymphaïon (Shëngjin), Orikon (proche de Pasha Liman, dans le district de Vlorë), Phoinike (Finiqi actuel, village de Delvinë), Aneksimas (Sarandë); les villes qui furent fondées à l'époque des Etats illyriens: Byllis (lieu aujourd'hui non habité: Gradishte); Olympe (aujourd'hui le village de Margëlliç) etc.; les villes fondées à l'époque de l'occupation romaine: Aulon (Vlorë actuelle), Hadrianopolis (ville proche de Gjirokastër), Albanopolis (ville située à l'intérieur du triangle Durrës — Elbasan — Krujë), Skampa (sur l'emplacement de la Vile actuelle d'Elbasan), Claudiana (Peqin), Epicaria (Pukë actuelle); les villes apparues durant l'occupation byzantine: Krujë et Petrelë; les villes enfin qui ont été bâties au cours de l'occupation turque: Fier, Lushnjë, Kavajë, Tirana, Pogradec, Korçë, Voskopojë, Vithkuq, Leskovik, Përmet, Elbasan (sur les ruines de l'antique Skampa).



Berat.

Les principales villes de l'Albanie

L'Albanie a pour capitale *Tirana*, ville qui s'est vu décerner le titre Héros. C'est le principal centre économique, administratif et culturel de la République Populaire Socialiste d'Albanie. Elle est située au centre du pays et presque à égale distance des frontières du nord et du sud, de l'est et de l'ouest. La ville est entourée de toutes parts de molles collines.

Tirana est une ville relativement jeune. Il n'en est pas fait état dans des documents historiques avant le XV^e siècle, époque des guerres de Skanderbeg. Jouissant d'une situation favorable, elle connut durant le XVII^e siècle un rapide essor et, bien que n'étant pas encore un centre administratif, elle joue à partir de 1614 un rôle important dans l'histoire du pays.

En 1920, Tirana devient la capitale de l'Albanie. Sa population, de 10.845 qu'elle était en 1923, était montée, à la veille de la Seconde Guerre mondiale, à 25.079 habitants. Aujourd'hui la ville de Tirana compte 190.000 habitants.

Durant l'occupation nazi-fasciste, elle devint le centre de la Lutte de libération nationale. C'est là que fut fondé, le 8 novembre 1941, le Parti communiste d'Albanie, qui guida le peuple dans la Lutte de libération nationale. Des centaines d'actions y furent accomplies contre les occupants.

La bataille pour la libération de Tirana qui dura trois semaines (du 27 octobre au 17 novembre 1944), fut l'une des plus violentes et des plus glorieuses de la Lutte de libération nationale. Le 28 novembre 1944, le premier gouvernement démocratique présidé par le camarade Enver Hoxha faisait son entrée dans la capitale. *[Le Conseil antifasciste de libération nationale dans sa deuxième réunion, tenue du 20 au 23 octobre dans Berat libéré, décida de constituer le Comité antifasciste de libération nationale en Gouvernement démocratique d'Albanie.]*



Dehors les envahisseurs ! (Monument consacré à la victoire de Mushqeta sur les nazis, à la veille de la libération de Tirana).

Au cours des 30 années qui se sont écoulées depuis la Libération, la capitale de la R.P.S. d'Albanie a complètement changé d'aspect. Elle a revêtu les traits d'une ville moderne. En même temps que de grands ouvrages industriels et à destination socio-culturelle on y a construit des milliers de logements, des parcs et des jardins, des centaines de locaux modernes, qui assurent les services de la population.

Tirana est aussi aujourd'hui la première ville du pays quant à la production industrielle globale. Par rapport à 1938, la production industrielle de Tirana a augmenté de plus de 75 fois et elle représente aujourd'hui 21% de la production industrielle totale du pays. Les entreprises industrielles de la capitale satisfont aux besoins de l'économie en moteurs et électro-moteurs, en grues et excavatrices, en turbines, tubes d'acier et transformateurs, ainsi qu'à ceux de la population en tissus, vêtements, chaussures, articles alimentaires, meubles et articles ménagers, produits de verre et de porcelaine, ustensiles de cuisine, médicaments, cosmétiques et des centaines d'autres produits.

Aujourd'hui le combinat des textiles «Staline» à Tirana, produit 80 fois plus de cotonnades et de lainages que n'en produisait tout le pays en 1938.

Tirana est le plus important centre éducatif et culturel du pays. Le nombre des écoles et des établissements éducatifs et culturels s'y est accru d'année en année. A Tirana ont leur siège l'Académie des Sciences de la R.P.S.A., l'Université, l'École supérieure du P.T.A. «V.I. Lénine», plusieurs instituts de recherche scientifique, l'Institut supérieur d'agronomie, l'École supérieure des arts, de nombreux établissements d'enseignement secondaire, des polytechnicums et des technicums, le Théâtre de l'Opéra et du ballet, le Théâtre populaire (dramatique), le théâtre des marionnettes, les studios cinématographiques «Albanie nouvelle», les musées archéologiques ethnographiques, de la Lutte de libération nationale, des sciences naturelles, le musée «Lénine-Staline», la maison-musée du Parti du Travail, la Galerie des arts, le palais de la culture, le palais des pionniers, et l'on y dénombre de nombreux stades et terrains de sports. Dans le district de Tirana, un habitant sur trois va à l'école.

Le nombre des médecins dans les établissements sanitaires de la capitale est aujourd'hui supérieur au total du personnel sanitaire de l'Albanie en 1938. Aujourd'hui Tirana compte 31 établissements hospitaliers modernes, outre 16 polycliniques diverses, en regard d'un seul hôpital de 300 lits qui existait en 1938.

Si en 1938, il n'y avait dans tout Tirana qu'un seul jardin d'enfants avec 45 enfants et 2 éducatrices, on en comptait en 1972 72 avec 7.601 enfants et 429 éducatrices. En 1938, Tirana ne possédait pas une seule crèche. Elle en a aujourd'hui 44, avec 3.890 berceaux.

A l'ouest de Tirana se situe la ville de *Durrës*, l'une des plus antiques cités d'Europe, fondée en 627 avant notre ère. Epidamnos ou Dyrrachium, comme on l'appelait dans les temps antiques, ville importante et principal port de la côte orientale de l'Adriatique, a joué dans l'Antiquité un rôle très important. Le grand nombre de monuments qui y ont été découverts témoignent du haut degré de civilisation de la ville. Durrës, maintes fois dévasté par les tremblements de terre et les invasions étrangères, a été libéré le 14 novembre 1944 par l'Armée de libération nationale.

Durrës compte aujourd'hui plus de 60.000 habitants. Le district de Durrës occupe la deuxième place dans la République pour la production industrielle globale.

Les industries mécanique, alimentaire et légère y sont particulièrement développées.

Aujourd'hui, dans ce district, fonctionnent 211 institutions culturelles et éducatives, 12 établissements d'enseignement secondaire général, 83 écoles de huit ans, un grand nombre d'écoles professionnelles inférieures. Il possède en outre un large réseau d'établissements d'éducation pré-scolaire, des filiales de l'Université de Tirana, qui préparent des ingénieurs mécaniciens et des économistes, ainsi que de l'Institut supérieur d'agronomie et de l'Institut pédagogique.

La plage, qui s'étend au sud de la ville, est l'une des plus vastes et des plus salubres de l'Adriatique. Elle est bordée d'hôtels, de villas et de bungalows à l'usage des travailleurs et des touristes. Le sable y est très fin, le taux d'iode et l'ensoleillement très élevés.

Au nord-ouest du pays s'étend l'ancienne ville de *Shkodër*, baignée par son lac et la Buna, et dominée par la citadelle de Rozafat. Il en est fait mention dix siècles avant notre ère comme une cité de la tribu illyrienne des Labéates, puis comme la capitale du grand Etat illyrien des Ardiéens, qui livra de longues guerres à Rome. Elle a conservé son importance au long des âges. Shkodër est la dernière ville du pays, d'où l'Armée de libération nationale albanaise chassa, le 29 novembre 1944, les occupants fascistes. Ce jour est célébré comme la Fête nationale de la libération de l'Albanie. Aujourd'hui la ville, grâce à la sollicitude du pouvoir populaire, a changé de visage. Elle s'enorgueillit de sa zone industrielle qui s'étend d'année en année, et qui comprend notamment une puissante centrale hydro-électrique, une importante tréfilerie, une cimenterie, une briqueterie, une fabrique de fermentation du tabac et une manufacture de cigarettes. L'industrie alimentaire, qui fournit 40% de la production totale du district, occupe une place importante dans l'activité économique du district. Citons, entre autres, une importante minoterie, une fabrique de pâtes alimentaires, une grande laiterie industrielle, etc.

Au cours des deux dernières décennies, l'industrie du district de Shkodër s'est accrue de plus de 30 fois. Elle fournissait en 1974 8,4% de la production industrielle globale du pays. La part du district de Shkodër dans la production agricole globale était de 7,9%.

A Shkodër, autrefois, la lutte et la division religieuse étaient particulièrement marquées, les femmes y vivaient quasiment cloîtrées. Aujourd'hui, par contre, elle est devenue un important centre culturel. Elle possède un Institut supérieur pédagogique, de nombreux établissements d'enseignement secondaire et de huit ans. En outre, dans le district de Shkodër fonctionnent 138 établissements culturels et artistiques.

Des dizaines de femmes y occupent des postes de responsabilité et y exercent des professions diverses.

La plus grande ville de l'est de l'Albanie est *Korçë*, l'un des principaux centres économiques et culturels du pays. Libérée par l'Armée de libération nationale albanaise le 24 octobre 1944, la ville possède une industrie moderne et un artisanat développé, renommé surtout pour ses tapis d'art. A l'échelle du district, *Korçë* se situe au troisième rang dans le pays pour la production industrielle, cependant que la production agricole, considérable, représente plus de 1/10 de la production globale du pays. *Korçë* se classe au premier rang pour la superficie de terres arables, pour la production des céréales panifiables, de la pomme de terre, de l'avoine et de la luzerne, ainsi que pour le nombre de vaches, de porcs, d'équidés, etc.

La région de *Korçë* est également réputée pour ses cultures fruitières. Rien que sur les terres pauvres autrefois abandonnées de Dvoran et de Kamenicë ont été aménagés des centaines d'hectares de grands vergers, où ont été plantés plus de 107.000 pommiers, poiriers, cerisiers, pruniers, etc., qui donnent des fruits de haute qualité.

Outre Tirana, il existe en R.P.S. d'Albanie deux autres villes qui ont reçu le titre de Héros du peuple: *Krujë* et *Vlorë*.

Les visiteurs étrangers ont appelé *Krujë*, l'ancienne capitale de Georges Kastriot-Skanderbeg, le «balcon de l'Adriatique», et ce non seulement parce que de cette ville le regard se porte au loin sur cette mer, mais aussi parce que, à l'époque de Skanderbeg, c'était le lieu vers lequel tous les peuples des Balkans et d'Europe dirigeaient leurs regards, comme un lieu inexpugnable, comme le centre des invincibles Albans. Après la mort de Skanderbeg, le flot dévastateur des expéditions ottomanes ruina, en même temps que les villes, les plus beaux ouvrages d'architecture, châteaux, cathédrales, palais de la noblesse et édifices publics hérités des siècles passés. En même temps, les peintures et sculptures, de précieux documents et manuscrits furent brûlés ou dégradés. Mais la citadelle de *Krujë*, bien que sérieusement endommagée par les guerres et l'usure du temps, se dresse encore sévère et majestueuse, sur une colline rocheuse solitaire, à quelque 600 mètres au-dessus du niveau de la mer.

Aujourd'hui, *Krujë* est le centre de toute la région du même nom, qui a été transformée en un importante zone industrielle et agricole. Les courbes de croissance et de développement de ce district sont particulièrement brillantes. La production industrielle en 1973 avait crû de 72,8 fois par rapport à 1930 grâce à la mise sur pied d'un combinat d'engrais chimiques phosphatés, d'une importante cimenterie et autres. La superficie des terres arables a augmenté de 4 fois par rapport à 1938, et on en recueille, rien qu'en blé, une quantité 54 fois supérieure à celle qu'on en obtenait en 1938, grâce surtout aux grands travaux de bonification effectués après la libération du pays.

La ville de *Vlorë*, elle aussi honorée du titre de Héros, se situe au sud-ouest du pays. Ptolémée, le géographe alexandrin du II^e siècle de l'ère nouvelle, la cite sous le nom d'Aulona. C'est dans cette ville que fut proclamée, le 28 novembre 1912, l'indépendance nationale de l'Albanie après le long joug ottoman, et instauré le gouvernement albanais ayant à sa tête Ismail Qemal. *Vlorë* est devenue aujourd'hui un important port et un centre industriel et culturel en plein essor. La production qu'on y obtient actuellement en 12 jours égale celle de l'ensemble de l'année 1938. En 1938 on ne comptait dans la région que 13 établissements, ateliers et petites fabriques, alors qu'on y dénombre à présent plus de 60 entreprises, dont une usine de soude caustique et une autre de chlorure de polyvinyle une fabrique d'ampoules électriques, une cimenterie, des fabriques de produits alimentaires etc. *Vlorë* possède aujourd'hui plus de 100 écoles de diverses catégories et 112 institutions culturelles et artistiques.

Vlorë et le district du même nom se sont transformés en un jardin fleuri. La superficie des terres en culture a doublé par rapport à l'avant-guerre. La ville est entourée de plantations d'oliviers et d'agrumes.

Vlorë fut libérée par les forces de notre Armée de libération nationale le 25 octobre 1944. Si notre peuple honore Vlorë du point de vue historique ce n'est pas seulement parce qu'il y fut proclamé l'indépendance le 28 novembre 1912, mais aussi parce que c'est précisément à Vlorë, en 1920, que les forces des envahisseurs italiens furent rejetées à la mer par les patriotes albanais. Vlorë est aussi le port dont les révisionnistes khrouchtchéviens s'efforcèrent de faire la base de leur agression social-impérialiste en Méditerranée. On connaît la ferme attitude de notre Parti et de notre peuple à cet égard. Le lecteur étranger trouvera cette position clairement illustrée dans le tome XIX des Oeuvres du camarade Enver Hoxha et dans le tome III de ses Oeuvres choisies, d'ores et déjà traduites en plusieurs langues.

Les deux villes-musées, *Berat* et *Gjirokastër*, présentent, par leur pittoresque, un intérêt particulier.

Berat, ou, comme on l'appelle encore, la ville aux mille fenêtres, a été fondé aux IV^e-III^e siècles avant l'ère nouvelle. Il a été plusieurs fois détruit et reconstruit. Dans l'état actuel de la ville, il y subsiste des ensembles architecturaux de réelle valeur qui appartiennent à la période comprise entre le milieu du XVIII^e s. et la fin du XIX^e s. C'est aux maisons d'habitation que Berat doit son attrait sur le plan de l'architecture. La maison type de Berat à galerie intérieure, qui se généralise sous cette forme au milieu du XVIII^e siècle, est une bâtisse volumineuse de deux étages aux murs de pierre. Le rez-de-chaussée est occupé par les pièces de service; un escalier extérieur soutenu par une voûte conduit à la galerie du premier étage, sur laquelle donnent toutes les pièces d'habitation. Ce type de maison que l'on retrouve aussi dans d'autres villes de notre pays, s'est développé sur la base des habitations paysannes, les populations qui peuplèrent la ville au long des siècles de son essor étant venues des campagnes.

L'habitation bératoise offre de riches éléments de travail du bois. L'attention est surtout attirée par les pièces de réception où les maîtres albanais ont fait preuve d'une grande habileté technique et d'une réelle finesse de goût. Citons parmi ces travaux les plafonds, les placards, les «mafils» sculptés, qui sont de véritables oeuvres d'art. On trouve, entre autres, des sculptures d'une grande beauté à l'iconostase de la cathédrale de Berat.

Berat offre de grands ensembles pittoresques de constructions, tel celui de Mangalem, qui par son unité architecturale et son caractère massif, produit l'impression d'une gigantesque construction unitaire. L'architecture de Berat se caractérise par l'équilibre, la composition horizontale, et une très adroite utilisation du terrain. Elle charme le regard et ses ensembles harmonieux, créés avec goût par la main sensible des maîtres populaires, éveillent un sentiment de sérénité. Le développement actuel de la ville a pour souci de préserver l'harmonie des constructions nouvelles avec la partie de la ville considérée comme musée, soit les quartiers de Kala, Mangalem et Goricë. On y effectue chaque année de nombreux travaux de conservation et de restauration, qui mettent de mieux en mieux en lumière leurs valeurs esthétiques.

L'industrie, dans le district de Berat, a connu un grand essor. Il comprend, entre autres, le centre pétrolier de Qytet-Stalin et le Combinat textile. C'est en outre un très important centre agricole dont les principaux produits sont les céréales, le coton, le tabac, les fruits, les olives. Une grande plantation de plus de 200.000 figuiers couvre une partie des collines environnant la ville.

Gjirokastër, située dans le sud du pays, constitue dans son ensemble un majestueux musée. La conception de la ville, sous l'aspect de l'urbanisme, est particulièrement intéressante et l'architecture médiévale d'une réelle originalité. Après avoir visité cette ville-musée, le publiciste français G. Chantepierre a dit: «Gjirokastër m'émerveille. Elle ne me rappelle aucune ville que je connaisse ni même que j'aie vue en rêve... De quelque côté que je me tourne, m'apparaît la cité argentée, capricieusement massée autour de sa citadelle... Je la regarde et la regarde encore sans me lasser...»

L'architecture originale de cette cité de pierre, construite sur le roc, enchante par sa force, son rythme dynamique, sa sveltesse et sa liaison organique avec l'environnement. *Gjirokastër* paraît avoir surgi des rochers sur lesquels elle se dresse. Dans son état actuel, la ville conserve des ensembles de constructions et des quartiers complets, qui appartiennent à la période allant de la fin du XVIII^e siècle à la fin du XIX^e. Elle s'étage sur le versant du Mali i Gjerë, sur un terrain rocheux dénudé. La citadelle, construite sur une colline au centre de la ville et entourée de toutes parts de quartiers habités, domine la cité de toute sa masse imposante et monumentale. Les divers quartiers, fort pittoresques, couvrent le versant du Mali i Gjerë ou les sommets des collines. L'habitation de *Gjirokastër*, dont la fonction de

défense apparaît manifestement, est une création typiquement albanaise. Elle s'est développée à partir des formes les plus simples jusqu'à sa forme achevée, à travers un long processus, qui s'est étendu sur quelque trois siècles, en répondant continûment aux besoins du temps.

L'intérieur d'un grand nombre des maisons reflète l'esprit créateur et le goût très fin des maîtres populaires: plafonds, portes, armoires, etc., en bois sculpté, cheminées travaillées en plâtre et décorées de motifs floraux;

La ville, qui a été libérée par les forces partisans le 18 septembre 1944, est riche en musées qui ont tous été créés après la Libération. Citons le Musée de la Lutte de libération nationale; le Musée de la Renaissance albanaise dans la maison des grands patriotes Çerçiz et Bajo Topulli, le Musée des Armes aménagé à l'intérieur même de la citadelle, etc. Des établissements des industries mécanique, légère et alimentaire y ont été mis sur pied. L'agriculture est très développée, surtout dans la vallée du Drino: céréales, tabac, fruits.

Elbasan dans l'antiquité *Scampa*, fut d'abord un important relais, puis une ville prospère, sur la fameuse *Via Egnatia* qui reliait Rome à Constantinople. Détruite par les Goths, et reconstruite par les empereurs de Byzance, la ville a dû son existence, et aussi sa destruction, précisément à la *Via Egnatia*. Au XV^e siècle le sultan Mehmet le Conquérant reconstruisit la forteresse et en fit la base et le point de départ de ses attaques contre Kruja. C'est lui qui lui donna le nom d'Elbasan.

Avant la Libération Elbasan était une petite ville de 15.000 habitants à l'aspect moyenâgeux. Libérée le 11 novembre 1944 par l'Armée de libération nationale, elle s'est depuis lors agrandie et a prospéré dans tous les domaines. La population a triplé et son industrie a connu de grands progrès: Citons la Raffinerie de pétrole de Cërrik, la scierie «Nako Spiro», les cimenteries, les fabriques de produits alimentaires, etc. Aux portes d'Elbasan a été construit un grand centre métallurgique. L'agriculture est prospère (céréales, tabac, fruits, olives, etc.). C'est aussi un important centre culturel. Elle possède une filiale de l'Université de Tirana, plusieurs écoles secondaires, un théâtre professionnel, des musées, et connaît une vie artistique très active.

Chapitre IV — Le peuple albanais a conquis sa liberté et son indépendance au prix du sang versé

L'épée à la main sur le chemin de l'histoire

29 juin 1969. Les anciens partisans et partisanes de la XV^e brigade de choc sont alignés pour commémorer le jour de la formation de leur brigade. Aux côtés de ceux qui ont affronté les fascistes italo-allemands dans des combats acharnés se tient une jeune fille, qui est venue prendre la place de son père.

Elle est née en 1949, un mois après que son père, le capitaine Bektash, fut tombé au combat en défendant les frontières de la patrie. Elle représente, dans sa famille, la quatrième génération successive qui n'a pas connu son père.

Son arrière-grand-père, Bektash Merko, fut tué dans la lutte contre l'envahisseur ottoman au début de ce siècle...

... A Panarit, village dans les montagnes du district de Korçë trouvaient abri les paysans insoumis aux beys et à l'oppression étrangère. La liberté était pour eux le bien suprême. Ils possédaient fort peu de terre et souvent leur pain ne leur suffisait pas. Et pourtant, ces montagnards étaient prêts à échanger leur pain contre un pistolet, symbole, à leurs yeux, de force et de liberté.

En 1898, les Turcs encerclèrent Panarit, espérant contraindre les insurgés à se rendre. Les combats, très acharnés, se livraient de talus en talus, de maison en maison. L'artillerie turque mit tout en oeuvre, fit de terribles ravages. Mais la détermination des insurgés l'emporta sur les obus de l'occupant.

Les Turcs se retirèrent en direction de Berat. Pendant ce temps, le village de Panarit disait le dernier adieu à ses fils tombés pour la patrie, et, parmi eux, à Bektash Merko, seul homme de sa famille.

Ces jours-là sa femme mit au monde un garçon. On le nomma Bektash pour perpétuer la mémoire de son père. Le petit Bektash grandit vite... On eût dit qu'il avait hâte de rallier la guérilla, pour y prendre la place de son père. Et le jour vint où, encore enfant, il empoigna un fusil et alla remplacer son père. De 1911 à 1917, il se battit toujours dans la même guérilla où avait combattu son père, contre les chauvins grecs qui attaquaient Panarit et les villages des zones avoisinantes. Rares furent les endroits où ne le menèrent pas les combats... Né dans le feu de la bataille, il mourut de même, à la bataille de Melekë.

Quelques jours plus tard, sa femme mettait au monde un garçon. L'histoire se répète... On l'appela aussi Bektash. Lorsqu'il grandit, il commença à courir la région, pratiquant son métier de maçon. Le jeune Bektash, le troisième du nom, était fort travailleur.

Quand éclata la lutte partisane, Bektash troqua sa toque en papier de maçon contre le calot de partisan. Après la libération il termina ses études à l'Ecole d'officiers, et fut promu capitaine.

Le 2 août 1949, à la tête de son bataillon, il tomba sur le champ de bataille en défendant la frontière.

Le troisième Bektash ne put, lui non plus, voir l'enfant qu'il attendait. Un mois après sa mort, naissait une fille, son premier enfant.

Elle est née et a grandi dans l'Albanie libre. Elle a seulement entendu parler de la Lutte de Libération nationale mais, demain, si la Patrie l'appelle, elle prendra les armes et combattra comme son père, son grand-père, son arrière-grand-père...

L'histoire héroïque de cette famille ne constitue pas un cas rare. Elle est à l'image de l'histoire du peuple albanais qui, de génération en génération, a défendu avec acharnement sa liberté et sa terre.

Encerclés par de grands empires rapaces qui exerçaient sur eux une pression à la fois militaire, économique et politique, les Albanais ont toujours du combattre l'épée à la main pour défendre leur existence, leur langue et leur culture. Avec une force vitale et une énergie extraordinaires ils ont fait échec aux efforts des envahisseurs pour les assimiler, pour les chasser des terres fertiles, des grandes voies de communication, du littoral, pour les maintenir sous leur domination, pour leur faire grossir les rangs des légions romaines, des armées de Byzance, des sultans ou des rois serbes.

Dans la voie ardue qu'il lui a fallu parcourir pour occuper la place que lui confèrent ses mérites, le peuple albanais a trempé et pétri en lui les traits qui lui sont propres, et ce caractère combatif et opiniâtre, qui l'ont distingué au long des siècles.

Le peuple albanais est un des peuples les plus anciens d'Europe. Les trouvailles archéologiques et les résultats des recherches sont là pour l'établir de façon scientifique.

Dans les temps antiques, le territoire de l'Albanie actuelle était, comme on l'a déjà indiqué, habité par les Illyriens. Ils constituaient une des plus nombreuses populations d'Europe. Les recherches faites par les archéologues albanais ces dernières années attestent que les Illyriens ont peuplé le territoire de l'Albanie au moins depuis le début du troisième millénaire avant notre ère.

Dans le premier millénaire avant notre ère, la société illyrienne s'est considérablement développée. Les Illyriens commencèrent notamment à utiliser le fer, l'argent, le bronze, et à fabriquer des objets en terre cuite. Ils s'adonnaient à l'agriculture et à l'élevage, ils inventèrent des métiers et pratiquèrent l'artisanat avec bonheur. Ils bâtirent de puissantes citadelles et des villes réputées, développèrent le commerce et frappèrent leur propre monnaie. Constructeurs de navires, ils furent de hardis navigateurs. Plus tard, ils devaient constituer des Etats dotés de puissantes armées. Citons au nombre des Etats illyriens les plus connus, l'Etat des Enchéléens, celui des Taulantins et surtout celui des Ardiéens.

Les Illyriens avaient établi des rapports commerciaux avec les Etats grecs. Pour raffermir ces relations, les Grecs fondèrent au VII^e siècle avant notre ère les colonies sur le littoral albanais. Telles Durrës (Dyrrachium ou Epidamnos — 627 avant l'ère nouvelle), Pojan, dans la région de Fier (Apollonie, 588 avant notre ère), Butrint et d'autres encore. Il y fleurit une haute civilisation, qui subit aussi l'influence de la civilisation illyrienne, ne fut-ce que parce que ces cités se développèrent sur le territoire des grands Etats illyriens, qui se les assujettirent. Des monuments de haute valeur artistique ont été découverts à Butrint, à Pojan, à Durrës etc. mais malheureusement une bonne partie d'entre eux ont été pillés par les étrangers avant même la Libération du pays.

Le développement ultérieur de ce processus qui devait conduire à la formation de la nationalité illyrienne fut entravé et retardé par l'occupation romaine qui se poursuivit du II^e siècle av.n.é. jusqu'au IV^e siècle de n.é. Les ancêtres des Albanais durent défendre l'épée à la main leur liberté et leur indépendance contre l'occupant étranger. Ils opposèrent une vigoureuse résistance aux tentatives des troupes romaines pour occuper le pays. Ce ne fut qu'à l'issue de trois guerres longues et sanglantes que les Romains réussirent, en 167 av.n.é., à occuper l'Illyrie. Les Etats illyriens indépendants furent liquidés. L'empire romain transplanta de force d'entières populations illyriennes, les emmenant, comme captives ou suspectes, dans diverses régions distantes de l'Illyrie. Il établit à demeure sur les territoires de l'Albanie actuelle de puissantes colonies romaines, exerçant en même temps une puissante pression dans tous les domaines par le moyen de sa culture et de sa technique plus avancées. Ces facteurs engendraient pour la population illyrienne le danger de romanisation et de la création, au lieu d'une nationalité illyrienne, d'une nationalité romaine ou néo-latine.

Mais les Illyriens résistèrent aux envahisseurs l'arme à la main. En 135 av.n.é., les Ardiéens se soulevèrent. L'insurrection prit une telle ampleur que les Romains se virent contraints d'envoyer contre eux des forces considérables, et de les transplanter dans les régions intérieures de l'Herzégovine. Même par la suite, les Illyriens continuèrent de déclencher révolte sur révolte contre Rome. Suétone lui-même écrivait que l'insurrection illyrienne des années 6-9 de notre ère, donna lieu à la plus terrible des guerres extérieures que Rome ait eu à livrer après les guerres puniques.

De même, les événements qui se produisirent par la suite firent ressortir l'étonnante vitalité de la population illyrienne. Après le partage de l'Empire en 395, l'Albanie fut placée sous la domination byzantine, qui pendant quelque deux siècles n'apporta aucun changement à la situation antérieure dans ces régions. Les institutions esclavagistes demeurèrent en vigueur et le latin resta la langue officielle, ecclésiastique et culturelle. Au cours de cette période, les territoires d'Albanie furent envahis par diverses peuplades barbares, Wisigoths, Ostrogoths, Huns, Vandales. Les Wisigoths, qui s'établirent pendant près de 150 ans, dans les régions de l'Albanie centrale, y demeurèrent le plus longtemps. Vers le V^{ème} siècle, commença la migration en masses des populations slaves qui, au VII^e siècle, se fixèrent définitivement dans les pays d'Illyrie et cherchèrent à en devenir les maîtres. Pas même les villes ou

les colonies romanisées, qui diminuèrent d'importance avec une extrême rapidité pour finalement s'étioler complètement, ne purent tenir tête à leur flot dévastateur. Tout comme l'occupation romaine, la colonisation slave créa pour les Illyriens le danger de se voir assimilés. Les Illyriens, qui avaient échappé à la romanisation, entamèrent ainsi une nouvelle phase de leur lutte pour l'existence ethnique, lutte qu'il n'est malheureusement pas possible de retracer de près, les documents historiques sur cette obscure période médiévale faisant presque totalement défaut. Les textes extrêmement rares de cette époque ne font même pas mention de l'existence de cette ancienne population illyrienne. Mais celle-ci, quoique resserrée sur le territoire de l'Albanie, existait bien et elle résistait étonnamment à la pression slave et byzantine. Elle commença même à regagner peu à peu ses positions perdues, émergeant définitivement de la coquille des communautés tribales et paysannes, où les pressions étrangères l'avaient contrainte à se retrancher.

Durant cette période, les rapports féodaux connurent une vaste expansion, et devinrent la forme principale des rapports de production. Cela permit aux féodaux albanais de renforcer sensiblement leurs positions. En 1185, les seigneurs albanais s'affranchirent du contrôle byzantin pour former leur premier Etat, la principauté d'Arbërie. La capitale était Krujë et son premier chef fut Progon (1190-1198).

Mais cet Etat eut la vie brève. Anéanti par les forces supérieures des peuples voisins, son influence ne s'en fit pas moins sentir sur l'évolution ultérieure de l'histoire. Le pays se redresse avec des forces renouvelées comme pour rattraper le temps perdu. Les villes, reconstruites, se développaient et s'étendaient à un rythme sans précédent; dans les plaines fertiles fleurissaient l'agriculture et l'élevage. L'art et la culture connurent un essor remarquable. C'est précisément à cette époque que furent fondées un certain nombre de dynasties féodales, Thopia, Shpata, Balsha, Kastriote, etc., qui formèrent chacune leur principauté féodale et qui se combattaient pour étendre leurs possessions respectives.

Cependant un nouveau danger menaçait le pays. Alors que le processus historique de centralisation pour la formation d'un Etat unique, y était en cours, aux portes de l'Albanie apparurent les Turcs-Ottomans.

Mettant à profit la division féodale et la faiblesse de l'empire byzantin, ils lancèrent contre l'Albanie des attaques réitérées, occupant tout le pays à l'exception des régions de montagne.

Durant cette période, qui vit les hordes ottomanes, à l'apogée de leur puissance, avancer irrésistiblement et menacer la civilisation européenne tout entière, le peuple albanais écrivit de son sang des pages éclatantes de l'histoire du continent.

L'épopée légendaire du peuple Albanais sous la conduite de Georges Kastriote Skanderbeg

Pas plus que les précédents envahisseurs, Romains et Byzantins, Wisigoths et Ostrogoths, Huns et Slaves, les Ottomans ne trouvèrent sur le sol albanais des populations soumises. En novembre 1443, sous la conduite de Skanderbeg, éclata une insurrection générale contre le nouvel occupant. Les insurgés libérèrent Krujë et, le 28 novembre, ils proclamaient la restauration de la principauté libre d'Albanie, hissant sur la citadelle blanche de la ville, l'emblème de Kastriote, l'aigle bicéphale noire sur fond rouge. En décembre 1443, toutes les forces turques étaient chassées de l'Albanie centrale.

Les Ottomans seraient venus facilement à bout des insurgés si ceux-ci n'avaient été puissamment unis et bien organisés en un seul front du point de vue politique et militaire etc. Skanderbeg, sans perdre de temps, s'attaqua à cette tâche primordiale, c'est-à-dire à la formation d'un front uni antitürk et d'une armée albanaise bien organisée pour endiguer l'offensive imminente des forces ottomanes. Il convoqua donc tous les seigneurs albanais en une assemblée générale qui tint ses assises au mois de mars 1444 dans la ville albanaise de Lezhë (alors en possession de Venise) qui décida la formation d'une alliance politique et militaire, connue sous le nom de «*Ligue albanaise*» ou «*Ligue de Lezhë*»; la création d'une armée albanaise et d'un fonds commun. L'assemblée élut Skanderbeg chef de la Ligue et commandant suprême de l'armée fédérée.

L'histoire assignait au peuple albanais une tâche que les coalitions des princes balkaniques ne pouvaient mener à bien et que les Etats occidentaux, plus riches, plus puissants et mieux organisés, ne voulurent point assumer. Alors commencèrent les années orageuses où les Albanais, avec des ressources humaines et des moyens économiques relativement limités, grâce à leurs capacités et à leur

expérience guerrières, à l'esprit de sacrifice qui caractérisait les masses populaires, sous la conduite de Skanderbeg, non seulement hardi homme de guerre, mais aussi maître achevé dans l'art militaire, écrivirent l'épopée albanaise du XV^e siècle qui demeurera à jamais l'un des chapitres les plus glorieux non seulement de l'histoire d'Albanie mais de l'histoire de tout le continent. Durant un quart de siècle ils firent échec à 22 grandes expéditions turques, remportant toujours la victoire, à une époque où les Ottomans étaient considérés comme invincibles.

On sait que par trois fois, Mourad II, puis son fils Mehmet II, furent contraints de lever honteusement le siège de Krujë, centre politique et militaire de l'Albanie. L'héroïque Krujë illustra de façon éclatante aux yeux du monde entier que face à la vaillante résistance d'un peuple épris de liberté, toute politique d'intimidation s'appuyant sur les armes les plus modernes et les plus meurtrières est vouée à un honteux échec. Par trois fois devant les murs de Krujë échouèrent les plus gros canons que connaissait la technique militaire de l'époque, canons qui «épouvantaient» même des pays éloignés de centaines de kilomètres de l'Albanie. Dans les batailles connues de l'histoire et qui portent les noms de Torvioll, Drin, Uji i Bardhë etc., Georges Kastrioti sut allier magistralement la tactique de la guerre de guérilla, faite d'attaques de surprise, de retraits brusques et d'embuscades, avec la guerre en rase campagne. Par les opérations qu'il mena, il fit des vallées du Drin i Zi et du Shkumbin supérieur le tombeau des armées turques, plusieurs fois supérieures en nombre et équipées de moyens de guerre des plus modernes pour l'époque.

Grand maître de l'art militaire, Skanderbeg maintenait l'ennemi dans un état de tension constante, le harcelait par de petites attaques soudaines, lui coupait ses voies de ravitaillement, pour finalement fondre sur lui de façon fulgurante, après l'avoir attiré dans un piège. Appliquant le principe «se défendre en attaquant», Skanderbeg avait précisément l'attaque pour meilleure arme défensive.

En Albanie existaient les conditions objectives indispensables pour mener avec succès cette longue guerre contre les Ottomans. Le pays pouvait compter en effet sur ses importantes ressources économiques et sur l'appui des masses populaires, dotées d'anciennes traditions de liberté et d'une grande expérience guerrière.

Les masses populaires devinrent la principale force motrice de la lutte pour la terre, la liberté et l'indépendance. En fait, les chefs féodaux étaient divisés. Seuls certains d'entre eux se montrèrent prêts à défendre leur intérêts l'arme à la main, les autres s'étant mis au service des Turcs.

Tout le secret des victoires de Skanderbeg, qui émerveillent aujourd'hui encore nombre d'historiens, réside dans le fait qu'il sut, mieux que quiconque à son époque, se gagner les larges masses de son peuple et donner à la lutte de libération un caractère populaire.

Les Albanais furent contraints de combattre seuls, en ne comptant que sur leurs propres forces. Dans la guerre juste qu'ils menaient, sans aucun secours de l'étranger, l'appui sur ses propres forces devint une condition déterminante de la victoire. Cela impliquait que les dirigeants eussent une confiance inébranlable dans les forces immenses des masses populaires et que celles-ci à leur tour acquissent confiance en elles-mêmes, confiance qui fut toujours plus renforcée par les événements et devint une puissante force motrice dans l'épopée albanaise.

Skanderbeg, réussissant à allier ces deux facteurs, les mit en oeuvre sur le terrain albanais, et s'assura ainsi la victoire.

«La liberté ce n'est pas moi qui vous l'ai apportée, je l'ai trouvée parmi vous... les armes, ce n'est pas moi qui vous les ai apportées, je vous ai trouvés armés» — de ces mots mémorables que le héros adressait aux masses populaires dans Krujë à peine libérée, ressort le haut prix qu'il attachait aux forces populaires, en tant que principales forces motrices de la Lutte de libération.

Et Skanderbeg, dès le début, s'appuya sur les masses populaires dans son action. Les masses populaires voyaient dans la lutte qu'il menait la seule voie de leur salut. Son armée y puisait ses forces, et ces combattants, que des Turcs mêmes de l'époque comparent à des «tigres de la guerre de montagne», «ne connaissaient pas la peur ni la soumission, et n'hésitaient pas à faire de leur pays une «terre brûlée». Il réussit de la sorte à parer à l'attitude chancelante et séparatiste des féodaux.

Les incursions systématiques des hordes ottomanes, les pillages et dévastations qui les accompagnaient, entraînaient la ruine économique et la dégradation des villes. Dans ces conditions, le but fondamental de la lutte populaire d'un quart de siècle menée par Skanderbeg, non seulement sur le plan national mais aussi sur le plan international, consistait à défendre le pays contre cet épuisement des forces économiques et humaines, contre la destruction des forces productives en voie de développement, à défendre l'ensemble du développement socio-politique et culturel atteint à l'époque. Voilà pourquoi les masses populaires se rallièrent étroitement à leur chef et combattirent sans réserve à son côté. Leur lutte était une lutte «totale»; elle engloba même vieillards, femmes et enfants qui, s'ils en furent les victimes, représentèrent une force active de combat.

La lutte attisa et alimenta au sein des masses populaires un puissant patriotisme. Elle prit les traits d'un combat essentiellement populaire. Pendant des dizaines d'années, les masses albanaises, héroïnes anonymes, luttèrent sous la conduite de Skanderbeg pour défendre leur sol, leur liberté et leur indépendance, jetant les solides fondements de cet édifice dont les générations futures devaient achever la construction: l'union de peuple albanais en un Etat national. L'époque de Skanderbeg est une brillante illustration de la force vitale et des plus hautes vertus du peuple albanais.

Sans doute les qualités personnelles de Georges Kastrioti furent-elles pour beaucoup dans la victoire. La figure de Skanderbeg contrastait profondément avec celles des princes européens. Lorsqu'il se rendit à Rome, en 1466, les masses populaires qui remplissaient les rues, s'attendaient à voir un de ces cortèges de personnages aux habits somptueux, coutumiers pour l'Europe, mais quelle ne fut leur surprise à la vue du héros albanais, d'universel renom, «vêtu comme un pauvre». Cette simplicité du héros national albanais se manifestait dans toutes ses activités. Dans ses rapports avec le peuple, avec ses combattants, dans la vie pacifique comme à la guerre, Skanderbeg était un exemple de modestie, de courage et d'intelligence. Ces vertus lui gagnèrent le coeur de son peuple, qui s'unit autour de lui comme un seul homme.

Le 17 janvier 1468, après 25 années de luttes et de victoires, la mort arracha à son peuple le héros légendaire qui avait été l'incarnation de ses vertus héroïques et le symbole de la lutte pour la liberté. Cette mort ne pouvait cependant supprimer les conséquences objectives de cette lutte gigantesque, ni son souvenir dans le coeur du peuple albanais et dans le monde entier.

L'immortalité de Skanderbeg réside dans le fait que son oeuvre n'est pas celle d'un homme, mais d'un peuple tout entier, pas celle d'un seul siècle, mais de siècles entiers.

L'époque de Skanderbeg ne prit pas fin en 1468 avec la mort du héros, car le rapport des forces sociales et les tâches historiques à l'ordre du jour demeurèrent les mêmes pendant encore, des dizaines d'années, durant lesquelles la lutte se poursuivit sous une forme organisée. Témoin la défense héroïque de Krujë qui se prolongea plus de dix ans, et les deux sièges de Shkodër en 1474 et en 1478-1479, dont la citadelle tomba finalement, vaincue non par les armes de l'ennemi, mais par la faim.

La tradition de la grande lutte populaire et l'esprit de la lutte indomptable du XV^e s. ne s'éteignirent jamais, pas même dans les siècles qui suivirent et ils ne pouvaient jamais s'éteindre chez un peuple qui avait donné le jour à Skanderbeg. Plus de 500 ans se sont écoulés depuis le temps des luttes de Skanderbeg. Mais cette époque est aujourd'hui toujours actuelle, en ce qu'elle sert de source d'inspiration pour défendre la patrie et affronter tous les obstacles. L'héroïsme du valeureux peuple albanais qui résistait au XV^e siècle à l'envahisseur en tenant le manche de la charrue dans une main et l'épée dans l'autre, vit dans les coeurs de ses descendants, qui, «la pioche dans une main et le fusil dans l'autre», défendent les conquêtes du socialisme. Ce ne sont là que les deux faces d'une même médaille.

La figure de Skanderbeg, vivante à travers les siècles

«*Georges Kastrioti — disait un de ses contemporains Enea Silvio Piccolomini — vaincra les siècles.*»
Le temps a confirmé ce jugement.

Les luttes menées contre l'empire ottoman par le peuple albanais sous la conduite de Skanderbeg ont dépassé par leur portée les limites du pays et revêtu une importance internationale. Les Albanais ont engagé une part importante de l'armée ottomane lui ont infligé des pertes réitérées, et l'ont contrainte à consumer une bonne part de ses forces de combat, allégeant par là le fardeau des Hongrois et empêchant le passage des Turcs en Italie.

«L'invasion de l'Europe est certaine — écrivait en 1456 John of Newport, un chevalier anglais qui avait servi comme volontaire dans l'armée de Skanderbeg — car il n'est aucune autre force qui puisse opposer aux Turcs une pareille résistance si la citadelle albanaise vient à tomber». Et, en fait, à peine la dernière forteresse d'Albanie eut-elle été prise en 1479, que Mehmet II, se sentant plus ou moins assuré sur ses arrières, passa immédiatement à l'attaque de l'Italie du Sud, qu'il rêvait d'envahir depuis un quart de siècle. Une armée turque de dix mille hommes, partie de Vlorë, prit pied en Italie, s'emparant de la citadelle d'Otranto (1480). Mais, à la faveur de l'engagement des turcs en Italie, des soulèvements armés éclatèrent en Albanie et, en 1481, à l'appel des chefs de l'insurrection, Jean Kastriote, fils de Skanderbeg, regagna son pays avec quelques centaines d'Albanais exilés. Pris entre deux feux, les Ottomans furent obligés d'abandonner Otranto pour rentrer en Albanie où ils entreprirent de vastes opérations contre les insurgés. C'est seulement en 1482 que le mouvement insurrectionnel succomba sous les coups des Turcs et Jean Kastriote se vit contraint de quitter une nouvelle fois l'Albanie.

Karl Marx a fait une haute appréciation de l'épopée albanaise du XV^e siècle, de cette épopée, que les fils de l'aigle écrivirent de leur sang. Dans la lutte des Albanais conduits par Skanderbeg, il ne voyait pas seulement la lutte d'un peuple et d'un pays pour défendre leur liberté, mais aussi un coup porté au seul Etat véritablement militaire du Moyen Age, qui s'opposait au développement historique du capitalisme naissant et au progrès universel. Ainsi estimait-il Skanderbeg avant tout comme une figure qui avait concouru à accélérer le progrès de l'humanité. Cette appréciation nous fournit la clé pour saisir l'essence du rôle international de Skanderbeg et de ses gestes immortelles.

La figure de Skanderbeg et ses gestes ne peuvent être correctement considérées si on les détache de l'époque où il vécut, de la Renaissance européenne. Par sa lutte il s'est hissé sur le piédestal «des titans, par la puissance de la pensée, de la passion et du caractère», qu'engendra cette époque.

Ce que les esprits éclairés de la Renaissance prônaient avec feu-la liberté de l'homme et de la patrie, la confiance dans les capacités créatrices du peuple et dans la raison, l'optimisme et la foi en l'avenir, l'éveil de la conscience nationale, — Skanderbeg non seulement le propagea par le verbe mais il le défendit par la force de l'épée et le traduisit dans les faits. Il dressa un peuple pour la défense de ces grandes idées, permit à la Renaissance européenne de respirer plus librement et la sauva du danger ottoman qui menaçait de l'étouffer. Ainsi devint-il un titan albanaise de la Renaissance, qui, s'il ne laissa pas d'écrits en latin, écrivit de son sang une oeuvre vivante grandiose, dans laquelle non seulement son siècle mais les siècles futurs ont cherché et trouvé une source d'inspiration. Georges Kastriote obligea tous les siècles postérieurs à parler de lui.

Par son héroïsme, par les idéaux élevés qu'il défendit, Georges Kastriote était entré, déjà de son vivant, dans la littérature orale, dans les légendes et les chants du peuple albanaise et des autres peuples des Balkans. Ces créations populaires et les oeuvres d'historiens, de publicistes et de philosophes, les jugements portés aux diverses époques sur le héros, inspirèrent après sa mort toute une littérature, qui fleurit depuis le début du XVI^e siècle dans beaucoup de langues et dans les genres les plus divers: sonnets, poèmes, romans historiques et histoires romancées, drames, livrets d'opéra, etc. En dépit de leurs particularités respectives et de l'évolution qu'a connue l'approche artistique de la figure du héros au long des siècles, ces oeuvres se rejoignent par un élément fondamental: dans la totalité d'entre elles Skanderbeg apparaît comme un héros positif, d'une grande force de caractère, vaillant, généreux; bref, comme le génie du bien qui l'emporte en toute circonstance sur les forces du mal.

Rares sont les héros des luttes de libération qui, dans la littérature mondiale, aient été pris comme sujets aussi souvent que Georges Kastriote Skanderbeg tout au long des cinq siècles qui se sont écoulés depuis le jour où sa main lâcha à jamais son épée invaincue. La bibliographie publiée sur le héros légendaire, à l'occasion du cinquième centenaire de sa mort comporte plus de 1.000 oeuvres en 21 langues.

Pendant la Lutte de libération nationale, l'époque et les prouesses de Skanderbeg étaient souvent évoquées dans la presse clandestine. Après la Libération, nos écrivains, compositeurs, peintres et sculpteurs, ont choisi Skanderbeg comme figure centrale de plusieurs de leurs oeuvres.



Kruja. C'est de là que, durant vingt-cinq années, Skanderbeg organisa lutte légendaire du peuple albanais contre les envahisseurs ottomans.

En outre, le P.T.A. et le pouvoir populaire ont pris une série de mesures et ont organisé différentes manifestations dans le but d'honorer dignement la figure du Héros national du peuple albanais. La place centrale de Tirana, une école militaire, une grande ferme d'Etat, le Musée de Kruja etc. portent le nom de Skanderbeg. L' «Ordre de Skanderbeg», une des plus hautes décorations pour mérites militaires, a été institué par loi spéciale. On a érigé partout des monuments qui évoquent les grandes victoires remportées par Skanderbeg contre les Ottomans. Deux statues équestres, oeuvres de sculpteurs albanais, dominent les places centrales de Tirana et de Kruja. Et pour terminer, rappelons qu'en 1968, à l'occasion du cinq centième anniversaire de la mort du Héros on a organisé une série de grandes manifestations à Tirana, à Krujë, à Lezhë et dans d'autres villes du pays.

La lutte séculaire du peuple albanais pour sa liberté et son indépendance

L'établissement du régime féodalo-militaire ottoman sur le territoire albanais, en interrompant le développement normal et général du pays, marqua un tournant désastreux. Les Turcs tentèrent d'implanter leurs lois et leurs coutumes dans l'Albanie occupée, mettant en oeuvre tous les moyens pour turquiser le peuple albanais. Mais les efforts des envahisseurs ottomans pour attacher définitivement les destinées du pays au char de Constantinople furent vains. Les Albanais opposèrent une résistance sans pareille à ce nouveau danger. Les cinq siècles de domination ottomane sont remplis d'insurrections incessantes du peuple albanais contre le joug turc.

Le souvenir de Georges Kastriotë devint une force mobilisatrice, comme toute idée qui a de profondes racines dans les masses populaires. Son autorité fut si grande que dans les années 80-90 du XV^e siècle, les masses, soulevées pour conquérir la liberté, tout comme elles s'étaient adressées un demi-siècle plus tôt au héros, firent appel cette fois, par-delà l'Adriatique, à son fils et à son petit-fils en exil, pour qu'ils reviennent et se mettent à leur tête. Le pays fut de nouveau libéré depuis Himarë jusqu'aux chaînes de montagnes du Nord. Les sultans ottomans se virent contraints d'organiser de nouvelles expéditions de rapine pour réoccuper l'Albanie. Du XVI^e au XVIII^e siècle éclatèrent une série de grandes insurrections qui avaient pour principaux foyers les zones montagneuses du pays. Ces mouvements, qui n'étaient pas dirigés seulement contre l'occupant étranger, mais aussi contre les féodaux renégats, renforcèrent le sentiment national et développèrent le patriotisme populaire.

Au XVIII^e siècle on relève d'importants changements dans les domaines économique et politique: le passage du système de la propriété féodale militaire au système du *tchiflig*, le rattachement de ce système au marché, l'essor des villes, le développement de la production et des échanges ainsi que la formation de marchés régionaux et interrégionaux. Ce développement des forces productives dans le pays entraîna l'émancipation économique et politique des féodaux albanais et la formation des grands pachaliks albanais — ceux de Shkodër et de Janine — qui menèrent des luttes incessantes pour s'affranchir de la dépendance envers la «Sublime Porte».

Au milieu du siècle passé, les mouvements populaires contre la féroce domination ottomane gagnèrent en ampleur et en fréquence. Les luttes dans les montagnes de Melesini (Leskovik) en 1831 et de Shkodër en 1835, de Dibër et de Gjakovë en 1844, furent à l'origine de la grande insurrection paysanne de 1847, lorsque les Albanais, comme l'évoquent les chansons populaires, combattirent «flamberge au vent», «pour toute l'Albanie». Ces tentatives pour «accéder à la liberté» furent aussi noyées dans le sang par les pachas turcs. Elles n'en eurent pas moins d'importantes conséquences. Elles furent le prologue de tous les événements qui suivirent en Albanie de 1878 à 1912. Dans cette période commencèrent à briller à l'horizon albanais toute une pléiade d'hommes éminents maniant «la plume ou le fusil», qui se mirent à la tête du mouvement national pour la liberté et l'indépendance complète. Cette lutte avait pour but non seulement de briser les chaînes de la séculaire servitude étrangère, mais aussi d'établir l'indépendance nationale, de créer l'Etat albanais, un Etat qui ne fût plus cependant un Etat féodal, mais un Etat démocratique. Cette période, connue dans l'histoire du pays comme «la renaissance nationale albanaise» est une brillante page de l'histoire de notre peuple.

La nouvelle phase de la lutte du peuple albanais pour sa liberté et son indépendance commença dans les années 1878-1881. Par le traité de San Stefano du 3 mars 1878, on décidait de démembrer l'Albanie, en donnant à la Bulgarie, à la Serbie et au Monténégro des terres purement albanaises. Le danger du morcellement de la Patrie qui s'accrut encore après le Congrès de Berlin en 1878, dressa le peuple albanais pour sa propre défense. Face à cette calamité, il créa la ligue de Prizren, qui étendit son activité dans toute l'Albanie. La ligue avançait des programmes de revendications, qui allaient de l'autonomie au complet affranchissement du pays du joug ottoman.

Cet événement donna une nouvelle impulsion au mouvement de libération nationale. Durant cette période, la lutte du peuple albanais contre la Turquie se caractérisait par une plus forte prise de conscience nationale. En même temps, elle était dirigée contre les grandes puissances qui, par le traité de San Stefano et surtout au Congrès de Berlin, cherchèrent à amputer l'Albanie au profit des pays voisins. Derrière cette politique se cachaient les plans coloniaux des grandes puissances elles-mêmes attirées par la position stratégique de l'Albanie dans l'Adriatique, qui en faisait un important tremplin sur la Méditerranée, et également par ses richesses naturelles.

Précisément à cette époque, éclatèrent coup sur coup les révoltes des années 1883, 1885, 1892, 1898, etc. Le mouvement devient encore plus puissant et organisé surtout après 1900. En 1905, se forment les premières guérillas de la liberté. Elles n'effectuaient pas seulement des actions isolées mais livraient aussi bataille aux garnisons turques. Dans les montagnes du nord les guérillas comptaient quelque 15.000 hommes armés.

En même temps que l'extension de la lutte armée, l'ouverture des écoles albanaises et de clubs patriotiques, la publication de journaux et de revues ainsi que de livres écrits dans la langue maternelle, maintinrent vivant et développèrent le sentiment national du peuple albanais et concoururent à l'extension du mouvement de libération.

Les «Jeunes Turcs», qui accédèrent au pouvoir en 1908 voyant l'Albanie leur échapper, dépêchèrent contre le peuple insurgé leur général le plus redoutable, Shefqet Turgut Pacha, croyant ainsi soumettre l'Albanie par le sang et la terreur. Mais ils ne parvinrent pas à leurs fins. Les Albanais prirent les armes en 1911, et se dressèrent comme un seul homme. Au cours de 1912, les soulèvements albanaïques contre la Turquie entrèrent dans une nouvelle phase, celle de l'insurrection générale armée, conduite par un comité général de l'insurrection qui avait son siège dans la région de Kosovë. Les patriotes de Kosovë donnèrent le premier signal de l'insurrection générale, qui se répandit dans toute l'Albanie. Ces luttes et soulèvements incessants aboutirent à la proclamation, le 28 novembre 1912, de l'indépendance du pays, et à la constitution, à Vlorë, d'un gouvernement albanais sous la présidence du grand patriote Ismaïl Qemal. «Le déploiement du drapeau en 1912, a dit le camarade Enver Hoxha, couronna les luttes gigantesques du peuple albanais, il montra que par sa lutte armée, son union d'acier autour d'un grand dessein, pour la défense de la patrie, de son honneur, de ses coutumes, de sa langue et de ses nobles traditions, le peuple albanais avait vaincu ses ennemis puissants, cruels et perfides. Le peuple albanais s'est montré indomptable, intrépide, avisé, inflexible et juste, et c'est pour cela qu'il l'a emporté et qu'il l'emportera dans les siècles contre n'importe quel ennemi, si grand et si fort qu'il soit, qui tenterait de porter atteinte à ses droits souverains».

Les années 1913-1939 sont marquées par les luttes du peuple albanais pour la consolidation de son indépendance et de son existence en tant qu'Etat, pour la défense de son intégrité territoriale, par ses efforts pour faire échec aux attaques et aux machinations des puissances impérialistes rapaces et chauvines et pour assurer son progrès social, économique et culturel ainsi qu'un ordre démocratique.

Les grandes puissances ne reconnurent pas l'indépendance proclamée à Vlorë. Elles continuaient d'ourdir d'autres plans monstrueux pour effacer de la carte politique des Balkans l'Albanie en tant qu'Etat indépendant et nation distincte.

Cependant, le gouvernement patriotique présidé par Ismail Qemal fit de gros efforts tant pour organiser l'Etat albanais à l'intérieur que pour affirmer son existence dans l'arène internationale. L'action qu'il mena fit comprendre au monde entier que le peuple albanais est capable de se gouverner lui-même et de vivre en tant que nation.

Ce ne fut que le 29 juillet 1913, à l'issue de longs marchandages, que les grandes puissances se virent contraintes de reconnaître l'indépendance de l'Albanie, mais sous leur contrôle et leur garantie. D'autre part, les frontières délimitées laissaient en dehors de la mère-patrie près de la moitié des territoires albanais. Les grandes puissances, contrairement à la volonté du peuple et sans l'approbation du gouvernement national de Vlorë, qu'ils obligèrent à se démettre, dictèrent au pays le statut défini par elles-mêmes, et placèrent à la tête du jeune Etat un prince étranger, le prince Guillaume de Wied.

Au cours de la Première Guerre mondiale, l'Albanie fut transformée en un champ de bataille où s'affrontaient les armées des puissances impérialistes et chauvines. Les Italiens, après s'être emparés de Vlorë, qu'ils entendaient utiliser comme un point d'appui pour leur pénétration ultérieure en Albanie et dans les Balkans, avaient, à la fin de la guerre, éparpillé leurs troupes, se montant à plus de 50.000 hommes, sur une grande partie du pays. Leurs rivaux yougoslaves, qui avaient envahi les régions du nord-est, ne demeurèrent pas en reste. Korçë et Gjirokastër, étaient occupées par les forces françaises et italiennes.

Après la guerre, les représentants des puissances impérialistes, Etats-Unis, Angleterre, France et Italie, — cherchèrent, de la façon la plus éhontée, à résoudre leurs divergences sur le dos des peuples. C'est ainsi, entre autres qu'ils rédigèrent projet sur projet pour le démembrement de l'Albanie. Cette attitude s'enchaînait avec la politique anti-albanaise qui se matérialisa dans le traité tristement fameux de Londres d'avril 1915, et se manifesta aussi de si odieuse façon dans les marchandages engagés à la Conférence de la paix, convoquée à Paris en 1919. Mais les fils d'Albanie ne laissèrent pas leur sort dans les mains des puissances impérialistes, qui s'appliquaient à dresser la nouvelle carte du monde. La publication et la dénonciation des traités secrets impérialistes par le gouvernement soviétique avec à sa tête Lénine à la fin de 1917, et notamment du traité de Londres d'avril 1915, stipulant le démembrement de l'Albanie, venaient apporter un puissant appui au mouvement national anti-impérialiste albanais. Cet acte aiguïsa la vigilance des masses patriotes et donna une nouvelle impulsion au mouvement anti-impérialiste.

Au mois de janvier 1920, le nouveau plan des puissances impérialistes envisageant de donner à la Yougoslavie l'Albanie du Nord et à l'Italie Vlorë et ses environs, ainsi que de confier à cette dernière le mandat sur les territoires albanais restants apparut au grand jour. En janvier 1920, les patriotes albanais convoquèrent dans la petite ville de Lushnjë le Congrès historique qui dit «non» aux marchandages des puissances impérialistes. Le congrès rejeta les plans de la Conférence de la paix de Paris sur le démembrement de l'Albanie, et déclara que les Albanais étaient prêts à verser leur sang jusqu'à la dernière goutte pour repousser «toute décision qui mettrait en danger l'intégrité territoriale de leur pays et leur indépendance complète». Le congrès choisit un gouvernement ayant à sa tête Sulejman Delvina, et élut un Conseil suprême, qui incarnait la souveraineté de l'Etat albanais.

Le Congrès de Lushnjë ne fut pas un acte politique purement formel, ni le produit de combinaisons politiques des puissances étrangères. Il ne vit pas le jour dans les coulisses diplomatiques. Il était le résultat de la lutte politique des masses populaires qui s'étaient dressées pour défendre la liberté et l'indépendance de la patrie. Il constitue un maillon important dans l'histoire séculaire du peuple et porte une nette empreinte nationale et anti-impérialiste.

L'idée de la lutte armée pour la défense de la liberté et de l'indépendance, qui fut lancée à Lushnjë, exprimait la ferme détermination des masses travailleuses. Au mois de juin de la même année, celles-ci écrivirent de leur sang une nouvelle épopée, l'épopée des vaillants combattants qui se battirent, comme le dit une chanson populaire, «à coups d'épée, de poignards, et avec des fusils ayant une ficelle en guise de bretelle» contre les divisions italiennes armées jusqu'aux dents, qu'elles rejetèrent à la mer dans la région de Vlorë, que Rome considérait comme «le Gibraltar de l'Adriatique». Les Albanais, par leur lutte héroïque, contraignirent le gouvernement italien à négocier avec le gouvernement de Tirana et à signer, le 2 août 1920, une convention sur l'évacuation des zones occupées par ses troupes et à reconnaître l'indépendance et l'intégrité territoriale du pays.

La victoire de Vlorë, outre son importance nationale, eut également une portée internationale, l'impérialisme italien considérant l'Albanie, et Vlorë en particulier, comme une base stratégique pour son expansion ultérieure vers l'Orient. S'y fût-elle maintenue, cela eût constitué un danger pour les autres peuples également. Par là même la victoire de Vlorë sauvegarda les intérêts des peuples voisins.

Les événements de 1920 confirmèrent un éminent enseignement de l'histoire albanaise, une vérité dégagée de sa séculaire expérience combattante, à savoir que la force essentielle et déterminante pour l'accomplissement des tâches posées par l'histoire est le peuple lui-même, dont la force illimitée est en mesure de réaliser des miracles.

Dans les années 1920-1924 on assista en Albanie à l'expansion d'un vaste mouvement antiféodal pour la démocratisation du pays, mouvement couronné par le triomphe de la révolution démocratique du mois de juin 1924, qui porta au pouvoir le premier gouvernement démocratique de caractère révolutionnaire dans les Balkans. Le programme de ce gouvernement présidé par Fan Noli était démocratique et il envisageait l'introduction de nombreuses réformes progressistes.

La réalisation de ce programme se heurta à l'opposition de la réaction intérieure et extérieure. Le gouvernement Noli se montra hésitant à vaincre la résistance des forces réactionnaires et à mettre en oeuvre les réformes démocratiques envisagées. Il concentra l'essentiel de son attention sur les problèmes extérieurs et s'efforça de neutraliser l'attitude hostile des puissances impérialistes et des pays voisins, et de se faire reconnaître par eux. Il établit aussi des relations diplomatiques avec l'Union Soviétique.

Or, à cette époque, les Etats impérialistes, et en premier lieu l'Angleterre, cherchaient à liquider les foyers révolutionnaires dans le monde. Les agents impérialistes en Albanie notamment le ministre britannique Eyres, mirent tout en oeuvre pour organiser la réaction intérieure et renverser aussi rapidement que possible le gouvernement issu de la révolution. En décembre 1924, les bandes réactionnaires des féodaux albanais venues de Yougoslavie et de Grèce et soutenues par des troupes yougoslaves et de «Gardes blancs» se lancèrent à l'attaque de la révolution. Le 24 décembre, elles prenaient Tirana. Ainsi, avec l'appui des puissances impérialistes s'instaurèrent en Albanie la féroce dictature latifondiaire et bourgeoise et un régime de terreur noire.

L'échec de la Révolution de juin représentait une grande perte pour le peuple albanais et pour le mouvement révolutionnaire balkanique. Ce fait devait être souligné quelque temps plus tard par un des dirigeants du mouvement ouvrier et communiste international, Georges Dimitrov, qui a dit que «le tournant contre-révolutionnaire conduit par Ahmet Zogu en Albanie, avec l'aide de la Yougoslavie et de ses forces armées, élargit le front de la réaction balkanique jusqu'à l'Adriatique».

Ahmet Zogu accéda d'abord au pouvoir en qualité de président de la République, mais, dès 1928, il instituait la monarchie et se proclamait lui-même roi de tous les Albanais. Président ou roi, Zogu fut un dictateur cruel, un despote de type oriental, un «petit sultan» comme on l'appelait ironiquement en Albanie. Son régime avait un caractère réactionnaire, antidémocratique et antinational. Ayant supprimé toutes les libertés démocratiques et civiques, il accentua encore l'oppression et l'exploitation des masses populaires ainsi que la corruption des classes dirigeantes.

Mais cet état de choses ne fut point accepté par les masses populaires de la ville et de la campagne, ni par les éléments progressistes du pays. Dans les années 30 sous l'influence et la conduite des communistes on vit se développer dans certaines villes d'Albanie, malgré la petitesse numérique de la classe ouvrière, un mouvement ouvrier (création de syndicats, grèves, manifestations et autres formes

de résistance contre le régime). Il y eut aussi des révoltes, notamment celle de Fier (août 1935), oeuvre d'une organisation secrète rassemblant divers courants dont le but commun était d'abattre le régime.

La politique extérieure de Zogu était conditionnée par le fait qu'il se sentait obligé envers ses patrons qui l'avaient porté au pouvoir par la force des baïonnettes. Il pratique ainsi à leur égard la politique de la porte ouverte. Dès 1925, les monopoles italiens se voyaient accorder une série de concessions portant sur la prospection et l'exploitation des ressources du sous-sol, ainsi que sur les secteurs bancaire, commercial et agricole. En 1926, fut signé à Rome le «pacte d'amitié et de sécurité, et, un an plus tard, «le traité d'alliance défensive», aux termes desquels l'Italie acquérait le droit d'intervenir militairement en Albanie, sous le prétexte d'une menace étrangère ou intérieure. Les prêts italiens placèrent l'Albanie sous la tutelle économique de Rome. Les missions militaires italiennes et les organisations fascistes qui se répandirent largement dans les rangs de l'armée et de l'administration albanaise réalisèrent la pénétration pacifique de Rome. Le 7 avril 1939, 173 navires et 600 avions italiens attaquaient l'Albanie et plus de 50.000 hommes débarquaient dans les ports du pays pour ravir aux fils de l'Arbërie leur liberté. Zogu et sa clique s'enfuirent, abandonnant le pays à son sort. L'armée albanaise, mise hors d'état d'agir par les spécialistes militaires italiens et par les officiers pro-fascistes, se désagrégea sans avoir opposé de résistance. Dans le même temps, des groupes de patriotes combattirent héroïquement l'arme à la main contre les agresseurs à Durrës, Sarandë, Shën Gjini, Shkodër et Vlorë. Le journal britannique «Daily Telegraph» écrivait à propos de la résistance du peuple albanaise contre l'invasion fasciste: «l'Albanie a parlé une langue que l'Europe avait perdu l'habitude d'entendre». Mais les très nombreuses forces ennemies écrasèrent cette opposition. En quelques jours les fascistes eurent occupé tout le pays. Toutefois le peuple albanaise ne s'inclina point. Manifestant ouvertement sa haine profonde contre les envahisseurs italiens, il ne reconnut jamais le régime d'occupation étrangère.

L'occupation de l'Albanie était l'aboutissement logique de la politique agressive du fascisme italien, de la politique de capitulation antinationale et antipopulaire poursuivie par le régime zoguiste ainsi que de la politique de «non-intervention» des puissances impérialistes occidentales, qui reconnurent en fait cette occupation. Seule l'Union soviétique, fidèle à sa politique de défense des pays menacés par le fascisme, éleva la voix contre cette agression.

Un flot de colère et de protestation contre l'agression italienne monta des colonies albanaises en émigration. L'opinion publique progressiste dans le monde entier dénonça unanimement cet acte de piraterie.

Avec l'occupation de son pays par l'Italie, commença pour le peuple albanaise la lourde période d'asservissement fasciste. Les occupants italiens maintinrent intact le régime grand terrien-bourgeois. D'autre part ils mirent aussitôt en oeuvre un vaste plan de mesures politiques, économiques et administratives, qui avaient pour but de légaliser le régime d'occupation et d'italianiser le pays, de piller ses richesses et d'en faire une base pour l'extension de leur agression dans les Balkans et vers l'Est. Ils visaient à traduire dans la réalité la vieille politique coloniale romaine, avec l'ambition de faire de l'Adriatique un lac italien. Cette politique impliquait l'italianisation des côtes orientales de l'Adriatique, comme s'était efforcée de les romaniser en son temps la Rome antique.

En Albanie fut instaurée la dictature fasciste. Dès le début les fascistes convoquèrent à Tirana une «Assemblée constituante», qui devait proclamer l'«union personnelle de l'Albanie et de l'Italie, faire offrir au roi d'Italie Victor-Emmanuel III la couronne d'Albanie et installer un gouvernement fantoche albanaise, présidé par le grand latifondiaire, Shefqet Verlaci.

Mais, en fait, tout le pouvoir étatique était concentré dans les mains de la «Lieutenance générale» italienne. Le ministère des Affaires étrangères albanaise fut supprimé. Ses attributions furent transmises à son homologue italien. Les autres départements ministériels étaient pratiquement dirigés par des «conseillers» italiens. Les forces armées albanaises, incorporées dans l'armée impériale, relevaient maintenant du commandement italien. La convention sur «l'égalité des droits civils et politiques des citoyens italiens et albanaise» s'accompagna de l'afflux de dizaines de milliers de colons italiens en Albanie. Ceux-ci, conjointement avec les troupes d'occupation, constituaient la force qui avait pour tâche de coloniser et de fasciser totalement le pays.

Le capital italien versé en abondance devint le maître tout-puissant de l'économie du pays, la transformant entièrement en une source de matières premières pour l'Italie et en un marché réservé à ses produits. Le peuple albanais eut tôt fait de ressentir les conséquences de l'implantation du régime fasciste. Il se vit totalement dépouillé de sa liberté et de son indépendance. Bien vite des centaines de patriotes furent envoyés dans les prisons et les camps de déportation d'Italie. Les fascistes mirent sur pied un puissant appareil policier pour dépister «les personnes suspectes au régime». Les fonctionnaires furent contraints à prêter serment de fidélité au roi, sous peine d'être révoqués. Les lois fascistes créèrent dans tout le pays une atmosphère de terreur et d'incertitude.

L'épopée de la Lutte de libération nationale

«Les fils de l'Aigle n'ont jamais montré leur dos à l'ennemi» (*Lord Byron*)

Le peuple albanais fut l'une des premières victimes du fascisme et le premier en Europe à prendre les armes contre lui. Il ne cessa pas de combattre avant d'avoir écrasé les occupants étrangers et les traîtres au pays, écrivant ainsi l'épopée la plus glorieuse de son histoire.

Les fascistes italiens envahirent l'Albanie, mais ne mirent jamais son peuple à genoux. Complètement seul face à un ennemi féroce et armé jusqu'aux dents, il résista vaillamment et le front haut à l'ennemi qui avait violé son foyer. Au lendemain des journées sanglantes d'avril 1939, nombre de fils d'Albanie, armés tant bien que mal, prirent le maquis. Dans les villes, en dépit de la terreur et des manoeuvres démagogiques de l'ennemi tendant à briser la résistance albanaise, éclatèrent des manifestations antifascistes. Conduites par les communistes, les premières guérillas de partisans, soutenues par la population, menèrent des actions de tout genre, attaquant les convois ennemis, faisant sauter les dépôts de munitions, frappant l'ennemi par des attaques surprise, tuant espions et traîtres au pays. Deux bataillons de soldats albanais recrutés par force et menés au front grec désertèrent en prenant le maquis ou en passant du côté des grecs.

Même en Occident, on était obligé à l'époque de reconnaître la croissance de la résistance du peuple albanais contre le fascisme. Ainsi le 26 octobre 1940, les radios étrangères transmettaient: «Les détachements albanais à l'action sur les arrières italiens coupent et sabotent les voies de communication, semant la terreur parmi les unités fascistes isolées. Des groupes armés ont réussi à pénétrer dans la capitale et ont affiché sur tous les édifices gouvernementaux et même sur le palais du gouvernement italien, des proclamations exigeant des Italiens qu'ils évacuent l'Albanie».

Avec la fondation, le 8 novembre 1941, du Parti communiste d'Albanie, la Lutte de libération nationale entra dans une nouvelle étape. Bien vite, elle s'amplifia, s'intensifia et se mua en une véritable révolution populaire. Elle dota la Lutte de libération nationale d'un programme politique clair et fit prendre pleinement conscience au peuple des buts de cette lutte.

Le Parti communiste rassembla et organisa le peuple albanais en un front uni de libération nationale, dont les fondements furent jetés à la Conférence de Peza, qui se tint en septembre 1942. [*Peza est une zone proche de Tirana, où sous la conduite du Parti, le mouvement et la Lutte de libération nationale avaient créé de solides bases.*] Sous sa conduite, fut engagée, en 1942, la lutte de partisans à grande échelle.

Le but fondamental de la lutte du peuple albanais était la libération complète de l'Albanie de l'occupant étranger, la conquête d'une véritable indépendance nationale et l'instauration d'un régime de démocratie populaire. La guerre de partisans était une forme de lutte connue et éprouvée au long des siècles, aussi bien en Albanie que dans d'autres pays. Le peuple albanais conservait de puissantes et anciennes traditions de lutte patriotique, les traditions de ses guérillas contre les envahisseurs. Mettant à profit l'expérience des vieilles guérillas de patriotes albanais, le Parti communiste d'Albanie conféra à la lutte de partisans contre les occupants fascistes et les traîtres un contenu foncièrement populaire et révolutionnaire.

Ainsi donc, la Lutte de libération nationale du peuple albanais revêtait un double caractère: c'était une révolution anti-impérialiste et antifasciste, et tout à la fois antiféodale et démocratique. Les forces motrices de cette lutte étaient: la classe ouvrière, la paysannerie pauvre et moyenne, la petite et la moyenne bourgeoisie des villes, les intellectuels patriotes. La force dirigeante en était la classe ouvrière, les autres forces étant ses alliées.

Les contradictions sociales essentielles qui existaient à l'époque en Albanie, opposaient les occupants fascistes, qui avaient asservi le pays, d'une part, et le peuple albanais, qui voulait vivre libre et indépendant, de l'autre; il existait en outre une contradiction entre les survivances féodales encore marquées — base sociale de l'occupation étrangère et les larges masses populaires, qui réclamaient l'instauration des libertés démocratiques. La réaction albanaise, comprenant les grands propriétaires terriens, la grande bourgeoisie etc., qui avaient fait cause commune avec l'occupant, se vit obligée de réagir au Mouvement de libération nationale, surtout après la Conférence historique de Peza. C'est dans ces circonstances que vit le jour sous le parrainage de l'occupant fasciste le «Balli Kombëtar» (Front national) organisation traîtresse, qui avait pour mission d'entraver la Lutte de libération nationale et d'aider les occupants étrangers, allant jusqu'à organiser des unités armées et à les lancer contre les partisans.

Pour promouvoir la création des guérillas de partisans, le Parti envoyait des villes dans les campagnes et les montagnes, un certain nombre de ses membres, des jeunes communistes et des sympathisants aguerris dans la lutte des sections de guérillas urbaines, qui ralliaient à eux des combattants provenant principalement de la paysannerie. La campagne devint la base et la source principales des guérillas de partisans.

Dans la composition de classe des guérillas il n'existait aucune restriction. Y étaient admis tous ceux qui voulaient combattre l'occupant. Seuls en étaient proscrits les éléments au passé obscur, criminels et brigands, que le peuple regardait avec haine et mépris. Une guérilla de partisans comptait de 50 à 60 combattants environ. Elle avait à sa tête un commandant et un commissaire politique, qui en dirigeaient conjointement l'action et répondaient de la préparation militaire et politique des partisans. Les guérillas de partisans, de pair avec l'intense activité militaire contre l'occupant et les traîtres, menaient aussi une activité politique inlassable en démasquant les occupants et les traîtres au pays ainsi qu'un travail culturel et éducatif non seulement auprès des partisans, mais aussi parmi la population des zones où elles opéraient. Les guérillas avaient leurs bases dans les régions libérées, où elles avaient préalablement détruit les organismes du pouvoir de l'occupant et aidé le peuple à mettre sur pied les conseils de libération nationale, organes de la Lutte de libération. Elles assistaient les paysans dans leurs travaux agricoles et servaient de soutien armé aux conseils pour le maintien de l'ordre et de la tranquillité. Outre les guérillas de partisans, après la Conférence de Peza, furent formées des guérillas territoriales, à raison d'une pour chaque grand village ou pour deux ou trois petits villages. C'étaient des unités d'auto-défense, qui prenaient les armes chaque fois que les guérillas de partisans faisaient appel à leur concours pour lancer des attaques importantes ou faire échec aux opérations de l'ennemi dans les zones libérées. Ces guérillas d'auto-défense servaient en même temps de réserve pour compléter et augmenter les effectifs des unités régulières de partisans.

A la suite de la Conférence de Peza, le nombre des sections de guérilla urbaine, des guérillas de partisans et des guérillas d'auto-défense augmenta rapidement. A la fin de 1942, les forces de partisans proprement dites comptaient environ 2.000 hommes outre les milliers de combattants qui faisaient partie des sections de guérilla urbaines et des guérillas rurales.

Afin de détruire les guérillas de partisans, les occupants italiens, engageant des forces considérables, menèrent de septembre à décembre 1942, des opérations punitives dans 27 régions du pays, entreprenant aussi dans les campagnes et dans les villes des actions terroristes qui se soldèrent toujours par des échecs. En juillet 1943, les occupants fascistes proclamèrent tout le territoire de l'Albanie zone d'opérations. Le commandant en chef italien était contraint de reconnaître que «le peuple albanais dans son immense majorité et sans distinction de classe s'est soulevé contre l'Italie et contre la présence de nos troupes dans son pays». Il demandait à Rome des renforts pour pouvoir faire face à la situation.

Mais cette vague de terreur, loin d'éteindre le feu de la lutte de libération, l'attisa encore davantage. La lutte de libération nationale revêtait de plus en plus la forme d'une grande insurrection populaire. La majeure partie des régions d'Albanie (hormis les villes principales) se trouvait dans les mains des combattants de la liberté. Dans ces conditions, au début de juillet 1943 se réunit le Conseil général de libération nationale qui décida la constitution d'un Etat-major général et le regroupement de toutes les guérillas et de tous Ses bataillons de partisans dans une Armée de libération nationale. Avec la création de l'Etat-major général, dont le commissaire politique était le Secrétaire général du P.C.A., le

camarade Enver Hoxha, la lutte armée s'engagea dans une nouvelle étape, marquée par un haut degré d'organisation et une extension vigoureuse, dans l'étape de l'insurrection générale populaire. L'Etat-major général procéda à l'organisation de l'Armée de libération nationale et concentra dans ses mains la direction stratégique et opérationnelle de la lutte armée contre les occupants et les traîtres, élaborant en même temps la tactique de cette lutte. Au moment où fut constitué l'Etat-major général, l'Armée de libération nationale albanaise comptait dans ses rangs quelque 10.000 combattants organisés en détachements permanents de partisans. En outre, les guérillas d'auto-défense dans les villages libérés et les sections de guérilla dans les villes et les régions occupées comprenaient un nombre de combattants de près du double de l'année précédente. Afin de porter des coups plus durs à l'ennemi et d'accélérer l'insurrection générale, l'Etat-major général procéda à la formation de plus grosses unités mieux organisées et équipées, capables de livrer des combats de grande envergure. C'est ainsi que fut formée la 1^{ère} Brigade de choc (15 août 1943) suivie par d'autres dans différentes régions du pays.

Une autre mesure très importante prise par l'Etat-major général fut l'organisation du pouvoir militaire dans les arrières. Des «commandements régionaux» et des «commandements locaux» furent créés en tant qu'organes de ce pouvoir. Ils exerçaient dans les zones libérées les fonctions de la police populaire, et servaient d'appui aux conseils de libération nationale.

Même après la création de l'Etat-major général, l'Armée de libération nationale mena une guerre de partisans comme principale forme de combat contre l'ennemi, et ce en raison de la supériorité numérique des forces armées d'occupation et surtout de leur supériorité en armements, munitions, moyens de transport et de liaison, vivres et équipements. Dans ces conditions accepter le combat en rase campagne eût signifié la mort pour l'insurrection armée de libération nationale.

Les opérations de combat des unités et des détachements de partisans avaient un caractère offensif, elles étaient menées sans répit et marquées par l'habile recours à de prompts manœuvres et à des attaques surprises, par une grande initiative des commandements de brigade, de groupe ou de bataillon, par une adroite utilisation du terrain.

Les cadres qui dirigeaient le mouvement de libération nationale, commandants et commissaires, étaient formés dans le feu du combat contre l'ennemi et provenaient des rangs des ouvriers, paysans et intellectuels patriotes, des partisans les plus capables et les plus courageux.

La principale source de ravitaillement des partisans en armes et en munitions jusqu'à la fin de la guerre, demeura l'ennemi, l'armée et les dépôts de l'occupant, auquel ces armes et ces munitions étaient enlevées de haute lutte. Quant aux vivres et aux équipements, ils étaient principalement assurés par les aides de la population citadine et rurale, et en partie par le butin saisi à l'ennemi. Les partisans étaient hébergés par les paysans et les citoyens des zones libérées.

Une importance primordiale fut attachée au maintien d'un moral élevé dans l'armée. Tout partisan, grâce au travail d'éducation politique du P.C.A., était prêt à faire don de sa vie pour la liberté et la patrie. Cette force morale avait ses racines dans la haute conscience des combattants. Ils savaient pourquoi ils se battaient, étaient pleinement conscients des difficultés, des privations, et des sacrifices qu'exigeait la lutte, et ils étaient animés d'une foi inébranlable dans la victoire de leur cause.

L'Armée de libération était, dès sa naissance, une armée foncièrement révolutionnaire et démocratique. Dans ses rangs, les simples combattants jouissaient, au même titre que les commandants et les commissaires, de l'égalité des droits et d'une entière liberté de participer à la vie politique du pays et au règlement des problèmes militaires, politiques et organisationnels de l'armée. Toutes les opérations militaires des unités, le travail politique, l'activité des commandements, le comportement des partisans et des cadres étaient soumis au jugement et à la critique du collectif. Les ordres des commandements traduisaient les exigences des combattants et du peuple. Afin d'assurer la meilleure exécution possible de ces ordres, on organisait de vastes débats et échanges d'idées.

La démocratie dans l'Armée de libération nationale albanaise était l'expression de son caractère populaire et elle émanait du principe selon lequel ce sont les masses qui jouent le rôle décisif en tant qu'artisans de l'histoire.

Cette démocratie, loin d'affaiblir tant soit peu la discipline militaire, la renforçait, la rendait plus consciente; elle ne portait pas atteinte à la direction centralisée, mais concourait à la mettre en oeuvre.

L'application magistrale des préceptes tactiques de la guerre de partisans et le moral très élevé de l'Armée de libération nationale permettaient de neutraliser la supériorité numérique et technique de l'ennemi.

Les organisations de base du parti, dans chaque unité, étaient l'âme de la vie des partisans.

Après la capitulation de l'Italie fasciste, le 8 septembre 1943, l'Albanie fut occupée par l'armée nazie. Quinze mille soldats et officiers italiens se rendirent à l'Armée de libération nationale, et 1.500 d'entre eux furent incorporés dans les unités des partisans albanais pour combattre les forces nazies les armes à la main, principalement dans les rangs de la première brigade de choc, où fut formé le bataillon «Antonio Gramsci». Les autres furent hébergés et nourris par les familles de paysans.

Les hitlériens, au début, cherchèrent à tromper le peuple albanais en prétendant qu'ils venaient libérer l'Albanie du joug italien. Avec les traîtres au pays, ils montèrent un simulacre de «séparation de l'Albanie de l'Italie» et instituèrent les organes du soi-disant «Etat albanais indépendant», tels que le «Comité exécutif», la «Régence», le «Gouvernement albanais», l'«Armée albanaise», la «Gendarmerie albanaise», etc. A cette campagne démagogique participèrent de façon active le «Balli Kombëtar» et le «Legaliteti», une autre organisation traîtresse qui prétendait elle, restaurer le régime monarchique de Zog en tant que régime «légal» du pays. Ces deux organisations, ainsi que les autres groupes réactionnaires, se rangèrent ouvertement du côté des nazis allemands et participèrent, les armes à la main, aux opérations militaires menées par les occupants contre l'Armée de libération nationale et le peuple albanais.

Mais le peuple albanais ne se laissa pas tromper par cette démagogie. Partout il livra d'âpres combats aux envahisseurs. Sur la route Strugë-Librazhd, à Drashovicë près de Vlorë, au pont de Kardhiq près de Gjirokastër, le long de la route Elbasan-Tirana, à Krujë, à Konispol, à Delvinë et à Sarandë, à Bilisht, le long de la route Korçë-Leskovik et en d'autres localités, les détachements de l'Armée de libération nationale infligèrent de fortes pertes aux nouveaux occupants et les empêchèrent de déferler sur tout le territoire albanais. La majeure partie des régions du pays et un certain nombre de villes déjà libérées, le demeurèrent. En automne 1943, dans tout le pays, les unités et les détachements de l'Armée de libération nationale lançaient de vigoureuses attaques contre les troupes hitlériennes et les forces réactionnaires, tuant plusieurs milliers d'ennemis. Le 18 octobre, l'artillerie de l'Armée de libération nationale albanaise bombardait le palais où l'assemblée des quislings s'était réunie sur l'initiative du commandement allemand.

L'occupation nazie hâta le processus de différenciation des forces dans le pays. Comme on l'a dit, tous les groupes et courants des forces réactionnaires passés à la lutte armée ouverte contre le mouvement de libération nationale, se rassemblèrent autour des nouveaux envahisseurs.

La réaction intérieure se sentait de moins en moins capable de faire front par ses propres forces à la situation. Cette incapacité de la réaction et la similitude de ses objectifs avec ceux des envahisseurs allemands poussèrent les traîtres albanais à solliciter l'aide et la protection des nazis et à placer ouvertement toutes leurs forces sous le commandement de ces derniers.

Les envahisseurs nazis firent des efforts désespérés pour noyer dans le sang le mouvement de libération. Durant l'hiver 1943-1944, les Allemands, secondés par les traîtres albanais, entreprirent une campagne d'envergure contre l'Armée de libération nationale dans le but de la détruire. Quatre divisions hitlériennes et plusieurs milliers de gendarmes, de ballistes et de zoguistes, au total environ 45.000 hommes, participèrent directement à cette opération. Les effectifs de l'Armée de libération nationale s'élevaient, à l'époque, à environ 20.000 combattants, répartis dans toute l'Albanie.

L'ennemi possédait ainsi un grand avantage numérique, mais sa supériorité était surtout écrasante en armement. De leur côté, les partisans souffraient d'une grande pénurie d'armes, de munitions, de vivres et d'équipements. Par surcroît, ils étaient contraints de combattre dans les rudes conditions de l'hiver de nos montagnes.

Les occupants allemands appuyèrent leur grande offensive contre l'Armée de libération nationale d'une vague de terreur comme l'Albanie n'en avait jamais connue. Des villages entiers furent pillés et réduits en cendres. Des milliers d'hommes, de femmes, de vieillards et d'enfants furent fusillés, massacrés, brûlés vifs, emprisonnés ou envoyés dans des camps d'extermination. Nazis allemands, gendarmes et

«ballistes», à tout moment de la journée ou de la nuit, enfonçaient les portes des maisons, saccageaient, pillaient, enlevaient jeunes gens et jeunes filles, femmes et vieillards, les frappaient, les exécutaient sans autre forme de procès et jetaient leurs cadavres dans les fossés. Les corps des partisans tués, capturés ou exhumés de leurs tombes, étaient souvent chargés sur des bêtes et promenés par les rues des villes ou exposés sur les places pour semer la terreur parmi les populations. «Le sang est un remède radical contre l'infection. Le sang doit couler à flots dans les rues de Tirana, si nous voulons rétablir la tranquillité. Une journée de terreur assure dix ans de calme!», lisait-on dans un article de fond de la presse officielle du gouvernement quisling, le 4 février 1944.

Néanmoins, la tranquillité souhaitée ne fut pas restaurée. En dépit de tous les efforts de l'ennemi, l'opération d'hiver échoua. Plus de 1.000 partisans avaient donné leur vie sur le champ de bataille, mais les rangs de l'Armée de libération nationale, loin de se clairsemer ou de s'affaiblir, ne firent au contraire que grossir et se renforcer. Ce fut précisément à cette époque que furent formées les IV^e, V^e, VI^e et VII^e brigades. Les combats, les difficultés et les privations qu'elle dut affronter trempèrent moralement l'Armée de libération nationale pour la rendre plus forte que jamais. Commandants, commissaires et simples combattants acquirent une riche expérience militaire et politique. D'autre part, les unités et détachements de partisans virent leur armement s'améliorer par la capture au combat de nouvelles armes allemandes.

L'occupant et les traîtres, quoique menant l'offensive, subirent des pertes en hommes, près de trois fois supérieures à celles des partisans. Mais c'est du point de vue politique qu'ils furent le plus éprouvés. D'autre part, les forces réactionnaires commençaient pour la plupart, à se rendre clairement compte de la vanité de la lutte qu'elles menaient contre le Front de libération nationale et elles perdirent foi en leur victoire.

Les ennemis ne réussirent ni à détruire les conseils de libération ni à paralyser leur activité. Ceux-ci prêtèrent une aide considérable à l'Armée de libération nationale, en lui procurant vivres, équipements, moyens de transport, et surtout en la renforçant de nouveaux volontaires. Ils déployèrent une intense activité pour maintenir à leur haut niveau le moral et l'esprit combatif du peuple, secourir les sinistrés de la guerre et empêcher les masses paysannes de mourir de faim.

Au printemps 1944, l'Armée de libération nationale albanaise reprit l'initiative des opérations. En avril, les unités et détachements de partisans passèrent partout à l'offensive. Presque toutes les régions situées au sud du Shkumbini furent libérées. Le mouvement des partisans s'intensifia aussi dans l'Albanie centrale et septentrionale. Les troupes nazies d'occupation et les forces réactionnaires furent à nouveau contraintes de se retrancher dans leurs casernes des villes ou dans les ouvrages fortifiés construits le long des routes principales et du littoral.

La situation pour les forces de l'Armée de libération nationale devenait encore plus favorable à la suite des éclatantes victoires de l'Armée rouge sur l'armée allemande.

C'est dans ces conditions que se tint, en mai 1944, dans la ville libérée de Permet, le premier Congrès antifasciste de libération nationale qui élut le Conseil antifasciste de libération nationale en tant que corps législatif et exécutif et le Comité antifasciste de libération nationale ayant les attributions d'un gouvernement provisoire, avec à sa tête le camarade Enver Hoxha.

En créant les organes suprêmes du pouvoir populaire, le Congrès de Permet prit les décisions suivantes: «Edifier l'Albanie nouvelle, démocratique populaire, selon la volonté du peuple telle qu'elle s'est exprimée solennellement aujourd'hui au Conseil antifasciste de libération nationale»; interdire le retour de l'ex-roi Zog en Albanie; ne reconnaître aucun autre gouvernement qui pourrait être créé dans le pays ou à l'étranger contre la volonté du peuple albanais; poursuivre avec encore plus d'acharnement la lutte contre l'occupant allemand et les traîtres albanais jusqu'à leur destruction totale et à l'instauration du pouvoir de démocratie populaire dans tout le pays.

Le Conseil antifasciste prit, dès sa première réunion, une série de décisions très importantes, qui furent approuvées par le congrès et constituèrent les premières lois de l'Etat albanais de démocratie populaire. La décision profondément révolutionnaire d'annuler tous les accords politiques et économiques conclus avec les pays étrangers par le gouvernement traître de Zog, en tant que conventions contraires aux intérêts du peuple albanais fut d'une particulière importance. Le Conseil

créa une commission spéciale d'Etat, chargée de découvrir tous les crimes commis par l'occupant et les traîtres.

Le congrès décida aussi d'unifier le Haut commandement de l'Armée de libération nationale et d'instituer des grades militaires. Le camarade Enver Hoxha fut nommé commandant suprême. Le congrès donna la directive de créer des divisions et des corps d'armée. Le Haut commandement proclama la formation de la 1^{ère} division de choc.

Le congrès réaffirma la fidélité du peuple albanais à l'alliance anglo-soviéto-américaine et son amitié avec tous les peuples de la coalition antifasciste mondiale, tout en prévenant les puissances impérialistes que les temps étaient révolus à jamais où l'Albanie était utilisée comme monnaie d'échange. Désormais elle déciderait elle-même de son destin. Le congrès dénonça publiquement les tentatives des alliés anglo-américains de s'ingérer dans les affaires politiques et militaires intérieures de l'Albanie.

Il faut ajouter que les décisions du Congrès de Permet furent accueillies avec une grande joie et immédiatement approuvées par les larges masses populaires.

A ce moment même, les occupants hitlériens entreprenaient une nouvelle opération contre les forces de partisans. L'ennemi engageait directement dans cette attaque quatre divisions et demie de la Wehrmacht, et plusieurs milliers de gendarmes, «ballistes» et «zoguistes», en tout plus de 50.000 hommes. Mais cette opération également, qui entra dans l'histoire sous le nom d'«opération de Juin» se solda pour les nazis et la réaction par une défaite complète. Elle fournit une nouvelle et grande démonstration de la force invincible de l'Armée de libération nationale et du peuple albanais. L'armée populaire en sortit encore grandie et renforcée, le peuple n'en fut que plus résolu à poursuivre la lutte jusqu'à la victoire.

L'opération ennemie n'était pas achevée que les forces de l'Armée de libération nationale déclenchaient, le 26 juin 1944, une offensive générale avec pour principal objectif, la libération du territoire de l'Albanie du Nord. L'ennemi, pris au dépourvu, ne fut pas en mesure de résister à ce coup. La terre lui brûlait sous les pieds. Les garnisons allemandes, les bandes des réactionnaires et les voies de communication de l'ennemi étaient soumises quotidiennement aux attaques destructrices de l'Armée de libération nationale albanaise. Dans l'incapacité de faire front à cette attaque de grande envergure, l'ennemi abandonnait l'une après l'autre les régions et les villes qu'il avait occupées. Le 24 octobre, les hitlériens étaient balayés de tout le Sud du pays. Au nord du Shkumbini, où, en juin-juillet 1944, la première et la deuxième divisions de l'ALNA étaient passées à l'offensive, les Allemands ne gardaient encore que les villes d'Elbasan, Tirana, Durrës, Kukës et Shkodër.

En outre, l'une des plus importantes conséquences de l'offensive générale de l'Armée de libération nationale fut la débâcle complète de la réaction intérieure. Le «Balli Kombëtar», le «Legaliteti» les bandes armées de ces organisations et les unités de la gendarmerie furent écrasés par les coups des brigades et des divisions de choc, la Régence et le gouvernement quisling complètement paralysés.

Au nombre des grandes batailles que livra l'Armée de libération nationale au cours de la phase finale de la guerre se range la bataille pour la libération de la capitale — Tirana, qui se poursuivit pendant 19 jours, du 29 octobre au 17 novembre 1944. La bataille de Tirana avait le caractère d'un véritable choc frontal. Le nombre des hitlériens tués monte à 5.000 sans compter un nombre considérable de prisonniers.

Le 28 novembre 1944, le gouvernement démocratique présidé par le camarade Enver Hoxha entra à Tirana, accueilli par le peuple avec un enthousiasme indescriptible.

Le 29 novembre 1944, les forces de l'Armée de libération nationale en libérant la ville de Shkodër, au Nord, achevaient la libération de l'Albanie. Dans tout le pays fut instauré le pouvoir de démocratie populaire.

La lutte héroïque du peuple albanais sous la conduite du Parti communiste d'Albanie était ainsi couronnée d'une victoire complète. En Albanie prit fin la domination fasciste; en même temps étaient supprimés toute dépendance à l'égard des puissances impérialistes, et tout lien ou rapport asservissant avec elles.

Le peuple albanais avait conquis sa pleine indépendance nationale, et le pouvoir politique des latifondiaires et de la bourgeoisie était aboli. L'Albanie rompit définitivement avec le système capitaliste mondial. C'était là la plus grande victoire remportée par le peuple albanais au cours de sa longue histoire.

La contribution du peuple albanais à la grande victoire sur le fascisme

Le peuple albanais en combattant pendant plus de cinq années et demie contre les occupants paya un lourd tribut de sang et de sacrifices pour assurer l'éclatante victoire des peuples contre les agresseurs nazis-fascistes. En luttant pour sa propre libération nationale et sociale, il combattit aussi et versa son sang pour la victoire commune des peuples contre le fléau fasciste.

La lutte armée de partisans que mena le peuple albanais était, à l'échelle mondiale, une lutte sur les arrières de l'ennemi. Tout en ayant pour objectif stratégique la libération du pays, la Lutte de libération nationale du peuple albanais joua un rôle d'appoint dans la lutte générale antifasciste. Dès le début, le Parti communiste d'Albanie rattacha la lutte du peuple albanais contre le fascisme et le nazisme allemand à la grande alliance anti-fasciste. Comme résultat de cette juste politique, le peuple albanais, au cours de la Seconde Guerre mondiale, se rangea sans aucune réserve aux côtés des forces de la coalition antifasciste mondiale, il se battit avec un héroïsme sans pareil et s'acquitta une place d'honneur dans la lutte générale pour l'écrasement du fascisme italien et du nazisme allemand.

La Lutte de libération nationale vit la participation de 70.000 combattants organisés en trois corps d'armée, huit divisions et vingt-cinq brigades. En outre, un grand nombre de personnes se battirent les armes à la main dans les rangs des unités d'auto-défense créées presque dans tous les villages d'Albanie. A la suite des combats sanglants qui lui furent livrés, l'ennemi subit de lourdes pertes. Le sol albanais devint le tombeau de 26.000 envahisseurs nazis-fascistes. En outre 21.245 d'entre eux furent blessés et 20.800 faits prisonniers. Autrement dit, les forces de partisans mirent hors de combat 88.000 hommes des forces actives de l'ennemi commun.

Les occupants nazis-fascistes subirent aussi de grosses pertes en matériel. Les partisans albanais détruisirent 2.100 tanks, blindés ou véhicules militaires ennemis, capturèrent ou détruisirent 4.000 canons et mortiers, firent sauter 216 dépôts de matériel militaire. En outre, ils détruisirent, incendièrent ou firent sauter de grandes quantités de munitions, des lignes téléphoniques, des chantiers et d'autres établissements utilisés par l'ennemi.

Le peuple albanais porta sur ses épaules un fardeau des plus lourds. Son territoire de plus de 28.000 km², fut foulé durant la Seconde Guerre mondiale par quelque 70.000 soldats fascistes, qui lui causèrent des dommages et des dévastations extrêmement graves. L'Albanie, avec une population qui ne dépassait pas 1.200.000 habitants, se range parmi les pays les plus éprouvés en hommes et en biens matériels au cours de la Seconde Guerre mondiale. Elle a offert à la cause commune 28.000 martyrs, soit 2,48% de sa population, se classant ainsi à la cinquième place parmi les nations du bloc antifasciste. Ce pourcentage de tués est 3,1 fois supérieur à celui de l'Angleterre, 17,59 fois supérieur à celui des Etats-Unis. Le pourcentage des blessés au cours de la guerre s'élève à 11 habitants pour 1.000, soit cinq fois plus que la moyenne générale des blessés des pays du bloc antifasciste, l'Union soviétique exceptée, et 44.500 personnes, soit 3,96% de la population, ont été emprisonnées ou déportées. Ainsi 86.000 personnes, soit 7,64% de la population albanaise, ont été tuées, mutilées ou physiquement handicapés.

Les dégâts matériels subis par l'Albanie furent également colossaux. Qu'il suffise de rappeler que 36,66% des habitations, 850 villes et villages sur 2.500 qu'en comptait l'Albanie, furent ravagés ou rasés; des régions entières comme Mallakastër, Kurvelesh, Peza et Skrapar furent réduites en cendres, de nombreuses villes, telles Leskovik, Pogradec, Sarandë, Permet furent incendiées par l'occupant; toutes les voies de communications, les installations portuaires, minières et électriques furent détruites; les récoltes et le cheptel furent pillés, l'économie nationale ruinée. Le total des dommages matériels est estimé à plus de 1 milliard 603 millions de dollars, soit 1.410 dollars par habitant. Mais ces chiffres sont trop pauvres pour illustrer les sacrifices inouïs des vaillants partisans et de tout le peuple albanais. Mal vêtus, mal chaussés, sans armes, souvent affamés, dans la neige et sous la tempête, ils n'ont pas laissé un instant de répit à l'ennemi avant de libérer par leurs propres forces tout le territoire albanais.

En combattant côte à côte avec les autres peuples, les partisans albanais se sont acquittés dignement et jusqu'au bout de leur devoir internationaliste. Lorsque les fascistes italiens attaquèrent la Grèce, le peuple albanais par de hardies actions armées apporta une aide importante au peuple grec. Dans les régions de Durrës, de Tirana, de Gjirokastër, les partisans albanais attaquaient les colonnes motorisées italiennes qui se mettaient en route contre la Grèce. Les chefs fascistes eux-mêmes, tout comme la presse occidentale étaient contraints de l'admettre. Mussolini, dans une lettre en date du 22 novembre 1940 adressée à Hitler, écrivait que les pertes de l'armée italienne sur le front italo-grec étaient le résultat de la «trahison des Albanais.».

Le général Badoglio, qui remplaça Mussolini en 1943 à la tête du gouvernement italien, écrit dans ses mémoires: «Les troupes grecques en Epire résistent vaillamment sur le Kalamas, cependant que les bandes et les troupes albanaises incorporées dans nos divisions, ou bien nous ont trahis en prenant contact avec les Grecs ou bien se sont jetées de leur côté».

Le 22 décembre 1940, les agences de presse annonçaient: «Les soldats albanais recrutés de force dans l'armée italienne se sont soulevés hier dans des secteurs des arrières italiens causant à l'ennemi de lourdes pertes avant d'être capturés. Une partie d'entre eux a réussi à gagner la montagne, où elle poursuit sa résistance». Le 4 janvier 1941, elles indiquaient: «Dans les milieux militaires, on relève que les Albanais prêtent une aide importante aux Grecs contre les Italiens.»

Le peuple albanais suivait avec attention le déroulement de la lutte et coordonnait les coups qu'il portait à l'ennemi avec ceux des forces de la coalition. Les victoires de l'Armée rouge de Staline à Moscou, Stalingrad, Koursk et ailleurs, exaltaient les coeurs de nos partisans, qui se jetaient au feu sans épargner leur vie.

Au moment même où les forces anglo-américaines débarquaient en France, y ouvrant le second front, quatre divisions d'élite nazies étaient engagées dans les batailles sanglantes dans les montagnes d'Albanie, cherchant à conduire à bon terme leur opération de juin. Les partisans, encore que dans des conditions fort difficiles, leur livrèrent des combats acharnés, accomplissant ainsi leur devoir envers les alliés de la coalition antifasciste.

Le 5 octobre 1944, deux brigades de l'Armée de libération albanaise (la III^e et la V^e) à la requête du Haut commandement de l'Armée de libération nationale yougoslave, avaient franchi la frontière pour opérer contre les nazis dans les régions de la Kosovë. En outre, aussitôt après la Libération du pays, deux divisions de l'Armée de libération nationale albanaise (les V^e et VI^e divisions) pourchassèrent les envahisseurs hitlériens jusque dans les profondeurs des territoires yougoslaves.

Les partisans albanais, combattant côte à côte avec les partisans yougoslaves contre les hordes nazies, libérèrent en décembre 1944 et en janvier-février 1945 le Monténégro, le Sandjak et la partie méridionale de la Bosnie. Des centaines de combattants de l'Armée de libération nationale albanaise donnèrent leur vie au cours des combats pour la libération des peuples de Yougoslavie.

La lutte du peuple albanais eut un grand retentissement et fut considérée comme une contribution active à la Grande Guerre antifasciste. Elle créa ainsi les prémisses internationales nécessaires pour la restauration de l'indépendance de l'Albanie. Elle déjoua les plans de l'occupant qui cherchait à rallier l'Albanie au bloc fasciste et aligna notre pays au sein de la coalition des pays antifascistes. A l'échelle internationale, elle ne manqua pas de susciter des prises de positions très nettes. C'est ainsi qu'en décembre 1942 Molotov, Eden et Hull, respectivement ministres des Affaires étrangères d'Union soviétique, de Grande-Bretagne et des Etats-Unis, définirent dans leurs déclarations officielles, leur attitude à l'égard de la question albanaise.

Molotov affirmait entre autres: «L'Union soviétique, qui regarde avec une grande sympathie la lutte de libération menée avec vaillance par les patriotes albanais contre les occupants italiens, ne reconnaît aucune prétention de l'impérialisme italien à l'égard du territoire albanais et souhaite voir l'Albanie libérée du joug de l'occupation fasciste et son indépendance rétablie».

Eden, lui, déclarait: le gouvernement britannique «désire voir l'Albanie libérée du joug italien et son indépendance rétablie. La forme de l'Etat et du gouvernement qui seront instaurés en Albanie, est une question qui relève du peuple albanais lui-même et qui sera résolue à la fin de la guerre».

Quant à Hull, il mettait en évidence que «le gouvernement des Etats-Unis rend hommage à la résistance que le peuple albanais est en train d'opposer aux troupes d'occupation italiennes. Les actions des guérillas de partisans menées en Albanie contre l'ennemi commun suscitent l'admiration et sont hautement appréciées».

Ces déclarations ne pouvaient que causer une grande satisfaction et un sentiment de fierté légitime parmi le peuple albanais. Les déclarations officielles des trois principales puissances de la coalition antifasciste, qui reconnaissaient l'indépendance et la Lutte de libération du peuple albanais, confirmaient que l'Albanie était désormais reconnue non seulement en droit mais encore en fait comme un membre actif de la coalition.

Cette place, le peuple albanais l'avait conquise par sa propre lutte héroïque, en montrant ainsi au monde que la véritable Albanie n'était pas celle qu'une poignée de traîtres avait proclamée «alliée de l'Axe», mais celle que le peuple insurgé avait proclamée alliée des nations et des Etats membres de la grande coalition antifasciste. Ces déclarations montraient également que les espoirs des communistes et des patriotes albanais de voir leur juste lutte soutenue par les forces antifascistes du monde entier, et en premier lieu par l'Union soviétique, étaient devenus dès lors une réalité.

Les trois principales puissances de la coalition antifasciste, l'Union soviétique, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne envoyèrent des missions militaires de liaison auprès de l'Etat-major général de l'Armée de libération nationale.

De hautes personnalités occidentales, qui ne se sont jamais signalées par leur sympathie pour l'Albanie, furent contraintes de rendre hommage à la lutte héroïque du peuple albanais. Winston Churchill, répondant à une question le 4 novembre 1943 à la Chambre des Communes, déclarait: «Des milliers d'Albanais combattent dans leurs montagnes pour la liberté et l'indépendance de leur pays et, d'après les rapports de la mission militaire britannique en Albanie, ils accomplissent de brillantes actions».

Le Secrétaire du département d'Etat américain, Cordell Hull, écrivait le 28 novembre 1943: «Le gouvernement et le peuple des Etats-Unis se sont toujours tenus au courant de la lutte que mènent les Albanais pour préserver l'intégrité et l'indépendance de leur pays. Nous avons suivi avec admiration leur résistance contre l'Italie fasciste ainsi que leur détermination patriotique de préserver leur souveraineté nationale. Aujourd'hui, ces vaillants combattants poursuivent la lutte contre l'ennemi nazi...». Son successeur, Edward Stettinius, dans un message adressé le 22 mai 1945 au camarade Enver Hoxha, écrivait: «J'ai bien connaissance de la lutte incessante que le peuple albanais a menée contre l'agression et j'apprécie hautement les sacrifices qu'il a consentis pour réaliser la libération de son pays et pour concourir à la victoire définitive contre l'ennemi commun...».

Le commandant en chef des forces alliées dans la Méditerranée, Maitland Wilson, dans une lettre en date du 12 octobre 1944 adressée au camarade Enver Hoxha, écrivait: «J'ai suivi avec admiration la manière dont votre Armée de libération nationale s'est acquittée de ses tâches dans ses brillantes actions contre l'ennemi commun et pour la réalisation de notre objectif conjoint.»

DEUXIEME PARTIE : LE SYSTEME SOCIAL ET ETATIQUE DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE SOCIALISTE D'ALBANIE.

Chapitre I — Le Parti du Travail d'Albanie

Le Parti communiste d'Albanie (aujourd'hui Parti du Travail) a été fondé le 8 novembre 1941.

Le Premier secrétaire du Comité central du Parti du Travail d'Albanie est le camarade Enver Hoxha, fondateur du Parti et dirigeant bien-aimé du peuple albanais.

Trente-sept ans ne constituent certes pas pour la vie d'un parti une longue période, mais ces années sont si denses d'événements historiques, de lutte et de batailles que le P.T.A. peut à juste titre s'enorgueillir de la voie glorieuse qu'il a parcourue et des victoires qu'il a remportées.

Dans son rapport présenté au VII^e Congrès du Parti du Travail d'Albanie, le camarade Enver Hoxha rappelant que ce Congrès se réunissait dans les journées de la grande fête du 35^e anniversaire de la fondation du Parti, soulignait: «Le 8 novembre, ce grand jour où naquirent l'espoir de salut et la certitude de la victoire pour notre peuple, est pour tous un jour de liesse, un jour qui nous rappelle la voie héroïque parcourue et qui nous stimule et nous mobilise pour de nouvelles victoires. La formation du Parti des communistes albanais marque pour notre peuple le tournant décisif dans son histoire séculaire, elle jeta les fondements sur lesquels se construit l'Albanie nouvelle, socialiste.

«Les trente-cinq années d'activité révolutionnaire de notre Parti sont trente-cinq années de combats et de batailles héroïques à la tête de la classe ouvrière et du peuple albanais pour libérer la patrie et faire triompher la révolution, pour sortir l'Albanie de la pauvreté et la relever de ses ruines et pour édifier cette vie si riche de contenu, si juste et heureuse dont nous jouissons aujourd'hui. C'est là une période des luttes victorieuses contre de nombreux ennemis, intérieurs et extérieurs, contre les impérialistes américains et les révisionnistes modernes, soviétiques en tête, c'est une période de luttes pour défendre notre droit de vivre toujours libres et indépendants, pour défendre la voie du socialisme authentique et du communisme. La solide position internationale de l'Albanie socialiste, son prestige élevé dans le monde, le soutien et la solidarité des peuples révolutionnaires et de ses nombreux amis sont le résultat de la juste ligne du Parti dans sa politique extérieure, de la lutte conséquente et de principe que notre Parti et notre peuple ont menée sans interruption contre l'impérialisme et le révisionnisme. Nous pouvons affirmer avec une pleine conviction que les communistes albanais ont toujours rempli dignement leur devoir envers leur classe ouvrière et leur peuple, de même qu'ils ont toujours accompli jusqu'au bout leur devoir internationaliste envers le communisme international et les peuples.»

Le Parti communiste d'Albanie a été fondé par les communistes albanais ayant à leur tête le camarade Enver Hoxha sur la base du mouvement ouvrier et communiste. Il est né comme une nécessité historique impérieuse pour conduire la lutte de libération nationale et sociale du peuple albanais.

Le Parti communiste d'Albanie a été créé à travers la fusion des groupes communistes albanais en un parti révolutionnaire de la classe ouvrière, un parti de type nouveau, sur des fondements organisationnels et idéologiques marxistes-léninistes.

Cette fusion s'est réalisée dans la lutte commune des communistes des divers groupes contre les ennemis du peuple, contre les courants et les organisations politiques pseudo-marxistes, contre les points de vue étrangers au marxisme au sein même des groupes sous le signe de la primauté de l'intérêt général du mouvement communiste sur les intérêts étroits des groupes. La fusion a été cimentée par l'élaboration et l'adoption d'une ligne générale unique, édifiée sur des bases scientifiques marxistes-léninistes.

Le P.T.A. a été formé dans les conditions d'un pays agraire arriéré. La création du parti marxiste-léniniste de la classe ouvrière albanaise n'a pas été empêchée par le fait que cette classe était peu nombreuse, dispersée, non constituée en tant que prolétariat industriel et qu'elle n'avait pas acquis une grande maturité organisationnelle et politique.

Dans ces conditions, à côté du mouvement ouvrier, le mouvement de la jeunesse estudiantine, par son puissant appui a contribué à la formation du Parti.

Si le Parti du Travail d'Albanie a pu remplir son rôle dirigeant dans la révolution et l'édification du pays, c'est qu'il a élaboré et appliqué avec esprit de suite une ligne générale révolutionnaire. Cette ligne n'a cessé de répondre aux exigences politiques, économiques, sociales et culturelles des masses, aux intérêts fondamentaux du peuple et du pays, aux intérêts du socialisme à l'échelle nationale et internationale.

Dans l'élaboration de sa ligne politique, le Parti du Travail d'Albanie s'est appuyé sur les principes fondamentaux du marxisme-léninisme, sur l'analyse scientifique des conditions intérieures et extérieures, du rapport des forces de classe dans le pays et à l'échelle internationale, sur l'expérience du mouvement communiste international. Sur cette base, il a réussi à discerner et à apprécier correctement les contradictions fondamentales aux diverses étapes historiques: de la révolution et à définir judicieusement les buts et les tâches qui constituent son programme.

Dans l'élaboration de sa ligne politique, le Parti du Travail d'Albanie n'a avancé qu'à pas mesurés, il ne s'est jamais précipité ni attardé dans l'adoption de ses décisions, il ne s'est pas enfermé dans la coquille des particularités nationales du pays et il n'a ni copié ni appliqué mécaniquement l'expérience révolutionnaire étrangère.

Le principe essentiel d'organisation observé par le Parti est le centralisme démocratique, qui assure la combinaison de la direction centralisée avec le développement de la plus large initiative de la part de ses membres. C'est là une des conditions primordiales de la sauvegarde de l'unité des rangs du Parti. A tous les grands tournants historiques, le Parti du Travail, grâce à sa discipline de fer, à son programme et à sa tactique marxistes-léninistes, s'est toujours présenté comme une force révolutionnaire monolithique, et il a toujours banni toute manifestation de fractionnisme et d'opportunisme.

L'édification du Parti est marquée par un trait important, qui dérive de l'essence même du centralisme démocratique, la combinaison de la conduite centralisée avec la direction collégiale.

Le travail commun et coordonné des délégués à l'organe suprême du Parti qu'est son congrès, et, dans l'intervalle entre deux congrès, l'ensemble des membres du Comité central du Parti — le plénum du Comité central. — permet de trouver les solutions les plus justes à toutes les questions fondamentales de l'édification socialiste et les meilleures voies pour la mise en oeuvre des décisions adoptées.

Dans les réunions et dans la presse du Parti, tous les communistes participent activement à l'étude de ces décisions. En discutant du programme d'action, en faisant des observations, des suggestions et des propositions, les communistes prennent une part active à l'élaboration et l'approbation de ce programme, puis oeuvrent en pleine conscience pour le traduire dans les faits. Ainsi les décisions des organes dirigeants expriment, d'une part la volonté de l'ensemble des communistes et elles deviennent d'autre part pour eux des préceptes pour l'action.

L'ensemble de l'activité du Parti se déploie dans une atmosphère de critique et d'autocritique de principe. En tant que dirigeant de la classe la plus avancée, le Parti du Travail ne cherche pas à couvrir ou à dissimuler ses erreurs et ses insuffisances. L'expérience historique a démontré que la critique et l'autocritique ne font peur qu'aux classes déclinantes et à leurs partis. Le Parti du Travail, quant à lui, s'appuyant sur la théorie révolutionnaire du marxisme-léninisme, montre courageusement au grand jour les erreurs au travail et dirige toute l'activité créatrice de ses membres en vue d'y remédier.

L'unité Parti — peuple

«Le peuple fait ce que dit le Parti, et le Parti ce que veut le peuple». Ce mot d'ordre reflète l'unité des masses laborieuses et du Parti du Travail d'Albanie. Il exprime le fond de toute l'activité du Parti et du peuple, de leur lutte quotidienne, et de leurs rapports mutuels.

Pour le Parti, il n'est rien de plus cher que les intérêts du peuple. Sa politique reflète en toute circonstance les vœux et les objectifs des masses laborieuses. Aussi les principes et les idées de cette politique, quand ils sont embrassés par les masses, deviennent-ils une immense force matérielle qui ne connaît pas d'obstacle.

La force du Parti du Travail réside dans ses liens avec les masses, dans son aptitude à les gagner à lui, à les guider, à généraliser leur expérience et à s'instruire aussi à leur école.

C'est là précisément l'origine de la grande confiance du peuple dans le Parti, de l'unité du Parti et du peuple, confiance et unité qui rendent invincibles le Parti et le pays qu'il dirige, qui leur permettent de se fixer des tâches imposantes et ardues, et de les accomplir au mieux.

Tout citoyen — ouvrier, coopérateur, employé, travailleur de l'art et de la culture — qu'il soit communiste ou sans-parti, s'adresse en toute circonstance, pour tout souci qu'il a, lorsqu'il a besoin d'un conseil, d'une aide ou d'un éclaircissement, à l'organisation de base qui représente pour lui la force et la sagesse du Parti. Il fait appel à l'aide du Parti chaque fois qu'il se heurte à quelque obstacle dans son travail ou qu'il a des tracasseries familiales, car il a confiance dans la capacité dirigeante et à l'aide du Parti.

Et de même que le Parti entoure de sa sollicitude chaque homme et le peuple tout entier; de même chaque citoyen lui voue une fidélité sans borne. Chaque fois que le pays a dû faire face à des situations critiques, le Parti s'est adressé au peuple et il a trouvé son aide active et consciente.

La ligne générale du Parti a été appliquée avec succès en premier lieu parce qu'elle a été embrassée par les larges masses populaires. Elle est devenue leur propre ligne et, de concert avec le Parti et sous sa conduite, elles ont combattu de toutes leurs forces pour la mettre en oeuvre. Le Parti a gagné à lui les masses et les a entraînées en les convainquant de la justesse de sa ligne politique, en leur faisant prendre conscience des buts de la lutte, des difficultés et des obstacles à surmonter, des sacrifices à consentir pour assurer la victoire.

Les liens étroits du Parti avec les masses, leur conviction de la justesse de la ligne politique du Parti, la transformation de la ligne du Parti en ligne de masse, sont devenues une réalité non seulement parce que cette ligne a répondu aux exigences et aux intérêts du peuple et du socialisme, mais aussi parce que le Parti a toujours déployé une activité pratique révolutionnaire pour appliquer cette ligne.

Pour convaincre les masses populaires, pour établir avec elles des liens stables et les engager dans la lutte et au travail, le Parti a employé l'arme efficace que sont l'agitation et la propagande concrètes, mobilisatrices, claires, combattives, et il a mené un vaste travail politique et idéologique multiple et différencié, pour l'éducation communiste et patriotique des masses.

Parallèlement à l'agitation et à la propagande, le Parti, dans sa pratique révolutionnaire, s'en est toujours tenu au principe: faire correspondre les actes aux paroles. Le travail éducatif du Parti s'est toujours accompagné de l'action des communistes, de leur exemple personnel et de leur présence aux premiers rangs du front de lutte et de travail.

Pour toute décision qu'il a prise et dans chaque pas de son action, le Parti a consulté les masses, il a encouragé la critique et la libre expression de leur opinion, il a prêté une oreille attentive à leurs revendications et à leurs propositions, il a toujours eu en vue les précieuses valeurs morales et politiques que possède le peuple. Il a constamment tiré des enseignements de la riche expérience révolutionnaire des masses, tout en les instruisant.

Les liens du Parti avec les masses sont établis sur de solides bases organisationnelles. Seuls les liens avec les masses organisées sont des liens véritables et durables. Le Parti du Travail d'Albanie a créé diverses organisations politiques et économiques de masse en tant que maillons qui relient le Parti aux masses, en tant que puissants leviers qui servent à mettre en oeuvre la ligne politique du Parti. Les programmes et l'activité de ces organisations ont eu pour fondement en toute circonstance la ligne politique du Parti.

Les inflexibles prises de positions révolutionnaires du Parti face aux multiples difficultés auxquelles il s'est heurté dans sa voie, constituent un très important aspect de la pratique révolutionnaire du Parti en vue de maintenir et de renforcer ses liens avec les masses et de se protéger lui-même contre les coups des ennemis de classe. Le Parti s'est toujours préparé et il a préparé les masses populaires pour affronter les situations les plus difficiles et les plus complexes qui se créent inévitablement sur la voie de la révolution. De ce fait, il n'a jamais été pris au dépourvu dans les situations graves provoquées par les ennemis. Dans ces circonstances, le Parti n'a jamais perdu le nord, il n'a jamais été pris de panique et il ne s'est pas non plus laissé aller au pessimisme ou à la passivité, il n'a jamais perdu confiance en ses propres forces et en celles du peuple. A tous les moments critiques, le Parti a agi avec sagesse,

maturité et courage, il a révélé aux masses la véritable situation; il s'est adressé à elles, s'est puissamment appuyé sur elles et a toujours triomphé.

Dans les situations difficiles, le Parti a manoeuvré avec souplesse sans toutefois jamais perdre de vue l'objectif essentiel de son action ni s'écarter des principes du marxisme-léninisme.

Dans les situations difficiles, est apparue la solidité des liens qui unissent le Parti et le peuple, et ces liens ont été cimentés encore davantage.

Les meilleurs représentants des masses travailleuses vont rejoindre les rangs du Parti. Ils ne sont pas mus en cela par un quelconque intérêt personnel, mais par le désir de combattre, de concert avec la grande armée des communistes pour le triomphe du socialisme et du communisme. Le nombre et la qualité des membres et des stagiaires du P.T.A. se sont accrus sans arrêt d'un congrès à l'autre.

Accroissement numérique des stagiaires et des membres du Parti du Travail d'Albanie

8 novembre 1941	200
8 novembre 1948	45.382
31 mars 1952	44.418
25 mai 1956	48.644
13 février 1961	53.659
1 ^{er} novembre 1966	66.327
1 ^{er} janvier 1971	75.673
1 ^{er} novembre 1976	115.000

L'un des traits les plus distinctifs du Parti du Travail d'Albanie a été son unité monolithique organisationnelle et idéologique. Cette unité, il l'a forgée et préservée à travers une lutte de principe intransigeante contre l'opportunisme et le sectarisme, contre les tendances fractionnelles, contre tous les ennemis intérieurs.

Après l'anéantissement du courant trotskiste liquidateur dans les premiers mois de son existence, les points de vue et les agissements des groupes et éléments antiparti n'ont jamais réussi à se transformer en courants idéologiques antimarxistes au sein du Parti. Cela est dû au fait que ces points de vue et agissements ont été dévoilés et combattus à temps et aussi à la fidélité des communistes envers le marxisme-léninisme et la Signe du Parti.

Durant toute son existence, le Parti du Travail d'Albanie, soucieux de préserver l'unité et la justesse de sa ligne générale, a mené le combat sur deux fronts: contre l'opportunisme de droite et contre le sectarisme et le dogmatisme.

Pilote irremplaçable.

Tous les succès obtenus par le peuple albanais dans l'édification et le renforcement de son Etat de dictature du prolétariat ont été rendus possibles grâce au rôle de direction et d'organisation du Parti du Travail de l'Albanie avec à sa tête le camarade Enver Hoxha. Son programme définit le contenu, le caractère et l'orientation de la vie sociale et étatique dans son ensemble. Les organes étatiques compétents décident de toutes les importantes questions politiques, économiques, socioculturelles ou organisationnelles en tenant toujours compte des directives données par les organes dirigeants du Parti.

Afin de remplir son rôle de direction dans la vie du pays, le Parti du Travail d'Albanie a créé partout des organisations de base (cellules.)

Les organisations de base du Parti dépendent des organes supérieurs du Parti et ils se guident dans leur action sur les décisions des organes dirigeants du Parti.

Le rôle dirigeant du Parti dans l'activité sociale et étatique s'accomplit surtout à travers le Comité Central du P.T. d'Albanie et ses comités locaux.

Parmi les décisions que prennent les organes du Parti, une importance particulière revient à celle de sa plus haute instance: le congrès. Elles constituent une base très importante sur laquelle s'appuient les

organes d'Etat dans l'élaboration des mesures édictées dans les actes juridiques et qui concernent le développement de la vie étatique et sociale.

Le P.T.A. dirige non seulement l'action des organes de l'Etat mais aussi celle de toutes les organisations de masse d'Albanie, Unions professionnelles, Union de la jeunesse du Travail d'Albanie, Union des Femmes d'Albanie, coopératives et autres organisations de masse.

Les masses laborieuses, sous la conduite du P.T.A., sont rassemblées au sein du Front démocratique, organisation puissante qui relie les larges masses populaires au Parti. Guidé par le P.T.A., le Front démocratique mobilise le peuple albanais dans la lutte active pour l'édification du socialisme en Albanie.

Dans son rapport au VII^e Congrès du P.T.A., le camarade Enver Hoxha a dit: «La théorie et la pratique du socialisme, la vie et l'activité révolutionnaires de notre Parti n'ont cessé de confirmer pleinement que la préservation et le renforcement continu du rôle dirigeant du Parti sont déterminants pour assurer les destinées du peuple et de la révolution. C'est seulement sous la direction du Parti qu'on peut renforcer et consolider le pouvoir populaire, défendre le pays, développer l'économie socialiste, faire progresser la culture, éduquer l'homme nouveau, assurer la marche ininterrompue vers le communisme. Ce n'est pas par hasard que tous les ennemis intérieurs et extérieurs, au cours des périodes successives pointent le fer de lance de leur lutte avant tout contre le Parti et contre son rôle dirigeant».

Pendant la période comprise entre le VI^e et le VII^e Congrès (1971-1976), le rôle dirigeant du P.T.A. s'est accru et renforcé à tous les points de vue et dans tous les domaines de la vie du pays, ce qui a été à la base de tous les succès obtenus grâce au grand élan révolutionnaire qui s'est emparé des masses. Tels ont été l'accroissement des capacités de direction et d'exécution du pouvoir d'Etat; le renforcement, de la base socialiste de l'économie; les nouvelles perspectives du rapide développement de notre économie; le raffermissement chez les masses de la conviction que les tâches du plan sont réalisables; l'élévation du niveau scientifique de la gestion de l'économie sur des bases marxistes-léninistes; le développement et la juste orientation de la culture et de l'enseignement, de la littérature et des arts, dans la voie révolutionnaire.

C'est aussi grâce au renforcement du rôle dirigeant du Parti que la capacité de défense de la patrie a été portée à un niveau supérieur grâce à la toujours plus parfaite application des enseignements marxistes-léninistes sur l'armement, à la préparation du peuple tout entier pour la défense et au renforcement du caractère populaire des forces armées.

D'autre part, le rôle dirigeant du Parti se reflète dans l'éducation de classe, idéologique et politique des masses, dans l'élévation de leur conscience aussi près que possible du niveau de sa propre conscience dans leur lutte pour la réalisation des tâches.

Mais le camarade Enver Hoxha souligne que le rôle dirigeant du Parti «ne se réalise ni ne s'affirme pas tout seul, par le seul fait que le Parti est au pouvoir». Ce rôle s'accroît et se renforce «à travers une lutte politique, idéologique et organisationnelle persévérante pour la mise en oeuvre de sa ligne générale, de ses décisions et directives, de ses principes et de ses normes». Ce rôle se renforce à travers une âpre lutte de classe, contre toute violation et déformation que la ligne et les directives du Parti pourraient subir du fait de l'idéologie bourgeoise et révisionniste, des agissements des ennemis extérieurs et intérieurs et des ennemis dans ses propres rangs. «Ce rôle — souligne le camarade Enver Hoxha — se renforce et se consolide dans la lutte quotidienne à la tête des masses pour la construction socialiste du pays.»

Les organisations de base du Parti remplissent un rôle d'une importance décisive dans la mise en oeuvre du rôle dirigeant du Parti. C'est à travers elles qu'est assuré ce rôle dans chaque cellule de la vie du pays. Les organisations de base sont d'ardents foyers révolutionnaires où la pensée de classe, l'idéologie prolétarienne et le courage marxiste-léniniste prévalent dans la solution de chaque problème. Dans les organisations de base ont lieu des débats et des confrontations, on y demande des comptes pour le travail effectué, chacun critique sans crainte et sans réserve tous ceux qui commettent des erreurs, indépendamment de leurs fonctions de direction dans le Parti, dans l'Etat, dans l'armée et

partout ailleurs. Tout cadre supérieur, qu'il soit ministre ou directeur, commandant ou secrétaire, est tenu de rendre minutieusement compte de son activité de communiste et de cadre.

Le Parti du Travail d'Albanie assure son rôle dirigeant dans la révolution et l'édification du pays grâce à l'élaboration et l'application de sa part d'une juste ligne révolutionnaire répondant aux exigences politiques, économiques, sociales et culturelles des masses, aux intérêts fondamentaux du peuple et de la patrie, aux intérêts du socialisme à l'échelle nationale et internationale.

A l'avant-garde de la lutte contre l'impérialisme et le révisionnisme moderne

Dans l'élaboration de sa ligne politique et dans l'ensemble de son action, le P.T.A. s'est guidé sur le principe que la lutte de classes est la principale force motrice pour la victoire de la révolution, pour l'édification de la société socialiste et le passage au communisme. Il n'a jamais dissocié la lutte de classe sur le front intérieur de la lutte de classe dans l'arène internationale.

Au cours de ses trente-cinq années d'existence, le P.T.A. a défendu avec héroïsme les principes du marxisme-léninisme et les intérêts des peuples en concentrant ses coups contre les deux ennemis principaux-l'impérialisme, avec à sa tête l'impérialisme américain, et le révisionnisme, conduit par le révisionnisme khrouchtchévien. Il a accumulé une expérience considérable dans la lutte contre l'impérialisme et le révisionnisme moderne auxquels il s'est heurté au cours de la Lutte de libération nationale et en particulier après l'instauration du pouvoir populaire et l'engagement de l'Albanie dans la voie du socialisme.

Le P.T.A. a considéré et considère l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique comme les principaux ennemis et le plus grand péril menaçant l'ordre socialiste en Albanie, la révolution socialiste mondiale, la liberté et l'indépendance nationale de tous les peuples, la paix mondiale. Aussi est-ce contre ces ennemis qu'il a dirigé le fer de lance de la lutte de classe dans l'arène internationale. Il n'en a pas moins combattu simultanément contre d'autres ennemis extérieurs, collaborateurs ou instruments des impérialistes américains, et des sociaux impérialistes soviétiques ennemis non seulement de l'Albanie socialiste, mais aussi des autres peuples et du socialisme en général. Le P.T.A. a fermement dénoncé la politique d'agression et de guerre sous toutes les formes sous lesquelles la pratiquent les forces impérialistes et sociales-impérialistes. Les tentatives de l'impérialisme américain pour étendre sa domination sur le monde entier ont été vigoureusement démasquées par le P.T.A. Il a rejeté sans hésitation le «plan Marshall», la doctrine Truman et les autres manoeuvres de ce genre du gouvernement des Etats-Unis. Il a mené une lutte résolue contre les efforts des forces impérialistes en vue de faire renaître le militarisme ouest-allemand, de créer des blocs militaires et contre la politique de la guerre froide.

Le P.T.A. n'a cessé de soutenir que pour mener victorieusement le combat contre l'impérialisme et le social-impérialisme il est nécessaire de raffermir constamment l'unité des forces révolutionnaires, d'aiguiser la vigilance populaire sur les plans politique, idéologique et militaire. Dans cet ordre d'idées, le P.T.A. a toujours donné l'exemple et il n'a pas ménagé sa contribution. Le P.T.A. n'a jamais été intimidé par les menaces, les pressions et les actes d'agression de l'impérialisme international et de ses tenants; il n'a jamais reculé face à ces agissements mais est allé hardiment et victorieusement de l'avant dans sa voie révolutionnaire. Il a dénoncé vigoureusement les menées criminelles de l'impérialisme américain contre la R.P.S.A., contre la paix et la sécurité des peuples, sa politique d'agression, de guerre froide et menée à partir de positions de force.

Le P.T.A. a combattu avec une particulière rigueur le révisionnisme moderne, produit et agence de l'impérialisme. Se guidant sur l'enseignement de Lénine, selon lequel «la lutte contre l'impérialisme, si elle ne se rattache pas étroitement à la lutte contre l'opportunisme, n'est qu'un mot vide de sens et une mystification», le P.T.A. a constamment souligné que «sans combattre le révisionnisme, on ne peut combattre victorieusement l'impérialisme», et que «sans démasquer et combattre la démagogie et la trahison révisionniste on ne peut espérer l'emporter dans la lutte contre l'impérialisme et faire avancer la révolution mondiale».

Le P.T.A. a apporté une très importante contribution à la lutte contre le révisionnisme moderne par ses prises de positions de principe et sans compromis à l'encontre du révisionnisme yougoslave dans les domaines politique et idéologique ainsi que sur le plan des rapports d'Etat à Etat. L'expérience qu'il a

accumulée dans ce domaine lui a servi à mener aussi victorieusement la lutte contre le révisionnisme khrouchtchévien, qui se présente sous des formes encore plus complexes et dont la portée est encore plus grave.

Le révisionnisme a commencé à se manifester au sein de la direction du Parti communiste de l'Union soviétique après la mort de Staline et cette ligne de trahison se cristallisa au XX^e Congrès de ce Parti à l'époque où Khrouchtchev et son groupe avancèrent une série de thèses qui visaient à réviser le marxisme-léninisme sur de nombreux problèmes-clés tels que: la lutte de classes dans le pays et à l'échelle internationale, la dictature du prolétariat, le rôle du Parti communiste, la guerre et la paix, les voies d'accomplissement de la révolution et d'édification du socialisme, etc. Des thèses antimarxistes furent également présentées sur les rapports entre les pays socialistes et entre partis communistes et ouvriers, sur les rapports avec les puissances impérialistes et le soutien à apporter à la lutte des peuples. A ce congrès, Staline et son oeuvre furent mis en cause, et ce dans l'intention d'ouvrir la voie aux attaques contre le marxisme-léninisme. Cette trahison fut très préjudiciable au camp socialiste et au mouvement communiste international et constitua pour eux un sérieux danger. Bien que la situation ne fût pas encore claire, le P.T.A., n'a jamais souscrit, quant au fond, aux thèses du XX^e Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique ni approuvé les actions de Khrouchtchev. Le P.T.A s'est toujours maintenu inébranlablement sur ses positions de défense du marxisme-léninisme et, par la voie communiste, il a fait, dans un esprit de camaraderie, ses remarques en vue d'aider la direction soviétique à rectifier son attitude.

Tout en ne donnant pas l'occasion aux ennemis de mettre à profit les divergences existantes, il a frappé courageusement toutes les déviations vis-à-vis du marxisme-léninisme. Le P.T.A. a défendu courageusement sa ligne générale et ses justes positions et n'a fait aucune concession aux thèses khrouchtchéviennes. Il s'est battu pour faire prévaloir la ligne marxiste à la Conférence de Moscou, en 1957, il a dénoncé le rôle contre-révolutionnaire du révisionnisme moderne dans les événements de Hongrie. Intensifiant la lutte contre ce révisionnisme, il lança en 1958 le mot d'ordre «Lutte sans compromis pour la dénonciation et l'anéantissement théorique et politique du révisionnisme moderne», non sans souligner qu'il considérait cette lutte comme une de ses tâches essentielles. Jusqu'en 1960, les divergences au sein du mouvement communiste n'étant jusque-là pas apparues au grand jour, on assiste au développement d'un processus assez complexe, qui consiste pour le P.T.A à éprouver la nature du révisionnisme khrouchtchévien et à s'opposer à certaines de ses manifestations pas trop flagrantes dans les relations soviéto-albanaises. Durant cette période, le P.T.A. découvrit que les révisionnistes khrouchtchéviens spéculaient sur les thèses «sur le développement créateur du marxisme-léninisme», «sur l'application du marxisme-léninisme selon les conditions particulières de chaque pays», ainsi que sur le mot d'ordre de «la lutte contre le culte de la personnalité de Staline».

A la Rencontre de Bucarest, qui se tint en juin 1960, le P.T.A adopta une ferme attitude fidèle aux normes marxistes-léninistes, il rejeta les méthodes des révisionnistes soviétiques et dénonça leurs desseins. Dès lors, la lutte entre le marxisme-léninisme et le révisionnisme moderne au sein du mouvement communiste mondial s'aggrava encore davantage. Khrouchtchev et son groupe intensifièrent leur activité scissionniste afin de mettre à genoux les partis qui défendaient le marxisme-léninisme. Le P.T.A., cette fois non plus, ne fléchit pas. Il dénonça les agissements de traîtres khrouchtchéviens. La lutte menée par la délégation du P.T.A à la commission préparatoire de la Conférence de Moscou de 1960 et surtout, la dénonciation, bien fondée et conforme aux principes, qu'y fit le camarade Enver Hoxha, de la théorie et de la pratique antimarxistes du révisionnisme moderne khrouchtchévien furent d'une grande importance pour la lutte contre le révisionnisme khrouchtchévien. Au XXII^e Congrès, les révisionnistes khrouchtchéviens rendirent les divergences publiques et se lancèrent dans des attaques ouvertes contre tous les marxistes-léninistes. A cette époque, la lutte contre le révisionnisme khrouchtchévien s'engagea dans une phase nouvelle, celle de sa condamnation ouverte par l'ensemble du prolétariat international. A cette occasion, le «Zëri i popullit» publia, le 21 octobre 1961, une déclaration du C.C. du P.T.A., qui était une réponse immédiate, ferme et courageuse, aux viles attaques antimarxistes et anti-albanaises lancées publiquement au XXII^e Congrès du P.C.U.S. contre le P.T.A. Elle soulignait que, face à l'assaut organisé de Khrouchtchev, le P.T.A «avec faits et documents à l'appui, fera connaître à tout le mouvement communiste et ouvrier et à toute l'opinion publique internationale, la vérité sur les

relations entre le P.T.A. et la direction du P.C.U.S., de quel côté se trouve le droit et il dénoncera les agissements antimarxistes et anti-albanais de Khrouchtchev et de son groupe.»

Le P.T.A., comme toujours, était à la pointe de cette lutte. Il lança l'important mot d'ordre «bien fixer une fois pour toutes la ligne de démarcation avec le révisionnisme dans tous les domaines», et il poursuivit la lutte opiniâtrement et sans le moindre répit. Cette lutte, le P.T.A. ne l'a pas limitée aux questions qui intéressent directement la seule R.P.S. d'Albanie, mais il l'a étendue à tous les problèmes importants qui concernent la défense du marxisme-léninisme, du socialisme, de la révolution et des intérêts des peuples dans le monde.

Cette politique a contribué à déchirer le masque démagogique de la diplomatie khrouchtchévienne. Le P.T.A. a également jugé opportuniste l'attitude de ceux qui cherchaient à trouver une ligne intermédiaire dans la lutte contre le révisionnisme, car la ligne «du juste milieu», comme l'a montré une longue expérience historique, est la ligne de la conciliation des contraires, de conceptions qui ne sont en aucun cas conciliables, et toute prise de position dans ce sens est instable et temporaire.

La direction soviétique a étendu les divergences idéologiques qui l'opposaient au P.T.A. au domaine des relations d'Etat à Etat, passant des pressions et des chantages à la rupture unilatérale et injustifiée de tous les accords bilatéraux d'ordre économique, politique, militaire, culturel, etc., et allant même, du haut de la tribune du XXII^e Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique, jusqu'à appeler à la contre-révolution en Albanie. Pis encore, elle complota avec Ses autres pays signataires du pacte de Varsovie, en mars 1961, en vue de liquider la base militaire navale de Vlorë, ce qui aurait laissé l'Albanie sans défense face à la 6^e flotte américaine. En collusion avec cette flotte et d'autres ennemis de notre pays, elle tenta de mettre à exécution ce dangereux complot dirigé contre la liberté et l'indépendance de l'Albanie.

Face à une telle situation, le P.T.A. se voyait assigner des tâches importantes et ardues pour assurer l'intangibilité des frontières et la défense de la souveraineté du pays. Ces tâches étaient rendues encore plus difficiles par le fait même que l'Albanie était le seul pays en Europe qui se maintenait fermement sur les solides bases du marxisme-léninisme, qui le défendait avec courage et abnégation et qui poursuivait une politique foncièrement internationaliste. C'est seulement grâce à la politique sage et clairvoyante du P.T.A., dirigé par le camarade Enver Hoxha, qu'il fut possible de faire échec à tous les plans des révisionnistes khrouchtchéviens.

Ainsi le P.T.A. a défendu les intérêts du peuple albanais, le marxisme-léninisme, la révolution mondiale et les luttes des peuples pour leur libération nationale et sociale, et il est devenu un combattant inflexible de la lutte contre l'impérialisme, le révisionnisme moderne et la collusion contre-révolutionnaire entre leurs chefs de file. La manière inflexible dont il mène cette lutte a accru encore davantage l'autorité du P.T.A. dans le mouvement communiste international, ainsi que le prestige de la République Populaire Socialiste d'Albanie auprès des peuples et des pays épris de liberté et de progrès dans le monde.

Le P.T.A. n'a jamais cessé sa lutte contre le révisionnisme moderne et spécialement contre le révisionnisme soviétique. Même dans la période comprise entre le VI^e et le VII^e Congrès, le P.T.A. a continué de mener comme par le passé, une lutte idéologique conséquente et de principe contre le révisionnisme moderne, il a démasqué constamment l'activité malfaisante, antimarxiste, chauvine et contre-révolutionnaire des révisionnistes soviétiques et de leurs valets et des opportunistes de toutes les couleurs.

«La vie a confirmé. — souligne le camarade Enver Hoxha dans son rapport au VII^e Congrès, — que la voie de la lutte ouverte et intransigeante qu'a choisie notre Parti pour démasquer les révisionnistes soviétiques, la défense résolue qu'il a prise des principes fondamentaux du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien, était la seule voie sûre, salvatrice et victorieuse. Cela nous incite et nous oblige à être résolus et inflexibles jusqu'au bout dans la lutte contre le révisionnisme et toute autre forme d'opportunisme».

Par leurs thèses fallacieuses selon lesquelles l'époque de la révolution est «révolue»; le processus de «détente» est entamé; la théorie de la lutte de classes abolie aussi bien à l'intérieur de l'Union soviétique qu'au — dehors; la coexistence et la compétition «pacifique» déjà appliquées dans tous les

domaines; le passage pacifique au socialisme rendu possible etc., les révisionnistes modernes, et en premier lieu les révisionnistes khrouchtchéviens, ont non seulement causé un grand préjudice au mouvement communiste international, mais ils ont aussi donné au capital international un gage et une assurance que seuls des traîtres de la révolution et des ennemis jurés des peuples peuvent donner. A présent l'Union soviétique, naguère berceau de la révolution prolétarienne et espoirs des peuples opprimés, est convertie en un pays où le capitalisme est restauré dans tous les domaines et en une puissance impérialiste et agressive, néo-colonialiste et belliciste. De leur côté, les pays anciennement socialistes de l'Europe de l'Est, qui se sont mis à la remorque de Khrouchtchev, ont été réduits au rôle de simples vassaux du Kremlin. Les partis révisionnistes de ces pays sont devenus des partis de la trahison nationale. D'autre part, les partis pseudo-communistes d'Europe occidentale, d'Amérique latine et d'Asie qui ont embrassé le révisionnisme, n'ont plus de communiste que le nom. Tout leur «programme» se réduit à quelques revendications purement réformistes, qui, loin de menacer l'ordre bourgeois, visent à le sauver des profondes secousses qui le menacent et à rendre ce «programme» plus applicable dans les nouvelles situations qui se créent.

«Lorsque le révisionnisme khrouchtchévien est apparu sur le terrain de la lutte contre le marxisme-léninisme, a souligné le camarade Enver Hoxha dans son rapport au VII^e Congrès, la bourgeoisie et la réaction internationale tout entière ont annoncé la fin du socialisme, la fin du mouvement communiste international. Mais le socialisme et la révolution, non contents de tenir tête à l'attaque concertée bourgeoise-révisionniste, à la plus furieuse tourmente contre-révolutionnaire qui soit jamais abattue sur eux, sont parvenus à enregistrer des victoires de portée historique.

La dictature du prolétariat et l'édification du socialisme, trahies par les révisionnistes, ont été portées en avant par l'Albanie qui est restée fidèle au marxisme-léninisme, qui a défendu avec détermination et ont déclaré une âpre lutte idéologique au révisionnisme khrouchtchévien et à ceux qui lui emboîtaient le pas. Les idées du communisme n'ont pas été étouffées, comme l'espérait la bourgeoisie et comme s'en sont prématurément réjouis les opportunistes et les liquidateurs. Le prolétariat a regroupé ses forces et, comme cela s'était produit à l'époque de Lénine, à la suite de la grande scission de la II^e Internationale, il a engendré de ses rangs les nouveaux partis marxistes-léninistes. Ces partis ont assumé la grande mission historique de reprendre et de faire avancer la glorieuse cause du mouvement révolutionnaire du prolétariat pour la libération sociale et nationale, que les révisionnistes avaient trahie et répudiée. En effet, dans tous les continents et les régions du monde ont été formés un grand nombre de partis marxistes-léninistes, ce qui témoigne qu'à présent des combattants conscients, des révolutionnaires résolus qui luttent de toutes leurs forces pour la grande cause du communisme se sont dressés pour défendre les intérêts du prolétariat international et des peuples qui luttent contre l'impérialisme, le social-impérialisme et le colonialisme pour leur libération nationale et sociale.

Les partis marxistes-léninistes se renforcent chaque jour à tous les points de vue et leurs rangs augmentent sans arrêt malgré les dures conditions dans lesquelles ils agissent. Plusieurs de ces partis sont obligés d'oeuvrer dans la clandestinité à cause des régimes fascistes qui sévissent dans leurs pays et qui s'acharnent sur les vrais révolutionnaires avec les moyens de répression et de terreur les plus féroces.

Au VII^e Congrès du P.T.A., qui a tenu ses assises du 1^{er} au 7 novembre 1976, assistèrent aussi les délégations des partis marxistes-léninistes formés ces dernières quinze années depuis la grande trahison de Khrouchtchev et de ses adeptes, ce qui démontre clairement que le marxisme-léninisme est une science immortelle et toujours agissante et que les prévisions de notre Parti se sont avérées justes.

S'en tenant au principe de l'internationalisme prolétarien le camarade Enver Hoxha a souligné dans son rapport au VII^e Congrès du P.T.A.: «De même que les partis marxistes-léninistes et les hommes progressistes partout dans le monde nous ont aidés dans le passé pour notre libération nationale et pour l'instauration de la dictature du prolétariat, ainsi nous avons pour devoir d'aider le prolétariat, les partis marxistes-léninistes et toutes les forces progressistes dans la lutte qu'ils mènent, afin que leurs peuples aussi conquièrent leur liberté et accèdent au socialisme.»

C'est en décembre 1978 qu'a été mis en circulation l'ouvrage du camarade Enver Hoxha «L'impérialisme et la révolution». Les problèmes fondamentaux de notre temps, les grandes questions qui préoccupent le mouvement révolutionnaire et de libération dans le monde y sont analysés de façon

dialectique et approfondie. On y voit clairement exprimée l'attitude marxiste-léniniste du P.T.A. sur toutes les questions qui se posent aujourd'hui au mouvement révolutionnaire et de libération. C'est dans cet ouvrage qu'est développée et argumentée de façon convaincante la stratégie marxiste-léniniste de la révolution qui s'oppose à la stratégie contre-révolutionnaire de l'impérialisme américain et mondial, du social-impérialisme soviétique et chinois ainsi que des divers courants du révisionnisme moderne.

C'est surtout dans son ouvrage «L'impérialisme et la révolution» que le camarade Enver Hoxha fait la critique de tous les aspects du révisionnisme actuel chinois, de son contenu idéologique antimarxiste et anti-prolétarien, de ses thèses de sa stratégie chauvine et social-impérialiste, de son rôle profondément contre-révolutionnaire dans les conditions actuelles. C'est dans cet ouvrage également qu'on trouve une critique marxiste-léniniste argumentée de la théorie chinoise de triste renom des «trois mondes» qui est le produit et la concrétisation de la «pensée-maotsétoung». D'une importance particulière est aussi la dénonciation de la part du camarade Enver Hoxha de la politique belliciste et néfaste poursuivie avec obstination par la clique dirigeante social-impérialiste chinoise, qui en remettant brutalement les enseignements et les prises de positions marxistes-léninistes sur la question de la guerre, de la paix et de la révolution, a engagé la chine dans une voie sans issue qui coûtera cher au peuple chinois.

L'ouvrage du camarade Enver Hoxha «L'impérialisme et la révolution» est un autre témoignage clair de l'attitude de principe inébranlable du P.T.A pour la défense du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien et il constitue une nouvelle contribution du P.T.A. dans l'enrichissement du patrimoine de la théorie révolutionnaire du marxisme-léninisme.

Chapitre II — L'Etat albanais, Etat de dictature du prolétariat

La renaissance de l'Etat albanais

L'Albanie est apparue pour la première fois dans le monde moderne comme Etat indépendant et souverain le 28 novembre 1912. C'était là une grande victoire pour le peuple albanais, mais cet Etat, qui venait de voir le jour, ne put, dans les conditions qui furent les siennes, se mettre solidement sur pied et se renforcer. Pendant trois décennies, il fut la victime de la politique rapace des grandes puissances impérialistes et des pays voisins, jusqu'au jour où le 7 avril 1939, il fut occupé militairement par l'Italie fasciste.

Sa liberté perdue, et subissant le joug étranger, le peuple albanais dut une nouvelle fois, comme il l'avait si souvent fait au long des siècles, prendre les armes et verser son sang pour chasser l'envahisseur, écraser les traîtres au pays et édifier une Albanie libre et indépendante.

Dès l'époque de la Lutte de libération nationale les premiers pas, des pas décisifs, furent faits vers la création du nouvel Etat albanais. La 1^{ère} Conférence de libération nationale qui se tint à Peza le 16 septembre 1942 créa le Conseil général de libération nationale et décida que les seuls noyaux du pouvoir d'Etat étaient désormais les conseils de libération nationale. C'était là le début de la mise sur pied de l'appareil d'Etat. Le conseil général de libération nationale apparaissait comme le seul détenteur de la souveraineté du peuple, tant dans les zones libérées que dans celles qui ne l'étaient pas encore. Ces décisions de la Conférence de Peza créaient les prémisses indispensables à la reconnaissance sur le plan international de la lutte du peuple albanais dans toute sa signification et toute sa portée.

Les conseils de libération nationale avaient deux ordres d'attributions: ils étaient d'une part des organes mobilisateurs de l'insurrection armée et d'autre part des organes du pouvoir local, en ce qu'ils supplantaient le pouvoir fasciste renversé et faisaient obstacle au rétablissement de l'ancien pouvoir bourgeois-latifondiaire. Les conseils de libération nationale étaient donc le noyau et la base du nouveau pouvoir démocratique-populaire jusqu'à ce que fussent créés, après la Libération, les conditions nécessaires pour la réunion d'une Assemblée constituante.

La seconde Conférence de libération nationale, tenue à Labinot le 4 septembre 1943, approuva le «Statut» et le «Règlement» des conseils de libération nationale. Le Statut stipulait que ces conseils, dans les régions libérées, «représentaient le pouvoir civil du pays», qu'ils étaient «le noyau du pouvoir politique du peuple albanais» et qu'«après la libération le peuple choisirait lui-même la forme du régime».

Le «Règlement» précisait que les conseils étaient «des organes démocratiques et le véritable pouvoir du peuple», qu'ils devaient être élus «démocratiquement» et que le droit de vote et à l'éligibilité appartenait à tous les citoyens âgés d'au moins 18 ans «indépendamment de leur convictions politiques et religieuses, à l'exclusion des espions et des traîtres à la patrie».

Les décisions prises par le 1^{er} Congrès antifasciste, qui se tint à Përmet le 24 mai 1944 et celles de la réunion de Berat d'octobre 1944 revêtirent une importance particulière pour l'établissement des bases du nouvel Etat albanais et la définition de sa position internationale. Au Congrès de Përmet, le peuple albanais manifesta son désir de voir créer en Albanie «un régime nouveau qui soit une sûre garantie de l'avenir qui marque le triomphe de la démocratie et rende impossible le rétablissement du régime de Zog». Il élut le Conseil antifasciste de libération nationale, qui devint le détenteur de la souveraineté du peuple et de l'Etat, ainsi que le Comité antifasciste de libération nationale, investi des attributions d'un gouvernement provisoire.

Les décisions du Congrès de Përmet excluaient le retour de l'ex-roi Zog en Albanie et ne reconnaissaient aucun autre gouvernement formé à l'extérieur ou à l'intérieur du pays contre la volonté du peuple albanais.

Le Congrès de Përmet portait un coup décisif aux plans et aux visées impérialistes à l'encontre de l'Albanie. En ce qui concerne les principes de politique étrangère sur lesquels se guiderait le pays, il y fut décidé: «de revoir tous les accords avec les Etats étrangers, les liens économiques et politiques établis par le gouvernement de Zog au détriment du peuple albanais» et «de ne reconnaître aucun

accord, aucun engagement international que pourraient conclure en Albanie ou à l'étranger les cliques réactionnaires, soit à titre de groupe politique, soit en qualité de gouvernement.»

Ces décisions proclamaient publiquement que seuls les organes élus au Congrès de Përmet, issus de la lutte armée du peuple, pouvaient représenter l'Albanie et le peuple albanais et elles affirmaient le principe de non-partage du pouvoir avec aucun groupe ou clique politique réactionnaires. En matière de relations internationales, soulignaient ces décisions, l'Etat albanais défendrait les intérêts du peuple et de la patrie, et poursuivrait donc une politique nationale indépendante. Le Conseil et le Comité antifascistes se prononçaient fermement pour le respect du principe d'égalité et d'avantage mutuel dans les relations internationales.

A la seconde réunion du Conseil antifasciste de libération nationale tenue en octobre 1944 dans la ville libérée de Berat, le Comité antifasciste de libération nationale se constitua en gouvernement démocratique provisoire de l'Albanie.

Dans une déclaration faite devant la seconde réunion du Conseil antifasciste de libération nationale, le gouvernement s'engageait à être le prolongement du Comité antifasciste de libération nationale élu à Përmet et à lutter «pour la prompte et totale libération de l'Albanie et pour la défense de son indépendance», à «revoir et à annuler tous les accords politiques, militaires et économiques conclus par le régime de Zog avec les Etats étrangers».

Le programme du gouvernement démocratique définissait encore plus largement les principes de politique extérieure du nouvel Etat albanais, des rapports de collaboration à établir avec les autres Etats.

Ainsi, au moment où l'Albanie fut totalement libérée, le peuple albanais avait établi son pouvoir, mis sur pied les organes du pouvoir d'Etat et de l'administration, il s'était déjà doté au centre et à la base d'une structure lui permettant de faire face au mieux aux tâches de l'heure dans le pays et de mettre en oeuvre sa politique extérieure.

La destruction de l'ancien appareil d'Etat et l'avènement du pouvoir populaire

Le pouvoir populaire n'était pas un pouvoir qui se greffait sur l'ancien pouvoir de la bourgeoisie ou qui se fondait avec celui-ci. Il vit le jour au contraire dans le feu du combat et il s'instaura et se renforça sur les ruines de l'ancien pouvoir d'oppression et d'exploitation.

Dès les premiers mois qui suivirent la Libération l'ancienne administration publique fut complètement liquidée. Un nouvel appareil, fut mis sur pied, qui englobait depuis les ministères et les directions centrales jusqu'aux tribunaux et la police populaire. Dans tout le pays eurent lieu des élections aux conseils populaires de village, de ville et de district. Ces conseils devinrent les organes politiques du nouveau pouvoir, au centre comme dans les provinces. En même temps, les statuts, lois, décrets-lois, règlements et décrets promulgués durant l'occupation italienne et allemande furent abrogés et déclarés nuls et non avenue.

Le 26 septembre 1945, le Conseil antifasciste de Libération nationale approuvait la loi sur l'Assemblée constituante. Cette loi prévoyait que l'Assemblée déciderait de la forme du régime et qu'elle entérinerait tous les actes approuvés avant sa convocation par le Conseil antifasciste de libération nationale et par la présidence de ce Conseil. Le Conseil antifasciste de libération nationale approuva également la loi sur les élections des représentants du peuple à l'Assemblée constituante et la loi sur l'établissement des listes électorales.

Le 2 décembre 1945, notre pays, pour la première fois dans son histoire, connaissait des élections véritablement démocratiques fondées sur le suffrage universel, au scrutin direct et secret. Les élections démontrèrent que le peuple approuvait la politique du Front démocratique et du Parti communiste d'Albanie qui en était l'organisateur et le guide.

L'Assemblée constituante issue de ces élections se réunit le 10 janvier 1946. Le 11 janvier 1946, elle proclamait l'Albanie République Populaire. La question de la forme politique de l'Etat fut résolue librement par le peuple albanais, et la monarchie de Zog officiellement abolie, «de jure».

Après avoir proclamé la République Populaire d'Albanie, l'Assemblée constituante approuva, le 14 mars 1946, la Constitution de la République Populaire d'Albanie, après que le projet en eut été discuté au cours de larges réunions par les travailleurs des villes et des campagnes. Sa tâche historique remplie, l'Assemblée constituante décida de se constituer en Assemblée Populaire.

La proclamation du «Statut» (la Constitution) fut un événement de grande portée pour notre jeune Etat. Elle consacrait le régime social de la République Populaire d'Albanie, la structure de classe de la société, sa base économique, les droits et les devoirs fondamentaux des citoyens, le système des organes d'Etat, leur sphère de compétence ainsi que le système électoral.

Le nouvel appareil d'Etat fut édifié sur la base des conseils de libération nationale, en leur qualité de seuls organes représentatifs. La mise sur pied de l'appareil administratif fut accomplie en conformité avec les besoins du pays. Les éléments ayant collaboré avec l'ennemi ou dont l'activité antipopulaire était notoire furent chassés des divers ministères et des autres rouages de l'appareil administratif. L'organisation de l'armée sur des bases modernes et la création des organes de la Sûreté de l'Etat en vue de défendre les conquêtes de la révolution populaire revêtirent une particulière importance. Dès le début, les Forces de l'armée, concertant leur action avec les unités de la Défense du peuple (la Sûreté de l'Etat), engagèrent la lutte contre les débris des bandes réactionnaires, et pour écraser les complots ourdis par l'impérialisme. L'appui que trouva le pouvoir populaire auprès des larges masses des villes et des campagnes, les liens étroits qui l'unissaient à ces masses firent en sorte que les tentatives des forces hostiles en vue d'organiser des foyers de révolte furent étouffées dans l'oeuf. Mais la lutte pour la poursuite et l'anéantissement des bandes de hors-la-loi ou d'agents de subversion venus de l'étranger se poursuivit pendant plusieurs années.

Afin d'assurer la défense de l'ordre public, le pouvoir créa, après la Libération, la police populaire et un nouvel appareil judiciaire au service du peuple. Ces organes jouèrent un rôle important dans la lutte contre les débris fascistes. La lutte des forces de la réaction contre le Pouvoir revêtit en cette période des formes diverses. En même temps que la résistance des bandes armées, particulièrement actives dans la période qui suivit immédiatement la Libération, les classes exploiteuses renversées se mirent à user toujours davantage d'autres formes de lutte, notamment en montant des complots et des organisations contre-révolutionnaires en étroite collaboration avec les officines d'espionnage des pays impérialistes, et en tentant d'entraver et de saboter le relèvement de l'économie nationale, laquelle, outre la charge que constituait pour elle l'état de régression que lui avaient légué les régimes antipopulaires, devait surmonter aussi les énormes difficultés et réparer les immenses dégâts causés par la guerre.

Toutefois, la répression de l'activité hostile des classes exploiteuses renversées n'était qu'un aspect de la politique que le pouvoir populaire pratiquait à leur encontre. Cet aspect reflétait principalement la détermination de défendre les conquêtes réalisées et de prendre les mesures visant à réduire à néant toute tentative de restaurer l'état de choses antérieur. Cependant, le principal objectif du pouvoir populaire était de faire progresser la révolution, d'opérer les transformations sociales et économiques radicales qui allaient frayer la voie à l'édification du socialisme.

Ainsi le nouvel Etat démocratique, joua un rôle déterminant dans toute la vie du pays. L'instauration du pouvoir populaire marqua un grand tournant radical dans les destinées historiques du peuple albanais et le début d'une étape nouvelle dans son existence. L'Albanie se détacha à jamais du système impérialiste et capitaliste, le peuple albanais vit s'ouvrir devant lui la vaste voie, lumineuse, de l'édification du socialisme, où tout ce qui est réalisé l'est au nom des travailleurs et en leur faveur.

Les fonctions essentielles de l'Etat socialiste albanais

En application de la directive donnée par le VI^e Congrès du Parti du Travail d'Albanie il a été procédé à l'élaboration d'une nouvelle Constitution de la République. A cette fin, des études vastes et approfondies ont été menées sur les grandes transformations réalisées en Albanie dans les domaines politique, idéologique, économique, social et culturel, depuis l'adoption, en 1946, de la première Constitution de la République Populaire d'Albanie qui, au fil des années, avait connu un certain nombre d'amendements approuvés par l'Assemblée populaire de la R.P. d'Albanie. L'Assemblée populaire chargea une commission spéciale sous la présidence du camarade Enver Hoxha de préparer le projet d'une nouvelle Constitution. Après un long et fructueux travail, la Commission a publié le 21

janvier 1976, le texte intégral du «Projet de Constitution de la République Populaire Socialiste d'Albanie».

A ce propos, le camarade Enver Hoxha a souligné dans son rapport au VII^e Congrès du P.T.A. : «Le VI^e Congrès du Parti avait fixé pour tâche d'élaborer une nouvelle Constitution et il avait recommandé que cette nouvelle Constitution soit la continuation de celle qui est en vigueur, qu'elle exprime la continuité de la révolution en Albanie, de la lutte ininterrompue pour garantir la liberté et l'indépendance de la patrie et l'édification du socialisme. D'autre part elle devait tenir compte de notre réalité présente, de l'étape actuelle du développement de la révolution. La nouvelle Constitution devait sanctionner les grandes transformations révolutionnaires accomplies et les victoires remportées; refléter la ligne générale du Parti pour l'édification complète du socialisme et pour le développement ultérieur de notre Etat de dictature du prolétariat. L'ancienne Constitution était la Constitution de la construction des fondements du socialisme, la nouvelle Constitution sera celle de l'édification complète de la société socialiste.»

Si l'ancienne Constitution comportait un certain nombre de normes juridiques et politiques devenues à présent trop étroites et ne répondant pas au développement et à l'approfondissement de la révolution sur un large front, elle n'en a pas moins pour autant contribué de façon efficace à l'accomplissement de grandioses réalisations. A l'époque de l'entrée en vigueur de l'ancienne Constitution (mars 1946), le Parti et le pays se trouvaient devant des problèmes immenses et complexes. Il fallait par exemple consolider et parfaire le pouvoir populaire, briser et anéantir la résistance obstinée des classes exploiteuses renversées; liquider les anciens rapports économiques et leur substituer des rapports nouveaux, socialistes; contrôler et limiter la petite production marchande et entraîner dans la voie du socialisme les couches petites-bourgeoises de la campagne et de la ville et en premier lieu la paysannerie travailleuse. D'autre part, il fallait surmonter le retard séculaire hérité du passé, consolider constamment la défense de la patrie, réaliser un profond bouleversement de l'univers spirituel des hommes pour leur inculquer la conception du monde et la morale prolétariennes.

Le projet de Constitution fut soumis à l'étude des masses travailleuses de tout le pays pendant plusieurs mois. C'était la première étape de la participation active et démocratique du peuple à une question d'une aussi grande importance. La deuxième étape a été caractérisée par des milliers d'interventions, de propositions et de suggestions des masses travailleuses sur le contenu et la forme du document. Elles ont été accueillies et étudiées avec une grande attention par la Commission spéciale. Toute suggestion apportant une amélioration à ce document, lequel revêt, on le comprend, une importance fondamentale, a été incluse dans le projet de Constitution de la République Populaire Socialiste d'Albanie avant son approbation définitive par les organes compétents du Parti et de l'Etat. La Constitution a été adoptée par l'Assemblée populaire le 28 décembre 1976.

Et voici ce que rapporte à ce propos le camarade Enver Hoxha au VII^e Congrès du Parti: «Aux réunions organisées à cette fin ont participé près de 1.500.000 personnes, soit pratiquement toute la population adulte, et environ 300.000 personnes sont intervenues au cours de la discussion... Cette grande discussion populaire, qui s'est caractérisée par un libre et fructueux échange de vues, par un débat vivant et constructif, a été une évidente manifestation de la démocratie socialiste agissante et de la véritable souveraineté populaire. Elle a montré dans la pratique qu'en Albanie socialiste le peuple est maître de lui-même, que rien ne se fait en dehors de sa volonté. Au cours de la discussion du projet de Constitution un paysan a dit: «Jadis les pauvres étaient terrorisés au seul mot de loi. C'était pour eux une menace de famine, de prison, de mort. Aujourd'hui c'est le peuple lui-même qui fait les lois et il les fait pour son bien.»

Il est donc très compréhensible que le projet de Constitution fût accueilli avec un grand enthousiasme par tous les travailleurs du pays, car il reflète les aspirations et la volonté de tout un peuple qui se voit ainsi doté d'une Constitution des plus avancées au monde.

La Constitution de la République Populaire Socialiste d'Albanie se compose d'un préambule et de trois parties principales, qui comprennent 10 chapitres et au total 112 articles.

Le préambule évoque l'histoire millénaire du peuple albanais jalonnée de luttes acharnées contre les ennemis extérieurs et intérieurs pour sa liberté et son indépendance nationale, pour la terre, pour sa

langue maternelle, pour le pain et la justice sociale. Sa première victoire a été remportée en 1912, lorsque, après des siècles de servitude, fut créé un Etat national indépendant.

«Le mouvement national démocratique et révolutionnaire est-il dit dans le préambule — prit un élan et un contenu nouveaux après le triomphe de la grande révolution socialiste d'Octobre et la propagation des idées communistes, ce qui marqua un tournant décisif pour les destinées de tous les peuples du monde».

Soulignant la grave situation créée par l'occupation fasciste et nazie, la trahison des classes dominantes, qui firent comme elles l'avaient toujours fait, cause commune avec les occupants étrangers, le préambule fait ressortir que le peuple albanais, guidé par le Parti communiste d'Albanie (aujourd'hui Parti du Travail d'Albanie), uni au sein du Front de libération nationale, se dressa, prit alors les armes et s'engagea dans la plus grande lutte de son histoire pour la libération nationale et sociale; que, dans le feu de la lutte pour la liberté et sur les ruines de l'ancien pouvoir, est né le nouvel Etat albanais, Etat de démocratie populaire. «Le 29 novembre 1944-est-il dit dans ce préambule — l'Albanie accédait à l'indépendance authentique et le peuple albanais prenait en main ses destinées. La révolution populaire triomphait et ainsi s'ouvrait une nouvelle époque, l'époque du socialisme».

Après l'instauration du pouvoir populaire, sous la direction de la classe ouvrière et de son Parti, de grandes transformations ont été réalisées. Il a été mis fin à la domination du capital étranger et du pillage des ressources du pays; les capitalistes et les grands propriétaires terriens ont été expropriés sans indemnité; les principaux moyens de production sont passés aux mains du peuple et la voie a été ouverte à l'industrialisation socialiste du pays; la réforme agraire et la collectivisation de l'agriculture mises en oeuvre ont engagé la paysannerie albanaise dans la voie du socialisme. Ainsi la propriété privée et l'économie multiforme ont cédé la place à la propriété sociale des moyens de production et au système d'économie socialiste unique, qui domine à la ville et à la campagne. Avec la liquidation des classes exploiteuses et l'établissement de rapports nouveaux, socialistes, de production, l'exploitation de l'homme par l'homme a été une fois pour toutes abolie. Ainsi le développement social dans son ensemble se réalise de façon consciente suivant un plan et dans l'intérêt du peuple.

Le préambule indique clairement: «En Albanie socialiste, la classe ouvrière est la classe dirigeante de l'Etat et de la société. De nouveaux rapports d'entraide et de coopération ont été établis entre les deux classes sociales amies, la classe ouvrière et la paysannerie coopératrice, et entre elles et la couche de l'intelligentsia populaire. Le travail libre de l'homme libre est devenu le facteur déterminant de la prospérité de la patrie socialiste, de l'amélioration du bien-être général et du bien-être de chacun».

L'Albanie a rattrapé son retard séculaire et elle s'est transformée en un pays doté d'une industrie et d'une agriculture avancées».

Après avoir évoqué le jaillissement des énergies créatrices du peuple, l'émancipation de la femme albanaise, les grands progrès réalisés dans le domaine de l'instruction, de la culture et de la science, la destruction des fondements de l'obscurantisme religieux, la formation de la figure morale du travailleur, de sa conscience et de sa conception du monde sous l'influence de l'idéologie prolétarienne, devenue l'idéologie dominante, le préambule affirme: «Le socialisme a donné la preuve de sa supériorité sur l'ancien ordre exploiteur».

Il en découle naturellement que ces grandes transformations historiques ont créé de nouvelles conditions pour le progrès continu de la révolution et de l'édification du socialisme.

«Le développement de la lutte de classes en faveur du socialisme, — est-il dit dans le préambule — le renforcement continu de l'Etat de dictature du prolétariat et l'approfondissement de la démocratie socialiste, le développement des forces productives et le perfectionnement des rapports de production socialistes, l'élévation continue du bien-être des masses travailleuses, la réduction graduelle des différences entre l'industrie et l'agriculture, entre la ville et la campagne, entre le travail intellectuel et le travail manuel, l'affirmation de la personnalité de l'individu au sein de la collectivité socialiste, l'assimilation de la technique et de la science modernes, la révolutionnarisation continue de toute la vie du pays, telles sont les larges voies à travers lesquelles se renforce et progresse la société socialiste».

Dans la partie concernant la politique extérieure, le préambule, après avoir affirmé la détermination du peuple albanais de défendre face à n'importe quel ennemi son pouvoir populaire et ses conquêtes

socialistes, poursuit: «L'Albanie socialiste est toujours un facteur actif dans la lutte pour la libération nationale et sociale, pour la paix, la liberté et les droits de tous les peuples contre l'impérialisme, la réaction et le révisionnisme. Dans sa politique extérieure elle se guide sur les grands idéaux du socialisme et du communisme et elle lutte pour leur triomphe partout dans le monde».

«Le peuple albanais — termine le préambule — s'est inspiré et s'inspire constamment de la grande doctrine du marxisme-léninisme. Sous le drapeau du marxisme-léninisme, uni autour du Parti du Travail et sous sa direction, il fait avancer l'édification de la société socialiste pour passer ensuite graduellement à la société communiste».

La première partie de la Constitution se compose de deux chapitres. Le premier définit l'ordre social du pays: l'ordre politique, l'ordre économique et l'éducation, la science et la culture.

1. L'ordre politique

L'article 1 déclare: «L'Albanie est une République Populaire Socialiste», et il s'ensuit que la R.P.S. d'Albanie est un «Etat de dictature du prolétariat qui exprime et défend les intérêts de tous les travailleurs, qui repose sur l'unité du peuple autour du Parti du Travail et elle a pour fondement l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie coopératrice sous la direction de la classe ouvrière» (Art.2)... Le Parti du Travail d'Albanie étant l'avant-garde de la classe ouvrière, est logiquement la seule force politique dirigeante de l'Etat et de la société et, par conséquent, son idéologie le marxisme-léninisme, y est l'idéologie dominante. C'est donc sur la base des principes de cette idéologie que se développe tout l'ordre social socialiste (Art.3).

Pour comprendre la grande portée théorique et pratique des trois premiers articles du projet de constitution, il faut tenir compte de la nature et du rôle de l'Etat dans la société. Dans une société donnée, composée de classes antagonistes, l'Etat n'est autre chose qu'un organe entre les mains de la classe au pouvoir appelé à réaliser la domination et l'exploitation politique, économique, sociale, idéologique de cette classe sur les autres classes qui ne sont pas au pouvoir. Autrement dit, c'est un appareil qui, par son contenu et sa forme, écrase la résistance des classes opprimées et «légalise» l'oppression exercée par la classe dominante. C'est donc un organe de violence. L'histoire nous démontre très clairement et de façon irréfutable que, par exemple, «ordre» féodal n'était autre chose que la domination de la noblesse terrienne sur le reste de la société à travers la monarchie et l'église, que l'«ordre» capitaliste n'est autre chose que la domination et l'exploitation du prolétariat, de la paysannerie et des autres travailleurs par la bourgeoisie à travers la «démocratie parlementaire». On a beau claironner à tout vent que le roi était roi par «la grâce de dieu», que la «démocratie» bourgeoise repose sur «la liberté, l'égalité et la fraternité» des citoyens, la violence n'en est pas pour autant moins évidente. Car c'est par la violence que la bourgeoisie a renversé la féodalité et instauré son pouvoir, c'est aussi par la violence qu'elle maintient son pouvoir et exerce son exploitation sur la classe ouvrière, la paysannerie et les autres travailleurs de la ville et de la campagne. L'Etat bourgeois n'est autre chose que la dictature de la bourgeoisie, donc de la minorité sur les classes opprimées, c'est-à-dire sur la majorité de la société.

En Albanie également, la féodalo-bourgeoisie avait créé son Etat afin d'exercer à travers lui sa dictature sur les classes qu'elle exploitait. Cette féodalo-bourgeoisie, loin de défendre la liberté et l'indépendance du pays, fit cause commune avec les occupants nazi-fascistes afin d'écraser la résistance du peuple et de renforcer son pouvoir, toujours par la violence. Et c'est par la violence, par la lutte armée, que la classe ouvrière, la classe la plus avancée du pays, dirigée par son avant-garde, le Parti, en alliance avec la paysannerie laborieuse et les autres travailleurs d'Albanie, tous unis au sein du Front de libération nationale, chassa les occupants, écrasa la féodalo-bourgeoisie et instaura le pouvoir populaire, ouvrant ainsi au pays de brillantes perspectives vers un avenir meilleur à tous égards. Si, par le passé, la féodalo-bourgeoisie, qui ne constituait qu'une infime minorité, s'arrogeait le droit d'exercer sa dictature sur les masses des travailleurs de la ville et de la campagne, pourquoi la classe ouvrière, qui, avec la paysannerie, constitue l'écrasante majorité de la population, ne doit-elle pas avoir le droit, plus que légitime, d'exercer sa dictature sur ses ennemis renversés? Nous ne nions pas, nous l'affirmons même ouvertement, que la République Populaire Socialiste d'Albanie est un Etat de dictature du prolétariat. Pourquoi? Parce que la dictature du prolétariat exprime et défend les intérêts de tous les travailleurs du pays. Elle est donc la démocratie la plus large et la plus profonde

que l'histoire de l'humanité ait jamais connue. Ce sont les capitalistes et les révisionnistes qui ont peur, et pour cause, de dire ouvertement que le pouvoir n'est autre chose qu'une dictature exercée sur les travailleurs, c'est-à-dire sur la majorité écrasante de la population: Les épithètes: «démocratie parlementaire» et «pouvoir de tout le peuple» ne sont que de purs mensonges.

La nouvelle Constitution, donc, ne cache pas son caractère de classe. Elle proclame et sanctionne clairement la nature de l'Etat albanais en tant que pouvoir de dictature du prolétariat. «Le projet de Constitution — a affirmé le camarade Enver Hoxha dans son rapport au VII^e Congrès, — est un vivant reflet de la démocratie et de l'humanisme socialiste authentique. C'est une confirmation des leçons du marxisme-léninisme selon lesquelles la dictature du prolétariat est indissociable de la plus large, la plus profonde et la plus complète démocratie pour les travailleurs. Assurer une large démocratie socialiste constitue une condition fondamentale de la sauvegarde et du raffermissement de la dictature du prolétariat, de même que celle-ci constitue la condition indispensable et décisive de l'existence d'une démocratie véritable pour les travailleurs».

La nouvelle Constitution reconnaît le Parti du Travail d'Albanie, avant-garde de la classe ouvrière, comme la seule force politique dirigeante de l'Etat et de la société. (art.3.). Et cela reflète la réalité des choses en Albanie. Le Parti, qui a organisé et dirigé avec tant de fermeté et de clairvoyance la Lutte de libération nationale, qui conduit toujours le peuple de victoire en victoire, qui est le cerveau et l'âme de toutes les masses travailleuses, l'architecte de l'Albanie socialiste, reste et restera sans partage la force politique dirigeante de l'Etat et de la société. C'est là un de ses droits les plus légitimes. Et voilà que les idéologues de la bourgeoisie crient à pleine gorge qu'en Albanie il n'y a pas de démocratie puisqu'il n'y a qu'un parti et non plusieurs comme dans leurs pays. Nous disons à ces démagogues qu'en Albanie il n'y a pas de classes antagonistes, il n'y a ni exploités ni exploités, il n'y a pas même de groupes aux intérêts opposés au sein d'une même classe, comme cela se produit dans les pays capitalistes. Les seules classes existantes sont la classe ouvrière et la paysannerie coopératrice, qui ont les mêmes intérêts et les mêmes buts et n'ont donc pas de raison de se mettre en contradiction.

L'existence de plusieurs partis dans les pays capitalistes ne prouve pas le caractère «démocratique» de leur régime, mais, au contraire, l'existence de plusieurs classes et groupes aux intérêts contraires antagonistes. Si dans certains pays capitalistes, il existe un parti de la classe ouvrière, c'est seulement le résultat de la lutte de cette dernière pour son affranchissement du joug de la bourgeoisie. Ce n'est pas la bourgeoisie qui lui fait don de ce droit. Le prolétariat l'a conquis de haute lutte.

La pluralité des partis dans les pays capitalistes ne prouve point le caractère démocratique du régime, elle reflète seulement la multiplicité de groupes aux intérêts opposés au sein même de la bourgeoisie. Et cela est compréhensible si l'on tient compte du fait que la loi qui sévit dans la société bourgeoise est la loi de la jungle.

Dans son rapport au VII^e Congrès du P.T.A., le camarade Enver Hoxha souligne que la nouvelle Constitution «est totalement pénétrée de l'idéologie et des principes fondamentaux du marxisme-léninisme, elle incarne les enseignements et l'expérience révolutionnaire de notre Parti du Travail et porte le sceau de la pensée créatrice des larges masses de notre peuple [...] La nouvelle Constitution sert aussi de programme de travail et de combat pour l'avenir. Elle a pour but de frayer la plus large voie possible au développement des forces productives et des rapports de production d'une véritable société socialiste, à l'émancipation et à l'éducation révolutionnaire de l'homme nouveau de chez nous, de défendre et de consolider encore plus l'ordre socialiste et la dictature du prolétariat, de créer au pays les meilleures conditions possibles pour sa marche vers le communisme [...] Ce document sanctionne aussi les dispositions juridiques, politiques, idéologiques et économiques, qui tendent à barrer la voie au révisionnisme et à la restauration du capitalisme. Dans ce sens, ajoute le camarade Enver Hoxha, notre Constitution représente une contribution créatrice et précieuse du P.T.A. à la théorie et à la pratique du socialisme scientifique.»

Pour atteindre son but, qui est d'assurer la victoire définitive de la voie socialiste sur la voie capitaliste et de réaliser l'édification intégrale du socialisme et du communisme, la République Populaire Socialiste d'Albanie développe sans cesse la Révolution en s'en tenant au principe de la lutte de classe.

L'article 5 de la nouvelle Constitution énonce:

«En République Populaire Socialiste d'Albanie tout le pouvoir d'Etat émane du peuple travailleur et lui appartient.»

«La classe ouvrière, la paysannerie coopératrice et les autres travailleurs exercent le pouvoir par l'intermédiaire des organes représentatifs et aussi directement.»

«Les organes représentatifs sont l'Assemblée populaire et les conseils populaires.»

«Nul, en dehors des organes nommément cités dans cette Constitution, ne peut, au nom de la République Populaire Socialiste d'Albanie exercer la souveraineté du peuple ni aucun de ses attributions.»

Selon la nouvelle Constitution, les organes représentatifs sont les détenteurs du pouvoir législatif et du pouvoir exécutif. En effet, tous les organes de l'Etat déploient leurs activités sous leur direction et leur contrôle. Les organes de l'Etat sont donc responsables devant les organes représentatifs et leur rendent compte de leur travail. Mais les organes représentatifs étant pour leur part tenus de rendre des comptes devant le peuple, c'est, en dernière analyse, le peuple lui-même qui gouverne le pays. Les électeurs ont le droit de révoquer à tout moment leur représentant si celui-ci a perdu leur confiance politique, s'il ne s'acquitte pas des tâches qu'il a assumées ou s'il agit à l'encontre des lois (art.8).

«Notre démocratie socialiste a assuré aux travailleurs Le droit important de faire entendre leur voix pour la solution des problèmes sociaux et étatiques, d'exercer leur contrôle sur quiconque et sur tout, de participer effectivement, largement, de manière organisée et sous les formes les plus variées, à l'administration du pays. Le Parti considère cette participation et son approfondissement continu comme l'orientation fondamentale du développement de notre démocratie socialiste, comme une grande force motrice pour promouvoir l'édification socialiste, et comme un des facteurs les plus importants pour préserver notre Etat et notre société du danger de dégénérescence bourgeoise-révisionniste. Cette ligne du Parti est entièrement consacrée dans la nouvelle Constitution.» (E. Hoxha — Rapport au VII^e Congrès du P.T.A.)

Les organes représentatifs sont élus par le peuple au suffrage universel, égal, direct et au scrutin secret. Une loi spéciale règle l'organisation et le mode de déroulement des élections.

La nouvelle Constitution souligne que non seulement les élus mais aussi les fonctionnaires nommés par l'Etat sont tenus de rendre des comptes devant les masses et de se soumettre à leur contrôle direct. Ainsi la lutte contre le danger que les organismes représentatifs ne se coupent du peuple, la lutte contre le bureaucratisme et les tendances à placer les organes exécutifs au-dessus des organes représentatifs du pouvoir, se trouvent également consacrées dans la Constitution. Les employés, selon l'art. 9 de la Constitution servent le peuple et lui rendent des comptes. Ils participent aussi au travail directement productif et sont rétribués dans de justes proportions par rapport aux ouvriers et aux paysans coopérateurs. Et cela, dans le but d'empêcher la création d'une couche privilégiée.

L'article 10 de la Constitution revêt une importance particulière du fait qu'il consacre le droit de la classe ouvrière, en tant que classe dirigeante de la société, de la paysannerie coopératrice ainsi que celui des autres travailleurs à exercer, sous la direction du P.T.A., «un contrôle direct et organisé sur l'activité des organes d'Etat, des organisations économiques et sociales et de leurs employés pour défendre les conquêtes de la révolution et renforcer l'ordre socialiste».

Un autre article de la Constitution consacre le principe du développement de la vie politique et économique à travers une juste combinaison de la direction centralisée, de l'autonomie des organes locaux et de l'initiative créatrice des masses travailleuses en lutte contre le libéralisme.

«La structure et le fonctionnement de tout le mécanisme étatique et social socialiste chez nous, précise le camarade Enver Hoxha dans son rapport au VII^e Congrès, sont régis par le principe du centralisme démocratique, qui consiste fondamentalement dans la direction centralisée de toute la vie du pays par la classe ouvrière, à travers son Parti et son Etat prolétariens, dans une judicieuse coordination de la direction centralisée avec l'initiative créatrice des organes locaux et des masses travailleuses.»

Enfin l'article 13 de la Constitution dispose que «l'Etat collabore avec les organisations sociales et crée les conditions requises pour le développement de leur activité. Les organisations sociales rassemblent les masses et les larges couches du peuple, elles les font participer de façon organisée à l'édification du

socialisme et au gouvernement du pays, elles travaillent à leur éducation communiste et s'attachent à la solution des problèmes qui leur sont propres».

Les principales organisations sociales en Albanie sont: le Front démocratique d'Albanie, une large organisation politique, qui réunit dans son sein toutes les masses travailleuses de la ville et de la campagne; les Unions professionnelles (Syndicats) qui englobent les ouvriers et les employés; l'Union de la Jeunesse du Travail d'Albanie, qui comprend des garçons et des filles de l'âge de 15 à 26 ans; l'Union des Femmes d'Albanie, qui regroupe les femmes de la ville et de la campagne, y compris les ouvrières et employées.

L'article 14 de la Constitution définit que «Dans l'édification du socialisme la République Populaire Socialiste d'Albanie s'appuie principalement sur ses propres forces». A ce propos dans son rapport au VIP Congrès du P.T.A. le camarade Enver Hoxha précise: «De même que la liberté et l'indépendance d'un pays ne se reçoivent pas en cadeau, ainsi la révolution et le socialisme ne s'importent pas. L'une et l'autre sont le résultat de la lutte révolutionnaire résolue des larges masses travailleuses de chaque pays, avec à leur tête la classe ouvrière et sous la conduite du Parti marxiste-léniniste. Le principe de l'appui sur ses propres forces n'exclut pas l'aide internationaliste du prolétariat, des révolutionnaires et des pays socialistes. Toutefois, en dépit de sa grande importance, le facteur extérieur, la solidarité et l'aide internationaliste, est un élément auxiliaire et complémentaire et non pas le facteur déterminant.»

«Notre Parti, dans l'édification et la défense du socialisme comme dans la lutte de libération nationale, a appliqué fermement le principe marxiste-léniniste de l'appui sur ses propres forces. C'est précisément pour cela que notre pays a pu tenir tête victorieusement aux occupants nazi-fascistes, ainsi qu'à toutes les pressions et blocus des impérialistes et révisionnistes, qu'il s'est construit une économie forte et indépendante, qu'il a mis en place une défense puissante et sûre et édifie une culture et un art d'un contenu socialiste sain. En suivant sans défaillance la ligne marxiste-léniniste de l'appui sur ses propres forces, l'Albanie remportera de nouvelles victoires encore plus grandes dans l'édification complète de la société socialiste.»

L'article 15 établit les principes de la politique étrangère de notre pays.

«Dans ses relations extérieures, la République Populaire Socialiste d'Albanie se guide sur les principes du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien, elle poursuit une politique d'amitié, de collaboration et d'entraide avec les Etats socialistes, elle soutient le mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière et la lutte des peuples pour la liberté, l'indépendance, le progrès social et le socialisme, et elle compte sur leur solidarité.»

«La République Populaire Socialiste d'Albanie est pour la paix et le bon voisinage, pour des relations avec tous les Etats sur la base de l'égalité, du respect de la souveraineté, de la non-ingérence mutuelle dans les affaires intérieures et de l'avantage réciproque.»

«La République Populaire Socialiste d'Albanie s'oppose à toute forme d'agression, d'exploitation coloniale, de tutelle, de dictat et d'hégémonie, d'oppression nationale et de discrimination raciale. Elle est fidèle aux principes de l'autodétermination des peuples, de l'exercice de l'entière souveraineté nationale et d'égalité de tous les pays dans les relations internationales.»

Cette politique étrangère exprimée avec tant de clarté et de précision dérive de la nature même de l'Etat albanais; c'est la politique d'un vrai pays socialiste. L'Albanie socialiste a suivi et suivra toujours une politique d'amitié, de coopération et d'entraide avec les Etats socialistes; elle a soutenu et soutiendra toujours le mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière et la lutte des peuples pour la liberté, l'indépendance et le progrès social. L'Albanie socialiste a été et sera toujours pour la paix entre les peuples et pour des relations de bon voisinage avec les pays limitrophes, pour des relations avec tous les Etats sur la base des principes définis dans l'article 15 de la Constitution. Notre pays a toujours respecté et il respectera, à l'avenir également, la souveraineté des autres pays; il ne s'est jamais ingéré dans leurs affaires intérieures; mais, comme par le passé, il ne permettra jamais à personne d'empiéter sur sa souveraineté ni de s'immiscer dans ses affaires intérieures. L'Albanie socialiste a toujours condamné énergiquement les actes d'agression perpétrés par les impérialistes et les sociaux-impérialistes et elle a demandé dans les organisations internationales que les agresseurs soient sévèrement châtiés. L'Albanie socialiste a été et sera toujours contre la politique d'expansion, de

colonisation, et d'hégémonie des deux superpuissances, les U.S.A. et l'Union soviétique, et de tout autre pays qui suit ou suivra une telle politique.

Les faits sont là pour démontrer ce que nous venons de dire. C'est grâce à cette politique juste, sage, claire et en même temps énergique que l'Albanie s'est acquis la sympathie de tous les peuples du monde. Le prestige de l'Albanie socialiste dans l'arène internationale a grandi remarquablement, car la grandeur d'un pays ne se mesure ni à ses millions de kilomètres carrés ni à ses millions d'habitants mais en premier lieu aux idéaux qui l'animent et qu'il défend.

2. L'ordre économique

L'économie de la République Populaire Socialiste d'Albanie est une économie socialiste, fondée sur la propriété socialiste des moyens de production. Dans notre pays il n'y a pas de classes exploiteuses car la propriété privée et l'exploitation de l'homme par l'homme ont été abolies et elles y sont interdites.

L'Etat protège tout particulièrement la propriété socialiste, car elle constitue la base intangible de l'ordre socialiste, la source du bien-être du peuple et de la force de la patrie. Ce que nous venons d'énoncer est consacré dans les articles 16 et 17 de la Constitution. En Albanie il y a deux sortes de propriété socialiste des moyens de production:

— la propriété d'Etat

— la propriété coopérative en agriculture

Selon l'article 18 de la Constitution «La propriété d'Etat appartient au peuple tout entier et représente la forme la plus élevée de propriété socialiste. Sont propriété exclusive de l'Etat: la terre et les ressources du sous-sol; les mines, les forêts, les pâturages, les eaux, les sources naturelles d'énergie, les usines, les fabriques, les stations de machines et de tracteurs, les banques, les voies de communication et les moyens de transport ferroviaire, maritime, fluvial et aérien, les P.T.T., les stations de radio et de télévision et le cinéma. Est également propriété d'Etat tout autre bien créé sur la base de la propriété d'Etat ou que l'Etat acquiert conformément à la loi».

La propriété coopérative (art.21) appartient aux collectifs de travailleurs de la campagne, unis volontairement dans les coopératives agricoles pour accroître la production, pour améliorer le bien-être, édifier le socialisme dans les campagnes et dans l'ensemble du pays. Sont propriété des coopératives agricoles: les bâtiments, les machines, les équipements, les moyens de transport, les outils et les moyens de travail, les bêtes de travail et de production, les cultures fruitières, les productions végétales et animales ainsi que les autres moyens nécessaires à leur activité.

La terre qui, en vertu de l'article 18 de la Constitution, est propriété exclusive de l'Etat, «est accordée à des fins d'usage social, aux entreprises et aux institutions d'Etat, aux coopératives agricoles et aux organisations sociales ainsi qu'à des citoyens pour leur usage personnel. La terre est accordée en jouissance à titre gratuit. Les terres cultivables ne peuvent être employées à d'autres fins qu'avec l'approbation des organes d'Etat compétents» (art.19).

Comme toujours, l'Etat consacre une attention particulière au développement et au renforcement des coopératives agricoles et à leur transformation en exploitations modernes de grande production socialiste. L'article 22 du projet de Constitution précise également que «Dans des conditions déterminées l'Etat encourage la mise sur pied et le développement des coopératives de type supérieur auxquelles il participe directement par des investissements, particulièrement pour les principaux moyens de production. Le passage de la propriété coopérative à la propriété du peuple tout entier se fait conformément aux conditions objectives avec le libre consentement des paysans coopérateurs et l'approbation de l'Etat. L'Etat s'emploie à réduire les différences entre la ville et la campagne».

L'Etat reconnaît et protège la propriété personnelle des citoyens qui comprend: les revenus du travail et d'autres sources légitimes, la maison d'habitation ainsi que des objets servant à la satisfaction de besoins matériels et culturels, personnels et familiaux, les objets qui reviennent aux familles de paysans coopérateurs conformément aux statuts des coopératives agricoles. L'article 23, qui consacre la propriété personnelle, précise aussi que celle-ci ne peut pas être utilisée au détriment de l'intérêt social. D'autre part l'article 24 stipule que des biens immobiliers particuliers de la propriété

coopérative et personnelle peuvent être convertis en propriété d'Etat quand l'intérêt général l'exige. La loi définit les critères de cette conversion et le mode d'indemnisation.

En ce qui concerne le commerce extérieur, celui-ci est monopole d'Etat, tandis que le commerce intérieur est exercé aussi principalement par l'Etat qui contrôle toute l'activité dans ce domaine.

Les articles 25 et 26, définissent les attributions de l'Etat pour l'organisation, la direction et le développement de la vie économique et sociale «**suivant un plan unique et général**» et pour l'institution des entreprises. L'article 28 de la Constitution est consacré à «l'interdiction de l'octroi de concessions, de la création de sociétés et d'autres institutions économiques et financières étrangères ou mixtes avec les monopoles et les Etats capitalistes, bourgeois et révisionnistes et de l'acceptation de crédits de ces derniers.

Cet article revêt une grande importance pour la sauvegarde de l'indépendance du pays et de l'ordre socialiste. «C'est là une question d'une immense portée de principe souligne le camarade Enver Hoxha dans son rapport au VII^e Congrès du P.T.A. Aucun pays, petit ou grand, ne peut construire le socialisme en recevant des aides et crédits de la bourgeoisie et des révisionnistes, en intégrant son économie dans les engrenages du système de l'économie capitaliste mondiale. En se liant ainsi à l'économie des pays bourgeois et révisionnistes, l'économie d'un pays socialiste donne libre cours chez elle à l'action des lois économiques du capitalisme et à la dégénérescence de l'ordre socialiste. C'est là la voie de la trahison et de la restauration du capitalisme, la voie qu'ont suivie et que suivent les cliques révisionnistes.»

L'article 29 de la Constitution définit le travail comme base de toute la vie économique et sociale du pays. «Le travail, est-il dit dans cet article, est la source principale par laquelle chaque citoyen assure ses moyens d'existence. L'Etat vise à restreindre les différences entre le travail intellectuel et le travail manuel, entre le travail dans l'industrie et le travail dans l'agriculture. L'Etat protège le travail, veille à la qualification des travailleurs et prend des mesures à cette fin.»

En ce qui concerne la rémunération du travail, l'article 30 consacre l'application du principe socialiste «de chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail». Donc, à un travail égal est assuré un salaire égal. Ce même article dispose que l'encouragement au travail pour l'obtention de résultats toujours plus grands «se fonde sur une juste combinaison des stimulants matériels et des stimulants moraux, la primauté étant accordée à ces derniers.» Il faut en outre tenir compte du fonds social de consommation destiné à couvrir les besoins collectifs des citoyens. Ce fonds, qui est très important, «augmente continuellement en conformité avec les possibilités créées par le développement de l'économie du pays.» Enfin cet article définit que l'Etat exerce son contrôle sur la quantité du travail et de la consommation.

Le dernier article de ce chapitre, l'article 30, précise que «les citoyens ne payent aucune sorte d'impôts ni de taxes.»

Rappelons aussi l'Albanie est le premier pays au monde qui a aboli les impôts et les taxes. C'est là une très grande victoire pour les masses travailleuses de notre pays.

L'éducation, la science, la culture

L'Etat de dictature du prolétariat, du fait même qu'il exprime et défend les intérêts de tous les travailleurs, a pour tâche de former l'homme nouveau en déployant une vaste activité idéologique, et culturelle qui vise à l'éducation communiste des travailleurs, surtout de la jeune génération. (art.32).

C'est pourquoi l'Etat organise et dirige l'enseignement, «accessible à tous et gratuit», édifié «sur la base de la conception marxiste-léniniste du monde» et qui relie «l'étude au travail productif et à l'éducation physique et militaire». L'enseignement suit en même temps «les meilleures traditions de l'école nationale et laïque albanaise», (art.33).

De même que l'enseignement, l'Etat organise et dirige le développement de la science et de la technique toujours en étroite liaison avec la vie et la production, au service du progrès de la société et de la défense de la patrie. En même temps, l'Etat encourage la diffusion des connaissances scientifiques parmi les masses et la large participation de celles-ci à l'activité de recherche scientifique (art.34). Il protège ainsi l'héritage culturel du peuple et veille au développement général de la culture

nationale et socialiste; il encourage le développement de la littérature et des arts selon la méthode du réalisme socialiste (art.35), ainsi que l'éducation physique et les sports (art.36).

Enfin l'article 37 de la Constitution définit la position de l'Etat à l'égard de la religion: il n'en reconnaît aucune; au contraire, il soutient et développe la propagande athée pour inculquer aux hommes la conception matérialiste scientifique du monde. Depuis l'entrée en vigueur de la première Constitution (1946), qui reconnaissait la liberté de culte, le Parti n'a cessé de mener une propagande scientifique sur la conception matérialiste du monde en sorte que les masses travailleuses elles-mêmes, et surtout la jeunesse, ont rejeté la religion, comme une pratique et une attitude d'esprit, qui loin d'être bénéfiques, nuisaient et entravaient gravement le progrès de la société albanaise. Depuis une dizaine d'années l'Albanie est le premier pays au monde qui s'est débarrassé de l'église et de l'obscurantisme religieux.

Dans le deuxième chapitre sont définis *les droits et les devoirs fondamentaux des citoyens*.

Aux termes de l'article 39 de la Constitution, les droits et les devoirs des citoyens sont indissociables et définis conformément aux intérêts de l'individu et de la société socialiste, la primauté étant accordée à l'intérêt général. Les droits ne peuvent donc pas être exercés à l'encontre de l'ordre socialiste. Cela barre la voie aux privilèges et aux injustices dans tous les domaines de la vie, politique, économique, culturel ou idéologique. Ces grands principes ne peuvent être énoncés ni appliqués que dans un pays vraiment socialiste où la dictature du prolétariat est en vigueur et agit selon les principes du marxisme-léninisme.

Le dernier paragraphe de cet article précise que l'extension et l'approfondissement des droits des citoyens sont intimement liés au développement socialiste du pays. C'est ainsi que l'augmentation de la production et la baisse de son prix de revient, aura pour effet d'élargir l'éventail des droits économiques de chaque citoyen, en ce que chacun pourra acquérir une plus grande quantité de marchandises à des prix plus bas. Et cela s'applique dans tous les autres domaines: enseignement, service militaire, culture, etc.

L'énoncé de l'article 40, selon lequel tous les citoyens sont égaux devant la loi et que le sexe, la race, la nationalité, le niveau d'instruction, la position sociale et la situation matérielle n'apportent aucune restriction ni privilège quant aux droits et aux devoirs des citoyens, reflète la réalité concrète de notre pays, le système socialiste dans son ensemble ne permettant dans la pratique aucune violation de ces principes. On a beau claironner que cette égalité existe aussi dans les pays capitalistes et révisionnistes, la vie démontre chaque jour que là-bas une telle égalité n'est autre chose qu'une démagogie des plus éhontées. Considérons l'aspect économique du problème: de quel droit une personne peut-elle avoir des revenus énormes et vivre dans un luxe effréné en exploitant le travail d'autrui?

Dans son rapport devant l'Assemblée populaire (décembre 1976) le camarade Enver Hoxha a dit à propos des constitutions des pays capitalistes et révisionnistes: «La majorité des pays capitalistes, où règne, brutale, la dictature de la bourgeoisie, ainsi que les constitutions des pays où dominent les révisionnistes, se distinguent par leur phraséologie démocratique, mais derrière les belles paroles et promesses creuses sur la «liberté», l'«égalité», la «justice», etc., se cache la violence des classes exploiteuses et des cliques dominantes exercée sur les travailleurs.

«Aujourd'hui, aux quatre coins du monde, les masses travailleuses, qui, comme le disait Lénine, veulent conquérir non pas la promesse de la liberté sur le papier, mais la liberté véritable, luttent pour la réalisation des droits et des libertés démocratiques. Chaque fois que les masses demandent l'application des normes constitutionnelles proclamées pour les mystifier, leurs efforts sont aussitôt taxés d'activité dangereuse pour l'ordre politique d'Etat et réprimés par le fer et par le feu. Cette réalité étaye la juste thèse marxiste-léniniste selon laquelle là où la dictature du prolétariat ne l'a pas encore emporté ou là où elle a été abandonnée, les masses travailleuses ne peuvent jouir de droits et de libertés démocratiques véritables.»

L'égalité des droits en Albanie socialiste, n'existe pas seulement pour les citoyens albanais d'origine mais aussi pour les minorités nationales. A cet égard, l'article 42 de la Constitution se passe de tout commentaire. «La protection et le développement de leur culture et de leurs traditions populaires, l'utilisation de leur langue maternelle et son enseignement à l'école, le développement égal dans tous

les domaines de la vie sociale sont garantis aux minorités nationales. Tout privilège, toute inégalité nationale et tout acte violant les droits des minorités nationales, est anticonstitutionnel et puni par la loi».

Les citoyens de la République Populaire Socialiste d'Albanie ayant dix-huit ans révolus, ont le droit d'élire et d'être élus à tous les organes du pouvoir d'Etat, sauf, bien entendu, les personnes privées de ce droit par décision judiciaire et les débiles mentaux reconnus comme tels par le tribunal.(art.43).

Une série d'articles du projet de Constitution définit les autres droits des citoyens: le droit au travail garanti par l'Etat, le travail étant un devoir et un honneur pour tout citoyen apte au travail: le droit pour chacun de choisir et d'exercer une profession selon ses capacités et ses aptitudes personnelles et conformément aux besoins de la société; le droit au repos après le travail et au congé payé annuel; le droit à la retraite pour tous les travailleurs de la ville et de la campagne: le droit à l'assistance médicale gratuite; l'égalité des droits de la femme et de l'homme quant au salaire, au congé, aux assurances sociales et à l'éducation, clans toute l'activité socio-politique et dans la famille; le droit de la mère à un congé payé pré et post-natal; les droits et les devoirs égaux des enfants nés hors du mariage et des enfants issus du mariage; le droit de tout citoyen à la propriété personnelle et le droit d'héritage: la liberté du travail scientifique et de la création artistique; les droits d'auteur, le droit à l'instruction; la liberté de parole, de presse, d'organisation, de rassemblement, de réunion et de manifestation; le droit pour tout citoyen de se rassembler dans diverses organisations qui agissent dans les domaines politique, économique, culturel, ainsi que dans tout autre domaine de la vie du pays. Toutefois, a cet égard, l'article 55 précise que la création d'organisations à caractère fasciste, antidémocratique, religieux antisocialiste est interdite, comme sont interdites aussi toute activité et propagande fasciste, antidémocratique, religieuse, belliciste, antisocialiste et toute excitation à la haine nationale et raciale.

Afin de garantir les droits des citoyens, l'Etat prend une série de mesures concrètes et met à leur disposition des institutions et des établissements appropriés. A cette fin, des maisons de repos, des maisons de la culture, des établissements sanitaires, des maternités, des crèches et des jardins d'enfants, ont entre autres, été aménagés à l'intention des travailleurs.

Dans le domaine des retraites, des pensions et des assurances sociales, l'Etat prend particulièrement soin des invalides de la Lutte de libération nationale, des invalides de la lutte pour la défense de la patrie et des invalides du travail, il crée les conditions requises en vue de leur réadaptation. L'Etat veille aussi sur les enfants mineurs des citoyens tombés au champ d'honneur pour la défense du pays et pour l'édification socialiste.

La question de la famille, qui constitue la cellule de la société, est traitée par l'article 49: Le mariage et la famille jouissent de la sollicitude et de la protection de l'Etat et de la société. Le mariage est contracté devant les organes d'Etat compétents. Les parents sont responsables de la bonne éducation et de la formation communiste de leurs enfants. Les enfants ont le devoir de prendre soin de leurs parents inaptes au travail et dépourvus de moyens d'existence suffisants. Les enfants nés hors du mariage ont les mêmes droits que les enfants issus du mariage. Les orphelins sans soutien sont élevés et éduqués par l'Etat».

Afin de garantir une instruction suffisante à la jeune génération, «l'enseignement de huit ans est général et obligatoire. L'Etat vise à élever le niveau de l'enseignement obligatoire pour tous. Cela veut dire que l'Etat est tenu de prendre les mesures nécessaires pour rendre à l'avenir le cycle complet d'enseignement secondaire général et obligatoire pour tous, ce qui marquera un très important pas en avant dans ce domaine, facilitera grandement l'édification du socialisme et placera l'Albanie au premier rang des pays avancés dans le domaine de l'éducation.

Nous avons évoqué plus haut la liberté de parole, de presse, d'organisation etc., qui est reconnue aux citoyens de la République Populaire Socialiste d'Albanie, mais le fait de se voir reconnaître une liberté ne suffit pas en soi. Notre Etat socialiste garantit l'exercice de ces libertés, il crée à cette fin les conditions appropriées et met à la disposition des citoyens les moyens matériels nécessaires. C'est ainsi que la presse populaire en Albanie socialiste n'est pas le monopole d'un groupe de personnes. Tout le monde peut et doit exprimer ses opinions, adresser des critiques à n'importe qui, avancer des propositions dans les journaux, les «feuilles-foudre», les réunions etc. L'article 59 précise que les citoyens ont le droit d'adresser des requêtes, de porter plainte, de faire des observations et des

propositions aux organes compétents sur des questions personnelles, sociales et étatiques. Dans les conditions prévues par la loi, les citoyens ont aussi le droit de réclamer à l'Etat ou à ses employés une indemnité pour les dommages qui leur sont causés par les actes illégaux des organes d'Etat et des employés dans l'exercice de leurs fonctions.

L'inviolabilité de la personne, du domicile et du secret de la correspondance et des autres formes de communication est garantie par l'Etat, (art. 56, 57 et 58).

De leur côté, les citoyens sont tenus de respecter et d'appliquer la Constitution et les autres lois. La défense et le renforcement de l'ordre socialiste ainsi que l'application des règles de la coexistence socialiste sont le devoir de tous les citoyens. D'autre part, ils sont tenus de préserver et de renforcer la propriété socialiste. Toute atteinte à la propriété socialiste constitue un grave délit. La défense de la patrie socialiste est, pour tous les citoyens, un devoir suprême et le plus grand honneur; la trahison envers la patrie constitue le crime le plus grave. Enfin le service militaire et la préparation permanente à la défense de la patrie socialiste sont le devoir de tous les citoyens.

Le dernier article 65 de ce chapitre traite la question du droit d'asile des étrangers. Il précise notamment: «En République Populaire Socialiste d'Albanie le droit d'asile est accordé aux citoyens étrangers poursuivis pour leur activité au service de la révolution, et du socialisme, de la démocratie et de la libération nationale ainsi que du progrès de la science et de la culture».

La deuxième partie de la Constitution comprend dix chapitres où sont définis les organes supérieurs de l'Etat, les organes supérieurs de l'administration d'Etat, la défense du pays et les forces armées, les organes locaux du pouvoir et de l'administration d'Etat, les tribunaux populaires et le Parquet.

L'Assemblée populaire de la République Populaire Socialiste d'Albanie

L'organe suprême du pouvoir d'Etat est *l'Assemblée populaire de la République Populaire Socialiste d'Albanie*. Elle est le dépositaire de la souveraineté du peuple et de l'Etat et le seul organe législatif.

Les principales attributions de l'Assemblée populaire sont: l'Assemblée populaire définit, conformément à la ligne générale aux directives du Parti du Travail d'Albanie, les principales orientations de la politique intérieure et extérieure de l'Etat; approuve et modifie la Constitution et les lois, décide de la conformité des lois avec la Constitution et procède à leur interprétation; approuve le plan de développement économique et culturel du pays et le budget d'Etat; proclame la mobilisation partielle ou générale, l'état d'urgence et l'état de guerre en cas d'agression armée contre la République Populaire Socialiste d'Albanie ou, quand l'exigent les obligations découlant des traités internationaux; ratifie et dénonce les traités internationaux particulièrement importants; accorde l'amnistie; décide les référendums populaires; élit, nomme et révoque le Présidium de l'Assemblée populaire, le Conseil des ministres, la Cour suprême, le Procureur général et ses adjoints, (ces organes étant responsables devant l'Assemblée populaire et lui rendent des comptes); fixe la structure administrative territoriale; décide de la création ou de la dissolution des ministères. (art.87)

L'Assemblée populaire se compose de 250 députés qui sont élus pour quatre ans dans des circonscriptions électorales d'un nombre égal d'habitants. Les députés proviennent de toutes les catégories de travailleurs; ouvriers, paysans coopérateurs, intellectuels, fonctionnaires d'Etat, cadres de l'Armée etc.

Nous venons de dire que l'Assemblée populaire est élue pour quatre ans, mais, aux termes de l'article 68 de la Constitution, en cas de guerre ou en d'autres circonstances extraordinaires, l'Assemblée populaire peut prolonger son activité au-delà du terme prévu, tant que durera l'état d'urgence. Dans certains cas particuliers, l'Assemblée populaire peut décider de sa dissolution avant le terme de son mandat.

L'Assemblée populaire élit sa présidence, qui dirige les réunions conformément au règlement.

L'Assemblée populaire se réunit en session ordinaire deux fois par an, mais elle peut être convoquée aussi en session extraordinaire sur décision du Présidium de l'Assemblée populaire ou à la demande d'un tiers des députés. Les réunions de l'Assemblée populaire s'ouvrent à condition que soit présente la majorité des députés (art.70)

Outre la commission de vérification des mandats, élue à la première réunion de l'Assemblée et chargée de vérifier la validité des mandats des députés, l'Assemblée populaire élit ses commissions, permanentes et provisoires. Les commissions permanentes ont pour tâche d'examiner les projets de loi et les décrets du Présidium de l'Assemblée populaire ayant un caractère de norme, de suivre et de contrôler l'activité des organes d'Etat de leurs secteurs respectifs et de soumettre les problèmes à l'Assemblée populaire ou au Présidium de l'Assemblée populaire. Des commissions provisoires sont créées pour des questions déterminées.

Les devoirs et les droits des députés à l'Assemblée populaire sont définis par l'article 72 de la Constitution.

Les députés à l'Assemblée populaire ont pour devoir de servir consciencieusement et fidèlement les intérêts du peuple, la cause de la patrie et du socialisme, d'entretenir d'étroits liens avec les électeurs et de leur rendre compte de leur activité. Les députés à l'Assemblée populaire ont le droit d'exiger des explications de tous les organes d'Etat et d'intervenir auprès d'eux pour assurer l'application rigoureuse de la Constitution et des lois. Les organes d'Etat sont tenus d'examiner les requêtes et les propositions des députés et d'y répondre conformément aux règles fixées.

Les députés à l'Assemblée populaire (selon l'art.73) jouissent de l'immunité. Ils ne peuvent donc être appréhendés, arrêtés ou poursuivis pénalement sans l'assentiment de l'Assemblée elle-même ou de son Présidium, sauf dans les cas où il leur est imputé un délit manifeste et grave.

Aux termes de l'article 78 de la Constitution, l'initiative législative appartient au Présidium de l'Assemblée populaire, au Conseil des ministres et aux députés.

Les lois et autres actes de l'Assemblée populaire sont tenus pour approuvés, lorsque la majorité de députés présents ont voté en leur faveur. Les lois sont promulguées au plus tard 15 jours après leur adoption et elles entrent en vigueur 15 jours après leur publication dans le journal officiel, sauf dans les cas où, une loi elle-même en prescrit différemment.

Principales attributions du Présidium de l'Assemblée populaire.

Le Présidium de l'Assemblée populaire est élu par la première session de l'Assemblée populaire et il exerce son activité jusqu'à l'élection du Présidium successif. Le Présidium de l'Assemblée populaire est un organe supérieur du pouvoir d'Etat, en activité permanente. Il est composé d'un président, de trois vice-présidents, d'un secrétaire et de dix membres. Il décide à la majorité des voix, lorsque la majorité de ses membres est présente.

L'article 77 de la Constitution établit que le Présidium de l'Assemblée populaire est investi, à titre permanent, des principales attributions suivantes:

Il convoque les sessions de l'Assemblée populaire: fixe la date des élections à l'Assemblée populaire et aux conseils populaires; décerne les décorations et les titres honorifiques; accorde ou retire la nationalité albanaise et en accepte l'abandon; exerce le droit de grâce; délimite les divisions administratives territoriales; conclut les traités internationaux et ratifie et dénonce ceux que l'Assemblée populaire n'examine pas elle-même; reçoit les lettres de créance et les lettres de rappel des représentants diplomatiques des Etats étrangers; promulgue les lois et les référendums approuvés par l'Assemblée populaire.

Aux termes de l'article 78 de la Constitution, le Présidium de l'Assemblée populaire, dans les intervalles entre les sessions de l'Assemblée populaire, a les attributions suivantes: Il contrôle l'application des lois et des décisions de l'Assemblée populaire; contrôle le Conseil des ministres, la Cour suprême, le Procureur général et tout autre organe d'Etat et les appelle à lui rendre compte de leur action; nomme ou révoque les vice-présidents du Conseil des ministres ou les ministres sur proposition du président du Conseil des ministres, nomme ou révoque les membres et les vice-présidents de la Cour suprême et les procureurs généraux adjoints, les décrets de nomination ou de révocation devant être soumis dans tous les cas à l'approbation de l'Assemblée populaire; prend des décrets et des décisions, les décrets à caractère de norme étant soumis à l'approbation de l'Assemblée populaire lors de sa session suivante; interprète les lois, et les soumet à l'approbation de l'Assemblée populaire lors de la session suivante; proclame, quand il s'avère impossible de convoquer l'Assemblée

populaire, la mobilisation partielle ou générale, l'état d'urgence et l'état de guerre en cas d'agression armée contre la République Populaire Socialiste d'Albanie et quand l'exigent ses obligations découlant de traités internationaux. En temps de guerre, si l'Assemblée populaire est dans l'impossibilité de se réunir, le Présidium de l'Assemblée populaire exerce toutes les attributions de cette dernière à l'exclusion de son droit d'amender la Constitution.

Enfin, selon l'article 79, le Présidium de l'Assemblée populaire dirige et contrôle l'activité des conseils populaires; il peut les dissoudre, désigner leurs comités exécutifs provisoires et décider de l'élection de nouveaux conseils populaires. Le Présidium de l'Assemblée populaire annule les actes illégaux ou irréguliers du Conseil des ministres, des conseils populaires et des comités exécutifs.

Le Conseil des ministres de la République Populaire Socialiste d'Albanie

Le Conseil des ministres est l'organe exécutif et administratif de la plus haute instance et il est nommé lors de la première session de l'Assemblée populaire; il est composé d'un président, de vice-présidents et de ministres. En règle générale, les membres du Conseil des ministres sont désignés parmi les députés de l'Assemblée populaire. Le Conseil des ministres prend ses décisions à la majorité des voix et à condition que soit présente la majorité de ses membres.

Principales attributions du Conseil des ministres

Aux termes de l'article 81 de la Constitution, il dirige la mise en oeuvre de la politique intérieure et extérieure de l'Etat; émet des décisions, ordonnances et instructions sur la base de la Constitution et des lois, et pour en assurer l'application; dirige et contrôle l'activité des ministères, des autres organes centraux de l'administration d'Etat, des comités exécutifs des conseils populaires et définit leur organisation intérieure; rédige le projet de plan de développement économique et culturel du pays, le projet de budget d'Etat, organise et contrôle l'application du plan et du budget, organise et dirige les finances de l'Etat et le système monétaire et de crédits; dirige l'exécution des tâches que comporte la défense du pays conformément aux décisions du Conseil de la défense, prend les mesures nécessaires pour assurer, sauvegarder et renforcer l'ordre juridique socialiste et les droits des citoyens; conclut des accords internationaux et approuve ou dénonce ceux qui ne sont pas soumis à la ratification.

Aux termes de l'article 82 de la Constitution, le Conseil des ministres annule les actes illégaux ou irréguliers des ministres et des autres organes centraux de l'administration d'Etat et des comités exécutifs des conseils populaires. Le Conseil des ministres suspend l'application des décisions illégales ou irrégulières des conseils populaires et soumet la question de leur annulation au conseil populaire de l'échelon supérieur ou au Présidium de l'Assemblée populaire.

La présidence du Conseil des ministres, qui se compose du président et des vice-présidents, surveille et contrôle l'accomplissement des tâches fixées par ce Conseil, et prend des décisions à cette fin. Le Président du Conseil des ministres représente le Conseil des ministres, il préside les réunions et dirige son activité.

Aux termes des articles 84, 85 et 86 de la Constitution, les ministères sont des organes centraux de l'administration d'Etat spécialisés dans des branches déterminées d'activité et dirigés par des membres du Conseil des ministres.

Les ministres répondent de l'activité de leurs ministères respectifs et du Conseil des ministres, ils dirigent et contrôlent les organes, entreprises, institutions et organisations économiques de leur ressort. Pour les questions relevant de leur compétence, les ministres émettent des ordres et des instructions basées sur les lois et sur les ordonnances et décisions du Conseil des ministres, et visant à en assurer l'exécution.

Les ministres annulent les instructions et les ordres illégaux ou irréguliers des organes, entreprises et institutions de leur ressort et suspendent l'exécution des décisions illégales ou irrégulières des comités exécutifs des conseils populaires, concernant leurs sphères d'activité respectives, en soumettant au Conseil des ministres la question de leur abrogation.

La défense du pays et les forces armées

Ces questions étant donné leur grande importance sont traitées dans un chapitre particulier, (le troisième). Le mot d'ordre du Parti est: «La défense de la patrie socialiste, est un devoir qui prime tous les autres». L'Etat socialiste assume donc la tâche de défendre les conquêtes de la révolution populaire et de l'édification socialiste; de défendre la liberté, l'indépendance nationale et l'intégrité territoriale du pays. «Le territoire de la République Populaire Socialiste d'Albanie — déclare le dernier paragraphe de l'article 87, est inaliénable et ses frontières sont inviolables.»

Aux termes de l'article 88 de la Constitution «la défense de la patrie et des conquêtes du socialisme est assurée par le peuple en armes, organisé dans les Forces armées, qui se composent de l'Armée populaire, des forces du ministère de l'Intérieur et des forces volontaires d'autodéfense populaire.

L'armée populaire, en tant que principale force de défense de la patrie, est une armée du peuple et elle sert le peuple. Les forces armées sont dirigées par le Parti du Travail d'Albanie.

En République Populaire Socialiste d'Albanie est créé un *Conseil de la défense* qui a pour tâche de diriger, organiser et mobiliser toutes les forces et les ressources du pays en vue de défendre la patrie. Le Premier secrétaire du Comité central du Parti du Travail d'Albanie est Commandant suprême des Forces armées et président du Conseil de la défense. La composition du Conseil est fixée par le Présidium de l'Assemblée populaire sur proposition du Président du Conseil de la défense. (art.89)

L'article 90 stipule: «Nul n'a le droit de signer ou de reconnaître au nom de la République Populaire Socialiste d'Albanie la capitulation ou l'occupation du pays. Tout acte de cette nature est condamné comme trahison à la patrie». Cet article revêt une importance capitale. Une guerre éventuelle pour la défense de la République Populaire Socialiste d'Albanie serait menée jusqu'au bout et ne se terminerait que par l'écrasement total et complet des ennemis.

«La défense de la liberté et de la souveraineté nationale, a souligné le camarade Enver Hoxha dans son rapport au VII^e Congrès du P.T.A., est toujours considérée par notre peuple comme un devoir qui prime tous les autres. Aussi le Parti et le pouvoir populaire ont-ils adopté une série de mesures très importantes. Le caractère politique, idéologique, militaire etc. traduites aussi dans la nouvelle Constitution, en vue de l'organisation d'une défense sûre et invincible, capable de garantir les victoires socialistes et de faire face à toute agression des ennemis, d'où qu'elle vienne. La Constitution sanctionne le grand principe marxiste-léniniste qui veut que la défense de la patrie et les victoires du socialisme soient garanties par le peuple en armes, organisé dans les forces armées.»

«La garantie de la souveraineté nationale, de l'indépendance politique et économique, la garantie de la défense du pays sont pleinement possible parce qu'en Albanie le peuple lui-même est au pouvoir, parce que la pleine souveraineté appartient au peuple travailleur et n'est exercée que par lui, et parce que c'est la dictature du prolétariat, conduite par le Parti du Travail, qui y est au pouvoir.»

Et enfin à propos de l'article 94, déclarant que «l'installation de bases militaires et de troupes étrangères sur le territoire de la République Populaire Socialiste d'Albanie est interdite», le camarade Enver Hoxha a souligné que «ce principe revêt une importance vitale pour l'Albanie, car il exprime clairement et sans la moindre équivoque la résolution du peuple albanais et son droit souverain à défendre son pays. Dans le même temps, cette norme constitutionnelle exprime la politique extérieure internationaliste, de principe et amicale, suivie par l'Albanie socialiste, afin que son territoire ne soit jamais et en aucune circonstance utilisé comme une base d'agression contre d'autres pays et d'autres peuples.»

Le chapitre IV de la Constitution est consacré aux organes locaux du pouvoir et de l'administration d'Etat.

Les conseils populaires

Les organes du pouvoir d'Etat qui réalisent le gouvernement du pays dans les divisions administratives territoriales de leur ressort sont les conseils populaires. Les conseils populaires, avec la large participation des masses travailleuses, dirigent toute la vie sociale dans les domaines politique, économique, socio-culturel, dans les domaines de la défense du pays et de la sauvegarde l'ordre juridique socialiste, en conciliant les intérêts locaux avec les intérêts généraux de l'Etat. Les conseils populaires sont élus pour trois ans.

Les attributions des conseils populaires sont les suivantes:

Les conseils populaires approuvent le plan et le budget locaux; élisent leurs comités exécutifs et leurs commissions parmi leurs membres et les révoquent; nomment et révoquent les responsables des sections de comités exécutifs; dirigent et contrôlent l'activité des conseils populaires de l'échelon inférieur, et arrêtent les ordonnances et décisions relevant de leurs compétences, (art. 92 et 93).

Comme pour les autres organes, les réunions des conseils populaires se tiennent en présence de la majorité de leurs membres. Les décisions y sont prises à la majorité des voix de leurs membres présents.

Un conseil populaire d'un échelon supérieur peut prononcer la dissolution d'un conseil populaire de l'échelon inférieur, il désigne le comité exécutif provisoire de ce dernier et décide des élections d'un nouveau conseil populaire. Un conseil populaire d'un échelon supérieur peut aussi, selon le même principe, révoquer le comité exécutif d'un conseil populaire de l'échelon inférieur et ordonner l'élection d'un nouveau comité exécutif.

Le conseil populaire a le pouvoir d'annuler les actes illégaux ou irréguliers de son comité exécutif, du conseil populaire de l'échelon inférieur et du comité exécutif correspondant.

Droits et devoirs des membres des conseils populaires

Les membres des conseils populaires ont le devoir de servir le peuple avec conscience et fidélité, d'entretenir des liens étroits avec les électeurs et de rendre des comptes à ces derniers; ils ont le droit de contrôler l'activité des organes d'Etat, des entreprises, des institutions et des coopératives agricoles et d'exiger d'eux l'application rigoureuse de la légalité socialiste. De leur côté, les organes d'Etat concernés ont l'obligation d'examiner les remarques des membres des conseils populaires et de prendre les mesures requises.

Les membres des conseils populaires jouissent de l'immunité à l'intérieur de la division administrative territoriale du conseil populaire dont ils sont membres. Ils ne peuvent donc pas être appréhendés, arrêtés ou poursuivis pénalement sans l'assentiment du conseil populaire ou du comité exécutif, à l'exception des cas où il leur est imputé un délit manifeste et grave.

Attributions des comités exécutifs

Le comité exécutif est l'organe exécutif et administratif du conseil populaire. Un comité exécutif poursuit son activité même après l'expiration du mandat du conseil populaire qui l'a élu, et ce jusqu'à la première réunion du nouveau conseil populaire. Dans l'intervalle entre les sessions des conseils populaires, les comités exécutifs exercent les droits et assument les devoirs des conseils populaires, à l'exception de ceux que la loi reconnaît et assigne expressément aux seuls conseils populaires.

Les comités exécutifs rendent compte de leur activité à leurs conseils populaires, ils soumettent à leur approbation leurs propres décisions les plus importantes et leur rendent compte de l'exécution des décisions que ceux-ci ont eux-mêmes arrêtées. (art.98)

Le comité exécutif du conseil populaire relève du conseil populaire qui l'a élu et de l'organe exécutif et administratif de l'échelon supérieur. Le comité exécutif du conseil populaire d'un échelon supérieur annule les actes illégaux ou irréguliers du comité exécutif de l'échelon inférieur, suspend ceux du conseil populaire d'un échelon inférieur, en soumettant la question de leur annulation au conseil populaire compétent. (art.99).

Enfin, les organes spécialisés institués auprès des comités exécutifs relèvent des conseils populaires, de leurs comités exécutifs, et des organes supérieurs de l'administration d'Etat; ils sont tenus de rendre des comptes à eux et aux masses travailleuses (art.100)

Les tribunaux populaires

Les tribunaux populaires, selon l'article 101 (chapitre V), sont les organes chargés de l'administration de la justice. Ils protègent l'ordre juridique socialiste, luttent pour la prévention des délits, éduquent les masses laborieuses dans l'esprit du respect et de l'application de la légalité socialiste, en s'appuyant sur la participation active de ces dernières.

L'organe judiciaire de la plus haute instance est la Cour suprême, qui dirige et contrôle l'activité des tribunaux.

La Cour suprême est élue à la première session de l'Assemblée populaire. Les autres tribunaux populaires sont élus par le peuple selon les modalités fixées par la loi.

L'organisation judiciaire et la procédure de jugement sont définies par la loi.

Aux termes de l'article 102 de la Constitution, les tribunaux connaissent des affaires pénales et civiles ainsi que d'autres affaires reconnues de leur ressort par la loi.

Le jugement a lieu avec la participation d'assesseurs. Il est public, à l'exception des cas où une procédure différente est prévue par la loi.

La langue employée au cours du procès est l'albanais. Les personnes ne parlant pas l'albanais peuvent s'exprimer en leur langue et être assistées d'un traducteur.

L'accusé jouit du droit à la défense.

Enfin, l'article 103 de la Constitution définit que le tribunal est indépendant dans son jugement, il ne décide qu'en vertu de la loi et rend son jugement au nom du peuple.

Le jugement d'un tribunal ne peut être cassé ou modifié que par le tribunal compétent de l'instance supérieure.

Le parquet

Le sixième et dernier chapitre de la deuxième partie du projet de Constitution est consacré au *Parquet*.

Le Parquet a pour devoir de contrôler l'application rigoureuse et uniforme des lois par les ministères et les autres organes centraux et locaux, par les tribunaux, les organes de l'instruction, les entreprises, les institutions, les organisations, les fonctionnaires et les citoyens.

Le ministère public a le droit de s'élever contre tout acte illégal et d'en demander aux organes compétents l'annulation ou la modification. La demande du procureur doit être examinée dans le délai fixé par la loi, faute de quoi l'exécution de l'acte est suspendue. (art.104)

Le Procureur général soumet à l'Assemblée populaire et au Présidium de l'Assemblée populaire les cas de lois et de décrets non conformes à la Constitution, et au Conseil des ministres les cas de décisions et d'ordonnances de ce Conseil non conformes aux lois. (art.105)

Le procureur général et ses adjoints sont nommés par l'Assemblée populaire lors de sa première session.

Les procureurs sont nommés par le Présidium de l'Assemblée populaire.

La troisième partie du projet de Constitution comprend deux chapitres, dont le premier, composé de 3 articles (107, 108 et 109), définit *l'emblème national, le drapeau national* et la capitale, qui restent inchangés.

Le deuxième chapitre, intitulé «*Dispositions finales,*» comprend les trois derniers articles (110, 111 et 112) qui revêtent une importance particulière et méritent d'être rappelés:

La Constitution est la loi suprême d'Etat.

L'activité de création des normes juridiques doit être entièrement fondée sur la Constitution et en parfaite conformité avec celle-ci. (art.110)

Les projets d'amendements à la Constitution ne peuvent être présentés que par le Présidium de l'Assemblée populaire, par le Conseil des ministres ou par un nombre de députés égal au moins aux deux cinquièmes de leur total.

L'Assemblée populaire approuve la Constitution et décide des amendements à y apporter à une majorité des deux tiers de la totalité des députés. (art.111)

L'adoption à l'unanimité de la nouvelle Constitution par l'Assemblée populaire, le 28 décembre 1976, a été accueillie avec un grand enthousiasme par le peuple albanais tout entier. Le 28 décembre 1976 restera pour lui une date historique, elle constitue un jalon fondamental dans la lutte de la classe ouvrière, de la paysannerie coopératrice, de l'intelligentsia populaire, de tout le peuple albanais pour se construire une vie meilleure digne d'hommes libres au vrai sens du mot, pour se créer un Etat vraiment socialiste où les travailleurs soient effectivement les maîtres de leur pays et de leurs destinées, une société nouvelle, sans exploités ni exploités, composée d'hommes nouveaux, vivant et travaillant «un pour tous et tous pour un» dans un esprit de solidarité fraternelle, inspirés des plus nobles idéaux de l'humanité et est pour marcher sans arrêt vers cette société qui est le rêve radieux de tous les hommes, la société communiste. Conscient du fait que la République Populaire Socialiste d'Albanie est un pays qui jouit de la sympathie et de l'appui de tous les progressistes et révolutionnaires dans le monde, mais qui, en même temps s'attire la haine des impérialistes américains, des sociaux-impérialistes soviétiques et de tous les autres réactionnaires, le peuple albanais, avec la classe ouvrière en tête, sous la sage et ferme direction du P.T.A., a pour devoir historique de faire de sa patrie socialiste un exemple lumineux pour l'avenir de l'humanité et une forteresse inexpugnable face aux ennemis jurés de son pays et de tous les peuples du monde.

Rien, mieux que la déclaration d'un groupe de vétérans de la Lutte de libération nationale, ne peut traduire la détermination de notre peuple pour défendre ses victoires et sa patrie.

«Même si nous avons cent ans, quand le Parti lancera son appel, nous nous dresserons sans sentir le poids des ans, le corps droit comme notre fusil, et, l'arme à la main, nous défendrons la patrie».

Dans son rapport présenté à la 5^e session de la 8^e législature de l'Assemblée populaire au nom de la Commission spéciale chargée de la rédaction du projet de la nouvelle Constitution de la R.P.S. d'Albanie, le camarade Enver Hoxha a souligné: «Notre régime socialiste est le régime de la classe ouvrière, c'est sa dictature, dont la base sociale réside dans son alliance indissoluble avec la paysannerie coopératrice, c'est le régime de la démocratie authentique. Dans ce régime qui est le nôtre, le peuple a pris en main ses destinées et il gouverne le pays. Ce sont ces grandes idées que reflète, développe et défend notre nouvelle Constitution. C'est dans le fait qu'il est pénétré de ces idées et qu'il les met en oeuvre, que réside la grande force de notre peuple. Ce sont ces idées et ces actions justes et fermes qui sont à la base de la politique juste que l'Etat albanais pratique dans l'arène internationale et que les peuples et les hommes progressistes comprennent et respectent. Si l'on rend hommage à notre politique et si on la respecte, c'est parce qu'elle se caractérise par la bienveillance à l'égard des autres Etats et par le désir d'entretenir avec eux de bons rapports fondés sur les principes connus de l'égalité, du respect de la souveraineté d'Etat et de l'intégrité territoriale, de la non ingérence dans les affaires intérieures de chacun et de l'avantage réciproque. Nous marchons contre le courant impérialiste et révisionniste. Notre courant est celui de la révolution et de la destruction de l'ordre capitaliste, que remplaceront le socialisme et le communisme, la société sans classes. C'est cette société qui est l'avenir de l'humanité et l'on ne parviendra à la construire qu'à travers les luttes de classe, par le sang versé et les sacrifices. Mais on la construira. L'impérialisme et le social-impérialisme sont en voie de pourrissement. Le socialisme triomphera, le monde et l'humanité échapperont à ces fléaux».

Le peuple albanais, guidé par le P.T.A. avec le camarade Enver Hoxha en tête trouve dans la Constitution de la R.P.S. d'Albanie dont chaque article est d'une clarté limpide, une nouvelle inspiration pour des victoires encore plus grandes, pour rendre l'Albanie encore plus forte et plus prospère, pour préserver le socialisme et sa patrie de tout danger, d'où qu'il vienne.

Chapitre III — Les organisations de masse

Le Front démocratique d'Albanie

Le Front démocratique est la continuation directe du Front de libération nationale qui fut créé à la Conférence de Peza le 16 septembre 1942. A cette conférence, à laquelle participèrent, outre les communistes, des patriotes et des nationalistes de divers courants, fut posé et débattu le problème de l'union et de l'organisation du peuple albanais dans la lutte contre les occupants fascistes. Le Front de libération nationale fut l'une des formes à travers lesquelles se réalisa cette union.

Le Front de libération nationale était le front uni du peuple tout entier contre l'ennemi extérieur qui avait occupé le pays. Sa ligne soutenait l'union sans distinction de classe, de convictions politiques, de religion ou de région d'origine de tous les véritables Albanais, de toutes les forces patriotiques et démocratiques du pays, de tous ceux qui étaient prêts à combattre l'occupant fasciste et les traîtres, pour une Albanie libre, indépendante, démocratique et populaire. Cette orientation était entièrement juste et elle correspondait à la situation du pays, où les contradictions intérieures de classe étaient passées au second plan, subordonnées qu'elles étaient maintenant aux contradictions extérieures entre le peuple albanais, d'une part, qui luttait pour la liberté, l'indépendance et la souveraineté nationale, et les occupants italiens qui avaient envahi le pays, de l'autre.

Mettant en oeuvre cette ligne, le Front engloba dans son sein l'immense majorité de la population — la classe ouvrière, la paysannerie pauvre et moyenne, la petite et la moyenne bourgeoisie des villes, les intellectuels patriotes et tous les autres éléments antifascistes. Le Front avait pour fondement l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie. Cette alliance est d'une importance vitale pour tout pays qui se dresse pour la lutte et la révolution, elle constitue le principe suprême de la dictature du prolétariat. Toutefois, pour les conditions de l'Albanie où la classe ouvrière était petite en nombre et où la paysannerie constituait l'immense majorité de la population, l'entraîner dans la lutte, sous la conduite de la classe ouvrière et de son Parti révolutionnaire, représentait le facteur déterminant du sort de la lutte et de la révolution. Les campagnes devinrent la base principale de la lutte de libération et la paysannerie la plus importante des forces qui y étaient engagées.

Quant à la politique extérieure du Front de libération nationale, elle reposait essentiellement sur l'alliance avec tous les Etats antifascistes et tous les peuples qui luttèrent contre le fascisme, en particulier sur l'alliance avec l'Union Soviétique, qui, avec sa politique sage et sa lutte héroïque, guidée avec maîtrise par Staline, incarna les espoirs des peuples d'échapper au fléau fasciste, qui les menaçait d'extermination.

Le programme du Front de libération nationale était, en fait, le programme minimum du Parti. C'était un programme clair, compréhensible, combattant et révolutionnaire. Les principales tâches de ce programme étaient: la lutte incessante et sans compromis contre les occupants et les traîtres pour la libération du pays, pour la liberté et l'indépendance nationale, pour un gouvernement démocratique populaire; l'insurrection générale armée et la création de l'Armée de libération nationale, l'organisation de l'aide politique et économique à apporter à la guerre populaire, aide qui devait avoir sa première source chez les masses populaires des campagnes et des villes; la destruction du pouvoir des occupants et de leurs collaborateurs (qui représentaient les intérêts des principales classes exploiteuses du pays); la mise sur pied du pouvoir des conseils de libération nationale en tant que seul pouvoir politique du peuple; enfin la vaste préparation politique et idéologique des masses pour l'insurrection générale populaire et pour la poursuite de la lutte même après la libération du pays afin de sauvegarder les victoires remportées, pour la reconstruction du pays et pour la mise en oeuvre de grandes transformations socio-économiques dans l'intérêt du peuple.

La formation du Front de libération nationale était un coup mortel pour les occupants et la réaction intérieure dans son ensemble, qui s'était liée à eux. Face à cette situation, les forces de la réaction créèrent d'abord l'organisation du «Balli Kombëtar», puis celle du «Legaliteti», qui furent directement opposées au Front de libération nationale. Ces deux organisations, mises sur pied avec l'aide des occupants italiens et allemands et sur l'instigation des impérialistes anglo-américains, n'étaient pas des partis politiques, mais des groupements hétérogènes des forces réactionnaires du pays, des

latifondiaires, des gros commerçants, des intellectuels bourgeois, des membres du clergé réactionnaires et de toute la lie de la société qui avait fait cause commune avec l'occupant.

Le Front, s'en tenant à la juste ligne de l'union de tous les Albanais dans la lutte contre le fascisme, «sans distinction de religion, de région d'origine ou de convictions», appela plus d'une fois ces forces qui s'étaient rangées contre lui à combattre en commun les envahisseurs, il s'employa à leur indiquer la juste voie, à les détourner du chemin de la trahison, à prévenir la guerre civile. La seule pierre de touche de la véritable orientation de ces groupements était leur attitude envers l'ennemi qui avait occupé le pays. Le Front demanda à ces organisations de se lancer avec toutes leurs forces et sans délai, sans soi-disant attendre «le moment opportun», dans une lutte sans réserve et sans compromis contre les occupants italo-allemands. Conséquents dans leur voie de trahison, le «Balli» et le «Legaliteti», non contents de ne pas tirer un coup de fusil contre les envahisseurs, s'unirent même totalement à eux dans la lutte contre le peuple. De ce fait, la lutte contre les occupants fascistes en Albanie, la lutte pour la libération nationale, s'entrelaça avec la lutte contre les collaborateurs des occupants, contre les principales classes exploiteuses et leurs organisations politiques, le «Balli Kombëtar» et le «Legaliteti». Cela eut d'importantes incidences politiques sur le développement de la Lutte de libération nationale du peuple albanais et conféra à cette lutte le caractère d'une profonde révolution populaire.

Après la Libération également, toutes les tentatives des latifondiaires et des éléments bourgeois faites à l'instigation et avec l'appui des impérialistes américains et anglais pour créer des partis politiques réactionnaires, en tant qu'armes devant servir à renverser le pouvoir populaire, furent réduites à néant.

Le Parti du Travail d'Albanie a exprimé et défendu non seulement les intérêts de la classe ouvrière mais aussi ceux de la paysannerie laborieuse, et du peuple albanais tout entier, unis dans le Front démocratique, et il a constamment considéré ces intérêts sous l'angle du socialisme. Le fait historique qu'il n'ont pas existé en Albanie d'autres partis politiques, à part le Parti du Travail d'Albanie, a été en soi un phénomène très bénéfique pour la classe ouvrière, pour le peuple, pour la révolution et le socialisme. Le Parti n'en a pu que remplir plus aisément et plus parfaitement sa mission de dirigeant de la révolution à toutes les étapes de celle-ci.

Le Front a été et demeure le plus large appui du Parti et du pouvoir populaire. Il incarne l'unité morale et politique du peuple autour du Parti. A toutes les étapes de la révolution il a eu pour fondement l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie laborieuse sous la conduite de la classe ouvrière. Sa base la plus large a été constituée par la paysannerie laborieuse. Le Parti du Travail d'Albanie a été constamment la seule force dirigeante du Front et le seul parti politique en son sein.

Le Front démocratique a été, à toutes les étapes, une arme puissante dans les mains du Parti du Travail d'Albanie pour l'union politique des larges masses populaires autour de lui, pour leur mobilisation dans la lutte et au travail, pour assurer la victoire.

A travers le Front, le Parti a réussi à unir en une grande organisation politique les classes, les couches ainsi que les groupes et éléments isolés qui ont été les alliés de la classe ouvrière à toutes les étapes de la révolution. Grâce au Front Démocratique, la politique prolétarienne du Parti a pu exercer son influence sur chacun de ces alliés, et surtout sur ceux qui n'étaient pas encadrés dans les rangs des autres organisations de masse.

Le Front démocratique est la plus large organisation de masse qui fasse partie du système de la dictature du prolétariat. Ce système inclut également toutes les autres organisations de masses, telles que les Unions professionnelles, l'Union de la Jeunesse et l'Union des Femmes. Ces organisations, en ayant en vue les problèmes et les exigences particulières des ouvriers, de la jeunesse et des femmes, édifient leur travail politique, éducatif et organisationnel suivant leur propre caractère spécifique. Toutes les organisations de masse déploient leur activité en liaison étroite entre elles, mais aucune d'entre elles n'en peut supplanter une autre dans ses fonctions. Chaque organisation a sa propre spécificité et son rôle dans la lutte pour l'édification du socialisme. Si les autres organisations concernent des couches déterminées de la population, le Front démocratique, quant à lui, est l'organisation où se réalise l'union politique du peuple tout entier. Les membres des autres organisations, en militant dans leurs organisations respectives, sont en même temps membres du Front démocratique et participent activement à tous les débats et à toutes les activités que déploient les

organisations du Front. L'union du peuple dans le Front est une union de classes, de couches et de personnes qui ne sont pas divisées par des contradictions antagonistes; qui sont liées entre elles par des intérêts et des buts communs pour une ou plusieurs étapes historiques données. Cette union est créée et renforcée dans la lutte pour la liberté, l'indépendance nationale et le socialisme, dans la lutte intransigeante contre les ennemis de classe, du dedans et du dehors.

La base économique et sociale de cette union est aujourd'hui la propriété sociale des moyens de production, les rapports de production socialistes qui ont été établis dans les villes comme dans les campagnes; sa base politique est constituée par la ligne générale du Parti pour l'édification du socialisme et la défense de la patrie; sa base idéologique étant le marxisme-léninisme, qui guide et inspire toute la vie en Albanie.

L'unité du peuple dans le Front démocratique représente un mur infranchissable, contre lequel sont venus se briser tous les ennemis intérieurs et extérieurs de notre patrie socialiste.

Depuis l'instauration du pouvoir populaire, le Front démocratique a joué et il joue toujours un rôle considérable dans la mobilisation des masses pour l'édification du socialisme, et dans leur éducation patriotique et communiste.

La défense de la patrie a été et demeure pour le Front démocratique une question capitale. Il mène systématiquement un travail d'éducation idéologique et politique pour inculquer encore plus profondément aux masses l'amour de la patrie et le dévouement au pays, pour maintenir toujours vivantes et développer encore davantage les traditions patriotiques et révolutionnaires qui furent le propre de nos ancêtres depuis l'époque légendaire de notre héros national, Georges Kastriote Skanderbeg jusqu'à l'épopée encore plus grandiose, plus gigantesque, de l'héroïque Lutte de libération nationale, et jusqu'aux jours tout aussi glorieux de l'édification socialiste du pays. Chaque organisation du Front démocratique de village ou de quartier de ville s'est changée en un foyer d'éducation patriotique des masses pour l'épanouissement et la défense de la Patrie, pour approfondir la haine contre l'ennemi de classe.

Le Front démocratique, comme toutes les autres organisations de masse, a rempli un rôle important et a mené un travail multiforme pour le renforcement incessant du pouvoir populaire. Il a éduqué les masses travailleuses de la ville et de la campagne dans l'esprit de l'amour du Pouvoir populaire et du dévouement envers lui, il les a mobilisées pour mettre en oeuvre ses décisions et ses lois, il les a toujours plus entraînées dans les activités étatiques et sociales.

Le Front démocratique a joué et joue toujours un rôle important dans la lutte pour le renforcement et la démocratisation encore plus marquée du pouvoir populaire contre le bureaucratisme. D'une part, il a organisé et stimulé le contrôle des masses sur les organes de l'Etat et les personnes qui y sont occupées et, d'autre part, il a mené un vaste travail d'éducation idéologique et politique en sorte que les fonctionnaires et les employés, les représentants du peuple dans les organes d'Etat à tous les niveaux, aient constamment conscience d'être les serviteurs du peuple.

Les organisations du Front démocratique mènent une activité des plus vastes pour accroître la participation des masses à l'étude et à la solution des grands problèmes du pouvoir populaire, pour assurer la prise de conscience des masses et les faire participer activement au gouvernement du pays.

Dans le cadre de la lutte contre le bureaucratisme, le Front démocratique accomplit un grand travail afin que le peuple fasse entendre sa voix sans crainte sur n'importe quel sujet, car il est le maître du pays et du pouvoir politique, car sa volonté est, pour tous, une loi que personne ne peut enfreindre. Les organisations du Front démocratique encouragent dans leurs réunions les larges et libres débats du peuple sur tous les problèmes qui le concernent et qui le préoccupent. En particulier, elles stimulent la critique ouverte des masses à l'encontre des insuffisances et des erreurs et ce sans aucune restriction.

Le Front démocratique a joué et il joue toujours un rôle important pour la solution des problèmes sociaux. Ce rôle est allé sans cesse croissant et il connaît, surtout ces derniers temps, un nouvel essor. Les organisations du Front démocratique, de concert avec celles de la Jeunesse, des Femmes et des Unions professionnelles, ont organisé dans tous les districts du pays de nombreuses réunions et de larges assemblées populaires, où les travailleurs ont discuté avec animation des grands problèmes sociaux. Elles ont dénoncé les coutumes arriérées, féodales et patriarcales qui oppriment et

asservissent la femme, les croyances et les préjugés religieux, tout ce qui est étranger à l'esprit du socialisme, tout ce qui est conservateur et réactionnaire, tout ce qui fait obstacle à l'établissement de justes rapports au sein de la famille et de la société, tout ce qui entrave le progrès du pays.

Un autre domaine non moins important de l'action du Front démocratique est le vaste travail qu'il mène en vue de promouvoir un mode de vie plus cultivé surtout dans les campagnes et notamment en ce qui concerne les questions d'hygiène, les services communaux, la propagation de l'instruction et de la culture, l'amélioration du mode de vie.

L'année 1976 a été une année pleine d'activité pour le Front démocratique. Dès le jour de la publication du projet de la nouvelle Constitution, les organisations du Front à la ville comme à la campagne, en étroite collaboration avec les autres organisations de masses, Unions professionnelles, Union de la Jeunesse du Travail d'Albanie, Union des Femmes d'Albanie, a organisé des milliers de réunions où le peuple a pris connaissance du projet, en a discuté le contenu et la forme et a fait des remarques, des suggestions et des propositions très précieuses qui ont été judicieusement étudiées par la Commission spéciale chargée de la rédaction de la nouvelle Constitution. Ces propositions ont permis à la Commission d'apporter des améliorations au texte définitif du projet de Constitution.

Les Unions professionnelles d'Albanie

Les Unions professionnelles d'Albanie (U.P.A.) ont été créées le 11 février 1945. C'était là un important événement historique et le résultat logique des multiples et laborieux efforts des ouvriers albanais pour s'organiser.

Avant la Libération, la classe ouvrière albanaise, quoique petite en nombre, avait à son actif une glorieuse histoire de luttes de classe. Mais du fait de l'oppression barbare dont elle était victime de la part des régimes moyenâgeux du passé, elle ne parvint pas à se créer une organisation à l'échelle nationale. Comme une nécessité de défense, elle mit sur pied dans certaines villes et pour certains métiers ses associations ouvrières qui prirent, petit à petit, un caractère politique, et, à travers des actions ouvertes et secrètes elles rassembla ses forces, se forgea une relative conscience de classe, qui, avec la création des groupes communistes et la propagation des idées communistes, ne cessa de se raffermir et de s'approfondir. Ces premiers éléments d'organisation et les grèves qui se déroulèrent à Kuçovë, Korçë, ainsi que dans d'autres villes, ébranlèrent le régime d'oppression féodalo-bourgeois et montrèrent que la classe ouvrière se dressait comme une puissante force politique et sociale dans la vie du pays.

L'agression fasciste italienne porta à un plus haut degré la lutte de la classe ouvrière albanaise. Quoique numériquement faible, la classe ouvrière créa son parti politique, qui prit en main aux moments les plus difficiles les destinées du pays, la conduite de la lutte et de la révolution. La Lutte de libération nationale fut une grande école d'éducation politique et de trempe révolutionnaire de la classe ouvrière, qui s'y engagea tout entière et y donna un noble exemple d'héroïsme et d'abnégation, devenant ainsi l'épine dorsale de l'alliance avec la paysannerie et les autres couches patriotiques et progressistes du pays.

Les Unions professionnelles d'Albanie (syndicats) ont vu le jour dans de nouvelles conditions historiques, lorsque le pays était libéré des occupants et les classes exploiteuses renversées, quand la classe ouvrière, en alliance avec la paysannerie laborieuse, avait accédé au pouvoir et établi le pouvoir populaire. Les UPA sont nées comme une nécessité dictée par le moment historique en vue de l'union de la classe ouvrière, comme un des leviers les plus efficaces du Parti dans l'ensemble du système de la dictature du prolétariat. Dans ces circonstances, les U.P.A. furent édifiées sur des principes absolument nouveaux, sur les principes de base du marxisme-léninisme et de la tradition révolutionnaire du mouvement ouvrier international et de l'Albanie.

Dans les pays capitalistes, les syndicats ont été créés il y a plus d'un siècle en tant qu'unions des ouvriers contre l'exploitation capitaliste et l'injustice sociale, aussi ne pouvaient-ils servir de modèle pour la classe ouvrière albanaise, ces syndicats en Albanie, devant agir non pas dans les conditions du système capitaliste, où le pouvoir est entre les mains de la bourgeoisie, mais dans de nouvelles conditions historiques, où la classe ouvrière et son Parti sont au pouvoir. Ainsi, en Albanie, les Unions professionnelles et l'Etat sont deux armes de la même classe, dirigées par le Parti de la classe ouvrière,

et qui oeuvrent et combattent pour un seul but, l'édification du socialisme. Les Unions professionnelles d'Albanie ont vu le jour comme une arme aux mains de la classe ouvrière et de son Parti, une arme qui doit leur servir à consolider le nouveau pouvoir politique, la dictature du prolétariat, comme une arme servant à l'édification de la société socialiste, au développement continu de la révolution, à la défense de l'indépendance et de la souveraineté de la patrie. Elles ont été conçues, à leur création, comme des organisations de caractère de classe et politique marqué. Ainsi donc, par leur physionomie, leurs buts et leurs tâches, par leurs méthodes et leurs formes d'organisation, elles représentent une institution d'un type entièrement nouveau. La place et la fonction des Unions professionnelles dans la société socialiste ont été directement déterminées par le rôle de la classe ouvrière elle-même en tant que force politique dirigeante du pays.

La principale force des unions professionnelles est constituée par la classe ouvrière, à qui incomba la plus grande part de responsabilité pour l'organisation de la vie socialiste dans le pays. D'où le grand rôle et l'importance de ces Unions en République Populaire Socialiste d'Albanie.

Les syndicats, chez nous, ne se bornent pas à défendre les droits des travailleurs, ils prennent aussi une part active à la gestion de la production, à l'édification et au renforcement du régime socialiste.

Les Unions professionnelles sont des organisations où des dizaines et des centaines de milliers de travailleurs assimilent les premiers éléments de l'organisation de la vie économique et politique, des organisations au sein desquelles ils élèvent leur niveau culturel et politique, et à travers lesquelles ils accèdent à la direction et à la gestion de l'industrie socialiste. Les Unions professionnelles, comme l'a dit Lénine, sont une institution qui a une fonction d'éducation, d'organisation, elles sont une école de direction, de gestion, l'école du communisme.

Pour exercer une fonction de direction de l'économie il n'est pas indispensable d'occuper quelque poste dans l'administration. En République Populaire Socialiste d'Albanie le plus simple travailleur se voit offrir des possibilités réelles pour dire son mot et influencer sur le développement de la production, pour remédier aux erreurs et aux insuffisances manifestées, participer au perfectionnement et à la gestion des entreprises, faire adopter et appliquer la technique nouvelle, perfectionner les processus technologiques.

Les réunions de production jouent un rôle important pour le développement de l'initiative créatrice et de l'action politique de la classe ouvrière. Ces réunions, qui se déroulent sous la conduite de l'organisation des Unions professionnelles, sont devenues un important moyen d'éducation des masses et d'intégration de celles-ci dans la gestion de la production. Elles se tiennent régulièrement et traitent de questions importantes telles que:

- les plans de production de l'entreprise;
- l'organisation de la production et du travail;
- les moyens d'améliorer la qualité de la production et d'en abaisser le coût;
- les problèmes des investissements d'équipement, des normes techniques, de la gestion intérieure, des mesures de protection du travail, etc.

Les réunions de production, où chaque participant exprime en toute liberté ses idées, où il aide à déceler les défauts et les erreurs, fait des propositions et des observations concrètes, témoignent de la large démocratie qui préside au règlement de toutes les questions concernant l'organisation de la production. L'ouvrier et le spécialiste, l'ingénieur et le directeur d'entreprise, ne sont pas séparés ni isolés les uns des autres. Ce sont tous des camarades de travail qui se soumettent à la même discipline prolétarienne, se respectent et s'entraident dans un esprit de fraternité. L'ouvrier accomplit durant son temps de travail les tâches que lui assignent son chef d'équipe, l'ingénieur ou le directeur et, en même temps, dans les réunions de production ou dans les autres réunions, il critique leurs erreurs ou leurs insuffisances. Le contrôle exercé par les unions professionnelles, le contrôle par en bas, constitue une des garanties les plus sûres pour l'élimination de toute déformation bureaucratique. Ainsi donc toute la force et l'autorité des dirigeants de la production dans les conditions du pouvoir populaire réside dans le fait qu'ils s'appuient sur le collectif et les masses. Les réunions de production servent, par

conséquent, à renforcer les liens entre les dirigeants de l'économie, d'une part, et les ouvriers et les employés, de l'autre.

Chaque année, l'organisation de base des Unions professionnelles de chaque entreprise conclut avec la direction les contrats collectifs afférents. Les engagements pris par les parties contractantes concernent également les conditions de travail et de vie des travailleurs.

Les ouvriers et employés participent directement à l'exécution des contrats collectifs. L'organisation des Unions professionnelles contrôle l'application de toutes les clauses du contrat tant par les ouvriers que par la direction.

En République Populaire Socialiste d'Albanie, les intérêts de l'Etat et des Unions professionnelles ne font qu'un. Aussi, dans la lutte contre les défauts et les insuffisances, l'organisation ouvrière jouit-elle de l'appui complet de l'Etat.

Les droits des syndicats dans la lutte pour la défense des intérêts matériels et moraux des travailleurs sont des plus étendus. Les syndicats:

- participent à l'élaboration et la rédaction des lois sur le travail et les salaires;
- surveillent l'application des lois du travail:
- surveillent le respect des règlements sur la protection du travail et la sécurité technique;
- mettent en oeuvre le contrôle social des masses quant à l'exécution des plans en matière de construction de logements et participent à la distribution du fonds des logements;
- contrôlent les activités des entreprises commerciales et de l'alimentation sociale.

A travers les Unions professionnelles, les travailleurs réalisent le contrôle sur les règles d'exploitation des fonds des assurances sociales d'Etat, sur la distribution des feuilles de séjour dans les maisons de repos pour les travailleurs et leurs enfants, surveillent l'exécution des plans de construction des institutions curatives et prophylactiques, les services sanitaires à l'intention de la population, etc.

Les Unions professionnelles disposent des moyens et des fonds nécessaires pour l'organisation de diverses activités culturelles, sportives et autres loisirs.

L'émulation socialiste

L'une des principales préoccupations des U.P.A. a été et demeure l'organisation de l'émulation socialiste, qui est l'une des principales méthodes de participation des ouvriers à la gestion de la production et une vivante expression du souci de ces derniers de voir bien acheminée la question plus générale de la productivité du travail.

La bourgeoisie et ses apologistes se sont employés par tous les moyens à accrédi-ter le préjugé selon lequel l'initiative privée et la concurrence constituent des «stimulants» idéaux pour le développement de la société. En fait, la vérité est tout autre.

La concurrence capitaliste qui se fonde sur la féroce exploitation des travailleurs, est ruine et oppression pour certains, profit et domination pour d'autres. Sur cette base, elle pousse à une intensification toujours croissante du travail, aggrave l'exploitation, utilise le talent à des fins de spéculation et de profit, encourage l'individualisme, l'égoïsme, la haine du prochain et entrave la propagation des innovations de la science et de la technique.

Par contre, l'émulation socialiste, qui remplace la concurrence capitaliste et qui se fonde sur l'affranchissement des travailleurs de l'exploitation capitaliste, stimule et développe sans arrêt la pensée, la libre initiative, la hardiesse, l'esprit d'innovation créatrice, fraye la voie à l'élan et aux mouvements révolutionnaires des masses, elle éduque en inculquant à chacun un sens élevé de la responsabilité face à la tâche qui lui incombe, une attitude d'autocritique à l'égard de soi-même, une discipline consciente, un esprit d'inflexibilité face aux difficultés, et elle sert directement les masses.

L'émulation socialiste est une importante force motrice, mobilisatrice et transformatrice dans l'ensemble du processus d'édification socialiste du pays, une méthode révolutionnaire qui tend à développer et à approfondir l'activité créatrice des masses laborieuses, à promouvoir la production et à

inculquer dans la conscience des cadres et des masses, de saines conceptions socialistes quant à l'attitude à l'égard du travail et de la propriété commune.

L'émulation socialiste est une expression des rapports socialistes de production et un produit du système socialiste où le travail est devenu une question d'honneur, où l'homme apporte à la société une contribution proportionnelle à ses capacités, et est rémunéré par elle en fonction de la quantité et de la qualité de son travail. En tant qu'élément constitutif du système des rapports socialistes de production, l'émulation socialiste stimule le vaste mouvement social qui tend à élever les retardataires au niveau des plus avancés, à faire progresser encore les éléments avancés et à en grossir les rangs; elle raffermir chez les travailleurs le sentiment de la collectivité socialiste et rétrécit jusqu'à la faire disparaître la sphère du sentiment d'individualisme petit-bourgeois et bourgeois; elle développe la pensée et l'action créatrices des masses laborieuses, accroît le rendement du travail et la production sociale et crée de grandes possibilités pour le développement du potentiel économique du pays et l'élévation du niveau de vie des masses laborieuses.

L'émulation socialiste en Albanie est l'expression de l'esprit communiste dans le processus du travail vivant des hommes, qui, en tant que maîtres des moyens de production et de la production sociale elle-même, ont pour principal souci d'apporter par leur travail à la société le maximum d'utilité avec le minimum de dépenses de fonds monétaires et matériels, selon le principe «quantité, rapidité, qualité et économie». L'émulation socialiste développe la conscience de l'homme, ses capacités d'organisation, de production, ses talents, elle grossit les rangs des plus méritants, stimule les retardataires et fait en sorte que tout se développe, aille de l'avant. L'émulation socialiste s'organise sur la base des meilleurs exemples, sur la base de l'expérience avancée et conduit à la généralisation de cette expérience et à la création d'une nouvelle expérience encore plus avancée.

L'une des conditions élémentaires de l'organisation de l'émulation socialiste est l'illustration effective des résultats du travail d'un collectif donné ou des individus qui le composent. Ces résultats sont déterminés avec sérieux et illustrés avec précision. Ils sont popularisés sous diverses formes, en sorte que chaque membre du collectif de travail ait connaissance des résultats du travail de chacun et compare les siens à ceux des autres. La découverte, l'élaboration et la propagation de l'expérience avancée est l'une des questions essentielles et toujours actuelles de l'organisation de l'émulation socialiste. Un grand travail a été accompli et continue de l'être dans ce domaine. A cette fin, on a développé et approfondi d'année en année en Albanie une vaste propagande pour la production, qui tend à faire atteindre des indices plus élevés, en propageant parmi les travailleurs les innovations dues à la science et à la technique, les méthodes de technologie moderne, les meilleures réalisations des collectifs et des travailleurs les plus avancés.

L'émulation socialiste est une méthode permanente propre au pouvoir populaire pour édifier le socialisme et résoudre les problèmes conjointement avec les masses, une voie tendant à promouvoir la participation active des travailleurs au gouvernement, un puissant stimulant au développement de la pensée et de l'initiative créatrices des travailleurs, un domaine où s'exercent l'autocritique des masses, le contrôle et la rectification par en bas de l'action du Parti et de l'Etat, un puissant mouvement idéologique tendant à l'éducation socialiste des travailleurs.

Depuis l'instauration du pouvoir populaire, l'émulation socialiste a été, pour les masses laborieuses, une méthode permanente de travail. Aussitôt après la Libération du pays et l'instauration du pouvoir populaire, les travailleurs albanais, entraînés par une émulation socialiste sans pareille, se sont attelés à la grande oeuvre qui consistait à panser les lourdes plaies laissées par la lutte contre les occupants et les traîtres. En un temps record, les ponts et les maisons brûlés furent reconstruits, les mines furent remises en service. On entreprit la construction d'usines et de fabriques, des premières voies ferrées, de nouvelles routes, l'assèchement des marais, etc. Du sein de la classe ouvrière surgirent les premiers travailleurs de choc et la paysannerie coopératrice donna naissance aux premiers combattants pour de hauts rendements.

Tout au long des quinquennats successifs, dans les grandes batailles de l'industrialisation socialiste, de la collectivisation et de la modernisation de l'agriculture, l'émulation socialiste s'est développée encore davantage. Dans le feu de cette véritable bataille, des dizaines de milliers de personnes firent preuve d'un héroïsme incomparable pour l'édification de la vie nouvelle.

A l'étape actuelle, l'émulation socialiste a revêtu certains traits nouveaux. Une des particularités de l'émulation socialiste, au cours de ces dernières années, est son développement sous formes d'initiatives, de mouvements et d'actions à assauts convergents, ce qui l'a rendu plus dynamique, plus combattante et plus concrète. Sa principale caractéristique est représentée par le fait que son centre de gravité s'est déplacé à la base, qu'elle est devenue plus vive au niveau de l'unité de base de la production, de la brigade, de l'atelier et de l'entreprise, ce qui lui confère un caractère plus massif, parce que sa valeur et son effet dépendent tout d'abord de sa capacité de mettre en mouvement les larges masses de travailleurs et de cadres, de faire progresser les retardataires et d'encourager à toujours mieux travailler les ouvriers d'aptitude moyenne, qui représentent la force principale de la production. Dans le cadre du développement de l'émulation socialiste, les facteurs économiques se combinent toujours mieux avec les éléments moraux et politiques, englobant ainsi l'ensemble de la vie des hommes dans le travail et en dehors du travail. L'objet général de ces compétitions est l'accroissement de la quantité et l'amélioration de la qualité de la production, l'augmentation de la productivité du travail et la baisse du coût de production, le renforcement de la discipline prolétarienne au travail et de la solidarité ouvrière, l'esprit novateur tendant à fabriquer le plus grand nombre possible d'articles nouveaux, à construire de nouvelles machines et chaînes de fabrication, de nouveaux équipements et ateliers, la sauvegarde de la propriété socialiste, l'instruction et la qualification des travailleurs etc.

Le principe connu de l'appui sur ses propres forces a créé une atmosphère révolutionnaire de mobilisation et d'innovation. Ce principe représente le fondement même de l'émulation socialiste, des initiatives et des mouvements révolutionnaires de masse et leur confère un caractère militant, transformateur, qui leur permet de surmonter avec succès les conséquences du blocus impérialiste et révisionniste et les difficultés qu'il crée à notre pays.

L'avenir, sans aucun doute, nous apportera de nouvelles formes d'émulation socialiste, qui assureront une encore plus large participation des masses et des résultats au travail encore plus considérables.

L'Union de la Jeunesse du Travail d'Albanie

La jeunesse albanaise est organisée dans l'Union de la Jeunesse du Travail d'Albanie. Cette organisation a vu le jour le 23 novembre 1941 (la Jeunesse communiste), quelques jours seulement après la fondation du Parti communiste.

Dans la lettre de salutations que le camarade Enver Hoxha adressa, au nom du Comité central provisoire du Parti communiste d'Albanie, au Comité central de la Jeunesse communiste albanaise, en novembre 1941, il est dit entre autres: «Le Parti (communiste d'Albanie) nourrit les plus grands espoirs que la Jeunesse communiste sera digne de la confiance que notre jeune Parti fonde sur elle et qu'elle saura accomplir dans un esprit révolutionnaire la haute tâche dont elle est chargée, en s'inspirant de l'exemple héroïque de la Jeunesse communiste soviétique dans une indestructible unité de volonté et d'esprit avec le Parti, qu'elle saura organiser et diriger de façon révolutionnaire la jeunesse albanaise opprimée, vers un avenir lumineux, vers la libération des chaînes moyenâgeuses de la servitude fasciste et vers une vie nouvelle de progrès, de culture et de joie.»

L'organisation de la jeunesse a joué, sous la conduite du Parti un rôle très important tant dans la lutte pour la libération du pays que dans la longue et dure bataille menée pour l'édification socialiste du pays.

La jeunesse fut aux premières lignes des démonstrations antifascistes, elle fut la première à grossir les rangs des détachements de partisans. Sur 70.000 partisans, 50.000 étaient des jeunes, et parmi eux 6.000 jeunes filles. Les martyrs furent, pour la plupart, des jeunes. Les hauts faits de la jeune génération au cours de la lutte demeureront immortels. La vie et l'action de Qemal Stafa, Vojo Kushi, Misto Marne, Margarita Tutulani, Zonja Çurre, et d'autres encore, font désormais partie du fond inestimable des traditions révolutionnaires du peuple albanais.

La victoire de la révolution en même temps que l'accession à la liberté et à l'indépendance ont entraîné la libération d'immenses forces créatrices jusqu'alors latentes dans le peuple et la jeunesse. La jeunesse vit s'ouvrir à elle d'infinies perspectives de travail, de création et de progrès.

Depuis l'instauration du pouvoir populaire, la jeune génération a apporté une contribution précieuse à l'oeuvre d'édification du socialisme. Les jeunes ouvriers représentent aujourd'hui plus de 40% de la totalité de la classe ouvrière cependant que dans certains secteurs et entreprises ils constituent 75% de la force de travail. Il en va de même dans les campagnes, où les jeunes gens et les jeunes filles représentent parmi les coopérateurs la force la plus énergique et à la fois la plus nombreuse.

Consciente du fait que tout, dans son pays, se fait pour lui assurer un avenir heureux, la jeunesse albanaise a toujours répondu avec enthousiasme et avec une ardeur révolutionnaire aux appels qui lui étaient lancés pour qu'elle contribue à la reconstruction et à l'édification du socialisme. En 1946, plus de 4.000 jeunes gens et jeunes filles ont percé à travers les rochers de l'Albanie du Nord «La Route de la jeunesse»; plus de 100.000 jeunes volontaires ont travaillé à la construction des premières voies ferrées du pays, Durrës-Tiranë, Durrës-Peqin, et Peqin-Elbasan. Peu de temps après, 22.000 autres volontaires ont ouvert «la Route de la Lumière» et construit la première grande centrale hydro-électrique du pays, la centrale «Karl Marx» sur le fleuve Mat. Des milliers et des milliers de jeunes gens et de jeunes filles ont afflué aux grands ouvrages des quinquennats successifs, travaillant à la construction de dizaines d'usines, de fabriques, etc. Les brigades volontaires de la jeunesse, animées d'un optimisme révolutionnaire, ont gravi les montagnes pour défricher des terres nouvelles. En un bref laps de temps, 40.000 jeunes se sont trempés dans cette action de masse. En 1967 et 1968, 85.000 jeunes ont participé à la construction de la voie ferrée Rogozhinë-Fier et d'une nouvelle route dans les montagnes de l'Albanie du Nord. 140.000 jeunes gens et jeunes filles ont participé à la construction de la voie ferrée Elbasan-Prrenjas, qui traverse un terrain accidenté et la gorge étroite d'un fleuve et apporté des solutions originales à de nombreux problèmes techniques difficiles à résoudre même par des pays supérieurs au nôtre en moyens techniques et en force de travail. Pour la construction de cette voie ferrée, il a fallu réaliser des travaux de terrassement d'environ de 4 millions de m³ de roche et de terre, construire 43 ponts et viaducs et percer 5 km de tunnels. La voie ferrée Fier-Ballsh est l'oeuvre de la jeunesse. Des milliers de jeunes volontaires sont engagés aux ouvrages grandioses que représentent la construction de la centrale hydro-électrique de Fierzë, le combinat métallurgique d'Elbasan, la voie ferrée Prenjas-Pogradec, etc.

Considérant le brillant exemple d'héroïsme et d'abnégation donné par les jeunes dans les actions successives pour la construction du réseau ferroviaire du pays, et en particulier pour la construction de la voie ferrée Elbasan-Prrenjas le Présidium de l'Assemblée populaire de la République Populaire Socialiste d'Albanie a décerné, au mois de mars 1974, à l'organisation de l'Union de la Jeunesse du Travail d'Albanie le titre de «Héros du travail socialiste». Actuellement, les actions de masse de la jeunesse se succèdent sans discontinuité.

Ces actions de la jeunesse ont non seulement une importance économique, mais également éducative, politique et idéologique. Au cours de ces actions, les anciennes conceptions s'effacent. La jeune génération s'éduque et s'arme des normes et des vertus de la morale communiste. Les actions de la jeunesse se sont muées en de véritables écoles pour son éducation révolutionnaire et son aguerissement physique.

A l'action les jeunes ne se bornent pas à effectuer un travail manuel, ils y sont aussi de bons agitateurs, et s'emploient à transmettre leurs connaissances à leurs frères et soeurs. Dans la lutte contre l'ancien et pour le triomphe du nouveau, ils battent en brèche les anciennes coutumes, ensevelissent une bonne fois les superstitions, mènent un grand travail d'éclaircissement pour l'émancipation complète des jeunes filles albanaises, afin de faire d'elles une force colossale pour l'édification de la société nouvelle à tous les coins du pays. Outre le travail proprement dit, les jeunes volontaires y déploient une vaste activité politique, culturelle, sportive et de préparation militaire, ce qui rend leur vie à ces actions de masse encore plus agréable et distrayante.

La jeunesse d'Albanie, tout en répondant avec un vif empressement et dans un esprit de mobilisation aux appels à participer aux actions de masse de portée nationale, ne se désintéresse nullement des autres actions entreprises dans les lieux de travail, coopératives agricoles, écoles, combinats, fabriques, mines, etc. où elle vit de façon permanente.

Elle constitue une grande force qui pousse à augmenter les rendements dans l'industrie et l'agriculture, à élever la qualité des produits et à baisser les coûts de production, elle diffuse les nouvelles méthodes

de travail, lutte pour l'exploitation des réserves internes, participe activement au mouvement de découvertes et de rationalisations. Et, partout, la jeunesse albanaise se caractérise par son esprit révolutionnaire

Le dévouement de la jeunesse albanaise a sa source dans le fait que le pouvoir populaire lui a assuré tous les droits et la satisfaction de tous ses besoins. Tout ce qui se réalise en République Populaire Socialiste d'Albanie appartient à la jeune génération.

D'autre part, la jeunesse albanaise éduquée dans l'idéologie marxiste-léniniste, a devant elle de claires perspectives. Elle repousse comme lui étant étrangers les courants idéologiques contre-révolutionnaires qui conduisent à la dégénérescence morale des jeunes à leur corruption et à leur dérèglement, phénomènes inquiétants qui sont communs à tous les pays capitalistes et révisionnistes du monde.

L'Union des Femmes d'Albanie

L'union des Femmes antifascistes d'Albanie (U.F.A.A.), aujourd'hui Union des Femmes d'Albanie, est née et s'est trempée dans le feu de la Lutte de libération nationale, lorsque les femmes d'Albanie, aux côtés de leurs maris, de leurs frères et de leurs enfants, et sous la conduite du Parti, s'étaient dressées contre les occupants nazi-fascistes.

A cette époque, le peuple albanais avait pour mission urgente la lutte pour la liberté. L'Union des Femmes d'Albanie, tout en ayant à la tête de son programme cette tâche suprême, exprimait aussi les plus ardentes aspirations des femmes. De ce fait, elle grandit rapidement pour devenir une vaste et puissante organisation des masses féminines.

Les premiers conseils antifascistes féminins furent mis sur pied immédiatement après la première Conférence de libération nationale qui se tint à Peza, en septembre 1942, et où les femmes envoyèrent leurs déléguées. C'était la première fois qu'elles étaient représentées à une pareille réunion historique de portée nationale.

En avril 1943, fut formé à Tirana le Conseil central provisoire de l'Union des Femmes antifascistes d'Albanie, qui commença la publication de son organe, «la Femme albanaise». Cette organisation prit part au Congrès historique de Përmet, tenu en mai 1944 où des femmes furent aussi élues aux premiers organes suprêmes d'auto-gouvernement du pays.

Le 4 novembre 1944, à la veille de la libération du pays, l'U.F.A.A. tint son premier Congrès sous le mot d'ordre «Pour la libération complète de la patrie, pour une Albanie libre, démocratique populaire.»

L'Union des Femmes d'Albanie est une organisation démocratique, qui rassemble les larges masses féminines afin que, sous la conduite du P.T.A., elles déploient leur activité dans tous les domaines pour le renforcement du régime social et étatique de la R.P.S. d'Albanie.

Elle développe parmi les masses féminines albanaises le patriotisme qui les a toujours caractérisées, les éduque dans un esprit de solidarité avec toutes les femmes progressistes du monde entier dans la lutte contre l'impérialisme et le révisionnisme moderne, pour la défense de l'indépendance nationale, pour l'affirmation des droits des femmes et des enfants.

L'Union des Femmes d'Albanie, soucieuse de faire participer les femmes le plus activement possible à la vie politique, économique et sociale du pays, d'en faire des combattantes résolues pour l'édification du socialisme en Albanie, oeuvre constamment à leur éducation idéologique, culturelle et professionnelle, cherche à supprimer en elles les restes du fanatisme et des préjugés hérités des régimes passés, cultive en elles l'esprit socialiste à l'égard du travail et de la propriété sociale, et s'emploie à les rendre aptes à diriger les divers secteurs d'activité de la vie du pays.

L'organisation des Femmes d'Albanie montre une sollicitude particulière pour l'éducation de la jeune génération, en aidant les mères à élever des enfants physiquement sains, affables et cultivés, attachés au travail, à la patrie, à la paix et à l'amitié entre les peuples.

L'Union des Femmes d'Albanie joue un rôle de premier plan dans la lutte pour l'émancipation complète de la femme albanaise.

Côte à côte avec l'homme

Les trois «K» (Kinder — les enfants, Kirsche — l'église, et Küche, la cuisine) sont les trois limites que la bourgeoisie allemande fixait à la vie de la femme. De telles limites au libre épanouissement de la personnalité de la femme existent dans tous les pays capitalistes et elles font d'elle l'esclave du foyer.

Le sort de la femme en Albanaise avant la Libération ne se distinguait guère de celui qui était le leur dans les autres pays, si ce n'est par le fait qu'il était encore plus sombre. Son existence était obscurcie par les effets conjugués de la domination patriarcale, du joug féodal et de l'exploitation capitaliste, auxquels s'ajoutaient les funestes conséquences de cinq siècles de pouvoir ottoman.

Les femmes étaient privées du droit d'expression, elles n'avaient pas la moindre voix au chapitre dans les affaires familiales et encore moins dans celles de la société. Elles vivaient cloîtrées entre les murs de leurs maisons, et, dans les régions où elles travaillaient, elles ne sortaient de chez elles que pour faire office de bête de somme. Les femmes et les jeunes filles n'étaient pas consultées même sur les questions les plus intimes pour elles, comme leurs fiançailles ou leur mariage. Ces affaires relevant des lois de la propriété privée, étaient réglées sur la base de l'intérêt privé. La vente des jeunes filles, ouvertement ou en cachette, les fiançailles d'enfants conclues par les parents dès l'âge le plus tendre des intéressés, et bien entendu sans le consentement postérieur de la jeune fille, étaient une règle générale.

Dédaignées à la maison par leurs pères, leurs époux, leurs fils et, hors de chez elles, par l'ensemble de la société, les femmes étaient réduites à être des créatures ignorantes, physiquement diminuées, moralement éprouvées. La loi et la coutume, l'Etat et la religion, formaient un vaste filet qui les maintenait dans une condition d'esclavage.

L'Etat et le droit, la morale et la religion, la philosophie et l'art des classes exploiteuses n'ont fait, pendant des dizaines de siècles que justifier et perpétuer la condition d'esclavage de la femme. Hommes d'Etat et penseurs, sociologues et théologiens, moralistes et écrivains, tous ceux qui ont formé l'opinion au cours des temps, ont, à qui mieux mieux, émis le jugement le plus humiliant sur la femme et cherché à justifier la domination et la supériorité de l'homme sur elle. Ainsi certains fondent cette supériorité de l'homme sur des particularités physiologiques des deux sexes. «La faiblesse naturelle de l'organisme de la femme — expliquait Auguste Comte — est la base éternelle de l'inégalité des deux sexes». D'autres voient la source de cette prétendue infériorité dans «des particularités intellectuelles». D'autres enfin l'expliquent par l'histoire du développement de la science, de la philosophie et de l'art. Les grands savants, philosophes, artistes et écrivains, prétendent-ils, ont toujours et partout été des hommes, ce qui démontrerait, selon eux, la supériorité éternelle de l'homme sur la femme.

En fait, les causes plus profondes de la domination de l'homme sur la femme sont à rechercher non pas dans les facteurs biologiques ou psychiques, mais dans les facteurs sociaux, non pas dans l'histoire sainte, mais dans l'histoire de la civilisation.

A l'aube de la société humaine, lorsque l'homme venait à peina de faire ses premiers pas, la femme était un être respecté, un membre actif de l'organisation sociale. Les légendes sur les fières amazones sont peut-être un écho de cette lointaine époque où le travail de la femme et sa pensée étaient considérés dans la société au même titre que ceux de l'homme si ce n'est davantage. C'était alors l'époque du régime que l'on appelle en histoire matriarcat et qu'ont connu les peuples du monde.

Puis, lorsque la société humaine fut divisée en classes on trouve partout la femme enchaînée, opprimée et exploitée, reléguée à un rôle de second plan dans les affaires de la société comme dans celles de la famille. «... que ce soit à l'époque de la civilisation grecque, — a dit le camarade Enver Hoxha — ou à l'époque romaine, au Moyen Age ou pendant la Renaissance, ou encore dans les temps modernes ou dans la prétendue «civilisation raffinée» contemporaine bourgeoise, la femme est la créature humaine la plus asservie et opprimée, la plus exploitée et méprisée sous tous les rapports.» Il ressort bien que le facteur social, l'apparition de la propriété privée est la base la plus solide sur laquelle repose son asservissement par l'homme. «L'abolition du droit maternel, indiquait Engels, fut la plus grande défaite historique du sexe féminin. L'homme prit en main les rênes du pouvoir et, même à la maison, la femme perdit son poste respecté, pour devenir une servante, une esclave du désir de son époux, un

simple instrument de reproduction. Cette situation humiliante de la femme, qui apparaît dans toute sa nudité, surtout chez les Grecs de l'époque héroïque et de façon encore plus marquée à l'époque classique, a été, par la suite, hypocritement enjolivée et si elle apparaît, par endroits, sous une forme adoucie, elle n'a cependant jamais disparu».

La lutte pour l'émancipation de la femme en Albanie commença dès les années de la Lutte de libération nationale, lorsque les femmes prirent les armes et, aux côtés de leurs frères et de leurs époux, se battirent pour la libération du pays et leur propre affranchissement. La Libération du pays ouvrit aux femmes albanaises d'infinies perspectives dans tous les domaines de la vie. Elles peuvent profiter de toutes les valeurs matérielles et culturelles et jouir au même titre que les hommes de tous les droits et de toutes les libertés des citoyens d'un Etat socialiste.

Après la Libération, le pouvoir populaire sapa jusque dans ses fondements l'ancienne législation qui sanctionnait la discrimination frappant la femme. Dans la législation nouvelle, la femme est proclamée l'égale de l'homme: il lui est reconnu les mêmes droits dans tous les domaines: — politique, travail, salaires, assurances sociales etc.

Mais comme Lénine l'a indiqué plus d'une fois «l'égalité dans la loi, n'est pas encore l'égalité dans la vie». Pour réaliser l'égalité dans la vie, pour que la libération de la femme s'accomplisse dans les conditions de la dictature du prolétariat, il convient d'assurer deux conditions: supprimer, d'une part, la propriété privée et l'exploitation capitaliste, faire participer, d'autre part, la femme à la production. La réalisation de ces objectifs sous le pouvoir populaire a constitué la plus grande victoire remportée par la femme dans la voie de son émancipation. En même temps qu'était supprimée la propriété privée, il fut rendu effectivement possible à la femme de jouir des libertés et des droits proclamés et garantis légalement par le pouvoir populaire, ce qui permit d'instaurer une conception nouvelle de l'union familiale, inconnue à la famille bourgeoise, une union fondée sur les sentiments les plus purs et à la fois sur des rapports d'entière liberté entre mari et femme et entre parents et enfants.

L'abolition de la propriété privée et l'établissement de la propriété sociale des instruments et des moyens de production par les nouvelles conditions qu'elles créèrent, favorisèrent une large participation des femmes à la production, la rendirent même indispensable. Il s'ensuit que le nombre des femmes a augmenté dans toutes les branches de l'économie sans exception. Elles constituent aujourd'hui 46% de la totalité des travailleurs du pays, et 53% des travailleurs dans les campagnes. Dans certains secteurs économiques et sociaux le pourcentage de la participation de la femme l'emporte sur celui de l'homme: commerce 58,2%; instruction et culture 53,3%; santé publique 77,1%; instituts de crédit 64,0%. Ces données datent de 1973, et depuis lors la participation de la femme à ces secteurs a augmenté considérablement.

Exerçant leur droit au travail, les femmes albanaises prennent une part active à la création des valeurs matérielles et culturelles dans tous les secteurs de la vie du pays. Elles travaillent aussi dans des branches de l'économie qui semblaient jusque-là réservées aux hommes. Par suite de l'introduction de la technique avancée dans de nombreux processus de production, le travail manuel s'est vu considérablement allégé, et le nombre des femmes employées dans les secteurs de la production mécanisée et de la construction a considérablement augmenté. De même, dans les campagnes, les femmes participent non seulement à tous les travaux des champs et à ceux de l'élevage, mais aussi aux secteurs mécanisés. Cela atteste une conversion radicale opérée dans la conscience des femmes, une profonde prise de conscience politique de leur participation au travail. Dans l'assignation des différents types de travaux, il n'est fait qu'une seule distinction entre hommes et femmes: c'est lorsque un travail donné risque de porter atteinte à la santé de la femme en tant que mère.

La femme albanaise a réduit en cendres le mythe de l'incapacité de la femme à participer à la production sociale. Nombre de femmes se sont érigées aujourd'hui en exemples au travail. Le droit de travailler dans tous les secteurs a permis à la femme d'occuper des positions égales à celles de l'homme dans la vie économique, politique et sociale du pays. La construction socialiste est la grande école qui a consacré l'égalité de la femme albanaise, cependant qu'elle a amené les hommes à voir en elles des compagnes et d'étroites collaboratrices. Les femmes albanaises, côte à côte avec les hommes, construisent des usines, des fabriques, des villages et des villes nouvelles, elles ont fait avancer la

production, la science, la technique et la culture, occupant ainsi la place qui leur revient dans la société.

La participation des femmes au travail social est allée de pair avec l'élévation de leur niveau d'instruction. Dans les premières années qui suivirent la Libération du pays, leur niveau d'instruction et professionnel était fort bas. Quelque 94% d'entre elles étaient analphabètes et la plupart n'avaient pas de profession, ni n'étaient initiées à aucun genre de travail qualifié.

Aujourd'hui en revanche plus de 46% des élèves et des étudiants sont du sexe féminin.

Grâce à ces succès, les femmes sont devenues une grande force dans la vie politique du pays également. Aujourd'hui on compte 64 femmes députées, soit 27,2% du total des députés à l'Assemblée populaire, et 11,462 femmes ont été élues conseillères, soit 39,47% du total des conseillers à tous les échelons des conseils populaires.

De pair avec le caractère de plus en plus massif de la participation féminine à la vie politique du pays, on relève, surtout ces dernières années, une promotion des femmes à des postes de responsabilité dans les divers secteurs de l'instruction et de la culture. Les conceptions réactionnaires sur l'«incapacité naturelle de la femme», sur «son infériorité» sont aujourd'hui partout brisées et l'opinion publique s'est accoutumée à considérer dans l'ordre des choses non seulement la participation des femmes à la vie politique et sociale, mais aussi la direction par elles de secteurs importants. Un grand pas pour l'émancipation de la femme albanaise a été fait par la création pour elle d'une situation d'égalité avec son époux au sein de la famille. L'obtention du droit de faire entendre leur voix dans les rapports familiaux a marqué pour des milliers de femmes la transformation la plus notable de leur condition et a joué un rôle politique important en les préparant à assumer leurs droits et leurs devoirs de citoyennes socialistes à part entière, participantes actives à la vie sociale.

Les lois sur le mariage et le divorce, le code de la famille, virent le jour dès les premières années du pouvoir populaire. Toutes les lois bourgeoises qui restreignaient les droits de la femme furent annulées.

En vertu des lois nouvelles, socialistes, la femme jouit de droits égaux à ceux de l'homme en ce qui concerne le patrimoine familial, elle peut librement choisir sa profession et son domicile; l'union des conjoints est fondée entièrement sur la compréhension mutuelle.

Les deux conjoints exercent des droits parentaux égaux. Le mariage civil est seul reconnu par la loi. Et pour terminer, ajoutons que dans le préambule de la Constitution de la R.P.S. d'Albanie il est affirmé que «la femme albanaise, au cours du processus continu de la révolution, a conquis l'égalité dans tous les domaines, elle est devenue une grande force sociale et elle marche vers son émancipation complète.» D'autre part, l'article 41 de la Constitution précise:

«La femme affranchie de l'oppression politique et de l'exploitation économique, prend, en tant que grande force de la révolution, une part active à l'édification socialiste du pays et la défense de la patrie.

«La femme jouit de droits égaux à ceux de l'homme quant au travail, au salaire, au congé, à la sécurité sociale et à l'éducation, dans toute l'activité socio-politique et dans la famille».

Chapitre IV — La composition de classe de la société

La société albanaise, avant la Libération, présentait un tableau plein de contrastes dérivant de l'inégalité sociale. D'une part, une poignée de personnes riches et toutes-puissantes menaient une vie de luxe, de l'autre, la majorité de la population, souffrant de la misère, était privée des droits les plus élémentaires et condamnée à travailler toute sa vie pour les riches. Les classes dominantes étaient alors constituées par les latifondiaires et la bourgeoisie citadine et rurale. La paysannerie représentait la classe la plus nombreuse; la classe ouvrière était jeune encore et numériquement petite.

Après la Libération, la propriété privée des moyens de production, principale base de la division de la société en classes antagonistes, fut abolie et, avec elle, furent également liquidées les classes exploiteuses. Ainsi, en République Populaire Socialiste d'Albanie se créa une société sans exploités ni exploités.

La société socialiste albanaise se compose de deux classes de travailleurs — les ouvriers et les paysans — ainsi que de la couche de l'intelligentsia populaire issue principalement de ces deux classes.

La classe ouvrière

Dans l'accomplissement des tâches stratégiques de la révolution socialiste en Albanie, à toutes les étapes de son développement, la classe ouvrière, s'est affirmée comme la force motrice essentielle de la révolution, celle qui donne le ton à toute la vie du pays.

La classe ouvrière albanaise, dirigée par le Parti du Travail d'Albanie, s'est trempée dans des batailles révolutionnaires. Avec un esprit élevé de combat, encore que petite en nombre, elle s'engagea dans la Lutte de libération nationale et, après la Libération, dans la lutte pour le développement de la révolution et l'édification du socialisme. Au cours de ces batailles, elle a transformé radicalement le pays, édifié la base économique du socialisme, liquidé les classes exploiteuses et l'exploitation de l'homme par l'homme. Parallèlement, elle s'est transformée elle-même, elle a non seulement grandi en nombre mais elle s'est avant tout aguerrie politiquement et idéologiquement, elle a forgé sa conscience de classe et élevé son rôle en tant que classe dirigeante de la société socialiste.

Après la Libération, la classe ouvrière albanaise a cessé d'être une classe dépourvue des moyens de production, vendant son travail et exploitée par les capitalistes. Elle s'est transformée en une classe entièrement nouvelle, qui détient, conjointement avec le peuple tout entier, les moyens de production et qui est maintenant affranchie de toute exploitation. Elle a pour base économique la propriété socialiste d'Etat. Elle est la classe d'avant-garde de la société, la force dirigeante du développement de celle-ci. Aussi, en Albanie, est-ce à elle qu'appartient la conduite de l'Etat. En alliance avec la paysannerie travailleuse, elle joue le rôle essentiel et décisif dans la transformation socialiste du pays, dans le développement continu de notre révolution socialiste.

A l'étape actuelle de l'oeuvre d'édification intégrale de la société socialiste, alors qu'il reste à mener à bien des tâches essentielles, telles que le perfectionnement de la dictature du prolétariat, l'édification intégrale de la base matérielle et technique du socialisme, l'élimination de toutes les tares de l'idéologie féodale et bourgeoise et le renforcement de l'idéologie socialiste, de la morale communiste, pour la formation de l'homme nouveau de la société socialiste, la classe ouvrière, en alliance avec la paysannerie coopérative, joue un rôle dirigeant, celui de pilier de la dictature du prolétariat.

L'accroissement et le développement de la classe ouvrière, pendant les années de pouvoir populaire, constitue une grande victoire de portée historique. De classe exploitée et opprimée qu'elle était naguère comprenant à peine 15.000 ouvriers, pour la plupart apprentis et commis dans les secteurs de l'artisanat et du commerce, elle n'a cessé de croître depuis, pour compter aujourd'hui dans ses rangs plus de 400.000 ouvriers. La classe ouvrière a grandi à des cadences plus accélérées que la paysannerie, ce qui a profondément modifié la structure sociale de toute la population et représente, dans le même temps, un important facteur pour sa reproduction future sur une base plus large. Bien qu'elle ne représente que le tiers de la population, la classe ouvrière crée les deux tiers du revenu national, ce qui traduit clairement son grand rôle de force déterminante dans la création de la richesse nationale.

La classe ouvrière s'est transformée à la fois sur le plan quantitatif et sur le plan qualitatif. Aujourd'hui, l'immense majorité des ouvriers sont instruits, cultivés et politiquement trempés. Ils sont devenus des spécialistes qui maîtrisent la technique avancée. La figure dominante de la classe ouvrière est actuellement l'ouvrier doté d'une instruction d'au moins huit ans. Un septième du total des ouvriers sont dotés d'instruction secondaire ou supérieure. Plus de 55% d'entre eux sont pourvus d'un niveau de formation professionnelle moyen ou supérieur.

L'Etat a assumé la tâche de former, grâce à la mise en place de tout un système d'écoles et de cours, des cadres issus de la classe ouvrière. Aujourd'hui, des dizaines de milliers d'ouvriers fréquentent les diverses catégories d'écoles du soir, et les établissements supérieurs destinés aux travailleurs. Des dizaines de milliers d'ouvriers sont en train d'élever leurs aptitudes techniques et professionnelles à travers le système des cours de qualification. Depuis quelques années a été institué un système d'enseignement destiné à l'éducation idéologique, marxiste-léniniste, de la classe ouvrière. Un vaste réseau d'institutions culturelles, clubs, cinémas, bibliothèques, etc. a été également créé pour élargir l'horizon culturel des ouvriers.

L'élévation du niveau d'instruction et de formation technique et professionnelle a stimulé la pensée créatrice de la classe ouvrière. En conséquence, ces dernières années, on a enregistré des centaines de milliers de propositions avancées par la classe ouvrière. Elles concernent la rationalisation de la production, la meilleure organisation socialiste du travail, la production de machines et d'équipements, la mécanisation des opérations les plus pénibles, la fabrication de nouveaux articles, la mise sur pied de nouvelles chaînes de fabrication et de nouveaux ateliers grâce à une judicieuse exploitation des ressources internes des entreprises visant à ne pas trop grever le budget de l'Etat, le renforcement du régime d'économies, etc. Grâce au travail opiniâtre de la classe ouvrière, la plupart de ces propositions ont été mises en application, apportant à l'économie nationale des gains considérables. Le mouvement des novateurs et des rationalisateurs, qui englobe aujourd'hui des dizaines de milliers d'ouvriers et de spécialistes, est devenu un facteur très important, en ce qu'il a permis de diminuer les importations et d'accroître les exportations, d'apporter d'heureuses solutions à de nombreux problèmes concernant la production, la gestion de l'économie et l'organisation socialiste du travail.

L'accroissement numérique de la classe ouvrière, l'extension de son activité politique et l'élévation de son niveau culturel et technique ont influé sur le renforcement de la dictature du prolétariat, sur le raffermissement du rôle dirigeant de la classe ouvrière, sur l'alliance monolithique de la classe ouvrière et de la paysannerie.

La classe ouvrière d'Albanie est la principale force du développement et de l'approfondissement de la révolution idéologique et culturelle; elle a mené et continue de mener dans la juste voie, dans la voie marxiste-léniniste, la lutte de classe, visant surtout à combattre les manifestations du bureaucratisme et à approfondir la ligne des masses, ainsi qu'à promouvoir l'éducation révolutionnaire de classe des travailleurs. Dans la lutte de classe menée actuellement contre toutes les manifestations de caractère conservateur et libéral, contre les influences des idéologies bourgeoises et révisionnistes, notre classe ouvrière se trouve à la pointe de cette lutte, c'est elle qui la dirige et lui apporte une grande contribution par son exemple, en incitant et inspirant les autres travailleurs des villes et des villages.

En R.P.S. d'Albanie, la classe ouvrière, porteuse de grands idéaux du socialisme et du communisme, est la partie la plus révolutionnaire et la plus progressiste de la société. Elle est la force principale, l'épine dorsale de la dictature du prolétariat.

Aux organes dirigeants du Parti, du pouvoir et des organisations de masse, sont élus les meilleurs représentants de la classe ouvrière. Nombre de directeurs d'entreprises et de fabriques et de chefs d'atelier sont issus des rangs de la classe ouvrière. Les cadres de l'Armée populaire albanaise sont, dans leur grande majorité, des fils de la classe ouvrière.

Les ouvriers provenant directement de la production sont intégrés de plus en plus dans les organes de l'administration, dans les organes collégiaux et autres, de l'Etat, de l'économie, de l'enseignement, de la culture, etc.

La classe ouvrière dit son mot et prend position à propos de tout: des plus importants problèmes idéologiques, politiques, économiques, culturels et sociaux. Elle donne le ton aux vastes campagnes

politiques d'élections aux organes du pouvoir populaire, elle propose des candidatures, participe activement à la discussion de celles-ci, donne sa voix pour ses meilleurs fils et filles. Les directives des plans quinquennaux sont toujours largement discutées par la classe ouvrière. Par ses propositions et observations, elle prend une part directe à la planification de l'économie nationale.

La haute mission qui incombe à la classe ouvrière dans l'édification du socialisme et du communisme, la position qui est la sienne dans cette oeuvre et le rôle qu'elle y jouera, lui imposent d'exercer son contrôle durant toute la période de la dictature du prolétariat, période du développement continu de la lutte de classe dans tous les domaines, à l'échelle nationale et internationale.

Le contrôle de la classe ouvrière

Le contrôle exercé par la classe ouvrière est inséparable de son rôle dirigeant et de celui de son Parti dans toute la vie du pays. Au lendemain de l'instauration du pouvoir populaire, lorsqu'elle était encore petite en nombre et n'avait pas encore atteint le niveau idéologique et politique qui est le sien aujourd'hui, la classe ouvrière exerçait surtout son contrôle et sa fonction de direction à travers son Parti et son Etat, ce qui équivalait, quant au fond, à un contrôle de la classe ouvrière elle-même, ce contrôle étant exercé en son nom et dans son intérêt. Mais, dans le même temps, la classe ouvrière, sous diverses formes, a également exercé un contrôle direct, qui est allé constamment se raffermissant et se perfectionnant.

Le contrôle ouvrier a crû et s'est raffermi au cours des étapes successives du développement socialiste du pays. Dans les conditions actuelles, il connaît un nouveau développement et est porté à un plus haut niveau.

Le contrôle exercé directement par la classe ouvrière est une action consciente de celle-ci, une forme de sa participation à la solution des problèmes de l'édification socialiste, une vivante manifestation de la démocratie prolétarienne en action, une arme dans la lutte contre le bureaucratisme et les survivances bourgeoises et petite-bourgeoises dans la conscience des gens. C'est un mouvement dans lequel se manifeste l'influence idéologique de la classe ouvrière sur les autres couches de travailleurs, c'est aussi une forme très efficace d'éducation des ouvriers dans l'esprit de classe.

Le contrôle de la classe ouvrière est constant, c'est une méthode permanente que pratique la classe ouvrière pour remplir son rôle dirigeant dans le système de dictature du prolétariat tout au long de la période d'édification du socialisme et du communisme, et il se poursuivra aussi longtemps que subsisteront des manifestations de bureaucratisme et d'idéologies étrangères au socialisme. L'objectif essentiel vers lequel la classe ouvrière pointe le fer de lance de son contrôle est le bureaucratisme et les diverses survivances de l'ancienne idéologie dans la conscience des hommes. Le contrôle ouvrier est un des moyens les plus sûrs dont dispose la classe ouvrière pour tenir en ses mains la dictature du prolétariat et assurer la mise en oeuvre de la ligne et du programme de son Parti. Ce n'est pas un simple processus de «contrôle», mais une composante de l'idéologie et de la pratique révolutionnaires, un processus de lutte pour l'application de la ligne du Parti.

La lutte contre le bureaucratisme, contre les conceptions et les actions étrangères et hostiles au socialisme, qui sont en opposition avec les intérêts vitaux des masses et du socialisme et qui affaiblissent si peu que ce soit la dictature du prolétariat, impose à la classe ouvrière le devoir d'exercer pleinement et directement son contrôle.

La révolutionnarisation de l'ensemble du pays, comme l'a dit le camarade Enver Hoxha, ne peut être menée à bonne fin sans la croissance continue du rôle dirigeant de la classe ouvrière, sans que son contrôle s'établisse et s'accroisse en toute circonstance, partout, sur tous et sur tout. Cette croissance est une sûre garantie de l'heureux et incessant développement de la révolution socialiste pour barrer la route à toute possibilité de dégénérescence révisionniste et bourgeoise. Dans cet ordre d'idées, l'exercice du contrôle direct de la part de la classe ouvrière est une nécessité objective.

La classe ouvrière exerce son contrôle sous trois formes principales: de haut en bas sous la forme du contrôle du Parti et de l'Etat; de bas en haut sous la forme du contrôle direct de la classe ouvrière sur l'activité de l'administration et des divers cadres; et parallèlement, sous la forme du contrôle mutuel que pratiquent les ouvriers et autres travailleurs. Ces trois formes servent un seul but. C'est pourquoi,

non seulement elles sont en parfaite unité entre elles, mais elles s'entrelacent, s'appuient et se complètent les unes les autres.

Le contrôle de l'Etat qui s'exerce de haut en bas sur l'activité de tous est, dans son essence, contrôle de la classe ouvrière, car il est conduit par les organes de sa dictature, en son nom et dans son intérêt. Toute sous-estimation de ce contrôle affaiblit en fait la dictature du prolétariat. Aussi la classe ouvrière elle-même en R.P.S. d'Albanie non seulement demande que ce contrôle se renforce et se perfectionne, mais elle lui prête toute l'aide possible.

Le contrôle d'Etat en Albanie n'est pas une fonction qui incombe seulement aux contrôleurs et aux inspecteurs, spécialisés dans le contrôle d'Etat économique et financier. Le contrôle d'Etat est exercé par toute personne ayant un poste de responsabilité dans les organes de l'Etat et dans les organismes économiques, dans le cadre de leurs attributions, surtout par les personnes élues à ces organes par la masse. Toute personne ayant pour attribution d'exercer le contrôle d'Etat a également pour devoir de soumettre sa propre activité au contrôle ouvrier; elle contrôle donc, mais est à la fois contrôlée par la classe ouvrière, par les masses travailleuses, de même qu'elle est contrôlée par les organes suprêmes de l'Etat, ou par son supérieur direct.

Le contrôle de la part du Parti et de l'Etat est, quant au fond, contrôle ouvrier, mais il ne peut en aucune manière se substituer au contrôle direct de la classe ouvrière. Le contrôle direct de la classe ouvrière signifie la participation directe des ouvriers à la solution des problèmes politiques, économiques, culturels, sociaux, etc., à l'intérieur et en dehors de l'entreprise, dans toute la vie du pays. A travers ce contrôle, la classe ouvrière influe idéologiquement sur l'intelligentsia populaire, sur la paysannerie coopératrice, sur la jeunesse, et sur l'appareil administratif dans le sens de l'élimination de toutes les tares de l'ancienne société et de l'implantation de l'idéologie et de la morale prolétariennes.

Le contrôle direct de la classe ouvrière dans tous les domaines de la vie du peuple est indispensable pour que soit préservée la pureté de la dictature du prolétariat et qu'elle soit constamment renforcée.

Aujourd'hui, le contrôle direct de la classe ouvrière a un caractère de masse et il est multiforme; il a été porté à un nouveau degré, supérieur. Il s'est transformé en un puissant mouvement de bas en haut qui tend à découvrir des voies et des moyens permettant à la classe ouvrière de l'exercer directement partout, sur quiconque et sur toute chose. Le contrôle ouvrier est en croissance constante et il se transforme d'un contrôle étroit de groupe et de commissions en un contrôle plus large et plus massif, il passe des petits problèmes aux problèmes plus fondamentaux, de l'action à l'intérieur de l'entreprise à l'action en dehors de celle-ci, de la pratique des simples campagnes à une activité plus systématique, de la simple constatation à une action active tendant à régler les problèmes, du contrôle clos dans les bureaux à une confrontation et à une discussion publiques, d'une action organisée et inspirée d'en haut à une action menée sur l'initiative même de la classe ouvrière.

Le contrôle ouvrier s'exerce en premier lieu à l'intérieur de chaque entreprise, sur toute son activité, depuis celle du directeur jusqu'à celle du travailleur le moins qualifié. Les ouvriers élaborent le plan de production, en contrôlent l'exécution, s'intéressent à la révolutionnarisation incessante de la production. Le directeur de l'entreprise, au cours des réunions des organisations professionnelles, rend compte périodiquement aux ouvriers des divers problèmes qui se posent pour la bonne marche de l'établissement. L'ouvrier, à l'entreprise, n'est pas seulement une paire de bras, il est avant tout un homme politique qui s'intéresse au bon fonctionnement de l'exploitation, et non seulement aux questions d'ordre économique, mais à tous les problèmes politiques, idéologiques, culturels et sociaux; il ne s'intéresse pas à des futilités, mais aux problèmes fondamentaux de l'établissement; il ne se contente pas de déceler les insuffisances et les défauts, mais veille à ce qu'il y soit remédié à temps.

Par ailleurs, la classe ouvrière ne borne pas son activité à l'intérieur des murs de l'entreprise. Elle ne regarde pas son rôle de direction et de contrôle comme devant se limiter aux questions relatives à la production, ce qui serait glisser dans l'économisme, mais elle étend son action à tous les secteurs d'activité, en donnant la primauté à la politique. Elle s'intéresse à ce que le travail marche bien partout, à ce que partout domine son esprit, à ce que toute la vie du pays soit pénétrée de l'idéologie marxiste-léniniste, l'idéologie de son Parti. Cela se réalise au mieux à travers la participation à grande échelle des ouvriers aux instances et aux organes dirigeants de l'Etat, des organisations politiques, sociales,

culturelles, à travers leur participation aux grands débats populaires, aux conférences, consultations, rencontres, sessions scientifiques, réunions littéraires et artistiques, à l'organisation d'enquêtes, etc. etc.

La classe ouvrière, grâce à son expérience, prête un important appui, efficace et concret, à la paysannerie pour l'organisation du contrôle d'en bas. A cette fin, en tant que classe au pouvoir, elle exerce aussi son contrôle direct sur les campagnes. Ce contrôle est un moyen d'éducation socialiste de la paysannerie coopératrice, il sert à renforcer l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie travailleuse, à réduire les disparités essentielles entre la ville et la campagne, à raffermir encore davantage la démocratie coopérative. Ce contrôle s'exerce dans un esprit de camaraderie et avec la vaste participation de la masse des coopérateurs. La pratique a donné naissance à maintes formes d'action et de contrôle directs de la classe ouvrière à la campagne. Citons, entre autres, la contribution des ouvriers qui y ont leur famille ou qui y habitent eux-mêmes, les jumelages entre les lieux de travail et de production, d'une part, et les coopératives agricoles, de l'autre, l'envoi d'ouvriers et de cadres à la campagne pour un temps déterminé, les actions de masse et les campagnes diverses, etc.

La classe ouvrière joue également un grand rôle dans le domaine de l'instruction et de la culture. Le contrôle ouvrier dans ce secteur revêt une grande importance pour l'éducation de l'intelligentsia populaire, pour combattre chez elle les manifestations d'intellectualisme, de technocratisme, d'arrivisme et d'ambition mesquine, étrangères à l'esprit du socialisme, pour faire en sorte que son activité et son oeuvre créatrices soient toutes pénétrées de l'idéologie de la classe ouvrière, de la ligne du Parti. Mais ce contrôle sert aussi à rendre les cadres et l'intelligentsia encore plus conscients du fait qu'en Albanie c'est la classe ouvrière qui est au pouvoir, qu'elle est la force dirigeante dans le système de la dictature du prolétariat, à leur faire prendre encore mieux conscience du rôle et de la place qui doivent être les leurs au service de la classe ouvrière, de la cause du socialisme et de la révolution.

Le contrôle direct de la classe ouvrière devient d'autant plus effectif du fait que celle-ci se rend mieux compte que la consolidation de la dictature du prolétariat, l'édification du socialisme et du communisme, l'élimination du danger d'apparition du révisionnisme et de restauration du capitalisme dépendent en définitive du rôle dirigeant qu'elle remplit dans la société.

Un des traits du contrôle ouvrier est qu'il ne connaît pas de limites et qu'il s'exerce sur tous et à propos de tout, qu'il est donc général. Tous, sans exception, cadres, instances, conseils, administrations, commissions ou ouvriers, sont soumis au contrôle direct de la classe ouvrière car nul, qu'il soit dirigeant, employé, ingénieur, technicien, chef d'équipe, enseignant, artiste, ouvrier, cadre communiste ou autre n'est à l'abri des survivances bourgeoises ou petites-bourgeoises. Ainsi est mise en oeuvre le plus parfaitement possible l'idée que le contrôle ouvrier est exercé sur tous par la classe ouvrière tout entière et non pas par certains seulement, voire sur les ouvriers eux-mêmes, et qu'il est fondé sur l'idéologie de classe, sur ses intérêts vitaux.

Toutes ces formes d'action illustrent le grand rôle d'avant-garde et déterminant que joue la classe ouvrière en Albanie. Consciente de cette mission historique, elle s'efforce d'élever encore son niveau de formation politique et idéologique, d'assimiler encore mieux le marxisme-léninisme, les décisions du Parti et les enseignements du camarade Enver Hoxha, de s'éduquer encore plus à fond suivant l'idéologie de classe, suivant les normes de classe, d'accroître son élan et son hardiesse révolutionnaires de classe. «Notre classe ouvrière a dit le camarade Enver Hoxha — a pris le pouvoir, elle est au pouvoir et elle a tous les moyens et toutes les possibilités d'édifier la société sans classes, d'édifier le socialisme et le communisme et, pour mener ces tâches à bien, il lui faut se tremper avant tout elle-même, puis tremper les masses à son exemple.»

La paysannerie coopératrice

Avant la Libération, la paysannerie constituait la majorité écrasante de la population albanaise. Certes, elle était culturellement arriérée, mais elle conservait de hautes traditions révolutionnaires, créées dans la lutte incessante pour la liberté et la terre, contre l'oppression et l'exploitation des latifondiaires, contre les commerçants, les usuriers, contre les régimes antipopulaires antérieurs et surtout contre les oppresseurs étrangers. En conséquence, elle devint le réservoir et la force armée essentiels de la Lutte de libération nationale, l'appui le plus solide de la classe ouvrière et du Parti communiste d'Albanie et, durant toute la Lutte de libération, elle fit preuve d'un patriotisme et d'un héroïsme élevés. Seule la paysannerie riche, les notabilités paysannes, se lièrent aux organisations traîtresses de la bourgeoisie et

de la classe latifondiaire et aux envahisseurs étrangers, devenant leur support à la campagne dans l'espoir de préserver leurs privilèges.

Après la Libération, la paysannerie, qui avait été jusque-là une classe de petits producteurs épars, dont l'existence était fondée sur la propriété privée, le travail individuel et la technique primitive, une classe exploitée par les beys, agas, koulaks, commerçants et usuriers, se transforma en une classe entièrement nouvelle. La paysannerie en Albanie s'est affranchie de l'exploitation, son travail et ses ressources reposent sur la propriété sociale coopérative, sur le travail collectif et la technique avancée. En alliance étroite avec la classe ouvrière et sous sa conduite, la paysannerie coopératrice prend activement part à la direction de l'Etat socialiste.

L'instauration du pouvoir populaire en Albanie a mis un terme à l'exploitation de la campagne par les villes, à la spoliation de la paysannerie par les classes exploiteuses. La ville, autrefois centre d'exploitation de la campagne, est devenue aujourd'hui pour la campagne un centre de soutien économique, politique et culturel. La grande aide que la ville a prêtée à la paysannerie pour liquider les beys, les agas et les koulaks ainsi que pour équiper systématiquement les cultivateurs et les coopératives agricoles en tracteurs et autres machines, a renforcé son alliance avec la classe ouvrière, en a fait une amitié solide.

Grâce à la ville socialiste, la campagne a été pourvue de forces nouvelles et puissantes. Les liens de l'industrie et de l'agriculture se renforcent de jour en jour. De la méfiance d'autrefois, et encore moins de l'inimitié que nourrissait la campagne à l'encontre de la ville, il ne reste plus la moindre trace. Les intérêts des ouvriers et des paysans convergent sur une seule voie commune, la voie du renforcement du régime socialiste et de l'édification du socialisme.

Les nouvelles conditions de travail créées dans les grandes exploitations agricoles socialistes que sont les coopératives agricoles ont entraîné à la campagne des transformations radicales. Les ténèbres et l'ignorance qui régnaient autrefois dans les villages ont à jamais disparu. Aujourd'hui, toute la jeunesse des campagnes est dotée d'une instruction d'au moins huit ans, cependant que beaucoup de jeunes ruraux ont terminé leurs études secondaires ou supérieures.

L'achèvement de la collectivisation ainsi que le développement et le renforcement continu du système coopératif ont créé de nouvelles conditions sociales et matérielles, qui ont entraîné à leur tour la transformation de la conscience de la paysannerie. On a vu éclore et se raffermir le sentiment de la propriété et du travail collectifs, partant, l'esprit de collectivisation socialiste. Le paysan qui, jusqu'à hier, fondait ses espoirs d'avenir sur la propriété et le travail individuels, ne voit, désormais, son avenir que dans la propriété et le travail collectifs. Si au moment de la mise sur pied de sa coopérative le paysan faisait tout ce qu'il pouvait pour garder un morceau de terrain aussi étendu que possible, par la suite, il a réduit ce lopin au minimum, et, dans l'avenir, quand il comprendra parfaitement que la propriété commune lui assure tous ses besoins, il y renoncera complètement de son plein gré. Si, hier encore, il consacrait une bonne part de son attention et de son effort à son enclos personnel, aujourd'hui il se consacre tout entier à la propriété commune. Le même processus se constate également en ce qui concerne le bétail élevé par les coopérateurs dans leurs enclos personnels. Le sentiment de la collectivité socialiste pénètre de plus en plus profondément dans la conscience des coopérateurs conformément au principe: «Tous pour un, un pour tous». Le mouvement révolutionnaire des coopératives des zones de plaines pour aider leurs camarades des coopératives des zones reculées de montagnes en cadres et en moyens matériels, ainsi que celui de l'échange volontaire de travailleurs pour plusieurs mois, entre les coopératives du nord et du sud du pays, mouvements qui se sont déclenchés ces dernières années, sont le meilleur témoignage de cette évolution morale. La formation de nouvelles conceptions se reflète dans de nombreux domaines de la vie et de l'activité quotidienne des coopérateurs comme dans l'enseignement, la culture, la santé, le mode de vie, les problèmes sociaux et ceux des services communaux, etc. La collectivisation de l'agriculture a créé des possibilités pratiques à la participation de la femme à la production sociale et elle a ouvert la voie à son émancipation économique et sociale, dans la société comme dans la famille. Dans la conscience du paysan albanais ne cesse ainsi de s'accomplir une authentique révolution.

Sur la base des succès obtenus, une nouvelle tâche se pose: celle de la révolutionnarisation encore plus approfondie de la production et de l'éducation, avec pour objectif la réduction, puis la liquidation des

différences essentielles entre la ville et la campagne, entre l'industrie et l'agriculture, entre la classe ouvrière et la paysannerie, ainsi que des inégalités de développement entre les coopératives des zones de plaines et celles des zones des montagnes; la tâche de l'approfondissement de la révolution idéologique et culturelle en promouvant les mouvements révolutionnaires, en développant plus avant la démocratie intérieure et la ligne de masse, en intensifiant la lutte contre les coutumes arriérées, les croyances religieuses, le conservatisme et le bureaucratisme, etc., et en accélérant le processus de socialisation de l'économie domestique.

L'achèvement de l'électrification en 1971 qui s'est accompagnée de la propagation de la radio et de la télévision dans les campagnes les plus reculées, ainsi que l'emploi d'appareils électriques dans les processus de production et dans l'économie domestique, la révolutionnarisation plus poussée de l'école, l'extension du réseau routier aux villages, leur rattachement au réseau téléphonique, etc., ont donné une première et importante poussée à la vie matérielle et socio-culturelle dans les campagnes socialistes. Il est caractéristique que, dans cette voie, cheminent côte à côte les paysans des zones de plaines et ceux des zones de montagnes, ceux qui ont été parmi les premiers à adhérer aux coopératives et ceux qui ne l'ont fait que plus tard. Il convient de souligner ici le bond important accompli dans ce sens par les coopératives des zones reculées de montagnes, où la renonciation à l'intérêt individuel, au sentiment de la propriété privée, et la liquidation du retard économique et socio-culturel sont relativement plus rapides que dans les autres zones. Cela s'explique par le fait que la collectivisation dans ces zones s'est réalisée dans des conditions particulières bien plus favorables.

Ainsi l'action du pouvoir populaire, l'aide des villes et de la classe ouvrière, la mise sur pied de grandes exploitations socialistes ne cessent de modifier la physionomie de nos campagnes et de la paysannerie coopératrice.

L'alliance indestructible de la classe ouvrière et de la paysannerie

L'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie est une forme particulière de collaboration entre la classe ouvrière et la paysannerie, sous la conduite de la classe ouvrière, alliance forgée dans la Lutte pour la libération nationale et l'émancipation sociale et dans l'édification du socialisme et du communisme en Albanie. Elle est la base du pouvoir populaire.

L'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie est le principe suprême de la dictature du prolétariat. Les intérêts fondamentaux de la classe ouvrière concordent pleinement avec ceux de la paysannerie — l'une comme l'autre sont intéressées à voir disparaître l'exploitation et construire la société socialiste. C'est là le fondement de leur alliance.

Le rôle dirigeant dans cette alliance revient à la classe ouvrière. La classe ouvrière, avec son parti et son idéologie, est en mesure de diriger toute la vie du pays, d'identifier ses intérêts à ceux de la paysannerie pour réduire les différences entre la ville et la campagne, pour établir et perfectionner les rapports socialistes dans les campagnes, pour renforcer encore davantage l'amitié fraternelle qui unit ces deux classes.

L'établissement d'un juste rapport entre les rôles respectifs de la classe ouvrière et de la paysannerie travailleuse est une question fondamentale pour la victoire de la révolution et du socialisme.

Les mesures prises par le pouvoir populaire pour le développement des campagnes ont amené la paysannerie à regarder la dictature du prolétariat comme son propre pouvoir, car c'est le premier pouvoir qui a réalisé ses vœux et ses rêves séculaires, qui lui a assuré la terre et la liberté, l'a tiré de la misère et de son état arriéré et lui a garanti un progrès rapide dans tous les domaines, sur la voie du socialisme.

A l'aide que lui prête la classe ouvrière et à la sollicitude que celle-ci témoigne pour le développement général du village, la paysannerie coopératrice a répondu en se mobilisant toujours davantage au travail et en accroissant constamment les productions végétales et animales, satisfaisant ainsi toujours mieux les besoins des travailleurs et de l'industrie du pays en ces produits.

Cela a eu pour effet de cimenter encore plus solidement son alliance avec la classe ouvrière et de créer entre elles une puissante unité combattante et une communauté d'intérêts. La collectivisation intégrale de l'agriculture et le grand travail mené pour le renforcement des coopératives, pour une révolution

véritable dans le développement accéléré de l'agriculture et plus généralement des régions rurales, sous le mot d'ordre «l'agriculture est l'affaire de tous», ont donné un nouveau contenu aux rapports entre la ville et la campagne et porté ces rapports à un degré supérieur. Dans ces circonstances, des conditions plus favorables ont été créées pour que la classe ouvrière puisse prêter une aide plus large et plus profonde au village. La classe ouvrière, non seulement à travers son Etat, mais directement, en tant que classe dirigeante, s'est engagée à concourir à la solution des problèmes d'ordre politique, idéologique, économique, culturel, propres au système socialiste et qui touchent la campagne.

Le mouvement tendant à venir en aide à la campagne s'est matérialisé sous de multiples formes. L'une d'entre elles est le déplacement des ouvriers qui se rendent bénévolement dans les zones les plus reculées des montagnes et dans d'autres coopératives agricoles pour y travailler et y vivre aux côtés des paysans, et qui, par leur exemple et leur attitude envers le travail, inculquent aux paysans l'idéologie prolétarienne, pour combattre les conceptions petites-bourgeoises, féodales, religieuses et patriarcales, introduisant ainsi dans ces zones relativement retardataires un nouveau style de travail et un nouveau mode de vie.

Le renforcement des exploitations coopératives, l'accroissement de la production, le développement social et culturel des campagnes, l'introduction en masse dans les régions rurales de maints éléments du mode de vie urbain, l'éclairage électrique, le cinéma, les foyers de culture, les magasins, les services publics, les petites fabriques et petits ateliers, etc., ont fait apparaître le besoin de spécialistes pour les campagnes. Dans ce sens également la solidarité de classe de la classe ouvrière à l'égard de la paysannerie et l'aide qu'elle lui prête sont très significatives. De nombreux coopérateurs ont été accueillis en amis par des familles d'ouvriers de la ville, auprès desquelles ils ont vécu deux ou trois mois pour y apprendre le métier d'électricien, de tailleur, de tourneur, de menuisier, etc.

Les actions de la classe ouvrière, pour venir en aide aux coopératives agricoles à l'occasion des importantes campagnes saisonnières ont, en particulier, un caractère de masse marqué. Des dizaines de milliers de travailleurs des villes se rendent dans les coopératives agricoles et, aux côtés des coopérateurs, participent aux façons culturales, à la moisson, au battage, ainsi qu'au défrichage de terres nouvelles, à l'aménagement des systèmes d'irrigation, etc., cependant que leurs camarades restés à l'usine ou au bureau se chargent bénévolement d'accomplir leurs tâches. La classe ouvrière s'est engagée totalement à mener à bien l'électrification intégrale des villages. Non contente de préparer le matériel nécessaire pour l'électrification, elle a participé directement avec ses spécialistes à l'extension du réseau électrique sur un terrain de montagne particulièrement rude.

Le champ d'action de la classe ouvrière dans les campagnes est des plus vastes. Une vaste lutte idéologique y est menée contre le sentiment d'individualisme, pour le raffermissement de la propriété collective, on s'y bat pour instaurer une attitude socialiste révolutionnaire à l'égard du travail. On y lutte aussi contre les survivances de vaines croyances et de coutumes arriérées, pour y inculquer et y consolider la conception marxiste du monde, pour y faire adopter de nouveaux usages socialistes qui sont conformes à notre époque, pour l'émancipation complète de la femme, etc. Les ouvriers, en se rendant dans les villages, s'engagent dans cette lutte idéologique en prêchant d'exemple, en y manifestant l'ardeur, l'initiative, l'esprit révolutionnaire, l'héroïsme de leur classe, ses hautes qualités morales.

Toutes ces formes d'action ont renforcé encore davantage l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie coopératrice, cimentant ainsi la base politique du pouvoir populaire.

L'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie coopératrice est consacrée par la nouvelle Constitution de la R.P.S. d'Albanie. On lit dans le préambule de cette Constitution: «En Albanie socialiste, la classe ouvrière est la classe dirigeante de l'Etat et de la société. De nouveaux rapports d'entraide et de coopération ont été établis entre les deux classes sociales amies, la classe ouvrière et la paysannerie coopératrice, et entre elles et la couche de l'intelligentsia populaire.»

L'article 2 de la Constitution précise:

«La République Populaire Socialiste d'Albanie est un Etat de dictature du prolétariat qui exprime et défend les intérêts de tous les travailleurs.»

«La République Populaire Socialiste d'Albanie repose sur l'unité du peuple autour du Parti du Travail et elle a pour fondement l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie coopératrice sous la direction de la classe ouvrière».

L'intelligentsia populaire

L'intelligentsia en Albanie ne constitue pas une classe distincte. En effet, elle est issue principalement de la classe ouvrière et de la paysannerie coopératrice et elle n'occupe pas une place à part dans la production sociale. Avant la Libération, les intellectuels, peu nombreux, étaient, pour la plupart, au service des classes dominantes pour les aider à s'enrichir et à renforcer leur pouvoir. D'ailleurs, la majorité écrasante des intellectuels provenait des classes dominantes du pays.

La révolution populaire divisa l'intelligentsia en deux camps: un certain nombre de ses membres se rangea aux côtés des occupants étrangers et des traîtres au pays, cependant que, dans sa majorité, elle se rallia au peuple travailleur dans la difficile bataille menée pour la libération du pays, puis pour l'édification du socialisme.

Toutefois, cette ancienne intelligentsia qui choisit la voie de la révolution était numériquement très petite. Pour mener à bien les tâches de l'édification du pays, il importait de créer une intelligentsia populaire nouvelle, une armée de scientifiques, d'ingénieurs, de chimistes, de professeurs, d'écrivains, d'artistes, etc. C'est précisément une telle intelligentsia que la classe ouvrière et la paysannerie coopératrice engendrèrent de leurs rangs; elle fut éduquée par le Parti clans un esprit révolutionnaire et elle n'a cessé d'apporter sa contribution à la cause de l'édification de la société nouvelle.

L'intelligentsia révolutionnaire ne connaît pas l'exploitation, elle sert le peuple travailleur, la cause du socialisme et toutes les possibilités lui sont créées pour mettre fructueusement en application ses connaissances.

Le pouvoir populaire a accordé une importance primordiale à la formation des cadres. L'Albanie, en 1938, ne comptait que 380 cadres supérieurs et près de 2.000 cadres secondaires, dont 1.600 enseignants. Aujourd'hui, par contre, il existe en Albanie des dizaines de milliers de cadres supérieurs et moyens et leur nombre ne cesse d'augmenter. Le nombre des cadres représente environ un cinquième du total des travailleurs de notre pays. Cet important contingent de cadres constitue un précieux trésor. Chaque année en Albanie sont diplômés environ 2.000 cadres supérieurs. Nos établissements d'enseignement supérieur forment les cadres des diverses branches, nécessaires au pays.

L'intelligentsia en Albanie a toujours été l'objet d'une haute appréciation. Elle joue un rôle important dans l'heureux développement du processus d'édification intégrale de la société socialiste. Sans son concours, ce processus ne peut progresser avec succès. Sa conception du monde, ses objectifs et ses intérêts déterminent ses liens avec la classe ouvrière et la paysannerie coopératrice.

Toutefois, si l'intelligentsia populaire est l'intelligentsia de la société socialiste, elle n'est pas pour autant à l'abri des influences de l'idéologie bourgeoise. Ces influences risquent d'engendrer des conceptions et des comportements intellectualistes, qui peuvent se traduire par la tendance à s'isoler des masses, à détacher la théorie de la pratique, de la vie, des problèmes de l'édification du socialisme, à mépriser le rôle et l'expérience des masses, à surestimer le rôle du travail intellectuel et ceux qui s'y adonnent, et à déprécier au contraire le travail manuel et les gens qui s'y consacrent. Aussi, en République Populaire Socialiste d'Albanie, l'éducation et le façonnement de l'intelligentsia populaire sont-ils l'objet d'une attention particulière.

Dans le creuset du travail

Un des aspects les plus importants des rapports de production socialistes est l'établissement de rapports judicieux entre les dirigeants et les masses dans tous les domaines de la vie et de l'activité du pays.

L'expérience historique et la pratique quotidienne ont nettement démontré que dans la société capitaliste l'existence de contradictions entre les masses laborieuses, d'une part, et les cadres dirigeants, de l'autre, est inévitable; par ailleurs, cette contradiction existe également dans la société socialiste. Mais alors que dans la société capitaliste elle revêt un caractère antagoniste, dans la société socialiste son caractère est non antagoniste, c'est une contradiction au sein du peuple, car les cadres

servent les intérêts des masses laborieuses, et les rapports entre les cadres et les masses sont édifiés sur la base d'une collaboration amicale et fraternelle et non pas sur la base de l'exploitation comme dans la société capitaliste. Il faut souligner cependant qu'en régime socialiste, si la contradiction entre les cadres et les masses n'est pas résolue par la juste voie, elle se transforme inéluctablement de contradiction non antagoniste au sein du peuple en contradiction antagoniste, hostile, irréductible et les cadres commencent à s'opposer à la masse, à s'opposer aux intérêts des masses laborieuses, se transforment graduellement en exploiters de celles-ci et, de ce fait, les rapports de production socialistes se convertissent en rapports entre exploiters et exploités, autrement dit en rapports capitalistes. C'est ce qui s'est produit aujourd'hui dans les pays révisionnistes. Afin de prévenir la bureaucratisation de l'intelligentsia, il a été pris toute une série de mesures. Telles notamment la rotation des cadres des postes de direction au travail à la base, et de l'administration à la production et inversement, la promotion aux organes dirigeants de beaucoup de personnes travaillant à la production, surtout d'éléments de la classe ouvrière, l'abaissement des traitements élevés et l'harmonisation du niveau de vie des cadres avec celui des masses, l'approfondissement de la ligne de masse dans la répartition des cadres, le renforcement de l'éducation idéologico-politique marxiste-léniniste des cadres et la lutte contre les manifestations de technocratie, etc. Cependant, la mesure principale qui empêche les cadres de se couper des masses, de s'opposer à elles, de se transformer de serviteurs du peuple qu'ils doivent être en ses dominateurs, consiste dans leur participation au travail directement productif.

En République Populaire Socialiste d'Albanie, il a désormais été érigé en principe de la vie sociale que, à l'exception des personnes âgées et de celles qui en sont empêchées par leur état de santé ou leurs insuffisantes capacités physiques, tous les cadres de l'administration, des appareils et des organes de l'Etat, de l'économie, du Parti, des organisations sociales, les cadres militaires, ceux de l'intelligentsia, des entreprises d'Etat et des coopératives agricoles, participent régulièrement, dans une mesure déterminée, au travail directement productif. A la fabrique ou à l'entreprise, le brigadier ou le chef d'atelier, l'ingénieur ou le directeur d'entreprise les employés de l'administration, quels qu'ils soient, travaillant côte à côte avec les ouvriers, ne se distinguent pas du simple ouvrier.

Une série d'importantes initiatives ont été prises dans ce sens par les cadres et l'intelligentsia. Elles ont été largement appuyées dans tout le pays et se sont transformées en un puissant mouvement révolutionnaire de masse.

«Ces initiatives louables — a dit le camarade Enver Hoxha — procèdent d'une haute conscience idéologique et politique, car ceux qui les prennent et les mettent à exécution se fondent avec les masses, réduisent l'écart entre le travail intellectuel et le travail manuel... Ces initiatives révolutionnarisent encore davantage les conceptions du travail de direction, établissent sur ces questions des normes d'un profond contenu révolutionnaire marxiste-léniniste...» «Les cadres, souligne-t-il, doivent mettre la main à la pâte et souiller leurs chaussures, pour voir non seulement d'en haut, mais aussi d'en bas, les préoccupations, les besoins et les tâches de chacun, afin de se dépouiller de tout bureaucratisme, de toute présomption et arrogance, de la maladie du commandement et du favoritisme, qui apparaissent davantage chez ceux qui, investis de pouvoirs, se figurent être les seuls à tout créer, être indispensables à la bonne marche du travail».

La participation des cadres dirigeants et de tous les intellectuels au travail directement productif constitue un aspect de notre vie sociale d'une haute valeur de principe, d'importance vitale pour la cause du socialisme.

La participation de l'intelligentsia au travail productif intéresse l'établissement, la sauvegarde et le perfectionnement de rapports authentiquement socialistes dans la société, l'instauration de rapports judicieux entre les cadres dirigeants et les larges masses laborieuses des villes et des campagnes.

La participation des cadres dirigeants et des intellectuels au travail productif constitue un important problème de principe du fait également qu'elle concourt au renforcement de l'unité morale et politique du peuple dans la lutte pour l'édification du socialisme; elle empêche la rupture de la théorie d'avec la pratique et constitue une voie concrète et efficace en vue de l'atténuation progressive du contraste entre le travail manuel et intellectuel.

Chapitre V — Les traits de la morale nouvelle

Il est des phénomènes que l'on ne peut calculer ni estimer en chiffres. Les traits de la morale nouvelle qui s'est instaurée en Albanie sont précisément de ces phénomènes.

Dans le passé, coexistaient dans le pays plusieurs morales, — féodale, patriarcale et bourgeoise — qui, consacrées par l'idéologie religieuse, s'étaient propagées et avaient poussé de profondes racines dans les diverses couches de travailleurs. Elles avaient engendré des conceptions, traditions et coutumes rétrogrades et réactionnaires, des normes de vie conservatrices et patriarcales. Leur force était telle que, aujourd'hui encore, alors que la base économique-sociale qui leur a donné naissance et les a alimentées est transformée, parfois elles agissent et se manifestent encore dans la vie des masses travailleuses. Et malgré tout, il s'est formé dans notre pays, en même temps, qu'un monde nouveau, socialiste, un homme nouveau, pénétré d'un esprit élevé révolutionnaire et prêt à accomplir des actes d'héroïsme et à consentir n'importe quel sacrifice pour la patrie et le socialisme. Les principales caractéristiques de l'homme nouveau de chez nous sont l'esprit de collectivité, le patriotisme socialiste et l'internationalisme, la nouvelle attitude envers le travail et la propriété socialiste.

L'instauration de l'esprit de collectivité est l'une des plus grandes victoires de notre révolution populaire.

Alors que dans le monde fondé sur la concurrence et la lutte farouche pour l'existence, tous les moyens qui permettent de s'enrichir sont licites et qu'y règnent les principes «Homo homini lupus» et «chacun pour soi et Dieu pour tous», en régime socialiste, les principes dominants sont totalement opposés. C'est ainsi qu'en Albanie, où le bien-être de chacun dépend du bien-être de tous, où les intérêts de tous se situent sur le même plan, les rapports d'entraide amicale, de collaboration sociale sont des phénomènes courants. Dans leurs rapports entre eux les gens ont pour devise «un pour tous, tous pour un».

L'esprit collectif est celui qui préside à une union militante de gens animés des mêmes idéaux et tendant à un même but. Plus ce but est élevé et plus puissants deviennent l'unité et l'esprit militant. Le but de la société socialiste en R.P.S. d'Albanie est l'édification du socialisme, puis du communisme. Cet objectif élevé unit les Albanais comme un seul homme, les rend invincibles.

La force de l'homme en R.P.S. d'Albanie réside dans ses liens avec le collectif. En dehors de la société socialiste il n'existe pas de bonheur pour l'individu.

Notre vie est remplie d'innombrables exemples qui illustrent l'empressement des gens de chez nous à s'entraider.

Le 30 novembre 1967, un violent tremblement de terre ravagea les districts de Dibër et de Librazhd. Quelques 3.500 maisons furent complètement détruites ou rendues inhabitables, 41 écoles et de nombreux bâtiments sociaux et d'exploitation des coopératives agricoles ou de l'Etat, furent gravement endommagés. Le total des constructions détruites ou endommagées s'éleva à 5.866.

Mais le Parti et le gouvernement se trouvèrent dès les premiers instants aux côtés des sinistrés; le peuple albanais tout entier se dressa comme à un appel au combat avec le sentiment élevé de patriotisme et de solidarité révolutionnaire qui le caractérise. Le Parti et le gouvernement décidèrent que toutes les constructions détruites ou endommagées par le tremblement de terre seraient reconstruites ou réparées avant la fin de décembre 1967, autrement dit en un mois, la totalité des frais de ces travaux étant à la charge de l'Etat. En outre, des secours matériels immédiats furent accordés par l'Etat aux familles les plus gravement éprouvées. Des milliers de travailleurs et de spécialistes de toutes les régions d'Albanie formèrent des brigades de volontaires qui se rendirent dans les régions sinistrées pour leur apporter leur aide fraternelle. Les difficultés créées purent ainsi être surmontées et les travailleurs de ces districts poursuivirent normalement aux côtés du peuple entier la lutte pour l'édification socialiste du pays.

Les dirigeants du Parti et de l'Etat, les camarades Enver Hoxha, Premier secrétaire du Comité Central du Parti du Travail Haxhi Lleshi, Président du présidium de l'Assemblée populaire, et Mehmet Shehu, président du Conseil des ministres se rendirent sur place pour exprimer leur solidarité à la population et discuter des mesures à prendre par les organes du pouvoir populaire.

Dans le froid et la neige, la vaillante population patriote de Dibër et de Librazhd, épaulée par des milliers de volontaires venus de tous les côtés du pays, en lutte contre les graves intempéries, travailla avec héroïsme et mena à bien la tâche fixée avant le terme prévu par la décision du gouvernement.

Si le tremblement de terre ruina des bâtiments, il ne put ébranler le grand cœur de l'homme de chez nous tel que l'a façonné le Parti. La vie, en Albanie socialiste, est édifiée de telle façon que tous les hommes, telle une grande famille, ressentent ensemble joies et douleurs. L'Albanie entière se leva pour aller au secours des régions sinistrées. Plus de 19.400 personnes, dont 5.293 spécialistes, participèrent à l'oeuvre de reconstruction, effectuant un total de 388.500 journées-travail. De divers points du pays furent envoyés 3.200.000 briques, 1.190.000 tuiles, 36.000 m² de carton goudronné, 24.000 m² de plaques de fibres pressées, 16.000 m² de plaques d'amiante-ciment, 23.400 m³ de plaques de fibre-ciment, 24.000 m² de panneaux de déchets de bois, 3.500 m³ de placages d'agglomérés, 9.400 m² de vitres, 95 t de clous, 1.530 t de chaux, 925 t de ciment, des milliers de mètres cubes de bois d'oeuvre, 3.640 portes et fenêtres, 6.070 poutres en béton, 800 fermes en fer, 65 maisons préfabriquées, 10.000 m² de feuilles de matière plastiques, on y a envoyé en outre 1.300 véhicules, 42 tracteurs, etc.

Deux ans plus tard, le 3 avril 1969, la même calamité naturelle frappa les districts de Fier, Tepelenë, Vlorë, Berat, Skrapar et Përmet. Les dégâts, là aussi, furent considérables. Une fois encore, tous se dressèrent et vinrent bénévolement en aide aux sinistrés. De même qu'en novembre 1967, des milliers de volontaires de tous les coins du pays gagnèrent ces districts pour y travailler aux côtés de leurs frères et soeurs sinistrés, et éliminer au plus tôt les conséquences du séisme. Des milliers d'autres décidèrent de produire à titre bénévole des matériaux nécessaires pour la remise en état des zones atteintes. Ces actes de solidarité et d'héroïsme se renouvelèrent après le tremblement de terre qui frappa une région du district de Sarandë en décembre 1975.

L'esprit militant d'attachement à la collectivité ne se manifeste pas seulement dans les jours difficiles. Il constitue un phénomène permanent de la vie albanaise. En 1967, les coopérateurs de la plaine de la Myzeqe, qui ont atteint un niveau d'exploitation économique relativement élevé, ont décidé de venir en aide aux régions reculées de montagnes en leur faisant don d'un certain nombre de génisses et de têtes de petit bétail.

L'initiative des coopérateurs de la plaine de la Myzeqe a immédiatement trouvé un écho auprès de toutes les coopératives du pays. Elle s'est propagée comme un éclair du sud au nord et à tous les coins du pays. C'est là une autre grande action patriotique qui illustre le grand principe «un pour tous, tous pour un».

Pour le peuple albanaise il n'est pas d'intérêt supérieur à celui de la société tout entière, du peuple tout entier. En Albanie socialiste le concept: «**ma** vie, **mon** bien-être» s'efface chaque jour davantage pour céder la place au concept: «**notre** vie, **notre** bien-être». La lutte menée sans relâche pour éliminer le plus possible les disparités dans la vie du pays, se concrétise dans tous les domaines. Un amour et une amitié authentiques de concitoyens, des liens étroits entre les villages et les villes, entre les plaines et les montagnes, entre le Nord et le Sud, voilà les résultats que l'on doit à l'unité d'acier du peuple albanaise autour de son Parti.

Un autre maillon important dans la chaîne des initiatives qui témoignent de la vitalité de l'esprit collectif socialiste, consiste dans les actions de masse à assauts convergents, qui ont été amorcées le 14 décembre 1969. Ce jour-là, 12.000 travailleurs du district de Dibër se mirent à la tâche en une longue file pour creuser un canal d'irrigation de 17 kilomètres de long. En 8 heures furent déblayés 42.000 m³ de terre et le canal projeté fut achevé.

A cette action vinrent verser leur sueur paysans et citadins, hommes et femmes de tous les âges et de toutes les professions, unis par un but commun: le rapide essor de l'agriculture, qui est en Albanie l'affaire du peuple tout entier.

L'action de masse du district de Dibër sert d'exemple à tout le pays. Aussitôt, par centaines et par milliers, les travailleurs de Tiranë, Durrës, Gjirokastër, Pukë, Kukës, Berat, Vlorë, de l'Albanie entière, organisèrent des actions analogues et même de plus grande ampleur, plus massives, plus fulgurantes. La force de centaines de milliers de mains unies a fait sentir ses effets à tous les coins de la patrie, elle l'a brodée de canaux de dizaines de kilomètres, de millions d'arbres fruitiers, de terrasses qui s'étagent

sur toutes les collines du littoral albanais. Chaque jour et chaque heure, la carte d'Albanie est transformée par les mains d'or du peuple.

Dans de nombreuses zones du pays les mois d'hiver sont employés à un travail intensif de défrichage de terres nouvelles. D'importants effectifs de travailleurs se consacrent à la plantation d'arbres fruitiers. On lit souvent dans la presse que de vastes superficies ont été couvertes de plants d'oliviers, d'orangers, de poiriers, de pommiers.

Les larges actions de masse à assauts convergents, qui tendent à résoudre divers problèmes du développement économique et culturel du pays, ont touché chaque village et chaque lieu de travail. L'étincelle allumée par les travailleurs du district de Dibër s'est ainsi transformée en une immense flamme révolutionnaire qui couvre tout le pays.

L'homme nouveau d'Albanie est façonné suivant les nobles principes de l'humanisme socialiste. Le terme humaniste était naturellement usité même auparavant, mais en Albanie le véritable humanisme, l'humanisme socialiste, est né en même temps que le Parti. Il a vu le jour et s'est renforcé dès l'époque de la lutte de partisans, de la lutte pour la liberté, puis ce sentiment puissant a encore grandi avec la République, avec l'homme nouveau. Et cet humanisme, comme nous l'enseigne le camarade Enver Hoxha, «...devient de jour en jour un phénomène de masse. Le profond amour de l'homme pour l'homme travailleur est la caractéristique essentielle de notre société socialiste. Toute l'énergie que chacun met dans notre pays au travail social commun a pour seul but, un noble but, la défense de la patrie, la liberté du peuple, le bien-être de l'homme, son bonheur et sa beauté morale.»

Les exemples de cet humanisme sont nombreux. Telle, entre autres la noble action de 40 travailleurs de divers âges de la S.M.T. du district de Tirana. Genc Osmani, un garçon de 16 ans, avait pris un emploi à la S.M.T. de Tirana pour y apprendre un métier. Victime d'un accident de travail, il souffrait de graves brûlures sur plus de la moitié du corps. Sa vie était en danger. Ses camarades qui le secoururent immédiatement, l'envoyèrent d'urgence à l'hôpital. Une opération de chirurgie plastique fut jugée nécessaire. A peine ses camarades de travail en eurent-ils connaissance qu'ils se réunirent et décidèrent d'offrir volontairement de leur peau pour sauver leur camarade. Voilà une manifestation très claire, typique de la solidarité, de l'esprit de sacrifice et de l'abnégation de l'homme albanais. Ce sentiment ne s'est pas développé par hasard. Dans la lutte pour le renforcement de la patrie, dans les années où il fallut surmonter des difficultés incessantes, les gens de chez nous ont senti naître en eux un puissant amour pour leurs camarades, pour les bâtisseurs, pour la patrie et la liberté, sentiments indivisibles, qui sont des composantes de la morale communiste, de l'éducation révolutionnaire de masse de nos travailleurs. Ce sont ces sentiments puissants qui poussent les gens de chez nous, en tout temps et face à toutes les situations, à donner de nobles exemples d'humanisme socialiste.

L'acte humanitaire des travailleurs de la S.M.T. de Tirana devint une source d'inspiration pour les masses travailleuses de la capitale. Il fut accompagné d'un autre acte du même genre, le don de sang en masse pour les besoins des institutions sanitaires. La première à prendre cette initiative fut l'organisation professionnelle de l'Entreprise zootechnique d'Etat. Ce même empressement fut manifesté par plusieurs centaines de travailleurs d'autres entreprises, et notamment du Combinat alimentaire «Ali Kelmendi», de l'Entreprise industrielle d'Etat de pelleteries, de la S.M.T., de la maternité, etc. Ainsi un acte d'humanisme socialiste est suivi par d'autres et de quelques personnes cet humanisme se propage pour englober les larges masses. Leur but est de prêter leur aide à leurs camarades qui en ont besoin, à ceux qui veulent et doivent se réadapter pour participer, eux aussi, à la lutte pour l'édification de la vie nouvelle. Et les gens de chez nous n'ont jamais ménagé leur aide à leurs camarades même au prix de leur vie. C'est ce qui s'est notamment produit avec les 11 héros du travail socialiste de Batre. Bravant les intempéries et un froid terrible ils se mirent en route pour retrouver leur camarade perdu, mais y sacrifièrent leur vie.

Ce sont là autant d'exemples qui attestent que le sentiment élevé d'humanisme socialiste s'est désormais emparé des masses.

L'homme nouveau en R.P.S. d'Albanie place l'intérêt général au-dessus de tout.

C'est là une des garanties essentielles du sûr acheminement de l'Albanie vers le socialisme et le communisme.

Dans le système socialiste, il existe trois sortes d'intérêts: l'intérêt général, l'intérêt collectif (de groupe) et l'intérêt personnel. Dans la société albanaise ces intérêts sont en liaison dialectique entre eux. L'intérêt général comprend en soi l'intérêt collectif et l'intérêt personnel et constitue la base sur laquelle ceux-ci se développent. Le socialisme ne nie pas l'intérêt personnel, l'existence de celui-ci étant un phénomène objectif. Mais ce qui importe c'est que la réalisation de cet intérêt ne soit pas en opposition avec l'intérêt général. En Albanie, l'exploitation et, avec elle, la base sur laquelle elle reposait, ont été supprimées et il n'existe pas de raisons objectives pour que l'intérêt personnel s'oppose à l'intérêt général. Ainsi ont été créées les prémisses pour une juste harmonisation et combinaison de l'intérêt général et des intérêts individuels. Cela se reflète dans la politique économique judicieuse de répartition du produit social total, de distribution et de redistribution du revenu national.

L'harmonisation de ces divers types d'intérêts en Albanie et la solution des contradictions qui les opposent se réalisent toujours sur la base de la primauté de l'intérêt général sur l'intérêt collectif ou personnel, de la subordination de l'intérêt personnel à l'intérêt général. C'est là un principe qui émane de la nature même du socialisme et qui caractérise la vie du pays. La mise en oeuvre de ce principe rend possible une plus juste combinaison de l'intérêt personnel et de l'intérêt général, des intérêts immédiats et des intérêts à long terme, en vue d'assurer une amélioration constante du bien-être des travailleurs.

A l'étape actuelle, le Parti du Travail d'Albanie a intensifié la lutte dans ce sens en combinant l'éducation idéologique des masses avec leur activité pratique révolutionnaire.

Le rapport entre ces différents types d'intérêts en régime socialiste détermine également le rapport entre les stimulants matériels et les stimulants moraux. La stimulation matérielle des travailleurs constitue une forme d'action indispensable pour impulser la production, pour répartir les objets de consommation selon le travail de chacun et pour faire dépendre l'amélioration du bien-être du labeur des travailleurs. Dans le même temps, il est utilisé comme un important moyen d'éducation des masses à l'attitude socialiste à l'égard du travail, de leur mobilisation pour participer activement à l'édification de la société socialiste.

Dans la société socialiste, apparaissent également des stimulants d'un type nouveau, les stimulants moraux. Le stimulant moral est le mobile qui pousse les travailleurs à oeuvrer dans l'intérêt de la société, à développer constamment leur pensée, leur énergie et leur talent créateur pour le plus grand bien du peuple. Dans l'Albanie socialiste, les ouvriers et les paysans travaillent et produisent pour eux-mêmes, pour assurer leur propre bonheur, celui de leurs enfants, mais aussi celui de toute la société. Voilà pourquoi c'est avant tout leur conscience qui les pousse à s'acquitter de leurs tâches. Voilà aussi pourquoi les stimulants moraux y occupent la première place, priment les stimulants matériels.

On en a de clairs témoignages dans les nombreux exemples d'héroïsme au travail, dans le vigoureux élan du mouvement d'inventions et de rationalisations, dans l'initiative des travailleurs pour renoncer à de nombreuses rémunérations complémentaires. Sur 130 formes de stimulation matérielle pratiquées auparavant, il n'en subsiste plus qu'un tout petit nombre, et cette forte réduction est due à l'initiative des travailleurs eux-mêmes. Et pourtant, il convient de le souligner, en dépit de cette réduction, les inventions et rationalisations se sont multipliées, ce qui démontre que dans notre société socialiste le stimulant moral l'emporte sur le stimulant matériel.

Le stimulant moral est un facteur du raffermissement des traits de la morale communiste des travailleurs, sans lequel la société socialiste ne peut progresser.

La primauté du stimulant moral sur le stimulant matériel n'exclut pas ce dernier. Aussi, en Albanie, ces stimulants se combinent-ils. A côté du stimulant moral se perfectionne aussi le stimulant matériel, autrement dit la rémunération selon la quantité et la qualité du travail fourni. A l'étape actuelle, ce perfectionnement du stimulant matériel tend à mieux le rattacher à la qualité du travail, en le combinant avec l'éducation de la conscience des travailleurs et avec l'attitude socialiste à l'égard du travail.

Tout homme aime sa patrie. Mais l'homme de l'Albanie socialiste a de sa patrie une conception bien plus vaste. L'Albanie, pour lui, n'est pas seulement la terre qui l'a vu naître lui et ses ancêtres, c'est

aussi le pays du socialisme, où les travailleurs ont vu réaliser leurs rêves de travail libre, d'égalité et de justice sociale.

Le trait principal du patriotisme socialiste est son caractère actif. L'amour de la patrie pousse le peuple albanais à accomplir de nouvelles oeuvres créatrices, des actes d'héroïsme insignes. L'amour de la patrie est la source d'un héroïsme de masse.

Avec la naissance du Parti communiste d'Albanie l'héroïsme du peuple qu'alimente le sentiment de patriotisme a revêtu un caractère nouveau. On a vu, dans cette période, émerger avec grandeur un héroïsme inspiré de mobiles nouveaux, d'un profond contenu social.

L'esprit héroïque de masse est demeuré vivace même après la Libération, dans les batailles pour la reconstruction du pays et l'édification du socialisme. A travers les orages, les situations critiques et complexes, sous la conduite du guide éprouvé que s'est montré le Parti du Travail d'Albanie, le peuple albanais a vu se déclencher en son sein un élan héroïque qui lui a permis de remporter au cours de ces décennies d'éclatantes victoires.

Dans la lutte pour l'édification du socialisme, l'héroïsme de masse s'est amplifié, approfondi, car il émane du système même économique et social où le peuple est au pouvoir, où il est le maître de ses destinées et où il dirige et administre toute la vie du pays.

L'amour de la patrie est étroitement lié à la vigilance révolutionnaire. Le peuple albanais, avec un empressement exemplaire, une fermeté et une discipline militaires, avec une haute conscience du devoir sacré qui lui incombe de défendre la liberté de la patrie et les victoires du socialisme, devoir essentiel non seulement politique mais également moral, met en oeuvre toutes les mesures nécessaires pour renforcer son état de préparation au combat, afin que même l'ennemi le plus perfide ne puisse jamais le prendre au dépourvu.

La vigilance révolutionnaire se manifeste dans le souci de défendre l'indépendance nationale, dans la lutte pour démasquer les ennemis de classe, dans l'intransigeance à l'égard des manifestations de l'idéologie bourgeoise et révisionniste et des survivances du passé dans le comportement des gens, à l'égard de toute violation de la légalité socialiste et des normes morales.

A ces vertus morales se rattache étroitement la fidélité des gens de chez nous à la cause de la patrie, à la cause de la révolution et du socialisme. La fidélité au marxisme-léninisme, aux nobles idéaux du communisme, une des premières exigences de la morale communiste, apparaît dans toute l'action du peuple albanais.

Le patriotisme socialiste est intimement lié à l'internationalisme. Les conceptions du nationalisme bourgeois, du révisionnisme, etc., sont étrangères à l'homme nouveau. Celui-ci respecte tous les travailleurs aux convictions progressistes des autres pays et il se solidarise avec eux. Une des caractéristiques essentielles de la morale communiste est, entre autres, l'attitude à l'égard du travail. En système socialiste, le travail est la mesure fondamentale de la valeur de l'homme. Ni la richesse ni l'origine ne déterminent la position de l'homme dans la société. Cette position est définie par le travail qu'il accomplit.

Les figures les plus éminentes en Albanie sont les travailleurs de choc des plans quinquennaux, les héros du travail socialiste, les lauréats des prix nationaux.

Le socialisme et le travail sont indivisibles.

La conscience au travail est l'un des principaux traits de l'homme nouveau. C'est au travail que se trempent la conscience et l'unité morale des gens de chez nous, qui sont guidés par le noble objectif d'élever le niveau de vie de l'ensemble de la société. Les compétitions socialistes ont pour première devise: viens en aide aux retardataires, rattrape les plus avancés, pousse à l'augmentation générale de la production.

L'ouvrier avancé ne se contente pas de dépasser lui-même les normes de production, mais il s'intéresse à la manière dont travaillent ses camarades, les autres ateliers, les autres entreprises, etc.

Chaque ouvrier a intérêt à ce que les dernières innovations techniques soient mises en application et propagées le plus largement possible. Sans l'échange de l'expérience avancée, sans la diffusion des succès de la technique moderne, il ne peut y avoir de progrès.

L'Etat socialiste apprécie hautement, honore et respecte les travailleurs avancés dans la production, tous ceux qui ne ménagent pas leurs efforts pour l'édification de l'Albanie nouvelle.

Les travailleurs albanais voient le sens de la vie dans l'utilité de leur travail pour la société, pour le socialisme, autrement dit dans la valeur de leur travail et de leur action créatrice pour le peuple, pour la patrie socialiste, pour l'épanouissement de l'Albanie. Et ce noble but ne peut être atteint sans un combat courageux. De nombreux et significatifs exemples viennent l'illustrer.

En octobre 1967, une vaillante jeune montagnarde du Nord, Shkurte Pal Vata tomba à son poste dans les brigades de travail volontaire au chantier de construction de la voie ferrée Rogozhinë-Fier. Voici ce qu'écrivait au camarade Enver Hoxha le père de Shkurte le jour où on lui apporta le corps de sa fille: «Hier nous avons encore tenu conseil chez moi. Shkurte était avec nous. Et nous avons décidé de poursuivre sur sa voie. Sa place au chantier de la voie ferrée est vacante. Moi, Pal Vata, son père et Katrine, sa cousine germaine, partons pour l'occuper. Je regrette, camarade Enver, que mes fils soient encore trop petits pour m'accompagner. Mais lorsqu'ils grandiront, soyez sûr que, comme Shkurte, ils seront les premiers à répondre à l'appel du Parti, à toute heure et tout lieu.»

Cet acte héroïque suscita un élan révolutionnaire sans précédent dans tout le pays. Des dizaines de milliers de jeunes gens des montagnes et des plaines, des villes et des campagnes, paysans pourvus du certificat d'études primaires, ingénieurs ou diplômés en sciences politiques, jeunes artistes ou constructeurs d'appareils de précision, et jusqu'aux retraités manifestèrent le désir d'aller prendre la place de la jeune fille. De nouvelles brigades de volontaires se mirent en route vers le chantier de la voie ferrée. Mais tous ceux qui en avaient le désir ne pouvaient s'y rendre, le front de travail y étant trop étroit par rapport à la multitude des volontaires. Alors? En bien, les gens dirent: «En l'honneur de Shkurte, pour rendre hommage à son acte, pour réaliser ses dernières volontés, pour honorer sa mémoire, que chacun décuple ses efforts sur le front de travail où il est engagé.»

Voici un autre exemple de la nouvelle attitude des gens de chez nous à l'égard du travail. A la suite d'un accident, le jeune Nuredin Hoxha, alors âgé d'à peine dix-huit ans, dut être amputé des deux jambes. Mais ce malheur le mûrit, lui donna le jugement d'une personne âgée. «Que suis-je capable de faire?» s'interrogea-t-il? Sur le moment il répondit: «Je peux respirer, manger, boire... Cela suffit-il à un être humain? L'homme doit nécessairement avoir un avenir, sans quoi la vie pour lui n'a aucun sens!» Ce monologue pouvait soit le plonger dans le désespoir soit au contraire le pousser à tenter un nouveau départ dans son existence. Nuredin choisit ce dernier parti. Pendant des mois il s'exerça sur le lit pierreux de la Zaranikë, près de sa ville natale d'Elbasan, muni de ses appareils de prothèse qui l'ensanglantaient, et il n'eut de cesse qu'il n'eût appris à marcher. Puis, un beau jour, il se présenta au bureau des pensions, remit son livret et dit sèchement: «Je ne veux plus être considéré comme un invalide... Je veux travailler!»

On lui proposa de gérer une petite boutique tranquille où il aurait vendu des cigarettes, on lui suggéra encore quelques autres emplois généralement confiés aux invalides, mais il choisit le travail dans la lutte quotidienne, avec son agitation et ses soucis.

Il ne se contenta pas d'accomplir sa tâche quotidienne. Il voulut faire plus. Il conçut des innovations dans son travail. Inutile de feuilleter des dossiers ou de se reporter à des journaux pour avoir une idée de ses réalisations. A Elbasan, tout le personnel de l'Entreprise d'Etat du bâtiment peut vous en parler longuement.

... Un jour, passant par hasard, sa canne à la main, par le secteur de production de matériaux de construction, il vit des dizaines de femmes occupées à frotter des carreaux à la main. C'était un travail pénible et d'un maigre rendement. Ce jour-là, Nuredin passa plusieurs heures à l'atelier et il n'en ressortit qu'après avoir fait le croquis d'un appareil capable d'effectuer ces opérations jusque-là manuelles.

Aujourd'hui son nom est lié à toute une série d'innovations.

Et les exemples de ce genre, qui illustrent l'attitude nouvelle d'abnégation des Albanais à l'égard du travail, leur disposition à ne rien épargner, fût-ce leur vie, pour le bien du peuple et de la patrie, se comptent par dizaines et par centaines. Ils ont une valeur d'éducation pour les larges masses populaires et les inspirent dans leur activité quotidienne.

Un autre trait de la morale de l'homme nouveau en R.P.S. d'Albanie est son attitude à l'égard de la propriété sociale en tant que base intangible du système socialiste, sa lutte pour la préserver comme la prunelle de ses yeux, pour la renforcer et l'étendre constamment. Les attitudes étrangères au socialisme à l'égard du patrimoine social sont la manifestation de la psychologie de la propriété privée, ancrée depuis des siècles dans la conscience des hommes. Les impérialistes et les éléments réactionnaires cherchent à mettre largement à profit la psychologie de la propriété privée afin de miner la propriété socialiste, base matérielle du système socialiste. Aussi, en R.P.S. d'Albanie, mène-t-on une lutte résolue contre les appropriations indues et les vols du patrimoine socialiste, contre sa dégradation et son gaspillage, contre sa mauvaise gestion, contre l'incomplète utilisation des capacités productives et la dissimulation des réserves. Dans le cadre de cette lutte, la conscience des travailleurs s'est élevée, et leur mobilisation et l'extension de la propriété sociale, base essentielle de l'amélioration du bien-être du peuple, se sont également intensifiées. Et nombreux sont ceux qui ont même fait le sacrifice de leur vie pour sauver ce patrimoine.

Tels, parmi tant d'autres, Adem Reka, Muhamet Shehu et Myrteza Kepi, Isuf Emin Pllloçi, Zeliha Alimeta et Ilia Dashi.

Le 17 novembre 1966, l'Adriatique en furie grondait. La tempête risquait de faire sombrer la grue flottante sur laquelle travaillait Adem Reka. Bien qu'ayant fait son temps de travail avec l'équipe de nuit, au petit matin, conscient du danger qui menaçait le patrimoine du peuple, il courut aider ses camarades. Pendant des heures, ils luttèrent contre la mer déchaînée pour arracher la précieuse grue à ses griffes, et dans un furieux affrontement avec les forces aveugles de la nature, Adem Reka fit don de sa vie.

Muhamet Shehu et Myrteza Kepi écrivirent, le 15 février 1967, une véritable épopée de la défense du patrimoine du peuple. Ce jour-là, à la station de pompage de pétrole de Linas, à la suite d'une fuite d'un tube du four de chauffage, un violent incendie éclata. L'ingénieur Muhamet Shehu et le jeune technicien Myrteza Kepi, qui avaient travaillé à la construction de la station, se jetèrent au feu pour sauver le patrimoine du peuple. Muhamet, ses vêtements en flamme, continuait d'accomplir son devoir. Sous sa direction, les ouvriers de la station écartèrent tout danger. Myrteza Kepi, lui aussi fit montre d'une héroïque abnégation. Tous deux tombèrent ainsi à leur poste pour sauver le patrimoine socialiste, et ils sont devenus des flambeaux qui éclairent tous les travailleurs du pays dans leurs tâches.

En novembre 1969, un autre héros, Isuf Emin Pllloçi, fit don de sa vie pour la défense du patrimoine socialiste. Garde forestier à Martanesh, il se trouva seul lorsque éclata un incendie. Dans une mer de flammes il engagea le combat pour circonscrire le sinistre, coupant à la hache les branches enflammées, sautant d'un pin à l'autre, creusant des fossés pour arrêter l'avance de l'incendie. Son survêtement était enduit de résine et il risquait à tout moment de prendre feu. Mais Isuf brava le danger. Les mains brûlées et les vêtements en flamme, il poursuivit longtemps son combat. C'est seulement lorsqu'il ne put plus commander à ses mains et que son corps se couvrit de graves brûlures, qu'il s'éloigna, non pas pour gagner l'hôpital, mais pour rejoindre ses camarades et les prévenir que la forêt brûlait. Ignorant sa douleur, il courut pendant de longues minutes. Il ne pensait qu'à sauver la forêt. Et en communiste, il accomplit son devoir.

Ce sont là autant de traits du précieux fonds de valeurs morales créées par les masses travailleuses sous le pouvoir populaire dans la lutte pour l'édification du socialisme en Albanie. Par leur valeur d'exemple, elles représentent un puissant moyen d'éducation de ces masses selon les principes et les normes de la morale communiste.

TROISIEME PARTIE : LE SYSTEME ECONOMIQUE DE LA R.P.S. D'ALBANIE

Chapitre I — Entre deux époques

La propriété

Le régime social d'un Etat est défini par les réponses à certaines questions posées à son sujet, à savoir: à qui appartiennent les moyens de production et les ressources du pays, comment est organisée la production, où va le produit du travail, de quels groupes sociaux ou classes se compose la population qui dirige l'Etat, comment vivent les hommes et quels sont les rapports qui les lient entre eux?

Chaque système social repose sur une forme de propriété des moyens de production qui lui est propre. La forme de propriété détermine les rapports entre les hommes dans le processus de production et le mode de répartition des produits du travail. Elle influe de manière décisive sur l'ensemble de la structure de la société, sur toutes ses institutions, depuis l'Etat jusqu'à la famille.

Là où règne la propriété privée, une poignée de propriétaires exploite l'immense majorité de la population et vit à ses dépens. Il en est ainsi aujourd'hui dans tous les pays où règne le capital, il en fut ainsi en Albanie avant la Libération.

En 1938, l'industrie albanaise, qui se composait de quelques petites fabriques et ateliers, ainsi que les mines, les banques etc., étaient propriété privée. En conséquence de la politique de la «porte ouverte» pratiquée par le régime féodalo-bourgeois de Zog, les richesses du pays se concentrèrent rapidement entre les mains des capitalistes étrangers, principalement des Italiens. Il n'est que de rappeler qu'en 1938 les gros investissements italiens en Albanie atteignaient 280 millions de francs-or, soit dix fois le total du budget d'Etat albanaise. Il s'ensuivait que 75% des entreprises industrielles étaient à cette époque propriété du capital étranger, 23% propriété de sociétés mixtes et 2% propriété de la bourgeoisie nationale.

Sept grandes familles féodales qui représentaient 0,006% du nombre total des familles rurales détenaient, à elles seules, 14.554 hectares, soit 3,70% de l'ensemble des terres cultivées du pays. Les riches propriétaires, 4713 familles, soit 3,034% de l'ensemble des familles du pays, détenaient 91.133 hectares soit 23,16% des terres cultivées. L'Etat albanaise, à l'époque, était également un grand féodal en ce qu'il possédait 50.000 hectares soit 12,71 pour cent des terres, qu'il exploitait du reste suivant le système féodal. Les petits et moyens paysans qui constituaient 128.961 familles, soit 83.05% des familles paysannes, détenaient 237.668 hectares, soit 60.43% des terres, ou encore en moyenne 1,8 ha par famille, cependant que 21.544 familles qui ne possédaient pas un pouce de terrain, travaillaient en métayage sur les propriétés des féodaux, des latifondiaires ou de l'Etat, remettant aux propriétaires le tiers ou la moitié de la production agricole.

Le commerce intérieur et extérieur était concentré entre les mains de 50 grands commerçants.

Tous ces éléments témoignent qu'à la veille de la Libération, l'Albanie se situait encore entre deux époques historiques, l'époque de la chute du féodalisme et celle de l'essor du capitalisme.

Cette structure économique ne pouvait servir d'appui au Pouvoir populaire issu de la Lutte de libération nationale. Elle devait être détruite et il fallait, sur ses fondements, créer la propriété commune socialiste qui répondait au régime au pouvoir et par là même aux intérêts des masses travailleuses des villes et des campagnes. A cette fin, le pouvoir populaire réalisa une série de réformes et de transformations révolutionnaires qui renversèrent l'ancien système fondé sur la propriété privée et créèrent de nouveaux rapports de production fondés sur la propriété socialiste.

Les premières transformations

Le contrôle de l'Etat sur la production et la répartition, établi dès le mois de décembre 1944, servit de premier pas, de mesure préliminaire, à la nationalisation des principaux moyens de production. Ce contrôle représentait en même temps une forme du contrôle ouvrier. Il englobait les entreprises du capital national et étranger dont les activités affectaient toute l'économie du pays.

Ce contrôle s'exerçait par l'intermédiaire de commissaires désignés par l'Etat. Sous leur conduite, les ouvriers participèrent activement à l'organisation de la production et à la direction des entreprises. Ils eurent ainsi la possibilité d'éprouver leur capacité et d'acquérir les aptitudes nécessaires pour gérer la production.

En décembre 1944, les mines et les biens des émigrés politiques furent nationalisés. Un mois plus tard, une loi décidait la confiscation des biens des ressortissants italiens et allemands en Albanie. Aux termes de cette loi, la Banque nationale, les autres banques et les biens de 111 sociétés par actions, propriétés de capitalistes étrangers, passaient, sans indemnité, aux mains de l'Etat albanais et devenaient le patrimoine commun du peuple albanais.

Du point de vue de la forme, les nationalisations de 1945 étaient des mesures d'un caractère général démocratique: Mais par leur contenu économique et social, ces nationalisations représentaient des transformations qui allaient au-delà de mesures de cette nature. Les nationalisations se firent dans l'intérêt des masses travailleuses et les moyens nationalisés furent mis totalement et directement à leur service. Aussi étaient-elles, quant au fond, une socialisation des principaux moyens de production et avaient-elles un caractère socialiste. C'est sur cette base que vit le jour le secteur socialiste d'Etat dans l'économie populaire.

En 1946 commença une nouvelle phase de nationalisations. Les centrales électriques, l'industrie des matériaux de construction et l'ensemble de l'industrie légère et alimentaire existante devinrent la propriété du peuple. A la fin de 1946, les principaux moyens de production dans les villes étaient transformés en propriété sociale et la part du secteur de l'Etat dans la production industrielle globale était de 87%. Un an plus tard, la production de l'industrie capitaliste privée était pratiquement supprimée.

La nationalisation des principaux moyens de production en Albanie s'effectua à des rythmes rapides et sans indemnité. Elle mit fin à la domination économique de la bourgeoisie et jeta les fondements économiques de la dictature du prolétariat. Sur ces fondements apparurent la propriété sociale, les rapports de production socialistes et le secteur socialiste dans l'industrie, le commerce, les transports et les finances. Les entreprises nationalisées devinrent des entreprises socialistes. L'exploitation de l'homme par l'homme y était supprimée.

Dès les premiers jours qui suivirent la Libération, le pouvoir populaire prit une série de mesures en vue de limiter la spéculation et de mettre sur pied le commerce socialiste. C'est à ce moment que fut promulguée une loi prescrivant la réquisition des denrées alimentaires et des matériaux nécessaires à la reconstruction. L'Etat établit son contrôle sur le commerce extérieur. Le système de la fixation des prix fut appliqué dans le commerce privé de gros et de détail. Le commerce de l'or fut interdit. Le monopole de l'Etat fut institué sur le stockage et la vente des grains. L'inflation fut atténuée grâce à l'oblitération des anciens billets de banque et un contrôle fut ainsi établi sur l'ancien papier-monnaie en circulation. La loi promulguée en janvier 1945 et qui frappait les bénéficiaires de guerre d'un impôt extraordinaire fut d'une particulière importance. La loi obligeait les gros capitalistes à remettre à l'Etat une partie de leurs bénéfices réalisés durant la guerre par la voie de la spéculation, afin qu'ils fussent utilisés pour les besoins du peuple et de la reconstruction du pays. Cet impôt avait un caractère progressif. Il frappait de 50 à 80% les bénéfices de guerre excédant 500.000 francs albanais.

Des commissions chargées de déterminer les bénéfices réalisés et le taux de l'impôt furent créées dans toutes les régions. Elles étaient composées de représentants du pouvoir, de l'armée et des organisations de masse.

Commerçants, fabricants, tous ceux qui étaient frappés par cet impôt, mirent tout en oeuvre pour s'y dérober. Mais les commissions, appuyées par les masses, contraignirent les commerçants et autres capitalistes à payer l'impôt prévu par la loi. En 1945, les rentrées provenant de l'impôt extraordinaire sur les bénéfices de guerre représentèrent plus de la moitié des recettes totales du budget de l'Etat.

Les capitalistes qui ne s'acquittèrent pas de l'impôt dont ils étaient frappés virent leur fortune confisquée. Ainsi l'Etat accumula entre ses mains une grande quantité de marchandises de tout genre. Sur cette base, furent mis sur pied les magasins d'Etat. L'ouverture de ces magasins marqua la naissance du secteur socialiste d'Etat dans le commerce. Le commerce socialiste comprenait aussi les

coopératives de consommation des villes, coopératives qui commencèrent à être instituées en juillet 1945. Dans les conditions où le secteur d'Etat dans le commerce faisait défaut ou en était à ses premiers pas, elles jouaient un rôle important pour l'approvisionnement de la population et pour la lutte contre le marché noir.

La réforme agraire

Pour l'établissement de la propriété socialiste dans les campagnes, le pouvoir populaire suivit d'autres voies et d'autres méthodes. La première tâche dans ce domaine était celle de l'abolition des rapports féodaux et la limitation de l'élément capitaliste, ce qui devait se réaliser à travers la réforme agraire. Avant d'instituer la réforme, le pouvoir populaire avait pris une série de mesures en faveur de la paysannerie pauvre et moyenne. Une loi promulguée en janvier 1945 annulait tous les anciens taux ruraux demeurés impayés, et fixait pour les années 1944-1945 une réduction des fermages atteignant 75%. En mai de la même année, l'ensemble du système d'irrigation fut nationalisé et remis en jouissance commune aux paysans. Plus tard, toutes les dettes contractées avant la guerre furent annulées. Mais la mesure de caractère antiféodal et démocratique la plus importante prise à l'époque, était la *réforme agraire*.

La loi sur la réforme agraire fut promulguée en août 1945. Aux termes de cette loi, les domaines de l'Etat, les propriétés des institutions religieuses et toutes les terres privées d'une superficie supérieure à l'étendue prévue par la loi, étaient expropriés et aliénés. L'expropriation de ces terres se faisait sans indemnité. Elles étaient remises gratuitement aux paysans ne possédant que peu ou pas de terre du tout. Chaque chef de famille se voyait attribuer jusqu'à 5 hectares. L'aliénation et le louage du sol étaient interdits.

Une partie des terres expropriées ne fut pas répartie, mais devint propriété de l'Etat. C'est sur ces terres que furent créées les entreprises agricoles d'Etat, qui marquèrent la naissance du secteur socialiste d'Etat dans l'agriculture. En outre, les eaux et forêts et les richesses du sous-sol devinrent propriété commune du peuple.

Afin d'assurer une juste et rapide application de la réforme agraire, furent créés des comités de paysans pauvres. Ils jouèrent un rôle important pour recenser avec précision les terres de l'Etat, des latifondiaires et des ennemis du peuple, et dresser la liste des familles paysannes ne possédant que peu ou pas de terre du tout. Ils aidèrent à bien répartir les terres expropriées et surtout à mobiliser la paysannerie laborieuse pour percer à jour et combattre l'activité hostile des grands propriétaires terriens et des autres forces réactionnaires qui s'étaient dressés dès le début contre la réforme agraire.

En mai 1946, la loi sur la réforme agraire fut l'objet de modifications qui lui conféraient un plus profond contenu révolutionnaire. Les terres, vignes, oliviers, vergers et jardins potagers, bâtiments et outillage agricole, propriété des personnes ne cultivant pas elles-mêmes le sol, étaient tous expropriés. Il était laissé aux cultivateurs et propriétaires travaillant eux-mêmes leur terre un fonds d'une superficie ne devant pas excéder 5 hectares. Ces modifications assuraient la pleine application du principe «la terre appartient à celui qui la travaille», elles abolissaient la grande propriété foncière et savaient la position économique des koulaks. En novembre 1946, la réforme agraire avait été menée à bonne fin dans tout le pays. Les paysans devinrent les véritables maîtres de la terre, qu'ils avaient travaillée et arrosée de leur sueur depuis de longues générations.

La réforme agraire toucha presque la moitié de la propriété terrienne et des oliviers existant alors dans notre pays. Elle expropria totalement 8.714 propriétaires, latifondiaires et riches propriétaires, ainsi que 480 établissements religieux; 10.641 propriétaires possédant une superficie de terre supérieure à celle fixée par la loi furent partiellement expropriés. En tout, il fut procédé à l'arpentage de 288.407 hectares, qui furent répartis entre 21.544 familles complètement dépourvues et 48.667 familles insuffisamment pourvues.

La réforme agraire avait pour essence la transformation démocratique des rapports agraires dans les campagnes. Elle supprima la grande propriété terrienne, balaya à jamais les vestiges du féodalisme et la classe des latifondiaires. La limitation de la propriété privée du sol, l'interdiction de l'aliénation, du louage ou de l'hypothèque de la terre étaient autant de mesures qui empêchèrent la différenciation de la

paysannerie et restreignirent à l'extrême les limites de son exploitation par les koulaks. Par là, la réforme agraire comportait aussi des éléments de caractère anticapitaliste prononcé.

La transformation socialiste des campagnes

La réforme agraire en Albanie n'était pas un but en soi. En fait, elle fit office de mesure transitoire qui fraya la voie à la révolution socialiste dans les campagnes albanaises. L'expropriation des terres des gros propriétaires et leur répartition en fonction des besoins et des possibilités de leur mise en valeur établirent entre les paysans une égalité relative quant à la propriété de la terre. Ce fait ainsi que l'interdiction de l'aliénation, du louage ou de la transmission par succession de la terre, et l'interdiction de l'exploitation du travail d'autrui dans l'agriculture, privèrent les propriétaires de la possibilité d'accroître leurs domaines et d'en faire un moyen d'oppression et d'asservissement. L'établissement et le renforcement d'une égalité relative dans les rapports de propriété du sol, créa dans le milieu albanais les conditions nécessaires pour la transformation de la propriété privée rurale en propriété collective.

La propriété privée des petits producteurs ruraux fut convertie en propriété sociale coopérative par la voie de la collectivisation de l'agriculture. Par collectivisation on entend l'union librement consentie des petites propriétés rurales en grandes exploitations agricoles. Les paysans mettent en commun leurs terres et leurs principaux moyens de production créant ainsi des coopératives agricoles. Les caractéristiques essentielles des coopératives agricoles sont: la propriété commune des principaux moyens de production, le travail en commun et la répartition socialiste des productions obtenues en fonction de la quantité et de la qualité du travail, ainsi que l'existence, parallèlement à la propriété commune, de l'enclos personnel des coopérateurs, en tant qu'exploitation auxiliaire ayant pour but de satisfaire certains besoins des familles coopératrices.

La collectivisation de l'agriculture s'amorça dès les premières années qui suivirent la Libération. La réforme agraire n'était pas encore terminée, qu'au village de Krutje, situé dans la plus vaste plaine d'Albanie la Myzeqe, était mise sur pied la première coopérative agricole. Elle fut la première étincelle qui alluma la flamme de la collectivisation dans tout le pays.

Pour devenir des exploitations socialistes modèles et modernes, les premières coopératives agricoles avaient besoin d'une base matérielle et technique avancée. A cette fin, dès 1947, furent créées les premières stations de machines et de tracteurs (S.M.T.), en tant qu'entreprises socialistes d'Etat du secteur de l'agriculture. Elles furent utilisées comme une forme particulière de l'importante aide organisée que l'Etat prêtait à la paysannerie pour l'éclosion et le renforcement du nouveau système, coopératif, dans les campagnes. Les stations de machines et de tracteurs constituaient la première pierre de la nouvelle base matérielle et technique de l'agriculture socialiste.

Les rythmes de la collectivisation furent déterminés par les conditions objectives et subjectives. Dans la première étape (1946-1955), avant que n'eussent été préparés les conditions matérielles et morales nécessaires et accumulées l'expérience requise, les rythmes de la collectivisation étaient lents et mesurés. C'était une période préparatoire. En décembre 1955, quand ces conditions eurent été réalisées, ces rythmes furent accélérés, et l'on passa à la collectivisation en masse des zones de plaine et, partiellement, à celle des zones de collines.

Ainsi, au lieu des 150 coopératives agricoles créées en tout de 1946 à 1954, en cinq ans, de 1955 à 1959, il en fut formé 1.679, et à la fin de 1960 les terres collectivisées couvraient 86% des superficies ensemencées et 71,3% des exploitations rurales. C'est à juste titre que les années 1956-1958 ont été définies comme les années capitales de la transformation socialiste de l'agriculture et 1957 comme l'année du grand tournant.

Néanmoins, dans les zones reculées de montagne et dans les régions semi-montagneuses, il restait encore 46.155 petites exploitations rurales non collectivisées qui représentaient 28,6% du total des exploitations et couvraient 14% de la superficie des terres cultivables. Leur collectivisation fut réalisée au cours de la troisième et dernière étape de la collectivisation qui commença en novembre 1966 et ne dura que cinq mois. Ainsi en mars 1967 la collectivisation complète de l'agriculture albanaise était achevée.

La politique de collectivisation s'est guidée sur le principe de «l'appui puissant sur les paysans pauvres, de l'alliance avec les paysans moyens et de la limitation des éléments capitalistes dans les

campagnes.» En conséquence de cette politique, les couches de la paysannerie pauvre devinrent le noyau principal des coopératives agricoles.

A la base de la politique de collectivisation se situait le principe léniniste de la persuasion et du libre consentement, dont l'application fut assurée avec une extrême rigueur sans y permettre la moindre atteinte. Le principe de la persuasion et du libre consentement était dicté par le fait que la paysannerie était l'alliée de la classe ouvrière et constituait la majorité écrasante de la population; toute action ou attitude différentes de nature administrative, aurait eu de graves conséquences pour l'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie et pour l'édification du socialisme.

Le processus de collectivisation de l'agriculture s'accomplit en Albanie sans aucune secousse politique grâce au vaste travail politique et idéologique qui fut mené auprès de la paysannerie travailleuse. Il fallut pénétrer profondément dans l'esprit et le coeur de chaque paysan, briser sa mentalité, sa psychologie et ses tendances individualistes, apparemment aux multiples aspects, mais qui avaient toutes pour fondement l'intérêt personnel étroitement conçu, le plus sérieux obstacle à la collectivisation.

Le travail d'éclaircissement et de persuasion s'accompagna d'une série de mesures pratiques en faveur de la paysannerie. C'est dans le cadre de ces mesures que s'insèrent, entre autres, la politique financière et de crédit, la politique de stockage des produits agricoles, l'aide en moyens mécanisés, en semences sélectionnées et en engrais chimiques, en cadres, les grands ouvrages de bonification et d'irrigation, l'élévation de son niveau d'instruction et de culture, ainsi que le développement de ses connaissances agronomiques. En conséquence, les coopératives agricoles se renforcèrent de jour en jour et la confiance des paysans dans les avantages de la collectivisation se raffermi, de qui entraîna leur adhésion en masse aux coopératives.

Le processus de collectivisation permit de découvrir et d'élaborer des formes originales de gestion des coopératives, d'organisation et de rémunération du travail dans leur sein, formes qui trouvèrent leur expression dans leurs statuts, approuvés au I^{er} Congrès des coopératives agricoles, (février 1949), ainsi que dans une série d'arrêtés du gouvernement. Par la suite, ces formes ont été encore, élaborées et constamment enrichies d'un contenu nouveau, conforme au développement de l'économie des coopératives agricoles et à l'élévation du niveau culturel et de la conscience socialiste de leurs membres. On a eu pour souci en cela de combiner judicieusement l'intérêt personnel avec l'intérêt collectif, les intérêts collectifs avec l'intérêt général, et les intérêts immédiats avec ceux à long terme, en donnant la primauté à l'intérêt général.

La collectivisation s'est accomplie à travers une lutte de classes acharnée qui avait pour but la limitation économique et l'isolement politique des koulaks. On réussit ainsi à détruire leur puissance économique et leur influence politique cependant qu'on procédait à leur liquidation progressive en tant que classe, sans recourir à leur expropriation forcée. La coercition et la violence ne furent employées qu'envers certains individus ou groupes restreints de koulaks, qui glissèrent sur la voie des crimes ou n'observèrent pas les lois et ordonnances de l'Etat.

L'achèvement de la collectivisation constituait un grand bond qualitatif en avant dans la voie de l'établissement des rapports de production socialistes dans les campagnes, de la transformation de la petite propriété privée en propriété collective. Toutefois, la création des coopératives n'est pas le dernier mot de l'édification du socialisme dans les campagnes; elle n'élimine pas toute possibilité ou danger de retour en arrière, de résurgence des tendances individualistes de la propriété privée.

Aussi, en République Populaire Socialiste d'Albanie, a-t-on fait preuve d'un soin particulier pour le renforcement organisationnel et économique des coopératives, pour la formation et le renforcement continu de la conscience socialiste de leurs membres, pour le perfectionnement ininterrompu, par la voie révolutionnaire, des rapports de production et de répartition, pour l'élévation du niveau d'instruction, de culture et de formation agronomique de la paysannerie coopératrice.

La collectivisation a ouvert des perspectives à la réalisation de nombreux objectifs politico-idéologiques et socio-économiques. Dans le domaine politique, elle a puissamment renforcé l'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie, elle a entraîné la paysannerie à participer activement à l'édification de la société socialiste, renforçant par là la base de classe de l'Etat socialiste. Dans le

domaine idéologique, elle a contribué à inculquer aux masses rurales une conception nouvelle, socialiste, de la propriété, du travail, du collectif, de la famille, de l'individu, etc. Dans le domaine socio-économique, elle a servi à substituer aux anciens rapports de production et de distribution, des rapports nouveaux, socialistes, à la petite propriété individuelle la grande propriété collective, au travail individuel le travail collectif; à construire une base économique unique du régime socialiste dans les villes comme dans les campagnes, à barrer la route à l'apparition des tendances capitalistes et de beaucoup d'autres maux sociaux, à assurer un essor rapide et continu des forces productives dans les campagnes, à harmoniser les rythmes de développement de l'industrie et de l'agriculture; à satisfaire les besoins sans cesse croissants du peuple en produits agricoles, et à préparer des produits pour l'exportation; elle a réalisé les conditions matérielles permettant la réduction graduelle des différences essentielles entre la ville et la campagne, entre la classe ouvrière et la paysannerie, entre l'industrie et l'agriculture. La collectivisation était la seule voie du développement socialiste du village, et dans l'espace de quelques années elle rendit possible la mise sur pied de grandes exploitations agricoles modernes sur la base de la science agronomique avancée. L'Albanie, de pays de petites exploitations rurales qu'elle était, se changea en un pays à grandes exploitations agricoles modernes, fondées sur la propriété socialiste des moyens de production.

Le peuple — maître du pays

Les transformations révolutionnaires réalisées sous le pouvoir populaire ont changé la face de l'ancienne terre des Albanais. Les hommes, la société, la terre, se sont renouvelés sur des fondements nouveaux. Le visage de l'ancienne Albanie n'appartient plus qu'au passé historique.

Pays qui se situait à la conjonction de deux époques historiques, l'époque de la chute de la féodalité et l'époque du capitalisme naissant, naguère encore pays agraire arriéré, l'Albanie a depuis quelque temps déjà mis fin à son retard économique séculaire et elle est devenue un pays agraire-industriel avec la perspective relativement proche de devenir un pays industriel-agraire car dans la voie de l'édification socialiste, la première borne historique, la création de la base économique du socialisme, a été atteinte avec succès.

La propriété socialiste

Selon la Constitution de la République Populaire Socialiste d'Albanie la propriété socialiste est la base intangible de l'ordre socialiste, la source du bien-être du peuple et de la force de la patrie; l'Etat la protège tout particulièrement.

La propriété socialiste des moyens de production est constituée par la propriété d'Etat et la propriété coopérative en agriculture.

La propriété d'Etat appartient au peuple tout entier et représente la forme supérieure de la propriété socialiste.

Sont propriété exclusive de l'Etat: la terre et les ressources du sous-sol, les mines, les forêts, les pâturages, les eaux, les sources naturelles d'énergie, les usines, les fabriques, les stations de machines et de tracteurs, les banques, les voies de communication et les moyens de transport ferroviaire, maritime, fluvial et aérien, les P.T.T., les stations de radio et de télévision et le cinéma.

Est également propriété d'Etat tout autre bien créé sur la base de la propriété d'Etat ou que l'Etat acquiert conformément la loi.

La terre est accordée, à des fins d'usage social, aux entreprises et aux institutions d'Etat, aux coopératives agricoles et aux organisations sociales ainsi qu'à des citoyens pour leur usage personnel.

Les terres cultivables ne peuvent être utilisées à d'autres fins qu'avec l'approbation des organes d'Etat compétents.

La propriété coopérative appartient aux collectifs de travailleurs de la campagne, unis volontairement dans les coopératives agricoles pour accroître la production, pour améliorer le bien-être, édifier le socialisme dans les campagnes et dans l'ensemble du pays.

Sont propriété des coopératives agricoles: les bâtiments, les machines, les équipements, les moyens de transport, les outils et les moyens de travail, les bêtes de travail et de production, les cultures fruitières, les productions végétales et animales, ainsi que les autres moyens nécessaires à l'activité.

L'Etat, les organisations économiques et sociales ainsi que tous les citoyens ont pour devoir de protéger la terre, les richesses naturelles, les eaux et l'atmosphère contre la dégradation et la pollution.

De ces deux formes de propriété socialiste, la forme prépondérante est la propriété d'Etat, non seulement parce qu'elle englobe la grande majorité des moyens et des instruments de production, mais aussi parce qu'elle est le principal appui de l'Etat albanais pour la construction du socialisme. La propriété d'Etat est le patrimoine du peuple tout entier, qui la gère par l'intermédiaire de l'Etat. Par cette particularité, la propriété d'Etat dans l'Etat socialiste se distingue de ce qu'on appelle propriété d'Etat dans les Etats capitalistes, où elle n'est qu'une forme de propriété privée.

La propriété d'Etat constitue un fonds unique, qui a l'Etat pour seul propriétaire. Aussi les institutions et les divers organismes de l'Etat, tels que les départements ministériels, ou les autres bureaux administratifs, les entreprises, les combinats, etc., ne sont pas propriétaires de l'outillage ou des autres moyens dont ils disposent. Tous ces biens appartiennent à l'Etat, mais ils ont été confiés à ces organismes et entreprises pour leur permettre de s'acquitter des tâches qui leur ont été assignées.

La propriété coopérative est une forme de la propriété socialiste en ce qu'elle n'est pas la propriété de particuliers, mais d'un collectif de travailleurs; elle contribue à l'élimination de l'exploitation de l'homme par l'homme et c'est sur cette base qu'est organisée l'agriculture coopérative socialiste. Toutefois, ces deux formes de propriété présentent certaines différences. La propriété d'Etat est propriété du peuple tout entier, cependant que la propriété coopérative est propriété de collectifs particuliers ou d'unions de travailleurs. Alors que dans les entreprises d'Etat tous les moyens de production sont socialisés sans exception, dans les coopératives agricoles, une partie de ces moyens, tels enclos de coopérateurs et une portion de l'équipement agricole, demeurent propriété personnelle des membres. Une autre différence consiste dans le fait que la production des entreprises d'Etat est la propriété de l'Etat socialiste, tandis que la production des coopératives agricoles est la propriété de celles-ci. D'où la différence dans le mode de répartition du produit social, qui se fait dans les entreprises d'Etat sous forme de salaires, et dans les coopératives agricoles au prorata des journées-travail effectuées. Il existe, en outre, entre ces deux sortes de propriété, des différences dans la forme de leur gestion.

Néanmoins, ces différences ne sont pas essentielles. Ce sont des différences entre des exploitations du même type, dans le cadre des rapports de production socialistes.

L'Etat encourage le développement et le renforcement des coopératives agricoles et leur transformation en exploitations modernes de grande production socialiste. Dans des conditions déterminées, l'Etat encourage la mise sur pied et le développement de coopératives de type supérieur, auxquelles il participe directement par des investissements, particulièrement pour les principaux moyens de production.

Le passage de la propriété coopérative à la propriété du peuple tout entier se fait conformément aux conditions objectives avec le libre consentement des paysans coopérateurs et l'approbation de l'Etat. L'Etat s'emploie à réduire les différences entre la campagne et la ville.

Dans la société socialiste subsiste aussi *la propriété personnelle*. Elle est reconnue et protégée par l'Etat. Toujours selon la Constitution, elle comprend les revenus du travail et d'autres sources légitimes, les maisons d'habitation, ainsi que d'autres objets servant à la satisfaction de besoins matériels et culturels, personnels et familiaux. Sont également propriété personnelle les objets qui reviennent aux familles de paysans coopérateurs conformément aux statuts des coopératives agricoles. La propriété personnelle ne peut pas être utilisée au détriment de l'intérêt social. Des biens immobiliers particuliers de la propriété coopérative et personnelle peuvent être convertis en propriété d'Etat quand l'intérêt général l'exige. Les critères de cette conversion et le mode d'indemnisation, sont définis par la loi.

La source de la propriété personnelle, chez nous, est le labeur des travailleurs. Cette forme de propriété ne peut pas conduire à l'accumulation de capital, autrement dit, elle ne peut servir de moyen d'exploitation.

La propriété personnelle en Albanie se rattache étroitement à la propriété sociale, qui en est la base. Avec l'extension de la propriété sociale, une quantité sans cesse croissante de produits va satisfaire les besoins personnels des travailleurs. Dans cette étroite liaison entre la propriété socialiste et la propriété personnelle s'exprime l'harmonisation des intérêts de la société et de ceux des citoyens.

Le développement de la propriété socialiste

La propriété socialiste dans les villes et dans les campagnes constitue l'unique base économique du pouvoir populaire, le facteur essentiel du bien-être des masses travailleuses, ce qui explique pourquoi l'Etat prend toutes les mesures utiles pour étendre et développer le plus possible ce type de propriété. La voie principale conduisant à cet objectif est celle de l'industrialisation socialiste. La mise en oeuvre de cette industrialisation et son expansion continue sont la seule voie juste qui garantit la victoire complète de la grande production mécanisée non seulement dans l'industrie, la construction et les transports, mais aussi dans l'agriculture.

Principales caractéristiques de l'industrialisation socialiste en Albanie

Au lendemain de la Libération et de la victoire de la révolution populaire, l'Albanie eut à affronter la contradiction existant entre la forme avancée du pouvoir politique, la démocratie populaire, d'une part, et l'état arriéré d'une économie aux forces productives très peu développées, de l'autre. Le moyen le plus important, sur le plan économique et social, pour surmonter cette contradiction était l'industrialisation socialiste du pays. Dès lors, cette tâche a constitué la ligne générale fondamentale de la politique économique du pouvoir populaire. Cette politique a toujours visé à créer graduellement une industrie à branches multiples, lourde et légère, qui permette l'exploitation et l'élaboration des richesses naturelles et des produits agricoles du pays, afin de satisfaire toujours mieux aux besoins du développement de l'économie, d'élever la productivité du travail social, de mettre en oeuvre le développement intensif et complexe de l'agriculture, d'accroître le bien-être du peuple et la capacité de défense de la patrie. Cette ligne de l'industrialisation a été mise en pratique sur la base de l'analyse de classe des facteurs objectifs et subjectifs, matériels et sociaux, politiques et économiques, intérieurs et extérieurs.

La nécessité de l'industrialisation était dictée par le besoin de créer à l'économie nationale une base matérielle et technique entièrement nouvelle, de développer la production des marchandises, de préparer les conditions pour la réorganisation de l'agriculture sur des bases socialistes, de faire grandir la classe ouvrière en sorte qu'elle renforce ses positions de direction, et, enfin, par le souci de sauvegarder les conquêtes de la révolution et de garantir l'édification socialiste.

Dans la mise en oeuvre de la politique d'industrialisation socialiste du pays, le pouvoir populaire a correctement défini dès le début les voies et les possibilités d'accroissement et d'utilisation de l'accumulation socialiste intérieure aux fins de l'industrialisation. Il a mobilisé tous les moyens monétaires et matériels et toutes les capacités physiques et intellectuelles de la population. Il a d'autre part utilisé judicieusement l'aide internationaliste des pays amis, socialistes.

L'accumulation socialiste en Albanie a eu pour sources principales l'expropriation de la bourgeoisie et des latifondiaires et la transformation de la propriété privée des moyens de production en propriété sociale, l'annulation des emprunts de Zog, les bénéfices recueillis de l'industrie nationalisée, du commerce extérieur et intérieur, ainsi que du système bancaire, et les moyens du budget affectés par le pouvoir au développement de l'économie nationale. L'Albanie, en puisant dans ses propres ressources intérieures, a créé une accumulation considérable qui lui a permis d'accomplir son industrialisation.

L'industrialisation socialiste en République Populaire Socialiste d'Albanie se caractérise par la rapidité de ses rythmes d'expansion, en sorte que dans des délais aussi brefs que possible soit rattrapé le retard légué par le passé, assuré le développement indépendant de l'économie et obtenue une élévation sensible du bien-être matériel et du niveau culturel des masses travailleuses.

L'établissement de la propriété socialiste des moyens de production permet de mobiliser tous les moyens matériels et financiers et de les engager dans le développement de l'industrie, avant tout de l'industrie lourde. Les sources principales pour l'industrialisation du pays sont aujourd'hui les revenus de l'industrie nationale, l'accumulation réalisée dans l'agriculture, le commerce extérieur et intérieur, le système bancaire, etc.

L'industrialisation en Albanie a entraîné la croissance et le développement de la propriété socialiste, la création de nouvelles villes et d'une série de nouveaux centres industriels, la croissance numérique de la classe ouvrière et le renforcement de son rôle dans la société socialiste.

Le développement de l'industrie en Albanie a suscité la création de nouvelles forces productives dans l'agriculture, il a concouru à sa transformation sur des bases socialistes et, partant, au renforcement de l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie coopératrice.

La ligne visant à l'industrialisation socialiste du pays a eu pour résultat direct la mise sur pied d'une industrie nouvelle, dotée d'une technique moderne, qui s'est développée rapidement de quinquennat en quinquennat, qui a accru sa production en valeur absolue et par habitant, et qui a renforcé et accentué son rôle dirigeant dans la construction de la base matérielle et technique et le développement de l'économie nationale dans son ensemble.

Au cours des années de pouvoir populaire, un important bond qualitatif en avant a été effectué dans l'industrialisation socialiste du pays. La République Populaire Socialiste d'Albanie s'est depuis quelque temps déjà transformée en un pays agraire-industriel et elle tend à devenir rapidement un pays industriel-agricole, puis un pays essentiellement industriel à agriculture avancée.

Au cours de ce dernier quart de siècle, qui correspond aux cinq plans quinquennaux 1951-1975, l'industrie a été à la pointe du développement. Chaque plan quinquennal a marqué une nouvelle expansion de l'industrie, qui se distingue d'un quinquennat à l'autre non seulement sous l'aspect quantitatif, c'est-à-dire sous l'aspect du volume de la production, mais aussi sous l'aspect qualitatif, autrement dit du point de vue des modifications dans la structure de la production industrielle, du niveau technique et technologique, de son efficacité, etc.

En 1973, par exemple la production industrielle globale a été 86,5 fois supérieure à celle d'avant la libération et à la fin de 1975 elle était de 52% supérieure à celle de 1970 ce qui correspond un rythme moyen annuel de croissance de 3,7%. Cette même année, 1975, la production industrielle a représenté quelque 65% de l'ensemble de la production industrielle et agricole. L'essor de l'industrie a permis de liquider les contradictions entre le pouvoir politique plus avancé et la base technique et économique arriérée, léguée par le passé. Le pays a ainsi pu défendre son indépendance et réduire à néant toutes les tentatives des impérialistes et des révisionnistes pour soumettre l'Albanie socialiste. Toute une série de branches nouvelles de l'industrie lourde et légère ont été créées.

Le développement de l'industrie en R.P.S. d'Albanie s'accomplit à des rythmes très élevés. C'est là un de ses traits caractéristiques. Sur la base des données officielles de la période 1965-1975 relatives aux taux de croissance de la production industrielle (à des prix constants) on peut établir le tableau suivant:

PAYS	Grossissement moyen annuel pendant la période 1965-1975 (%)
- RPS d'Albanie	10,8
- RD Allemande	6,4
- Tchécoslovaquie	6,7
- Hongrie	6,2
- Yougoslavie	7,0
- Grèce	9,3
- Union soviétique	7,9
- RF d'Allemagne	3,4
- Italie	4,2
- France	5,0

La voie du développement de la propriété coopérative

Dans la première phase de l'édification du socialisme la propriété coopérative (de groupe) constitue une nécessité objective. Mais, historiquement, elle a un caractère transitoire. Elle naît, se développe et se renforce, et tend inéluctablement à se transformer en propriété du peuple tout entier.

Le processus de transformation de la propriété coopérative en propriété du peuple tout entier traverse deux étapes essentielles. La première est celle de son développement quantitatif et qualitatif et de sa tendance à se rapprocher graduellement de la propriété du peuple tout entier. La seconde est celle de la fusion de la propriété coopérative avec celle du peuple tout entier. Ces deux étapes constituent la voie naturelle du développement de ce type de propriété.

Le rapprochement de la propriété coopérative de celle du peuple tout entier est conditionné par des facteurs matériels et subjectifs, idéologiques et politiques, ainsi qu'économiques et sociaux. Tous ces facteurs se rattachent directement au développement des forces productives dans l'agriculture et dans chaque coopérative prise à part, comme dans l'ensemble de l'économie nationale.

La tendance de la propriété coopérative à se rapprocher de la propriété du peuple tout entier, puis sa fusion avec cette dernière constitue un processus long et diversifié. Il ne peut s'accomplir d'un coup, ni mécaniquement, en tant que résultat du développement des forces productives, pas plus que par la seule voie administrative. Il faut, à cette fin, que mûrissent avant tout les conditions économiques, idéologiques et politiques dans chaque coopérative, dans chaque zone et dans l'ensemble du pays.

Le développement qualitatif de la propriété coopérative auquel on assiste en Albanie constitue le début du processus de son rapprochement avec la propriété du peuple tout entier. La voie principale qui a conduit au raffermissement de la propriété collective et, par voie de conséquence, à ses transformations qualitatives, est la croissance incessante de la production sociale.

Les rythmes de développement de la production agricole en Albanie ont été si rapides, qu'ils ont permis de rattraper en peu d'années le retard séculaire. D'agriculture primitive fondée sur l'araire en bois, on est passé à une agriculture à grandes exploitations socialistes, où le travail de la terre et beaucoup d'autres opérations sont effectuées presque totalement par des moyens mécanisés. Pour la quantité relative des engrais chimiques employés, comme pour la capacité d'irrigation et les grands ouvrages de bonification, l'Albanie se classe aujourd'hui parmi les pays les plus avancés.

De 1946 à 1960, alors que le processus de collectivisation de l'agriculture était encore en cours et de nombreuses coopératives étaient encore créées, la production agricole s'est accrue, pour atteindre en 1960 un niveau supérieur de 72% par rapport à 1938, alors que de 1961 à 1970, quand les coopératives eurent grandi et se furent développées, la production agricole augmentera encore de plus de 79%. Il est intéressant de relever que dans les deux derniers quinquennats (1961-1965 et 1966-1970), la part principale de l'accroissement de la production, et cela dans la mesure de 80 à 90%, a été obtenue par l'augmentation des rendements, bien que, dans le même temps, les superficies cultivées se soient considérablement étendues. On a affaire ici à des transformations quantitatives radicales, et celles-ci s'observent dans tous les aspects du développement des campagnes.

Ces chiffres montrent que la propriété collective renferme en soi de grandes possibilités pour le développement des forces productives, de la production sociale et pour l'élévation des rendements des diverses cultures.

Un progrès sensible a également été réalisé dans le développement des objets de la propriété collective sous d'autres aspects. La superficie des terres cultivées s'est étendue de 292.100 ha qu'elle était en 1938 à plus de 600.00 ha. en 1970. Notons que pendant le 5^e quinquennat (1971-1975) 90.000 ha. de terres nouvelles ont été mis en culture. Le fonds des bâtiments servant à la production et des bâtiments à destination socio-culturelle s'est considérablement accru. La superficie des vergers, des olivaias et des vignobles s'est beaucoup étendue par rapport à l'avant-guerre. Plus de 50% des superficies cultivables sont irrigables. Le parc des moyens motorisés s'est incomparablement développé par rapport au passé.

L'expansion de la production a eu pour effet d'accroître les fonds de consommation et d'accumulation. Il a maintenant été rendu possible aux coopératives agricoles également de fixer des rapports aussi

justes que possible entre le fonds de consommation et le fonds d'accumulation et, à l'intérieur de celui-ci, entre la part destinée à l'extension de la production et la part affectée à l'extension de la sphère non productive, les bâtiments à destination sociale et culturelle y compris.

En conséquence de quoi, l'agriculture approvisionne aujourd'hui une population urbaine environ 2,5 fois plus nombreuse et pourvue d'un pouvoir d'achat bien plus élevé qu'avant la Libération.

Une autre orientation importante du développement de la propriété coopérative est celle de la socialisation plus marquée des moyens de production dans le cadre même de la propriété collective. Cela s'obtient à travers le développement des moyens fondamentaux et du fonds indivis à travers la construction de bâtiments communs par diverses coopératives; à travers le regroupement progressif des coopératives agricoles; ainsi que par la réduction du terrain attenant à la demeure des coopérateurs en fonction du degré de développement de la production sociale.

Le développement des moyens fondamentaux et du fonds indivis constitue le principal facteur de la socialisation plus poussée des moyens de production. Les moyens fondamentaux et le fonds indivis sont l'indice le plus condensé du développement quantitatif et qualitatif de la coopérative. Ils représentent le contenu essentiel de la propriété collective socialiste. De par sa nature et son contenu, le fonds indivis a des traits communs avec les fonds productifs des entreprises d'Etat. Ces fonds, formés par l'accumulation, sont destinés à alimenter la production et à satisfaire aux besoins socio-culturels, mais ils diffèrent entre eux par le degré de socialisation.

Le souci d'augmenter les moyens fondamentaux est allé croissant. A l'étape actuelle du développement de la propriété collective, on assiste à l'atténuation progressive des différences existant entre les coopératives de montagne et les coopératives de plaine quant au degré de socialisation des moyens de production. Ce processus s'est engagé dans la bonne voie grâce à l'action de plusieurs facteurs, tels notamment le développement de la production dans les coopératives de montagne, l'octroi à celles-ci par l'Etat de crédits à long terme, les nombreuses constructions dont la collectivité s'est engagée à les doter et l'aide que leur ont accordée les coopératives de plaine.

Le développement de la propriété coopérative et l'élévation de son degré de socialisation à une étape donnée ont placé les coopératives devant la nécessité d'entreprendre des constructions en commun. Ces travaux sont accomplis en commun par plusieurs coopératives des zones de plaine, ou coopératives des régions montagneuses, ou encore, de concert, par les unes et les autres lorsqu'elles entretiennent des rapports économiques (coopération en matière de travail et de production) ou qu'elles sont voisines. En ce domaine, on n'a pas encore dépassé la phase initiale de l'entraide en main-d'oeuvre, surtout dans les actions de masse pour la réalisation d'ouvrages d'irrigation. Néanmoins, cette voie ouvre de vastes perspectives.

Un aspect important du perfectionnement des rapports de propriété est le regroupement ultérieur des coopératives agricoles, qui se rattache directement à la socialisation plus marquée des moyens de production. Le regroupement des coopératives crée des conditions pour accroître la concentration, la spécialisation et la coopération de la production, et favorise une plus juste coordination des diverses branches de l'agriculture.

Le processus de regroupement revêt une importance particulière, surtout du point de vue idéologique, en ce qu'il affermit le sentiment de la propriété collective chez les travailleurs ruraux, qu'il en accentue le caractère social et prépare les coopérateurs à élever peu à peu leur propriété à une forme supérieure, à la convertir en propriété de la société tout entière. L'union des coopératives de plaine et des coopératives de collines ou de montagne tend aussi à atténuer graduellement les disparités de développement socio-culturel entre les zones de plaine et les zones de montagne et de colline, et à niveler leurs revenus et leur niveau de vie.

Le processus de regroupement ne sort pas du cadre de la propriété collective. Mais la supériorité de la propriété regroupée réside dans le fait qu'elle perd totalement le caractère d'accumulation individuelle, qu'elle se transforme en accumulation sociale et prépare les prémisses indispensables pour sa conversion conformément à la maturation des conditions politiques, sociales, économiques, organisationnelles et techniques, en propriété de la société tout entière.

Le regroupement des coopératives est un processus continu et il se réalise de façon consciente, organisée et progressive. Ce processus a ses propres limites et il s'accomplit en gravissant des échelons successifs. Le passage d'un stade à l'autre requiert des conditions politiques déterminées, un certain degré de développement économique et technique, des conditions territoriales données et la capacité des masses et des cadres à organiser et à diriger de grandes exploitations socialistes.

Cette voie mène pas à pas à l'atténuation des disparités essentielles d'ordre économique et social entre la ville et la campagne, entre le travail dans l'industrie et le travail dans l'agriculture, dans le sens d'une élévation du second au degré du premier, avant tout quant au niveau de l'équipement technique. Elle tend à rapprocher les revenus et le niveau de vie des travailleurs ruraux de ceux des travailleurs des villes, à assurer aux coopérateurs un salaire garanti égal à celui que reçoivent les travailleurs des entreprises d'Etat.

Les coopératives de type supérieur nouvelle étape dans le processus de socialisation de la propriété de groupe

Le développement des coopératives agricoles stimule l'important processus d'atténuation des différences essentielles entre la campagne et la ville et de préparation des conditions objectives et subjectives requises pour la transformation progressive de la propriété de groupe en propriété du peuple tout entier. Le regroupement de divers sujets de la propriété coopérative en unités plus importantes, le renforcement et le perfectionnement des rapports de travail, d'échange et de répartition, une meilleure utilisation des différentes formes de distribution du revenu net, en particulier de la rente différentielle, la réduction progressive des différences essentielles d'ordre économique, social et culturel, entre les villes et les campagnes et, dans les campagnes mêmes, l'élévation et le affermissement incessants de la conscience socialiste des coopérateurs ainsi que la révolutionnarisation générale de leur vie, ce sont là les facteurs les plus importants qui ont tendu et tendent à rapprocher la propriété de groupe de la propriété du peuple tout entier.

Dans son rapport au VII^e Congrès du P.T.A. sur le 6^e plan quinquennal, le camarade Mehmet Shehu, membre du Bureau politique du C.C. du P.T.A. et président du Conseil des ministres de la R.P.S. d'Albanie, a indiqué:

«Nous avons actuellement une agriculture constituée de puissantes exploitations agricoles, ramifiées, de la grande production socialiste des secteurs étatique et coopératif, qui se développe rapidement et qui se perfectionne sans cesse sur le plan de l'organisation. La création des coopératives de type supérieur au cours du quinquennat écoulé a été une importante mesure économique et organisationnelle qui tend à accroître l'aide de l'Etat au secteur coopératif et à faire accéder graduellement les coopératives agricoles au niveau, puis, quand les conditions nécessaires auront mûri, au statut des fermes d'Etat». La création des coopératives de type supérieur a constitué un progrès dans tous les sens. Les premières coopératives de ce genre ont été créées à la fin de 1971. Ce sont les pionniers de cette grande transformation, qui s'annonce devoir être dans l'avenir une des voies les plus importantes du développement socialiste des campagnes albanaises.

Ces coopératives sont créées avec le libre consentement des membres des coopératives qui les composent. Leurs membres demeurent propriétaires des moyens de travail et de tous les autres biens qu'ils apportent à cette nouvelle coopérative; ils ont le droit d'avoir leur enclos personnel au même titre que dans toutes les autres coopératives. *[Selon la Constitution de la R.P.S. d'Albanie, la terre est propriété exclusive de l'Etat (art.17). Elle est accordée à des fins d'usage social, aux entreprises et aux institutions d'Etat, aux coopératives agricoles et aux organisations sociales ainsi qu'à des citoyens pour leur usage personnel. La terre est accordée en jouissance à titre gratuit. (art.19).]* Ils jouissent naturellement aussi d'autres droits comme ceux de participer au travail, d'élire les organes dirigeants et d'y être élus, de dire leur opinion et de délibérer sur tous les problèmes de la coopérative, d'exiger une réponse à toutes les propositions et idées qu'ils avancent, de critiquer et de demander des comptes pour l'activité de leur coopérative. C'est sur ces bases qu'est également réglée la question des pensions et des autres avantages des assurances sociales.

Les coopératives de type supérieur ont pour principaux fondements leurs propres moyens matériels et monétaires, le travail commun de leurs membres ainsi que la participation de l'Etat, qui leur fournit des moyens et une aide dans tous les domaines. L'aide financière de l'Etat aux coopératives de type

supérieur n'est pas accordée sous forme de prêt à long terme, l'Etat leur apporte sa contribution sous forme d'investissements de fonds figurant au budget et qui ont pour but le développement des forces productives. A ce propos, citons un des paragraphes de l'article 22 de la Constitution de la R.P.S. d'Albanie: «Dans des conditions déterminées, l'Etat encourage la mise sur pied et le développement de coopératives de type supérieur, auxquelles il participe directement par des investissements, particulièrement pour les principaux moyens de production. En outre, ces coopératives bénéficient d'un crédit à long terme et d'aides diverses, au même titre que les autres coopératives, en fonction de leurs besoins.

Dès les premières années de leur activité, l'Etat a mis à leur disposition, en tant que contribution supplémentaire, une somme de plusieurs dizaines de millions de leks investis pour la construction d'étables, de serres chauffées, d'ateliers mécaniques et de hangars, pour des travaux d'aménagements et autres. Dans ces conditions, la mesure des investissements et de l'accumulation pour chaque unité de superficie de terre arable dans ces coopératives est plus élevée que dans les autres coopératives, et elle tend à s'approcher beaucoup du niveau des investissements destinés aux entreprises agricoles d'Etat.

Avec le temps, la part des moyens investis par l'Etat tendra à augmenter, et cette forme de financement rapprochera de plus en plus la propriété de groupe de la propriété du peuple tout entier, tant par la forme que par le contenu. Cet accroissement des investissements de l'Etat constituera précisément une des formes d'action concrètes qui favoriseront le passage de la propriété de groupe à la propriété du peuple tout entier.

Outre la participation directe de l'Etat aux coopératives de type supérieur par des investissements de base, il est créé à leur intention des secteurs particuliers de stations de machines et de tracteurs. Celles-ci prêtent une aide importante pour en augmenter la puissance motorisée et la base mécanique, et la porter au même niveau que celui des fermes d'Etat.

Les membres de ces coopératives sont rémunérés par un salaire garanti et proportionnel à la production. Pour chaque norme de rendement réalisée ils reçoivent deux fois par mois 90% de leur salaire prévu dans le plan. A la fin de l'année, ils touchent la totalité de leur salaire quand le plan est réalisé, et ils reçoivent un supplément pouvant atteindre le double de leur salaire quand le plan est dépassé; leur salaire peut, par contre, être réduit de 10% quand le plan n'est pas accompli, ce qui n'arrive presque jamais. En outre, les membres des coopératives de type supérieur ont droit à 30% de leur salaire normal quand le travail est interrompu pour des raisons atmosphériques. Il convient d'indiquer que le salaire dans les coopératives de type supérieur, tout en étant garanti, est déterminé sur la base de la capacité économique de chaque coopérative. Il est donc différent d'une coopérative à l'autre du même type.

Les coopératives de type supérieur sont donc de grandes exploitations collectives, socialistes, où les rapports de propriété, d'échange et de répartition sont portés à un degré supérieur, plus avancé. Cela constitue un nouveau pas en avant dans le domaine du perfectionnement des rapports de production, un progrès d'un profond contenu politique, économique et social. Ce problème se rattache au développement des forces productives, à une meilleure harmonisation des intérêts de groupe et des intérêts de la société, à une utilisation plus efficace de la base matérielle et technique et de l'accumulation, à l'accentuation du processus de concentration, de spécialisation et de coopération dans l'agriculture, à la transformation graduelle de la propriété de groupe en propriété du peuple tout entier et à la réduction des différences essentielles existant entre la ville et la campagne.

La constitution de ces coopératives tend à accélérer l'intensification de la production agricole. Il leur est en effet affecté de plus importantes ressources matérielles, techniques et financières; les possibilités humaines, matérielles et les conditions climatiques, y sont mieux mises à profit, et l'organisation et la gestion de la production renforcées et perfectionnées. Ces exploitations agricoles, importantes et modernes, concentrent en même temps que les fermes d'Etat le gros de la production de céréales panifiables, de coton, de tournesol, de lait et de viande nécessaires au pays.

Ainsi, en 1975, les entreprises agricoles de l'Etat et les coopératives de type supérieur ont assuré 37% du fonds de céréales panifiables de la République et leur part pour les autres cultures a été de près de 57% pour le coton, de près de 58% pour le tournesol, de plus de 68% pour la betterave sucrière, de

39% pour les olives, de plus de 60% pour les agrumes, de près de 82% pour le lait, de près de 49% pour la viande etc.

La mise sur pied de ces coopératives marque aussi un nouvel échelon, supérieur, dans le développement de la propriété de groupe, et de tous les rapports qui s'y rattachent, clans la voie de son rapprochement avec celle du peuple tout entier. C'est là une nouvelle voie intermédiaire, qui conduit à l'élimination progressive des différences existant aujourd'hui entre les deux formes de propriété socialiste.

La mise sur pied des coopératives de type supérieur a eu également pour effet de renforcer les rapports dans le domaine de l'organisation et de la gestion de la production. Dans ces coopératives, les formes d'organisation et de gestion ainsi que la structure de l'appareil dirigeant s'apparentent davantage à celles des entreprises agricoles d'Etat, tout en préservant les principes de la démocratie coopérative. Les finances, la comptabilité et le système d'approvisionnement et de répartition y sont perfectionnés, et les nouvelles conditions créées permettent de réaliser plus rapidement la concentration, la spécialisation et la coopération de la production, en tirant plus judicieusement parti des avantages des grandes exploitations socialistes.

La mise sur pied des coopératives de type supérieur se fonde sur une meilleure harmonisation des intérêts des coopérateurs et de ceux de la société tout entière. Leur création reposera sur le développement harmonieux, et proportionné non seulement de l'agriculture proprement dite, mais de l'économie dans son ensemble. L'extension et la consolidation de la base matérielle et technique de la production, une gestion scientifique toujours plus solide et mieux organisée de cette production, l'accroissement et la stabilité de la production, l'amélioration de la condition matérielle des coopérateurs, le renforcement de l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie coopératrice, la recherche de voies nouvelles pour élever le degré de socialisation de la propriété de groupe, ce sont là autant d'aspects essentiels d'une meilleure coordination concrète des intérêts particuliers et de groupe avec l'intérêt général dans cette nouvelle forme d'organisation. L'institution de la rémunération uniquement en espèces, avec un salaire garanti, rattachée en outre aux résultats de la production, est un progrès important qui favorise directement les coopérateurs. Il tend à supprimer la différence qui existe aujourd'hui entre le secteur étatique et le secteur coopératif quant à la forme de rémunération, et à convaincre de plus en plus les coopérateurs que l'exploitation collective est à même de leur assurer des revenus plus stables.

La collectivisation de l'agriculture, tout en maintenant la petite propriété du paysan, l'a transformée, à travers l'organisation de la production collective, en propriété de groupe. Toutefois, la propriété coopérative et, avec elle, le système coopératif dans les campagnes ont un caractère transitoire. Au cours du processus d'édification de la société socialiste et communiste, la propriété de groupe doit se transformer en propriété du peuple entier. Les coopératives de type supérieur constituent un progrès vers cet objectif.

Du point de vue des rapports de propriété, ce qu'il y a de neuf dans cette forme d'organisation et de gestion de la production collective dans l'agriculture, c'est qu'elle permet d'éteindre de façon graduelle et toute naturelle pour la paysannerie, la propriété de groupe. La participation de l'Etat à ces coopératives permettra de faire croître graduellement la propriété d'Etat, la propriété du peuple tout entier, dans le cadre de la propriété de groupe. Il est évident que ce processus répond à la fois à l'intérêt collectif des coopérateurs et à celui de la société tout entière. En effet, les rendements des céréales et des autres produits agricoles et animales ont connu un net accroissement pendant ces premières années de leur formation. Ainsi, par exemple, les coopératives de Plasë et de Pojan, dans le district de Korçë, ont obtenu sur l'ensemble des superficies ensemencées en blé un rendement moyen de plus de 50 q à l'hectare; les coopératives de Seman et de Cakran, dans le district de Fier respectivement de 45 q et de 43 q à l'hectare; la coopérative de Këmishtaj dans le district de Lushnjë malgré les grands dommages qu'elle a subis du fait de chutes de grêle d'une extrême violence avant la moisson, a réussi à obtenir sur la totalité des surfaces ensemencées en blé une moyenne de 44 q à l'hectare; l'entreprise agricole de Maliq, dans le district de Korçë, a obtenu 43 q de blé à l'hectare et ainsi de suite.

Chapitre II — Caractéristiques essentielles du système économique de la R.P.S. d'Albanie

Le but essentiel du socialisme est de développer les forces productives à un niveau qui assure la satisfaction des besoins toujours croissants de l'ensemble de la société et de frayer la voie à la future application du principe communiste de répartition. Cet objectif ne peut être atteint qu'à travers la croissance et le perfectionnement continus de la production socialiste sur les bases de la technique moderne et une élévation sans précédent de la productivité du travail social.

Le processus de la production socialiste en République Populaire Socialiste d'Albanie repose sur trois principes et méthodes essentiels qui assurent son développement rapide, harmonieux et continu: le centralisme démocratique, l'appui sur ses propres forces et la planification.

Le centralisme démocratique; principe fondamental de l'organisation et de la gestion, de l'économie nationale

Aux termes de l'article 11 de la Constitution de la R.P.S. d'Albanie «... l'organisation et l'activité de l'Etat, toute la vie politique et économique, sont fondées sur le principe du centralisme démocratique et se développent conformément à ce principe, à travers une juste combinaison de la direction centralisée et de l'initiative créatrice des organes locaux et des masses travailleuses, en lutte contre le bureaucratisme et le libéralisme».

Le centralisme démocratique a donc pour essence une judicieuse combinaison de l'organisation et de la direction centralisée de l'économie par le centre, par l'Etat socialiste, avec la participation consciente, générale et directe des masses laborieuses à la gestion de cette économie.

L'organisation et la direction centralisées de l'économie socialiste est une pratique dictée par le niveau même des forces productives et par les conditions créées pour leur développement, par le degré de socialisation de la production et des moyens de production, par la nécessité d'un développement harmonieux de l'économie dans l'intérêt de l'ensemble de la société. La propriété sociale et coopérative des moyens de production crée la possibilité objective d'organiser et de diriger l'économie sur cette seule base à travers un plan général d'Etat qui imbrique totalement les unes dans les autres les activités productives de toutes les entreprises, des diverses branches de l'économie et, sur le plan géographique, de tous les districts. Cette fonction s'accorde pleinement avec le caractère social de la production et de l'appropriation. L'organisation et la direction de l'économie sur cette base lui assurent un développement convenable et rapide en conformité avec les exigences de la production socialiste, accroissent l'efficacité de la production, épargnent à la société d'abondantes déperditions d'énergie et des destructions qui peuvent avoir de fâcheuses conséquences en matière d'organisation et de direction.

Le centralisme en matière économique présuppose notamment l'organisation et la direction de l'économie par un centre, par l'Etat socialiste, son développement conformément aux préceptes des lois économiques et en premier lieu de la loi économique fondamentale, du socialisme, son essor harmonieux sur la base d'un plan général d'Etat, la mise en oeuvre du contrôle de la société sur le travail, la production et l'utilisation des biens matériels, l'application d'une discipline prolétarienne consciente dans l'accomplissement de chaque tâche par chaque maillon de l'économie, une entière responsabilité des instances inférieures devant les organes centraux de l'Etat et de l'économie, ainsi que la mise en oeuvre d'une méthode et d'un style révolutionnaires dans l'organisation et la direction de l'économie socialiste.

Dans le même temps, la propriété sociale, le caractère social de la production et de l'appropriation impliquent non seulement que ces processus soient dirigés de façon centralisée, mais qu'y participent aussi toutes les masses laborieuses, propriétaires des moyens de production. Aussi cette forme de production exige-t-elle à tout prix l'application de la démocratie socialiste dans la direction et la gestion de l'économie. Il s'ensuit que le centralisme et la démocratie socialiste dans l'organisation et la gestion de l'économie sont deux aspects d'un même phénomène, ils se présupposent mutuellement et constituent les exigences fondamentales du centralisme démocratique.

Le centralisme démocratique combine au mieux la direction unique de l'Etat avec l'initiative et la participation organisée des masses, il permet de coordonner et de réaliser les tâches politiques et économiques primordiales dans le domaine de la production, de la répartition, de l'échange et de la consommation des biens matériels à l'échelle de l'ensemble de la société et assure le contrôle organisé de la société sur la réalisation correcte de ces tâches.

Le principe du centralisme démocratique constitue la forme la plus élevée de démocratie, du fait que non seulement il implique la participation active des masses à la discussion, à l'examen et à l'approbation des plans économiques ainsi qu'à leur contrôle et application, mais qu'il présuppose aussi qu'elles exécutent directement ces plans, qu'elles en vérifient et confirment la justesse dans leur activité productive, qu'elles les complètent et les corrigent. Le centralisme ne paralyse pas l'initiative des travailleurs, il invite les collectifs à s'acquitter au mieux et de la manière la plus efficace de leurs tâches dans le domaine de la production sociale. C'est précisément par là que le centralisme socialiste a un profond caractère démocratique, social, populaire. La démocratie socialiste dans la gestion économique s'approfondit constamment. Le mode de production socialiste crée lui-même les conditions nécessaires à cet approfondissement, le socialisme étant l'oeuvre des masses laborieuses. Au cours du processus d'édification du socialisme, les masses laborieuses assimilent de mieux en mieux l'art d'organisation et de direction, elles se dotent toujours mieux de connaissances scientifiques approfondies sur les lois du développement social.

En conséquence, on a vu s'accroître l'initiative des masses et leur participation à l'étude et à la discussion des divers problèmes; les organes dirigeants prêtent une oreille plus attentive à leur voix et le contrôle de la classe ouvrière grandit et s'approfondit de plus en plus dans toutes les directions.

Afin de développer plus avant la ligne de masse dans la gestion de l'économie populaire, une lutte de tous les instants est menée en R.P.S. d'Albanie pour extirper le bureaucratisme dans la méthode de direction, contre les pratiques de commandement, contre les tendances à sous-estimer ou à ne pas écouter la voix des masses. C'est là une lutte pour le perfectionnement continu de la méthode d'organisation du travail et de gestion de la production sociale. Ce perfectionnement constitue une tâche constante et il est conditionné par le développement même et le perfectionnement du mode de production socialiste, par la nécessité d'accroître le rôle de la classe ouvrière dans la gestion de l'économie.

L'amélioration de la méthode et des formes de direction de l'économie implique aussi bien la direction centralisée de l'économie que la démocratie socialiste dans l'organisation et la gestion de l'économie. Cela se réalise en premier lieu à travers le renforcement de la gestion centralisée, qui ne donne les résultats requis que si le contrôle est appliqué aussi bien d'en bas que d'en haut. Le socialisme implique à la fois contrôle et calcul, et les formes sous lesquelles ceux-ci peuvent être mis en oeuvre se perfectionnent de pair avec le développement de l'économie.

Dans la juste application du principe du centralisme démocratique, dans le perfectionnement de la méthode d'organisation du travail et de la gestion de la production, une attention particulière a été consacrée à l'approfondissement et à l'extension de la démocratie socialiste dans la direction de l'économie. Les masses laborieuses participent largement à l'ensemble de l'activité économique et sociale dans chaque lieu de travail. L'activité des entreprises économiques et des coopératives est tout entière soumise au jugement et au contrôle des travailleurs, qui s'en acquittent non pas de façon purement formelle, mais activement.

En cette matière, la question de l'établissement de rapports aussi justes que possible entre les dirigeants et les masses laborieuses revêt une importance particulière. Ces rapports qui tendent à assurer la direction de l'économie et à lui donner une juste orientation, sont considérés comme un important aspect des rapports de production socialistes. L'approfondissement de la démocratie socialiste dans l'organisation et la gestion de l'économie se manifeste notamment dans la fusion des dirigeants avec les masses. Les cadres sont amenés à écouter la voix des masses, ils s'instruisent à leur école et participent de concert avec elles au travail productif et de recherche scientifique, en vue de l'organisation du travail et de la gestion de l'économie, du développement de la production sociale, etc. Une telle pratique est de rigueur dans les entreprises d'Etat, dans les coopératives agricoles, et à tous les échelons de l'économie nationale.

L'approfondissement de la démocratie socialiste dans l'économie présuppose l'élargissement des anciennes formes et l'adoption de formes nouvelles pour amener les masses à diriger la production et à contrôler l'ensemble de l'activité économique des entreprises, coopératives ou institutions diverses. La question du contrôle de l'activité d'une entreprise ou d'une institution donnée est avant tout l'affaire de l'ensemble du collectif de travailleurs et non pas d'une poignée de personnes.

Le contrôle de la classe ouvrière émane de sa mission, de sa position et du rôle qu'elle joue dans la production sociale en régime socialiste, dans le processus d'édification du socialisme et du communisme. Dans la société socialiste, ce contrôle devient possible, nécessaire et inévitable, car la classe ouvrière et les autres masses laborieuses y sont devenues les propriétaires des moyens de production.

Le contrôle au nom des masses est exercé au premier chef par le Parti du Travail d'Albanie, qui guide et dirige l'ensemble de la vie du pays, partant, l'activité économique. L'Etat socialiste remplit lui aussi un rôle particulier en ce domaine en mettant en oeuvre, à travers son action en matière économique et organisationnelle, l'organisation, la direction et le contrôle de la classe ouvrière et des masses laborieuses. Le contrôle de l'Etat s'exerce sur ses propres organes et sur ses appareils administratif et économiques, et il est mis en oeuvre avec l'aide et sous l'influence directe des masses laborieuses. Ces formes de contrôle se combinent et s'entrelacent afin de servir au mieux la cause de l'édification socialiste.

En régime socialiste, l'assujettissement de l'activité économique comme de toutes les autres activités au contrôle des masses est inhérent au régime même, car les masses laborieuses sont elles-mêmes les créatrices des biens matériels, des règlements, ordonnances et lois des organes du pouvoir populaire et, dans le cours de leur activité, elles les appliquent, les corrigent et les amendent en conformité avec le niveau de développement des forces productives, le degré de perfectionnement des rapports de production socialistes et le niveau de conscience des masses elles-mêmes. Celles-ci donc participent par là activement au gouvernement du pays.

Les formes de la participation des masses à la direction de l'économie nationale sont nombreuses et multiples. Les travailleurs remplissent un rôle primordial dans l'élaboration des plans et dans leur exécution, ils participent activement à l'analyse de l'activité économique et financière des entreprises, à l'étude et à la détermination des mesures à prendre pour promouvoir leur propre formation idéologique, culturelle et technico-professionnelle, etc. La pratique quotidienne fournit en ce domaine des formes nouvelles et multiples qui concourent au renforcement de la direction centralisée et planifiée, à l'approfondissement plus marqué de la démocratie socialiste en matière de gestion de l'économie et "au perfectionnement par la voie révolutionnaire des rapports des cadres et des masses laborieuses.

Le contrôle, l'organisation et la gestion de l'économie par la classe ouvrière, par les masses laborieuses ne sont pas purement formels, ils n'ont pas le caractère d'une simple campagne et ne se réalisent pas spontanément; ils présentent au contraire un caractère permanent et sont appliqués consciemment sous la conduite du Parti. Les masses laborieuses s'occupent chaque jour, chaque heure, du contrôle, de l'organisation et de la direction de la production sociale et elles ne cessent de les perfectionner.

L'appui sur nos propres forces, voie principale de l'édification du socialisme dans notre pays

«Dans l'édification du socialisme, la République Populaire Socialiste d'Albanie s'appuie principalement sur ses propres forces» (art. 14 de la Constitution de la R.P.S. d'Albanie).

Théoriquement, ce principe et son importance pour la construction du socialisme découlent des thèses marxistes--léninistes sur le rôle déterminant du facteur intérieur, ainsi que sur la fonction décisive des masses dans l'oeuvre d'édification. Tout comme la révolution populaire, l'édification du socialisme en Albanie est l'oeuvre des larges masses. Cela n'exclut pas le rôle du facteur extérieur pendant la période de la lutte de libération nationale ni l'aide internationaliste des autres pays socialistes pendant l'édification socialiste du pays.

Dans son rapport au VII^e Congrès du P.T.A., le camarade Enver Hoxha a précisé que «l'édification intégrale de la société socialiste est étroitement liée à la compréhension et à l'application du principe de l'appui sur ses propres forces, à chaque pas et dans chaque domaine de la vie. Ce grand principe

marxiste-léniniste, d'un profond contenu révolutionnaire, est non seulement une loi de l'édification du socialisme, mais aussi, dans les conditions de notre pays, un impératif absolu pour tenir tête victorieusement au blocus et à l'encerclement que nous imposent nos ennemis». Le P.T.A. considère que l'appui sur ses propres forces n'est pas une politique temporaire et conjoncturelle, mais une nécessité objective pour chaque pays, grand ou petit, avancé ou arriéré, un principe applicable dans les luttes de libération et dans la révolution prolétarienne comme dans l'édification du socialisme et la défense de la patrie. «L'application de ce principe — souligne encore le camarade Enver Hoxha — barre toutes les voies au déferlement des crédits des banques et des Etats bourgeois et révisionnistes, au moyen desquels les impérialistes et les sociaux-impérialistes asservissent les pays et les peuples, sucent leur sang et exploitent leur sueur. Les prétendues aides des impérialistes et des sociaux-impérialistes aux pays en voie de développement ne sont qu'une grande supercherie et elles visent à pressurer l'économie de ces pays et à leur imposer la politique impérialiste».

Le principe de l'appui sur ses propres forces présuppose l'appui incessant sur la force, la pensée et le travail créateur des masses laborieuses, la mobilisation et l'organisation de ces masses en vue du progrès matériel et social de la société socialiste; il implique l'appui sur les ressources matérielles du pays, sur leur détection, leur mise en valeur et leur utilisation rationnelles en faveur de l'édification du socialisme; l'appui sur le fonds d'accumulation interne et son emploi aussi rationnel que possible, en s'en tenant à une ligne générale fondée sur un régime d'économies, sur l'accumulation et la généralisation de l'expérience intérieure, en même temps que sur l'utilisation circonspecte et créatrice de l'expérience étrangère, adaptée aux conditions et aux possibilités du pays; la mise sur pied d'un système d'économie nationale indépendant, à branches multiples et moderne, conforme aux conditions et aux besoins du pays.

Aussitôt après la Libération, la question du développement économique et culturel du pays devint l'affaire du peuple tout entier. Ouvriers, paysans et intellectuels, femmes y compris, toujours sous la conduite du Parti organisèrent partout des équipes, détachements, bataillons et brigades de travail volontaire. Un élan au travail d'une vigueur sans précédent se manifesta aux quatre coins du pays.

Dans ces conditions très difficiles et en dépit d'une grande pénurie de moyens techniques et de cadres, tout le monde oeuvra avec abnégation pour reconstruire avant tout les routes et les ponts détruits et pour remettre en état le réseau de communication.

Les généreux efforts des ouvriers permirent de remettre en service dans l'année même qui suivit la Libération une partie des fabriques, des centrales électriques et des mines, qui reprirent la production. La paysannerie se mobilisa pour assurer les semailles des terres arables et reconstruire, avec l'aide de l'Etat, les maisons brûlées. Les institutions éducatives et culturelles entamèrent leurs activités, et des écoles nouvelles furent ouvertes, surtout dans les villages.

L'ensemble du développement de l'économie de la R.P.S. d'Albanie s'appuie sur une mobilisation intense des ressources intérieures, humaines, matérielles et monétaires. D'immenses investissements de base, ont été effectués en vue d'accroître les fonds productifs fondamentaux, de réaménager et de moderniser les branches existantes de l'économie, de mettre en valeur et d'introduire dans le circuit économique, dans une proportion toujours accrue, les richesses naturelles du pays.

En appliquant avec esprit de suite le principe de l'appui sur ses propres forces, on a obtenu en Albanie des résultats considérables pour le développement de l'économie nationale et la satisfaction des besoins de plusieurs branches. C'est ainsi que l'industrie couvre aujourd'hui la totalité des besoins du pays en énergie électrique, en carburants, en combustibles et en engrais chimiques. Elle satisfait aussi presque totalement les besoins en matériaux de construction (ciment, bois d'oeuvre, briques, vitres, etc.).

L'industrie mécanique est en mesure de produire la plupart des pièces détachées nécessaires à notre économie et elle a commencé à fabriquer de nombreux appareils et machines, allant même jusqu'à construire des chaînes de fabrication, des ateliers et des établissements industriels entiers. L'industrie légère subvient aux besoins du peuple en toile, en chaussures, etc., et l'industrie alimentaire satisfait aussi une bonne part des besoins en divers produits, notamment en matières grasses, en sucre, etc.

L'essor de l'agriculture socialiste permet de pourvoir toujours mieux aux besoins de la population en autres produits alimentaires et d'approvisionner l'industrie en matières premières d'origine végétale ou animale. En 1976 l'agriculture socialiste a remporté une grande victoire: elle a produit la quantité de céréales panifiables nécessaire au pays.

En Albanie on projette et on construit aujourd'hui des ouvrages complexes qui, par leur taille et par leur perfection technique, se classent parmi les réalisations mondiales les plus avancées. Il y a été institué un système d'enseignement complet qui satisfait les besoins de l'économie nationale en cadres moyens et supérieurs de toutes les spécialités. L'Albanie possède aujourd'hui un riche réseau d'institutions de recherche scientifique qui mènent des études et des recherches fécondes au profit de la production.

Bientôt, la mise en exploitation de nouveaux et puissants établissements industriels permettra de satisfaire les besoins du pays en aciers, en fer profilé, en tubes et en tôles diverses, en carburants de haute qualité, en matières premières nécessaires à l'industrie chimique, en fibro-ciment, en vitres, et en autres produits requis par l'industrie mécanique.

Ce développement dynamique a eu et aura pour conséquence d'accroître les ressources intérieures dans le fonctionnement de l'économie du pays.

L'appui sur nos propres forces implique que les masses laborieuses jouent un rôle toujours croissant dans la solution des problèmes économiques du pays. En Albanie le mot d'ordre «Comptons sur nos propres forces» est devenu une source d'inspiration.

Lorsque les révisionnistes khrouchtchéviens ont rappelé leurs spécialistes et organisé le blocus contre l'Albanie, les travailleurs albanais se sont mis eux-mêmes à concevoir et à fabriquer des machines et des équipements, allant même jusqu'à édifier des ouvrages industriels complets. Les cadres et les spécialistes albanais ont découvert d'importantes richesses du sous-sol, accroissant ainsi la puissance et l'autonomie de l'économie nationale.

La classe ouvrière, les innovateurs et les rationalisateurs, le personnel d'ingénieurs et de techniciens, les cadres, les spécialistes et tous les autres travailleurs d'Albanie ont mobilisé leurs forces physiques, intellectuelles et créatrices pour réaliser avant terme le plan d'Etat, accroître la productivité du travail, afin de produire dans le pays même des machines, des équipements, de nouveaux produits autrefois importés.

Le principe de l'appui sur nos propres forces, la mise en valeur aussi complète que possible de toutes les ressources et réserves intérieures et la mise sur pied d'une puissante économie nationale permettent au pays de se procurer sur les marchés étrangers l'outillage et les équipements qui lui sont nécessaires à travers les échanges commerciaux fondés sur l'avantage mutuel.

Le principe qui consiste à compter sur ses propres forces ne renie pas le rôle du facteur extérieur.

Traitant de ce sujet, le camarade Enver Hoxha a précisé:

«Tout en oeuvrant pour la construction du socialisme selon le principe de l'appui sur ses propres forces, notre Parti n'a jamais songé à créer une économie autarcique, repliée sur elle-même. Dans le même temps, tout en combattant tout sentiment d'infériorité et de soumission devant ce qui est étranger, il n'a pas nié la valeur de la pensée progressiste mondiale, les réalisations de la science et de la technique des autres pays. Il a toujours apprécié l'expérience révolutionnaire de tous les peuples, tout ce qui sert la cause de l'émancipation et du progrès de l'humanité.»

«L'appui sur ses propres forces, loin d'exclure la coopération et l'entraide entre les forces révolutionnaires et socialistes, les présuppose. L'aide que la révolution triomphante accorde aux pays et aux peuples qui luttent pour la libération nationale et sociale, l'entraide entre les pays qui construisent le socialisme, est un devoir internationaliste. Elle est tout à fait désintéressée et s'inspire des intérêts supérieurs du marxisme-léninisme. Cette aide est non seulement dans l'intérêt du pays qui le reçoit, mais aussi de celui qui l'accorde, parce que le triomphe du socialisme dans un pays sert le triomphe de la révolution dans les autres pays, son triomphe sur le capitalisme et le révisionnisme.»

A l'avenir également, l'Albanie s'en tiendra résolument à la ligne de l'édification du socialisme en s'appuyant sur ses propres forces.

La gestion planifiée de l'économie nationale

Le mode de production socialiste se caractérise en République Populaire Socialiste d'Albanie par le développement planifié de l'économie nationale.

Ce principe est consacré par les articles 25 et 26 de la Constitution :

«L'Etat organise, dirige et développe toute la vie économique et sociale selon un plan unique et général, afin de satisfaire les besoins matériels et culturels sans cesse croissants de la société, de renforcer l'indépendance et la défense du pays, en développant et en perfectionnant constamment la production socialiste sur la base d'une technique avancée.»

«Pour gérer les moyens qui sont propriété de tout le peuple, l'Etat crée des entreprises, qui conduisent leur activité en se guidant sur les intérêts généraux de la société, exprimés dans le plan d'Etat.»

La nécessité et la possibilité de ce développement planifié dérivent du caractère social de la propriété des moyens de production, les multiples entreprises étant considérées de ce fait comme formant une seule entité économique. La grande production socialisée ne peut donc se développer en dehors du plan général.

La gestion planifiée de l'économie en République Populaire Socialiste d'Albanie est conduite par le pouvoir populaire.

L'Etat planifie le développement de l'économie du pays; il administre les ressources matérielles, humaines et financières, détermine le volume et la structure de la production et des grands travaux d'équipements, établit les taux d'élévation de la productivité du travail, le volume de la circulation des marchandises dans le commerce intérieur et le commerce extérieur, fixe les prix des marchandises, le niveau des salaires des ouvriers et des employés, etc. L'Etat albanais dirige aussi la vie économique des coopératives agricoles en ayant constamment en vue leurs particularités d'entreprises coopératives.

En raison de la grande importance que revêt la planification dans l'accomplissement, par l'Etat socialiste, de sa fonction principale dans les domaines économique et organisationnel, ainsi que culturel et éducatif, la Constitution de la République Populaire Socialiste d'Albanie, comme on l'a vu plus haut, consacre explicitement, par la voie législative, la planification de l'économie nationale en tant que principe constitutionnel.

La planification se développe de pair avec les étapes essentielles de la conversion de la propriété privée des moyens de production en propriété sociale. A la première étape, qui correspond aux commencements de la propriété sociale des moyens de production, quand cette forme de propriété n'est pas encore prépondérante, la planification de l'économie populaire revêt un caractère partiel et limité. A la deuxième étape, lorsque la socialisation des moyens de production est réalisée dans son ensemble et que la propriété sociale devient prépondérante, l'économie populaire commence à se développer conformément à un plan d'Etat unique et général. A la troisième étape, quand la propriété sociale des moyens de production domine totalement, que la base économique du socialisme a été édifiée et que les rapports socialistes de production ont triomphé à la ville comme à la campagne, la planification s'engage dans une étape nouvelle, plus élevée, de développement. A l'heure actuelle, elle englobe l'économie populaire dans son ensemble.

La mise sur pied et le développement d'une économie planifiée entraînent nécessairement la création et l'organisation d'un système adéquat d'organes de direction et de planification de l'économie nationale, depuis le centre jusqu'à la base selon le principe du centralisme démocratique. Ce principe a été et demeure le principe fondamental de la gestion planifiée de l'économie nationale. Si l'on s'en écarte, on ne saurait même concevoir l'élaboration d'un plan unique d'Etat sur de larges bases démocratiques.

Le système des organes étatiques de gestion et de planification de l'économie nationale en Albanie a vu le jour et s'est développé graduellement, en partant des formes initiales, plus simples, d'organisation, pour atteindre les formes plus parfaites et coordonnées qu'il revêt aujourd'hui.

Les plans d'Etat en République Populaire Socialiste d'Albanie portent «le sceau du peuple», ils sont l'oeuvre collective des travailleurs, et ce aussi bien pour leur élaboration que pour leur réalisation. Dans les lieux de travail ou dans les réunions de quartier, dans les institutions culturelles comme partout où elles sont présentes, les masses travailleuses n'ont jamais manqué de discuter des projets de directives des plans, elles ont formulé leurs observations et leurs propositions. Sur la base des riches matériaux fournis par les débats populaires, les chiffres initiaux ont toujours subi des modifications. Les masses laborieuses ont souvent modifié le plan au cours même de son processus d'exécution, en élevant les indices et en accélérant les rythmes de développement. De telles modifications ont été apportées à tous les plans.

A cet égard, le camarade Mehmet Shehu soulignait dans son rapport sur le 6^e plan quinquennal (1976-1980) présenté devant le VII^e Congrès du P.T.A (1^{er} novembre 1976):

«Le Parti a consulté le peuple et s'est entretenu intimement avec lui pour élaborer le projet de directives du 6^e plan quinquennal. Plus que jamais, ce projet de directives porte le sceau des masses travailleuses de la ville et de la campagne. Pour sa préparation ont été mises sur pied et ont travaillé plus de 13.500 commissions et groupes de planification partout dans le pays, avec plus de 82.000 participants, dont 78% étaient des ouvriers et des coopérateurs. Au cours de l'examen du projet de directives dans les discussions sont intervenus environ 160.000 travailleurs, qui ont formulé quelque 45.000 propositions, dont plus de 30.000 ont été jugées valables et approuvées.»

Il faut noter qu'au cours des débats, les masses travailleuses grâce à un très puissant esprit d'initiative et à un grand élan révolutionnaire ont manifesté leur détermination d'assumer des tâches audacieuses pour le 6^e quinquennat, des tâches plus considérables que celles prévues par le projet de directives. Ainsi, les masses travailleuses elles-mêmes ont élevé presque tous les principaux indices du 6^e plan quinquennal présenté dans le projet de directives. Il faut souligner à cette occasion l'ardeur révolutionnaire des travailleurs de l'agriculture qui ont élevé tous les indices prévus, et la plupart des exploitations agricoles se sont engagées à réaliser les objectifs de 1980 dès 1977 ou 1978, en particulier en ce qui concerne la production des céréales panifiables.

D'un plan quinquennal à l'autre

L'Albanie s'est engagée dans la voie du développement planifié de son économie nationale avec un lourd retard social, économique, technique et culturel hérité du passé et à un moment où le pays avait subi des dommages considérables en hommes et en biens du fait des occupants fascistes. L'organisation et le développement planifié de la vie du pays, bien entendu sur la base de plans partiels, commencèrent au lendemain même de la victoire de la révolution populaire. Tels furent notamment les plans de 1945 et 1946. Ces plans partiels prévoyaient la réalisation des tâches concrètes que nécessitaient le relèvement et l'organisation de l'économie nationale au lendemain de la Libération. Sans doute, ne comportaient-ils qu'un nombre d'indices relativement restreint, mais leur mise en oeuvre n'en demanda pas moins un effort considérable. Il s'agissait en effet de relever l'économie ravagée et paralysée, de remettre en service les mines et certaines petites unités industrielles, de construire des ponts et des voies de communication, de reconstruire les maisons incendiées, etc.

Le premier plan unique d'Etat de l'économie nationale date de 1947. Il marqua le point de départ du développement de l'économie, à l'échelle nationale, sur la base de plans uniques d'Etat. Son exécution permit de réaliser certaines tâches concrètes et urgentes touchant le relèvement et l'aménagement de l'économie. Le plan de 1948 a parachevé le relèvement des diverses branches de l'économie nationale et assuré leur développement ultérieur. Cette année-là, le volume de la production industrielle globale était déjà deux fois supérieures à celui de 1938. A cette époque, les communications étaient pleinement rétablies, les ponts et les routes avaient été remis en état, les maisons incendiées reconstruites et l'on avait construit un bon nombre d'ouvrages nouveaux.

Après l'exécution des deux plans annuels, on passa à l'élaboration et à l'application du plan économique biennal d'Etat pour 1949-1950. Ce plan marqua une nouvelle étape, plus élevée, dans la planification et le développement de l'économie populaire albanaise. Il comportait de nouvelles branches et de nouveaux indices qui n'avaient pas figuré, et pour cause, dans les plans précédents. La réalisation du plan biennal entraîna de nombreuses modifications dans la structure de la production industrielle et agricole globale.

Dans les premières années qui suivirent la Libération, le développement de l'économie populaire sur la base des plans d'Etat à court terme était indispensable pour réaliser au début quelques tâches courantes et urgentes du relèvement, de l'aménagement et de l'organisation de l'économie et pour acquérir l'expérience requise, afin de passer à des plans à long terme, quinquennaux, de développement de l'économie et de la culture, sans lesquels l'édification du socialisme et du communisme serait inconcevable.

Le premier plan quinquennal (1951-1955)

La réalisation des premiers plans eut pour résultat qu'en 1950 le volume de la production industrielle et celui de la production agricole étaient respectivement 4 fois et de 30% supérieurs aux chiffres d'avant-guerre. Ainsi, en 1951, étaient créées les conditions qui permirent à la planification de l'économie populaire de s'engager dans une nouvelle étape de développement, celle des plans à long terme. On entra ainsi dans la période du développement à des rythmes élevés; de nouvelles proportions, rationnelles et mieux harmonisées, furent déterminées entre les diverses branches de l'économie, la planification fut établie sur des bases plus scientifiques et correspondant mieux à nos possibilités, les principes marxistes-léninistes de planification socialiste de l'économie populaire furent mis en oeuvre de façon plus complète et mieux organisée.

Les plans à long terme en Albanie sont des plans uniques quinquennaux pour l'ensemble de l'économie nationale. Jusqu'en 1975 cinq plans de cet ordre ont été réalisés avec succès. Actuellement le peuple albanais est occupé à réaliser le sixième plan quinquennal.

L'heureuse exécution du premier plan quinquennal 1951-1955 a eu pour effet de transformer l'Albanie de pays agraire arriéré en pays agraire-industriel. La base de l'industrie nouvelle socialiste, fut créée, le secteur socialiste de l'agriculture élargi. Les conditions nécessaires furent réunies pour accélérer les rythmes de collectivisation de l'agriculture et achever la construction de la base économique du socialisme durant le quinquennat suivant. En 1955, le volume de la production industrielle globale était de 179% supérieur à celui de 1950 et 11,5 fois à celui de 1939. Le taux d'accroissement moyen de cette production était de 22% par an. Dans certaines branches de l'industrie, comme l'extraction du minerai de chrome, l'industrie mécanique, l'industrie du bois, l'industrie locale, etc., les tâches fixées par le plan furent sur-accomplies. Les coopératives d'artisanat réalisèrent le plan quinquennal 10 mois avant terme. Au cours du premier quinquennat furent mises en service environ 150 fabriques, et entreprises nouvelles d'Etat ou du secteur coopératif.

Des progrès importants furent enregistrés dans l'agriculture. La production des céréales panifiables était en 1955 de 53% supérieure à celle de 1950.

Le fougueux développement de l'économie et l'accroissement de la production industrielle et agricole rendirent possible l'amélioration de la situation matérielle des travail leurs et l'élévation de leur niveau culturel. Le volume global de la circulation des marchandises était, en 1955, de 105% supérieur à celui de 1950. Le revenu national s'était accru de quelque 70%, le salaire réel des ouvriers et des employés de 20%, les revenus de la paysannerie de 35%.

Des succès considérables furent enregistrés dans le développement de la culture et de l'enseignement. Le réseau des écoles s'élargit et le nombre des écoliers et des étudiants augmenta. L'analphabétisme dans l'ensemble fut éliminé parmi toute la population âgée de moins de 40 ans.

Le 2^e plan quinquennal (1956-1960)

Le 2^e plan quinquennal fut réalisé et ses objectifs furent même dépassés: il fut marqué par l'édification de la base économique du socialisme. Le volume de la production industrielle globale qui devait être réalisé en cinq ans le fut en quatre ans et neuf mois, cependant que le niveau de la production industrielle fixé pour 1960, fut atteint dès 1959. En 1960, le volume de la production industrielle globale était 2,2 fois plus élevé qu'en 1955 et 25 fois plus qu'en 1938. Les taux de développement les plus importants furent obtenus dans les industries minière, électrique, mécanique et dans celle des matériaux de construction. Les branches de l'industrie légère et alimentaire se développèrent aussi parallèlement. En conséquence, la structure de l'industrie marqua une amélioration notable. En 1960, la part de l'industrie dans l'ensemble du revenu national avait atteint 40%.

Les grands ouvrages du domaine économique et culturel construits dans le cadre du deuxième plan quinquennal furent au nombre de 250. De nouveaux gisements de pétrole ainsi que de nouvelles mines de fer, de nickel, de chrome, de cuivre et de charbon ont été mises en exploitation. La construction de ces ouvrages s'est accompagnée de la mise sur pied de nouvelles citées ouvrières.

Dans l'agriculture, la victoire principale, de portée historique, consistait dans l'achèvement de la collectivisation dans ses grandes lignes. En 1960, le secteur socialiste dans l'agriculture représentait 87% des terres arables. En dépit des difficiles conditions climatiques, surtout au cours des deux dernières années du quinquennat, la production agricole de 1960 était supérieure de 25% à celle de 1955. Les superficies cultivables s'accrurent de 13%. Le blé exporté, les rendements s'élevèrent dans toutes les cultures agricoles. L'accroissement de la production fut surtout sensible pour le tabac, le coton et la betterave sucrière.

L'accroissement de la production industrielle et agricole, l'élévation de la productivité du travail et la baisse des coûts de production furent les principaux facteurs qui déterminèrent une élévation sensible du niveau de vie matériel et culturel du peuple. En 1960, par rapport à 1955, le revenu national s'éleva de 48%, les salaires réels des ouvriers et employés de 29%, cependant que le revenu réel de la paysannerie s'accrut de 35%. Durant le quinquennat du 2^e plan furent décrétées 6 baisses des prix des marchandises de consommation courante, baisses qui se traduisirent pour la population par un gain de 7 milliards 200 millions de leks (anciens). Le taux d'accroissement de la circulation des marchandises s'accrut de 2 à 3 fois plus rapidement que celui de l'accroissement naturel de la population.

D'importants progrès furent également enregistrés dans le développement de l'enseignement et de la culture ainsi que dans la protection de la santé du peuple. En 1960, une personne sur cinq en Albanie allait à l'école. Le nombre des cadres supérieurs tripla par rapport à 1955. La durée moyenne de la vie s'éleva à 62 ans.

Le 3^e plan quinquennal (1961-1965)

En dépit du farouche blocus impérialiste-révissionniste, les tâches du 3^e plan quinquennal furent dans l'ensemble réalisées avec succès. Ce plan marqua un pas important en avant dans la construction de la base matérielle et technique du socialisme.

Le plan de la production industrielle globale fut réalisé à 97%. Dans les industries du chrome, du cuivre, dans les industries électrique et mécanique les objectifs fixés furent dépassés d'une marge satisfaisante. Les industries du pétrole, du charbon, des matériaux de construction, l'industrie légère et alimentaire connurent un nouvel essor. Les bases de l'industrie chimique furent posées. En cinq ans furent construits et mis en service 430 ouvrages industriels, agricoles et socio-culturels. En 1965, la production industrielle globale était de 39% supérieure à celle de 1960 et représentait 34,8 fois celle de 1938.

La production agricole globale était, en 1966, supérieure de 36% à celle de 1960 et 2,3 fois plus élevée qu'en 1938. La production des céréales panifiables s'était accrue de 51%, la capacité d'irrigation de 52%. Le volume des travaux mécanisés augmenta de 82%, cependant que la base nécessaire pour mettre en oeuvre une agriculture intensive se renforça.

Le revenu national s'accrut de 44% par rapport au deuxième quinquennat. La part de ce revenu affectée au fonds d'utilisation, la circulation des marchandises du commerce socialiste ainsi que la superficie habitable augmentèrent également. Le nombre total d'écoliers et d'étudiants prévu par le plan fut dépassé. Le nombre des cadres moyens doubla presque, celui des cadres supérieurs augmenta de plus du double.

L'heureuse réalisation des principaux objectifs du troisième plan quinquennal attesta l'esprit révolutionnaire des travailleurs albanais, leur grande force morale et politique. La mise en oeuvre de ce plan quinquennal démontra que la base sur laquelle était édifiée l'économie socialiste albanaise était invulnérable, que la ligne du pouvoir populaire dans l'édification socialiste du pays était correcte. L'expérience de ces cinq années prouva également que l'édification socialiste du pays pouvait être poursuivie avec succès même dans les dures conditions de l'encerclement et des pressions impérialistes-révissionnistes.

Le 4^e plan quinquennal (1966-1970)

Le 4^e plan quinquennal a marqué un important pas en avant dans l'édification de la base matérielle et technique du socialisme à travers la poursuite de l'industrialisation socialiste du pays, le renforcement du système coopératif dans les campagnes, le développement accéléré de la production agricole, principalement des céréales panifiables, et l'approfondissement de la révolution technique et scientifique. Sur cette base, le bien-être matériel du peuple et son niveau culturel se sont élevés, et la capacité de défense de la patrie socialiste s'est accrue.

Le 4^e plan quinquennal a été réalisé en 4 ans et 7 mois. Les objectifs fixés pour accroître la production industrielle globale ont été dépassés et le niveau fixé pour 1970 a été atteint dès 1968.

Au cours de ce plan, l'industrialisation socialiste du pays s'est encore développée en largeur et en profondeur, grâce à une plus complète exploitation des capacités productives existantes et à la construction de nouveaux ouvrages. La production industrielle globale était en 1970 de 83% plus élevée qu'en 1965, au lieu de l'augmentation de 50-54% prévue par le plan. Le rythme annuel moyen d'accroissement de la production industrielle a été de 12,9%, soit 4,2% de plus que le taux prévu.

La production des moyens de production (groupe A) était en 1970 de 108% supérieure à celle de 1965, au lieu des 65-69% prévus. Dans le secteur des services géologiques, les objectifs fixés pour l'accroissement des réserves industrielles ont été dépassés. En 1970, la production de pétrole brut avait augmenté de 81 % par rapport à 1965, au lieu des 46% prévus. Les objectifs ont été dépassés dans l'extraction des minéraux utiles, dans le raffinage du pétrole, dans la production du cuivre blister, etc. La production d'énergie électrique s'était accrue de 2,8 fois par rapport à 1965, au lieu de 2,3 fois, l'accroissement prévu. Le 4^e quinquennat a jeté les bases de l'industrie chimique, qui est devenue un solide appoint pour un important et incessant accroissement de la production, de la production agricole en particulier. L'industrie mécanique a connu un nouvel essor à travers la création de nouvelles capacités productives et une meilleure utilisation de ses réserves intérieures. Cette branche importante de l'économie a accompli avec succès les tâches qui lui étaient assignées. En 1970, le volume de la production dans l'industrie mécanique était plus de 3 fois supérieur à celui de 1965.

L'essor de la production des moyens de production s'est accompli en harmonie avec l'accroissement tout aussi nécessaire de la production des biens de consommation courante (groupe B). En 1970, la production des objets de large consommation s'était accrue par rapport à 1965, de 58% au lieu des 33-38% prévus. Le taux annuel moyen d'accroissement a été de 9.5% au lieu des 6.7% envisagés.

En 1970, la production agricole globale avait augmenté de 33% par rapport à 1965, ce qui correspond à un accroissement annuel moyen de 5.8%. La production des cultures des champs s'était accrue de 55%, et celle des céréales panifiables en particulier de 65%. La production de lait, de viande et les autres productions animales avaient également connu un nouvel accroissement.

Les objectifs de ce plan concernant le défrichement de terres nouvelles par la paysannerie coopératrice ont été dépassés. La capacité d'irrigation a augmenté de 33%, et elle couvrait 54% de la superficie des terres arables, au lieu de 46% en 1965. Le volume des travaux mécanisés a augmenté de 90% au lieu des 36% envisagés par le 4^e plan quinquennal. L'agriculture a été approvisionnée en 6 fois plus d'engrais chimiques qu'au cours du 3^e quinquennat.

Au cours du 4^e plan quinquennal, le volume des investissements s'était accru de 55% et celui des constructions de 46% au lieu des 34 et 18% respectivement prévus. Les investissements et les constructions ont eu pour but d'assurer le développement accéléré de la reproduction socialiste élargie, le développement des secteurs sociaux et culturels, en particulier pour la construction de logements, et notamment la liquidation des grands dégâts causés par plusieurs tremblements de terre qui ont éprouvé le pays au cours de cette période.

Des résultats satisfaisants ont été obtenus dans le développement des transports. En 1970, le volume du transport de marchandises avait augmenté par rapport à 1965 de 53% au lieu des 41-46% prévus. Dans le transport de voyageurs le trafic a augmenté de 108% contre les 83% escomptés. Le réseau des chemins de fer s'est étendu et la flotte marchande s'est renforcée.

Grâce au développement continu de la production sociale, le revenu national avait augmenté en 1970 par rapport à 1965, de 55% au lieu des 45-50% prévus.

Au cours de 4^e quinquennat, la norme d'accumulation réalisée s'est élevée à quelque 34%. Cet accroissement s'est accompagné de l'augmentation continue et générale de la consommation par la population. En 1970, le fonds de consommation avait augmenté de 30% par rapport à 1965, soit 2,1 fois plus que l'accroissement général de la population. Au cours de ce quinquennat des mesures importantes ont été prises pour élever le niveau de vie des travailleurs. Les impôts et les taxes sur les revenus des travailleurs ont été supprimés. Les prix d'une série d'articles de consommation courante ont été abaissés et un ensemble de mesures favorables aux coopératives agricoles ont été prises. La circulation des marchandises du commerce de détail avait augmenté en 1970 de 45% par rapport à 1965, au lieu des 25-27% escomptés.

Durant le 4^e quinquennat, le réseau des établissements sanitaires s'est encore étendu et le nombre des lits a dépassé de 8% l'objectif fixé.

Ce sont là autant de témoignages du fait que les tâches fixées par le V^e Congrès du Parti du Travail d'Albanie dans le cadre du 4^e plan quinquennal ont été, dans l'ensemble, réalisées avec succès.

Le 5^e plan quinquennal (1971-1975)

Dans le rapport sur les directives du VII^e Congrès du Parti relatives au 6^e plan quinquennal (1971-1975) de développement économique et culturel de la R.P.S.A., présenté au VII^e Congrès du P.T.A., le camarade Mehmet Shehu, membre du Bureau politique du C.C. du P.T.A. et président du Conseil des ministres de la R.P.S.A. a énoncé les résultats du cinquième plan quinquennal. Il a indiqué, entre autres, que, grâce à la mobilisation de toutes les forces de la classe ouvrière, de la paysannerie coopératrice et de l'intelligentsia populaire, sous la direction du Parti, les tâches assignées par le VI^e Congrès du P.T.A. pour promouvoir le développement de l'économie et de la culture pendant le 5^e quinquennat, ont été, dans leur ensemble, accomplies avec succès. Mettant en oeuvre la directive du Parti en vue du développement harmonieux et proportionné de l'économie, le 5^e quinquennat a été marqué par un accroissement et un renforcement plus poussés de toutes les branches de l'économie.

Les chiffres enregistrés font ressortir qu'en 1975 la production sociale a augmenté de 37% par rapport à 1970 et le revenu national de 38%, soit à un rythme moyen 3 fois plus élevé que la croissance de la population. La production industrielle représente actuellement quelque 65% de l'ensemble de la production industrielle et agricole. Elle s'est accrue, en 1975 par rapport à 1970, de 52%, à un rythme moyen annuel de 8,7%. La production agricole s'est accrue de 33%, à un rythme moyen annuel de 5,9%. Mais voici le tableau des principaux indices qui caractérisent le développement de notre économie populaire au cours du 5^e quinquennat:

Principaux indices	Accroissement en 1975 par rapport à 1970 (%)
— Produit social total	37
— Revenu national	38
— Production industrielle globale	52
— Production agricole globale	33
— Volume du transport de marchandises	45
— Volume des investissements (pour les 5 années prises ensemble)	50
— Productivité du travail dans l'industrie	21
— Productivité du travail dans la construction	28
— Volume des exportations (pour les 5 années prises ensemble)	75
— Circulation des marchandises du commerce de détail	35
— Revenu réel par habitant	14.5

L'économie populaire a continué pendant le 5^e quinquennat également de se développer à des rythmes relativement rapides. Le taux d'accroissement moyen de la production sociale globale a été de 6,5% (pour la production industrielle de 6,7%; pour la production agricole de 5,9% et pour le revenu national de 6,7%). Ces rythmes comme on l'a souligné plus haut, sont deux à trois fois supérieurs aux taux de croissance de la population. Cela démontre clairement que l'Albanie socialiste développe son économie à des rythmes plus rapides que les pays où les révisionnistes ont accédé au pouvoir ou que

les pays capitalistes. En Albanie socialiste il n'y a ni hausse des prix des marchandises de large consommation, ni inflation de la monnaie, ni chômage, comme cela se produit dans les pays capitalistes et révisionnistes.

Les forces productives se sont développées de façon rapide et diversifiée, la base matérielle et technique du socialisme a été portée à un nouveau stade supérieur et un important pas en avant a été accompli vers la transformation de l'Albanie en pays industriel-agricole. La part du revenu national affectée au développement de l'économie et de la culture a été de 36%. L'industrialisation du pays n'a cessé de se développer et le rôle de l'industrie en tant que branche dirigeante de l'économie populaire s'est accru considérablement. En 1975 la production des moyens de production (Groupe «A») a représenté 58,5% de la production industrielle globale. D'autre part, d'importants pas en avant ont été faits en ce qui concerne le développement et l'intensification plus poussés de l'agriculture dans toutes ses branches, surtout pour la production des céréales panifiables. Cela a permis aux infatigables travailleurs de l'agriculture de remporter une éclatante victoire: la production en 1976, de la quantité des céréales nécessaires pour le pain du peuple.

Le bien-être des masses s'est élevé de façon régulière et générale et les différences essentielles entre la ville et la campagne ont été encore réduites. L'Etat a employé d'importantes ressources de l'accumulation pour faire face à la hausse effrénée des prix de produits importés et il n'a pas permis que soit affecté le pouvoir d'achat de la population. La production des biens de consommation (groupe «B») a augmenté en 1975 par rapport à 1970 de 45%. Sur ces bases, le taux d'augmentation du fonds de consommation a été plus élevé que le taux de croissance de la population, et le revenu réel de la paysannerie s'est accru beaucoup plus vite que celui de la population urbaine. La direction de l'économie, le système de stockage, d'approvisionnement et de répartition ont été améliorés. Le perfectionnement de tous les maillons de la superstructure durant le 5^e quinquennat a permis d'ouvrir une plus large voie au développement continue des forces productives, de libérer des forces et des énergies abondantes et de conjurer le danger de dégénérescence bourgeoise et révisionniste de notre ordre social, politique et économique socialiste.

«La capacité de défense du pays, a précisé le camarade Mehmet Shehu, a enregistré un développement qualitatif important dans le sens du renforcement du rôle dirigeant du Parti dans les Forces armées, de l'organisation et de la mobilisation de toutes les énergies du peuple et du Parti pour la consolidation de la défense nationale, en faisant de la défense de la Patrie un devoir qui prime tous les autres. Le Parti a balayé avec un balai de fer les agissements hostiles de comploteurs de Beqir Balluku et de sa bande dans l'Armée; nos Forces armées sont en parfait état de préparation au combat pour faire face victorieusement à toute agression militaire de l'étranger et pour remporter la victoire définitive sur les agresseurs même dans les circonstances les plus difficiles.»

«Les victoires remportées pendant le 5^e quinquennat sur le front politique, idéologique, économique, social, organisationnel et militaire, a conclu le camarade Mehmet Shehu, sont le fruit véritablement héroïque et glorieux de notre peuple guidé par le Parti et le camarade Enver Hoxha, de l'indestructible unité morale et politique de notre peuple autour du Parti, de la détermination et de l'esprit de principe prolétarien élevé de notre Parti, de sa fidélité sans bornes aux principes du marxisme-léninisme».

I. La réalisation des tâches dans le domaine de la production.

1. Production industrielle

En 1975, la production industrielle globale a représenté 57% de la production sociale globale contre 52% en 1970. En 1975, par rapport à 1970, la production des moyens de production avait augmenté de 57% et la production des biens de consommation de 45%. L'accroissement des réserves industrielles de minéraux utiles a connu de grands succès: les tâches dans ce secteur ont été accomplies et dépassées, ouvrant par là de plus sûres perspectives pour l'industrialisation socialiste continue du pays, pour la mise en valeur des richesses naturelles et le développement à long terme des diverses branches de l'industrie.

L'industrie légère et alimentaire a remporté aussi des succès considérables: en 1975 par rapport à 1970, la production de l'industrie alimentaire s'est accrue de 51% et celle de l'industrie légère de 34%. Pour illustrer l'importance de ces résultats il suffit de dire qu'en 1975 notre économie a pu satisfaire par la

production nationale 85% de nos besoins en marchandises de large consommation. C'est là une grande victoire.

2. Production agricole

Grâce au soin particulier que le Parti a accordé à l'ensemble du développement socialiste économique, social et culturel de la campagne, d'importants succès ont été enregistrés dans le développement de la production agricole et de la campagne en général.

En 1975, les entreprises agricoles d'Etat et les coopératives de type supérieur ont assuré, à elles seules 37% du fonds des céréales panifiables de la République et leur part pour les autres cultures a été autour de 57% pour le coton, 58%) pour le tournesol, 68% pour la betterave sucrière, 39%, pour les olives, 60% pour les agrumes, 62% pour le lait. 49% pour la viande etc.

Au cours du 5^e quinquennat, le nombre des tracteurs (calculés en unités 15 CV) s'est accru de 54%; les surfaces irrigables couvrent aujourd'hui 50% des terres arables. En 1975 par rapport à 1970, la quantité d'engrais chimiques utilisés était de 41% supérieure. Durant la même période, 90.000 ha de terres nouvelles ont été mises en culture.

Par rapport à 1970, la production a augmenté en 1975 dans la mesure suivante:

— pour l'ensemble des cultures des champs	30%
— céréales panifiables	35%
— betterave sucrière	76%
— tournesol	70%
— coton	48%
— haricots blancs	47%
— produits d'élevage	35%

3. Investissements et constructions de base

Les investissements importants et complexes effectués pour le développement impétueux et multiforme des diverses branches de l'économie et de la culture, et au premier lieu dans les branches de l'industrie lourde d'extraction et de traitement et dans l'agriculture ont été l'une des caractéristiques principales du 5^e quinquennat. Par rapport au quinquennat précédent, les investissements en cours du 5^e quinquennat ont augmenté de 50% et les constructions de base de 49%.

Au cours du 5^e quinquennat (1971-1975), 155 nouveaux ouvrages économiques et socio-culturels importants ont été construits et mis en service. Durant cette période, des travaux considérables ont été réalisés sur plusieurs grands chantiers comme ceux du combinat sidérurgique (qui, à cette heure, a donné la première fonte et le premier acier de marque albanaise), de la centrale hydro-électrique de Fierzë, de la raffinerie de pétrole de Ballsh, des usines pour la fabrication d'urée, de polychlorure de vinyle et de soude, du réservoir d'irrigation de Gjançi etc.

4. Transports et communications

Le réseau routier, ferré et celui des télécommunications ont été renforcés et étendus, ce qui a permis d'améliorer et de faciliter les rapports économiques et sociaux et d'animer encore davantage la vie du pays. Le volume des transports de marchandises s'est accru de 45% et celui des transports des voyageurs de 38%. Le transport ferroviaire de marchandises a doublé. Le transport maritime a connu un nouvel essor et la capacité des ports maritimes a été accrue. Le secteur des communications a mieux satisfait les besoins de l'économie et de la population à la ville et à la campagne, réalisant en 1975 un volume de travail de 61% supérieur à celui de 1970.

II. L'exécution des tâches pour la répartition de la production sociale, pour l'amélioration du bien-être et le développement culturel du peuple

1. Répartition et utilisation du revenu national

Au cours du 5^e quinquennat, la répartition et l'utilisation du revenu national ont été réalisées conformément à la politique du Parti, en maintenant une norme élevée d'accumulation en vue d'accélérer le développement des forces productives, d'assurer l'accroissement de la capacité de défense du pays et l'amélioration générale du bien-être du peuple.

La part du revenu national affectée au fonds d'accumulation a été de 36% en regard des 34-37% prévus par le VI^e Congrès du Parti, alors que 64% du revenu national ont été consacrés au fond de consommation contre 63-66% prévus. La tâche fixée par le VI^e Congrès du Parti pour l'augmentation des revenus réels de la population a été réalisée avec succès, et les différences entre les revenus de la paysannerie et ceux de la population citadine ont été encore réduites. A la ville les revenus réels par habitant se sont accrus de 8,7% et à la campagne de 20,5%. Il faut dire que le facteur primordial du bien-être et de l'accroissement des revenus réels par habitant a été et reste la participation accrue de la population active au travail social utile. En effet, en 1975 par rapport à 1970, le nombre des travailleurs a augmenté de 21%. Dans les campagnes aussi la participation au travail contribue directement à l'élévation du bien-être des paysans. Le fait que le revenu moyen par travailleur dans les coopératives agricoles en 1975 s'est accru de 29% par rapport à 1970 est un succès considérable.

Afin de réduire les différences essentielles entre la campagne et la ville, au cours du 5^e quinquennat il a été mis en oeuvre une série de mesures au profit de la paysannerie coopératrice, notamment dans les zones de collines et de montagnes. En voici quelques-unes: établissement du système unique et centralisé des pensions et des assurances sociales pour la mère et l'enfant; baisse des prix de vente par l'Etat de certains moyens de production aux coopératives agricoles; hausse des prix d'achat de certains produits agricoles et d'élevage par l'Etat; prise en charge de la part de l'Etat d'une partie des investissements pour l'aménagement du sol, l'irrigation et le développement des cultures fruitières. Outre à réduire les différences essentielles entre la campagne et la ville, ces mesures ont contribué à augmenter la production agricole et à renforcer davantage l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie coopératrice.

Tout en luttant pour l'élévation continue du niveau de vie des masses travailleuses, le Parti a appliqué et applique constamment une juste politique dans le domaine de la répartition, en ne permettant pas de fortes différenciations dans le niveau des revenus et dans le niveau de vie entre classes et groupes de la population. Ce n'est pas là de l'égalitarisme petit-bourgeois mais une juste application du principe socialiste de la répartition selon le travail, et une mesure efficace pour empêcher la création de couches privilégiées et favorisées qui pourraient devenir les véhicules de l'idéologie bourgeoise et révisionniste et une base sociale pour la restauration du capitalisme dans notre pays. C'est dans ce but que le Comité central du Parti et le Conseil des ministres ont pris, au mois d'avril 1976, la décision «Sur la réduction des hauts salaires, sur certaines améliorations dans le système des salaires des travailleurs et sur la réduction plus marquée des différences entre la campagne et la ville». Grâce à ces mesures, la seule paysannerie profite d'un avantage annuel net de 140-160 millions de leks. Ce chiffre dépasse l'avantage que toute la population du pays a tiré de la plus importante réduction des prix des biens de consommation faite jusqu'à ce jour chez nous. Dans le même temps, de nouvelles améliorations ont été apportées au rapport entre les hauts et les moyens salaires des travailleurs.

Ainsi, en R.P.S. d'Albanie, le rapport entre le salaire moyen des travailleurs, selon la branche concernée, et le salaire d'un directeur d'entreprise est, aujourd'hui, de 1 à 1,7; le rapport entre le salaire moyen des travailleurs en général et le salaire d'un directeur de ministère est d'environ 1 à 2; le rapport entre les plus bas et les plus hauts salaires des ouvriers, dans une branche donnée, est d'environ 1 à 1,5-1,65. Le rapport des salaires, vu sa grande importance de principe, est devenu une norme juridique constitutionnelle.

Dans les pays où sont au pouvoir les cliques révisionnistes, sans parler des pays capitalistes, les rapports entre les bas et les hauts salaires vont de 1 à 10 à 1 à 25, sans calculer ici les différentes gratifications que touchent les dirigeants des entreprises, les ingénieurs et les techniciens du fait de la répartition capitaliste des profits des entreprises révisionnistes.

2. Amélioration du bien-être des masses

L'amélioration du bien-être des masses travailleuses dépend aussi de la circulation des marchandises. Au cours du 5^e quinquennat, la circulation des marchandises s'est accrue de 35%. En 1975 l'approvisionnement de la population par rapport à 1970, s'est accru dans les proportions suivantes: sucre 30%, matières grasses 27%, viande 27%, légumes 22%, lait 43%, fromages 60 %, oeufs 180%, chaussures 25%, article de bonneterie 51%, meubles et équipements ménagers 26% etc.

Au cours du 5^e quinquennat, le service sanitaire en R.P.S. d'Albanie a connu une extension considérable, notamment à la campagne. Des établissements sanitaires ont été mis en place presque dans toutes les coopératives. Si en 1970 on comptait un médecin pour 1.180 habitants, en 1975 ce rapport a été porté à 1 pour 870 habitants. Soulignons qu'en R.P.S. d'Albanie le service sanitaire est dispensé gratuitement par l'État pour toute la population. L'Albanie est un des pays d'Europe au taux de mortalité le plus bas, et la durée moyenne de vie, de 38 ans qu'elle était en 1938, est montée à 69 ans.

3. Enseignement et culture

Dans les domaines de l'enseignement et de la culture, il a été obtenu d'importants succès. En 1975 environ 30 habitants sur 100 allaient à l'école. Dans l'ensemble du travail d'enseignement et d'éducation de notre école nouvelle, socialiste, on a vu se renforcer l'esprit de classe marqué, prolétarien et d'éducation révolutionnaire à travers l'application des trois composantes de notre nouveau système d'enseignement: étude-travail productif-éducation physique et militaire.

D'autre part, l'activité culturelle et artistique a pris un caractère de masse plus accentué. Elle a été épurée des influences libéralo-bourgeoises et révisionnistes, conséquences du travail hostile des traîtres Fadil Paçrami, Todi Lubonja et autres sur ce front. La fondation de l'Académie des sciences revêt une grande importance. Elle a créé de plus grandes possibilités pour étendre et organiser plus solidement le travail de recherche, ainsi que pour perfectionner la méthode d'études et de recherches scientifiques. Les arts et la littérature aussi ont connu un grand essor quantitatif et qualitatif, du point de vue du contenu révolutionnaire comme de la forme artistique.

L'élévation notable du bien-être, et cela pour l'ensemble du peuple, est une grande victoire de la ligne générale et de la politique économique du P.T.A., qui montre une fois de plus la supériorité de l'ordre économique et social socialiste sur l'ordre capitaliste, bourgeois et révisionniste, dans un domaine aussi vital et décisif qu'est celui de la sollicitude pour l'homme et pour ses besoins de tout ordre.

En R.P.S. d'Albanie, malgré le blocus imposé par les ennemis extérieurs et le travail hostile dans le domaine économique des comploteurs et traîtres Abdyl Këllezhi, Koço Theodhosi et Kiço Ngjela, malgré la pression de la grande crise économique et financière du monde capitaliste-révionniste, les prix des biens de consommation n'en sont pas moins restés et continuent de rester stables et ils correspondent aux besoins et au pouvoir d'achat du peuple. Notons à ce propos que dans les pays capitalistes les prix des biens de consommation ne cessent de monter. Ainsi, pendant le premier semestre de 1975, l'indice général officiel des prix se situait, par rapport à 1970, aux Etats-Unis à 138, en Italie à 170, en Yougoslavie à 250, en Grèce à 180 etc. Des hausses analogues sont enregistrées dans les pays révisionnistes.

Pour conclure, on peut dire que les tâches concernant le développement économique et culturel du pays, pendant le 5^e quinquennat, en général, ont été accomplies avec succès et que les objectifs politiques, économiques et sociaux fondamentaux fixés par le VI^e Congrès du P.T.A. ont été atteints.

Les résultats obtenus sont, pour le peuple albanais une base solide dans ses efforts pour réaliser avec succès les tâches du 6^e plan quinquennal approuvé par le VII^e Congrès du P.T.A.

Le 6^e plan quinquennal (1976-1980)

La tâche fondamentale fixée pour le 6^e plan est de : «Poursuivre à des rythmes rapides l'édification socialiste du pays, en vue de faire de l'Albanie socialiste un pays industriel-agricole doté d'une industrie et d'une agriculture avancées, conformément au principe de l'appui sur ses propres forces, et de renforcer davantage et sous tous les aspects l'indépendance économique du pays, perfectionner encore les rapports de production socialistes et la superstructure; renforcer la dictature du prolétariat et accroître la capacité de défense de la patrie; élever le niveau matériel et culturel des masses travailleuses, en réduisant encore les différences entre la ville et la campagne, ce qui sera obtenu grâce au développement conséquent de la lutte de classe et à la mobilisation de toutes les forces et des énergies du peuple, sous la direction du Parti.

Et voici les chiffres concrets d'accroissement des principaux indices de développement de l'économie populaire au cours du VI^e quinquennat.

	Accroissement en 1980 par rapport à 1975 (%)
— Revenu national	38-40
— Production industrielle globale	41-44
— Production agricole globale	38-41
— Volume du transport des marchandises	30-32
— Volume des investissements (pour les cinq années prises ensemble)	35-33
— Volume des exportations (pour les cinq années prises ensemble)	24-26
— Productivité du travail dans l'industrie	15-17
— Productivité du travail dans la construction	12-13
— Circulation des marchandises du commerce en détail	22-25
— Revenu réel par habitant	11-14

De ce qui vient d'être dit, il ressort que le développement de l'économie albanaise présente les traits caractéristiques suivants: appui plus puissant sur nos propres forces; développement à des rythmes rapides dans toutes les branches et tous les secteurs; développement en largeur et en profondeur de l'industrie socialiste, en accordant la priorité à la production des moyens de production, qui sera, en 1980, de 62% environ plus élevée qu'elle ne l'était en 1975; nouvelle croissance très sensible, quantitative et qualitative, de l'agriculture socialiste; accroissement de l'efficacité des investissements et des constructions de base; élévation générale encore plus marquée du niveau matériel et culturel du peuple, accompagnée de la réduction accélérée des différences entre les revenus des travailleurs de la campagne et des travailleurs de la ville, et entre les revenus des travailleurs manuels et des travailleurs intellectuels.

D'autre part, une importance particulière sera accordée au devoir de renforcer encore la défense de la patrie, à l'effort à fournir pour assurer notre pain dans le pays et sortir l'industrie pétrolière de son retard pour répondre aux exigences du moment.

1. Le développement de l'industrie

Tâche fondamentale : «Développer la production industrielle à des rythmes rapides, étendre et améliorer la structure de la production, en accordant plus encore la priorité à l'industrie de la production des moyens de production, en mettant en valeur d'une manière plus diversifiée les ressources et les richesses naturelles du pays afin de créer une base plus large et plus solide pour la satisfaction des besoins de l'économie en matières premières, en combustibles, en énergie électrique, en pièces détachées, en engrais chimiques et en autres produits d'usage courant et de première nécessité.»

	Accroissement en 1980 par rapport à 1970 de la production industrielle globale dans ses diverses branches (%)
1. Industrie du pétrole	27-29
2. Industrie houillère	63-65
3. Industrie du chrome	71-73
4. Industrie du cuivre	40-42
5. Industrie du ferronickel	500-510
6. Industrie électrique	145-150
7. Industrie mécanique	40-42
8. Industrie chimique	140-145
9. Industrie des matériaux de construction	50-53
10. Industrie du bois et du papier	18-28
11. Industrie du verre et de la céramique	20-23
12. Industrie légère	22-24
13. Industrie alimentaire	23-25

Une importance particulière sera consacrée à *l'industrie pétrolière*. L'extraction du pétrole brut s'accroîtra de 11% et celle du gaz d'environ 48%. *L'industrie minière* connaîtra une vigoureuse impulsion; l'extraction du minerai de chrome augmentera de plus de 46%, celle du minerai de cuivre de 55% environ, du charbon d'environ 2 fois, de minerai de ferronickel d'environ 3,3 fois etc. Ces objectifs seront atteints à travers l'intensification et l'élargissement de la production et des travaux

d'extraction dans les mines actuellement en exploitation. En 1980, environ 60% du charbon extrait, 23% du minerai de chrome, 62% du minerai de cuivre seront enrichi dans le pays.

La mise en exploitation de la nouvelle usine de fusion du cuivre et de l'usine de fusion du chrome, élèveront encore davantage le degré d'élaboration des matières premières minérales dans le pays, ouvrant par là de nouvelles perspectives pour l'accroissement de la production industrielle d'articles très importants.

L'industrie électrique, qui a pour tâche de satisfaire toujours mieux les besoins en énergie électrique et d'être à la pointe du développement de l'industrie et de toute l'économie du pays, se développera à des rythmes plus rapides que ceux de l'ensemble de l'industrie et des autres branches de l'économie. En effet, en 1980 par rapport à 1970, la production de l'énergie électrique aura augmenté de 2,2 environ.

Afin d'assurer et d'améliorer le bilan énergétique à long terme du pays, au cours du 6^e quinquennat des travaux seront entrepris pour la construction de la centrale hydroélectrique la plus puissante du pays, à Koman, sur le fleuve Drin, ainsi que de plusieurs autres centrales hydroélectriques de moindre puissance. La centrale hydroélectrique de Fierzë qui sera mise en service pendant les années du 6^e quinquennat aura une puissance de 500.000 volts environ.

L'industrie mécanique connaîtra, pendant le 6^e quinquennat un puissant essor. Elle jouera un rôle important pour le renforcement ultérieur de la base technique de tous les secteurs de l'économie à travers la production de pièces détachées, de machines et d'outillages pour la mécanisation des opérations de travail et des installations complètes pour les nouveaux établissements industriels. En 1980, par rapport à l'année 1975, la fabrication de pièces détachées augmentera de 63% et il sera possible de satisfaire sur place 95% de nos besoins en pièces détachées.

L'industrie chimique se développera au cours du 6^e quinquennat à des rythmes très rapides. Elle deviendra un puissant appui pour le développement de l'agriculture et des branches de l'économie et contribuera à mieux satisfaire les besoins du peuple.

L'industrie des matériaux de construction sera développée en proportion du grand volume des travaux de construction qui seront exécutés dans toutes les branches de l'économie populaire. L'industrie du ciment connaîtra un essor particulier: sa production s'accroîtra d'environ 55%.

L'industrie du bois et du papier connaîtra, elle aussi, une nouvelle expansion et satisfera les besoins de l'économie et de la population. En même temps, on tendra à substituer toujours plus au bois d'oeuvre d'autres matières moins déficitaires dans tous les secteurs de l'économie populaire.

L'industrie légère et l'industrie alimentaire se développeront notablement. Les augmentations seront de l'ordre suivant: articles de bonneterie approximativement de 30%, confections de 20%, chaussures 34%, matières grasses 84% environ et sucre 80% environ. L'amélioration ultérieure de la qualité des produits constituera une tâche primordiale pour les travailleurs de ces deux branches de l'industrie.

2. Le développement de l'agriculture

Le VII^e Congrès du P.T.A. a assigné à l'agriculture, qui est la base de l'économie populaire et l'affaire du peuple tout entier, la tâche fondamentale suivante:

«Assurer à tout prix dans le pays même le pain du peuple et accroître les réserves des céréales, satisfaire les besoins du peuple en denrées alimentaires, fournir à l'industrie les matières premières qui lui sont nécessaires et augmenter nos exportations de produits agricoles.»

La réalisation des objectifs du plan de l'agriculture pour le 6^e quinquennat revêt une importance vitale économique, politique et stratégique, car notre peuple doit aussi, comme par le passé, faire face avec succès au double blocus et encerclement des ennemis impérialistes et révisionnistes qui s'efforcent par tous les moyens d'étouffer notre économie, il doit assurer la défense de la patrie même dans les conditions les plus difficiles.

Au cours du 6^e quinquennat la *production agricole* s'accroîtra de 38-41% et dans ce cadre, celle des cultures des champs en particulier de 45-48%. La récolte des céréales panifiables sera en 1980 de 60% plus élevée qu'en 1975. Plus de 80% de l'accroissement de la récolte des céréales panifiables seront assurés par l'augmentation du rendement, qui, selon les prévisions, atteindra et même dépassera, en

1980, les 34 q/ha. A cet effet, le VII^e Congrès a recommandé aux travailleurs agricoles de lutter afin d'obtenir le plus rapidement possible, les rendements suivants; pour le blé en moyenne pas moins de 40 q/ha dans les plaines, 30 q/ha dans les zones de collines et 25 q./ha dans les zones de montagnes; et pour le maïs en terre irriguée en moyenne pas moins de 55 q/ha dans les plaines, 40% q/ha dans les zones de collines, et 25 q/ha dans les zones de montagnes.

Une autre tâche importante dans le domaine de l'agriculture est l'accroissement sensible de la production de *pommes de terre* et de *légumes*, respectivement de 48-50% et de 50-62% pour mieux satisfaire les besoins de la population et de l'économie et surtout pour utiliser de façon rationnelle les céréales panifiables. Afin de mieux satisfaire les besoins de l'économie et du peuple le 6^e plan quinquennal prévoit aussi un important accroissement de la production des *cultures industrielles*, qui augmenteront dans les proportions suivantes: betterave sucrière 64-66%, tournesol 22-24%, coton 32-35%, tabac 8-20%, olives pour les cinq années du quinquennat prises ensemble. 50%. D'autre part, le nombre des *tracteurs* convertis en unités de 15 CV augmentera de 20% environ, la quantité *d'engrais chimiques* utilisée par hectare et calculée en matière active augmentera de 65% environ, la capacité *d'irrigation* augmentera de 18% environ et des dizaines de milliers d'hectares de terre seront bonifiés dans les zones de plaine les plus fertiles du pays.

Comme on le sait, dans les pays capitalistes et révisionnistes se produit un processus de dépeuplement et d'abandon des campagnes, un exode rural, ce qui augmente l'armée des chômeurs et le degré d'exploitation capitaliste des ouvriers et des paysans. Les révisionnistes modernes se vantent de la diminution de la population rurale. Et ils appellent cela «progrès économique et social»! Ce n'est pas là un progrès, mais une ruine économique et sociale de nature capitaliste. Chez nous il se produit le contraire Aujourd'hui comme il y a cinq ou dix ans, environ 66% de la population vit à la campagne tandis que la population urbaine ne constitue que 34% de l'ensemble de la population du pays, et cela malgré la vigoureuse expansion de l'industrie et des autres activités dans les villes. Pendant le sixième quinquennat il est prévu que la main d'oeuvre dans l'agriculture s'accroîtra de 30%. C'est là un trait caractéristique de notre développement économique et social, et en particulier de celui de nos campagnes socialistes.

Il ne saurait y avoir d'agriculture intensive et avancée sans un *élevage* développé. Le 6^e plan quinquennal prévoit une meilleure harmonisation du développement de ces deux branches. On augmentera sensiblement le cheptel de petit bétail et, en même temps, attachera un soin particulier à la sélection des races, afin d'accroître la productivité. Grâce aux mesures envisagées dans cet important secteur, durant le 6^e quinquennat, la production de viande augmentera de 40-41%, celle de lait et d'oeufs de 35-37%, de laine de 34-35% etc.

Les *cultures fruitières* enfin connaîtront un nouveau développement. La production de fruits augmentera de 60-70%, celle d'agrumes de 60-65%, celle de raisin de 64-68%.

Parlant au nom du Comité central du P.T.A., le camarade Mehmet Shehu a déclaré devant le Congrès: «Le Comité central du Parti est pleinement convaincu que les travailleurs de l'agriculture, les communistes en tête, se lanceront, avec la flamme du Parti au coeur, dans la grande bataille pour la réalisation des tâches d'importance vitale dans le domaine de la production agricole. Notre Congrès lance cet appel: «*Tous à l'assaut pour l'accomplissement des tâches dans l'agriculture.*»

3. — Les investissements et les constructions de base

Par rapport au 5^e quinquennat, les investissements de l'Etat dans les différentes branches de l'économie augmenteront de 43%. La somme des investissements du 6^e plan quinquennal est égale aux investissements effectués pendant les 1^{er}, 2^e, 3^e et 4^e quinquennats, pris ensemble. En d'autres termes l'État effectuera des investissements dont le montant est supérieur à ceux qu'il a faits en vingt ans de 1951-1970.

Le répartition des investissements d'Etat selon les branches de l'économie, leur taux d'accroissement et leur structure se présentent comme suit:

(En pourcentage)

	Part	6 ^e quinquennat par rapport au 5 ^e quinquennat
<i>Volume global des investissements</i>	100,0	143
Dont:		
— Investissements productifs	77,5	135
— Investissements non-productifs	22,5	178
<i>Selon les branches de l'économie populaire</i>		
— Industrie	53,1	151
— Agriculture	14,7	140
— Transports et communications	6,0	97
— Enseignement, culture et santé publique	2,5	86
— Logements	5,2	110
— Autres secteurs	18,5	176

Cette répartition fait apparaître qu'une part des investissements, correspondant à 68% de leur total, sera consacrée au seul développement ultérieur de l'industrie et de l'agriculture, ce qui contribuera à approfondir le processus de l'industrialisation socialiste et à accélérer l'intensification de l'agriculture. Ajoutons que dans le domaine de l'agriculture, parallèlement aux investissements effectués par l'Etat, les coopératives agricoles aussi effectueront des investissements en utilisant leurs propres fonds et moyens. La part des investissements affectés à l'ensemble du secteur de l'agriculture se montera ainsi à 22,5% du volume total des investissements à l'échelle nationale.

Les travaux de construction et de montage représentent environ 51% du total des investissements d'Etat, ce qui correspond à une augmentation de 48% par rapport au 5^e quinquennat.

4. Les transports et les communications

Au cours du 6^e quinquennat, les divers types de transports et les communications seront développés et intensifiés, et il sera assuré une meilleure coordination entre eux.

Le volume du transport des marchandises augmentera de 30-32%, et en particulier les transports effectués par les entreprises relevant du Ministère des communications s'accroîtront d'environ 35%. Le transport ferroviaire, dont le développement sera prioritaire, connaîtra un accroissement d'environ 62%. En 1980, il effectuera environ 38% du volume de transport dans le cadre du système du Ministère de communications. Le transport routier des marchandises sera concentré principalement dans les zones reculées du pays. Le cabotage s'accroîtra d'environ 50% et le transport maritime extérieur de 35%.

Pendant le 6^e quinquennat les services postaux et de communication desservant les villes, les lieux de travail ainsi que les coopératives agricoles seront étendus et améliorés.

5. Les tâches à remplir pour améliorer encore le bien-être du peuple.

Au cours de 6^e quinquennat, de nouvelles mesures seront prises pour raffermir la stabilité du bien-être du peuple et pour l'élever graduellement dans la mesure de nos possibilités.

Le 6^e plan quinquennal prévoit une augmentation du *revenu national* de 38-50% à un rythme moyen annuel de près de 7%. Le revenu national sera réparti entre le fonds d'accumulation et le fonds de consommation dans la proportion suivante: 35% iront au premier et 65% au second, priorité étant donnée au fonds de consommation sociale. Sur cette base, en 1980, le revenu réel par habitant aura augmenté de 11-14% par rapport à 1975. Afin d'assurer l'application conséquente de la politique du Parti en vue de réduire les différences entre la ville et la campagne, les revenus réels par habitant de la population rurale augmenteront plus de 3 fois plus vite que ceux de la population urbaine.

L'accroissement du revenu réel et du pouvoir d'achat de la population s'accompagnera d'un accroissement correspondant des fonds de marchandises et de leur circulation à travers le réseau commercial. Il est prévu que la *circulation de marchandises* sera en 1980 de 22-25% supérieure à celle de 1975 et pour certains articles qui constituent la base de la consommation du peuple, cette augmentation sera plus marquée.

Dans le cadre de l'amélioration ultérieure du bien-être du peuple, la *santé publique* tient une place de première importance. Durant le 6^e quinquennat, on renforcera encore les mesures de protection de la santé du peuple, en développant et en élargissant encore les services médicaux, notamment à la campagne. Les travailleurs de la santé publique prendront des mesures pour assurer l'amélioration continue et incessante de l'hygiène et de la prophylaxie, prévenir les maladies infectieuses et ils doivent aussi élargir et organiser encore mieux le travail en vue d'élever le niveau d'éducation sanitaire de la population. Une importance particulière sera accordée à *la protection de l'environnement*, pour prévenir la pollution due aux rejets et déchets de l'industrie et pour préserver la propreté et la beauté de notre environnement.

Le nombre relativement élevé de travailleurs qui entreront dans la production et dans les autres secteurs d'activité, impose une répartition plus rationnelle *de la main-d'oeuvre et de son emploi* selon les diverses sphères d'activité, branches économiques et régions, afin d'établir de façon constante une concordance aussi complète que possible entre les ressources de travail et leur mise en oeuvre, entre les sphères productives et les sphères non productives.

Le secteur du *commerce extérieur* aussi est confronté à d'importantes tâches, car les exportations de marchandises durant le 6^e quinquennat augmenteront de 23-26% et leurs rythmes moyens de croissance seront supérieurs à ceux des importations. Parallèlement, des améliorations sensibles seront apportées à la structure des importations.

6. Les tâches dans le domaine de l'enseignement, de la culture et des sciences

De pair avec les secteurs économiques et sociaux, l'enseignement, la culture et les sciences marqueront un nouveau et important pas en avant dans la voie de leur développement. Le nombre des élèves, des jardins d'enfants et des écoles sera accru.

La tâche principale du système d'enseignement consiste à approfondir, le processus de révolutionnarisation de l'école conformément à la ligne du Parti en consolidant et perfectionnant encore la liaison organique des trois composantes de l'éducation dans notre école nouvelle: *l'étude — le travail productif — l'éducation physique et militaire*, composantes indispensables de la formation de l'homme nouveau révolutionnaire, doté d'une conception matérialiste marxiste-léniniste du monde, attaché à la cause de la révolution et du socialisme et apte à servir le peuple et la patrie partout où il faudra.

Durant le 6^e quinquennat l'école chez nous devra prendre un caractère de masse plus accentué. En ce qui concerne *l'enseignement de 8 ans*, il faudra s'appliquer à maintenir et à assurer la scolarité de la totalité des élèves concernés et en même temps élever le niveau quantitatif de cet enseignement sous tous les aspects. *L'enseignement secondaire*, surtout professionnel aura un caractère de masse plus marqué. En même temps, *l'enseignement professionnel inférieur et les cours de qualification* connaîtront un plus grand essor en vue de former les ouvriers qualifiés nécessaires aux différentes branches de l'économie, surtout dans l'agriculture, les mines, l'industrie pétrolière, la géologie et le bâtiment. En 1980, le nombre des élèves des écoles secondaires de l'enseignement régulier et pour adultes augmentera, selon les prévisions, de près de 29% par rapport à 1975.

La formation de spécialistes supérieurs sera réalisée en corrélation avec les nécessités impérieuses présentes et futures des différentes branches de l'économie et de la culture populaires et selon les possibilités de l'Etat.

Au cours du 6^e quinquennat l'activité *culturelle et artistique* connaîtra un plus grand essor, elle se développera en largeur et en profondeur, afin de mieux servir l'éducation idéologique révolutionnaire, de classe et idéo-esthétique des masses travailleuses. Notre culture et nos arts socialistes doivent s'imprégner toujours plus de l'esprit de parti prolétarien, consolider leur contenu idéologique marxiste-léniniste et leur caractère populaire et national, dans le but d'éduquer les gens selon la conception révolutionnaire du monde, selon la morale, les goûts esthétiques, la simplicité et le mode de vie socialistes. En particulier, on consolidera et on élargira le travail de direction de la culture de masse ainsi que le mouvement amateur dans les campagnes.

Durant le 6^e quinquennat d'importantes tâches incombent aux *hommes scientifiques et aux spécialistes*. Dans le cadre du développement ultérieur de la révolution technique et scientifique et en se liant

encore plus étroitement aux ouvriers et aux coopérateurs, et de concert avec eux, ils ont pour devoir d'accroître leur activité de recherche et scientifique approfondies, de contribuer à la solution des importants problèmes qui concernent l'actuel et futur développement économique et social du pays, et le développement de notre pensée scientifique marxiste-léniniste.

Avantages de la gestion planifiée de l'économie

Le développement planifié assure à l'économie nationale albanaise une supériorité marquée non seulement sur l'économie semi-féodale qui était la sienne dans le passé, mais également sur celle des pays capitalistes les plus développés.

L'économie populaire vise à satisfaire les besoins de l'ensemble de la société et elle ne recherche pas le profit. Bannissant la concurrence et l'anarchie dans la production, le développement planifié de l'économie en Albanie se fonde sur le développement de la science et de la technique en fonction des besoins de l'économie nationale.

La planification, en tant que méthode de gestion, assure à l'économie populaire un développement constant et à des rythmes accélérés. L'économie populaire ne connaît pas les crises économiques qui ravagent les économies nationales, causent à la société d'immenses dommages matériels et la font périodiquement reculer. Contrairement à ce qui se passe dans les pays à système capitaliste, où l'économie se développe de façon cyclique, où les crises se renouvellent périodiquement, l'économie populaire en Albanie progresse à des rythmes élevés et selon des proportions fixées par l'Etat conformément aux exigences de la loi du développement planifié de l'économie nationale et de la loi économique fondamentale du socialisme.

Les rythmes élevés de développement sont une nécessité objective dictée par le besoin d'éliminer au plus tôt le retard technique et économique hérité du passé, de porter au plus vite le niveau de développement des forces productives à celui des rapports de production socialistes de façon à assurer l'élévation du bien-être des masses laborieuses.

Même ces dernières années, alors que l'Albanie s'était créé une base économique puissante, les rythmes de développement sont demeurés élevés, et comme on l'a vu dans les pages précédentes, des taux d'accroissement analogues sont également prévus pour le 6^e quinquennat.

Le développement industriel de l'Albanie a pour trait principal des taux moyens annuels d'accroissement de 2 à 3 fois supérieurs au taux d'accroissement naturel de la population, bien que celui-ci soit un des plus élevés au monde.

Ces taux si élevés ont naturellement eu pour effet de faire atteindre à la production industrielle albanaise de proportions qui n'ont aucun point de comparaison avec le passé. Prenons à titre d'exemple, l'année 1973, qui marque le milieu du 5^e plan quinquennal. C'est ainsi qu'en une journée et demie nos mineurs ont extrait une quantité de charbon égale à la production annuelle de 1938; dans les mines de chrome, la production de 1938 a été réalisée en 4 jours et dans celle du bitume en moins d'une journée. Ce ne sont pas là des exemples isolés. Toutes les branches de l'économie nationale ont atteint les chiffres de 1938 en quelques jours. Ainsi l'industrie électrique les a atteints en 2 jours, celle du ciment en 6 jours, les briqueteries en 3 jours, l'industrie du bois scié en 5 jours et demi, celle des textiles en 2 jours et demi, celle des chaussures en 19 jours, et ainsi de suite.

Il convient de souligner qu'en ce qui concerne le taux d'expansion industrielle l'Albanie devance un bon nombre de pays. Sous le pouvoir populaire, les taux d'expansion de l'industrie ont été deux fois plus élevés que la moyenne mondiale et 3 fois plus élevés que celle de certains pays capitalistes développés.

Durant la même période, l'agriculture socialiste s'est également développée à des rythmes rapides. A cet égard, on ne peut pas rappeler que l'Albanie, en dépit du retard extrême qu'elle avait hérité du passé, a dépassé aujourd'hui la moyenne des taux mondiaux.

L'expérience historique a réfuté les thèses selon lesquelles les rythmes élevés de développement sont typiques de la première étape de l'industrialisation, et qu'ils se ralentiraient dans les étapes postérieures.

Le rapide développement enregistré dans l'Albanie socialiste témoigne éloquentement de la supériorité du régime socialiste. Et cette supériorité permettra à l'Albanie, dans l'avenir également, d'atteindre des cimes de plus en plus hautes dans son développement économique et culturel.

Le développement harmonieux de l'économie nationale

La socialisation des moyens de production en Albanie a eu pour résultat de faire disparaître les éléments de la vie économique propres à la société bourgeoise, les oscillations spontanées des prix du marché, le taux de profit, le cours des actions, etc. qui ont fait place au développement harmonieux de l'économie socialiste. Sous le capitalisme, où tous les processus se développent spontanément, l'harmonie ne se conçoit que comme une moyenne aveugle, qui s'obtient et s'établit temporairement à travers les crises, les disproportions, l'anarchie, la concurrence et les dérèglements propres à ce système. En régime socialiste, la propriété sociale des moyens de production rend possible le maintien conscient des proportions, la stabilité, la permanence et à la fois le dynamisme de ces proportions. Cela est réalisé en premier lieu à travers la planification de l'économie populaire.

Les plans quinquennaux assurent le développement proportionné des diverses branches de l'économie populaire ainsi que de tous les districts du pays. Ce n'est pas là un équilibre statique établi à travers les divers éléments de la reproduction, mais un entrelacement de ces éléments adapté aux conditions d'une étape donnée et aux exigences qu'elle fait naître. Les plans quinquennaux comportent donc un équilibre dynamique. En conséquence, sous le pouvoir populaire la production des moyens de production s'est accrue plus rapidement que celle des objets de consommation, l'accumulation a augmenté plus promptement que la consommation, l'industrie a grandi plus vite que l'agriculture, le développement de certains éléments et aspects de la reproduction sociale s'est accompli plus rapidement que celui de certains autres. Tous ces facteurs à l'étape actuelle constituent une nécessité objective du développement harmonieux de l'économie populaire.

Les succès obtenus dans le développement de l'industrie attestent la formation d'une puissante base matérielle et permettent la transformation de l'Albanie de pays agraire-industriel en pays industriel-agraire, puis en pays industriel doté d'une agriculture avancée. Ils permettent également, de pair avec l'extension des capacités productives, de mettre l'accent sur l'intensification de l'agriculture, fondée sur la technique et les processus technologiques modernes.

La tâche essentielle en matière de développement industriel demeure à l'avenir l'expansion de la production industrielle et l'amélioration de sa structure, en sorte que soit créée une industrie à branches multiples s'appuyant principalement sur une technique avancée et sur une base intérieure stable quant à l'approvisionnement en matières premières. Seule une telle industrie rend possible la réalisation des objectifs à court et à long terme de l'industrialisation; la mise en valeur par étapes, de façon rationnelle et avec le maximum d'efficacité économique, des diverses ressources naturelles du pays; la satisfaction des besoins essentiels et les plus urgents de l'économie nationale; l'élévation systématique du niveau de vie de la population et l'accroissement de la capacité de défense du pays.

L'accroissement prioritaire des moyens de production est fondé sur le processus de développement technique continu, sur l'extension de la base matérielle et technique, sur l'augmentation quantitative des moyens de production utilisés, sur la modification graduelle de leur structure et sur la multiplication et le renouvellement de leurs formes. Ce processus a entraîné une forte augmentation des dépenses matérielles dans la production et un accroissement sensible de leur part relative, ce qui, à son tour, a contribué à l'augmentation accélérée du volume de la production des moyens de production par rapport à celle des objets de consommation.

L'accroissement plus rapide des moyens de production par rapport aux biens de consommation en Albanie a été obtenu en premier lieu grâce à l'augmentation de la part des dépenses matérielles dans la production, comparativement aux dépenses entraînées par le travail vivant. A l'heure actuelle, le montant de ces dépenses représente environ la moitié du produit social du pays.

Un autre facteur du dynamisme élevé de la reproduction socialiste et du développement prioritaire des moyens de production a été et demeure l'augmentation accélérée de l'accumulation productive.

A partir du 3^e plan quinquennal, le fonds d'accumulation n'a pas seulement augmenté en valeur absolue, sa part s'est aussi accrue par rapport au fonds de consommation. Pour les conditions

historiques de l'édification du socialisme en R.P.S. d'Albanie, le maintien d'une norme relativement élevé d'accumulation est dicté par la nécessité de réaliser au plus tôt les tâches que pose l'étape de l'achèvement de la construction de la base matérielle et technique du socialisme ainsi que les circonstances créées par le blocus économique impérialiste-révisionniste.

C'est là une ligne révolutionnaire dans la répartition et l'utilisation du revenu national. Elle répond pleinement à la nécessité d'obtenir des rythmes aussi élevés que possible de développement en harmonisant judicieusement les objectifs à long terme avec les tâches immédiates. Cette ligne se rattache étroitement à la nécessité vitale de créer une économie aussi autonome que possible, capable de faire front à toutes les circonstances éventuelles de l'encerclement impérialiste et révisionniste. L'accroissement du fonds d'accumulation et surtout l'augmentation de son pourcentage sont dictés aussi par la nécessité de combler le plus vite possible le retard économique et social légué par le passé, ils sont indispensables pour réaliser le programme d'industrialisation socialiste, de collectivisation et d'intensification de l'agriculture, le programme d'édification intégrale de la société socialiste.

L'accroissement de l'accumulation, le maintien de rythmes élevés de cet accroissement constituent, à l'étape actuelle, un processus objectif dicté par le développement en profondeur de la révolution technico-scientifique qui s'accomplit en République Populaire Socialiste d'Albanie, par l'accélération des rythmes de la construction de la base matérielle et technique du socialisme, et par la nécessité d'accroître sensiblement la productivité du travail. Voilà pourquoi la norme d'accumulation s'est élevée en Albanie.

C'est le rapide essor de la production socialiste qui a rendu nécessaire et en même temps possible l'augmentation du volume et du taux d'accumulation. Les besoins en fonds, et en particulier en fonds productifs, ont augmenté dans des proportions considérables. Et cela s'observe dans l'accroissement des investissements de base effectués dans notre économie nationale, comme on l'a vu dans les chapitres précédents.

Cette accumulation accrue constitue une base matérielle et financière non seulement pour l'accroissement de la production, mais aussi pour l'augmentation de la consommation, augmentation qui se traduit à son tour par l'amélioration du bien être de la population. En effet, si l'on considère l'accumulation et la consommation sous l'angle de leurs liens réciproques et ce non seulement sur une période d'un an mais à plus long terme, il ressort que le fonds d'accumulation utilisé pendant plusieurs années se matérialise par l'accroissement de la production et du revenu national, partant, par un accroissement de valeurs matérielles et financières dans les années successives, valeurs dont une bonne partie est utilisée pour élever le niveau de vie matériel et le niveau culturel de la population.

La question des proportions entre le fonds de consommation et le fonds d'accumulation a toujours été résolue en Albanie à travers une judicieuse harmonisation des intérêts immédiats et des intérêts à long terme, des intérêts particuliers et de l'intérêt général. Par suite de cette politique, le fort accroissement du fonds d'accumulation d'une période à l'autre ainsi que de son taux, n'a nullement entraîné la diminution du fonds de consommation ni en valeur absolue ni calculé par habitant. Au contraire, l'accroissement de l'accumulation s'est accompagné de l'augmentation du fonds de consommation à des rythmes pour le moins 2 fois supérieurs au taux d'accroissement de la population, et il a même influé favorablement dans ce sens.

L'accumulation en soi est dictée par l'intérêt à long terme et par l'intérêt général; c'est pourquoi il lui a été donné la priorité par rapport à l'accroissement du fonds de consommation.

L'élévation du niveau de vie matériel et culturel de la population se reflète en gros dans l'accroissement du revenu réel par habitant, revenu qui avait augmenté en 1970 de 20% par rapport à 1960 et de 17% par rapport à 1965. En ce qui concerne l'année 1975, on peut dire que la tâche fixée par le VI^e Congrès du Parti a été réalisée avec succès, et les différences entre les revenus de la paysannerie et ceux de la population citadine ont été encore réduites. A la ville les revenus réels par habitant se sont accrus de 8,7% et à la campagne de 20,5% selon les prévisions du 6^e plan quinquennal l'accroissement en 1980 par rapport à 1975 du revenu réel par habitant sera de 11-14%.

Le développement planifié de l'économie de la R.P.S. d'Albanie assure un rythme de croissance judicieux et proportionné de ses principales branches. Ces justes proportions doivent principalement

être observées entre l'industrie et l'agriculture, car de leur heureux développement dépend également celui des autres branches de notre économie nationale.

Entre l'industrie et l'agriculture, existe une étroite interdépendance. Le développement de l'économie accentue encore leurs liens et leur interdépendance et en même temps les rend plus complexes en ce qu'il tend à satisfaire toujours mieux leurs besoins réciproques. Dans ces conditions, il devient encore plus nécessaire de déterminer des rythmes de développement aussi élevés que possible de l'industrie et de l'agriculture ainsi que des proportions des plus judicieuses entre elles, afin qu'elles puissent satisfaire ces besoins et ceux des autres branches de l'économie.

Sous le pouvoir populaire, l'industrie s'est développée à des rythmes plus rapides que l'agriculture, ce qui s'explique par le rôle dirigeant de l'industrie en tant que source essentielle de la production de biens matériels qui alimentent la reproduction socialiste élargie.

Le développement planifié de l'économie nationale permet une répartition rationnelle des forces productives, ce qui, à son tour, permet de satisfaire toujours plus complètement les besoins matériels.

La répartition rationnelle des forces productives a pour objectif la satisfaction toujours plus complète des besoins matériels et culturels sans cesse croissants des travailleurs d'Albanie entière. «Seule une société capable d'instaurer une union harmonieuse des forces productives conforme à un plan unique et général, a dit Engels, rend possible une répartition de l'industrie dans tout le pays, susceptible de promouvoir son développement et son renforcement ainsi que le développement des autres éléments de la production.»

Avant la Libération la situation en ce domaine était lamentable. C'est ainsi qu'en 1938 les districts de Korçë, Shkodër et Tiranë fournissaient 45% de l'ensemble de la production industrielle et agricole du pays, alors que les districts de Dibër, Elbasan, Fier, Kukës et Mat, dont la population égalait celle des trois districts précités, ne donnaient que 14%, soit trois fois moins, de cette production.

La construction de nombreux nouveaux établissements industriels au cours des quinquennats successifs a permis de répartir harmonieusement et proportionnellement l'industrie dans tous les districts du pays.

Des districts, naguère purement agricoles, sont maintenant renommés pour leurs produits industriels variés. Un grand progrès dans ce sens a été surtout effectué au cours des 15 dernières années.

Dans le district de Fier (Albanie du Sud) les géologues albanais ont découvert d'importants gisements pétrolifères. De grandes usines de traitement du pétrole, d'engrais azotés et d'urée à l'usage de l'agriculture, une importante centrale thermique et d'autres établissements industriels y ont été mis sur pied.

Dans le district de Krujë (Albanie centrale) où il n'existait naguère encore qu'une huilerie ont été construits un combinat pour l'élaboration du bois, une cimenterie, une usine d'engrais chimiques et d'autres établissements importants. Actuellement, dans la nouvelle ville industrielle de Laç, située dans ce district, les travaux se poursuivent pour la construction de l'usine de pyrométallurgie du cuivre, ainsi que pour l'agrandissement de l'usine de superphosphate granulé. Le district de Krujë, qui en 1965, occupait, quant à la production industrielle, la 22^e place parmi les 26 districts de la République, s'est hissé en 1970 au 9^e rang.

Le district de Kukës, district montagneux de l'Albanie du Nord et autrefois l'un des plus arriérés du pays, devient toujours plus renommé pour ses richesses minières, surtout de cuivre, qui sont exploitées au profit de l'économie nationale. En 1971, la part de la production industrielle du district, de Kukës dans la production industrielle globale du pays avait augmenté de 5 fois par rapport à 1960.

Dans la répartition géographique de l'industrie, il a été tenu compte de la nécessité de liquider graduellement le grand retard technique et économique hérité du passé par la plupart des districts du pays. C'est pour cette raison qu'au cours des quinquennats successifs, la production industrielle des districts les plus retardataires s'est accrue à des rythmes plus rapides que le rythme moyen pour l'ensemble du pays.

Le développement de l'industrie et sa judicieuse répartition sur le territoire du pays ont modifié le rapport entre la population citadine et rurale (dans le sens de l'accroissement de la première): ils ont eu pour effet d'augmenter la population de chaque ville et de faire surgir des villes nouvelles. Aujourd'hui le nombre des villes a triplé par rapport à 1938, cependant que le nombre des habitants des villes a augmenté en moyenne de 5 fois. Sous le pouvoir populaire ont surgi des villes nouvelles telles que Laç, Cërrik, Patos, Maliq, Memaliaj, Fushë-Krujë, Rubik, Bulqizë, Kurbnesh, Ballësh, Bajram Curri, Çorovodë, Prrënjas, etc.

Les organes compétents ont accordé une attention particulière à la répartition rationnelle des cultures agricoles et de l'élevage dans tous les districts du pays, conformément aux conditions du sol et du climat et aux besoins de l'économie populaire. On s'est surtout attaché à bannir tout caractère de monoculture dans l'agriculture. Aujourd'hui, dans tous les districts du pays, on cultive le blé, le maïs, la pomme de terre, divers légumes, la luzerne, des plantes fourragères et des plantes industrielles. Sur la base des matières premières agricoles, des dizaines de fabriques et de combinats ont été mis sur pied dans les divers districts. Cette voie sera suivie à l'avenir également, selon le critère du rapprochement des fabriques des lieux de production de matières premières agricoles ainsi que des centres de consommation de leurs produits.

Le processus de développement complexe des forces productives dans les divers districts est l'une des caractéristiques essentielles du développement de l'économie. Les investissements envisagés par l'Etat pour les 5^e et 6^e quinquennats ont été conçus de manière à assurer une encore meilleure répartition de l'industrie dans toutes les régions du pays.

La coopération socialiste

La gestion planifiée de l'économie conditionne l'établissement d'une étroite collaboration entre les diverses entreprises et même entre les différentes branches de l'économie, afin de réaliser la coopération socialiste. La coopération existe aussi dans les pays capitalistes, mais son cadre y est très rétréci du fait de la domination de la propriété privée sur les moyens de production et de la lutte concurrentielle. Il s'ensuit que cette coopération, dans ces pays, a un caractère spontané. Par contre, en Albanie, où règne la propriété sociale des moyens de production et où l'économie populaire se développe suivant un plan, toutes les conditions ont été créées pour établir d'étroits liens de production entre les entreprises, voire même entre des branches entières de l'économie. Toutes les entreprises et branches de l'économie sont reliées entre elles par un dense réseau de rapports de coopération, sans lesquels le développement harmonieux de l'économie et son progrès soutenu sont inconcevables.

La coopération socialiste en Albanie s'est développée et renforcée de pair avec le développement de l'économie populaire. Sous des formes diverses, elle a été appliquée dans l'industrie comme dans l'artisanat, entre l'une et l'autre, de même qu'entre l'industrie, l'agriculture et les autres secteurs. Ces formes de coopération ont pris désormais un grand essor. Après 1967, on est passé à une phase supérieure de coopération, à une coopération complexe qui a rendu possible la construction sur place de nombreuses machines compliquées, de chaînes de fabrication, voire de fabriques et d'usines. La phase actuelle de coopération a pour caractéristique la liaison à un échelon plus élevé non seulement des diverses branches de l'industrie entre elles mais aussi l'extension des liens entre tous les secteurs de l'économie nationale; de l'industrie avec l'agriculture, les transports, la construction, avec les secteurs de l'enseignement et de l'éducation, etc.

Durant les années de pouvoir populaire, la collectivisation de l'agriculture s'est traduite par la mise sur pied, dans les campagnes albanaises, de grandes exploitations agricoles, créant ainsi les prémisses pour la réalisation de la coopération dans cette branche de l'économie également. Dans les coopératives agricoles, les moyens de production sont propriété commune et c'est sur cette base que l'on collabore, on coopère, dans un esprit de camaraderie. La coopération socialiste dans les coopératives agricoles s'appuie sur le travail commun et sur la communauté des moyens de production. Grâce à cette coopération, l'agriculture albanaise est allée de l'avant, les gens se sont révolutionnarisés, on a vu liquider les rapports et les méthodes de travail des anciennes exploitations arriérées et disséminées où prédominaient les sentiments petits-bourgeois de la petite propriété, l'anarchie dans la production et la conjoncture des marchés capitalistes; en un mot, les intérêts étroits de l'économie

familiale, les intérêts du capital privé avec tous ses maux ont été remplacés par la coopération des diverses branches de l'économie agricole.

Le développement de la coopération à l'intérieur des divers secteurs des coopératives agricoles concourt au développement de leur économie, à l'élévation du niveau de vie des coopérateurs, à la réduction des différences entre les villes et les campagnes. Les coopératives regroupées, en tant que grandes exploitations, sont en train d'organiser graduellement l'élaboration sur place d'une série de produits de nécessité urgente pour la vie rurale à partir des résidus des productions végétales, elles développent l'artisanat pour assurer non seulement la réparation des instruments de travail mais aussi la fabrication de vêtements, de meubles et la production de matériaux de construction, etc. Cette coopération donne une nouvelle impulsion à la vie matérielle, culturelle et morale dans les campagnes socialistes.

En outre, durant les années de pouvoir populaire on a vu se renforcer la coopération entre l'agriculture et l'élevage. Ce sont là des rameaux d'un même tronc économique et l'une ne peut se passer de l'autre. Cette coopération existait déjà dans les petites exploitations privées, mais la collectivisation de l'agriculture a eu pour effet de la développer encore davantage, de l'engager dans une voie scientifique, sur la base de ses propres lois de développement et d'organisation, sur la base des normes nouvelles, socialistes.

Seul le système socialiste crée les possibilités pour une coopération des plus larges et des plus correctes entre l'industrie et l'agriculture. Ces deux branches principales de la production matérielle sont interdépendantes. Avec l'essor de l'économie, les liens et les rapports d'interdépendance entre l'industrie et l'agriculture deviennent plus marqués et en même temps plus complexes en raison du développement même de ces deux branches et de leur effort pour mieux satisfaire leurs besoins mutuels en croissance constante. C'est ainsi que, si dans le passé, l'industrie albanaise ne fournissait à l'agriculture que quelques instruments des plus simples, et cela souvent même en quantité insuffisante, ces dernières années, surtout durant les 3^e, 4^e et 5^e quinquennats, la consolidation de son rôle dirigeant lui a permis de mieux assurer les besoins de l'agriculture en instruments aratoires, en engrais chimiques, en combustibles, en matériaux de construction, etc. De même, la réalisation des tâches fixées dans l'agriculture a permis à celle-ci d'approvisionner plus abondamment l'industrie légère et alimentaire en matières premières et de mieux satisfaire les besoins de la population.

La coopération socialiste en Albanie a influé favorablement sur le progrès de la technique, sur la mise en service à plus grande échelle de machines modernes, sur l'application de la technologie avancée et la mécanisation de la production. Elle permet une exploitation plus rationnelle des ressources industrielles des diverses régions, la réduction des frais de transport et l'élévation de la productivité du travail social.

L'élévation du potentiel économique des ressources naturelles

Les plans de développement de l'économie populaire ont visé, dès les premières années du pouvoir populaire, à éliminer les conséquences néfastes de l'action des monopoles étrangers, qui avaient fait de l'Albanie un appendice économique de leurs métropoles et une source de matières premières. Un des principaux objectifs de ces plans a été et demeure la création et le renforcement d'une économie indépendante et puissante grâce à l'élévation du degré d'élaboration, partant, de la valeur des produits industriels et des matières premières minérales et agricoles et grâce à l'extension du front d'attaque des ressources naturelles. La mise en valeur rationnelle des ressources naturelles et des matières agricoles se fait en Albanie de manière planifiée. Les plans à long terme de développement économique prévoient la découverte de nouveaux gisements de minéraux utiles et de combustibles, l'introduction de ces produits ainsi que de nouveaux produits agricoles dans le circuit économique et leur valorisation à travers leur transformation dans le pays. Sur la base des abondantes richesses naturelles que renferme le sous-sol albanaise et des matières premières agricoles du pays, s'est créée en trois décennies une nouvelle industrie de transformation. Au milieu du 5^e plan quinquennal (1973), au lieu de six petites mines primitives que possédait l'Albanie avant la Libération, on en comptait environ 10 fois plus, beaucoup plus grandes et modernes, extrayant du sol 290 fois plus de charbon et 87 fois plus de minéral de chrome, 193 fois plus de pétrole qu'en 1938, etc. L'agriculture coopérative fournissait pour sa part une production globale 3,5 fois supérieure à celle de 1938. L'extension du front

d'exploitation des ressources minérales et de matières agricoles s'est constamment accompagnée de la valorisation de ces richesses, à travers leur élaboration dans le pays.

Le développement de l'industrie de transformation, en harmonie avec celui de l'industrie d'extraction, a augmenté considérablement l'efficacité économique des investissements d'équipement et de l'activité des diverses branches de la production.

L'élévation du niveau d'industrialisation des matières premières sur place se reflète en premier lieu sur le marché albanais. Si, auparavant, l'Albanie importait de l'étranger presque toutes les sortes d'articles industriels, aujourd'hui en revanche on voit, d'année en année, s'allonger la liste des marchandises d'exportation albanaises. Toujours en 1973 plus de 65% du volume des exportations albanaises était constitué par des produits industriels finis. L'élévation de la capacité économique et une plus ample mise en valeur des ressources nationales servent de support à la politique du pouvoir populaire visant à accroître les exportations et à réduire les importations dans la mesure où le permettent les conditions concrètes du développement économique du pays.

La mise sur pied de l'industrie de transformation et, en conséquence, l'élévation du degré d'élaboration des produits industriels et des matières premières d'origine minérale et agricole, ont pour corollaire un accroissement considérable de la valeur de ces produits. Dans le même temps, cette politique garantit pour une longue période un développement rapide et continu de l'économie nationale en général et de l'industrie de transformation en particulier. Grâce à la construction de nouveaux établissements industriels et au perfectionnement des unités existantes, la mise en valeur rationnelle des ressources naturelles et des matières premières agricoles, aux prochaines étapes de l'édification socialiste en Albanie, sera portée à un degré encore plus élevé. Le développement en largeur et en profondeur de l'industrie lourde, d'extraction et de transformation demeure, pour l'avenir également, un des traits essentiels du développement industriel de l'Albanie.

Dans son rapport au VII^e Congrès du P.T.A., le camarade Enver Hoxha a souligné entre autre:

«En ce qui concerne le développement des différentes branches de l'industrie et de l'économie nationale dans son ensemble, le Parti s'est appuyé en premier lieu sur les richesses minérales du pays et sur leur mise en valeur. Notre industrie minière, qui est la principale branche de notre industrie lourde, assure à notre économie des matières premières extrêmement précieuses et irremplaçables qui représentent l'aliment de notre industrie et la source principale de nos exportations.»

«Dans notre pays les précieuses richesses que constituent le minerai de chrome et de ferronickel, de cuivre et de pyrites, le pétrole, le gaz et le charbon, sont largement exploitées. De nombreuses sortes de minéraux ont été découvertes à ce jour. Les données recueillies révèlent que notre sous-sol contient, entre autres minéraux, de la bauxite, des phosphorites et des minerais complexes.»

«Dans le nouveau plan quinquennal également, le développement accéléré et sûr de notre industrie est directement lié à l'extension de notre industrie minière, d'extraction et de traitement, qui continuera de se développer à des rythmes plus rapides que ceux de toute autre branche de notre industrie.»

«L'orientation donnée par le Parti pour le 6^e plan quinquennal est d'exploiter plus rationnellement les gisements connus, d'y concentrer les forces et les moyens principaux, d'introduire de nouveaux gisements dans le circuit économique et d'accroître la valeur de nos minerais par leur enrichissement et leur traitement dans le pays.»

«Le secteur géologique en particulier a un rôle important à remplir pour consolider notre économie et garantir à notre industrie une base de matières premières et énergétique aussi solide que possible. Ce secteur doit être à la pointe du développement de l'industrie et lui frayer de nouvelles voies.»

Sur cette base, est appliqué un vaste programme de mesures qui visent à mettre en valeur et à élaborer de la manière la plus complète et la plus avantageuse les richesses minières, les combustibles ainsi que les ressources hydro-énergétiques du pays, grâce à leur élaboration dans le pays même, en vue d'accroître leur efficacité économique.

C'est ainsi qu'à Elbasan est en cours de construction un grand complexe métallurgique. Sa mise en service permettra de traiter dans le pays des quantités considérables de minerai de ferronickel pour la

production de fer profilé et d'autres produits précieux. Le complexe métallurgique d'Elbasan a déjà donné les premières tonnes de fonte et d'acier.

A Ballsh, est en cours de construction, une usine de traitement complet du pétrole, qui permettra de passer du traitement primitif à simple distillation atmosphérique et dans le vide, au traitement approfondi et complexe ainsi qu'au raffinage des dérivés au moyen de processus chimiques compliqués. Cela permettra de satisfaire les besoins du pays en produits pétroliers tant du point de vue de la quantité, que de la variété et de la qualité. On produira également des sous-produits du pétrole, qui constituent la base des matières premières pour le développement à long terme de la pétrochimie.

Un exemple typique de l'élévation du degré d'élaboration et de mise en valeur des ressources naturelles du pays est fourni par l'industrie chimique. Se fondant sur les matières premières et les ressources naturelles du pays, elle fournit à l'économie nationale de l'acide sulfurique, des engrais chimiques, de la soude calcinée et caustique, des couleurs à l'huile, des médicaments, de l'urée etc. L'entrée en service de nouveaux établissements comme l'usine de fabrication de chlorure de polyvinyle, le combinat de pesticides etc. permettra d'élargir la gamme de ses produits.

Le vigoureux essor de l'industrie lourde et en particulier de branches qui utilisent dans une importante mesure l'énergie électrique pour leurs besoins technologiques, comme le sont l'électrometallurgie et les autres processus de fusion et d'élaboration des minerais de chrome, de cuivre et de ferro-nickel, requièrent des quantités considérables d'énergie électrique, partant, la rapide croissance de cette branche de l'industrie, ce qui entraînera le développement de l'électrometallurgie. Voilà quelle est la voie qui assure une mise en valeur plus complète et plus efficace des richesses naturelles albanaises, aussi bien des minéraux utiles, que des ressources hydro-énergétiques.

Le développement de l'industrie chimique, de la sidérurgie et de la métallurgie non-ferreuse nécessite la construction de puissants complexes et usines industriels, et constitue une des orientations essentielles du développement intensif de l'industrie et de l'économie socialiste; il permettra non seulement l'insertion dans le circuit économique d'une plus grande quantité de ressources et de richesses naturelles du pays, mais aussi leur valorisation économique plus complète et plus efficiente en vue de l'accroissement de la production, de l'amélioration de la structure de l'industrie, et de l'accroissement des revenus de l'Etat. Le développement de ces branches de l'industrie lourde influera positivement sur notre balance commerciale, libérant l'économie albanaise des importations d'une série de produits de première nécessité. Par ailleurs, en améliorant la structure et en augmentant l'efficacité de nos exportations, elle ouvrira de nouvelles perspectives pour l'accroissement de la production agricole, pour l'essor de l'industrie du bâtiment, des transports, et, plus généralement, des branches de l'industrie qui produisent des objets de consommation courante.

Les succès obtenus en Albanie dans l'exploitation rationnelle des ressources naturelles et des matières premières agricoles témoignent des grandes possibilités que créent à un petit peuple les conditions d'un régime socialiste, pour qu'il développe avec fougue, par ses propres moyens, une économie nationale toujours plus indépendante, qui serve de base à l'élévation continue du niveau de vie des masses.

Le développement planifié de la technique nouvelle

Avant la Libération, le nombre des entreprises d'un certain niveau technique ne représentait pas plus de 1,39% de l'ensemble des entreprises et des ateliers d'artisans, cependant que le nombre des ouvriers qui y étaient employés ne constituait que 6,62% du total des ouvriers. Et il ne pouvait en être autrement, les importations de machines industrielles dans la période allant de 1929 à 1938 ne représentant que 2,46% de la valeur totale des importations. Par ailleurs, il n'était pas question de produire des machines et des équipements dans le pays même. Cette situation lamentable s'explique par le fait que la bourgeoisie, soit locale, soit étrangère, qui avait la haute main sur l'économie du pays, tirait de copieux profits de l'exploitation de la main-d'oeuvre très bon marché et n'avait aucun intérêt au développement de la technique.

La technique en régime capitaliste agit, ainsi que l'a dit Marx, «comme un moyen pour produire de la plus-value», en conséquence de quoi sa sphère d'application et l'efficacité de son utilisation sont déterminées par le rôle qu'elle joue dans l'augmentation de la plus-value et du profit.

D'autre part, la mise en oeuvre de la technique nouvelle en système capitaliste entraîne de lourdes conséquences pour les simples travailleurs, en aggravant le chômage, l'exploitation intensive des ouvriers, la paupérisation générale de la classe ouvrière. Aussi, sous le capitalisme, les ouvriers eux-mêmes n'ont-ils nul intérêt à voir appliquer la technique.

En opposition à l'économie capitaliste, la mise en oeuvre du progrès technique dans l'Albanie socialiste a un caractère totalement différent. Le développement et le perfectionnement continus de la technique dans l'économie nationale constituent la base matérielle de l'accroissement rapide de la productivité, de l'expansion de la production ainsi que de l'amélioration des conditions de travail, la base matérielle de l'affranchissement graduel des ouvriers et des paysans du pénible travail de force, la base d'une future suppression du travail non qualifié, de l'introduction toujours croissante d'éléments du travail intellectuel dans le travail manuel, ce qui aura pour effet de réduire les différences essentielles entre le travail intellectuel et le travail manuel, entre l'industrie et l'agriculture, entre les villes et les campagnes.

Le développement et le perfectionnement de la technique en République Populaire Socialiste d'Albanie ont un caractère planifié. Le plan d'Etat de développement de l'économie populaire définit tant le niveau de la production pour la période concernée, que les moyens à l'aide desquels cette production pourra être réalisée.

Les plans de développement technique prévoient l'application de la technique nouvelle, l'élévation du degré de mécanisation du travail, la mise en oeuvre de nouveaux processus technologiques, la maîtrise de productions nouvelles, les travaux de recherche scientifique, etc.

Le plan d'adoption de productions nouvelles comporte une liste des nouveaux types de machines, d'équipements, de pièces détachées, de mécanismes, de marchandises de large consommation et de matériaux, que les entreprises, et chaque branche de l'industrie en particulier, doivent sortir sur la base des tâches qui leur ont été assignées par les organismes supérieurs, ainsi que la liste des articles à perfectionner, les délais de réalisation pratique de ces nouvelles productions, leur efficacité et les mesures à prendre pour assurer la réalisation des objectifs fixés.

Le plan des travaux de recherche scientifique occupe une des places les plus importantes dans le développement technique et une attention particulière est accordée dans ce plan à la mise en oeuvre progressive de la technique nouvelle.

Le perfectionnement de la technique en Albanie se réalise à travers deux voies principales: d'une part la construction et la mise en exploitation d'entreprises et ouvrages nouveaux sur la base d'une technique et d'une technologie avancées et, d'autre part, l'expansion des capacités productives, la modernisation et le réaménagement des usines, fabriques et ateliers existants.

Le développement planifié du progrès technique en Albanie s'opère dans ces deux directions essentielles: la mécanisation et l'automatisation des processus de production, l'électrification de la production, la plus large utilisation possible des divers processus chimiques dans la production, etc.

Les rythmes élevés du progrès technique en République Populaire Socialiste d'Albanie ont rendu possible la substitution de machines simples et de systèmes de machines au travail manuel. Dans divers secteurs la mécanisation simple et la mécanisation complexe ont été mises en application; dans maintes entreprises la production a été automatisée et le rôle de l'ouvrier se borne à des fonctions de surveillance, à contrôler le fonctionnement des machines et à assurer leur efficacité technique.

La mécanisation à grande échelle des travaux principaux et auxiliaires dans l'industrie pétrolière est un exemple qui illustre le progrès technique soutenu de notre économie nationale. De façon générale, des résultats considérables ont été obtenus en ce domaine dans l'ensemble du secteur minier où l'on emploie toutes sortes de moyens mécanisés (perforatrices électriques, marteaux-piqueurs, convoyeurs, bennes électriques, chargeuses automatiques) sans parler d'un grand nombre d'autres équipements et machines.

Le rythme élevé des travaux de construction et surtout la construction d'ouvrages géants modernes est inconcevable sans un niveau très élevé de mécanisation. Ses travaux de construction et de montage. Dans les chantiers des ouvrages en cours de construction aux quatre coins du pays, sont utilisés des

appareils, machines et équipements de la technique la plus moderne. Certaines opérations sont totalement mécanisées et d'autres le sont dans une proportion qui varie de 80 à 85%. L'expansion de la mécanisation de la production a pour effet de réduire le nombre de types de travaux de force et d'accroître les types d'emploi se rattachant à l'emploi des machines.

La collectivisation de l'agriculture, la forte expansion des stations de machines et de tracteurs, leur équipement et celui des entreprises agricoles en moyens techniques modernes, ont été autant de facteurs importants qui ont amené l'augmentation planifiée de la force de traction dans l'agriculture. Le nombre de tracteurs et des autres machines agricoles est allé augmentant d'année en année.

L'élévation marquée du niveau technique de la grande production mécanisée, la mise en oeuvre de la technique nouvelle avancée dans toutes les branches de l'économie populaire, le développement impétueux des forces productives sont illustrés en gros par les indices que sont l'accroissement de la puissance des implantations électriques et de la production de ce type d'énergie.

Les rythmes d'accroissement de la production d'énergie électrique au cours des quinquennats successifs ont constamment été plus élevés que les rythmes d'accroissement de la production industrielle brute. La construction d'importants ouvrages énergétiques a entraîné un accroissement considérable de la production d'énergie électrique par rapport au passé. En 1970 il a été produit 172 fois plus d'énergie électrique qu'en 1938, tandis qu'en 1975 la production avait augmenté de 73% par rapport à 1970. Notons que de 1975 à 1980, elle augmentera encore de 2,2 fois.

L'énergie électrique, en majeure partie, est et sera toujours utilisée à des fins productives. Il convient de souligner que désormais l'énergie électrique n'est pas seulement employée pour faire fonctionner les machines et appareils en service dans l'industrie et dans les autres branches de l'économie, mais de plus en plus aussi dans les processus technologiques, ce qui tend à élever le niveau technique de la production.

L'électrification du pays tout entier ouvre de vastes perspectives en particulier pour l'utilisation de l'énergie électrique dans l'agriculture.

L'industrie chimique, nouvelle branche de l'économie nationale albanaise, fait ses premiers pas, mais des pas sûrs. Rien que de 1960 à 1975 l'industrie chimique a accru sa production de 22,5 fois. En 1975 par rapport à 1970 la production avait augmenté de 46%. Ses perspectives de développement sont grandes. En 1980 sa production sera 2,3 fois supérieure à celle de 1975. Afin d'accentuer la chimisation de l'économie albanaise toute une série de nouveaux établissements chimiques sont et seront mis sur pied. Le développement de l'industrie chimique a permis l'adoption toujours plus étendue des méthodes chimiques dans l'industrie du raffinage du pétrole, dans celles du bois, du cuivre, dans les industries légère et alimentaire.

On a également mis sur pied des usines d'enrichissement des minerais de cuivre, de chrome, des phosphorites, etc. On construit aussi certains ouvrages qui fourniront divers produits chimiques pour la production de matières plastiques, colorants à base d'aniline, laques, produits pharmaceutiques, etc. D'autre part, le développement de la pétrochimie créera toutes les possibilités pour le développement de l'industrie chimique fondée sur l'utilisation du gaz naturel et du charbon.

Les succès de l'industrie chimique ouvrent de grandes perspectives pour une exploitation plus complète des matières premières d'origine animale ou végétale et pour l'augmentation de leur production.

Le développement de l'industrie chimique a permis d'acheminer sur la bonne voie la chimisation de l'agriculture. Au cours du 6^e quinquennat la quantité d'engrais chimiques utilisée par hectare et calculée en matière active augmentera de 65% environ. La chimie est utilisée pour la protection des récoltes et des cultures ainsi que des richesses forestières contre les diverses maladies et agents nuisibles.

Une des caractéristiques du progrès technique dans l'économie populaire albanaise est qu'il s'appuie de plus en plus sur les propres forces du pays. Pour ce faire, une grande importance a été attachée au développement de l'industrie mécanique, appelée au début à fournir des pièces de rechange et à pourvoir aux réparations des nombreuses machines de l'industrie, de l'agriculture, des transports, du

bâtiment, etc., et qui se consacre maintenant à la production en série de machines, d'outils et d'équipements pour les besoins des diverses branches de l'économie nationale. L'établissement de cette solide base dans l'industrie mécanique a permis à l'Albanie de produire en 1975 2 fois plus de machines, d'outillage et de pièces de rechange qu'en 1970. Et notons qu'en 1970 la production de l'industrie mécanique a été environ 13 fois supérieure à celle de 1960. Ainsi la production du pays réussit à satisfaire plus de 80% des besoins de l'économie nationale en pièces détachées. L'industrie mécanique produit presque tous les instruments de travail nécessaires à l'agriculture. Elle fournit en outre la quasi totalité du nombre et des types de pièces détachées pour tracteurs, elle produit diverses machines agricoles, batteuses, trieuses, ventilateurs, cultivateurs, égreneuses de maïs, épanduses d'engrais, pompes, etc.

L'approfondissement de la révolution technico-scientifique a donné une nouvelle impulsion au progrès technique. La large participation des masses populaires en ce domaine, le grand nombre d'inventions et de rationalisations que leur sont dues, témoignent du vif intérêt qu'elles portent à tout ce qui touche l'application de la technique nouvelle. Et cet intérêt est compréhensible, car ce processus progressif, loin de les menacer de les jeter sur le pavé, comme cela arrive dans les pays capitalistes, vise au contraire en premier lieu à augmenter le produit social, élevant par là, même le niveau de vie de la population, et, en second lieu, à lui faciliter les conditions de travail.

La concentration de la production et ses avantages

Le développement de l'économie socialiste en République Populaire Socialiste d'Albanie repose sur la grande production, qui, comme on le sait, offre une série d'avantages par rapport à celle de moindre envergure.

Dans les pays capitalistes, la concentration de la production apporte des profits supplémentaires aux millionnaires et aux milliardaires, et elle s'opère spontanément à travers la course au profit et la lutte concurrentielle. Ce processus s'intensifie en particulier à l'époque des crises économiques, lorsque des milliers de petites, moyennes et même grandes entreprises font faillite et sont englouties par les super-monopoles.

Un des traits caractéristiques du développement de l'économie en R.P.S.A. est l'élévation du degré de concentration de la production, l'accentuation de la spécialisation, ainsi que l'établissement de liens économiques et productifs rationnels entre les diverses entreprises et les diverses branches de l'économie. Par suite, le degré de socialisation de la production s'est élevé, la classe ouvrière s'est concentrée dans des unités économiques et productives de plus grande taille et les travailleurs sont unis par des rapports d'entraide et de coopération socialistes.

En République Populaire Socialiste d'Albanie, l'élévation continue du niveau de concentration de la production, qui a pour fondement le progrès technique continu, l'extension de la mécanisation et de l'électrification, se réalise de façon planifiée. Et dans ce domaine les résultats obtenus sont notables.

Aussitôt après la Libération, le pouvoir populaire, en un délai relativement court, a pris des mesures importantes qui permirent de remettre sur pied le peu d'industrie qui avait été hérité du passé; il fut procédé au regroupement des petites unités en unités de plus grande taille, notamment pour les huileries, les tissages, les petits ateliers de bonneterie, les ateliers de mécanique, etc. De plus, successivement, en vertu des décisions spéciales du gouvernement il a été procédé à des concentrations directes ou à des transferts de diverses activités, d'une entreprise à l'autre, qui ont eu précisément le même objet. Des concentrations de ce genre ont eu lieu en 1954-1955, lors du regroupement d'un certain nombre de petits établissements industriels en plus grandes unités, comme ce fut le cas notamment pour les imprimeries, les ateliers de réparations mécaniques, etc. Le réaménagement des entreprises existantes et leur équipement technique ont également concouru à la concentration industrielle. Ces mesures ont eu pour effet l'accroissement de la capacité productive de ces entreprises. Le volume de la production et le nombre des ouvriers ont augmenté de plusieurs fois. L'économie populaire en a assurément tiré de grands avantages.

Cependant la concentration de la production en Albanie s'est accrue principalement du fait de la construction de nouvelles entreprises industrielles. Les nouveaux établissements mis sur pied ont pour trait un niveau élevé de concentration de la production. Quelques exemples suffiront à cet égard: la

seule production du combinat textiles de Berat est supérieure à la totalité de la production industrielle de 1938.

La mine de Memaliaj fournit aujourd'hui en un an 52 fois plus de charbon que n'en produisait le pays tout entier en 1938. La production du combinat de matériaux de construction de Tirana est supérieure à la production de l'ensemble des matériaux de construction en 1938.

La collectivisation complète de l'agriculture a eu pour effet d'éliminer, dans ce secteur également, la petite production disséminée et d'y substituer de grandes exploitations avancées. Il existe actuellement plus de 50 entreprises agricoles d'Etat qui, en moyenne, détiennent chacune 3.050 ha de terre. Dans le secteur coopératif, le processus de regroupement des coopératives agricoles en vue de la création de grandes unités économiques se poursuit. C'est ainsi par exemple que si, en 1960, il existait 1484 coopératives s'étendant sur 330.000 ha, en 1973, en dépit de la création de nouvelles coopératives dans les zones de montagnes, leur nombre, à la suite de ces regroupements, est tombé à 459, cependant que les superficies qu'elles cultivent ont atteint 80% des superficies cultivées, ce qui correspond en moyenne à 1.091 ha par coopérative.

L'élévation du degré de concentration et de spécialisation de la production s'est accompagnée de l'élévation de son rendement, par suite de l'utilisation plus rationnelle des moyens et des objets de travail ainsi que de la main-d'oeuvre dans les processus de production et dans les services.

La productivité du travail

Les plans à court ou à long terme constituent le programme de concentration des forces et des ressources de la société en vue du développement des forces productives. Mais ce sont en définitive les hommes qui déterminent le sort du développement de ces forces et le succès de ces plans. L'heureuse réalisation des plans quinquennaux en Albanie est conditionnée par l'élévation constante de la productivité sociale du travail.

La productivité du travail, comme l'a indiqué Lénine, c'est, en dernière analyse, ce qu'il y a de plus important, d'essentiel pour la victoire du socialisme. Elle est l'indice de l'efficacité et de l'utilité du travail de chaque ouvrier, ainsi que de la quantité de produits qu'il fournit en une unité de temps donnée.

Tous les systèmes sociaux tendent à accroître la productivité. Son élévation continue est un impératif économique. Le sort même du système en vigueur en dépend.

Le problème de l'augmentation de la productivité du travail se pose donc aussi dans les pays capitalistes. Toutefois, les rythmes d'accroissement de cette productivité et son niveau dépendent non seulement du degré de développement des forces productives mais également du caractère des rapports de production. Le capitaliste n'est intéressé à l'élévation de la productivité du travail que lorsque celle-ci s'accompagne de l'augmentation de ses bénéfices. L'accroissement de la productivité du travail dans les pays capitalistes est pour une large part le résultat de l'expansion des formes de travail intensif, autrement dit de l'exploitation intensive des ouvriers.

En Albanie, par contre, l'élévation de la productivité du travail poursuit des fins et a un caractère très différents. Les rythmes élevés de développement de l'économie et d'élévation du niveau de vie des travailleurs en République Populaire Socialiste d'Albanie sont directement fonction de l'élévation de la productivité du travail. L'élévation de la productivité permet d'accroître les sources d'accumulation affectées à la construction de nouveaux ouvrages et au perfectionnement de la technique de la production.

Les masses travailleuses sont intéressées à l'élévation systématique de la productivité du travail du fait même que cette élévation permet à la société de produire de plus grandes quantités de marchandises par habitant et, en conséquence, de satisfaire mieux et plus largement ses besoins en augmentation constante.

Le système en vigueur en Albanie crée donc des possibilités illimitées pour la croissance continue de la productivité du travail.

En 1970 la productivité du travail dans l'industrie a enregistré par rapport à 1950, une augmentation d'environ 240%, dans le bâtiment, de 380% etc. L'accroissement de la production industrielle et du volume des constructions a été obtenu principalement grâce à l'élévation de la productivité du travail. Si la production industrielle globale au cours de ces 20 dernières années (1950-1970) a augmenté de 16 fois, la force de travail, elle, n'a augmenté que de 6,5 fois, alors que dans le bâtiment, où le volume des constructions a augmenté de quelque 10 fois, la main-d'oeuvre n'a augmenté que 2,7 fois. Cet accroissement a permis d'obtenir ce volume de production avec 120.000 travailleurs de moins qu'il n'en aurait fallu avec le degré de productivité du départ. C'est plus ou moins le même tableau que l'on observe dans les autres branches de la production matérielle, dans l'agriculture, dans les transports, etc. En conséquence, durant cette période, l'élévation de la productivité du travail a assuré les 2/3 de l'accroissement du revenu national. Les calculs révèlent que pour obtenir le revenu national de 1970, avec le niveau de productivité du travail de 1950, il aurait fallu 1.200.000 travailleurs de plus qu'il n'en a été effectivement employé cette année-là.

La productivité du travail a marqué une augmentation sensible dans les dernières années également.

Le 5^e plan quinquennal (1971-1975) prévoyait une élévation rapide de la productivité du travail par rapport aux périodes antérieures. Il était prévu qu'en 1975, la part de l'élévation de la productivité du travail dans l'accroissement de la production industrielle globale s'accroîtrait de 26-28% par rapport à 1970, dans le bâtiment, de 34-36% dans les transports routiers d'environ 15%, dans les transports ferroviaires de quelque 46%, etc. Ces chiffres ont été en général atteints et parfois même dépassés.

La productivité s'élève rapidement dans l'agriculture également. C'est ainsi qu'en 1973 les rendements des cultures céréalières ont été de 2 fois supérieurs à ceux de 1938, celui du blé de 2,9 fois, celui du maïs de 1,8 fois, du lait de vache par tête, de 4 fois. Au cours des deux derniers quinquennats, environ 80 à 90% de l'accroissement de la production ont été obtenus grâce à l'élévation des rendements. Ajoutons encore que 73% de l'augmentation de la production agricole au cours du 5^e quinquennat a été assuré aussi grâce à l'élévation des rendements. Le niveau de la productivité du travail influe aussi directement sur d'autres indices techniques et économiques de la production et en premier lieu sur la baisse directe des prix de revient, entraînant par là même l'augmentation du fonds d'accumulation, partant, l'accélération des rythmes de la construction socialiste, d'une part, et la baisse des prix des objets de consommation, ainsi que l'élévation du niveau de vie matériel des masses laborieuses, d'autre part.

L'industrialisation continue du pays et l'intensification de l'agriculture mises en oeuvre dans des proportions harmonieuses entre elles, le développement d'autres branches et la préparation à la défense du pays, exigent un fort accroissement de la force de travail, tant dans l'agriculture que dans les autres branches, en particulier dans l'industrie. Cela place le pays devant la contradiction existant entre les grands besoins de force de travail et les possibilités restreintes pour les satisfaire. Si l'on travaillait en 1975 selon les indices de productivité de 1970, il faudrait, dans l'industrie, environ 50.000 et dans le bâtiment environ 14.000 travailleurs de plus que les chiffres prévus par le plan d'Etat. Il est clair, pour de nombreuses raisons, que l'économie albanaise ne pourrait faire face à une telle situation; cela deviendrait un obstacle pour le développement des forces productives et pour l'amélioration du bien-être des masses. Cette situation exige donc impérieusement une élévation constante de la productivité du travail.

Le système socialiste crée les possibilités pour une élévation ininterrompue de cette productivité. Et cela est d'une importance vitale pour le destin même de ce système en République Populaire Socialiste d'Albanie. L'Albanie avance dans la voie du socialisme et du communisme, et la rapidité avec laquelle elle parcourra ce chemin dépend du degré d'efficacité du travail, partant, des rythmes d'élévation de sa productivité.

Et pour terminer, rappelons qu'en 1980, par rapport à 1975, la productivité du travail dans l'industrie s'accroîtra de 15-17% et dans la construction de 12-13%.

Chapitre III — L'essor de l'industrie

Les fruits du travail créateur

L'Albanie possède des conditions favorables pour le développement de l'industrie. Toutefois, dans le passé, les conditions politiques et sociales ont entravé ce développement. Si l'on remonte aux temps antiques il apparaît que l'industrie minière existait dès lors dans le pays. C'est ce qui ressort des témoignages de plusieurs historiens de l'antiquité notamment d'Hérodote, Strabon et Pline le Jeune. Leurs ouvrages nous apprennent que les Illyriens, et en particulier les Pirustes (tribu illyrienne qui vivait en Mirdite et à Dukagjin) étaient des maîtres très habiles dans l'exploitation des carrières et le travail des métaux. Sous l'occupation ottomane cependant, l'industrie extractive déclina au point de disparaître complètement. Ce n'est que vers la fin du XIX^e siècle que le gouvernement ottoman devait confier l'exploitation des mines de bitumes de Selenice (Vlorë) à une société capitaliste française.

Après la proclamation de l'Indépendance (1912) on assiste à quelques mises en exploitation de mines sans grande importance et, dans la même période, en particulier durant la Première Guerre mondiale, les premières recherches sont entreprises par des géologues étrangers.

Le régime féodal-bourgeois concéda, sans se réserver le moindre contrôle, le droit de prospection comme celui de l'exploitation des ressources minières du pays au capital étranger, qui mit la main sur de grandes étendues de terres à des fins d'exploitation. Le but des capitalistes étrangers était non seulement d'exploiter les ressources du sous-sol albanais pour en tirer les plus gros profits possibles, mais également de coloniser le pays tout entier.

En 1925, s'engagea une lutte secrète entre les sociétés étrangères pour la mainmise sur toutes les ressources minières du pays, en particulier du pétrole. Deux ans plus tard, deux seules sociétés, la société italienne A.I.P.A pour le pétrole et SIMSA (Société italienne des minerais de Selenice, Albanie) pour le bitume demeurèrent maîtres du terrain. De même, l'exploitation d'autres mines, comme celles de charbon, de cuivre, de chrome, etc., furent données en concession à diverses sociétés italiennes.

Après l'occupation de l'Albanie par le fascisme, ces sociétés devinrent les maîtres de l'ensemble de la vie économique du pays. Les autres branches de l'industrie se sont développées très tard en Albanie. Durant le régime séculaire ottoman, le pays ne connaissait que l'artisanat, au demeurant très arriéré; le paysan fabriquait lui-même pour lui et les siens presque tous les objets qui lui étaient nécessaires. C'est seulement vers la fin du XIX^e siècle que fut mis sur pied un moulin à Durrës et un métier pour le tissage de ceintures à Shkodër. Par la suite, furent construits plusieurs petits ateliers de tannerie et de savonnerie, ainsi que des moulins à eau pour la mouture des grains, et quelques presses primitives pour la fabrication de l'huile d'olive.

L'industrie en Albanie fit certains progrès après la proclamation de l'indépendance et surtout après la Première Guerre mondiale. Pendant cette période furent mises sur pied quelques petites fabriques de caractère local, petites minoteries, savonneries, tanneries et manufactures de cigarettes, etc. Au moment de l'occupation du pays, l'industrie albanaise comptait quelque 100 fabriques, petites et moyennes, y compris de petites centrales électriques. Elles produisaient surtout des produits alimentaires et quelques articles vestimentaires ou matériaux de construction. Il va sans dire que l'industrie à cette époque était fort loin de satisfaire les besoins du pays.

La situation de l'industrie s'aggrave durant l'occupation fasciste. L'afflux de marchandises en provenance d'outre-mer eut pour effet de l'affaiblir encore davantage, et elle tomba dans un marasme presque complet. Une bonne partie des fabriques fut détruite, les autres furent gravement dégradées.

Après la Libération, l'industrie, ainsi que toutes les branches de l'économie nationale, a connu un impétueux essor.

Accroissement de la production industrielle globale (en fois)

	1938	1950	1970	1975
Production industrielle globale	1	4,1	64	97

L'Albanie, mosaïque de lumières

Il y a une quarantaine d'années, le 20 avril 1930, le journal «Arbëria» écrivait: «l'éclairage de Shkodër à l'électricité, par le cours même qu'a suivi cette question et les péripéties qui l'ont émaillées, semble à l'opinion locale une réalisation quasi impossible». Un tel jugement était répandu dans tout le pays.

L'Albanie est riche en réserves hydrauliques; le débit d'eau par km² par an est de 1.120.000 m³ soit 35,6 litres/sec, par km², alors qu'en Norvège, pays qui occupe la première place dans le monde quant aux réserves hydrauliques, le débit par an est de 1.130.000 m³ soit 36 litres/sec, par km². Le potentiel d'exploitation de deux des principaux fleuves du pays, le Drin et la Vjosa, atteint à lui seul 10 milliards de kWh, soit 5.000 kWh par habitant et 360.000 kWh par km². Rappelons à titre de comparaison que l'énergie hydraulique potentielle de l'ensemble des cours d'eau est, en France, de 1.400 kWh par habitant et de 110.000 kWh par km², en Italie, de 1.100 kWh par habitant et de 182.500 kWh par km², et en Bulgarie, de 2.600 kWh par habitant et de 191.000 kWh par km².

Cette richesse de l'Albanie en réserves de cette sorte d'énergie offre des conditions favorables pour leur exploitation hydro-énergétique avec des indices technico-économiques, — coût par kW de puissance installée, coût du kWh d'énergie produite, valeur des travaux de construction, de montage, etc., — plus avantageux que de nombreux pays du monde. En dépit de ces conditions si favorables, l'Albanie, avant la Libération, était un pays où régnaient le lumignon et la torche. La première centrale en Albanie fut construite en 1927 à Tirana par une société étrangère. Dix ans plus tard, à la veille de l'occupation du pays par l'Italie fasciste, l'Albanie comptait en tout 12 centrales avec une puissance totale de 3391 kWh. Seules dix villes étaient alimentées en énergie électrique, et l'on ne songeait même pas à électrifier les campagnes. En 1938 l'Albanie produisait 9.315.000 kWh. Après la Libération, l'électrification du pays se vit accorder une importance particulière. En une très brève période on mit sur pied une industrie d'énergie électrique. On construisit et mit en exploitation une série de centrales hydro-électriques et thermiques.

Le trait caractéristique du développement et du renforcement de la base énergétique du pays est que, dans tous les plans quinquennaux de développement économique et culturel du pays, le rythme moyen annuel d'accroissement de la production d'énergie électrique a été supérieur au rythme moyen de la production industrielle. C'est ainsi que dès la fin de 1973 troisième année du 5^e quinquennat si la production industrielle avait augmenté de 85,4 fois par rapport à 1938, celle de l'énergétique avait augmenté de 164,7 fois, et par rapport à 1960, respectivement de 3,4 fois et d'environ 7 fois. Comme on voit, au cours du 5^e quinquennat également, la base énergétique du pays s'est vue donner la priorité dans le développement de l'ensemble de l'économie en devançant les rythmes du développement socialiste du pays. Ajoutons qu'en 1980, par rapport à 1975 la production d'énergie électrique aura augmenté de 2,2 fois environ et, à la suite de la mise en service complète de la grande centrale hydro-électrique de Fierzë, la production d'énergie électrique de l'ensemble de nos centrales hydro-électriques triplera. L'industrie électrique continuera donc à se développer à des rythmes plus rapides que ceux de l'ensemble de l'industrie et des autres branches de l'économie.

Durant ces années, sur les bancs des écoles comme dans la pratique, se sont instruits, spécialisés et aguerris les cadres du secteur de l'énergétique, qui dirigent aujourd'hui avec maîtrise l'exploitation des entreprises électriques et la construction de nouveaux ouvrages.

Le système socialiste a rendu possible la mise en oeuvre d'une série de principes importants, ce qui a influé à son tour sur l'accélération des rythmes de développement de la production d'énergie électrique. Ces principes sont notamment: le développement planifié de l'énergétique et la priorité reconnue à ce secteur par rapport aux autres secteurs de l'industrie; la concentration de la production d'énergie électrique dans des centrales relativement puissantes et l'élimination de l'énergie fournie par de petits groupes sans rentabilité économique; la mise sur pied de centrales fonctionnant avec des combustibles produits sur place, tels que charbon, gaz et mazout; la mise en valeur des ressources hydro-énergétiques; le regroupement de centrales électriques en un système unique; la judicieuse harmonisation de la construction des centrales hydro-électriques et thermiques, qui, fonctionnant de front dans un système énergétique commun, se complètent les uns les autres, assurent une alimentation ininterrompue et apportent des avantages indiscutables à l'économie populaire.

Sur la base de ces succès, il fut décidé en 1967 que l'électrification du pays s'achèverait non pas en 1985, comme prévu par le plan à long terme, mais à la date de 8 novembre 1971. Cette décision, qui traduisait les aspirations du peuple tout entier, le poussa à mobiliser ses forces avec abnégation dans un travail de proportions gigantesques. Cette tâche fixée fut réalisée avant terme et l'Albanie socialiste, dès le 20 octobre 1970, était transformée en une mosaïque de lumières. «La marche de la lumière» durant ces trois ans se fit à un rythme sans précédent. En trois ans (de 1968 à 1970) il a été électrifié en tout 1759 villages. Dans cette période furent construites 1.995 cabines pour transformateurs, 37 centrales hydro-électriques, 14 centrales Diesel. Des installations intérieures ont été faites dans 140.768 maisons et institutions socio-culturelles. De même, on a installé 20.574 kilomètres de lignes électriques à basse et haute tension. A cette fin ont été utilisés 4.198 tonnes de fil pour des lignes externes, 51.200 poteaux de béton armé par centrifugation, 433.770 poteaux en bois.

L'achèvement de l'électrification de tout le pays constitue une grande victoire pour le peuple albanais. L'Albanie a laissé derrière elle maints pays qui utilisaient l'énergie électrique depuis plus de cent ans. Sans aller loin, citons, à titre de comparaison les pays voisins: la Grèce n'a pas plus de 30% de ses villages électrifiés; quant à l'Italie, au rythme actuel de son électrification rurale, il lui faudrait encore une trentaine d'années pour la mener à son terme.

L'électrification rurale crée de grandes possibilités pour l'application sur une large échelle de cette forme d'énergie dans l'agriculture.

Ainsi la consommation d'énergie électrique dans les campagnes a atteint en 1975 quelque 80 millions de kWh, soit deux fois plus environ que la consommation de 1970.

L'électrification du pays et le vigoureux essor de l'industrie électrique sont non seulement utiles mais indispensables. Sans l'électrification, le développement des forces productives et l'édification de la base matérielle et technique du socialisme, et plus tard du communisme, sont inconcevables. Aussi, le Parti du Travail d'Albanie a-t-il attaché une grande importance au développement accéléré de l'industrie énergétique en Albanie.

L'aménagement de nombreuses sources énergétiques a fait naître le besoin de les relier afin de coordonner leur travail, à travers la création d'un système unique de direction. Aujourd'hui le réseau de distribution du courant de haute tension atteignant 6 kilovolts couvre tout le territoire de l'Albanie avec une densité d'un kilomètre de ligne par kilomètre carré. Afin d'aménager le système énergétique il a été mis sur pied un centre de répartition moderne, pourvu des moyens de la technique avancée.

Le système énergétique aujourd'hui s'étend presque sur toute la superficie de l'Albanie et approvisionne en énergie non seulement les centres industriels importants, mais aussi les régions les plus reculées. Ainsi l'énergie, cet élément indispensable et vital du développement économique et culturel, est non seulement envoyée à tous les coins du pays pour y animer l'activité de l'homme et l'alléger des pénibles travaux de force, mais elle est aussi exportée dans d'autres pays.

Le développement de l'industrie des combustibles

L'Albanie est riche en pétrole, en gaz naturel et en charbon, qui sont les principaux aliments de l'industrie dans son ensemble. Dans les années qui ont suivi la Libération, cette branche importante a pris un grand essor, dans le cadre de la politique d'édification d'une économie aussi indépendante que possible, qui vise à assurer dans le pays même tout ce qu'il est possible d'obtenir de ses propres ressources et qui est nécessaire pour l'édification socialiste.

Les plus importantes zones de gisements de pétrole étaient celles de Kuçovë (aujourd'hui Qytet-Stalin) et de Patos. La première a été mise en exploitation depuis longtemps. Dans celle de Patos, par contre, les travaux de recherche et de prospection ont été entrepris en 1936 et l'exploitation a commencé en 1939. Après la Libération, afin d'accroître la production de pétrole, de nouveaux puits ont été forés, les chantiers d'exploitation ont été pourvus de moyens modernes, pour le forage des puits comme pour le raffinage du pétrole, en même temps qu'étaient intensifiés les travaux de recherche et de prospection de nouveaux gisements.

Les travaux de recherche de gisements de pétrole et de gaz naturel sont maintenant fondés sur des bases entièrement scientifiques. On a adopté à grande échelle des méthodes avancées et efficaces de

recherche, notamment basées sur la sismologie, la gravimétrie, et l'on a procédé à des études sur divers sujets, etc. On a assimilé la technologie du forage et effectué des sondages de grande profondeur, on a rééquipé et enrichi le parc de sondes de forage de puissantes sondes modernes.

Par suite, de nouveaux gisements ont été découverts et les réserves industrielles de pétrole et de gaz naturel se sont accrues considérablement. Ainsi ont été réfutées les conceptions entravantes des spécialistes étrangers, qui n'avaient toute perspective de développement à notre industrie pétrolière et surtout la présence de réserves sous formes de gisements d'origine plus ancienne.

Les recherches géologiques ont permis de découvrir également de riches couches de méthane. Utilisé à grande échelle dans l'industrie, il permet d'économiser le pétrole et le charbon.

Avant la Libération, le raffinage du pétrole se faisait à l'étranger. La société capitaliste italienne A.I.P.A. traitait la totalité du pétrole brut extrait dans les raffineries italiennes, principalement à Livourne. Pendant l'occupation, les envahisseurs mirent sur pied en Albanie, pour leurs besoins militaires, trois petites distilleries, qu'ils endommagèrent gravement avant d'être militairement défaits en novembre 1944 par l'Armée de libération nationale.

Après la Libération, les travailleurs du pétrole remirent rapidement sur pied les distilleries endommagées. En 1947, furent construites deux établissements pour l'exploitation du bitume, et, par la suite, la raffinerie de Cerrik, ainsi que des raffineries de pétrole à Qytet-Stalin et Fier.

Grâce à ces efforts, la quantité de pétrole traitée dans le pays de 1950 à 1973 a augmenté de plus de 28 fois.

Aujourd'hui les usines modernes à technologie avancée du traitement du pétrole produisent de l'essence, du gasoil, des huiles lubrifiantes, des pétroles raffinés de différentes sortes, des combustibles, divers solvants, une large gamme de bitume et un bon nombre d'autres produits. Ainsi l'Albanie, d'importatrice de sous-produits du pétrole qu'elle était dans le passé, en est devenue exportatrice. Elle n'a ressenti aucun effet négatif de la crise mondiale du pétrole de ces dernières années. En 1980 l'accroissement de la production de l'industrie du pétrole sera de 27-29% par rapport à 1975.

La construction et la mise en exploitation de l'usine de traitement complet du pétrole à Ballsh au cours du présent quinquennat, marquera un nouveau progrès quantitatif et qualitatif, important dans l'industrie du traitement du pétrole. Grâce à cette usine, dotée d'installations modernes pour le traitement par craquage et catalyse, on obtiendra des produits de qualité élevée. D'autre part, la mise sur pied de cette usine fournira d'importantes matières de base pour passer, dans un proche avenir, au développement de l'industrie pétrochimique.

Dans notre pays, l'industrie pétrolière créée s'harmonise avec le développement continu de l'économie, ce qui concourt à la transformation de l'Albanie de pays agricole-industriel en pays industriel-agricole, et tend à accroître le degré d'autonomie de notre économie. C'est précisément là un des traits caractéristiques de l'essor de l'économie albanaise et de l'industrie pétrolière en particulier, qui assure la stabilité de notre économie et l'empêche de connaître des oscillations dans la voie de son développement continu. C'est pour cette raison que, même dans les conditions de la crise énergétique et économique-financière qui sévit dans le monde capitaliste, notre économie se développe dans la voie prévue.

L'Albanie est riche en gisements de charbon. Ces dernières années, de nouveaux gisements ont été découverts et de nouvelles mines mises en exploitation surtout en Albanie centrale. Comme toutes les autres branches de l'économie, l'industrie charbonnière a connu un essor considérable. En voici certains indices significatifs:

Expansion de l'industrie charbonnière (en fois)

Années	1938	1950	1970	1975
	1	16,4	193,4	268,5

Sous le pouvoir populaire, toutes les mines de charbon ont été de mieux en mieux équipées en moyens mécanisés. En 1980, l'extraction du charbon sera environ 2 fois plus grande qu'en 1975.

Le développement de l'industrie minière

Le sous-sol de l'Albanie est très riche en minerais métalliques. Toutefois, ces richesses, dans le passé, n'étaient que fort peu exploitées, et ce principalement au profit des monopoles étrangers.

Après la Libération du pays, l'industrie minière a connu un essor considérable. L'Albanie possède aujourd'hui beaucoup plus de mines qu'avant-guerre, l'industrie minière constituant la principale branche de l'industrie lourde albanaise. Cependant que sous les régimes antipopulaires et les occupations étrangères les richesses du sous-sol albanais étaient élaborées à l'étranger, aujourd'hui l'industrie minière, s'appuyant sur les réserves industrielles et sur les perspectives de découverte de nouveaux gisements, s'est engagée dans une phase nouvelle, plus supérieure:

Le chrome est l'un des plus importants minerais du sous-sol albanais. Les recherches furent entreprises vers 1937, et les premiers gisements découverts mis en exploitation dès 1938. Les zones chromifères de Kukës-Tropojë, Bulqizë-Klos et Pogradec ont été exploitées par les fascistes italiens comme par les nazis allemands. Après la Libération, d'autres gisements ont également été mis en exploitation, ce qui a entraîné l'augmentation de la production. Durant les années de pouvoir populaire l'extraction du chrome s'est accrue rapidement. En 1975 la production a été de 68% supérieure à celle de 1970, et en 1980 elle sera supérieure de 46% à celle de 1975.

Ainsi l'Albanie occupe aujourd'hui la quatrième place dans le monde pour la production globale du chrome et une des premières places pour la production par habitant.

De pair avec l'accroissement de la quantité de minerai de chrome extraite, on a construit durant cette période les premières usines pour le traitement de ce minerai. Actuellement, sont en service une usine d'enrichissement du chrome, où est traité le minerai à faible teneur, et une usine de ferrochrome, qui élabore les minerais à forte teneur. La création de la nouvelle branche que constitue pour notre industrie la métallurgie du ferrochrome est d'une grande importance parce qu'elle accroît grandement la valeur du minerai brut.

La part principale dans l'industrie métallurgique albanaise revient aujourd'hui à l'industrie du cuivre. Le cuivre en Albanie était connu et travaillé dès les temps anciens. Toutefois, les premières recherches systématiques de ce minerai ont été entreprises en 1938 par une société italienne, cependant que l'exploitation commençait à Rubik, aussitôt après l'occupation du pays. Après la Libération, il a été mené d'importantes recherches géologiques, qui ont eu pour résultat la découverte de grosses réserves de minerai de cuivre, dans les régions de l'Albanie septentrionale.

Sous le pouvoir populaire, l'Albanie a mis sur pied sa propre industrie de traitement du cuivre, alors qu'il n'existait auparavant qu'une fonderie pour la production du cuivre blister.

En 1960 ont été mises en exploitation une usine d'enrichissement du cuivre et une usine du traitement du cuivre. Par la suite, ont été construites et mises en exploitation une autre usine d'enrichissement du minerai du cuivre, une usine métallurgique du cuivre, et une usine d'élaboration et de raffinage de ce métal, qui fournissent du cuivre blister et raffiné. Par suite, la production du cuivre blister en 1973 s'était accrue de plusieurs fois par rapport à 1950. En outre, on a construit une tréfilerie à Shkodër, qui produit des milliers de tonnes de fils de cuivre de divers types (fils nus, fils isolés par revêtement en plastique, fils d'espèces très fines, etc.) qui non seulement pourvoient aux besoins du pays mais sont aussi exportés. La mise en exploitation de ces nouvelles usines a permis de soumettre tout le minerai de cuivre extrait dans les mines du pays à un traitement de haute qualité. L'Albanie est devenue aujourd'hui un pays exportateur non seulement de cuivre blister, mais aussi de cuivre cathodique de première qualité, et de près de 600 divers types de fils électrique en cuivre.

Dans l'avenir, la métallurgie du cuivre connaîtra un nouvel essor par suite de la mise en exploitation de nouvelles mines et de la mise sur pied de nouvelles usines d'enrichissement, de fusion et de raffinage. En 1980 par rapport à 1975, l'industrie du cuivre accroîtra sa production de 40-42%.

L'Albanie possède de réserves de ferronickel. Le minerai découvert est de bonne qualité et contient de 1 à 2% de nickel.

Des recherches concernant ce minerai furent menées dès avant la Libération par la société italienne A.M.M.I. (Société italienne de minéraux métalliques), qui exploitait déjà le minerai de cuivre. Durant l'occupation, elle s'était préparée à entreprendre l'exploitation de ce minerai également, mais elle n'en eut pas le temps, l'Albanie ayant été libérée.

L'exploitation industrielle du ferronickel a commencé en 1958 dans les gisements des régions de Librazhd et de Pogradec. L'extraction du minerai dans ces gisements est très avantageuse, l'exploitation se faisant aussi à ciel ouvert. L'extraction du ferronickel a augmenté d'année en année.

C'est sur cette base qu'actuellement, en Albanie, est mise sur pied la sidérurgie. En 1966, a été construite une usine de laminage de l'acier. Actuellement, comme on l'a indiqué, près d'Elbasan est en cours de construction un combinat métallurgique pour la fusion et le traitement du minerai de ferronickel. A cet effet, en 1980 par rapport à 1975 l'accroissement de la production du ferronickel sera de 500-510%.

Les grandes perspectives qui s'offrent en Albanie au développement de la métallurgie se fondent sur les importantes réserves géologiques de minerais découvertes par les géologues albanais, surtout ces dernières années. Ainsi les réserves d'un bon nombre de minerais importants, non contentes de couvrir, dès à présent, les besoins actuels en matières premières, sont d'un ordre de grandeur tel qu'elles satisferont ceux des quinquennats futurs.

L'industrie chimique, la plus jeune branche de l'industrie albanaise

Le développement de l'industrie chimique en Albanie est étroitement lié à celui des autres branches importantes de l'industrie, telles que l'industrie pétrolière, l'industrie des matériaux de construction, les branches produisant des marchandises de consommation courante, ainsi qu'au développement d'une agriculture intensive.

C'est seulement ces dernières années que cette industrie a connu en Albanie un rapide essor.

Coup sur coup ont été mises en service de grandes usines de superphosphates, et d'engrais azotés, de soude calcinée et de soude caustique, une fabrique moderne de couleurs à huile, ainsi qu'une usine d'articles en matières plastiques etc. La technologie de la production dans les usines albanaises de l'industrie chimique est moderne et largement automatisée. Celles-ci produisent, outre les articles essentiels, une série d'autres articles qui pourvoient aux besoins de l'économie populaire. L'Albanie exporte même maintenant certains produits de l'industrie chimique, tels que nitrate d'ammonium, soude calcinée, fluorosilicate de soude, etc.

Développement de l'industrie chimique (en fois)

Années	1950	1960	1970	1975
accroissement de la production de l'industrie chimique	1	105,7	164	239

Pendant les dernières années un nouveau et important pas en avant est fait pour le développement de l'industrie chimique albanaise. On a agrandi les usines d'engrais chimiques existantes et l'on a construit en outre une nouvelle usine pour la production de l'urée, un combinat pour la production de pesticides. Ainsi en peu d'années la production d'engrais chimiques a doublé, ce qui constitue une base et un soutien encore plus solides pour l'intensification de l'agriculture. Les nouvelles usines de chlorure de polyvinyle et de certains autres produits tels que soude caustique, chlore liquide, acide chlorhydrique et carbure de calcium, tous très utiles, sont d'une grande importance pour l'économie du pays. Une nouvelle fabrique en cours de construction pour l'élaboration plus poussée des matières plastiques assurera à la fois les besoins de l'économie et ceux de la population en articles de consommation. Elle produira des feuilles, des plaques et des tubes, des objets de consommation courante ainsi que des articles de cuisine, de mobilier, etc. Dans les années à venir seront établies les bases de la production de phosphore et d'acide phosphorique, nécessaires pour la production d'engrais phosphatés et de toute une série d'autres produits dérivés du phosphore.

Le traitement complet du pétrole permettra, à l'avenir, de développer la pétrochimie et la production de fils synthétiques, ce qui donnera un nouvel essor à la bonneterie. Le développement de l'industrie synthétique rendra possible la fabrication d'une large gamme de nouveaux articles industriels qui en

remplaceront beaucoup d'autres produits aujourd'hui à partir de matières premières particulièrement coûteuses comme l'acier, le coton etc. En 1980 par rapport à 1975, l'accroissement de la production de l'industrie chimique sera de 140-145%.

L'industrie mécanique

C'est là une branche essentielle pour l'essor industriel du pays. Dans la période allant depuis la Libération jusqu'en 1948, et qui est entrée dans l'histoire du développement de notre économie nationale comme la phase du relèvement de l'économie dévastée par la guerre, la base mécanique du pays se réduisait en tout à quelques ateliers auxiliaires, de dimensions très restreintes, et qui assuraient dans certains villes principales l'entretien des machines et des véhicules des établissements auprès desquels ils avaient été mis sur pied. Cette base mécanique, en dépit de son niveau relativement bas, joua un rôle important pour le relèvement et la remise en service de l'industrie ruinée par la guerre. En même temps que se développait l'économie populaire, l'industrie mécanique voyait croître constamment son importance et accentuer son essor. En 1948, fut construite à Tirana l'usine «Enver», qui fabrique des pièces de rechange ainsi que des outils et des machines pour l'agriculture. Plus tard, furent édifiées un grand nombre d'usines mécaniques auprès des grands combinats et usines, telle l'usine mécanique du combinat de textiles «Staline», l'usine mécanique de Qytet-Stalin, l'usine du traitement du pétrole à Cërrik, l'usine de machines agricoles de Durres, l'usine «Partizani» à Tirana. Ces établissements constituèrent une base solide pour la satisfaction des besoins du pays en pièces détachées. Dans les années '60 furent construites une usine de clous et de boulons à Kavajë, une usine d'articles métalliques de consommation courante à Gjirokastër, des usines pour la révision générale des tracteurs à Shkodër, Fier, Gjirokastër, etc. C'est durant cette période que fut également édifiée la plus importante usine mécanique, celle de pièces détachées pour tracteurs à Tirana, (l'usine «Traktori») qui produit plus de 80% des pièces de ce genre employées dans le pays, ainsi que l'usine des instruments de précision «Petro Papi» à Korçë. Aujourd'hui, l'industrie mécanique en Albanie comprend des dizaines d'usines de niveau national et des dizaines et des dizaines d'ateliers disséminés dans tout le pays. Elle fournit plus de 70% des pièces détachées nécessaires à l'économie nationale, de nombreuses machines agricoles, des équipements relativement simples et des machines et appareils divers pour les différents secteurs de l'économie ainsi que nombre d'articles de consommation courante, qui satisfont les besoins sans cesse grandissants de la population.

Développement de l'industrie mécanique (en fois)

Années	1939	1950	1970	1975
Accroissement de la production de l'industrie mécanique	1	36,2	140,9	281,8

Ces dernières années, on a projeté et organisé la production sur place de nombreuses chaînes de fabrication, de fabriques et d'usines, ouvrant par là à l'industrie mécanique de nouvelles perspectives.

Notons qu'en 1980 la production totale de l'industrie mécanique sera de 40 à 42% supérieur à celle de 1975.

L'industrie de matériaux de construction

Depuis la Libération, l'expansion de la construction s'est accompagnée d'un grand essor de l'industrie des matériaux qu'elle utilise. La production dans cette branche en 1973 avait augmenté de 153 fois par rapport à 1938.

La principale branche de l'industrie des matériaux de construction en Albanie est celle du ciment. Avant la Libération, elle se réduisait à une seule cimenterie située à Shkodër. Au long des quinquennats successifs, ont été construites plusieurs cimenteries modernes, notamment à Vlorë, Tiranë, Krujë et Elbasan, qui produisent du ciment de haute qualité. Elles exploitent toutes, les matériaux calcaires et argileux de carrières voisines.

Sous le pouvoir populaire, on a vu se développer également l'industrie d'élaboration du ciment, qui fabrique des plaques, des tuyaux de divers diamètres et épaisseurs, des matériaux préfabriqués, des poteaux en béton vibré, des plaques et de tuyaux en fibrociment, etc.

Naguère encore, l'industrie des briques et des tuiles ne satisfaisait pas les besoins du pays. Après la Libération, pour répondre aux exigences croissantes de la construction, il fut mis sur pied de nombreuses briqueteries et tuileries, notamment à Tirana, Durrës, Shkodër, Elbasan, Lushnjë, Fier, Vlorë, Korçë, etc. Le 3^e quinquennat fut marqué par la construction de deux grandes fabriques modernes: la briqueterie et tuilerie de Vorë (district de Tirana) et la fabrique de briques en silicate de Tirana.

L'industrie des matériaux de construction en Albanie utilise également de nombreuses autres matières premières que l'on trouve en abondance dans le pays, telles que le marbre d'espèce et de couleur diverse, le gypse, les pierres calcaires, etc. Et pour terminer, notons que la production de cette industrie en 1980 sera de 50-53% supérieure à celle de 1975.

L'industrie du verre et de la porcelaine

L'industrie du verre en Albanie ne fut créée qu'après la Libération. Une première verrerie de petite capacité a été construite à Korçë dans le cadre du premier plan quinquennal. Une autre a été édiflée à la fin du 2^e plan à Tirana, cependant que pour le quatrième plan quinquennal furent mises en service une seconde verrerie à Korçë, une vitrerie à Kavaja et une fabrique d'ampoules électriques à Vlorë.

L'industrie de la porcelaine et de la céramique était connue dans le pays même avant la Libération. On y fabriquait des vases en terre cuite, des cruches, terrines et autres articles, mais ces objets, simples et en petite quantité, étaient fabriqués dans des ateliers primitifs.

Après la Libération, grâce à la création de la manufacture de porcelaine de Tirana, cette branche également est passée de la phase artisanale à la phase industrielle. Aujourd'hui l'on produit dans le pays nombre d'objets naguère importés, articles ménagers, sanitaires et autres objets tels que jouets, abat-jours, objets de décoration, briques réfractaires pour le revêtement de fourneaux à haute température, etc.

L'industrie du bois et du papier

En dépit de la grande richesse forestière de l'Albanie, le travail du bois en fabrique y était inexistant. A cette époque, l'industrie du bois se limitait à la coupe et au stockage de ce matériau, qui était exporté à l'état brut, puis en partie réimporté sous forme de bois travaillé.

Après la Libération, plusieurs fabriques et combinats pour le travail du bois ont vu le jour dans le pays. Ils produisent du bois d'oeuvre et des articles de consommation courante.

Sous le pouvoir populaire, les scieries primitives ont été remplacées par des scies à moteurs à haut rendement et leur répartition dans le pays s'est faite selon des critères plus judicieux. En même temps l'on a construit les grandes scieries de Fushë-Arrës (Pukë), qui produisent la majeure partie du bois industriel pour tous les pays. Les plus grands centres d'élaboration du bois industriel sont le combinat «Nako Spiru» à Elbasan et celui de Laç (Krujë). Ils préparent du bois séché, imprégné, fabriquent du contre-plaqué, des panneaux d'agglomérés, du bois de marqueterie, etc.

L'industrie des meubles en particulier a connu un grand essor ces dernières années. Les ébénisteries, autrefois petits ateliers primitifs, sont devenues aujourd'hui de grands établissements et elles produisent un grand nombre d'articles utiles pour le bâtiment et la consommation courante. Des menuiseries modernes existent notamment à Shkodër, Durrës, Vlorë, Gjirokastër, Korçë, Pogradec, etc. La plus grande et la plus moderne d'entre elles est l'entreprise «Misto Mame» à Tiranë, qui produit à elle seule 6 fois plus que l'ensemble de l'industrie du bois en 1938. Des fabriques ont aussi été mises sur pied pour l'élaboration des résidus du bois, telles celles de plaques d'agglomérés, de panneaux de fibres et de panneaux de copeaux de bois. Ces résidus sont également utilisés par l'industrie du papier, qui a vu le jour dans le cadre des plans quinquennaux successifs.

Les usines de papeterie et de cartonnerie construite à Korçë, Shkodër, Kavajë et Lushnjë ont résolu un important problème de l'économie nationale: la production dans le pays même de différentes sortes de papier.

Sous le pouvoir populaire, l'industrie du bois et du papier a augmenté sa production, pour atteindre en 1973, des chiffres 142 fois supérieurs à ceux d'avant-guerre. Selon le 6^e plan quinquennal, la

production de l'industrie du bois et du papier augmentera au cours de ce quinquennat de 8-20% par rapport à 1975, et celle du verre et de la céramique de 20-23%.

L'industrie légère

Avant la Libération, l'industrie légère, quant à sa part dans l'ensemble de la production industrielle, venait au second rang après l'industrie alimentaire. Néanmoins, elle ne satisfaisait qu'une faible partie des besoins de la population. Sous le pouvoir populaire, cette importante branche est allée se développant constamment. Dans le cadre de l'industrialisation du pays, nombre de nouveaux combinats et de fabriques modernes ont été construits et les fabriques existantes ont été étendues et modernisées. La branche la plus importante de l'industrie légère en Albanie est l'industrie textile. Elle comprend les tissages de Shkodër, le combinat de bonneterie de Korçë et les deux combinats de textiles à Tirana et à Berat. Le développement de l'industrie textile s'est accompagné de celui de l'industrie des confections. Dans les grandes villes ont été mis sur pied des ateliers pour la confection de vêtements prêts à porter, de laine et de coton, pour hommes, femmes et enfants.

Développement de l'industrie légère (en fois)

Années	1938	1950	1970	1975
Accroissement de la production	1	39,1	54,5	65

L'industrie du cuir comprend les tanneries situées à Vlorë, Durrës, Shkodër, Korçë et Gjirokastër. Ces fabriques travaillent les peaux du bétail du pays. Sur cette base, après la Libération, a été mise sur pied l'industrie de la chaussure. Elle groupe des cordonneries et les usines de Tirana, de Korçë, Shkodër et Gjirokastër, ainsi que l'établissement de produits de caoutchouc de Durrës. En bref, l'industrie légère produisait en 1970 54,5 fois de plus qu'avant la guerre. En 1975 la production des articles de large consommation avait augmenté de 45% par rapport à l'année 1970 et aura augmenté en 1980 de 22-24% par rapport à 1975. La fabrication des articles de bonneterie augmentera approximativement de 30%; pour la confection, l'augmentation sera de 20% -et pour les chaussures de 34%.

L'industrie alimentaire

L'intérêt que le pouvoir populaire accorde à cette branche de l'industrie dérive du fait que son suprême objectif est précisément l'élévation du niveau de vie des masses travailleuses. Voilà pourquoi, au lendemain même de la Libération, l'agrandissement et la modernisation des entreprises existantes s'accompagnèrent de la construction de nouveaux établissements de l'industrie alimentaire dans tous les districts de la République. C'est ainsi que furent créées l'industrie du sucre, les conserveries de fruits, de légumes, de viande, de poisson, l'industrie du vin, des boissons alcoolisées et non alcoolisées, des jus de fruits et des essences, l'industrie des aliments destinés aux enfants, les industries de la farine, du pain, des pâtes alimentaires, de l'élaboration de la pomme de terre, du décorticage du riz, l'industrie de l'huile, du savon, l'industrie du lait, l'industrie des produits sucrés, l'industrie des cigarettes et du tabac, etc.

Aujourd'hui, en Albanie, il n'est pas de district qui ne possède plusieurs nouvelles fabriques de l'industrie alimentaire. Toutes ont été mises sur pied auprès des sources de matières premières. C'est ainsi, par exemple, que dans les plaines où a été semée la betterave à sucre à la suite de l'assèchement du marais de Maliq (au sud-est du pays) on a construit un combinat de sucre et dans la ville côtière de Vlorë, un combinat de conserves de poisson; des conserveries de fruits et de légumes ont été aménagées dans les villes d'Elbasan. Korçë, Shkodër, Berat, Peshkopi, Permet etc., centres de districts où les cultures fruitières et maraîchères sont particulièrement développées. A Tirana a été mis en service le combinat alimentaire «Ali Kelmendi», l'un des plus importants établissements de l'industrie alimentaire albanaise, réputé pour ses articles des plus variés. Dans les zones productrices de tabac ont été implantés des usines de fermentation de cette plante et des manufactures de cigarettes.

Pour donner une idée du développement enregistré par l'industrie alimentaire albanaise, il n'est que d'indiquer qu'en 1975, il a été réalisé en moins d'une semaine un volume de production égal à celui de toute l'année 1938. En 1975 la production de l'industrie alimentaire s'est accrue de 51% par rapport à 1970.

En 1980 (dernière année du 6^e quinquennat) la production de l'industrie alimentaire se sera accrue de 23-25% par rapport à l'année 1975. La production de certains articles comme les huiles et les graisses alimentaires, le sucre aura augmenté respectivement de 84% environ et de 80% environ.

L'industrie alimentaire albanaise approvisionne le marché en une large gamme d'articles; en outre, depuis quelques années, ses produits se sont répandus sur les marchés étrangers. L'Albanie est devenue un pays exportateur de conserves de tous genres, de vins, d'eaux-de-vie, de fruits secs et de plantes médicinales, et elle a considérablement augmenté ses exportations d'articles traditionnellement exportés, tels que le tabac et les cigarettes.

Et pour terminer, ajoutons que l'Albanie, qui, naguère encore, était contrainte d'importer l'immense majorité des articles industriels, s'assure aujourd'hui grâce aux productions des industries légères et alimentaires les 85% de ses besoins en marchandises de large consommation. Cela constitue, sans aucun doute, une grande victoire. C'est le résultat de la politique économique judicieuse du Parti du Travail d'Albanie.



Lumière sur l'Albanie



Là où est produit le « pain » de notre industrie.



Les premières « coulées » de notre métallurgie.



Fierze où est construite la nouvelle centrale hydro-électrique, la plus grande du pays jusqu'à ce jour.



Nouveau panorama industriel.



Motif industriel.



Nouvelle toile de fond d'une vie nouvelle.

Chapitre IV — Le développement de l'agriculture socialiste

Avant la Libération, l'agriculture albanaise se trouvait dans un état tout à fait arriéré, primitif même. Les terres en culture ne représentaient que 10,2% de la superficie totale du pays, cependant que 31% étaient utilisés comme pâturages, le reste étant couvert de forêts (45%), de terres marécageuses et improductives (plus de 13%).

L'économie agricole d'avant la Libération était morcelée en des milliers de petites exploitations individuelles, qui utilisaient les moyens les plus primitifs. Les tracteurs et les engrais chimiques étaient pratiquement ignorés. Les cultures céréalières, principalement le maïs et l'avoine, occupaient plus de 96% des superficies ensemencées. Les rendements de ces cultures étaient relativement bas et ne dépassaient jamais 10 q/ha. La situation n'était pas plus brillante dans l'élevage, où ovins et caprins occupaient la place principale.

C'étaient là autant d'éléments d'une agriculture arriérée, extensive, où prédominaient les rapports féodaux. Les fascistes, les nazis et les traîtres au pays, ravageant l'ensemble de l'économie du pays à leurs fins d'occupation et de guerre, réduisirent l'agriculture à une situation des plus lamentables.

Après la Libération, grâce à la mise en oeuvre de la réforme agraire et de la collectivisation, l'agriculture albanaise se transforma radicalement et revêtit un caractère socialiste avancé.

Le système d'économie agricole en Albanie est divisé en deux secteurs: le secteur d'Etat et le secteur coopératif. Le secteur d'Etat comprend les entreprises agricoles d'Etat (E.A.E.), les stations de machines et de tracteurs (S.M.T.), les usines régionales, l'entreprise des semences et ses branches dans chaque district, la direction du service des eaux, les entreprises forestières, les instituts, stations et bases de recherche scientifique.

Les entreprises agricoles d'Etat

Les entreprises agricoles d'Etat (E.A.E.) sont les premières exploitations agricoles socialistes créées au lendemain même de la Libération. Elles furent constituées sur la base des fermes confisquées, des domaines ayant appartenu aux sociétés étrangères, aux latifondiaires et autres grands capitalistes du pays, ainsi que de la nationalisation des grands troupeaux de bétail et des grandes plantations d'oliviers. Les entreprises agricoles d'Etat et les entreprises d'élevage n'ont cessé de croître et de se renforcer. Un bon nombre de nouvelles entreprises agricoles d'Etat ont été mises sur pied sur les terres récupérées grâce à l'assèchement et à la bonification des marais de Maliq, Tërbuf, Vurgu, Vrina, Thumanë, Durrës, Lezh-Mat, Hoxhare etc. De nouvelles perspectives s'ouvriront à ce secteur avec la future création de fermes d'Etat dans les zones de collines et de montagnes également.

Le rôle des entreprises agricoles d'Etat a été et demeure considérable en ce qu'on applique les méthodes les plus avancées de la technique agricole et que les divers travaux y sont presque tous mécanisés. Elles ont dès le début, servi de supports du socialisme dans les campagnes, d'exemples pour la paysannerie coopératrice et individuelle, en lui illustrant dans la pratique tous les avantages de la grande exploitation planifiée et mécanisée. Les entreprises agricoles d'Etat se sont acquittées au mieux de ces tâches. En 1973, le rendement des céréales panifiables dans les entreprises agricoles était de 21% plus élevé que la moyenne de la République, celui des pommes de terre de 42%, du lait par vache plus de deux fois plus élevé, etc. Les E.A.E. ne se contentent pas de fournir des productions à rendement élevé et de haute qualité pour le ravitaillement des villes et de l'industrie en produits agricoles et d'élevage, mais elles constituent aussi un excellent exemple pour les coopératives agricoles, qu'elles font profiter de leur expérience avancée. Elles sont en outre d'importants centres de distribution de semences sélectionnées, de plants pour les cultures fruitières ainsi que de bêtes de race.

Maintes entreprises agricoles se sont transformées en de véritables villes agraires, sur la base de schémas directeurs.

Les stations de machines et de tracteurs

La création des secteurs étatique et coopératif dans l'agriculture a fait apparaître des contradictions entre les nouveaux rapports, socialistes, de production et le niveau relativement bas des forces productives. Cette contradiction ne pouvait être résolue sans l'introduction de la technique agricole

avancée dans l'agriculture. A cette fin, au début du mois d'avril 1947, dans la région de la Myzeqe on créa la première station de machines et de tracteurs, et de nombreuses autres ont été mises sur pied par la suite dans tout le pays. Ce sont des entreprises socialistes d'Etat du secteur de l'agriculture et elles disposent de tracteurs, de moissonneuses-batteuses ainsi que d'autres machines agricoles complexes qui sont mises au service des coopératives sur la base de contrats. Les stations de machines et de tracteurs constituent une forme d'organisation de la base matérielle de la grande production collective dans l'agriculture, qui assure la plus parfaite combinaison de l'initiative de la masse des coopérateurs dans la mise sur pied de leurs exploitations collectives avec la conduite et l'aide de l'Etat. Le but de ces stations est de promouvoir la mécanisation des travaux agricoles, l'accroissement rapide et continu de la production agricole, l'élévation de la productivité du travail, la diminution constante des irais de production et l'allègement du labeur des travailleurs de l'agriculture. Dès le début du processus de collectivisation, le pouvoir populaire eut le souci d'assurer l'assistance des coopératives agricoles en moyens techniques avancés et prît des mesures à cet effet. Il tombe sous le sens que les coopératives agricoles ne sont pas à même de couvrir par leurs propres moyens les très grosses dépenses entraînées par l'acquisition de ces moyens. Aussi, l'Etat a-t-il pris à sa charge tous les frais que nécessite l'aide en nouveaux moyens techniques de production à fournir aux exploitations collectives.

Les stations de machines et de tracteurs n'ont cessé de se multiplier, elles ont été pourvues de divers moyens mécanisés et ont assuré la réalisation d'importants travaux de toutes sortes.

En regard des 10 stations de machines et de tracteurs qu'il y avait en 1947 dans tout le pays, et ce uniquement dans les zones de plaines, on en compte aujourd'hui plus de 30, qui ont étendu leurs activités à tous les coins d'Albanie, même aux districts montagneux comme ceux de Puke, Tropojë, Kukës, Dibër, Mirditë, Mat, Librazhd, Pogradec, Kolonjë, Përmet, Tepelenë, etc. Elles sont dotées d'engins et d'appareils puissants et variés: tracteurs, jeux de socs de divers types, semeuses, broyeuses de produits ensilés, moissonneuses, batteuses, trieuses et ventilateurs, arroseuses, tondeuses, trapeuses, etc. Grâce à l'expansion et à l'exploitation plus rationnelle et efficace de leur base matérielle et technique, les stations de machines et de tracteurs ont augmenté d'année en année le nombre des travaux mécanisés dont elles s'acquittent. Alors que dans les premières années de leur existence, elles n'effectuaient pas plus de 10 types de travaux, principalement des labours, elles en accomplissent aujourd'hui plus de 70, de divers genres, depuis les labours simples, les labours en profondeur et les fauchages jusqu'à la tonte mécanisée des ovins. Les stations de machines et de tracteurs sont venues en aide aux coopératives agricoles avec tous leurs moyens pour la mise en culture de terres nouvelles, elles ont assuré la plupart des travaux pour la plantation de milliers d'hectares de vignes, le creusement de canaux d'irrigation et de drainage, la construction de grands réservoirs.

Les S.M.T. viennent en aide aux coopérateurs pour divers travaux, sur la base d'un contrat conclu entre eux. Aux termes de ces contrats, les coopératives paient en nature ou en espèces à ces stations les travaux qu'elles ont effectués. L'Etat transforme en moyens monétaires les produits agricoles accumulés au titre de ces prestations en nature et les utilise pour rénover les moyens de production usés par les S.M.T. et pour payer les salaires de ses travailleurs.

Les travailleurs des S.M.T. et les coopérateurs participent ensemble à la réalisation de la production agricole, à travers l'utilisation de moyens modernes de production qui sont la propriété commune du peuple tout entier. Ainsi les stations de machines et de tracteurs constituent une des formes les plus élevées de liaison entre la classe ouvrière et la paysannerie laborieuse; elles jouent un rôle déterminant dans le renforcement de l'alliance entre la classe ouvrière et la paysannerie. Les S.M.T. sont une forme particulière de l'importante aide financière et économique que notre Etat a prêtée et prête à la paysannerie de façon organisée, en vue de la croissance et du renforcement du nouveau système coopératif dans l'agriculture.

En outre, les S.M.T. ont aidé les coopératives agricoles de multiples manières pour l'organisation du travail, la planification de la production, la mise en oeuvre de la technique agricole avancée, le renforcement du secteur de la comptabilité, la formation de cadres spécialisés dans la mécanisation, etc.

Les stations de machines et de tracteurs sont indispensables pour le développement, le renforcement et l'adoption de méthodes de culture de plus en plus intensives dans l'agriculture socialiste. Cette

nécessité est dictée par trois motifs essentiels. D'abord, par le fait que les principaux moyens de production, dans l'agriculture comme dans les autres branches de la production, doivent demeurer entre les mains de l'Etat, qui représente les intérêts de l'ensemble de la société. Ensuite, parce que la technique ne se maintient pas à un niveau donné, mais qu'elle se développe et se perfectionne constamment. L'ancienne technique est remplacée par la technique nouvelle, ce qui entraîne de grosses dépenses, l'investissement de sommes considérables. Seul l'Etat est en mesure d'envisager de si gros investissements au profit de la production agricole. Enfin, le fait que les principaux moyens de production se trouvent entre les mains de l'Etat, permet de venir plus équitablement en aide à toutes les coopératives agricoles dans les districts et les zones où peuvent être employés les moyens agricoles mécanisés, tout en accordant un soin particulier aux coopératives économiquement les plus faibles.

Les coopératives agricoles

Les coopératives agricoles constituent la principale base de production dans l'agriculture comme dans l'élevage. Ce sont des associations volontaires de paysans producteurs, qui reposent sur la propriété sociale des moyens de production et sur le travail collectif, et qui excluent l'exploitation de l'homme par l'homme. La coopérative agricole combine correctement les intérêts personnels, les intérêts quotidiens des coopérateurs avec l'intérêt général de la coopérative.

L'adhésion librement consentie constitue un des principes fondamentaux de la formation des coopératives agricoles, et ce principe a été rigoureusement respecté tout au long du processus de collectivisation en Albanie. Toutes les terres incluses dans la coopérative, les anciennes limites qui séparaient les champs ayant été supprimées, forment le bloc commun des terres de la coopérative. Selon la nouvelle Constitution la terre n'est plus propriété de groupe. Elle est maintenant propriété d'Etat, et est remise en jouissance aux coopérateurs etc. Aux termes de la Constitution de la République Populaire Socialiste d'Albanie (art. 18), la terre devient propriété exclusive de l'Etat, qui l'accorde à des fins d'usage social, aux entreprises et aux institutions d'Etat, aux coopératives agricoles et aux organisations sociales ainsi qu'à des citoyens pour leur usage personnel. La terre est accordée en jouissance à titre gratuit (art. 19).

A chaque famille coopératrice il a été laissé un lopin individuel (sans compter ici la superficie de terrain réservée à l'habitation). La superficie de ces lopins est fixée par l'assemblée générale des coopérateurs. Toutefois, les statuts-type stipulent que pour les coopératives de plaines, cette superficie est de 10 ares, et pour les coopératives de montagnes nouvellement formées, de 15 ares. Dans son lopin, le paysan coopérateur produit principalement des fruits et des légumes, des fourrages, etc. Les produits végétaux et animaux que les familles de coopérateurs tirent des parcelles individuelles leur servent à satisfaire plus abondamment leurs besoins propres. Cette forme de propriété tend cependant à diminuer et, avec le temps, elle est vouée à disparaître, et ce non seulement parce qu'elle est incompatible avec la propriété sociale, mais aussi et surtout parce que le paysan s'aperçoit, par sa propre expérience, que le prix de revient des produits agricoles qu'il tire de son lopin est beaucoup plus élevé que celui des produits de la coopérative. Il a donc intérêt à acheter ces produits aux magasins de la coopérative à des prix beaucoup plus bas et à consacrer, avec un profit nettement majeur, aux terres de la coopérative, le temps de travail qu'il destine à son lopin.

Les coopérateurs détiennent en commun tout l'équipement agricole et les moyens de transport de la coopérative, les bêtes de travail, les animaux productifs et les ruches, à l'exclusion de celles laissées aux familles pour leur usage personnel, les semences nécessaires pour les semences communes, les aliments pour le bétail collectivisé, les bâtiments nécessaires à la gestion de la coopérative ainsi que les établissements ou ateliers dans lesquels sont élaborées les productions végétales et animales.

Les maisons d'habitation, les bâtiments nécessaires pour l'entretien des bêtes détenues à titre personnel par les familles de coopérateurs, ainsi que les instruments aratoires nécessaires pour l'entretien des lopins individuels ne sont pas collectivisés. Chaque famille coopératrice a le droit de garder pour son usage personnel un certain nombre de têtes de gros et de menu bétail, des porcs et des ruches dans la mesure autorisée par l'assemblée générale des membres selon les conditions propres à chaque coopérative, mais en ayant soin de ne jamais dépasser les quantités maximales fixées par les statuts-type. Aux termes de ces statuts, dans les coopératives de plaine comme dans les coopératives de montagne, chaque coopérateur a le droit de garder une vache ou dix têtes de petit bétail, et dans les

coopératives montagnaises nouvellement formées, une vache et vingt têtes de petit bétail de montagne.

Les paysans effectuent en commun tous les travaux agricoles prévus par le plan de la coopérative, lequel doit s'intégrer dans le plan agricole général d'Etat. Les revenus du travail commun sont partagés entre les coopérateurs en fonction de la quantité et de la qualité du travail fourni par chacun. Une pareille organisation de la production agricole assure la meilleure mise en valeur possible des forces productives, accroît et améliore la production.

La démocratie est un des principes fondamentaux de la structure des coopératives agricoles. On en trouve l'illustration dans le droit des coopérateurs à participer directement au règlement de toutes les questions de l'économie coopérative, dans leur droit de voter aux élections de tous les organes dirigeants de la coopérative et d'y être eux-mêmes élus; dans leur droit d'exiger que les organes et les personnes exerçant des fonctions dirigeantes dans la coopérative leur rendent compte de leur gestion, et de contrôler cette gestion; dans leur droit de révoquer avant terme et à tout moment les personnes élues aux organes ou postes de direction, si elles ne justifient pas la confiance qui leur a été témoignée et ne s'acquittent pas au mieux de leurs tâches.

L'organe suprême des coopératives agricoles est l'assemblée générale, qui comprend tous les coopérateurs. Toutes les affaires de la coopérative sont dirigées par l'assemblée, et, dans l'intervalle entre deux réunions, par la présidence de la coopérative, elle-même élue par l'assemblée. Pour assurer la gestion des affaires courantes, l'assemblée élit un président, qui est à la fois président de la coopérative et président du comité directeur appelé présidence. Rappelons que les coopératives déploient toute leur activité en conformité avec leurs statuts, et avec les lois, décisions, ordonnances et directives des organes d'Etat, en coordonnant leurs intérêts avec ceux de l'économie nationale, au profit de l'édification socialiste et de l'amélioration continue des conditions de vie.

Les avantages du système coopératif

Le système coopératif en Albanie synthétise en soi les avantages de la grande exploitation moderne sur la petite exploitation primitive et en même temps la supériorité de l'économie socialiste sur l'économie capitaliste. Si, avant la Libération, l'agriculture albanaise se composait de plus de 155.000 exploitations paysannes, d'une superficie moyenne de 2,5 hectares, propriété en partie de ceux qui les cultivaient, en partie d'autrui, et qui n'étaient même pas en mesure de subsister par leurs propres ressources, on en comptait en 1973 459 d'une superficie moyenne de 1.091,5 hectares de terres cultivées, et qui ne cessent d'augmenter aussi bien le fonds des terres en culture, que leurs productions végétales et animales.

Le processus de constitution de grandes exploitations agricoles ne s'est pas accompli en Albanie aux dépens des paysans, en entraînant leur ruine, comme cela se produit dans les pays capitalistes, mais à leur avantage, à travers la coordination de leurs intérêts avec ceux de la société tout entière. En conséquence, le paysan albanaise a non seulement échappé une bonne fois à l'oppression et à l'exploitation, mais il s'est vu ouvrir de brillantes perspectives pour améliorer sa situation économique et sociale. Le système coopératif a éliminé les possibilités d'apparition d'inégalités au sein de la paysannerie et en même temps la pauvreté et la misère dans les campagnes. La propriété collective a placé les paysans dans des conditions d'égalité quant à l'utilisation des moyens de production, qui appartiennent à la collectivité tout entière. Les coopératives agricoles ne connaissent pas l'exploitation de l'homme par l'homme ni, par suite, l'accaparement des moyens de production par certains au détriment d'autres qui en sont dépourvus, comme il advient dans les systèmes fondés sur la propriété privée. Les conditions de l'économie collective excluent l'exploitation du travail d'autrui. En ce qui concerne le travail et sa rémunération, les coopératives agricoles appliquent le principe «chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail». Les coopérateurs sont rémunérés à raison des journées-travail accomplies au long de l'année agricole. Les différences dans leurs revenus ne dérivent pas de leur situation économique et sociale avant leur adhésion à la coopérative, mais de la mesure de leur travail dans l'économie collective, de la valeur de la journée-travail, qui ne cesse de croître de pair avec le renforcement économique des coopératives.

L'instauration du système coopératif a assuré à la paysannerie albanaise les conditions nécessaires pour l'accession à une vie plus prospère et plus cultivée. Avant la Libération, les campagnes albanaises

étaient formées de petits villages très disséminés, alors que la collectivisation et surtout la formation des grandes coopératives réunissant plusieurs coopératives en une seule, ont entraîné la création de nouveaux centres économiques et administratifs, dotés de leurs propres institutions socio-culturelles et éducatives, et qui tendent de plus en plus à prendre l'aspect de petites villes. Plus de la moitié du nombre global des familles paysannes habitent dans de nouvelles maisons, construites pour la plupart après la collectivisation; dans les coopératives agricoles on a bâti des milliers d'établissements d'enseignement et socio-culturels: des crèches et des jardins d'enfants, des écoles de 8 ans et des écoles secondaires, des maisons et des foyers de la culture, des hôpitaux, des maternités, des dispensaires; de nouvelles routes ont relié les villages aux artères nationales, l'éclairage électrique est assuré désormais aux villages les plus reculés de montagne. A la campagne comme à la ville, l'Etat garantit le service médical gratuit. Les membres des coopératives agricoles bénéficient du droit aux pensions d'invalidité et de vieillesse.

Les nouveaux traits moraux, l'esprit de collectivité socialiste, la prééminence de l'intérêt général sur l'intérêt personnel caractérisent l'activité des coopérateurs albanais.

Ils voient désormais le fondement de leur bien-être dans la propriété commune. L'expérience de l'édification socialiste en Albanie montre que la seule voie pour l'édification du socialisme à la campagne, dans les pays à exploitations rurales morcelées, est la collectivisation de l'agriculture. Toute autre voie ne conduit qu'au développement du capitalisme à la campagne. La constitution des grandes exploitations collectives a eu pour effet de supprimer les haies, les fossés qui morcelaient les terres cultivables, créant ainsi de vastes surfaces sur lesquelles il est possible d'utiliser sans obstacles les moyens agricoles mécanisés et d'appliquer à grande échelle les préceptes de la technique agricole moderne.

Dans les coopératives agricoles unifiées, la production de l'agriculture et de l'élevage est encore mieux organisée sur des bases technico-scientifiques; la transformation socialiste des campagnes albanaises a créé des conditions très favorables pour le développement planifié de la production agricole, sur la base de la technique agricole avancée.

Sous le capitalisme, l'application de la technique moderne par les riches fermiers intensifie la concurrence et entraîne en définitive la ruine des petits paysans. Par contre, l'introduction du tracteur et de la moissonneuse-batteuse dans la campagne socialiste albanaise a facilité le travail des coopérateurs et contribué à améliorer leur bien-être.

Avec la création de grandes exploitations collectives, la paysannerie laborieuse a la possibilité de profiter sur une large échelle des ouvrages de bonification et d'irrigation qu'a réalisés et réalise l'Etat, ainsi que de l'aide de l'Etat en crédits destinés à l'essor de la production agricole, en semences sélectionnées, en engrais chimiques, etc. Par la quantité des engrais chimiques utilisés, par la capacité d'irrigation et par les grands travaux de bonification l'Albanie se range aujourd'hui parmi les pays avancés dans le monde.

Le système coopératif a assuré un accroissement considérable de la production agricole et fait en sorte que l'agriculture fournisse des productions élevées au marché, ce qui est de haute importance pour l'approvisionnement du pays en denrées alimentaires et en matières premières agricoles.

Comme il ressort des données fournies, le volume de la production agricole en Albanie a augmenté de 3,5 fois par rapport à la période d'avant-guerre. Cet accroissement dépasse de 50% l'augmentation de la population. La production agricole globale en 1975 a été de 33% supérieure à celle de 1970. Pour certains produits essentiels l'augmentation de la production a été de l'ordre suivant: céréales panifiables 35%, betterave sucrière 76%, lait 47%, oeufs 68% etc.

En matière de taux d'accroissement de la production agricole, il y a lieu de souligner que l'Albanie a dépassé la moyenne mondiale.

La collectivisation a mis fin à la quasi-monoculture qui existait dans l'agriculture albanaise. Si les céréales panifiables occupaient en 1938 96,5% des superficiesensemencées, elles ne s'étendaient vers la fin du 5^e quinquennat que sur 54% environ de ces superficies. Dans le même temps, l'on a adopté et étendu la culture des plantes industrielles, qui, au lieu de 1,3% en 1938, occupaient vers la fin du 5^e quinquennat 14,7% des superficies cultivables et celle des légumes et des pommes de terre, 9,2% au

lieu de 1,2%. En conséquence, la production céréalière a augmenté de 3,5 fois, cependant que les autres productions se sont accrues encore davantage, et notamment la pomme de terre de 22,6 fois, le coton de 138,1 fois, le tabac 7,7 fois, les légumes de 8,1 fois etc.

La constitution de grandes exploitations agricoles a créé les conditions requises pour réaliser un grand tournant dans le caractère de l'agriculture albanaise: naguère encore agriculture extensive où l'accroissement de la production n'était obtenu que par l'extension des superficies cultivables, elle tend de plus en plus à devenir une agriculture intensive, qui se caractérise par l'accroissement continu des investissements et du travail pour chaque hectare de terre cultivée ce qui a entraîné un accroissement considérable des rendements des cultures agricoles.

Il suffit de noter que 73% de l'accroissement de la production agricole au cours du 5^e quinquennat a été assuré grâce à l'élévation des rendements.

La collectivisation a créé les prémisses de la régionalisation, de la coopération et de la spécialisation dans l'agriculture. Ces phénomènes se rencontrent également dans les pays capitalistes avancés, mais ils y diffèrent foncièrement quant aux buts et aux méthodes. Ainsi, alors que dans l'agriculture capitaliste, la répartition des cultures, la spécialisation et le développement des forces productives constituent un processus spontané qui tend à la réalisation du maximum de profit et à l'absorption des plus petites exploitations par les plus grandes, selon la «loi de la jungle», en République Populaire Socialiste d'Albanie par contre, ces phénomènes représentent un processus qui se développe de façon consciente et au profit des travailleurs. Le développement planifié des forces productives y sert l'accroissement de la production et de la productivité, la baisse du coût et l'élévation du niveau de vie matériel et culturel des masses. En Albanie, la régionalisation et la spécialisation des cultures, autrement dit la détermination des cultures à pratiquer dans les diverses zones du pays, et la concentration des productions agricoles dans les coopératives, fermes ou zones déterminées, sont des mesures étroitement liées entre elles, et répondent aux intérêts généraux de l'économie nationale. Ce sont là deux maillons de la même chaîne.

L'agriculture albanaise, en progressant dans la voie de la culture intensive, perfectionne encore davantage la régionalisation et la spécialisation des cultures, guidée en cela non point par le principe du profit comme il en va dans les pays capitalistes, mais par les besoins de l'économie nationale, par les besoins des masses laborieuses en ayant bien entendu également en vue les conditions de climat et de sol. Ainsi donc, la répartition des cultures et la spécialisation de l'économie agricole en Albanie reposent sur le plan d'Etat, qui est élaboré sur la base des lois économiques du socialisme et qui reflète la réalité du pays. Ce développement harmonieux, qui met le mieux possible en valeur les conditions de sol et de climat et toutes les ressources matérielles et morales du pays, tend à l'objectif suprême du Parti, la construction du socialisme et l'élévation constante du niveau de vie matériel et culturel du peuple.

L'union des forces crée des possibilités immenses pour entreprendre des actions de masse, irréalisables dans les conditions des petites exploitations privées, en ce que ces entreprises exigent des travaux de grande envergure et de gros investissements. Il convient de citer dans cet ordre d'idées l'action de défrichage de terres nouvelles, l'action d'aménagement, d'irrigation et de drainage des terres, la plantation de grands vergers, etc.

Le système coopératif crée de vastes possibilités pour la mise en oeuvre de l'expérimentation scientifique, de la rotation des cultures, de la diffusion de l'expérience avancée, etc., qui sont autant de conditions indispensables du progrès accéléré de la production agricole. Le travail de recherche en Albanie est désormais sorti de l'étroite coquille des laboratoires pour s'étendre presque partout, dans les entreprises d'Etat comme dans les coopératives agricoles. Une série de facteurs y ont contribué, en premier lieu l'élévation du niveau culturel des coopérateurs et des autres travailleurs de l'agriculture. Alors qu'avant la Libération il n'y avait qu'une école agricole inférieure, il existe maintenant deux Instituts agronomiques supérieurs d'Etat (à Tirana et à Korçë), qui ont formé des centaines de spécialistes supérieurs: agronomes, zootechniciens, vétérinaires, économistes de l'agriculture, spécialistes des forêts. Il existe également un vaste réseau d'écoles agricoles secondaires qui forment chaque année des centaines de spécialistes moyens. Dans les coopératives et dans les entreprises agricoles fonctionnent constamment des cours de spécialisation et de qualification. Ainsi cherche-t-on

à donner aux écoles agricoles un caractère de masse. En outre, il existe en Albanie un système étendu d'instituts scientifiques de recherches dans le domaine de la production agricole, pour les recherches zootechniques, l'étude pédologique des terres, la protection des plantes, le développement des cultures fruitières, la mécanisation de l'agriculture, l'hybridation du maïs etc. Dotés de laboratoires modernes, ces instituts déploient une vaste activité en faveur de l'accroissement de la production de l'agriculture et de l'élevage.

La question de l'expérimentation scientifique se pose jusque dans les petites unités de production, dans les coopératives agricoles. Des milliers de travailleurs de toutes les catégories et degrés de qualification, se consacrent aujourd'hui à ce travail. L'expérimentation scientifique de masse est actuellement devenue une école qui stimule la production dans l'agriculture et l'élevage.

En 1973, en Albanie on a achevé le travail d'étude des terres agricoles. On a procédé à l'arpentage des superficies et dressé les esquisses ou les plans cadastraux pour toute la superficie arable de la République. Dans toutes les exploitations agricoles on a procédé à l'étude pédologique et agrochimique du sol sur le terrain, qui a été accompagnée de plus de 670.000 analyses du sol.

A la suite des études pédologiques et agrochimiques des terres, les travailleurs de l'agriculture disposent maintenant de cartes pédologiques et agrochimiques qui représentent les types et sous-types de terres, l'épaisseur de la couche active, la composition mécanique, la quantité d'humus, d'azote, de phosphore et de potasse que contient le sol et d'autres caractéristiques agro-techniques.

Grâce à une bonne connaissance du sol, toutes les opérations techniques dans l'agriculture, outre les travaux de labour, la fumaison, le drainage, l'irrigation, la classification régulière des cultures agricoles, le défrichement des terres nouvelles etc., sont effectués compte tenu des qualités chimiques, physiques et biologiques du sol, et, en conséquence, leur effet est plus marqué dans l'obtention des rendements.

L'étude pédologique et agrochimique du sol sur le terrain, l'exécution des analyses chimiques du sol, l'élaboration des cartes et la rédaction des rapports relatifs annexes, sont, en général, devenues une grande école où les spécialistes, en même temps que les travailleurs de l'agriculture, les chimistes et les laborantins ont étudié les caractéristiques mêmes du sol et, à l'aide des rapports annexes, ont arrêté les mesures concrètes pour la préservation et l'accroissement de la fertilité des terres. Dans des cours et des séminaires, en particulier durant les travaux mêmes, Un grand nombre de cadres ont été formés et spécialisés dans le domaine des analyses du sol, de la pédologie et de la chimie agricole. Auprès des stations agricoles de districts, ont été mis sur pied 23 laboratoires de pédologie et de chimie agricole, et plus de 30 autres plus simples auprès des exploitations agricoles. Ces laboratoires joueront un grand rôle pour faire progresser le travail de recherches scientifiques dans l'agriculture, notamment en matière de pédologie et de chimie agricole.

Comme on le voit, l'agriculture albanaise ayant surmonté le retard séculaire, s'étant débarrassée des vieux rapports de production, et, désormais entièrement collectivisée, avance avec assurance sur la voie de son intensification et de sa modernisation. A la suite des mesures prises, la production agricole globale, par rapport à celle de l'année 1938, s'est accrue de 310% environ et au cours du 5^e quinquennat (1971-1975), elle a augmenté de 33% par rapport à 1970.

Notons que de 1975 à 1980 la récolte des céréales panifiables augmentera de 60%. Ajoutons que plus de 80% de l'accroissement de la récolte des céréales panifiables seront assurés par l'augmentation des rendements. La production de certaines autres cultures augmentera dans la mesure suivante: betterave sucrière, 64-66%; tournesol, 22-24%; pommes de terre, 48-50%; coton, 32-35%; tabac, 18-20%; légumes, 50-52%; olives, 50%. Comme on l'a déjà indiqué, les produits d'élevage aussi augmenteront de façon notable.

La mécanisation de l'agriculture

La mécanisation constitue un des principaux facteurs de l'essor rapide de l'agriculture. Aussi, le pouvoir populaire, dès son instauration, a-t-il accordé à ce problème une importance et un soin particuliers. A la suite du grand travail qui a été effectué dans ce secteur, vers la moitié du 5^e quinquennat, dans les plaines d'Albanie, fonctionnait un tracteur, calculé en unités de 15 CV, pour environ 47 hectares de terres arables contre 9740 hectares en 1938. Rien que la première coopérative

agricole «Staline» de Krutje dans le district de Lushnjë était desservie à la même époque par autant de tracteurs qu'en comptait toute l'Albanie d'avant-guerre. Le résultat direct en est l'accroissement du potentiel énergétique général dans l'agriculture.

Ainsi donc le potentiel énergétique global a été multiplié par 6,6 par rapport à celui de l'année 1938. Il y a lieu de souligner que, dans la composition de ce potentiel il s'est produit un véritable renversement; alors qu'en 1938, la puissance énergétique motrice ne représentait même pas 1% de la puissance énergétique globale de l'agriculture, en 1973 elle représentait 93%. Au cours du 5^e quinquennat, le nombre de tracteurs (calculés en 15 CV) s'est accru de 54%; le parc de machines agricoles s'est encore enrichi et complété. Au cours du 6^e quinquennat le nombre de tracteurs converti en unité de 15 CV augmentera de 20% environ. La République Populaire Socialiste d'Albanie a depuis longtemps dépassé les pays voisins et certains autres pays d'Europe quant au nombre des tracteurs opérant par 100 hectares.

L'application du principe d'appui sur ses propres forces a eu pour effet qu'à présent toute une série d'opérations sont exécutées par des machines de marque albanaise, autrement dit, par des batteuses, des semeuses, des épanduses d'engrais, des moulins, des ensileuses, des trieuses, des sécheuses de grains, etc. fabriquées dans le pays.

En matière de mécanisation, les stations centrales de recherches, en collaboration avec les exploitations agricoles; avec les usines mécaniques du pays, étudient les possibilités d'étendre encore la mécanisation, à savoir l'irrigation en pluie non seulement à l'aide de pompes électriques et à traction, mais aussi en mettant à profit aussi les conditions naturelles, l'extension des ensemencements précis, l'utilisation de certains groupes d'appareils sur un seul parcours, etc.

De pair avec la modernisation des moyens mécanisés utilisés dans le secteur agricole, on s'est attaché à former de nombreux spécialistes de cette branche de la mécanique et à leur faire acquérir un degré élevé de qualification. Les stations de machines et de tracteurs disposent de toute une armée de cadres supérieurs et de mécaniciens.

A la différence des pays capitalistes, où les moyens mécanisés sont détenus par les riches propriétaires, latifondiaires capitalistes ou financiers, qui exploitent les paysans travailleurs en les employant comme ouvriers journaliers, ou en imposant aux petits cultivateurs des prix excessifs pour le louage de leurs moyens mécanisés, en Albanie ces moyens sont utilisés largement par l'ensemble de la paysannerie coopérative. Les stations des machines et des tracteurs mettent leurs moyens à la disposition des coopératives contre une rémunération des plus modiques. Ces pratiques illustrent le grand intérêt que l'Etat porte au développement de la production agricole.

Le défrichement de terres nouvelles

L'Albanie est un pays au relief en majeure partie montagneux ou montueux. Les terres se prêtant à la culture n'occupent que 42 pour cent de la superficie totale du pays. Aussi, depuis l'instauration du pouvoir populaire, a-t-on eu le souci constant d'accroître la production des céréales panifiables et de développer toutes les branches de l'agriculture en harmonisant le développement des cultures intensives avec le défrichement de terres nouvelles.

Dans les années qui ont suivi la Libération les efforts ont porté principalement sur le défrichement de terres nouvelles dans les zones de plaines à travers leur bonification, le déboisement des forêts dégradées, etc. Toutefois les plus importantes réserves dans ce domaine se situent sur les montagnes et dans les zones reculées, aussi ces dernières années le Parti a-t-il lancé le mot d'ordre: «Attaquons-nous aux collines et aux montagnes, embellissons-les et rendons-les aussi fertiles que les plaines!», qui a mobilisé tous les travailleurs de l'agriculture ainsi que la jeunesse des villes et des campagnes. Ce mot d'ordre a déclenché un vigoureux élan qui a permis de réaliser les prévisions les plus audacieuses en ce domaine. Les collines sont aujourd'hui couvertes de cultures en terrasse et d'arbres fruitiers.

La paysannerie des contrées montagneuses a proclamé l'hiver saison de travail au même titre que les autres, afin d'arracher aux montagnes et aux forêts dégradées leurs terres fertiles jusqu'ici inexploitées. Dans la lutte contre le roc, la neige et le froid, animée dans son effort par un esprit révolutionnaire élevé, elle arrache la précieuse terre à la nature pouce par pouce. En conséquence, les collines et les montagnes ont perdu leur ancien aspect. Sur leurs versants des milliers et des milliers d'hectares de

terres ont été aménagés en terrasses. Pour ce faire, il a fallu accomplir des travaux de terrassement portant sur de centaines de milliers de mètres cubes de pierre et de terre, des digues ont été construites pour maîtriser les torrents et protéger le sol contre les méfaits de l'érosion. Des zones entières ont été transformées en d'immenses vergers et vignobles.

Le défrichement de terres nouvelles dans les zones de collines et de montagnes a été facilité par l'important soutien que lui ont apporté les stations de machines et de tracteurs et les entreprises agricoles d'Etat en prêtant leurs moyens mécanisés. Les jeunes gens et les jeunes filles des campagnes et des villes, vainquant les difficultés avec un esprit révolutionnaire élevé, ont converti en terres cultivables d'immenses surfaces de terrains montagneux et de forêts dégradées. Par dizaines de milliers, ils ont couru à l'aide de la paysannerie des hautes régions pour traduire dans les faits le mot d'ordre du Parti recommandant de rendre les collines et les montagnes aussi fertiles que les plaines.

Grâce à ce grand travail, les superficies arables, qui s'élevaient en 1938 à 292.100 ha, ont atteint en 1973 636.300 ha. Rien que durant le 4^e quinquennat on a défriché 102.000 ha de terres nouvelles. Pendant le 5^e quinquennat, la superficie des terres cultivées s'est accrue de 11% par rapport au 4^e quinquennat tandis que le 6^e plan quinquennal prévoit la bonification de dizaines de milliers d'hectares dans les zones de plaine les plus fertiles du pays.

Ainsi la superficie de terre arable par habitant des zones rurales s'est accrue d'année en année. De ce fait, la terre, principal moyen et objet de travail et de production dans l'agriculture, voit accroître ses possibilités d'utilisation, car l'homme de chez nous est en train de rendre effectivement les montagnes aussi fertiles que les plaines.

La bonification et l'irrigation des terres

Ce problème revêt une grande importance pour le développement de l'agriculture albanaise, si l'on tient compte du fait qu'avant la Libération des milliers d'hectares étaient submergés par les eaux ou inondés périodiquement, cependant que des zones entières souffraient en été de la sécheresse. A cette époque, les propriétaires féodaux n'avaient pas intérêt à entreprendre des travaux pour l'aménagement des eaux, sans compter qu'ils n'étaient pas en mesure de le faire et par ailleurs l'Etat antipopulaire ne se souciait guère de ce problème.

Cette tâche de grande importance est actuellement menée à bien sous le pouvoir populaire. En un quart de siècle, on a vu effacer de la carte les «taches noires» qu'étaient les marais de Maliq (district de Korçë), de Vurgu (Delvinë) du Tërbuf (Lushnjë), de Thumanë (Krujë), Roskovec (Fier), etc. L'assèchement de ces marais a permis de récupérer 35.000 hectares de terres très fertiles et d'en améliorer 140.000 autres. Ces 175.000 ha représentent 63% de la totalité des terres cultivées en 1938.

Afin d'assécher les plates régions côtières, il a été, mis sur pied un certain nombre de stations de pompage d'une capacité globale de 160 m³/sec. Celle du marais de Hoxharë (Fier) avec sa capacité de 35 m³/sec, se range parmi les plus puissantes d'Europe. Un dense réseau de canaux de drainage s'étend sur quelque 200.000 ha qui constituent 90% de la superficie totale des plaines du pays. Dans le même temps, on a réussi à endiguer les débordements de tous les principaux fleuves. Ainsi, actuellement, dans les zones de plaines, l'oeuvre d'aménagement des eaux est passée dans sa phase finale.

Au cours des années de pouvoir populaire, dans les zones de plaines on a déjà entièrement réalisé l'assèchement, le drainage et l'irrigation, autrement dit la bonification complète, de plus de 230.000 hectares.

De grands travaux ont été accomplis à cette fin. Aujourd'hui, la capacité d'irrigation s'est fortement accrue par rapport à la période antérieure à la Libération. On a construit plusieurs centaines de réservoirs. Certains d'entre eux ont une capacité considérable. Celui de Thanë (Lushnje) contient 65 millions de mètres cubes et il peut irriguer plus de 25.000 hectares.

L'essor continu de la puissance économique du pays et l'achèvement de la collectivisation ont permis d'entreprendre la construction à très large échelle d'ouvrages d'irrigation dans les régions de montagne également. Partout, dans les hautes régions, on a construit et l'on continue de construire des réservoirs, des canaux d'irrigation et des ouvrages d'art, mis en place dans des terrains difficiles.

En 1975 le taux d'irrigation a atteint 50% de la superficie totale des terres cultivées, et, à la fin du 6^e quinquennat les superficies irrigables se seront accrues, comme on l'a dit, de 60.000 ha. L'irrigation sous forme de pluie s'étendra sur 70.000 ha.

L'Etat ne se contente pas de construire par ses propres moyens des ouvrages de bonification et d'irrigation, tels que ceux que nécessite l'assèchement des marais: réservoirs, canaux d'irrigation, stations d'électropompes, ouvrages d'art etc., mais il aide sous toutes les formes la paysannerie coopératrice à bâtir avec ses propres forces des ouvrages relativement simples. L'Etat leur assure gratuitement les matériaux et les cadres de spécialistes ainsi que des crédits à des conditions très avantageuses.

La réalisation des ouvrages de bonification a offert un double avantage; d'une part, de nouvelles terres propres à l'agriculture ont été récupérées et, d'autre part, un régime plus favorable a été créé pour les cultures, car dans les principales zones agricoles du pays, les plantes souffrent tant de la sécheresse en été que de l'excès d'humidité en hiver.

En 1973, l'Institut des études et des projets de bonification après un long travail persévérant de quelque quatre années, en étroite coopération avec les spécialistes des districts et des coopératives agricoles, a achevé l'étude des schémas d'irrigation complète de 26 districts du pays, sur la base desquels a été préparée la carte d'irrigation de la République, qui prévoit des centaines d'ouvrages (réservoirs, canaux, tunnels etc.).

Pour la construction de ces ouvrages, l'Etat dépensera des fonds considérables. De son côté, la paysannerie coopératrice aidée aussi par les travailleurs des villes, apporte, grâce à son travail bénévole, une aide efficace à l'exécution de nombreux travaux d'aménagement, d'ouvrages d'irrigation et de drainage. Les grandes actions de masse, celles à assauts convergents, sont en train de donner d'excellents résultats pour réduire les délais de construction de ces ouvrages.

Les schémas des systèmes d'irrigation ont contribué à l'étude des possibilités d'aménager des ouvrages d'irrigation pouvant aussi être utilisés pour la production d'énergie électrique (là où ces possibilités existent).

La construction complète des ouvrages devant figurer sur la carte d'irrigation du pays sera une oeuvre très importante pour la transformation des conditions de l'agriculture, notamment dans les zones de collines et de montagnes, ce qui contribuera directement au développement de la campagne socialiste albanaise.

La chimisation de l'agriculture

Dans le passé, on ne connaissait et l'on n'employait en Albanie que les engrais naturels et ce encore dans une mesure tout à fait insuffisante. Les engrais artificiels étaient pour ainsi dire inconnus. Après la Libération, il fut accordé une grande importance aux fumures chimiques. La construction des deux grandes usines de Fier et de Laç a permis d'assurer sur place à l'agriculture albanaise la quantité nécessaire d'engrais chimiques. La quantité d'engrais chimiques distribués en 1973 aux exploitations agricoles étaient 38,6 fois supérieure à celle de 1950. Aujourd'hui l'Albanie devance de nombreux pays quant à l'emploi d'engrais chimiques. En 1969 on a produit dans notre pays 80 kilos d'engrais chimiques par ha et il a été utilisé 82 kilos d'engrais chimiques actifs par hectare de terre cultivée, cependant que la Yougoslavie en a produit et utilisé respectivement 39 et 56, la Grèce 75 et 85, la Roumanie 68 et 53, l'Italie 100 et 69, la Turquie 3 et 15. Comme on le voit, les indices mêmes de l'Albanie se situent presque au premier rang.

Notons que la quantité d'engrais chimiques utilisés par notre agriculture était en 1975 supérieure de 41% à celle utilisée en 1970. D'autre part si on tient compte du fait que récemment on a construit une usine de production d'urée et qu'au cours du 6^e quinquennat la quantité d'engrais chimiques utilisée par hectare et calculée en matière active augmentera de 65% environ, on peut conclure que les indices de 1969 que nous venons de citer ont évolué et évolueront encore en faveur de l'Albanie.

Mais le VII^e Congrès du P.T.A. a estimé que tout en augmentant la production d'engrais chimiques il faut bien se garder de sous-estimer les engrais organiques. Les engrais chimiques doivent être combinés avec les engrais organiques si l'on ne veut pas voir détruire la structure et les micro-

organismes du sol. C'est pourquoi, la préparation et l'accumulation d'engrais organiques est une condition déterminante de l'accroissement des rendements des cultures agricoles et de, la fertilité du sol. Il convient donc, comme l'a recommandé le VII^e Congrès, de prendre sans tarder des mesures d'organisation importantes afin que chaque exploitation agricole, à partir de 1977, fasse de chacun de ses secteurs une véritable «usine» de nitrate organique en assurant l'accumulation et l'élaboration scientifique de tous les engrais organiques. Il a été formé pour cela des brigades spéciales qui s'occupent uniquement du travail de recherche, d'accumulation et du traitement des engrais organiques.

Le service de protection des plantes contre les maladies et les agents nuisibles sont l'objet d'un soin particulier. A cette fin, l'Etat distribue régulièrement aux exploitations agricoles de grandes quantités de fongicides, d'insecticides et d'herbicides, à des prix peu élevés et garantis. L'Etat prête en outre aux paysans une assistance technique en mettant à leur disposition des spécialistes chargés de cette tâche.

La sélection des semences

Conformément aux exigences de la technique agricole et dans le souci d'accroître la production, sous le pouvoir populaire il a été accordé une grande importance à la sélection et à la distribution de semences de haute productivité, les semences ayant été auparavant d'une basse qualité et d'un faible rendement. L'Etat a distribué chaque année des milliers de quintaux de semences sélectionnées, blé, maïs, tabac, betterave sucrière, etc.

Le VII^e Congrès du P.T.A. a souligné à ce propos qu'il est très important d'assurer la quantité nécessaire de semences de hauts rendements et de fixer le nombre optimum de plantes à l'hectare. Il faut donc faire en sorte que jusqu'à la fin de 1977, au moins 85% des semences de maïs soient des hybrides de la première génération, et au moins 60-65% des semences de blé de la première et de la seconde génération. Par la suite, il faudra s'employer à améliorer ces normes rapidement, en particulier pour les semences de blé et n'économiser ni les semences ni le travail pour assurer la densité optimale des plantes par hectare dans toutes les cultures.

Les variétés de cultures

Avant la Libération, l'agriculture albanaise se développait de façon unilatérale. Les cultures des champs y étaient nettement prépondérantes, cependant que les cultures fruitières et l'économie forestière prises ensemble ne fournissaient que 6% environ de la totalité de la production agricole.

Sous le pouvoir populaire, un gros effort a été fait pour diversifier l'agriculture, pour améliorer et transformer la structure même de la production agricole.

Progressivement, on voit se modifier et s'améliorer les proportions entre les cultures des champs, les cultures fruitières et l'élevage, et ce à l'avantage de ces derniers. L'amélioration constante des proportions entre les trois branches fondamentales de l'agriculture s'accomplit sans que baissent pour autant les rythmes de la production des cultures des champs. Elle s'obtient en donnant une certaine priorité au développement de l'élevage et des cultures fruitières, par l'essor relativement plus rapide de ces deux branches.

Dans le même temps, on s'attache à améliorer les proportions entre les cultures des champs elles-mêmes, en accordant une priorité relative à l'accroissement de la production de certaines plantes, dont il est souhaitable d'augmenter la part dans l'alimentation du peuple, en particulier des légumes verts, des pommes de terre et des plantes oléagineuses.

Un grand effort est accompli pour augmenter les variétés de fruits, celles de raisin en particulier. Aussi plante-t-on surtout aujourd'hui les arbres dont les fruits sont spécialement appréciés par les consommateurs, se prêtent à l'industrialisation et sont le plus recherchés à l'étranger. On vise également à prolonger la période de consommation des fruits frais, pour éviter les fortes disparités dans cette branche de l'alimentation, pour mieux en étaler la consommation proprement dite, ainsi que pour en faciliter l'utilisation par l'industrie alimentaire.

Une importance particulière est accordée aux plantes industrielles.

Les principales céréales cultivées en Albanie sont: le blé, le maïs, le seigle, l'orge, le riz; en ce qui concerne les plantes industrielles on cultive notamment le coton, le tabac, la betterave sucrière, le

tournesol. La culture des légumes comprend les haricots, les fèves, les pois, les oignons, les tomates, les choux, les épinards, les aubergines, les cornes grecques, les courges, les poivrons, les poireaux, les carottes etc. Le climat s'y prêtant bien, la culture fruitière en Albanie a pris un grand essor. Les fruits les plus cultivés sont: les pommes, les poires, les prunes, les cerises, les pêches, les abricots, les figues, les noix, les kakis, les oranges, les mandarines, les citrons. Une bonne partie de ces fruits est exportée à l'état frais ou en conserve.

Et pour terminer notons que la viticulture aussi s'est beaucoup développée. On produit en Albanie du raisin de table de très haute qualité ainsi que du raisin pour la vinification. Le raisin de table et les vins albanais sont très prisés sur le marché international.

De vastes perspectives s'ouvrent devant la culture fruitière et la viticulture. En 1980, la production se sera accrue respectivement: pour les fruits de 68-70%, pour les agrumes de 60-65% et pour le raisin de 64-68% par rapport à 1975. Une augmentation du même ordre sera enregistrée pour les plantes industrielles.

Les proportions entre les diverses branches de la production agricole et à l'intérieur de chaque branche ne sont pas immuables, elles sont en constante évolution en fonction des besoins de l'édification socialiste du pays.

L'élevage

L'Albanie est un pays d'ancienne tradition en matière d'élevage. Cependant cette branche de l'économie était demeurée autrefois dans une situation tout à fait primitive. En outre, elle a été gravement éprouvée pendant la guerre.

La création du secteur d'Etat dans le domaine de l'élevage constitua une mesure de grande importance pour le développement de cette branche et de l'économie du pays dans son ensemble. La loi sur la nationalisation des grands troupeaux institua le secteur d'Etat de l'élevage.

La création du secteur socialiste a ouvert de vastes perspectives pour un travail fécond et scientifique en zootechnie et pour la mise en oeuvre du système socialiste dans ce domaine. Les troupeaux de l'Etat organisés dans ces entreprises d'élevage d'Etat constituent un moyen pour mieux ravitailler la population laborieuse des villes et un bon exemple pour tous ceux qui s'adonnent à l'élevage. Ainsi l'élevage également, comme toutes les branches de l'économie, a été mis sur pied sur des bases nouvelles. En 1950, on acheva de remédier aux séquelles de la guerre dans l'élevage et le cheptel d'avant-guerre fut reconstitué.

Dans le secteur étatique et coopératif, le troupeau du bétail a été accru, des possibilités ont été créées pour la mise en oeuvre des mesures techniques et l'amélioration accélérée des races. L'importation d'un nombre considérable de bêtes de race, leur concentration et leur bonne gestion sur des bases scientifiques ont permis d'augmenter considérablement le cheptel et d'en accroître la productivité.

La plus importante mesure prise après l'instauration du pouvoir populaire en vue de l'élévation qualitative de l'élevage fut l'application sur une large échelle du croisement de bêtes du pays avec des races sélectionnées, aux indices de productivité élevés. Un grand effort a notamment été fait pour améliorer les moutons du pays grâce à des béliers de races «mérinos» et «Cigaïa». A cette fin, d'importants investissements ont été effectués pour assurer les reproducteurs requis, et préparer des milliers de spécialistes.

Un travail attentif a été et est également mené pour l'amélioration de la race des bovins. Autrefois, en Albanie prédominait la vache de race locale à faible rendement. A partir des années 60 une campagne a été entreprise pour améliorer la race des bovins à travers l'accroissement des bêtes de race et la fécondation artificielle. Cette activité était dirigée par un centre unique, l'Entreprise zootechnique d'Etat, et elle l'est actuellement pour la station centrale d'amélioration de la race auprès de l'Institut des recherches zootechniques. L'activité de cette station est allée constamment croissant. En 1974, elle a étendu son activité à tous les districts du pays en effectuant la fécondation artificielle de plus de 60% du total des vaches, ce qui représente un taux supérieur à la moyenne mondiale.

De pair avec l'extension de la fécondation artificielle, un travail incessant a été mené également pour assurer des taureaux de race. A cette fin, a été créée à Lezhë une entreprise agricole, qui contribue à

pourvoir aux besoins en bêtes de race. Chaque année, cette entreprise en fournit un grand nombre. A noter, comme une pratique positive, que l'effort en ce domaine porte sur des races à haut rendement.

Une autre orientation importante pour l'amélioration de la race est aussi l'accroissement du nombre des vaches de race pure et la préservation des femelles qui en naissent. Ainsi, à présent, dans nombre de coopératives et d'entreprises agricoles, ont été créés des troupeaux comptant un grand nombre de vaches de race pure. Ces troupeaux, en même temps qu'ils influent sur l'augmentation de la production, fournissent des reproducteurs de race, notamment de jeunes taureaux, livrant chaque année des milliers de têtes.

Grâce aux mesures prises pour développer l'élevage des bovins, maintenant la composition du troupeau de vaches à l'échelle nationale a subi un profond changement qualitatif et quantitatif. On calcule ainsi que plus de 70% du nombre des vaches sont améliorées, et que 20% d'entre elles sont de races pures.

Le travail mené dans ce sens a permis d'améliorer, outre les bovins, la totalité des porcs et des volailles, 46% des ovins, etc. Dans les entreprises agricoles, le cheptel dans la totalité est constitué par des bêtes de race, tandis que dans les coopératives agricoles les bêtes non améliorées occupent une place négligeable et elles seront entièrement remplacées à bref délai.

Un tournant radical est en cours pour assurer la base fourragère. La mise en oeuvre d'une série de mesures d'organisation et techniques a contribué à augmenter la production des fourrages, des concentrés et d'autres aliments, ce qui a permis de bien couvrir, au cours de toute l'année, les besoins alimentaires du bétail, et, en conséquence, d'éviter le caractère saisonnier des productions animales, en assurant la production requise et son écoulement rythmique sur le marché. Toutes ces mesures ont entraîné, d'année en année, l'augmentation des produits de l'élevage et, en conséquence, la consommation par habitant.

Les productions animales, en Albanie s'accroissent à un rythme élevé. Ainsi, par exemple, par rapport à 1970 les produits d'élevage ont augmenté en 1975 de 35%. De cette façon, en 1975 l'approvisionnement de la population par rapport à 1970 s'est accru dans les proportions suivantes: viande 27%, lait 43%, fromages 60%, oeufs 180% etc. Durant le 6^e quinquennat, la production de viande augmentera de 40-41%, celle de lait et d'oeufs de 30-37%, de laine de 34-35% etc.

La science au service de l'agriculture

La science ne s'est vue ouvrir les portes de l'agriculture albanaise que sous le pouvoir populaire. Les premiers noyaux de l'activité scientifique furent constitués dès les premières années qui suivirent la Libération. La science agricole, cependant, a surtout pris un vigoureux essor au cours des dernières décennies. Un grand nombre d'établissements centraux de recherche fonctionnent aujourd'hui et ils dirigent le travail d'expérimentation dans tout le pays selon l'orientation et les tâches qui leur sont fixées. Une vaste activité est déployée par l'Institut d'Etude des terres, par celui des Recherches agraires à Lushnjë, par celui des Recherches zootechniques à Tirana, par celui des Recherches vétérinaires à Tirana. En outre, on a mis sur pied dans différentes régions du pays, un grand nombre de stations centrales spécialisées pour le maïs, les légumes et les pommes de terre, les fourrages, la protection des plantes, la mécanisation, les cultures fruitières, les forêts etc. Un vaste travail de recherches est effectué aussi par l'Institut agricole supérieur de Tirana, par l'Institut agricole supérieur de Korçë, par certaines chaires de l'Université de Tirana, ainsi que par les Instituts de l'Académie des sciences de la République Populaire Socialiste d'Albanie.

En Albanie, la politique appliquée en cette matière vise à donner à l'activité scientifique un caractère de masse; les instituts de sciences ne sont que des maillons du vaste réseau des organismes scientifiques qui s'étendent dans toute la République. Dans chaque E.A.E., dans les coopératives agricoles, dans chaque brigade de travail, dans les unités de production de l'agriculture et de l'élevage, fonctionnent des noyaux scientifiques constitués par des travailleurs d'avant-garde, des centres d'expérimentation et un conseil scientifique de la coopérative ou de l'entreprise agricole.

Ce large caractère de masse donné à la science agricole a permis la réalisation annuelle de milliers d'expériences programmées en agriculture. La quasi-totalité des études et des expérimentations scientifiques est réalisée principalement sur les parcelles de production et sur les troupeaux de bétail

des E.A.E. et des coopératives agricoles. Par ailleurs, les stations centrales de recherches étudient et définissent les problèmes essentiels de l'agriculture exigeant un travail plus qualifié, tandis que les stations agricoles de districts et des exploitations agricoles règlent les problèmes de caractère local et font la synthèse des résultats obtenus dans la production.

L'organisation massive et concentrée du travail scientifique agricole en un système à plusieurs échelons et l'extension de ce travail sur tout le territoire du pays ont grandement contribué à l'obtention de résultats positifs, à l'augmentation des rendements des productions végétales et animales. Parmi les réalisations enregistrées jusqu'à ce jour dans la modernisation de l'agriculture, il convient de citer la production d'un matériel génétique de haute valeur, semences, plants et animaux reproducteurs, bio-préparations de choix, l'étude de la technologie la plus avancée, la mise au point d'un programme de développement à long terme de l'agriculture, etc. Les études et les expérimentations ont permis de mieux connaître les caractéristiques des plantes et des animaux, de les améliorer et de les adapter aux différentes zones économiques, elles ont également permis d'élaborer les mesures destinées à augmenter la fertilité du sol, etc. Dans le même temps, on s'emploie à améliorer la technique agricole, la zootechnie et la génétique des principales plantes et des principaux animaux dont s'occupe la grande production, à augmenter de manière plus intensive la fertilité du sol, ainsi que l'efficacité de l'utilisation des engrais et des eaux, à élaborer les méthodes et la technologie de la production, etc.

La science agricole en Albanie se développe sur la base de plans et de programmes perspectifs s'échelonnant sur une période de 10 ou 15 ans, et qui, en traçant les grandes lignes de l'étude et de l'expérimentation, assurent une meilleure coordination de la science avec la production et l'économie nationale dans son ensemble. Les plans scientifiques se combinent et s'harmonisent avec l'activité des différents secteurs du travail de recherche, avec celle des secteurs de la grande production agricole et de l'économie et de la science du pays dans leur ensemble. La problématique du travail scientifique est conçue de manière à servir entièrement le plan de la production agricole.

Le crédit agricole

De même, le pouvoir populaire a apporté et apporte toujours une aide considérable à l'agriculture par la voie du crédit agraire, qui a joué un rôle important pour le développement des forces productives, l'accroissement de la production, l'intensification de l'agriculture et le renforcement économique et financier des coopératives agricoles. Les sommes allouées au crédit agricole se sont accrues d'année en année. Pendant les dernières années le montant des crédits à court terme est monté au plus haut niveau jamais atteint. Il suffit, pour l'illustrer de rappeler qu'au cours des deux premières années du 5^e quinquennat, les coopératives agricoles ont reçu de l'Etat plus de crédits (à court terme) que pendant le premier, le second et le troisième quinquennats, pris ensemble.

Dans les premières années de pouvoir populaire, la quasi-totalité du crédit agraire allait au bénéfice des exploitations individuelles, alors qu'aujourd'hui, avec la collectivisation complète de l'agriculture il est entièrement utilisé par les coopératives agricoles.

A la suite du renforcement continu des plus anciennes coopératives, surtout de celles de plaines, la plus grande part des crédits à long terme pour des investissements d'équipements a été allouée aux coopératives agricoles de collines et de montagnes, ce qui a concouru à réduire les disparités économiques existantes entre les coopératives de plaines, d'une part, et celles de collines et de montagnes, de l'autre.

Le taux d'intérêt des crédits accordés par la banque agricole a, en quelque sorte, par sa modicité même, un caractère purement symbolique. C'est ainsi, par exemple, que pour les crédits à long terme ce taux est de 1,3%, pour les crédits à court terme de 2% et pour les crédits à long terme consentis aux habitants des villages pour la réparation ou l'aménagement de leurs habitations, de 0,5%. Les coopératives des zones de montagnes aux revenus modestes et les coopératives mises sur pied après le 1^{er} janvier 1967 bénéficient de crédits exonérés de tout intérêt.



Moissons.



Champs en terrasses dominant la côte.



L'agriculture, affaire du peuple tout entier.





Des légumes et des fruits pour le peuple en toute saison.



Un port.



Prêtes pour le marché.

Chapitre V — L'Albanie, chantier de construction

La courbe des constructions réalisées dans les années de pouvoir populaire illustre les progrès gigantesques accomplis par l'Albanie socialiste, qui a rattrapé des siècles de retard en ce domaine. Ainsi en 1950, le volume des constructions en Albanie avait augmenté de 8,6 fois par rapport à 1938, en 1955 de plus de 20 fois et en 1960 de 36 fois. Les quinquennats suivants ont été marqués par des rythmes d'accroissement encore plus rapides. Au cours du 3^e quinquennat (1961-1966), le volume des constructions réalisées a été égal à celui des 15 premières années qui ont suivi la Libération, et le 5^e plan quinquennal prévoyait un volume de constructions correspondant à celui de l'ensemble des constructions réalisées depuis la Libération jusqu'en 1965.

Rappelons que le volume des constructions de 5^e quinquennat (1971-1975) a été de 53% supérieur à celui de 4^e quinquennat (1965-1970) et que 155 nouveaux ouvrages importants ont été construits et mis en service.

En trois décennies, les bâtisseurs albanais ont fait don à la patrie de plus d'un millier d'ouvrages de grande importance pour le développement de l'économie, de l'instruction et de la culture, ils ont construit 13 villes industrielles entièrement nouvelles. Dans la répartition des constructions entre les différents secteurs, la priorité a été donnée au développement des forces productives.

Depuis la Libération, nos bâtisseurs n'ont cessé d'élever le niveau de mécanisation des travaux, les entreprises du bâtiment s'étant équipées de nombreux moyens mécanisés. Les travaux exécutés à la main ou par des moyens artisanaux ont pour ainsi dire été éliminés. Les structures en béton armé préfabriqués sont largement utilisées dans toutes les constructions, dans les ouvrages industriels, dans les ouvrages d'art des systèmes de bonification et d'irrigation, pour les tabliers des ponts, les dalles des immeubles d'habitation, des édifices des établissements socio-culturels, dans les lignes à haute tension, etc. De même, dans les chantiers de construction on utilise actuellement de nombreux appareils et machines, depuis les plus simples fabriqués par nos propres forces jusqu'aux gros appareils et aux machines lourdes, excavateurs ou pelles mécaniques, camions de plusieurs dizaines de tonnes, grues de différents types et de différentes capacités, allant jusqu'à 150 tonnes, machines modernes pour le percement et le bétonnage des tunnels, bulldozers, scrapers et de nombreux autres engins, de sorte qu'en 1973, pour un travailleur du bâtiment on disposait de moyens mécanisés d'une puissance de 5 CV, contre 1,9 CV en 1960.

On a également développé la construction de machines, d'équipements et la fabrication de pièces de rechange, qui sont un puissant soutien pour la mise en place de nouveaux ateliers et de nouvelles chaînes de fabrication, pour la mécanisation plus poussée des travaux de construction et de la production.

Un des principaux facteurs qui ont influé sur la réalisation de ces succès consiste dans le fait qu'en Albanie, les investissements d'équipements sont centralisés dans les mains de l'Etat, ce qui assure le financement centralisé des ouvrages nécessitant des frais considérables.

Les investissements qu'engage aujourd'hui l'Etat albanais pour le développement économique et culturel du pays sont d'une ampleur incomparable avec ceux réalisés à l'époque de la domination de la féodalo-bourgeoisie. On a calculé qu'il aurait fallu au régime d'alors 1.480 ans pour accomplir le volume des investissements d'équipements des quatre plans successifs (de 1951-1970), ou encore 71 ans pour réaliser le volume d'investissements.

A propos des investissements, notons que leur volume pour le 5^e quinquennat a été de 53% supérieur à celui du 4^e quinquennat.

En Albanie socialiste, les constructions ont servi et servent les intérêts nationaux, immédiats et à long terme. Des centaines d'ouvrages industriels construits dans les divers districts de la République ont suscité un développement impétueux de l'industrie lourde et légère.

Dans l'agriculture, grâce à l'assèchement des grands marais, à la construction de canaux et de réservoirs d'irrigation, qui se poursuit actuellement même dans les régions montagneuses reculées, les superficies des terres en culture se sont considérablement étendues. Dans le même temps, les bâtisseurs ont construit et continuent de construire dans toutes les régions du pays de nouvelles

maisons d'habitation, des écoles, des maisons de la culture, des hôpitaux, des crèches et des jardins d'enfants, et ils ouvrent des routes dans les zones montagneuses les plus lointaines.

Une grande victoire dans le domaine des travaux de construction c'est la création de toute une armée de cadres supérieurs et moyens, ainsi que la qualification des ouvriers et des spécialistes de la construction, qui sont en mesure de bâtir même de grands ouvrages complexes, de résoudre des problèmes difficiles de la construction. L'Albanie a hérité du passé un nombre limité de cadres et d'ouvriers du bâtiment, tandis qu'aujourd'hui sur tous les points du pays travaillent des milliers de cadres supérieurs et moyens formés dans les écoles albanaises. Plusieurs instituts d'études et de projets spécialisés ont été fondés et ils s'occupent de la projection d'ouvrages industriels, de centrales hydro-électriques, de lignes à haute tension, de ponts et chaussées, de voies ferrées, de ports, d'immeubles d'habitation, d'hôtels, d'hôpitaux, etc. De même, chaque district possède ses entreprises de construction; il existe 9 entreprises spécialisées, pour la construction de grands ouvrages industriels, comme le Combinat métallurgique à Elbasan, l'Usine de traitement complet du pétrole à Ballsh, la centrale hydro-électrique de Fierzë, de même que pour la construction de lignes à haute tension, de sous-stations, ainsi que d'entreprises de production de matériaux de construction, de la réparation des outillages et des machines, et de nombreuses autres.

Le développement de l'économie et de la culture du pays, le développement de la pensée scientifique créatrice des ouvriers, des spécialistes et des ingénieurs de la construction ont grandement aidé les travailleurs du bâtiment dans l'accomplissement des grandes tâches qui leur ont été assignées. Le travail d'études préliminaires et le travail d'expérimentation ont permis de projeter et de construire d'importants ouvrages techniquement compliqués, pour des centrales hydro-électriques qui, par leur taille, rivalisent avec celles de niveau mondial, des voies ferrées dans de difficiles conditions de terrain, de grands systèmes de bonification et d'irrigation, des établissements industriels, des établissements socio-culturels, sanitaires, des ensembles résidentiels, etc.

Dans la construction des grands ouvrages on a appliqué une technique avancée et procédé à des études approfondies des processus technologiques et de l'organisation scientifique des travaux, menant ainsi à terme la construction de nombreux ouvrages audacieux et dans des délais réduits.

Aux rythmes impétueux de l'édification du socialisme en Albanie doivent nécessairement correspondre le développement rapide et l'approfondissement de la révolution technico-scientifique dans le domaine de la construction. Des efforts sont déployés dans toutes les directions, en particulier dans le sens de l'élévation incessante du niveau de culture professionnelle, technique et scientifique des travailleurs et dans l'établissement partout d'une sévère discipline technique et scientifique.

Indiquons enfin que le volume des investissements d'Etat au cours du VI^e quinquennat sera de 43% supérieur à celui du 5^e quinquennat, l'augmentation de la productivité du travail dans la construction sera de l'ordre de 13 à 15%, et la baisse du prix de revient dans ce secteur de 8 à 10%. D'autre part, le volume des constructions pendant la même période (1975-1980) s'accroîtra de 48% par rapport au quinquennat précédent.

En d'autres termes, durant le 6^e quinquennat l'Etat investira pour le développement de l'économie populaire et des autres secteurs une somme égale aux investissements effectués pendant les 1^{er}, 2^e, 3^e et 4^e quinquennats pris ensemble. En conséquence, les investissements de l'Etat de 1976 à 1980, seront supérieurs à ceux qu'il a faits en vingt ans, de 1951 à 1970.

A la lumière des précieuses leçons tirées jusqu'ici dans le domaine des investissements et des constructions de base, il en prévoit pour le 6^e quinquennat, d'en assurer une répartition plus juste, plus rationnelle et mieux proportionnée dans les différentes branches de l'économie et de la culture en les canalisant vers les ouvrages les plus indispensables et en les concentrant surtout dans les principales réalisations qui contribueront à l'accroissement rapide de la production industrielle et agricole et à la satisfaction des besoins les plus pressants dans le secteur socio-culturel.

Chapitre VI — Les artères de la République

L'Albanie a hérité du régime antipopulaire un grand retard dans le domaine des communications également. De rares routes, un petit nombre de véhicules automobiles, quelques embarcations en bois, c'était tout ce que lui léguait le passé. Avec l'Islande, l'Albanie était le seul pays en Europe dépourvu de chemins de fer. La totalité du transport des marchandises de l'import-export était assurée par les sociétés italiennes de navigation. Le principal port du pays, Durrës, ne pouvait accueillir que deux petits navires à la fois et il ne disposait que d'une grue d'une capacité de 200 kilos actionnée à la main.

L'occupation du pays par l'Italie fasciste, puis par l'Allemagne hitlérienne, aggrava encore la situation. Au mois de novembre 1944, les transports étaient pour ainsi dire paralysés.

Afin de sortir de cette situation, trois ans après la Libération, en 1947, en dépit des grosses difficultés à surmonter dans les diverses branches de l'économie, le pouvoir populaire affecta au développement des communications 44% du total des investissements prévus cette année-là pour l'ensemble de l'économie. Les résultats de cet immense effort ne tardèrent pas à se faire sentir. Les transports en Albanie se développèrent rapidement. Le volume des marchandises transportées aujourd'hui en moins de deux jours est égal au total des marchandises transportées en 1938. Le réseau routier s'est étendu de plus de deux fois. De nombreuses routes nouvelles se sont poussées vers les lointains villages et les zones reculées de montagnes, afin de contribuer au développement général des villages coopératifs. Le cabotage maritime au cours des années de pouvoir populaire a été multiplié par 16, tandis que le transport au long cours a été multiplié par 8,2 par rapport à celui de 1960. La flotte marchande a vu son importance augmenter de 18 fois, et ses navires modernes sillonnent aujourd'hui les océans, cependant que les ports du pays ont été dotés de puissants appareils. Le chantier naval de Durrës constitue aujourd'hui une base importante de réparation sur place des navires de grand tonnage, ainsi que pour la construction de divers bâtiments destinés à la navigation maritime.

En 1947, l'Albanie construisit sa première voie ferrée et, depuis lors, son réseau ferroviaire ne cesse de s'étendre d'année en année. Aujourd'hui, ce réseau assure le transport d'un volume de marchandises plus de 30 fois supérieures à celui de tous les types de transports de marchandises en 1938.

Dans les années de pouvoir populaire le nombre des lignes et des cabines téléphoniques a considérablement augmenté. A l'heure actuelle, tous les villages du pays sont reliés au réseau téléphonique.

De 1970 à 1975, le volume du transport des marchandises a augmenté de 45% et celui du transport des voyageurs de 38%.

Dans les années qui viennent, le secteur des transports et des télécommunications, en tant que maillon important de l'ensemble de l'économie nationale, se développera rapidement pour satisfaire pleinement les besoins croissants de l'économie. A cette fin, les transports routiers connaîtront un développement considérable, de nouveaux parcs de véhicules seront créés, les moyens de transport se multiplieront, les routes existantes seront élargies et il en sera construit de nouvelles, les transports ferroviaire et maritime se développeront à des rythmes rapides, les ports albanais, les bases mécaniques de réparation et le secteur des télécommunications seront modernisés.

Ainsi, selon les prévisions du 6^e plan quinquennal, le volume du transport des marchandises (transports routier, ferroviaire et maritime) augmentera de 30-32%, et en particulier les transports effectués par les entreprises relevant du Ministère de communications s'accroîtront d'environ 35%. Le transport ferroviaire dont le développement sera prioritaire, connaîtra un accroissement d'environ 62%. En 1980 il effectuera environ 38% du volume de transport dans le cadre du système du Ministère des communications. Le transport routier des marchandises sera concentré principalement dans les zones reculées du pays. D'autre part, le cabotage s'accroîtra d'environ 50% et le transport maritime extérieur de 35%.

QUATRIEME PARTIE : LA REPARTITION SOCIALISTE

Chapitre I — La répartition du revenu national

Dans tout régime social, le but de la production est déterminé objectivement par les rapports de propriété des moyens de production. Lorsque les moyens de production appartiennent à la bourgeoisie, le but de la production est d'enrichir les propriétaires du capital sur la base de l'exploitation des travailleurs de leur pays, et des peuples des pays coloniaux et dépendants. Lorsque ces moyens sont propriété sociale et que toute exploitation de l'homme par l'homme a été liquidée, le but de la production est l'élévation constante du niveau de vie matériel et culturel des travailleurs. C'est ce qui se produit en République Populaire Socialiste d'Albanie où le pouvoir se trouve entre les mains de la classe ouvrière dirigée par son avant-garde, le P.T.A.

En République Populaire Socialiste d'Albanie, chaque produit est destiné à satisfaire les besoins du peuple tout entier.

Il y existe donc une production élargie à laquelle correspond une consommation de plus en plus élargie. Et l'ensemble de ce processus se développe sans exploités ni exploités. En régime capitaliste par contre, un tel état de choses est inconcevable.

L'instauration du système économique et social socialiste a entraîné la suppression de la contradiction fondamentale qui existe au capitalisme, celle entre le caractère social de la production et la forme privée, capitaliste, de l'appropriation. En conséquence, une des formes sous lesquelles se manifeste cette contradiction, entre la production et la consommation, a également été liquidée. La production en Albanie est organisée afin de pourvoir comme il se doit aux besoins des travailleurs. Sa croissance incessante constitue une nécessité objective, qui conditionne l'augmentation continue de la consommation par les travailleurs. Le degré de satisfaction des besoins de la population dépend en premier lieu du degré de développement de la production. Son expansion constante ne garantit pas seulement la quantité de produits nécessaires pour satisfaire les besoins croissants de la population, elle constitue aussi une condition indispensable pour assurer le progrès de la production.

La croissance rapide et continue des besoins de la population en Albanie est suscitée non seulement par le prompt développement de la production, par le progrès technique, mais aussi par le changement radical intervenu dans la condition des masses travailleuses, par l'élévation de leur niveau de vie matériel et culturel; et ces exigences croissantes exercent à leur tour une influence très stimulante sur le développement de la production.

Accroissement et répartition du revenu national

Chaque année les travailleurs albanais créent des valeurs matérielles et spirituelles des plus diverses, dont l'ensemble constitue le produit social. Après qu'ont été reconstitués les moyens de production consommés au cours du processus de production, il reste à la disposition de la société le revenu national dont chaque travailleur reçoit la part qui lui revient. Ainsi la répartition est-elle une des étapes de la reproduction du produit social qui relie la consommation à la production. La répartition se divise elle-même en deux branches: celle des moyens de production et celle des moyens de consommation. Le caractère de la répartition des moyens de production entre les diverses classes est déterminé par la forme de propriété prédominante dans la société. Cependant que la répartition du produit social total entre les classes dépend entièrement de la répartition des moyens de production, la propriété des moyens de production détermine les rapports entre les groupes sociaux dans la production.

Dans le système capitaliste, la répartition du produit social a un caractère antagoniste, du fait qu'il ne revient pas aux producteurs, mais qu'il est approprié par une poignée d'exploiteurs, qui détiennent la majorité écrasante des moyens de production. Sous ce régime, les capitalistes et les grands propriétaires terriens, qui constituent la minorité de la population, s'approprient plus de la moitié du produit social.

En Albanie au contraire, sur la base de la propriété sociale et du système d'économie socialiste, a été établi le principe socialiste de la distribution des biens matériels «selon le travail.» Cela signifie que

chaque membre de la société reçoit sa part du patrimoine commun selon la quantité et la qualité du travail qu'il a accompli.

L'application conséquente de ce principe incite les travailleurs à se perfectionner dans leur métier et à atteindre les résultats les plus élevés dans leur travail. Faute de quoi, il est impossible d'élever rapidement et constamment la productivité du travail, et de passer ainsi dans l'avenir au principe communiste de la répartition «de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins».

Le caractère de la répartition se reflète en premier lieu dans la répartition du revenu national.

Avant la dernière guerre, les taux d'accroissement du revenu national en Albanie étaient fort bas. Durant la période 1927-1938, le revenu national n'a augmenté que de 12%, soit en moyenne de 1% par an. Bien au contraire, depuis l'instauration du pouvoir populaire, le revenu national se caractérise par des taux de croissance élevés et soutenus. Pour la période 1960-1970, alors que le taux moyen annuel d'accroissement de revenu national pour l'Europe a été de 4,6%, pour l'Albanie ce taux a été de 7,2%. Des taux particulièrement élevés ont été enregistrés dans l'accroissement des revenus dans les secteurs de l'industrie et de la construction. Le taux moyen de cet accroissement au cours des années 1950-1970 dans ces secteurs a été respectivement de 15,5% et de 12,5%.

Il importe de rappeler que les taux d'accroissement du revenu national en Albanie ne cessent de s'élever. En 1975, par rapport à 1938, le revenu national a augmenté de 13,3 fois et le revenu national par habitant de 5,6 fois.

En d'autres termes, de 1971 à 1975 le revenu national a augmenté de 38% (moyenne annuelle: 6,7%), tandis que le revenu réel par habitant a augmenté de 14,5% (de 8,7% pour les travailleurs des villes et de 20,5% pour ceux des campagnes.)

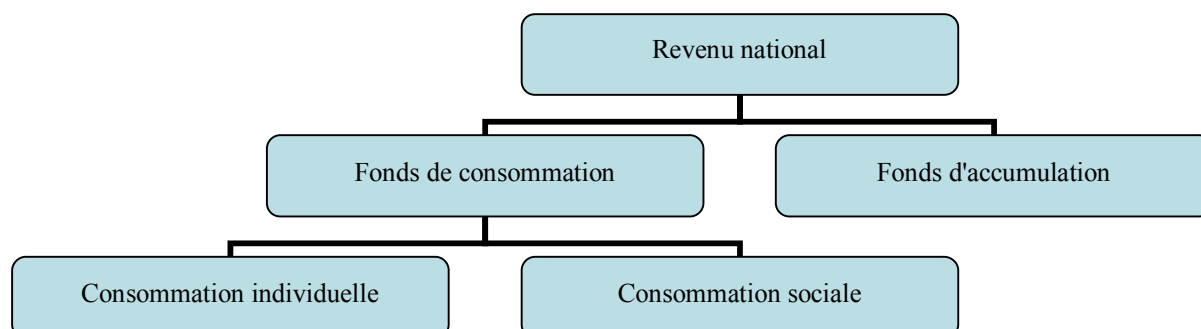
L'augmentation du revenu national a été obtenue grâce à l'harmonisation et à la judicieuse utilisation de tous les facteurs qui concourent à son accroissement, et notamment: l'élévation du nombre des travailleurs engagés dans les secteurs de la production matérielle, l'élévation de la productivité du travail social et la baisse des frais de production. Le facteur principal auquel l'accroissement du revenu national est redevable dans une proportion de 60-65% a été l'économie faite dans le travail matériel effectif, en tant que résultat de l'élévation de la productivité du travail.

En Albanie, avant la Libération, 90% du revenu national étaient fournis par la seule agriculture, tandis qu'aujourd'hui la quasi-totalité du revenu national est créée par les deux principales branches de l'économie nationale: l'industrie et l'agriculture. La tendance générale a été l'accroissement continu de la part de l'industrie dans la création du revenu national. Ainsi, en 1973, la part de l'industrie dans le revenu national a été 45,2% contre 3,8% en 1938.

L'Albanie a réussi non seulement à obtenir un accroissement rapide du revenu national, mais aussi à l'utiliser judicieusement dans l'intérêt immédiat et à long terme des masses travailleuses. En Albanie il n'existe plus de classes exploiteuses et parasites, le revenu national appartient totalement aux travailleurs et il est utilisé pour l'élévation du bien-être du peuple travailleur.

Le revenu national est employé avant tout pour assurer le développement de la production et la création des réserves indispensables. Ces deux postes forment le fonds d'accumulation. Le reste du revenu est affecté à la consommation individuelle et constitue le fonds de consommation.

Répartition du revenu national en République



La consommation individuelle du revenu national est constituée par les salaires des ouvriers et des employés, par les rétributions des journées de travail des coopérateurs ainsi que par les revenus des autres couches de la population.

La consommation sociale du revenu national comprend les dépenses pour l'entretien et le développement de l'enseignement, de la santé publique, de la science et de la culture, pour l'amélioration des conditions de vie des travailleurs, pour les assurances sociales. Elle englobe également les moyens financiers affectés au maintien de l'appareil dirigeant, au renforcement de la défense du pays, etc.

De la sorte, la totalité du revenu de l'Etat socialiste est employée à satisfaire les besoins sociaux et individuels des travailleurs; *l'accumulation actuelle* consacrée à la mise sur pied d'entreprises économiques et d'écoles, d'hôpitaux, de logements se transformera demain en fonds de consommation, elle traduit l'accroissement du patrimoine national, du patrimoine de l'ensemble de la société, autrement dit de chacun de ses membres.

La politique de répartition et d'utilisation du revenu national en République Populaire Socialiste d'Albanie a toujours correspondu aux intérêts fondamentaux du peuple, elle a correctement harmonisé les besoins généraux de la société avec ceux des groupes, les besoins et les exigences présentes avec celles à long terme.

L'établissement et le maintien de la proportion la plus juste dans le partage du revenu national en fonds d'accumulation et fonds de consommation, a été et demeure l'objet d'un soin particulier, en tant qu'un des principes essentiels de l'économie populaire. Sous le pouvoir populaire (à partir de 1950), le revenu national a été réparti annuellement en moyenne de la façon suivante: de 26 à 35% environ au fonds d'accumulation et de 65 à 74% au fonds de consommation.

La répartition du revenu national en fonds d'accumulation et de consommation, se caractérise par l'accroissement graduel de la norme d'accumulation. Ce processus a traversé plusieurs phases, conformément aux conditions générales, aux possibilités et aux besoins du pays.

Utilisation du revenu national (%)

Années	1951—1955	1956—1960	1961—1965	1966—1970	1971—1975
Revenu national utilisé	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1) Consommation	74,4	73,0	71,2	66,1	64
2) Accumulation	25,6	27,0	28,8	33,9	36

Il y a lieu de souligner qu'au cours du 5^e quinquennat le fonds d'accumulation productif affecté également au développement prioritaire des branches de la production matérielle, a constitué la part prépondérante dans la répartition du fonds total d'accumulation.

L'augmentation du fonds d'accumulation a donc été dictée par la nécessité d'effectuer de gros investissements fondamentaux dans l'industrie, l'agriculture et les communications, de développer et d'approfondir la révolution technique et scientifique, d'achever la transformation socialiste d'agriculture, de mettre en oeuvre dans un très court délai le programme d'électrification intégrale du pays, d'améliorer les conditions de travail et de vie des ouvriers, de développer la révolution idéologique et culturelle, etc. Tout cela demandait d'importantes ressources matérielles et financières et des forces de travail considérables, qui ont été précisément assurées à travers l'augmentation du fonds d'accumulation.

Dans le même temps, il convient d'indiquer que l'effet de l'accroissement de la norme d'accumulation sur l'élévation du bien-être du peuple sera, à l'avenir, encore, plus marqué, car l'augmentation de l'accumulation et le développement de la production en République Populaire Socialiste d'Albanie ne constituent pas un but en soi, mais se rattachent directement à la satisfaction des besoins croissants des masses travailleuses de la ville et de la campagne.

L'accroissement du revenu national s'est accompagné de l'augmentation du fonds de consommation, et les intérêts immédiats et à long terme ont été harmonisés le plus judicieusement possible.

Le pouvoir populaire a pratiqué une sage politique en ce qui concerne l'augmentation du fonds de consommation, en le faisant contribuer à l'élévation incessante et générale du niveau de vie du peuple, dans la mesure des possibilités du pays et conformément à ses conditions. Le fonds de consommation s'est accru plus rapidement que la population. Ainsi au cours des décennies passées, le fond de consommation a augmenté d'environ 4,2 fois et la population de seulement 1,7 fois. Ainsi, les taux d'accroissement du fonds de consommation dépassent de deux fois environ les taux de croissance de la population. Au cours du 5^e quinquennat, les rythmes d'accroissement du fonds de consommation ont dépassé de deux à trois fois le taux d'accroissement de la population.

La politique du pouvoir populaire en ce qui concerne l'amélioration du bien-être de la population et, en rapport avec cet objectif, la politique d'utilisation du fonds de consommation, ont eu pour fondement l'accroissement continu du nombre des travailleurs dans tous les secteurs de l'activité économique et sociale; l'institution, l'application et le perfectionnement d'un juste système de rémunérations; la baisse continue des prix ainsi que l'adoption d'une série d'autres mesures tendant précisément à élever le niveau de vie des masses.

En même temps que la consommation individuelle, la consommation sociale s'est accrue à des rythmes élevés. Ainsi, de 1961 à 1970, alors que le fonds de consommation globale s'est accru de 60% le fonds de consommation individuelle a augmenté de 56% et celui de consommation sociale de 98%.

Utilisation du fonds de consommation

Années	1950—1955	1956—1960	1961—1965	1966—1970
Consommation totale	100,0	100,0	100,0	100,0
Consommation individuelle	88,7	88,7	89,1	88,1
Consommation sociale	11,3	11,3	10,9	11,9

Au cours du 5^e quinquennat 64% du revenu national ont été consacrés au fonds de consommation contre les 63-66% prévues et le taux d'augmentation de ce fonds a été plus élevé que le taux de croissance de la population. Ajoutons que le 6^e plan quinquennal prévoit une augmentation du revenu national de 38-40% à un rythme moyen annuel de plus de 7%. Le revenu national sera réparti entre le fonds d'accumulation et le fonds de consommation dans la proportion suivante: 35% iront au premier et 65% au second, priorité donnée au fonds de consommation sociale. Sur cette base, en 1980, le revenu réel par habitant aura augmenté de 11-14% par rapport à 1975.

La consommation sociale renferme en soi l'embryon de la répartition communiste, parce que les biens matériels et les services sont dispensés gratuitement à toutes les masses travailleuses. L'accroissement des fonds sociaux offre la possibilité d'élever, sur la base de sains principes idéo-politiques, le bien-être du peuple et de renforcer l'esprit de collectivisme dans la satisfaction des besoins, que chacun peut voir satisfaits sur des bases collectives. C'est dans ce cadre que s'inscrivent l'enseignement gratuit, l'assistance médicale gratuite pour toute la population y compris la paysannerie, les pensions de retraite à la ville et à la campagne, et autres subsides, au titre des assurances sociales, pour incapacité temporaire de travail, congés de maternité, bourses d'études, séjours dans les maisons de repos, etc.

Le rapide accroissement des fonds de consommation sociale a entraîné une élévation accrue non seulement du bien-être matériel, mais aussi du niveau de vie et de culture des masses travailleuses.

L'expansion accélérée des forces productives, le perfectionnement des rapports de production, l'amélioration incessante du bien-être des masses travailleuses de la ville et de la campagne, exigent, pour l'avenir également, une norme d'accumulation accrue, et, s'y rattachant, le rapide développement de la production sociale, en premier lieu de la production des moyens de production. Dans le même temps, dans l'ensemble de la distribution, de la redistribution et de l'utilisation du revenu national, on aura particulièrement en vue l'amélioration continue et générale du bien-être du peuple et l'application graduelle de la ligne visant à réduire les différences de revenu et de niveau de vie entre la ville et la campagne, ainsi qu'au sein même de l'une et de l'autre.

Le VI^e Congrès du P.T.A. a émis comme la directive que, dans l'utilisation du fonds de consommation à l'avenir, sans affecter le niveau du bien-être dans les villes et même en l'y élevant, on donne la priorité à l'amélioration du bien-être dans les régions rurales, et, sans compromettre le développement

des zones de plaine ni le niveau de vie de leurs populations, voire en l'élevant, on accorde la primauté au développement et à l'amélioration des conditions de vie des villages et des zones montagneuses.

En vue de réaliser cette directive du VI^e Congrès du P.T.A. le Comité central du Parti du Travail d'Albanie et le Conseil des ministres de la R.P.S. d'Albanie ont publié le 1^{er} avril 1976 leur décision «*Sur la réduction des hauts salaires, sur certaines améliorations dans le système des salaires des travailleurs et sur la réduction des différences entre la campagne et la ville.*»

Le préambule de cette décision historique rappelle, entre autres, que durant plus de trois décennies d'édification socialiste, l'Albanie a réalisé de profondes transformations révolutionnaires dans tous les domaines de la vie. «La dictature du prolétariat — est-il dit dans ce préambule — et sa base sociale, qui repose solidement sur l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie coopératrice, sont allées en se consolidant. L'économie socialiste s'est développée et renforcée sans cesse, en tant qu'économie diversifiée, complexe, stable, qui se raffermir constamment et qui ne connaît ni les crises ni les plaies caractéristiques de l'économie capitaliste et révisionniste. La défense de la patrie et des conquêtes socialistes a été renforcée [...] L'accroissement continu de la production sociale a entraîné l'élévation ininterrompue du bien-être général et du niveau culturel du peuple, la réduction progressive des différences essentielles entre la campagne et la ville, entre le travail intellectuel et le travail manuel [...] Au cours du processus de développement et d'approfondissement continus de la révolution socialiste, le P.T.A. a toujours appliqué de façon conséquente la ligne de la lutte contre les manifestations et les influences de l'idéologie bourgeoise et révisionniste et les attitudes libérales envers elles; la ligne de la lutte de classe contre le libéralisme, le bureaucratisme, le technocratisme et l'intellectualisme [...]

«A l'étape actuelle de la lutte pour l'édification intégrale du socialisme, le perfectionnement et la révolutionnarisation continue des rapports de répartition socialistes sont de la plus haute importance [...] Le Parti a suivi la ligne de la réduction graduelle des différences de revenus et de mode de vie entre la classe ouvrière et la paysannerie coopératrice, et entre les différentes catégories au sein de chacun de ces classes, ainsi qu'entre la ville et la campagne; il n'a cessé de veiller à ce qu'un rapport aussi juste que possible s'établisse entre les traitements des cadres et les revenus des ouvriers et des paysans coopérateurs, à ne pas permettre de différences sensibles de revenus, différences qui donnent lieu à l'apparition d'éléments dégénérés et de couches privilégiées et qui menacent directement la dictature du prolétariat et l'édification du socialisme. Dans le même temps, le Parti n'a cessé de combattre les tendances à l'égalitarisme petit-bourgeois en matière de rémunération, conception, elle aussi, étrangère et nuisible au socialisme.»

Il est hors de doute que l'application du système des salaires des ouvriers et des employés et du système de rémunération du travail des paysans coopérateurs, édifiés et progressivement perfectionnés, toujours sur la base de la loi socialiste de la rémunération selon le travail accompli, a permis de réduire les différences entre les bas et les hauts salaires, entre les revenus des employés, des ouvriers et des paysans coopérateurs, et d'établir un plus juste rapport entre ces revenus.

Il va sans dire que dans les pays capitalistes et révisionnistes les choses dans ce domaine suivent un cours tout à fait contraire du fait que dans ces pays la rémunération du travail repose sur l'enrichissement de la minorité, qui opprime et exploite la majorité.

En vue d'approfondir la juste ligne marxiste-léniniste dans le domaine de la répartition, il a été décidé:

A. — *L'abaissement des hauts salaires et certaines améliorations du système des salaires et des gratifications des travailleurs.*

Ce sujet sera brièvement évoqué dans un autre chapitre du présent volume.

B. — *La réduction des différences essentielles entre la campagne et la ville.*

Les mesures concrètes prises à ce sujet se passent de tout commentaire. Nous en rappelons les éléments essentiels, en soulignant que ces mesures ont été accueillies avec un grand enthousiasme par tout le peuple albanais et particulièrement par la paysannerie.

1. Prise en charge par l'Etat, à la campagne également, des dépenses des dispensaires, des consultations pré et postnatales, des maternités, des crèches et des jardins d'enfants; de la rémunération

du personnel des maisons de la culture dans les centres des coopératives agrandies; des investissements pour la construction d'écoles, de crèches et de jardins d'enfants à la campagne ainsi que de maisons de la culture et d'établissements sanitaires dans les centres des coopératives agricoles; des dépenses pour l'entretien du réseau électrique intérieur des villages et du réseau téléphonique reliant le centre du district aux centres des coopératives agrandies.

La paysannerie continuera de contribuer le plus possible à la réalisation de ces ouvrages par son travail bénévole et en se procurant autant que possible sur place les matériaux nécessaires.

2. Elévation du taux des retraites des paysans coopérateurs qui est unifié avec celui des travailleurs des villes; augmentation du montant de la pension de retraite minimale des paysans coopérateurs; prélèvement sur les fonds des assurances sociales d'Etat des allocations pour le congé de maternité des paysannes coopératrices ; fixation pour les campagnes et pour les villes d'un taux unique d'allocation du congé de maternité et de prestation pour chaque nouveau-né.

3. Augmentation de la part de l'Etat dans les investissements effectués dans les régions de collines et de montagnes pour la construction d'ouvrages d'irrigation, pour le creusement de canaux secondaires et pour l'extension du réseau des ouvrages d'irrigation existants, pour le financement partiel ou total des journées-travail consacrées au défrichage et à la mise en état de terres nouvelles, ainsi qu'à la création de nouveaux vergers et de nouveaux vignobles, pour le financement à concurrence de 50% de la valeur des journées-travail consacrées à la taille, au déchaussage et à la plantation des oliviers.

Afin d'augmenter le nombre des bêtes de travail, l'Etat aidera en moyens financiers les coopératives agricoles des zones de collines et de montagnes pour leur en permettre l'achat.

4. Réduction de 9 à 15% du prix de vente des engrais azotés destinés aux coopératives agricoles de collines et de montagnes.

5. Couverture par les stations de machines et de tracteurs des dépenses des coopératives agricoles pour le transport des carburants, pour la conservation de ces carburants et l'entretien du parc des machines agricoles; financement par l'Etat des investissements affectés à la construction des hangars des S.M.T. dans ces coopératives.

6. Exemption des coopératives agricoles de collines et de montagnes du taux d'intérêt bancaire pour tous les crédits qui leur ont été et qui leur seront accordés, et réduction de ce taux d'intérêt pour les autres coopératives.

Réduction des tarifs des assurances d'Etat pour les cultures agricoles, le cheptel et les autres biens des coopératives agricoles dans une mesure qui corresponde effectivement aux dépenses à soutenir.

Pour tout commentaire, il suffit de dire que l'ensemble de ces mesures et les autres dispositions en faveur des campagnes coûteront à l'Etat environ 140 millions de leks, soit une somme dépassant de beaucoup la plus forte baisse de prix qui ait été décrétée dans notre pays dans les années passées.

Et pour terminer voici quelques brefs extraits de l'éditorial du «Zëri i Popullit» du 2 avril 1976:

«Toute la structure et toute la superstructure du monde capitaliste-révionniste sont ébranlées jusque dans leurs fondements, elles sont dangereusement déséquilibrées et elles glissent continûment et irrésistiblement vers l'abîme, aggravant toujours plus la situation des masses travailleuses.»

«Notre réalité, elle, ne connaît que la voie du développement et des grandes réalisations. Chez nous, la production industrielle et la production agricole, le produit social total et le revenu national, le fonds d'accumulation et le fonds de consommation sont en croissance constante. Au cours des cinq dernières années la production industrielle globale a augmenté de 51% et la production agricole de 30%. Le revenu national en 1974 était supérieur de 2,8 fois à celui de 1950. C'est précisément cette expansion générale de notre économie qui a rendu possible l'adoption des mesures que prévoit la décision du Comité central du Parti du Travail d'Albanie et du Conseil des ministres de la R. P. d'Albanie» [...]

«Chez nous le salaire mensuel ne représente pas la totalité du revenu réel que le travailleur, quel qu'il soit, cadre ou simple ouvrier, reçoit de la société; le travailleur profite aussi de tout un fonds que la société, par d'autres voies, met au service de l'individu. C'est ainsi qu'en 1975 le fonds de consommation avait plus que doublé par rapport à 1960 et que la part de ce fonds affectée aux

dépenses d'ordre socio-culturel, à l'enseignement, à la santé, aux assurances sociales, s'était accrue de 2,7 fois. L'Etat consacre le quart de son budget annuel au financement de ces frais, engagés au bénéfice direct du peuple. Les dépenses de l'Etat à des fins sociales et culturelles se traduisent pour chaque famille par un avantage équivalent à quelque 4.000 leks par an».

Dans notre pays, en 1974, rien que dans le secteur d'Etat, le nombre des travailleurs s'était accru de 2,5 fois par rapport à 1960, ce qui a entraîné l'augmentation des revenus de chaque famille [...]. C'est précisément pourquoi le niveau de vie chez nous ne connaît que la croissance. Les faits sont éloquentes à cet égard: en 1975, le revenu réel par habitant avait augmenté de 15% par rapport à 1970. C'est tout le contraire qui se produit dans les pays capitalistes et révisionnistes où le niveau de vie ne cesse de baisser. De 1970 à 1975, le coût de la vie aux Etats-Unis a augmenté de 42,4%, en Angleterre de 97,3%, en Italie de 77,8%, en Grèce de 89,2% et en Yougoslavie de 163%.

Le budget d'Etat, instrument de répartition du revenu national

Le caractère socio-économique du budget d'un Etat donné est déterminé par la forme de propriété et le régime social qui y sont en vigueur. En Albanie le budget constitue la forme essentielle de création et d'utilisation planifiées du fonds centralisé des ressources financières en vue de l'expansion de la production socialiste et de la satisfaction des besoins croissants de la société. Le budget d'Etat se compose des recettes, qui rassemblent les ressources monétaires drainées par l'Etat, et des dépenses, qui correspondent à l'utilisation de ces ressources pour les besoins de la société.

Dans les pays capitalistes, le budget est une arme supplémentaire servant à l'exploitation des travailleurs, à l'enrichissement des monopoles capitalistes, à la course aux armements et à la militarisation de l'économie. Ses recettes proviennent essentiellement du produit des impôts directs et indirects frappant les travailleurs, et elles sont utilisées au profit des classes exploiteuses. En République Populaire Socialiste d'Albanie, par contre, le budget est un instrument essentiel de répartition du revenu national au profit des travailleurs, il est intimement lié à l'ensemble de l'économie nationale; il sert son développement planifié et la mise en valeur rationnelle des ressources financières dans toutes les branches de la production.

Dès les premiers jours qui ont suivi la Libération, le contenu même politico-économique du budget, s'adaptant à la nature et au caractère du pouvoir, s'est modifié pour les recettes comme pour les dépenses. L'établissement de la propriété sociale des moyens de production s'est accompagné d'une transformation correspondante dans le domaine de la répartition du produit social, maintenant conçue sur des fondements socialistes; en d'autres termes, la structure du budget de l'Etat s'est radicalement transformée.

Dès 1947, avec l'organisation des entreprises économiques d'Etat sur la base de la gestion équilibrée, une partie du total de la production sociale a pu être drainée dans le budget à travers deux canaux: les recettes provenant de l'impôt sur le chiffre d'affaires et celles provenant de l'impôt sur les bénéfices.

Cette pratique a permis à l'Etat de concentrer entre ses mains les fonds nécessaires pour la reproduction socialiste élargie et pour la satisfaction des besoins socio-culturels, pour la défense du pays, et elle a, d'autre part, fourni les moyens monétaires assurant le financement en temps voulu des tâches fixées par le plan de développement de l'économie et de la culture, indépendamment des résultats obtenus par les entreprises particulières dans la réalisation du plan de production dans des secteurs donnés.

Le système des deux canaux harmonise mieux l'intérêt général de l'Etat avec l'intérêt des entreprises et des organisations économiques organisées selon le principe de la gestion équilibrée. Le montant total des recettes du budget d'Etat s'est accru considérablement, passant de 848 millions de leks en 1950 à 7.300 millions en 1975, les montants respectifs ayant été pour 1960 de 2.817 millions et pour 1970 de 5.247 millions.

A la différence des pays capitalistes, en Albanie, les impôts payés par la population ne constituaient qu'une petite part des recettes budgétaires, et ils sont maintenant complètement supprimés.

Les recettes du budget sont destinées avant tout à la satisfaction des besoins de la reproduction socialiste élargie.

A ces recettes correspondent les dépenses prévues pour le financement de l'économie nationale, sous la forme des fonds d'investissement, des sommes affectées à l'accroissement des fonds circulants et celles destinées à couvrir les pertes prévues dans l'activité de certaines entreprises.

Les sommes du budget de l'Etat affectées à l'économie populaire ont augmenté d'un plan quinquennal au plan successif. Les moyens du budget sont utilisés pour développer l'industrie lourde, la production de biens de consommation courante, et l'agriculture. Le budget de la République Populaire Socialiste d'Albanie comporte les gros investissements destinés à la construction de divers nouveaux ouvrages et d'établissements, usines, mines, fabriques, centrales électriques, entreprises agricoles d'Etat, écoles, hôpitaux, sanatoriums, etc.

Les fonds du budget d'Etat affectés à l'économie nationale en 1975 se sont élevées à 4.481.600.000 de leks, soit plus de 63% du total des dépenses du budget.

Le système budgétaire de la République Populaire Socialiste d'Albanie sert à assurer la répartition territoriale du revenu national et les moyens financiers indispensables pour le développement harmonieux de l'économie et de la culture dans tous les districts du pays. A cette fin, le budget affecte des sommes considérables au développement de toutes les branches de l'économie tout en préservant de justes et harmonieuses proportions dans la répartition de ses fonds entre les districts. Ces tâches sont aussi réalisées partiellement à travers les fonds d'investissements des budgets des conseils populaires des districts.

Il convient de dire toutefois que les ressources locales ne parviennent même pas à couvrir les besoins des secteurs de renseignement et de la santé publique dans les budgets des conseils populaires. Quoi qu'il en soit, la majeure partie des investissements nécessaires pour le développement de l'économie locale sont assurés par le budget national.

A travers le budget s'effectue également la redistribution d'une partie du revenu national en vue de satisfaire les besoins d'ordre social.

En régime socialiste, les salaires des travailleurs constituent le fonds principal qui assure la satisfaction de leurs besoins matériels et culturels. Mais en outre, par les moyens du budget, l'Etat assure aux masses travailleuses des services et des avantages qui influent directement sur l'élévation de leur niveau de vie matériel et culturel.

Une grande partie des fonds du budget sont dépensés pour le développement de la science, de l'enseignement, de la santé publique, de la culture physique et des sports, des pensions et des secours de toutes sortes, etc. Ces fonds constituent un facteur important de l'élévation constante du niveau de vie matériel et culturel de la population.

Tous les crédits affectés par le budget d'Etat aux secteurs socio-culturels, les avantages que constituent pour les travailleurs l'octroi de bourses, les aides de divers genre qui leur sont fournies au titre des assurances sociales, les prestations familiales, la garde des enfants dans les crèches et les jardins, ainsi que les bas loyers pratiqués en Albanie, concourent directement à l'accroissement du revenu réel des travailleurs.

Dépenses du budget d'Etat (en millions de leks)

Années	1950	1960	1970	1975
Economie populaire	226	1.217	2.745	4.481,6
Mesures socio-culturelles	98	600	1.210	1.694,5
Défense nationale	142	210	475	653
Administration	38	69	85	106.5
Excédent	201	284	310	200
Dépenses totales	647	2.533	4.937	7.100

Le budget d'Etat de la République Populaire Socialiste d'Albanie se caractérise notamment par le fait que les recettes sont toujours supérieures aux dépenses. C'est là le facteur de base qui contribue au renforcement du système monétaire du pays.

L'Albanie, le premier pays au monde sans impôts

Le 6 novembre 1969, le système des impôts a été aboli en Albanie. En d'autres termes, les derniers vestiges du système d'impôts et de taxes pesant sur les masses travailleuses citadines et rurales ont été balayés. Le développement de l'économie socialiste et l'élargissement de l'assiette des rapports de production socialistes ont entraîné automatiquement la suppression d'une partie des impôts, en tant que conséquence de l'élimination même de leur base. Par ailleurs, une partie de ces impôts qui frappaient les revenus des travailleurs des villes et des campagnes, ont été successivement abrogés jusqu'à leur suppression totale. Ainsi les revenus des travailleurs sont exempts de toute amputation et l'Albanie est devenue le premier et le seul pays au monde, où la population est exonérée de toute taxe et de tout impôt.

Les impôts sont nés dans l'histoire en même temps que la division de la société en classes antagonistes et la formation des Etats. Tout Etat, quel que soit le type de formation sociale auquel il appartient, a toujours un système d'impôts qui lui est propre.

L'Etat bourgeois utilise les impôts pour exercer ses fonctions d'oppression et de coercition. Dans cette formation économique et sociale, les impôts qui frappent la population, et en premier lieu les masses travailleuses, sont la principale source des recettes du budget d'Etat, faute desquelles son existence même est inconcevable.

Au cours du 20^e siècle, dans les Etats capitalistes, les impôts, qui constituent 90% de leurs ressources financières, se sont accrus à des rythmes sans précédent. Le total des impôts recouverts, calculés aux prix de 1913, s'est accru au cours des cinq décennies (1917-1967) aux Etats-Unis de 22 fois, en République fédérale allemande de 12 fois, en Italie et en Angleterre de 7 fois, en France de 6 fois, et ainsi de suite.

Dans les pays capitalistes, tout le poids des impôts pèse sur les épaules des masses travailleuses et ce fardeau tend à devenir de plus en plus lourd, ce qui entraîne une baisse du niveau de vie des travailleurs. Ainsi les impôts qui frappent les familles des travailleurs aux Etats-Unis et en Allemagne fédérale représentent plus de 30% de leurs revenus, en France et en Angleterre plus de 25% etc.

Les impôts dans les pays capitalistes font partie intégrante du système d'exploitation capitaliste et de la redistribution des revenus en faveur de la bourgeoisie. Ce n'est un secret pour personne que les sommes colossales extorquées aux travailleurs sous forme d'impôts et de taxes sont, dans leur immense majorité affectées par le gouvernement à des commandes militaires extrêmement lucratives pour les grands monopoles. Si l'on tient compte de la double exploitation dont ils sont l'objet dans les usines et fabriques comme par le système des impôts, on peut affirmer que le degré d'exploitation des travailleurs dans la période de la crise générale du capitalisme s'est aggravé de plus de 70%.

En Albanie, dans les années qui suivirent la Libération, les impôts furent maintenus car ils étaient indispensables, mais leur caractère était exactement l'opposé de ce qu'il avait été.

A cette époque, le pouvoir populaire recourut aux impôts progressifs pour dépouiller graduellement les classes exploiteuses du pouvoir économique et concentrer les principaux moyens de production entre les mains de l'Etat socialiste.

Les impôts ont joué un rôle important pour l'élargissement des assises des rapports socialistes de production. Dans les campagnes, où prédominait la petite exploitation privée, la politique des impôts concourut à engager la paysannerie dans la voie de la collectivisation socialiste de l'agriculture. Cette politique aida à éliminer les koulaks comme classe par un fort accroissement des impôts qui les frappaient. Elle servit en outre de support à l'extension de la collectivisation, par l'exonération initiale des coopératives nouvellement créées et plus généralement par la réduction du taux des impôts.

En dépit de l'accroissement de la production agricole, de 1950 à 1968 le montant de l'impôt est demeuré pour ainsi dire inchangé, alors qu'en 1969 il était réduit d'un tiers par rapport à 1950.

L'Etat albanais, en tant que propriétaire des principaux moyens de production, a pour base financière l'accumulation créée par les entreprises économiques d'Etat et les économies coopératives.

La réduction graduelle puis, finalement, la suppression des impôts et des taxes pesant sur la population, sont fonction de l'élargissement de l'assise des rapports de production socialistes et du développement des forces productives du pays. La part des impôts dans le total des recettes budgétaires se montait pour l'année financière 1945-1946 à 92%, en 1950 à 12,6%, en 1960 à 2,7%, en 1969 à 0,1% et en 1970 elle était égale à zéro.

Recettes du budget provenant des impôts (en million de leks)

	1950	1955	1960	1965	1969
Montant total des impôts (directs et indirects)	97	104	75	70	—

Ces données attestent que dans les premières années de la Libération, l'Etat socialiste n'étant pas encore alors propriétaire des principaux moyens de production, les impôts constituaient encore sa base financière. Toutefois aussitôt après les nationalisations des années 1946-1947, cette part se réduisit de près de trois fois, cependant que par la suite, de pair avec le développement et le renforcement de l'économie socialiste, les impôts et les taxes diminuèrent sensiblement pour finir par être totalement abolis.

La politique fiscale en Albanie témoigne qu'en régime socialiste se créent des possibilités objectives pour supprimer les impôts et éviter toute amputation des revenus personnels que s'assurent par leur travail tous les travailleurs du pays, y compris la paysannerie coopératrice.

Chapitre II — Le commerce au service du peuple

Le commerce socialiste

Le commerce, en République Populaire Socialiste d'Albanie, de par sa nature même, diffère foncièrement du commerce capitaliste; c'est un commerce sans capitalistes et sans spéculateurs. Avant la Libération, le commerce intérieur et extérieur albanais était l'apanage d'une poignée de riches commerçants, qui spéculaient sans contrôle, aux dépens des masses travailleuses. Les produits de l'agriculture et de l'élevage, principales marchandises du commerce, étaient accaparés par quelque 200 grands commerçants qui avaient concentré dans leurs mains tout le commerce de gros; une cinquantaine d'entre eux étaient en rapport direct avec les marchés étrangers, d'où étaient importés la presque totalité des produits industriels. Ils fixaient les prix de stockage des produits agricoles à un niveau fort bas, pour les revendre ensuite plusieurs fois plus cher aux consommateurs. Dans leurs activités, ils n'étaient pas guidés par le souci de pourvoir aux besoins de la population, mais uniquement par celui d'augmenter leur capital. Ne songeant qu'à faire les plus gros profits, les commerçants capitalistes paralysèrent le développement matériel et technique du commerce. Les activités commerciales touchaient essentiellement les villes principales. Dans les campagnes, il n'y avait que fort peu de points de vente et dans les zones montagneuses reculées, ils faisaient totalement défaut, en sorte que les paysans devaient faire des journées de marche pour descendre dans les villes et se procurer du sel, du pétrole ou une paire de sabots.

Après la Libération, l'établissement de la propriété commune des moyens de production devait nécessairement s'accompagner de transformations correspondantes dans le mode de répartition des biens matériels. Les marchandises produites par les exploitations socialistes ne pouvaient pas être écoulées par les commerçants privés. Ainsi vit le jour le commerce socialiste. Les moyens qu'il utilise sont propriété socialiste.

Le commerce a été mis au service du peuple et il se développe en concordance avec les exigences de la loi économique fondamentale du socialisme sur la satisfaction toujours meilleure des besoins sans cesse croissants de la société. A travers la fonction de redistribution qu'assure le commerce, la majeure partie des marchandises produites par la société sont réparties entre les consommateurs en fonction de la quantité et de la qualité du travail qu'ils ont accompli. Ainsi donc, le commerce en Albanie est la principale forme de répartition des objets de consommation entre les membres de la société, la principale forme de satisfaction des besoins personnels croissants des travailleurs.

Le profit n'est pas le but du commerce albanais; celui-ci a pour fin élevée d'approvisionner continuellement la population en marchandises diverses et de la servir le mieux possible.

Le renforcement et le développement du commerce socialiste s'appuie essentiellement sur la production socialiste, mais le commerce lui-même est une condition indispensable du développement de la production. Le réseau commercial, étant en contact direct et quotidien avec les consommateurs et exerçant une fonction de liaison entre eux et la production, lutte pour élever le niveau de vie de la population, pour satisfaire ses besoins matériels et culturels; il sert, autrement dit, de catalyseur et de stimulant à l'expansion de la production. Le commerce relie la production à la large consommation. Dans la société capitaliste, cette liaison se réalise à travers le libre jeu de la concurrence; cependant qu'en Albanie, grâce à l'action de la loi du développement planifié, le commerce est en mesure de coordonner la production et la consommation de façon planifiée. Le commerce en Albanie s'appuie, d'une part, sur l'expansion continue des besoins et du pouvoir d'achat des masses. L'expansion planifiée de la production socialiste, l'augmentation des revenus réels des travailleurs et la baisse continue des prix entraînent l'accroissement de la demande de marchandises. Ces facteurs font en sorte que le commerce albanais ne connaît ni difficultés d'approvisionnement en marchandises nécessaires, ni crise de vente.

Le développement du commerce

Le commerce intérieur en République Populaire Socialiste d'Albanie est aux mains de l'Etat. Il s'est développé de pair avec la production industrielle et agricole. La circulation des marchandises en 1973 avait augmenté de 12,5 fois par rapport à 1938. Le commerce de détail s'était accru en 1975 de 35% par rapport à 1970. Le réseau du commerce socialiste s'étend à tout le pays.

A l'heure actuelle, chaque village a son point de vente et chacun d'eux comporte deux ou trois sections. De 1357 qu'ils étaient en 1950, leur nombre s'est étendu de plus de 7 fois. Le réseau du commerce a pris un développement incomparable, en particulier dans les années '60. Rien que pendant trois années du 4^e quinquennat on a construit à la campagne plus de 1.000 points de vente, soit autant que pendant les deux quinquennats antérieurs pris ensemble.

Les entreprises commerciales d'Etat répartissent régulièrement et en temps voulu les fonds de marchandises produites par l'industrie socialiste et par l'artisanat, et les différents produits d'usage courant provenant du secteur d'Etat de l'agriculture ou ceux qui sont fournis par les organismes spéciaux s'occupant du stockage.

Au cours des années de pouvoir populaire, en même temps qu'étaient étendus le réseau de commerce et en général sa base matérielle et technique, la structure du réseau des magasins de vente a été améliorée et des progrès importants accomplis pour son extension, sa modernisation et sa spécialisation.

Un gros effort a été fait pour étendre et améliorer la structure de l'alimentation sociale. Les buvettes ont désormais cédé la place aux restaurants, aux pâtisseries, aux cantines de diverses sortes ouvertes le matin ou aux heures des repas, aux réfectoires, aux établissements vendant des mets semi-préparés, qui constituent une aide appréciable pour l'alimentation de la classe ouvrière et de tous les travailleurs, qui allègent la charge des travailleuses au foyer, et où l'on trouve une variété satisfaisante de produits et un service de bonne qualité.

L'équipement technique du commerce et des services d'alimentation sociale a connu une expansion sans précédent. Une puissante base de réfrigération permet de conserver les produits alimentaires et d'en prolonger la durée d'utilisation, elle aide l'approvisionnement ininterrompu des acheteurs, élève la qualité du service commercial.

De pair avec l'augmentation de la production industrielle et agricole et l'élévation du bien-être du peuple, la circulation des marchandises du commerce de détail s'est aussi rapidement accrue. Si la circulation des marchandises en 1970 par rapport à 1938 avait augmenté de près de 10 fois, en 1975, par rapport à 1970, cette circulation avait augmenté de 35%, soit de 16 fois de plus qu'en 1938.

Les fonds des produits destinés au marché et sa structure se sont également modifiés d'année en année. Avant la Libération, le pouvoir d'achat des masses travailleuses était bas. Dans ces conditions, le volume des achats de marchandises par la population était très limité et peu varié; il se réduisait à quelques produits essentiels: pain, sel, toile, «opingas», qui ne pouvaient pas même satisfaire les besoins minimaux d'existence.

Après la Libération, la gamme des articles mis en vente s'est étendue. Maintenant, à part les articles courants, les magasins offrent toujours plus d'articles culturels, de meubles et d'appareils électroménagers, postes de radio, machines à laver, réfrigérateurs, téléviseurs, articles scolaires, etc. L'électrification intégrale du pays a porté l'éclairage électrique aux villages les plus reculés; la torche et le lumignon ont disparu à jamais. Ce progrès, en même temps que d'autres facteurs inhérents à la lutte pour l'élimination des usages rétrogrades, l'émancipation complète de la femme et la diminution des différences entre la ville et la campagne, ont fait que la structure de la circulation des marchandises a subi des changements radicaux à la campagne également, en se rapprochant davantage de celle de la ville.

Le système unique des prix

L'Albanie socialiste est l'un des rares pays au monde n'ayant pas connu de crise financière ni d'oscillations de prix. C'est là sans conteste une conséquence de l'ordre économique, qui a établi et consolidé un système unique et stable de prix à l'échelle nationale. La mise en oeuvre d'une politique unique pour le pays tout entier en matière de formation des prix est un principe général de l'heureuse édification de la société socialiste et communiste; cette politique exclut toute oscillation des prix, elle en garantit la stabilité et instaure la discipline socialiste dans la production et la répartition. Elle a pour trait caractéristique de promouvoir la formation des prix de façon consciente, organisée, centralisée et conformément à un plan. Son orientation est unique pour toute l'économie du pays, et c'est là une condition essentielle pour empêcher le libre jeu des prix et la transformation du marché et de ses

rapports en régulateur spontané de la production, comme cela se produit dans les pays capitalistes et révisionnistes.

Les origines de cette politique remontent aux premiers jours de l'instauration du pouvoir populaire. De pair avec les autres mesures révolutionnaires qui furent mises en oeuvre durant cette période, d'autres dispositions importantes tendaient à arrêter la hausse des prix, à stabiliser le marché et la circulation monétaire, etc. Toutes ces mesures permirent de passer par la suite à l'application d'une politique unique et centralisée dans le domaine de la formation des prix, politique guidée par les intérêts supérieurs des masses travailleuses et de l'économie populaire.

Grâce à cette politique, l'Albanie, durant les deux dernières décennies, a connu 14 baisses de prix importantes. Ainsi, en 1968, les prix de certains articles de consommation courante étaient de 8,1 à 24,5% inférieures à ceux de 1958. Dans le même temps, les prix du stockage obligatoire aujourd'hui appliqués sont de 6 à 6,5 fois supérieurs à ceux pratiqués jusqu'en 1956.

Au cours des dernières années, par suite de l'aggravation de la crise économique et financière, les prix de nombreux articles dans les pays capitalistes ont connu des hausses sans précédent. De ce fait, l'Albanie se voit obligée d'importer des machines, des matières premières et d'autres produits à des prix de 2 à 4 fois plus élevés. Néanmoins l'économie albanaise n'a connu ni ne connaît la fluctuation des prix selon le mécanisme spontané du marché. Au contraire, les prix du marché se sont maintenus parfaitement stables.

Sur la base de la stabilité parfaite des prix et de l'accroissement incessant du fonds de marchandises, le pouvoir d'achat du lek s'est encore accru.

Le principal facteur qui, en Albanie, contribue à la baisse des prix est l'élévation de la productivité du travail. Précisément le taux de cette élévation détermine aussi la proportion de la baisse des prix pour les différents articles.

En Albanie, le prix n'est pas toujours, et pour chaque article, l'expression en argent de la valeur de la marchandise sur le marché. Il n'est pas fixé sur le marché en fonction de l'offre et de la demande. La politique des prix est faite par le pouvoir populaire dans l'intérêt des larges masses travailleuses du pays et elle concerne, en premier lieu, les produits indispensables à l'existence des travailleurs de la ville et de la campagne. Les entreprises n'ont aucun droit de décider elles-mêmes des prix.

Dans l'Albanie socialiste, le calcul du prix en monnaie n'est pas un simple calcul technique, un calcul comptable, mais avant tout un calcul social et il a pour but l'intérêt de la société, la stimulation de la production, l'amélioration des conditions de vie des masses travailleuses. Ainsi, par exemple, les prix d'achat par l'Etat des céréales panifiables des coopératives de montagnes, (où le rendement est plus bas) sont plus élevés que ceux qu'il applique à l'égard des coopératives de plaines. Cela permet aux paysans des régions montagneuses d'accroître leurs revenus et d'atteindre progressivement le niveau des régions plates. Voici encore un autre exemple. En vue d'encourager la vente des produits du pays par rapport aux articles importés on a appliqué des prix différenciés, nettement inférieurs pour les premiers.

Les prix sont utilisés comme un moyen d'ajustement partiel des disparités entre les revenus des divers groupes de la population. C'est ainsi que les prix de vente au détail de chaussures, sandales et vêtements de confection pour enfants, sont fixés de manière à favoriser les parents de familles nombreuses. De même, des prix avantageux ont été fixés pour les instruments aratoires et autres outils destinés aux campagnes, et en particulier aux zones de montagne. Dans la fixation des prix, il est tenu compte de la destination des marchandises, les objets de luxe étant, toutes proportions gardées, plus chers que les objets de très large consommation.

Ainsi donc, l'application d'une politique unique et centralisée en matière de formation des prix est une règle universelle à observer pour l'heureuse édification du socialisme, pour la répartition et la redistribution la plus juste du revenu national dans l'intérêt du développement des forces productives et de l'élévation du niveau de vie matériel et culturel de toutes les masses laborieuses. Une telle politique est une condition indispensable du renforcement de l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie travailleuse, pour la création de liens économiques aussi justes que possible entre la ville et la campagne, pour la réduction progressive des disparités entre les niveaux de vie des populations

citadines et de la paysannerie laborieuse. La politique des prix poursuivie par le pouvoir populaire a concouru à créer conformément à un plan et de façon centralisée les accumulations monétaires indispensables pour l'industrialisation socialiste du pays, pour la transformation socialiste des campagnes et le développement de la révolution idéologique et culturelle.

La fixation des prix conformément à un plan et de façon centralisée est un facteur très important de la stabilisation du marché et de la circulation monétaire, de l'accroissement du pouvoir d'achat de la monnaie albanaise, du raffermissement des positions de commande des éléments socialistes dans l'économie, et cette pratique aide en outre à prévenir l'apparition des éléments capitalistes et révisionnistes.

La politique de fixation des prix a été utilisée par le pouvoir populaire en vue de l'harmonisation consciente des intérêts généraux et à long terme avec les intérêts particuliers et immédiats, en vue de l'harmonisation des besoins généraux et des besoins individuels, de la formation et de l'accroissement planifiés des accumulations monétaires, de l'augmentation constante de la consommation populaire et de l'élévation du niveau de vie matériel et culturel des travailleurs.

La juste politique des prix poursuivie en Albanie a contribué et contribuera encore à l'avenir au développement de la production industrielle et agricole et à l'élévation incessante du niveau de vie des masses travailleuses.

Chapitre III — Tout pour l'homme

Le travail est le fondement de l'existence de la société, il rend l'homme maître des richesses et des forces inépuisables de la nature.

En Albanie le chômage a été supprimé

Des immigrés albanais se rencontrent dans beaucoup de pays du monde. Dans la période antérieure à la Libération, ils étaient contraints d'abandonner leurs foyers et d'aller chercher un gagne-pain à l'étranger. Près de 59% des ouvriers albanais souffraient du chômage. Aujourd'hui, cette ancienne plaie qui afflige tous les pays capitalistes et révisionnistes sans exception, a été supprimée à jamais en Albanie. La disparition du chômage et le passage dans les faits du droit au travail découlent de la suppression de la propriété privée des moyens de production et de l'instauration de la propriété sociale de ces moyens, de la liquidation des classes exploiteuses et de la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Le droit au travail est le droit social et économique le plus important qui ait été garanti aux travailleurs albanais avec l'instauration du pouvoir populaire. L'article 44 de la Constitution précise: «En République Populaire Socialiste d'Albanie les citoyens ont droit au travail, et ce droit est garanti par l'Etat. Le travail est un devoir et un honneur pour tout citoyen qui y est apte. Les citoyens ont le droit de choisir et d'exercer leur profession selon leur capacité et leurs aptitudes personnelles et conformément aux besoins de la société.»

Cette conquête est étroitement liée à la nature même du système socialiste. Les masses travailleuses en Albanie détiennent non seulement le pouvoir politique mais aussi les principaux moyens et instruments de production. Le refus de la part des entreprises, institutions ou organisations de donner un emploi à un citoyen, est considéré comme une infraction à la législation du travail.

La principale forme d'organisation par laquelle le droit au travail se traduit dans les faits en République Populaire Socialiste d'Albanie est l'accord de travail. C'est une convention librement consentie, conclue entre l'ouvrier ou l'employé d'un part, et l'entreprise ou l'organisme employeurs d'autre part. Aux termes de cette convention l'ouvrier ou l'employé s'engage à accomplir un travail ou une fonction déterminés, dans un lieu donné, selon sa profession ou sa spécialité, et l'entreprise ou l'organisme s'oblige en retour du travail fourni par l'ouvrier ou l'employé, à lui verser un salaire ou toute autre forme de rémunération et à lui assurer les conditions nécessaires à son travail.

Est admise au travail toute personne qui atteint l'âge prévu par la législation du travail (15 ans au minimum). Tout accord de travail passé avec une personne qui n'a pas atteint l'âge prévu par la loi, est illégal et, en tant que tel considéré nul et non avenu.

La législation prévoit une série de limitations pour l'emploi des mineurs à tous les genres de travaux qui, de par leur nature, sont particulièrement pénibles et nuisibles à leur santé.

Dans cet ordre d'idées, la législation du travail témoigne d'un souci particulier pour les ouvrières. Il est interdit d'employer les femmes à des travaux de force et nocifs à leur santé, tels que travaux souterrains, écurage des puits de pétrole, travail aux hauts fourneaux, creusement de puits ou de fosses de grande profondeur, opérations de plongée, etc.

Les citoyens jouissent du droit au travail dans leur profession, leur spécialité et la branche où ils sont qualifiés, sans aucune distinction ou discrimination. L'Etat a grand intérêt à ce que les travailleurs soient employés aux tâches où leur rendement est le plus élevé en quantité et en qualité. Aussi la législation du travail comporte-t-elle des dispositions particulières qui réglementent clairement la mutation des cadres. Ces règles ont pour but de prévenir une utilisation irrationnelle de la force de travail, les mutations injustifiées, etc.

Dans le même temps, la législation du travail confère aux directions des entreprises ou des organismes, dans tous les cas où les besoins et les intérêts de la production le requièrent le droit d'affecter les travailleurs à un autre emploi. Une telle pratique est admise non seulement lorsque l'exigent les intérêts de la production, mais encore lorsqu'il importe de faciliter les conditions de travail des travailleurs malades ou inaptes à certains travaux.

Le système socialiste crée les conditions économiques nécessaires pour traduire le droit au travail dans les faits, ce qui n'est pas le cas dans les pays capitalistes. Comme on sait, l'économie socialiste albanaise ne connaît ni les crises, ni l'anarchie dans la production, qui provoquent dans les pays capitalistes la fermeture des entreprises et le licenciement de centaines de milliers d'ouvriers. L'économie albanaise se développe conformément à un plan, de façon continue, harmonieuse, en conformité avec les intérêts de la nation, avec les intérêts des masses travailleuses. Un tel développement non seulement ouvre des fronts de travail pour tous les hommes aptes au travail, mais répond aussi à l'accroissement naturel de la population. De cette façon, alors que le nombre des travailleurs était en 1938 de 22.000 il s'est élevé en 1970 à un chiffre environ 18 fois supérieur, tandis qu'en 1975 par rapport à 1970 leur nombre avait augmenté de 21%.

L'élévation constante de la productivité du travail, qui repose sur le perfectionnement de la technique et de l'organisation libère, certes, une partie des forces de travail dans certaines entreprises, mais ces forces se voient offrir de nouveaux fronts d'activité dans les nouveaux ouvrages qu'édifie le pouvoir populaire.

La planification de l'économie permet d'assurer à tous les citoyens aptes au travail un emploi selon leur profession. De pair avec le développement, l'extension et la création d'autres branches de l'économie, de nouvelles professions voient le jour. Alors que la loi sur la catégorisation des ouvriers prévoyait en 1947 environ 85 professions, pour la plupart métiers manuels, aujourd'hui les nouveaux tableaux de catégorisation mentionnent plus de 3000 professions. A travers le processus de reproduction socialiste élargie s'établit harmonieusement une juste proportion entre l'accroissement de la force du travail et les besoins de l'économie pour l'ensemble du pays, compte tenu des intérêts du développement de l'économie populaire dans chaque zone du pays.

L'édification du socialisme s'accompagne également de la suppression de la forte inégalité de développement existant entre les diverses régions du pays. Cela est particulièrement important pour pouvoir assurer le plein emploi de la force du travail dans chaque région. Chaque district de la République possède aujourd'hui ses propres entreprises économiques, d'Etat et coopératives, ses chantiers de construction et ses institutions culturelles.

Le travailleur albanais ne peut pas être licencié arbitrairement

Dans les pays capitalistes, l'employeur a le pouvoir de jeter l'ouvrier sur le pavé, alors qu'en Albanie cette pratique n'est plus qu'un mauvais souvenir. Le licenciement illégal d'un travailleur est considéré comme une grave infraction à la législation du travail. Dans ces cas-là, les organes qui statuent sur les conflits de travail réintègrent aussitôt le travailleur à son emploi antérieur, et dans les cas où ils constatent des violations particulièrement graves de la législation du travail, ils proposent que des mesures disciplinaires ou pénales, suivant le cas soient prises contre les coupables.

La claire détermination des cas où les directions ont le droit de licencier un travailleur garantit la stabilité des rapports juridiques de travail. Tout ouvrier ou employé sait que son droit au travail est protégé et défendu par la loi contre toute action bureaucratique.

En vertu de la loi, la direction d'un établissement ou organisme employer peut licencier un ouvrier ou employé, lorsque celui-ci a acquis le droit à la retraite complète autrement dit quand il remplit à la fois les deux conditions d'ancienneté au travail et d'âge, requises par la loi sur les assurances sociales. Elle le peut également lorsque l'ouvrier ou l'employé ne réunit pas les conditions voulues pour assurer le travail ou la fonction qui lui sont assignées, avant tout quand il n'a pas la formation professionnelle ni les conditions de santé ou morales et politiques requises.

Aux termes de la loi, le licenciement pour incapacité ne peut avoir lieu que lorsque la non réalisation des objectifs de production ou d'autres tâches est le résultat d'une incapacité objective du travailleur, dans des conditions de travail normales. Lorsque ces manquements sont dus au seul fait que la direction ne lui a pas créé des conditions de travail normales, le travailleur ne peut être licencié. Il convient de souligner que le travailleur licencié se voit assurer un emploi selon ses aptitudes.

Dans bien des cas, le fait de ne pas remplir convenablement les tâches fixées peut être le résultat de l'état de santé du travailleur. Les directions des entreprises ne licencient que rarement pour raisons de santé et quand elles le font c'est avec grande circonspection. Dans ces cas-là, elles sont obligées de

procurer à l'intéressé un autre emploi convenant à son état de santé. Si un travailleur, quoique malade, s'acquitte parfaitement des tâches prévues dans l'accord de travail, il ne peut être licencié. Font exception à cette règle les travailleurs occupés dans les établissements alimentaires, les jardins d'enfants, les établissements prophylactiques, etc., où leur maladie pourrait avoir des conséquences pour la santé de la population.

L'incapacité de travail pour raisons de santé ne peut être prononcée que par les organismes médicaux compétents, conformément aux règles établies en la matière.

Les entreprises, institutions ou organisations comptent parmi leurs activités maintes fonctions qui, de par leur nature, requièrent une parfaite pureté morale et politique. C'est ainsi par exemple qu'un instituteur peut avoir une grande capacité professionnelle, mais ne pas être en mesure de s'acquitter comme il se doit de sa tâche d'éducateur de la jeune génération, s'il n'est pas moralement et politiquement pur, si par exemple il vole, se livre à des activités moralement condamnables, etc. A première vue, ces comportements, pourraient sembler ne pas concerner ses activités professionnelles, mais en fait un tel enseignant n'est pas à même de remplir de façon satisfaisante sa fonction d'éducation de la jeunesse, aussi l'organisme dont il relève a-t-il le droit de le licencier. D'autres exigences de cet ordre doivent être satisfaites pour nombre d'autres fonctions. Dans ces cas-là, le licenciement du travailleur s'impose du fait même que, aux termes du Code du travail, il ne remplit pas les conditions nécessaires pour s'acquitter convenablement de la fonction que lui est assignée.

Les directions des établissements ou organismes employeurs ont le droit de licencier un travailleur ou employé lorsqu'il a été absent au travail pendant plus de six mois d'affilée. Mais elles ne peuvent le faire si, à cause d'une ou de plusieurs maladies, il s'est absenté par intermittences au cours d'une période supérieure à six mois, même si la durée totale de ces absences dépasse six mois. Une autre condition stipulée par la loi est que le licenciement ne peut intervenir que si le travailleur continue d'être malade et en aucune manière après sa guérison et quand il a repris son travail. Font exception à cette règle les mères après l'accouchement. Aux termes de ces dispositions, les directions n'ont le droit de licencier une travailleuse qu'après que se sont écoulés le congé d'accouchement, plus trois mois sans droit au salaire, plus les six mois stipulés par l'article 65 du Code du travail.

Il convient de souligner que dans tous ces cas, les directions ont le droit mais non pas l'obligation de licencier le travailleur malade. Cela signifie qu'elles peuvent réserver son poste pour tout le temps de sa maladie, quand son absence n'entrave pas le fonctionnement normal de l'entreprise. Les organes chargés de statuer sur ce genre de conflits ont toujours en vue ces dispositions de la loi et vérifient toujours soigneusement si l'absence au travail de l'intéressé gêne le bon fonctionnement de l'entreprise, de l'institution ou de l'organisation concernées. Dans la pratique, les cas d'application de cette disposition sont fort rares.

La détermination rigoureuse des cas où l'administration a le droit de licenciement, exclut toute espèce d'arbitraire dans ce domaine et garantit aux travailleurs leur emploi. Il convient, d'autre part, de souligner que, même dans les cas où la direction peut, aux termes de la loi, congédier un travailleur donné, elle est tenue de lui assurer un autre emploi approprié.

En Albanie, il est très rare qu'une entreprise, un organisme cesse ses activités ou qu'elle décide de procéder à de fortes réductions de personnel. Dans de pareils cas la direction a le droit de licencier le travailleur de sa propre initiative. Mais elle doit veiller à lui procurer un emploi dans le même établissement ou dans un autre lieu de travail. Il en va de même quand il est procédé à la réorganisation des entreprises ou des organismes. Dans ces cas-là, la direction est autorisée à licencier les travailleurs dont les emplois sont supprimés, mais elle a pour droit de les muter dans la nouvelle entreprise ou le nouvel organisme créé à la suite de la réorganisation.

La durée de la journée de travail

En Albanie, le travail n'est plus un lourd fardeau comme par le passé. Sous les régimes antipopulaires l'ouvrier albanais travaillait 12 heures par jour, mais dans certaines entreprises, et notamment à Kuçovë et Selenicë, la journée de travail durait de 14 à 16 heures. Dans certains secteurs tels que cafés, restaurants, boulangeries, etc., les travailleurs, loin de bénéficier d'un horaire fixe, n'avaient même pas un jour de congé par semaine.

Avec la Libération, le droit à une journée de travail de durée réduite et déterminée fut sanctionné par la loi.

La législation du travail fixe la durée de la journée de travail de jour à 8 heures et celle du travail de nuit à 7 heures sans réduction de salaire; pour les enfants mineurs et pour certaines catégories de travailleurs engagés à des travaux souterrains, particulièrement pénibles et nuisibles à la santé, ainsi que pour certains types de travail intellectuel (enseignement, santé publique, etc.) la durée normale de la journée de travail est réduite à 5 heures par jour sans diminution de salaire.

Les travailleurs qui poursuivent leurs études secondaires le soir ne travaillent que 45 heures par semaine; ceux qui fréquentent les instituts supérieurs du soir travaillent 7 heures par jour, alors que ceux qui préparent un doctorat sans quitter leur emploi, 6 heures seulement. Les mères allaitant un nourrisson jusqu'à l'âge de 9 mois peuvent s'absenter de leur travail pendant une demi-heure au moins, toutes les trois ou quatre heures. Dans tous ces cas, le travailleur, malgré son horaire de travail réduit, reçoit une rémunération correspondant à une journée entière de huit heures.

La législation du travail en R.P.S. d'Albanie prévoit la possibilité que, dans des cas particuliers, le travailleur travaille au-delà de l'horaire normal, en particulier pour les besoins pressants de l'entreprise ou de la production, mais de son propre consentement. Afin de ne pas nuire à la santé des travailleurs, la loi fixe à 180 heures par an le temps total de travail supplémentaire permis en dehors de l'horaire normal.

La consécration légale de la durée de la journée de travail vise d'une part, à assurer le travail social indispensable et, d'autre part, à garantir aux travailleurs la protection au travail ainsi que les conditions pour une participation des plus actives à la vie politique, culturelle, sociale, etc.

Les congés payés des travailleurs et de leurs familles

En même temps que le droit au travail, le pouvoir populaire, garantit aux travailleurs le droit au repos. Tous les ouvriers et employés ont droit à un repos journalier de 16 heures, à un repos hebdomadaire ininterrompu de 36 heures tombant généralement le dimanche et le droit au congé les jours de fêtes civiles telles notamment les journées commémoratives de la proclamation de l'Indépendance (28 novembre 1912), de la proclamation de la République (11 janvier 1945), le 1^{er} mai, le jour de la Libération de la patrie (29 novembre 1944), et le jour de l'An.

Les travailleurs ont également droit à un congé annuel d'une durée de 12 journées ouvrables, et pour les jeunes de moins de 16 ans ce congé annuel est de 24 jours. Les travailleurs de plus de 70 métiers particulièrement difficiles, tels les mineurs de fond, les métallurgistes, les travailleurs des tanneries, des industries du tabac, du pétrole, du ciment, du verre, des briques, des imprimeries, les travailleurs de la santé publique dans les établissements réservés aux maladies infectieuses et mentales, les travailleurs de l'instruction publique, de la culture et des sciences, et d'autres encore, ont droit à un congé complémentaire pouvant aller de 6 à 36 journées ouvrables par an.

La loi des assurances sociales prévoit l'octroi d'aide aux travailleurs ayant besoin d'un congé dépassant la durée du congé normal, pour passer une période de repos dans les centres climatiques, sanatoriums, stations thermales ou hydrominérales. Ces aides sont accordées aux travailleurs remis d'affections tuberculeuses ou psychiques, ainsi qu'à ceux qui souffrent de rhumatismes ou de maladies rénales.

L'ouvrier ou l'employé conservent leur plein droit au congé même dans le cas où ils sont mutés d'une entreprise ou d'une institution à une autre.

Les travailleurs albanais jouissent des meilleures conditions pour passer leurs vacances de manière cultivée et active. Leur pays possède de rares beautés naturelles. En des lieux qu'agrémentent de merveilleux panoramas, l'Etat, a fait aménager des sanatoriums, maisons de repos, stations de tourisme et camps de «pionniers», où se reposent les travailleurs et leurs enfants.

Le nombre des places dans ces établissements, inconnus avant la Libération, s'accroît d'année en année. C'est ainsi que de 1950 à 1973, ce nombre, dans les maisons de repos pour travailleurs, a augmenté de près de 4,5 fois, et, dans celles réservées aux pionniers, de près de 4 fois. Ajoutons que le nombre des bénéficiaires a également augmenté dans les mêmes proportions et que d'autres maisons de repos ont été construites depuis lors.

Dans les maisons de repos et les camps de vacances d'ouvriers gérés par les Unions professionnelles, des dizaines de milliers de travailleurs, d'enfants et de retraités passent leurs vacances chaque année. Pour toute la durée de leur séjour (de 13 à 25 jours selon la nature de leur travail), les travailleurs ne paient qu'un tiers des frais réels de leur pension. Le restant est couvert par l'Etat. Ou, plus clairement encore, la somme à verser pour la période de séjour (pension complète) est égale au sixième du salaire mensuel des travailleurs (le travailleur touchant par ailleurs son plein salaire durant tout son congé).

Les maisons de repos en Albanie sont non seulement des lieux de repos, mais aussi des centres d'éducation et de loisir, où se déroulent des activités culturelles, sportives et touristiques. Des points sanitaires qui veillent à la santé des estivants fonctionnent auprès de chaque maison de repos d'ouvriers et de pionniers.

Les enfants passent leurs vacances dans les camps de «pionniers». En outre, par les soins des organes du pouvoir et des organisations de masse, des entreprises, des coopératives agricoles, des écoles et des quartiers, il a été mis sur pied en des lieux particulièrement appropriés des centaines de camps de vacances, à la journée, où les enfants prennent aussi leurs repas, et créés à leur intention des points de rassemblement et des terrains de jeu, dans les villes comme dans les campagnes.

Dans tous les centres climatiques, l'on a aménagé des hôtels, des villas et des bungalows qui sont mis à la disposition des travailleurs. Tous les travailleurs, même les moins qualifiés, peuvent passer leurs vacances, seuls ou avec leurs familles, dans ces installations, y compris les hôtels les plus confortables de la plage de Durres.

Pour agrémenter leurs loisirs, les travailleurs disposent de centaines de centres culturels, de maisons de la culture et de cercles, bibliothèques, salles de lecture, cinémas, etc. Le mouvement artistique ouvrier d'amateurs se distingue en Albanie par son caractère de masse et il englobe tous les genres d'art. Des festivals de chant, de théâtre, etc., sont régulièrement organisés dans tous les districts du pays et à l'échelle nationale.

Les Unions professionnelles s'intéressent particulièrement à l'éducation physique des travailleurs en organisant des activités sportives et gymnastiques de masse. Les Unions professionnelles ont créé, dans les lieux les plus pittoresques du pays, des centres de tourisme qui attirent en toute saison des milliers de travailleurs des villes. Le droit au travail et au congé payé est une grande conquête que la classe ouvrière albanaise n'a réalisée que grâce à l'instauration du pouvoir populaire.

La protection du travail

Avant la Libération, il n'existait en Albanie aucune loi protégeant les travailleurs. Dans les mines surtout, les accidents étaient très fréquents et souvent graves. De nombreux travailleurs peu de temps après avoir été embauchés étaient atteints de tuberculose, d'autres, de rhumatismes.

Une situation analogue existe aujourd'hui dans les pays capitalistes. L'ouvrier y est considéré comme un mécanisme, un appendice des machines, «un automate vivant». Le chronométrage et l'intensification du temps de travail transforme les ouvriers en de véritables esclaves des machines. La mécanisation de l'industrie, au lieu d'améliorer les conditions de travail et de vie des travailleurs, les a au contraire asservis encore davantage.

En République Populaire Socialiste d'Albanie par contre, la protection du travail, la sauvegarde de la vie et de la santé des travailleurs constituent un des principes essentiels qui président à l'organisation socialiste du travail, et font partie intégrante des plans économiques d'Etat. Ce principe consiste à améliorer les conditions de travail, à prévenir les accidents et les maladies professionnelles. Notre Etat met à la disposition des entreprises ou des divers organismes, des fonds spéciaux affectés à la mise en oeuvre des mesures concernant la protection du travail. Il a sanctionné par voie légale toutes les infractions aux règles de sécurité du travail, de la part des personnes chargées d'en assurer l'application. Le droit du travail, le Code du travail et d'autres dispositions font un devoir aux dirigeants de l'économie d'organiser le processus de production de manière que la santé des travailleurs n'en soit nullement affectée.

En fait, l'industrialisation accélérée du pays s'accomplit suivant le dernier mot de la science et de la technique, et, en conséquence, les fabriques, installations, établissements et autres ouvrages construits

ou en cours de construction sont pourvus de tous les équipements de sécurité technique et de protection du travail. En ce qui concerne les accidents de travail, la situation de l'Albanie est bien meilleure que celle de plusieurs pays d'Europe, et les maladies professionnelles, grâce aux mesures mises en oeuvre, ne constituent pas un problème.

Indépendamment de ces progrès, le Code du travail, afin de garantir les conditions techniques et hygiéniques souhaitables, stipule également les dispositions suivantes:

Toute entreprise ne peut se créer, entrer en service ou changer de locaux qu'avec l'autorisation de l'Inspection sanitaire d'Etat, de l'Inspection du travail et des Unions professionnelles.

La production, la vente et la mise en service de nouvelles machines et de nouveaux appareils ne sont autorisées que si ceux-ci sont pourvus d'équipements protecteurs, s'ils satisfont aux exigences de la sécurité technique et ne portent pas préjudice à la santé des travailleurs.

Les directions d'entreprises sont tenues de prendre des mesures en vue d'assurer dans leurs établissements de bonnes conditions techniques et hygiéniques. C'est ainsi qu'elles doivent veiller à ce que soient éliminés les poussières et gaz toxiques, mis en place un système d'aéragé approprié, et assuré une température et un éclairage normaux.

Des dizaines de milliers d'ouvriers engagés dans des processus technologiques particulièrement difficiles, aux effets nuisibles pour leur santé et occasionnant une usure rapide de leurs vêtements, reçoivent gratuitement des vêtements et des produits détergers. Ainsi, dans les entreprises pétrolières et dans les mines, les ouvriers reçoivent deux ou trois paires de vêtements spéciaux par an.

Les ouvriers travaillant dans une atmosphère souillée de vapeurs ou de gaz nocifs, reçoivent un demi-litre de lait par jour, ce qui représente pour l'Etat une dépense annuelle globale de 30 millions de leks. Quant à ceux qui travaillent dans des secteurs surchauffés, ils sont approvisionnés en eau salée gazeuse.

Afin d'assurer le contrôle des dispositions relatives à la protection du travail, le contrôle des règles de sécurité technique et des règles sanitaires et hygiéniques, il a été créé des organismes d'Etat aux larges attributions, tels l'inspection du travail et celle de la sécurité technique et sanitaire. En outre, tous les travailleurs, de même que les organisations de masse et surtout les Unions professionnelles, ont le droit et le devoir d'exercer un contrôle sur l'application des règles de protection du travail et d'exiger des personnes chargées de cette tâche que ces normes soient observées avec rigueur.

La protection du travail en République Populaire se caractérise par l'ensemble des mesures arrêtées en vue de rendre le travail aussi aisé et aussi peu dangereux que possible pour les travailleurs. Les plus importants moyens auxquels on a recours pour réaliser cet objectif sont la mécanisation et l'automatisation de la production.

La répartition selon le travail

En République Populaire Socialiste d'Albanie, le principe à travail égal, salaire égal, est pleinement appliqué à tous les travailleurs sans distinction aucune. Ce principe s'incarne dans la Constitution de la République: L'article 30 stipule: «En République Populaire Socialiste d'Albanie, est appliqué le principe socialiste «de chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail».

La juste application du principe de la répartition en fonction de la qualité et de la quantité du travail fourni a pour effet d'intéresser les travailleurs à l'accroissement de la production et à l'amélioration de la qualité, à l'élévation du rendement du travail et à la baisse du coût, autant de facteurs déterminants pour l'élévation constante du niveau de vie des masses travailleuses.

Le principal instrument d'application de la loi de la répartition selon le travail fourni est le salaire. Le salaire du travail en Albanie est l'expression monétaire de la part de la production sociale, remise aux ouvriers et aux employés par l'Etat, conformément à la loi de la répartition selon la quantité et la qualité du travail fourni, pour la satisfaction de leurs besoins matériels et culturels.

Conformément aux exigences de la loi économique fondamentale du socialisme et de la loi de la répartition selon la quantité et la qualité du travail, l'Etat albanais détermine de façon planifiée le fonds général des salaires et le niveau du salaire de chaque catégorie de travailleurs dans les diverses

branches de l'économie. L'importance de ce fonds pour chaque période déterminée dépend du niveau atteint dans le développement des forces productives et de la productivité du travail social. Avec l'accroissement de la productivité du travail s'accroissent tant la part de la production globale destinée à l'expansion de la production, que la part destinée à la consommation. Ainsi, à mesure que s'élève la productivité du travail s'élève aussi le niveau des salaires. Toutefois, l'accroissement de la productivité du travail doit être supérieur à celui des salaires. C'est seulement ainsi que peut être réalisée une expansion de la production de l'ampleur nécessaire pour assurer l'accroissement systématique de la part de la production sociale affectée à la satisfaction des besoins des masses travailleuses.

Le système des salaires est conçu de manière à correspondre aussi exactement que possible à la quantité et à la qualité du travail fourni par chaque travailleur. Le mode de calcul du salaire des ouvriers ou employés pour les divers genres de travail est laissé à la compétence du gouvernement, qui tient compte, pour la fixation de la rémunération, non seulement de la quantité et de la qualité du travail fourni mais aussi du genre, de la catégorie et du degré de difficulté de chaque tâche, ainsi que du degré de qualification qu'elle nécessite. Dans l'élaboration du système des salaires, il est également tenu compte du degré de qualification et d'instruction des travailleurs, de leur contribution active à l'élévation de la productivité du travail et de leur participation à l'accroissement de la production.

La législation du travail prévoit un traitement particulier pour les jeunes âgés de moins de 16 ans. Outre la rémunération qu'ils touchent pour le travail qu'ils ont accompli, ils ont droit à une rétribution supplémentaire équivalant à deux heures de travail. Dans les cas où l'ouvrier ou l'employé est détaché pour quelque raison justifiable pendant une période donnée de son lieu de travail, il continue d'être rétribué par l'entreprise ou l'organisme auquel il est habituellement attaché. Ce droit lui est reconnu lorsqu'il participe aux réunions de l'Assemblée populaire ou à un conseil populaire en qualité de représentant du peuple, lorsqu'il remplit la fonction de juge assesseur, qu'il est cité comme témoin ou expert par un tribunal ou par les organes de l'instruction judiciaire, qu'il participe comme délégué à des congrès, conférences ou plénums. Dans les cas également où un ouvrier ou un employé reste sans travail par suite de l'interruption de la production, survenue non pas de son fait, l'entreprise, institution ou organisme dont il dépend, est tenue, si elle ne lui procure pas un autre travail conformément aux dispositions en vigueur, de lui payer la moitié de son salaire ou traitement.

Les personnes envoyées en service hors de leur résidence habituelle ont droit à être indemnisées de leur frais de voyage. Elles reçoivent en outre une indemnité journalière leur permettant de couvrir leurs frais de logement, nourriture et autres. Dans les cas où un travailleur est injustement laissé sans emploi, par suite de la rupture de l'accord de travail par l'entreprise ou organisme auquel il est attaché, il a droit à une rémunération qui ne doit cependant pas dépasser son salaire ou traitement mensuel.

Le salaire, traitement ou rémunération quelconque que l'ouvrier ou l'employé reçoit de l'entreprise ou organisme où il est employé, est le fruit du labeur qu'il a accompli pour l'exécution de la tâche qui lui est assignée, et ne peut, de ce fait, subir aucune amputation.

La législation du travail de la R.P.S. d'Albanie, par les normes qu'elle prescrit et qui fixent le montant de la rémunération de l'ouvrier et de l'employé, a pour but, d'une part, de garantir effectivement la juste rétribution de tout travailleur, et de combattre, d'autre part, de façon organisée les tendances petites-bourgeoises à tirer de la société le plus possible en lui donnant le moins, de combattre la paresse, le goût des jouissances et d'une vie facile, toute espèce de formalisme et de rigidité officielle dans les rapports sociaux, qui entravent le progrès de la société.

Ces dernières années, nombre d'exploitations urbaines et rurales ont appliqué les normes de production collectives. Cette forme représente un stade plus avancé dans l'organisation socialiste du travail, car elle développe l'esprit collectif, élève le rôle des masses dans la solution des problèmes organisationnels, techniques et économiques de la production et contribue à la révolutionnarisation de la conscience des travailleurs, etc. Cette forme de rémunération favorise une plus étroite coopération entre les travailleurs, rattache plus correctement l'intérêt personnel à l'intérêt collectif.

Tout travailleur est intéressé à l'accroissement qualitatif et quantitatif de la production tant à l'échelon des entreprises qu'à celui de la nation. A mesure que s'accroît le patrimoine social, s'améliore également le bien-être des travailleurs à travers l'élévation des salaires et la baisse des prix.

Pour un rapport plus juste entre les hauts et les moyens salaires des travailleurs

L'établissement d'un juste rapport entre les salaires des travailleurs, sans aller pour cela jusqu'à leur nivellement absolu, est d'une grande importance en ce qu'il conditionne l'instauration de rapports justes entre travailleurs et cadres dirigeants. Les fortes inégalités dans les salaires coupent les cadres dirigeants et l'intelligentsia des masses, encouragent le travail de bureau et suscitent le mépris de la production, ravivent les tendances à la quiétude, entraînent la primauté de l'intérêt personnel sur l'intérêt général, créent un terrain favorable à la dégénérescence bourgeoise et révisionniste. Voilà pourquoi, de 1947 à 1967, le système des salaires a été revu, complété et perfectionné à six reprises. En conséquence, il a été établi en Albanie un système sans fortes disparités entre hauts et moyens salaires, système dont ne s'est doté jusqu'à ce jour aucun autre Etat.

Et pourtant, jusqu'à ces dernières années, on relevait dans ce domaine certaines anomalies qui étaient principalement le résultat des circonstances historiques.

Afin d'éliminer ces imperfections, une série de mesures ont été prises, qui visent à améliorer le rapport entre les salaires, en réduisant encore la différence entre les hauts et les bas salaires et en améliorant les rapports socialistes de répartition. A cette fin, on a choisi la voie de la réduction des traitements des hauts fonctionnaires, en commençant par ceux des dirigeants de l'Etat et du Parti. Dans le même temps, on a élevé les bas salaires de certaines catégories de travailleurs, retraites les plus modestes et fixé le niveau maximum des retraites, etc.

Le nouveau système des salaires, qui est entré en vigueur le 1^{er} septembre 1967 a été débarrassé de certains excès dans les rémunérations stimulatrices. Les fonds économisés grâce à la suppression des stimulants ont été totalement répartis en vue du réajustement des salaires des travailleurs de certaines branches de l'économie et, de façon générale, dans les branches même où les stimulants ont été supprimés. De pair avec ces mesures réduisant les différences entre les salaires, et avec celles supprimant les impôts, on a aussi réduit les écarts dans les salaires fixés selon les différents degrés de qualification et les différentes catégories de lieux de travail, le rapport des salaires entre les diverses catégories de travailleurs s'est amélioré et les plus bas salaires ont été élevés dans les barèmes des diverses branches de l'économie. Par suite de cette diminution, les salaires inférieurs en Albanie ont été augmentés de 8% et dans certaines branches cette augmentation atteint 20%. De la sorte, le rapport entre les salaires minima et les salaires maxima les plus massifs étaient de l'ordre de 1 à 2,5 et jusqu'à 3. En particulier, le rapport entre les salaires de la première et celui de la dernière catégorie variaient pour les ouvriers des différentes branches entre 1 et 1,55. De même, le rapport entre le salaire des ouvriers et celui du personnel d'ingénieurs et de techniciens variaient, selon les branches de l'économie, de 1 à 1,7 et parfois même de 1 à 1,86.

Le système des salaires en Albanie est un puissant facteur qui stimule la production sociale et l'élévation de la productivité du travail, qui encourage les travailleurs à élever constamment leur niveau de qualification, leur niveau technico-professionnel.

Dans l'édification et l'application du système des salaires en Albanie on n'a cessé d'avoir en vue les liens organiques existant entre les facteurs politiques, économiques, techniques, organisationnels et sociaux, qui agissent et influent directement sur la distribution planifiée, sur l'organisation du travail, sur sa puissance productive, sur le développement des forces productives, ainsi que sur les orientations et le degré de l'amélioration du bien-être du peuple. Il est fondé sur les principes marxistes-léninistes et répond aux exigences de la loi économique objective de la répartition selon le travail.

En posant le problème de la liquidation des anomalies dans le système des salaires, le pouvoir populaire ne part pas des tendances égalitaristes. En premier lieu, le tarif des salaires permet d'opérer une différenciation acceptable entre la rétribution du travail pénible et celle du travail facile. De même, le travail effectué dans des conditions difficiles (sous terre, dans des lieux humides, dans des milieux où la température est très élevée, etc.) est mieux rémunéré que le travail effectué dans des conditions plus ou moins normales. On veille particulièrement à réaliser une juste différenciation de la rémunération du travail en fonction du degré de responsabilité et du niveau de qualification que chaque travail implique. Ainsi le travail qui exige un plus haut niveau de qualification, qui est particulièrement complexe, qui entraîne une plus grande responsabilité et exige une plus grande concentration des forces intellectuelles, est mieux rétribué que le travail simple et moins qualifié. Dans

le même temps, dans l'édification et l'application du barème des salaires, on a constamment visé à ce que, en général, le travail fourni dans les secteurs et les branches les plus importantes de l'économie nationale soit mieux rétribué que le travail fourni dans d'autres secteurs et branches de l'économie. Parallèlement, le système des salaires en Albanie se guide sur le principe selon lequel l'élévation du niveau de vie de chaque membre de la société socialiste découle de l'élévation du bien-être général et en dépend entièrement.

Ainsi, sans verser dans le nivellement des salaires, on a banni les disparités sensibles et appliqué la loi socialiste de la rémunération selon le travail fourni, en rapport direct avec la moyenne des conditions de vie des travailleurs.

Les salaires réels des travailleurs en République Populaire Socialiste d'Albanie se sont élevés du fait même des baisses successives des prix, de l'abolition des impôts, de la suppression du chômage, etc. C'est ainsi que si l'on considère comme 100 l'indice du niveau moyen des salaires en 1950, cet indice en 1969 était monté à 163. Et il est aujourd'hui beaucoup plus élevé.

Les salaires ou traitements ne constituent pas la seule source de revenu des travailleurs. A travers divers canaux, l'Etat leur assure d'autres avantages. Tels sont entre autres, les prestations au titre des assurances sociales, les bourses, les congés payés, les services d'enseignement et les services sanitaires fonctionnant gratuitement à leur profit, etc.

Ces avantages se traduisent pour les travailleurs par une augmentation effective de près du tiers de leur salaire.

Et pour terminer avec ce chapitre, rappelons aux lecteurs la décision du Comité central du P.T.A. et du Conseil des ministres de la R.P.S. d'Albanie, publiée le 1^{er} avril 1976, «*Sur la réduction des hauts salaires, sur certaines améliorations dans le système des salaires des travailleurs et sur la réduction des différences entre la campagne et la ville*» dont nous venons de parler dans le chapitre concernant l'agriculture et la paysannerie coopératrice.

Dans l'espace d'environ une décennie, depuis le 1^{er} septembre 1967, jour de l'entrée en vigueur du nouveau système des salaires, jusqu'au 1^{er} avril 1976, l'Albanie a réalisé de profondes transformations révolutionnaires dans tous les domaines de la vie. Compte tenu du fait qu'à l'étape actuelle de la lutte pour l'édification intégrale du socialisme, le perfectionnement et la révolutionnarisation continus des rapports de répartitions socialistes sont de la plus haute importance, le Parti, sans jamais se départir de la juste conception marxiste-léniniste, révolutionnaire, du rôle et de l'importance de ces rapports, a suivi la ligne de la réduction graduelle des différences de revenu et de mode de vie entre la classe ouvrière et la paysannerie coopératrice et entre les différentes catégories au sein de chacune de ces classes, sans toutefois cesser de combattre les tendances à l'égalitarisme petit-bourgeois dans ce domaine.

Afin d'approfondir cette juste ligne marxiste-léniniste, et conformément aux directives du VI^e Congrès du P.T.A. et aux enseignements du camarade Enver Hoxha, le Comité Central du P.T.A. et le Conseil des ministres de la R.P.S. d'Albanie, appuyant et approuvant les initiatives révolutionnaires prises par les travailleurs pour améliorer le système de la rémunération du travail et réduire encore les différences entre le travail intellectuel et le travail manuel, entre la campagne et la ville en fonction des possibilités créées par le développement socialiste de l'économie populaire, ont pris la décision que nous venons de citer. Voici très brièvement l'essentiel de cette décision d'importance historique:

1. «... procéder à un abaissement des hauts salaires des cadres dirigeants, de l'intelligentsia et des cadres des forces armées atteignant ou dépassant 900 leks par mois, sans toucher aux bas et aux moyens salaires, et ce à l'exception des cas particuliers où il convient de maintenir les rapports requis. La baisse des hauts salaires sera de l'ordre de 4 à 25% sur le salaire actuel...»

2. «... les salaires des enseignants et des travailleurs scientifiques des établissements d'enseignement supérieur et des institutions de recherche scientifique seront réduits dans une mesure allant de 14 à 22%, les primes pour les titres et les grades universitaires scientifiques jusqu'à 50%, les droits pour les travaux de création littéraire, artistique et scientifique de 30 à 50% et, dans certaines branches de l'économie, certaines gratifications et compensations injustifiables dans nos conditions actuelles, seront supprimées...»

3. «Les salaires des travailleurs de l'agriculture et de l'arboriculture fruitière des fermes d'Etat seront augmentés, et ce en fonction aussi de l'accomplissement des objectifs du plan de production.»

4. «Pour faire en sorte que le lieu de travail où sont produits des biens matériels soit encore mieux apprécié, pour que l'on travaille et vive là où l'exigent les intérêts de la patrie et pour que soit combattue toute manifestation de carriérisme et de bureaucratisme, les salaires des spécialistes d'une même branche économique seront unifiés indépendamment de la catégorie du district ou de l'entreprise où ils travaillent. Ces mesures tendent aussi à unifier les salaires des spécialistes travaillant à la production avec les salaires des spécialistes de l'administration des entreprises et des coopératives d'une même branche économique ou des appareils des comités exécutifs des conseils populaires de district.»

«Afin d'améliorer le rapport entre les salaires des spécialistes supérieurs et moyens et les salaires des ouvriers les plus hautement qualifiés et ayant une longue ancienneté au travail, à partir du 1^{er} avril 1976 les cadres nouvellement diplômés des établissements supérieurs toucheront durant leurs deux premières années de travail un salaire proche de celui des ouvriers hautement qualifiés de la même spécialité, et les jeunes cadres moyens formés dans les écoles professionnelles et nommés à un emploi recevront, en règle générale, un salaire d'un échelon inférieur.»

5. «Afin de stimuler les ouvriers et les spécialistes des entreprises, des comités exécutifs, des conseils populaires de district, des ministères et des autres institutions centrales à élever leur niveau de formation idéo-politique et leur niveau culturel et technico-professionnel, un système de fixation du degré de qualification des ouvriers et des spécialistes par attestation de leur niveau culturel et professionnel sera mis en vigueur.»

«Ce système doit viser à répondre à la nécessité vitale qu'est pour la classe ouvrière non seulement de produire des biens matériels toujours plus abondants et de meilleure qualité, mais, en tant que classe au pouvoir, en premier lieu d'élever sans cesse son niveau de qualification pour pouvoir jouer plus activement, sous la conduite du Parti, son rôle de direction de toute la vie du pays. L'attestation de niveau culturel et professionnel doit contribuer aussi à ce que les ouvriers et les spécialistes répondent mieux aux tâches qui leur incombent pour le développement et l'approfondissement de la révolution scientifique et technique, en appliquant sur une plus large échelle dans la production les acquis de la science et de la technique et en asseyant sur des bases scientifiques plus solides l'organisation et la direction de l'économie populaire.»

6. «Afin de mieux mettre en oeuvre le principe de la rémunération selon la quantité et la qualité du travail fourni, ainsi que l'organisation socialiste du travail, les changements apportés à la catégorisation des opérations et des postes de travail seront traduits dans les faits, et la pratique de la rétribution suivant le poste de travail sera étendue.»

7. «Afin d'améliorer les rapports entre les salaires des ouvriers des diverses branches de l'économie, on rectifiera certaines disproportions constatées dans les salaires des travailleurs du secteur de la pêche et du transport maritime.»

8. «Parallèlement aux changements et aux améliorations apportées au système des salaires et des rétributions, le Comité central et le Conseil des ministres ont recommandé une réduction des hautes pensions de retraite, d'invalidité et d'ancienneté de service des militaires, et ce proportionnellement à la réduction des hauts salaires.»

«Ainsi, de plus justes rapports seront établis entre, d'une part, la rétribution des travailleurs occupés dans la production et dans d'autres activités sociales et, d'autre part, les pensions de retraite pour limite d'âge ou d'autres motifs. Ces mesures visent également à réduire les différences de revenus entre les diverses catégories de retraités.»

9. «Il est recommandé aux coopératives agricoles d'appliquer, elles aussi, les mesures précitées dans les domaines de l'organisation et de la rétribution du travail.»

Dans la partie finale de cette décision, le Comité central du P.T.A. et le Conseil des ministres de la R.P.S. d'Albanie expriment leur ferme conviction que les mesures adoptées «répondent aux désirs, à la volonté et aux intérêts de la classe ouvrière, de la paysannerie coopératrice et de l'intelligentsia

populaire. «Ces mesures, est-il dit dans le document, donneront une nouvelle impulsion à la révolutionnarisation de la vie de notre pays et deviendront une nouvelle source d'inspiration en vue de nouvelles victoires, encore plus grandes, dans tous les domaines de l'édification socialiste.»

Ainsi, chez nous aujourd'hui, le rapport entre le salaire moyen des travailleurs, selon la branche concernée, et le salaire d'un directeur d'entreprise est de 1 à 1,7; le rapport entre le salaire moyen des travailleurs en général et le salaire d'un directeur de ministère est d'environ 1 à 2; le rapport entre les plus bas et les plus hauts salaires des ouvriers, dans une branche donnée, est d'environ 1 à 1.5-1,65 etc.

Le «Zëri i Popullit» du 2 avril 1976 dans son éditorial intitulé, «Une nouvelle victoire de la politique du Parti du Travail d'Albanie pour l'amélioration du bien-être général du peuple», souligne la grande importance politique, idéologique et sociale de cette décision, et relève: «Les classiques du marxisme-léninisme nous enseignent que la répartition du produit en régime socialiste se fonde sur les principes «de chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail», et «à travail égal salaire égal». Mais ils ont également indiqué que les différences de salaires doivent être le plus réduites possible, afin que le salaire de l'employé, comme le dit Lénine, «ne soit pas supérieur au salaire moyen d'un bon ouvrier» [...] «C'est ainsi que chez nous actuellement le rapport entre les salaires moyens des ouvriers et les hauts salaires des employés est de l'ordre de 1 à 2,5. La nouvelle décision du Comité central du Parti du Travail d'Albanie et du Conseil des ministres de la R.P.S. d'Albanie rétrécit encore ce rapport en l'amenant à la mesure de 1 à 2» [...] «Notre voie, poursuit le «Zëri i Popullit», est diamétralement opposée à celle des révisionnistes. Au XXV^e Congrès du Parti révisionniste soviétique, ceux-ci ont déclaré ouvertement que leur politique dans le domaine des revenus et de la consommation repose, comme par le passé, sur le principe selon lequel la voie principale d'accroissement des revenus est l'augmentation des salaires, et en premier lieu l'augmentation des traitements des cadres dirigeants et des spécialistes, dont on sait qu'ils ont désormais dégénéré en bourgeois de type nouveau. Dans les pays révisionnistes, où règnent l'oppression et l'exploitation sauvage et où la polarisation de classe s'accroît toujours davantage, les hommes de la caste révisionniste s'assurent rien que par leurs traitements et les gratifications reçues, des revenus plus de 20 fois supérieurs à ceux des ouvriers, sans compter les autres formes d'appropriation fondées sur la spéculation [...] «Les mesures que prévoit la décision traduisent la supériorité de notre système économique et social socialiste, l'essor vigoureux et soutenu de notre économie planifiée».

Plus loin, le «Zëri i Popullit», parlant, chiffres à l'appui, de l'amélioration du bien-être général du peuple en R.P.S. d'Albanie, poursuit: «Quel net contraste cette situation de nos travailleurs ne forme-t-elle pas avec celle des travailleurs des pays capitalistes et révisionnistes, où le chômage les menace comme une épée de Damoclès. Actuellement, dans ces pays plus de 20 millions de personnes connaissent cette situation et sont de ce fait dépourvues de moyens d'existence. Mais ce n'est pas tout. Dans l'ensemble du monde capitaliste sévit une inflation effrénée et sans précédent. Les prix des objets de consommation avaient augmenté l'année dernière par rapport à 1970 dans la mesure suivante: Etats-Unis, 140%; Angleterre, 190,5%; Italie, 171,4%; Grèce, 182,5% et en Yougoslavie 252,1%. Il en va de même pour les autres pays révisionnistes. «Citons, par exemple, la Pologne où, en juillet 1975, ont eu lieu des grèves et des démonstrations de grande envergure de la part des travailleurs contre la hausse des prix des objets de consommation.»

«Le sombre tableau de la réalité de la «société de consommation» — poursuit le «Zëri i Popullit» — devient encore plus complet si l'on tient compte du fait que dans ces pays 60% du revenu familial est absorbé par les loyers, les impôts, l'électricité, les assurances, les frais médicaux et d'autres dépenses de cette nature. Les travailleurs de notre pays sont les premiers au monde à ne pas payer ni impôts ni taxes. Le salaire d'une à deux journées de travail leur suffit pour payer leur loyer. Par leur extrême modicité, les prix de l'eau, de l'électricité et des autres services de même nature ont plutôt une valeur symbolique. C'est ainsi que les travailleurs de notre pays consacrent la quasi-totalité de leurs revenus à satisfaire leurs besoins en produits alimentaires, en vêtements, en équipements domestiques, et ce à des prix stables ou de plus en plus bas. C'est pourquoi le niveau de vie chez nous ne connaît que croissance.»

Chapitre IV — Le système de sécurité sociale

Autrefois, en Albanie, il n'était pas de plus grand malheur pour un travailleur que la perte de sa capacité de travail pour des raisons d'âge ou d'invalidité. Il avait beau travailler toute sa vie et créer de ses mains les biens matériels les plus précieux, il était condamné à passer ses dernières années dans la souffrance et la misère. Il devenait une très lourde charge même pour sa famille.

Avant la Libération, l'Albanie était le seul pays d'Europe dépourvu de tout système d'assurances sociales. En cas de maladie ou d'accident du travail, l'ouvrier, loin d'être rétribué, était contraint de payer de sa poche tous les frais de traitement à l'hôpital ou dans tout autre établissement sanitaire. Sa famille demeurait sans aucun secours. Sans égard à la durée de ses états de service, l'ouvrier ne recevait pas la moindre indemnité lorsqu'il vieillissait ou qu'il n'était plus en état de travailler.

Le système des assurances sociales a vu le jour en Albanie au lendemain même de la Libération. Il s'est développé et complété de pair avec la croissance et le renforcement de l'économie nationale et constitue aujourd'hui en ce domaine un des systèmes les plus complets et les plus diversifiés au monde.

Le système des assurances sociales en Albanie se fonde sur les sains principes de l'humanisme socialiste et il concourt au développement des activités productives des travailleurs.

Tous les travailleurs sont assurés

Les assurances sociales d'Etat en République Populaire Socialiste d'Albanie sont une institution prévue par la Constitution et elles sont appliquées obligatoirement, sans aucune exception ou limitation, pour tous les travailleurs salariés, indépendamment de la branche de l'économie ou du secteur où ils travaillent, de la nature permanente ou saisonnière de leur travail et du mode ou de genre du salaire qu'ils perçoivent.

Le travailleur acquiert le droit de bénéficier des assurances sociales dès qu'il prend un emploi.

Ce droit ne peut être dénié pour aucun motif à l'ouvrier ou à l'employé tant qu'il travaille, l'un comme l'autre le conservant un certain temps, même après la cessation de leur emploi.

L'assuré qui a cessé de travailler pour fréquenter une école, un cours professionnel ou un établissement d'enseignement supérieur, conserve tous ses droits aux indemnités pendant toute la durée de la poursuite de ses études, ainsi que pour un certain temps après sa libération du service militaire ou la fin de ses études.

La loi sur les assurances- sociales d'Etat de la République Populaire Socialiste d'Albanie prévoit l'octroi d'indemnités diverses non seulement à l'assuré, mais aussi aux membres de sa famille, qui ont droit notamment à une pension en cas de décès du soutien de famille. Aux fins de l'application de cette disposition, les ayants droit sont les enfants, les petits-enfants, les frères et soeurs, le conjoint, les parents, les père et mère adoptifs, les grands-parents, le beau-père et la belle-mère (conjoint par nouveau mariage du père ou de la mère) les enfants d'un premier lit du conjoint ou conjointe par nouveau mariage.

Les indemnités au titre des assurances sociales profitent également aux pensionnés et à leurs familles, indépendamment de la prestation qu'ils reçoivent.

Les travailleurs bénéficient des assurances sociales sans devoir verser de cotisation

Les travailleurs albanais ne sont soumis à aucune obligation financière au titre des assurances sociales; il ne leur est fait aucun prélèvement sur leurs salaires, et ils ne versent aucune cotisation pour bénéficier de pension. Les pensions versées aux assurés sont prélevées sur le fonds des assurances sociales. Aux termes de la loi n° 4.171 du 13 septembre 1966 actuellement en vigueur, le fonds des assurances sociales est alimenté par les versements qu'y effectuent les entreprises, institutions et organismes d'Etat et sociaux ainsi que par le budget d'Etat. Si le fonds ainsi créé se révèle insuffisant, alors, aux termes de l'article 3 de la loi, c'est l'Etat qui assure les frais des assurances sociales. Ainsi, les droits des assurés sont pleinement garantis.

Les dépenses des assurances sociales s'accroissent chaque année dans la mesure de 10%. Cela n'est pas dû seulement à l'augmentation du nombre des assurés et à l'élévation constante de leurs salaires, mais aussi à l'élévation du taux des indemnités et des pensions ainsi qu'à l'intensification et à l'extension des mesures prophylactiques adoptées pour la protection de la santé, à la multiplication et à l'extension des maisons et des camps de vacances pour travailleurs et «pionniers», des stations climatiques et autres installations de ce genre.

En 1950, le fonds global des assurances sociales se montait à 12,8 millions de leks. Dans le budget de l'année 1975 il s'élevait à 453,5 millions de leks.

Avantages procurés aux travailleurs par les assurances sociales

Les assurances sociales en Albanie constituent un facteur important de l'élévation du niveau de vie matériel et culturel des travailleurs, de la ville et de la campagne, de la protection de leur santé. La loi sur les assurances sociales reflète la sollicitude constante dont le pouvoir entoure les travailleurs de manière à leur créer les conditions requises pour une existence aussi prospère et aussi cultivée que possible.

Le système d'assurances sociales d'Etat se distingue par la multiplicité des formes d'assurances, indemnités, pensions et services divers au profit des assurés et de leurs familles. Aux termes de l'article 2 de la loi, l'assuré, outre l'assistance médicale gratuite, qui est fournie à tous les citoyens sans exception de la République Populaire Socialiste d'Albanie, bénéficie seulement:

- a) d'indemnités pour incapacité temporaire de travail, en cas de maladie, de quarantaine, d'accident, de congé de maternité ou d'accouchement;
- b) d'aide sous forme de traitement dans les sanatoriums ou les établissements prophylactiques, de soins dans des stations climatiques ou thermales, sous forme d'alimentation diététique assurée dans des cantines spéciales; de séjour dans les maisons de repos pour l'assuré lui-même comme pour ses enfants, d'aide pour le développement de la culture physique et du tourisme, ainsi que d'indemnités de réadaptation au travail, d'accouchement et de frais funéraires, etc.
- c) de pension de vieillesse, d'invalidité, d'ancienneté (durée d'emploi) et pour services méritoires, ainsi que de pensions familiales.

Les indemnités octroyées par les assurances sociales sont fixées compte tenu du salaire moyen reçu par l'assuré au cours d'une période donnée, de son ancienneté totale au travail (durée d'emploi), de la nature plus ou moins pénible de son travail, compte tenu aussi de son âge et de son sexe. Des conditions plus favorables sont prévues pour les ouvriers mineurs de fond, pour ceux qui sont employés à des travaux particulièrement pénibles, pour les ouvrières durant leur congé d'accouchement, pour les jeunes âgés de moins de 20 ans, pour ceux qui ont participé à la Lutte de libération nationale ou joué un rôle dans la Renaissance nationale, etc.

La sécurité sociale est gérée par les travailleurs eux-mêmes.

Les assurances sociales d'Etat en Albanie présentent un caractère foncièrement démocratique, qui ressort de l'ampleur de leur application comme de leur gestion par les travailleurs eux-mêmes.

La gestion des assurances sociales par les masses se reflète dans trois aspects principaux:

D'abord dans le fait qu'elles sont prises en charge par l'Etat de dictature du prolétariat dirigé par le Parti du Travail, qui a pour loi suprême de veiller à la satisfaction des besoins matériels et culturels sans cesse croissants des masses travailleuses. Ensuite, les travailleurs ont, eux aussi, le droit de faire des observations et suggestions, de présenter des revendications et des plaintes. Chaque fois qu'ils s'estiment lésés dans leurs droits, ils peuvent s'adresser directement aux organes des assurances sociales ou aux organes chargés d'assurer la légalité. Ces organes sont tenus d'examiner attentivement, en rassemblant toutes les informations dans un délai donné, toutes les revendications des travailleurs et de leur adresser la réponse souhaitée. Troisièmement, les unions professionnelles et les autres organisations de masse, dirigées par le Parti du Travail, prennent de plein droit une part active à l'élaboration ainsi qu'au contrôle de l'application des dispositions de la loi et autres dispositions juridiques, ainsi qu'à l'action des organes d'Etat des assurances sociales; elles font des observations et

des propositions pour améliorer les services au profit des assurés et, le cas échéant, interviennent par la voie administrative ou judiciaire, lorsqu'elles constatent une violation de la loi au préjudice des assurés.

Ainsi, dans le domaine de l'administration également, le caractère foncièrement démocratique et humanitaire des assurances sociales est préservé et le pouvoir de contrôle des travailleurs et des unions professionnelles sur la protection de leurs droits s'accroît.

Indemnités d'incapacité temporaire de travail

En cas de maladie ou d'accident provoquant une interruption temporaire du travail de l'assuré, les assurances sociales lui garantissent, outre les soins médicaux, les moyens nécessaires de subsistance. Les indemnités d'incapacité sont fixées sur la base du salaire journalier moyen du dernier mois ayant précédé l'incapacité, ainsi que sur l'ancienneté (de service.). Cette dernière est calculée compte tenu du temps total de travail de l'intéressé, indépendamment d'éventuelles interruptions temporaires. Cette durée exprime concrètement la contribution de chacun à l'édification socialiste du pays.

Les salariés ayant une ancienneté au travail inférieure à 10 ans touchent une indemnité égale à 70% de leur salaire moyen du dernier mois ayant précédé leur incapacité, et ceux comptant une ancienneté supérieure à 10 ans touchent une prestation égale à 85% de ce salaire.

Les travailleurs employés de façon permanente dans les mines souterraines et avant une ancienneté de moins de 5 ans touchent, des assurances sociales, en cas d'incapacité de travail, une indemnité égale à 80% de leur salaire moyen et ceux ayant une durée d'emploi de plus de 5 ans 95% de ce salaire.

Lorsque l'incapacité de travail est occasionnée par un accident de travail ou une maladie professionnelle, l'indemnité versée à l'assuré atteint 95% de son salaire moyen et pour les mineurs de fond 100%, sans égard à leur ancienneté au travail. Pour les invalides des troisième et quatrième groupes de la Lutte de libération nationale, l'indemnité est également fixée à 95% du salaire moyen, indépendamment de leur ancienneté au travail.

Les indemnités en cas de maladie ou d'accident sont versées à compter du premier jour de l'incapacité jusqu'au jour de la guérison complète ou de la déclaration d'incapacité permanente (invalidité) de l'intéressé ou de l'octroi éventuel d'une pension. Les indemnités au titre des assurances sociales sont versées au vu du rapport médical délivré par les médecins des institutions sanitaires d'Etat. Lorsque l'incapacité temporaire de travail dépasse 6 mois dans l'année, et pour les invalides 3 mois, le travailleur est tenu de se présenter devant une commission d'expertise médicale du travail (C.E.M.T.), qui a le droit de prolonger le temps d'incapacité lorsqu'elle estime que l'intéressé peut recouvrer sa capacité de travail. Dans le cas contraire, elle détermine le degré de perte de capacité de travail et le groupe d'invalidité. Ainsi le travailleur est pleinement assuré en cas de maladie jusqu'à sa guérison complète.

Les indemnités au titre des assurances sociales sont versées intégralement même durant les périodes d'hospitalisation de l'assuré, sans égard au fait qu'il est traité et nourri gratuitement.

La loi sur les assurances sociales protège et secourt particulièrement les mères ouvrières et employées. Celles-ci reçoivent pendant leur congé de maternité 75% de leur salaire moyen du dernier mois précédant la cessation du travail et, en cas d'ancienneté dépassant 5 ans, une prestation égale à 95% du salaire moyen. La durée du congé pré et post-natal, est fixé à 12 semaines, trente-cinq jours avant l'accouchement et quarante-neuf après. En cas d'accouchement dystocique ou de naissance de deux ou plusieurs jumeaux, la durée du congé est de 13 semaines, 35 jours avant l'accouchement et 56 jours après.

Pour les femmes occupées à des travaux de production dans des secteurs particulièrement difficiles, le congé pré et post — natal est fixé à 14 semaines, 45 jours avant l'accouchement et 53 jours après, et en cas d'accouchement difficile, la durée du congé accordé est de 15 semaines, 45 jours avant et 60 jours après. Si, à l'expiration du congé, les médecins estiment que la mère a besoin d'une nouvelle période de congé jusqu'au plein recouvrement de sa capacité de travail, ils lui délivrent un certificat médical sur la base duquel elle reçoit pour la durée subséquente une allocation à la charge de la Sécurité sociale. La mère qui a un enfant malade, a le droit, sur présentation d'un certificat médical, de ne pas

se rendre au travail pendant un certain temps pour pouvoir veiller à son enfant malade. Pendant cette période, elle est payée par la Sécurité sociale.

Les mères sans emploi, dont les conjoints sont assurés, reçoivent de la Sécurité sociale, par l'intermédiaire de leurs conjoints assurés, une indemnité pour la layette et autres frais du nouveau-né, qui leur est versée d'un coup.

Les mères de famille nombreuses reçoivent une indemnité en cas d'accouchement et une allocation mensuelle périodique. Rappelons que les mères dans les campagnes bénéficient des mêmes droits.

Ainsi, les travailleurs en République Populaire Socialiste d'Albanie ont leur avenir assuré, et ils n'ont pas le souci de leur subsistance en cas de maladie ou d'accident.

Le système des pensions

Une des plus grandes aspirations de l'homme est précisément la longévité. Après une vie toute consacrée au labeur, à de longues années d'activité féconde, vient un temps où l'homme a le droit d'être honoré pour son grand âge. Quand les jeunes générations s'inclinent avec respect devant ses cheveux blancs, ce n'est là que l'hommage rendu à la contribution qu'il a apportée à la société et à la vaste expérience qu'il a acquise.

Autrefois en Albanie, comme aujourd'hui dans maints pays capitalistes, le grand âge, loin de constituer un privilège, était au contraire pour la plupart une infortune. Le système féodalo-bourgeois regardait l'homme comme une source de profits même lorsqu'il pliait sous le poids des ans et le rejetait après l'avoir pressé comme un citron. Le travailleur ne bénéficiait d'aucun secours ni pension dans les dernières années de sa vie. Aussi à cette époque, la vieillesse était-elle envisagée avec anxiété.

Le pouvoir populaire en Albanie a institué pour les travailleurs un système complet de pensions très avantageux, qui garantit à l'assuré une pension de vieillesse, d'invalidité et une pension familiale pour ses ayants droit. Le système de pension témoigne de la sollicitude dont le pouvoir populaire entoure l'homme et son travail, ainsi que du haut prix qu'il attache à la dignité de l'homme et à toutes les valeurs qu'il incarne.

Le système des pensions comporte:

- les pensions de vieillesse;
- les pensions d'invalidité;
- les pensions familiales;
- les pensions pour services méritoires;
- les pensions pour ancienneté de service des militaires en service actif permanent.

Le système des pensions englobe toutes les personnes bénéficiant des assurances sociales d'Etat ainsi que les invalides de la Lutte de libération nationale et les familles des martyrs de cette lutte; les militaires en service permanent, les personnes chargées de missions spéciales confiées par les organes de l'Etat ou des organisations sociales, ou qui ont accompli leur devoir pour la protection de l'ordre socialiste, le sauvetage des vies humaines, la protection du patrimoine socialiste ou tout autre travail pour l'édification socialiste du pays, ainsi que les élèves ou étudiants devenus invalides au cours de la pratique de l'enseignement.

Les pensions de vieillesse

Aux termes de la loi, ont droit à la pension de vieillesse, les ouvriers ou employés qui ont atteint l'âge ou accompli la durée d'emploi fixés, âge et ancienneté qui dépendent de la catégorie de travail de l'intéressé. A cet égard, les divers genres de travail sont divisés en trois catégories:

La première catégorie comprend les travailleurs employés dans les mines (à des travaux de fond), dans l'aviation, à des travaux de plongée sous-marine, les fondeurs, les médecins radiologues et les travailleurs d'autres professions particulièrement pénibles. Les travailleurs de cette catégorie bénéficient de cette pension lorsqu'ils ont atteint l'âge de 50 ans (45 ans pour les femmes) et accompli une durée d'emploi de 20 ans (15 ans pour les femmes).

La deuxième catégorie comprend les travailleurs des mines à ciel ouvert, de l'industrie pétrolière, des industries du ciment, de la céramique, du verre, du caoutchouc, les travailleurs de l'enseignement et de plusieurs autres professions.

Les travailleurs de cette catégorie ont droit à une pension de vieillesse, pour les hommes, à l'âge de 55 ans et avec une durée d'emploi de 25 ans, et pour les femmes à l'âge de 50 ans et avec une durée d'emploi de 20 ans.

La troisième catégorie comprend tous les autres travailleurs. Ils ont droit à une pension, pour les hommes à l'âge de 60 ans avec une durée d'emploi de 25 ans, et pour les femmes à 55 ans avec une durée d'emploi de 20 ans.

Les femmes ayant mis au monde 6 enfants ou plus et les ayant élevés jusqu'à l'âge de 8 ans bénéficient à cet égard des conditions les plus favorables. Elles ont droit à une pension de vieillesse à l'âge de 50 ans après 15 ans de durée d'emploi.

Les aveugles, sourds-muets et tous ceux qui ont rempli les conditions des I^{er} et II^e groupes d'invalidité avant d'être embauchés, ont droit à une pension de vieillesse, pour les hommes, lorsqu'ils ont atteint l'âge de 50 ans et ont accompli une durée d'emploi de 14 ans, et pour les femmes à l'âge de 40 ans avec une durée d'emploi de 10 ans.

La pension de vieillesse est fixée à 70% du salaire mensuel moyen de l'intéressé. Celui-ci peut demander que ce salaire moyen soit calculé sur la dernière année d'emploi, ou sur trois années consécutives prises dans ses dix dernières années d'emploi.

La pension de vieillesse ne peut être inférieure à 350 leks ni supérieure à 700 leks par mois.

Pour fixer la pension, est pris en compte tout le temps d'emploi écoulé dans la période allant du 28 novembre 1912 à ce jour, sans égard au fait que l'intéressé n'était pas assuré avant la Libération. Est également reconnue valable la période d'émigration politique ou le temps de séjour en prison ou en internement pour activité patriotique. A cet effet, la période de la Lutte de libération nationale est calculée au double, pour toutes les personnes ayant combattu dans les unités de partisans ou travaillé dans les organes du pouvoir populaire, qui exerçaient leur action dans les zones libérées comme dans les villes occupées.

Les pensions d'invalidité

La pension d'invalidité est accordée à toutes les personnes ayant subi une perte partielle ou totale de leur capacité de travail.

Suivant le degré d'incapacité de travail les invalides sont rangés en quatre groupes:

Les deux premiers comprennent les personnes totalement privées de leur capacité de travail et incapables d'accomplir aucun autre genre d'activité; les deux autres rassemblent les travailleurs capables d'effectuer un travail relativement aisé suivant les conditions fixées par la commission d'expertise médicale du travail.

La pension d'invalidité est allouée sans égard à l'ancienneté au travail de l'intéressé si l'invalidité a eu son origine dans la Lutte de libération nationale, et si elle est la conséquence d'un accident de travail, de maladies professionnelles. Les invalides ayant perdu leur capacité de travail des suites d'une maladie non professionnelle ou d'un accident advenu hors du travail, ont droit à une pension proportionnelle à leur ancienneté au travail.

Le montant de la pension d'invalidité varie selon le groupe d'invalidité, son taux par rapport au salaire mensuel moyen étant respectivement de 85% pour le premier groupe, de 70% pour le deuxième, de 60% pour le troisième et de 40% pour le quatrième groupe.

Les invalides de la Lutte de libération nationale et ceux qui le sont devenus des suites d'un accident de travail ou d'une maladie professionnelle bénéficient en outre d'une augmentation de 10% sur la pension d'invalidité. La pension d'invalidité est accordée non seulement aux ouvriers ou employés devenus invalides durant une période d'emploi, mais encore à tout travailleur dont le début de l'invalidité date de moins de trente jours après la cessation de son travail ou même de moins de deux

ans, au cas où l'invalidité est la conséquence d'un accident de travail ou d'une maladie professionnelle qui se sont produits avant que l'intéressé ne cesse son travail.

Certaines personnes antérieurement sans emploi et devenues invalides en accomplissant un travail socialement utile ont droit à une pension d'invalidité dont le montant, fixe, est déterminé en fonction du groupe d'invalidité dont ils font partie. Aux termes de l'article 25 de la loi sur les assurances sociales, cette catégorie comprend les élèves des écoles et cours professionnels et les étudiants des établissements de l'enseignement supérieur, devenus invalides au cours de leur pratique d'études; les personnes devenues invalides en remplissant des missions spéciales qui leur ont été confiées par des organes de l'Etat ou des organisations sociales, ou en accomplissant leur devoir pour la protection de l'ordre socialiste; les personnes devenues invalides durant leur service ou une période d'instruction militaire.

Les invalides se voient créer toutes les possibilités pour recouvrer leur capacité physique et professionnelle et pour s'adopter à des travaux appropriés. L'enseignement professionnel leur est dispensé dans des écoles et des cours particuliers. Ils sont pourvus des moyens nécessaires pour leur réadaptation, prothèses, moyens de locomotion, appareils acoustiques, etc. Ils bénéficient d'une priorité pour l'octroi de bourses aux écoles des divers types, etc.

Sur la base des recommandations des commissions d'expertise médicale du travail (C.E.M.T.), les invalides se voient garantir les travaux aisés, qui leur sont réservés par décision spéciale du gouvernement.

Les pensions d'invalidité constituent une aide importante non seulement matérielle mais également prophylactique, car elles contribuent considérablement à la consolidation de la santé des travailleurs, à leur réadaptation au travail et à la vie quotidienne.

Les pensions familiales

Dans le système des assurances sociales d'Etat, les pensions familiales occupent une place importante. En bénéficient les membres de la famille d'un ouvrier ou employé décédé qui assurait jusque-là leur subsistance, non en mesure de travailler ou fréquentant régulièrement un établissement scolaire.

Y ont droit les enfants et petits-enfants de l'assuré, ses enfants adoptifs et les enfants de ceux-ci, âgés de moins de 16 ans, ou de 19 ans lorsqu'ils poursuivent leurs études secondaires, ou jusqu'à 25 ans lorsqu'ils poursuivent leurs études supérieures, ou encore plus âgés lorsqu'ils sont dans l'incapacité de travailler; les parents ou le conjoint de l'assuré décédé, lorsqu'ils ont atteint l'âge de 60 ans pour les hommes, de 55 ans pour les femmes, ou même au-dessous de cet âge, s'ils sont incapables de travailler; l'époux ou l'épouse en secondes noces du père ou de la mère de l'assuré quand ils ont été à sa charge au moins pendant dix ans; les grands-parents de l'assuré si personne d'autre n'est légalement obligé de pourvoir à leur subsistance.

En outre, ont droit à une pension familiale, l'un des parents ou le conjoint de la personne décédée, sans égard à son âge et à sa capacité de travail, s'il n'a pas d'emploi et s'il a la charge d'un ou plusieurs enfants ou petits-enfants, des enfants adoptifs ou enfants de ceux-ci, des frères ou des soeurs du défunt, âgés de moins de huit ans.

La pension familiale est accordée aux mêmes conditions exigées pour l'octroi de la pension d'invalidité. Lorsque le décès de l'assuré est survenu des suites d'un accident de travail ou d'une maladie professionnelle ou au cours de la Lutte de libération nationale, la pension familiale est versée sans égard à l'ancienneté au travail de l'assuré. Lorsque le décès est la conséquence d'une maladie générale ou d'un accident n'ayant pas de rapport avec le travail de l'assuré, la pension familiale est versée à ses ayants droit, en fonction de l'ancienneté au travail du soutien de famille au moment du décès.

L'enfant a droit à une pension familiale en cas de décès d'un de ses parents même lorsque son autre parent a un emploi. La pension allouée aux enfants ayant perdu leurs père et mère est calculée sur la somme des salaires des deux parents.

La pension des ayants droit est calculée au taux suivant:

- pour les familles comprenant trois membres ou plus à 65% du salaire moyen de l'assuré.
- pour les familles comprenant deux membres, à 50% de ce salaire ;
- pour les familles comprenant un membre à 40% de ce salaire.

Les pensions des ayants droits et les autres mesures sociales instituées au profit des personnes dépourvues de soutien, ainsi que la sollicitude de l'Etat pour les enfants orphelins, les veuves ou les vieillards sans appui, ont mis fin à leur existence malheureuse. Il leur est offert aujourd'hui des conditions matérielles leur permettant de mener une vie de dignité.

Les pensions pour services méritoires

Ce genre de pension est alloué par décision du Conseil des ministres de la République Populaire Socialiste d'Albanie aux personnes, ainsi qu'à leurs familles qui ont combattu les armes à la main pour la liberté et l'indépendance de la patrie, pour l'honneur national, pour la démocratie et le socialisme, pour l'épanouissement de l'Albanie, ou qui ont apporté une remarquable contribution à cette lutte.

Y ont droit les patriotes éminents de la Renaissance nationale et des mouvements populaires pour la liberté et la terre, pour les droits sociaux, ceux qui, bravant les difficultés et les sacrifices dans une lutte inégale contre les nombreux et féroces ennemis du dehors et du dedans n'ont jamais cessé de lutter pour la cause du peuple; tous ceux qui ont participé aux mouvements de la Renaissance nationale, aux mouvements populaires et au mouvement de libération nationale ou à l'action menée à l'étranger pour la cause antifasciste.

La pension pour services méritoires est également accordée aux personnes qui se sont distinguées dans les divers domaines de l'édification socialiste, sciences, technique, culture, arts, ainsi que dans leur activité étatique, sociale et économique, en apportant une contribution importante au renforcement du pouvoir et à l'édification du pays.

L'extension du système des pensions et de la sécurité sociale aux campagnes

A partir du 1^{er} juillet 1972 le système des pensions et de la sécurité sociale englobe aussi les membres des coopératives agricoles. C'est là une grande victoire de la politique agraire du pouvoir populaire, un acte économique, politique, idéologique et social de grande portée; cette mesure constitue un nouveau pas en avant de haute importance pour le développement des campagnes albanaises, pour la réduction des disparités essentielles existant entre la ville et la campagne. Sous l'aspect des rapports de production, cette décision élève le coopérateur à un échelon supérieur en le rapprochant davantage de l'ouvrier. La mise en oeuvre de cette décision renforcera encore l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie coopératrice.

L'institution des pensions et de la sécurité sociale est une mesure objective qui répond pleinement aux exigences de la loi fondamentale du socialisme, qui tend à l'élévation constante du niveau de vie matériel et culturel des masses laborieuses. Elle représente en outre un progrès important vers le perfectionnement des rapports de distribution et de redistribution du revenu national. Du point de vue économique, l'extension du système des pensions et de la sécurité sociale aux campagnes améliore les conditions de vie matérielles des coopérateurs, raffermis la famille paysanne et permet aux coopérateurs de mieux mettre à profit les avantages du régime socialiste.

Certaines coopératives agricoles, de leur propre initiative et par leurs propres moyens, avaient déjà institué des formes rudimentaires de pensions en vue de venir en aide à leurs membres en cas de vieillesse ou d'incapacité de travail. Dans beaucoup de coopératives furent créées certaines formes d'assurance en vue de parer aux incapacités temporaires de travail, en particulier pour les congés de grossesse et d'accouchement, etc. Maintenant, ces avantages ont été étendus à toutes les coopératives agricoles. Cette nouvelle mesure en faveur de la paysannerie travailleuse témoigne que la grande et importante contribution que la paysannerie travailleuse a apportée hier à la Lutte de libération nationale comme aujourd'hui à l'édification socialiste du pays est justement appréciée.

Le système de pensions à la campagne a un caractère centralisé. Les ressources nécessaires pour assurer les pensions sont fournies principalement par les coopératives agricoles elles-mêmes, sans que l'accumulation destinée à la reproduction élargie en agriculture en soit affectée. Les pensions au profit des membres des coopératives agricoles constituent une redistribution dans le cadre du fonds de

consommation de la population coopérée en faveur des personnes inaptes au travail, en tant que droit qui découle du travail et de la contribution qu'elles ont fournis pour le renforcement et le développement de l'économie coopérative lorsqu'elles étaient en état de travailler. Etant fondée sur la dynamique de l'augmentation de la production de l'agriculture et de l'élevage, la quote-part des coopératives agricoles versée au fond centralisé des pensions ne préjudiciera pas au niveau des revenus par journée-travail; au contraire, d'une année à l'autre, la valeur de la journée-travail connaîtra un nouvel accroissement.

Le budget d'Etat aussi contribue directement à la constitution du fonds centralisé des pensions, ne couvrant entièrement les dépenses dérivant de l'augmentation des pensions à laquelle ont droit les coopérateurs pour la part de travail qu'ils ont effectuée dans les entreprises d'Etat, pour leur participation au mouvement de libération nationale, pour le temps passé sous les drapeaux, etc. La participation de l'Etat est une expression concrète de la grande sollicitude pour l'amélioration continue de la vie à la campagne, de la solidarité de tous les travailleurs et, en premier lieu, de la classe ouvrière, envers la paysannerie pour avancer, côte à côte avec elle, vers l'édification intégrale de la société socialiste en Albanie.

A part le fonds destiné aux pensions, les coopératives agricoles prélèvent sur leurs propres revenus un fonds auxiliaire, qui est utilisé pour le versement des assurances et des indemnités à leurs membres, sur la base de critères uniques fixés à part.

Les pensions de vieillesse, d'invalidité et les pensions familiales sont gérées par les organes de la Sécurité sociale d'Etat, tandis que pour toute incapacité de travail, congé de grossesse et d'accouchement et autres allocations, les coopératives agricoles elles-mêmes appliquent les mêmes critères pour tous les coopérateurs.

Le système des pensions au profit des coopérateurs comporte les pensions de vieillesse, les pensions d'invalidité et les pensions familiales. Dans ces trois cas, la pension est complète ou partielle selon les conditions que remplit l'intéressé. Le critère de base d'octroi de la pension de vieillesse est fondé sur l'âge, et l'ancienneté au travail. L'homme doit avoir 65 ans révolus, la femme 55. En outre, tout coopérateur doit avoir une ancienneté de au travail de 25 ans. Pour les femmes, l'ancienneté au travail requise pour une pension intégrale de vieillesse, est de 20 ans. La pension partielle est accordée aux hommes s'ils ont au moins douze ans et demi d'ancienneté. Pour les femmes l'ancienneté exigée est de 10 ans.

Le montant de la pension de vieillesse est égal à la moitié de la rétribution moyenne du coopérateur pour ses trois dernières années de travail.

La pension d'invalidité est accordée aux coopérateurs qui perdent leur capacité de travail pour cause d'accident ou de maladie. Les pensionnés de cette catégorie sont divisés en deux groupes selon le degré de leur incapacité. Pour cette catégorie de pensionnés également, lors de la fixation du montant de la pension, les éléments pris en compte sont l'âge et l'ancienneté, à l'exception des cas où l'invalidité est due à un accident du travail. Dans ce cas la pension est accordée sans égard à l'ancienneté. Le montant de ce genre de pension est fixé, pour le premier groupe, à 60 pour cent de la rétribution moyenne du coopérateur au cours de ses 3 dernières années de travail et à 50 pour cent pour le second groupe. Pour cette catégorie aussi il est prévu une pension complète et une pension partielle.

La pension familiale, sur la base de la loi, est accordée aux membres inaptes au travail de la famille du coopérateur décédé qui les avait à sa charge. Sont considérés comme membres de la famille du coopérateur profitant de la pension familiale ses enfants, ses petits-enfants, ses enfants adoptifs et leurs enfants, lorsqu'ils sont âgés de moins de 15 ans, ses frères et soeurs de moins de 15 ans ou du moins de 25 ans, lorsque ceux-ci poursuivent leurs études sans bénéficier d'une bourse d'Etat.

Il a été prévu qu'en 1975 42.000 coopérateurs environ bénéficieraient des divers types de pensions, et quelque 160.000 personnes bénéficieraient d'autres genres d'assurances et d'indemnités.

Chapitre V — L'école pour tous

L'analphabétisme, éliminé en Albanie

Il y a, plus de quarante ans, au cours des débats sur le budget de l'Etat, l'ancien ministre de Zogu et l'un des députés les plus influents du Parlement, Fejzi Alizoti, déclarait: «Nous possédons aujourd'hui en Albanie trois gymnases, et un rapide calcul indique qu'en 10 ans nous aurons 500 à 600 candidats fonctionnaires. Il viendra ainsi un temps où les garçons instruits se feront commis d'épicier [...] A la vue du programme qui nous est proposé, je suis persuadé que ces dépenses pour enseignement sont inutiles.» S'opposant surtout à l'ouverture des écoles dans les campagnes, ce grand propriétaire foncier posait la question: si les enfants des paysans et des bergers font des études, qui cultivera la terre et qui gardera les troupeaux?

Le conseiller italien près du ministère de l'Intérieur, Montanelli, suggérait au roi Zog: «Si le nombre des écoles secondaires dépasse les besoins du pays, elles engendreront le chômage intellectuel, et cette forme de chômage est la plus dangereuse de toutes pour les Etats qui veulent l'ordre et la solidarité nationale au lieu de la subversion bolchevique.» Soutenant la nécessité de limiter aussi l'enseignement professionnel, il écrivait: «Jusqu'à ce jour les conditions pour entreprendre une industrialisation à grande échelle font défaut, et c'est peut-être une chance pour l'Albanie, car les peuples les plus industrialisés ou ceux qui cherchent à le devenir sont généralement les peuples les moins calmes». Le conseiller fasciste suggérait au roi Zog que 900 écoles primaires pour l'Albanie, peuplée alors d'un million d'habitants, étaient tout à fait suffisantes. Ce devait donc être une limite maximale, qui maintiendrait le peuple albanais dans un état d'analphabétisme et d'inculture éternels.

Par suite de cette politique, plus de 80% de la population était illettrée. Dans les régions à population principalement paysanne, le nombre des illettrés atteignait jusqu'à 90% et 95% de la population. L'analphabétisme était encore plus marqué parmi les femmes. Il existait des villages de plusieurs centaines d'habitants où aucune femme ne savait lire ni écrire et où seuls deux ou trois hommes savaient le faire. Dans cette situation, tout progrès technique ou social était impossible.

Le pouvoir populaire dut donc entreprendre la révolution culturelle à partir de zéro; et il lui fallait avant tout éliminer l'analphabétisme.

En fait, la bataille contre l'analphabétisme fut engagée déjà durant la Lutte de libération nationale dans les unités de partisans et dans les villages des zones libérées.

La résolution de la Conférence nationale du Parti communiste d'Albanie, tenue en mars 1943, recommandait aux communistes «de promouvoir la vie culturelle dans les villages, en instituant des cours contre l'analphabétisme et autres, afin de permettre ainsi aux villageois de s'instruire, en leur donnant ce que tous les régimes antérieurs leur avaient refusé.» Après la Libération, la lutte contre l'analphabétisme devint l'un des plus vastes mouvements lancés par le Parti à l'époque. Le gouvernement, les organes de l'Etat et l'opinion publique tout entière veillèrent avec le plus grand soin à la réussite de cette action. Une loi spéciale, approuvée par l'Assemblée populaire de la R.P. d'Albanie, prescrivait à toute personne n'ayant pas dépassé 40 ans et ne sachant pas lire et écrire, de fréquenter les cours destinés aux illettrés. A cet effet, des inspecteurs de l'enseignement furent spécialement affectés aux grands centres de travail afin de s'occuper uniquement de ce problème. Parmi toute la population fut lancé le mot d'ordre: «Pour construire nous devons savoir, pour savoir nous devons étudier.»

La lutte contre l'analphabétisme fut livrée sur deux fronts: il s'agissait d'abord d'apprendre à lire et à écrire à tous les hommes et femmes âgés de moins de 40 ans, en second lieu de créer un réseau d'établissements apte à prévenir l'apparition de nouvelles masses d'illettrés.

C'était là une offensive sans précédent pour instruire et éclairer les masses. Des cours destinés aux analphabètes furent ouverts dans les entreprises, écoles, clubs, quartiers, partout, dans les campagnes comme dans les villes et des centaines de milliers de personnes y apprirent à lire et à écrire.

Trois ou quatre fois par semaine, les illettrés se rassemblaient pour apprendre l'alphabet, les chiffres. Tous les instituteurs de la République, presque sans exception, avaient la charge d'un ou deux cours. Et l'on ne s'en tint pas là: toute personne en mesure d'enseigner l'alphabet se vit confier un cours.

Jeunes gens, écoliers, étudiants jouèrent un grand rôle dans cette oeuvre. Le mot d'ordre de l'organisation de la jeunesse était: «Tous les jeunes doivent savoir lire et écrire». La grande organisation des Unions professionnelles fit un gros effort dans les rangs de la classe ouvrière. Un vaste travail fut également accompli par l'organisation des Femmes albanaises. Des programmes et des textes particuliers furent élaborés à cette fin. Le problème de la lutte contre l'analphabétisme devint ainsi un grand problème social.

Les illettrés n'apprenaient pas seulement à lire et à écrire mais ils recevaient aussi les premières notions d'arithmétique, puis suivaient des cours d'un niveau supérieur ainsi que des programmes d'enseignement correspondant aux diverses classes de l'école primaire. Des milliers et des dizaines de milliers d'ex-illettrés fréquentèrent ensuite les écoles du soir pour les travailleurs, y accomplissant le cycle primaire, puis celui de sept ans; une partie d'entre eux entreprirent et menèrent à bien des études secondaires et supérieures.

Grâce à un travail intensif de dix ans, l'analphabétisme, en 1955-1956, était liquidé parmi toutes les personnes adultes n'ayant pas dépassé l'âge de 40 ans. Des illettrés d'âge plus avancé apprirent aussi à lire et à écrire.

Afin de parer au risque que de nombreux, ex-illettrés ayant terminé ces cours ne retombent dans leurs conditions antérieures en n'étudiant plus, les organisations sociales prirent l'initiative de créer auprès des établissements scolaires des groupes de lecture. Conscient de l'importance de ce problème, l'Etat s'attacha à créer et à amplifier les écoles primaires du soir pour adultes.

L'Albanie a clos à jamais le chapitre de l'analphabétisme dans son histoire. Celui-ci n'est plus qu'un mauvais souvenir du passé, une flétrissure pour le régime féodalo-bourgeois autrefois au pouvoir.

L'offensive de propagation de l'instruction et de la lumière

Dans le domaine de l'instruction et de la culture, l'Albanie d'avant la Libération était véritablement le royaume des ténèbres. A cette époque, il ne pouvait pas même être question d'un système d'enseignement complet, d'écoles organisées suivant des critères scientifiques. L'ensemble du système scolaire était foncièrement antipopulaire.

Sous le pouvoir populaire, l'enseignement a subi des transformations radicales tant dans la forme que dans le contenu. Durant cette période un système complet et unique d'enseignement populaire a été mis sur pied.

Le vigoureux développement de l'enseignement en Albanie a traversé plusieurs étapes essentielles. Au début, dans les premières années qui suivirent la Libération, le principal souci du pouvoir populaire fut de donner au plus haut point à l'enseignement un caractère de masse, d'en faire le patrimoine des larges masses du peuple, de créer un système d'enseignement complet doté de tous les niveaux nécessaires pour la société socialiste et de transformer le contenu de l'école dans l'esprit de la révolution populaire sur les bases de l'idéologie marxiste-léniniste. La réforme de renseignement de 1946 servit de premier fondement pour la réalisation de cet objectif.

En août 1946, l'Assemblée populaire approuva la loi sur la réforme de l'enseignement en R.P. d'Albanie. Cette loi définissait la structure du système d'enseignement avec tous ses niveaux et ses degrés, et fixait les grandes orientations pour l'élaboration des nouveaux programmes et manuels et pour les transformations scientifiques et idéologiques radicales à introduire dans le contenu de l'enseignement.

La réforme de l'enseignement de 1946, et les mesures multiples qui furent prises pour la mettre en oeuvre frayèrent la voie à la démocratisation fondamentale de l'enseignement populaire.

Les mesures les plus importantes qui ont rendu possible cette démocratisation furent:

— La réalisation de l'enseignement général obligatoire, au début primaire et d'une durée de quatre ans, et la création de conditions permettant d'envisager pour le proche avenir la création de l'échelon supérieur, autrement dit de l'enseignement unique de sept ans;

— La mise en oeuvre de l'enseignement gratuit pour tous les enfants du peuple et pour toutes les catégories d'écoles et la suppression de tous les droits scolaires à tous les niveaux de l'enseignement;

— L'institution du caractère unique de l'école, à travers l'école unique de sept ans et la création, sur cette base, d'écoles secondaires d'enseignement général ou professionnel, par la liquidation des écoles sans débouchés, comme l'étaient naguère les écoles primaires rurales à durée réduite, les diverses écoles complémentaires, les écoles secondaires incomplètes et les écoles de travail, etc., ainsi que par le libre passage d'un degré de l'enseignement au degré supérieur, grâce à la suppression des examens d'admission, des concours, etc.

— La diminution de la durée du cours d'études du second degré de 13 à 11 ans, en tant que durée plus appropriée et plus avantageuse tant dans le cadre général de l'Etat et de la société que pour les parents travailleurs;

— La vaste extension du réseau d'établissements scolaires, en visant, si possible, à ouvrir des écoles partout où il y a des enfants;

— La création progressive d'un large réseau d'internats d'Etat ainsi que d'un vaste système de bourses pour les enfants des travailleurs, surtout pour ceux des paysans.

Cette réforme de l'enseignement sanctionna aussi toute une série d'autres principes démocratiques et socialistes de l'enseignement populaire, notamment le caractère exclusivement public de l'école, son caractère totalement laïque, son caractère unique, l'égalité complète des deux sexes en matière d'enseignement le caractère entièrement national de l'école, le droit à l'enseignement dans la langue nationale, etc.

Elle fraya la voie à la création d'un système scolaire complet et unique, avec tous les degrés et toutes les catégories d'enseignement, y compris l'enseignement supérieur qui n'existait pas auparavant, système qui se cristallisa au bout de quelques années pour prendre une forme stable au début des années '50.

De même, elle ouvrit la voie à la création d'une école nouvelle populaire, démocratique et socialiste quant au contenu. Des transformations radicales furent apportées aux plans et aux programmes d'enseignement, aux manuels ainsi qu'à tout le processus du travail d'enseignement et d'éducation.

Dans cette période, l'enseignement connut un vigoureux essor. Il n'est, pour l'illustrer, que de citer deux exemples caractéristiques. Pour l'année scolaire 1938-1939, il y avait en tout en Albanie 643 écoles primaires, où enseignaient 1.349 instituteurs, alors qu'en 1944-1945, première année qui suivit la Libération, quand le pays venait à peine de sortir de la guerre et que de nombreuses écoles étaient brûlées, endommagées, fermées ou abandonnées, le nombre des écoles primaires atteignit 928 et celui des instituteurs qui y étaient employés 1.743. En 1945-1946 il y avait en tout 1.097 écoles primaires, alors qu'une année plus tard, en 46-47, leur nombre atteignit 1.609. Comme on le voit, le nombre des écoles primaires augmenta en un an de 512.

Cette période est marquée par les premiers pas accomplis dans l'édification de l'enseignement supérieur. Dès 1946, s'ouvrait à Tirana un Institut pédagogique biennal, pionnier de l'enseignement supérieur, où fut entreprise la formation d'instituteurs destinés aux écoles uniques de sept ans. Cinq ans plus tard, l'Etat créait l'Institut supérieur pédagogique, l'Institut supérieur agronomique et l'Institut supérieur polytechnique. En 1952, à ces établissements supérieurs venaient s'ajouter l'Institut supérieur de médecine et l'Institut supérieur d'Economie, cependant qu'en 1954 s'ouvrait l'Institut supérieur juridique. En 1957, tous ces instituts, à l'exception de l'Institut agronomique, étaient réunis pour former l'Université de Tirana. Durant la même période, étaient également créés le Conservatoire d'Etat de musique, l'Ecole supérieure d'art dramatique et l'Institut supérieur des arts figuratifs (qui se sont regroupés pour constituer l'Institut supérieur des Arts), l'Institut de culture physique et des sports, l'Institut pédagogique biennal de Shkodër ainsi que 22 filiales de l'Université d'Etat de Tirana et des instituts supérieurs.

De même, l'enseignement primaire obligatoire était institué en 1951-1952 dans tout le pays et des efforts étaient faits pour développer l'enseignement de 7 ans, qui devint obligatoire à son tour en 1952; un système complet d'enseignement technique-professionnel fut mis sur pied. Plusieurs centaines de cadres supérieurs furent formés jusqu'en 1955.

La décennie 1955-1965 a été pour l'enseignement en Albanie une période de perfectionnement qualitatif et surtout idéologique. En 1960, eut lieu une réorganisation du système scolaire; d'importantes améliorations furent introduites tant dans le contenu de l'enseignement et dans les méthodes appliquées que dans le système même; des modifications notables furent apportées aux programmes, et leur niveau scientifique fut élevé; des mesures effectives furent prises pour relier l'école à la pratique, et l'enseignement au travail, selon les possibilités concrètes de chaque district et de chaque ville; le travail manuel fut introduit à l'école ainsi que certaines nouvelles matières de caractère polytechnique. Les écoles secondaires furent diversifiées en recevant une orientation dominante — industrie ou agriculture. A cette même époque, le cours d'études de l'école d'enseignement général de 7 ans était porté à 8 ans.

Ces mesures eurent pour effet de donner à l'enseignement en Albanie une expansion sans précédent. Le réseau d'écoles primaires s'étendit à tout le pays, l'instruction obligatoire de 8 ans passa presque totalement dans les faits, l'enseignement secondaire connut une très rapide expansion et l'enseignement supérieur fut encore développé. Notre école progressa dans l'ensemble dans une voie révolutionnaire et socialiste. Elle fit siennes et enrichit les éminentes traditions patriotiques, laïques, démocratiques et révolutionnaires de l'école albanaise.

Mais en dépit de ces succès, l'école albanaise souffrait encore de défauts qui en entravaient le développement et ne lui permettaient pas de mener à bien les tâches qui lui incombait en conformité avec la période correspondante de développement du pays. L'ancien système d'enseignement, surtout dans le secondaire et le supérieur, ne rattachait pas suffisamment l'enseignement à la production et offrait encore un terrain propice au développement de l'intellectualisme petit-bourgeois. Le caractère de masse de l'enseignement à ces deux niveaux était encore restreint. Il n'englobait pas dans la mesure requise les gens de la production. L'ancien système ne contribuait pas assez à l'atténuation des disparités entre le travail manuel et le travail intellectuel, entre la ville et la campagne. Enfin, il ne combinait pas de façon satisfaisante l'étude avec le travail manuel et l'éducation physique et militaire.

L'élimination de ces défauts exigeait un nouveau bouleversement du système d'enseignement. La question de la révolutionnarisation de l'enseignement devint un problème auquel s'intéressa l'opinion publique tout entière. A l'appel du Parti, un grand débat populaire, le premier du genre dans l'histoire de notre enseignement se déclencha dans tout le pays. Il se caractérisait avant tout par une extension et un caractère de masse sans précédent. Des centaines de milliers de gens, enseignants et écoliers, cadres de l'enseignement, de la culture et de la production, parents et travailleurs de tous les secteurs d'activité, — participèrent aux discussions qui eurent lieu dans toutes les écoles, entreprises et institutions d'Etat, ainsi que dans les coopératives agricoles, dans chaque organisation de parti et dans les organisations de masse, dans chaque quartier de ville et dans chaque village. Outre le grand débat public qui est déroulé par la voie de la presse, dans tout le pays, en province comme dans la capitale, se sont déroulées plus de 21.000 réunions et consultations, auxquelles ont participé quelque 600.000 personnes, soit plus de la moitié de la population adulte du pays et où ont pris la parole 160.000 personnes environ. Cela vint attester une nouvelle fois qu'en Albanie la question de renseignement est une grande question, une affaire du Parti, du pouvoir, du peuple, de la société tout entière.

Ce débat fut un vivant exemple de la démocratie authentique en action, qui se développe et s'épanouit dans les conditions de la dictature du prolétariat et qui a créé des possibilités illimitées pour que soit entendu, recueilli, analysé et synthétisé le jugement collectif des masses les plus larges du peuple travailleur.

Au cours du débat populaire l'ensemble du système d'enseignement fut soumis à la critique. Cette critique n'était pas une attaque partielle et latérale qui ne touchait qu'un aspect du travail de l'école ou simplement un de ses secteurs. Elle avait pour but la révolutionnarisation générale et intégrale de l'école, en premier lieu celle du contenu de l'enseignement et de l'éducation et, en conformité avec ce contenu, celle du système d'instruction et de la structure des écoles, des méthodes d'étude et d'éducation, de la méthode de direction de l'enseignement populaire et du travail dans les écoles. Cette critique porta sur les conceptions les plus fondamentales qui ont trait au rôle de l'école dans la société socialiste, à la mise en oeuvre de l'éducation communiste de la jeune génération et des masses tout

entières ainsi qu'à l'essence même du processus d'éducation communiste, son contenu et ses aspects essentiels. La critique dans ce domaine était donc une puissante attaque frontale et intégrale qui touchait l'ensemble de la vie de l'école. Elle ne se borna pas à des considérations politiques ou idéologiques générales, mais s'étendit concrètement au domaine pédagogique. Au cours du débat populaire on dénonça les tendances à exalter, jusqu'au fétichisme, le rôle de l'école, en considérant celle-ci et les enseignants comme la seule source de culture, et l'on approfondit la thèse selon laquelle on ne s'instruit pas seulement à l'école, mais aussi dans la vie, que l'école est une composante de la vie et que la vie elle-même est la plus grande des écoles et une école permanente. Cette conclusion revêt une grande importance théorique et pratique. Elle aide à comprendre la place et le rôle de l'école et de l'éducation qu'elle donne pour la vie sociale, à saisir que dans l'éducation communiste de la jeune génération et des masses travailleuses, parallèlement au rôle considérable de l'éducation organisée et systématique dispensée à l'école, ce sont, en dernière instance, l'action et la pratique révolutionnaires, politiques, sociales, productives, etc. qui jouent le rôle déterminant. Du point de vue pratique cette conclusion présente une importance décisive pour combattre les tendances à donner aux programmes scolaires un caractère par trop encyclopédique et d'érudition superflue, à charger ces programmes et les manuels de notions détachées de la pratique et de la vie, à surestimer unilatéralement la culture livresque et à sous-estimer les connaissances et l'éducation qui s'acquièrent au cours de l'action politique et sociale, dans la lutte idéologique de classe, dans le travail productif, l'expérimentation scientifique de masse, l'éducation de masse et plus généralement la pratique de la vie.

Durant le débat populaire, les larges masses ont fait de nombreuses suggestions en vue de révolutionnariser l'école, dans son contenu, sa méthode et sa structure. Les nombreuses interventions ont mis en évidence la nécessité d'accorder à l'entraînement physique et militaire, parallèlement à l'étude, la place que ce genre de formation mérite, d'édifier par conséquent le travail à l'école sur le trinôme: étude, travail manuel, préparation militaire. On a souligné l'utilité de diversifier les écoles à la sortie de l'école de huit ans, et de leur donner de plus en plus un caractère de masse. De nombreuses idées ont été émises en vue d'améliorer le contenu de l'enseignement, surtout pour renforcer le pivot idéologique marxiste-léniniste et perfectionner les méthodes d'enseignement et d'éducation.

Pendant que se déroulait le grand débat populaire, d'importantes initiatives ont été prises en vue d'élargir le réseau des écoles et d'y assurer l'admission en masse des travailleurs. De nouvelles écoles secondaires ont été ouvertes dans les villages, ou des filiales et des branches des établissements supérieurs dans certaines villes et dans quelques importants lieux de travail. C'est ainsi que des branches de l'Institut pédagogique et de l'Institut agronomique ont été instituées dans certaines villes, et des filiales de l'Université dans de grands chantiers de construction et dans des usines.

La critique de l'ancien système s'est accompagnée d'un travail opiniâtre de recherche des formes les plus appropriées pour faire progresser l'enseignement. A cette fin, la masse des enseignants et, à leur côté, les écoliers et étudiants, se sont mobilisés pour découvrir des formes et des méthodes de liaison de l'étude avec la pratique. Les écoles ont été transformées en des foyers d'expérimentation où bouillonne la pensée créatrice des masses. L'effort d'expérimentation scientifique tendant à rechercher les formes de travail les plus rationnelles a englobé tous les enseignants sans exception, ceux des villes comme ceux des campagnes, les anciens comme les jeunes. Chaque école, petite ou grande, est devenue un foyer d'étude de ces problèmes. La plupart des enseignants ont préparé des thèmes d'étude. Beaucoup d'entre eux ont mené un travail expérimental pendant 2 ou 3 ans de suite. Les thèmes d'expérimentation sont étudiés par les enseignants et les enseignés, et les thèses qui y sont soutenues sont examinées à leur tour par les commissions spéciales de chaque matière et par les conseils pédagogiques des écoles.

Les problèmes ayant trait à la méthode et au style de travail ne sont pas restés l'apanage de l'enseignant. Ils ont aussi attiré l'intérêt des écoliers et des parents. Et les élèves, en éprouvant eux-mêmes les effets de ces expérimentations, sont les plus sûrs indices de leurs résultats. Le fait que les écoliers et les parents ont conscience des fins de l'expérimentation, l'analyse périodique des résultats obtenus, la prise en considération de leurs opinions, ont extrêmement élevé leur niveau de formation idéologique, en ont fait d'étroits collaborateurs, ont accru en eux le sentiment de la responsabilité qui leur incombe pour toutes les affaires de l'école, ainsi que leur aptitude à participer et à contribuer au règlement pratique des grands problèmes qui se posent à l'école aujourd'hui.

Chaque école possède sa propre expérience, qui s'enrichit d'année en année, et elle en fait profiter les autres. L'expérience accumulée au cours des divers mouvements et actions de masse révolutionnaires est élaborée et généralisée dans des séminaires, dans des sessions et sous d'autres formes, elle est préservée comme quelque chose de très précieux pour le travail à l'école. A cette fin, des musées ont été mis sur pied auprès des établissements scolaires et on y conserve très soigneusement non seulement les documents ayant trait aux mouvements révolutionnaires, mais aussi tous les documents importants de l'école qui illustrent son expérience.

Au cours du débat populaire en vue de la révolutionnarisation de l'école, les manuels de toutes les catégories d'établissements d'enseignement ont été soumis à une analyse minutieuse. Des opinions très précieuses pour l'amélioration des manuels conformément aux exigences nouvelles ont été avancées à ce grand rassemblement populaire.

Les participations aux débats se guidaient dans leurs interventions sur le principe selon lequel le contenu des manuels scolaires est une des principales composantes du travail d'éducation à l'école et que sans l'asseoir sur des bases idéologiques, scientifiques et pédagogiques correctes, il ne peut y avoir d'éducation communiste parfaite de la jeune génération. Des groupes de rédaction comprenant des instituteurs et des professeurs, des travailleurs scientifiques et des travailleurs de la production de toutes les régions du pays ont été créés en vue de composer quelque 500 nouveaux manuels à l'intention de toutes les catégories d'écoles de huit ans et du second degré.

Dans la rédaction des textes, on s'en est tenu à la ligne de masse, en donnant la possibilité aux enseignants, écoliers et parents d'élèves de contrôler tout le travail effectué et d'y apporter leurs concours par leurs observations et leurs interventions. Chaque chapitre a été soumis à l'examen des enseignants et autres travailleurs, des discussions ouvertes ont été organisées à leur sujet, et les auteurs ont tenu compte dans leurs textes définitifs des suggestions qui leur ont été faites. En outre, tout nouveau manuel, avant de recevoir l'approbation du ministère de l'Education et de la Culture, est l'objet d'une discussion dans un cercle plus vaste de spécialistes et d'enseignants. Mais les nouveaux manuels seront revus et vérifiés constamment. Aussi les discussions sur ces textes se poursuivent-elles dans la presse et dans des réunions même après leur publication.

Les nouveaux manuels ont une nette physionomie nationale, on y trouve reflétée la vie albanaise, le passé les traditions démocratiques et révolutionnaires du peuple albanais.

Ces nouveaux textes sont conçus de manière à rattacher les connaissances théoriques à la production. A cette fin, les conceptions, les théories, et les lois sont traitées dans les manuels de science et de technique, en liaison étroite avec leur application dans la vie, dans la pratique, dans la production. D'autre part, les manuels, et en particulier ceux de technologie, illustrent les problèmes de la production, de l'industrie et de l'agriculture socialistes, en même temps que les problèmes politiques, techniques et technologiques, les succès du pays dans ces domaines, l'essor de la révolution technico-scientifique en Albanie, etc.

De la sorte, l'organisation de ce grand débat populaire a permis de recueillir parfaitement l'opinion des larges masses sur les problèmes de l'école. Par ailleurs, les conclusions du débat populaire ont été à l'ordre du jour d'un plénum particulier du Comité central du Parti, où des décisions adéquates ont été prises. A la fin de 1969, a été approuvée la loi relative au nouveau système d'enseignement, qui synthétise et consacre la clairvoyance et la sagesse des masses travailleuses qui se sont manifestées au cours du grand débat populaire.

Le nouveau système d'enseignement, système complet et avancé

Le système d'enseignement approuvé au mois de novembre 1969 est un système complet et avancé; il constitue une des armes les plus puissantes dans les mains de la classe ouvrière pour la formation, à l'avenir également, d'une intelligentsia populaire fidèle au socialisme et pour l'éducation d'une jeune génération qui conduise la révolution en avant jusqu'à sa victoire totale et définitive.

Fondé sur des principes démocratiques socialistes, il est entièrement parcouru par le pivot idéologique marxiste-léniniste, et se développe sur la base de la liaison organique de l'étude avec le travail productif et avec l'éducation physique et militaire.

Accroissement du nombre des éducatrices et des enseignants

Années	1938	1950	1960	1970	1975
Educatrices, instituteurs et professeurs	1.551	5.423	10.874	24.692	28.765 +
Dans les écoles de huit ans	1.431	4.351	8.569	18.944	23.838
Dans les écoles secondaires	80	262	1.013	2.362	3.800
Dans les écoles supérieures	—	13	388	926	1.125

+ Pour 1975, ce chiffre ne comprend pas les éducatrices

Le système d'enseignement englobe l'enseignement préscolaire, l'enseignement général de huit ans, l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur.

Diffusion de l'instruction parmi les larges masses du peuple

Années	1938	1950	1960	1970	1975
— Elèves et étudiants. (Total)	56.283	177.953	311.533	661.161	711.428
— Enseignement régulier	56.283	174.664	268.033	547.573	622.690
— Enseignement pour travailleurs	—	3.307	43.503	113.582	88.738
— Elèves et étudiants pour 1.000 habitants	54	146	194	300	305 +
— Etudiante	—	—	4	12	12 +
— Proportion des personnes qui étudient par rapport à la population totale	1/18	—	1/5	1/3	1/3 +

+ pour l'année 1973

L'enseignement en Albanie comprend l'enseignement normal pour la jeunesse scolaire et l'enseignement pour ceux qui travaillent (ouvriers et paysans). Il est dispensé à travers un système complet et massif d'écoles des différents niveaux, rattachées les unes aux autres, et qui s'étend constamment.

Aux termes de la loi «sur le nouveau système d'enseignement», l'enseignement préscolaire se transforme en un maillon du système d'enseignement; il devient général, mais non obligatoire.

Développement de l'enseignement préscolaire

Années	1938	1960	1970
Nombre de jardins d'enfant	23	434	1.423
Enfants	2.434	23.085	47.524
Educatrices	40	1.004	2.440

Pendant le 5^e quinquennat le nombre des jardins d'enfants et des éducatrices a connu un accroissement sensible.

L'enseignement préscolaire a pour mission l'éducation sociale des enfants âgés de trois à six ans; il assure leur développement physique et intellectuel, les dote des traits les plus élémentaires de la morale communiste et les prépare à entrer à l'école. L'enseignement préscolaire est dispensé dans les jardins et les maisons d'enfants.

L'enseignement de huit ans constitue le niveau de base du système d'enseignement, il est unique, général et obligatoire pour tous les enfants à partir de l'âge de 6 ans. L'école de huit ans est, en règle générale, distincte, séparée de l'école secondaire. Elle comprend toutes les classes, de la première à la huitième. L'école primaire n'existe plus en tant qu'école distincte. Cette catégorie d'école donne aux élèves les premières notions d'éducation idéologico-politique, morale, esthétique, physique, elle les dote d'une culture générale, cultive en eux l'amour du travail et leur fait acquérir les premières aptitudes. Elle a pour but de mettre les élèves en mesure de poursuivre leurs études secondaires et de participer à la vie sociale et à la production socialiste. Elle leur inculque aussi les premiers éléments de l'éducation militaire.

Développement de l'enseignement général de huit ans

Années	1938	1950	1960	1970	1975
Ecoles	—	193	557	1.374	1.499
Total des élèves	54.587	170.821	274.934	555.259	579.303
Elèves de l'enseignement régulier	54.587	169.177	248.251	496.523	554.775
Elèves de l'enseignement pour travailleurs	—	1.644	26.686	58.736	24.528 +
Instituteurs	1.431	4.851	8.569	18.944	23.838

+ Le chiffre a diminué à la suite de l'institution de l'enseignement obligatoire de huit ans.

Dans les villes

Années	1938	1950	1960	1970	1975
Ecoles	—	82	132	187	209
Total des élèves	24.045	41.539	101.136	174.539	182.699
Elèves de l'enseignement régulier	24.045	40.502	87.106	163.572	175.589
Elèves de l'enseignement pour travailleurs	—	1.037	14.030	10.967	6.840
Instituteurs	711	1.260	2.888	6.000	+ 7.008

+ Idem. Voir supra

Dans les campagnes

Années	1938	1950	1960	1970	1975
Ecoles	—	111	425	1.187	1.290
Total des élèves	30.542	129.282	173.801	380.720	396.604
Elèves de l'enseignement régulier	30.542	128.672	161.145	332.951	378.916
Elèves de l'enseignement pour travailleurs	—	607	12.656	47.796	17.688 +
Instituteurs	720	3.531	5.681	12.944	16.830

+ Voir supra

L'enseignement inférieur technico-professionnel et l'enseignement secondaire sont édifiés sur la base de l'école de huit ans. Le premier comprend les écoles inférieures technico-professionnelles, nationales et locales pour la jeunesse scolaire et pour ceux qui travaillent, des écoles et des cours divers ayant un caractère de masse en dehors du système d'enseignement régulier et institués en fonction des besoins. Ces écoles servent à former de jeunes ouvriers qualifiés, à élever le niveau de qualification des ouvriers, ainsi qu'à former les ouvriers et artisans nécessaires aux campagnes. Elles ont un caractère non seulement industriel, mais également agricole, et elles s'étendent à la fois dans les villes et les campagnes. Les écoles inférieures technico-professionnelles à l'intention de ceux qui travaillent connaissent une vaste diffusion, en tant que voie appropriée à l'élévation en masse du niveau technico-professionnel des ouvriers et des coopérateurs. Dans ces établissements destinés aux personnes ayant un emploi les études durent deux ans et dotent les élèves principalement de connaissances théoriques.

Les écoles inférieures professionnelles à l'intention de la jeunesse scolaire ou de ceux qui travaillent se caractérisent, en règle générale, par une spécialisation relativement étroite. La formation de jeunes ouvriers qualifiés se réalise aussi sous la forme de stages d'apprentissage rémunérés, pratique qui devient de plus en plus massive, non pas en tant que partie constitutive du système d'enseignement régulier, mais comme une voie appropriée pour assurer une force de travail nouvelle et qualifiée.

Aussi bien la création des écoles inférieures technico-professionnelles pour la jeunesse scolaire que l'admission à des stages d'apprentissage, du fait même que ces problèmes concernent la formation d'une force de travail nouvelle, obéissent aux orientations du plan d'Etat, sur la base des besoins de notre économie.

L'enseignement secondaire est diversifié et dispensé dans les écoles professionnelles de divers types et dans les écoles secondaires d'enseignement général. Mais tous les types d'écoles secondaires professionnelles ou d'enseignement général, ont la même durée de cours d'études et une structure identique de l'année scolaire. Le niveau de culture générale correspondant aux programmes des écoles secondaires professionnelles a presque atteint celui de l'école secondaire d'enseignement général. Un autre trait de cet enseignement est, inversement, l'accentuation du caractère polytechnique de l'école secondaire d'enseignement général et sa liaison avec le travail productif.

Le nouveau système a donné une forte impulsion à l'extension des écoles secondaires professionnelles, écoles industrielles, agricoles, de construction, etc., d'autres écoles professionnelles du domaine socio-culturel, d'écoles pédagogiques, économiques, financières, médicales, d'art, etc. Ces écoles forment des cadres moyens de 69 spécialités, mécanique, électricité, radiotélévisions, bâtiment, économie, médecine, théâtre, musique, pédagogie, langues étrangères, etc. Et dire que, avant la Libération, les quelques écoles secondaires qui existaient préparaient des élèves pour 7 spécialités.

Le nouveau système d'enseignement tend à promouvoir un vigoureux essor des écoles secondaires pour les ouvriers et les coopérateurs qui n'abandonnent pas leur emploi, et ces établissements sont mis sur pied auprès des entreprises économiques et des coopératives agricoles, ou à l'échelon du district. Les écoles de ce type ont généralement pour trait une spécialisation étroite, les études y durent quatre ans, elles comportent une ou plusieurs branches.

L'école secondaire d'enseignement général repose sur le trinôme étude-travail productif-éducation physique et militaire, elle évolue dans le sens de sa polytechnisation, se rattache étroitement à la production, et se différencie de l'ancien gymnase hérité de la société bourgeoise, école privilégiée d'une élite, qui alimentait l'intellectualisme et l'arrivisme, la tendance à terminer à tout prix des études supérieures comme un moyen d'échapper aux activités directement productives et de se consacrer uniquement au travail de bureau. En éliminant définitivement ces défauts, elle s'est transformée en une école entièrement nouvelle, qui prépare des jeunes révolutionnaires, prêts à se consacrer à n'importe quel travail pour le bien de la patrie et du socialisme.

Développement de l'enseignement secondaire (professionnel et général)

Années	1938	1950	1960	1970	1975
Ecoles	11	23	69	131	161
Total des élèves	1.696	6.828	29.896	80.433	110.519
— Enseignement régulier	1.696	5.365	16.283	40.407	56.285
— Enseignement pour travailleurs	—	1.463	13.613	40.026	54.234
Enseignants	80	262	1.013	2.362	3.800

Enseignement secondaire professionnel

Années	1938	1950	1960	1970	1975
Ecoles	5	17	26	85	121
Total des élèves	879	4.818	14.105	50.072	77.723
— Enseignement régulier	879	3.815	9.593	19.893	33.444
— Enseignement pour travailleurs	—	1.003	4.512	30.179	44.279
Enseignants	34	171	511	1.205	2.653

Enseignement secondaire général

Années	1938	1950	1960	1970	1975
Ecoles	6	6	43	46	40
Total des élèves	817	2.010	15.791	30.361	32.793
— Enseignement régulier	817	1.550	6.690	20.514	22.841
— Enseignement pour travailleurs	—	460	9.101	9.847	9.955
Enseignants	46	91	502	1.157	1.147

L'école secondaire d'enseignement général a gardé en principe dans ses programmes les matières de culture générale dans leur extension antérieure. En même temps, elle a réalisé la liaison de l'étude avec le travail sur le plan théorique et pratique dans le cadre de plusieurs professions largement répandues et, là où cela n'est pas possible, d'une seule, toujours conformément aux conditions concrètes du lieu où se situe l'école donnée. Cette pratique a eu pour effet d'accentuer le caractère polytechnique de cette école.

Le travail de production a été organisé dans toutes les écoles de l'enseignement secondaire général du pays. Les élèves des écoles non encore dotées d'une base de production effectuent leur travail productif dans les entreprises. Les élèves sont soumis à des examens aussi bien pour les matières de culture générale que pour la pratique dans la production. En même temps que leur certificat scolaire, ils en reçoivent un qui atteste leur qualification comme ouvriers. Les différentes entreprises sont tenues de leur donner un emploi dès qu'ils ont terminé l'école.

La structure de l'année scolaire dans toutes les écoles secondaires est la suivante: six mois et demi d'études (y compris deux semaines d'éducation physique), 2 mois et demi de travail à la production, 1 mois d'entraînement militaire et 2 mois de congé (les deux premières classes font 2 mois de travail à la production et ont 2 mois et demi de vacances).

L'unification de la durée et de la structure de l'année scolaire pour tous les types d'écoles secondaires, la tendance à élever le niveau de la culture générale dans les écoles secondaires professionnelles jusqu'à celui de l'école secondaire d'enseignement général, l'accentuation de la polytechnisation de l'école secondaire d'enseignement général et sa liaison de plus en plus ferme avec le travail à la production, constituent autant d'innovations qui, tout en préservant la diversité des écoles secondaires, marquent, dans leur ensemble, une modification qualitative essentielle de tout notre système d'enseignement secondaire, du contenu du travail d'enseignement et d'éducation de notre école du second degré, de sa structure et de ses méthodes. Ces éléments marquent une accentuation prononcée de la polytechnisation de l'enseignement secondaire et ouvrent des perspectives pour lui faire acquérir rapidement un caractère de masse.

L'enseignement secondaire donne aux élèves une solide formation marxiste-léniniste, scientifique et polytechnique, et, sur la base de l'unité organique de l'étude avec le travail à la production et l'éducation physique et militaire, elle assure leur préparation théorique et pratique pour les rendre aptes à participer immédiatement à la production sociale, à défendre la patrie et leur inculquer les connaissances indispensables à la poursuite de leurs études supérieures.

Les élèves, garçons ou filles, qui sortent des écoles secondaires de l'enseignement régulier, général ou professionnel, dans les villes comme dans les campagnes, accomplissent obligatoirement une année de stage dans la production pour acquérir le droit de continuer leurs études supérieures. Par l'institution du stage dans la production, notre pédagogie socialiste ouvre une page nouvelle dans la pensée pédagogique mondiale.

La première place et la majeure partie du temps d'étude à l'école sont réservés à juste titre à l'enseignement de la théorie, à l'assimilation des bases de la science. Ce n'est que sur une telle base que nous pourrions assurer une solide formation scientifique et professionnelle de la jeune génération. En outre, au cours des quatre années d'activité scolaire, la liaison de la théorie avec la pratique, de l'enseignement avec la production est réalisée dans la mesure où le prévoient les programmes et la structure de l'école. Cette liaison devient encore plus complète grâce à l'institution du stage dans la production. Le stage dans la production n'est pas une adjonction, mais une partie intégrante de la formation théorique de la jeune génération.

Au cours de ce stage, les écoliers travaillent côte à côte avec les ouvriers et les paysans sur chaque front de travail où l'Etat a besoin d'eux, généralement dans le secteur qui correspond à la branche, à laquelle ils se destinent, mais toujours dans des activités productives et en aucun cas dans l'administration.

Le stage d'un an dans la production au sortir de l'école secondaire est indispensable, en ce qu'il permet d'éduquer et de tremper les écoliers au sein même de la classe ouvrière et de la paysannerie coopérative, pour faire d'eux des révolutionnaires. Ainsi, en travaillant aux côtés des ouvriers et des paysans sur le

vaste front de la production, pendant leur période scolaire, puis au cours des stages d'un an accompli à la fin de leurs études secondaires, et, plus tard, de leurs études supérieures, écoliers et étudiants s'éduquent et s'imprègnent des traits de la classe ouvrière, ils se pénètrent de la grande importance de la production sociale, se soumettent aux règles et à la discipline de la production, et participent activement à l'ensemble de la vie politique, idéologique et culturelle des travailleurs. De la sorte, le stage dans la production est un véritable filtre, un tamis, pour tous ceux qui veulent accéder à l'enseignement supérieur, la classe ouvrière ne permettant qu'à ceux qui ont fait preuve de qualités révolutionnaires de devenir des cadres dirigeants. Le stage dans la production est une période durant laquelle les écoliers, futurs étudiants, sont directement soumis au contrôle de la classe ouvrière pour accéder, avec l'approbation de celle-ci, à l'enseignement supérieur.

L'école en Albanie a pour objectif élevé de sortir de ses bancs des intellectuels qui ne pensent pas à commander, mais à servir avec dévouement l'idéologie de la classe ouvrière et son pouvoir. Durant le stage des élèves et des étudiants, la classe ouvrière dira avec toute l'autorité et le sens de la responsabilité qui sont les siens, quels sont ceux d'entre eux qui méritent de militer dans les rangs de l'intelligentsia populaire, fidèle au Parti, au peuple, au socialisme.

Le stage constitue aussi une éclatante expression de la démocratie prolétarienne, car il permet aux ouvriers et aux paysans, en tant que véritables maîtres du pays, de choisir eux-mêmes les futurs cadres supérieurs.

Des salles des écoles supérieures et secondaires sortiront des milliers de spécialistes, qui diront avec compétence leur mot dans le travail de gestion de l'économie ou dans l'organisation socialiste du travail. Une telle préparation ne peut pas être réalisée avec succès à l'intérieur des murs des amphithéâtres et des laboratoires des écoles supérieures. Le stage dans la production formera chez l'élève ou l'étudiant des capacités et des qualités de dirigeant et d'organisateur dont ils auront besoin dans leur vie de cadres moyens ou supérieurs. Dans ce contexte, le stage dans la production constitue un maillon indispensable, aidant à la formation générale des spécialistes nécessaires à la grande production socialiste.

Le stage dans la production est un maillon essentiel qui reliera encore mieux l'école aux entreprises économiques, aux besoins et aux exigences de la production. Il représente un moment historique important dans le développement de l'enseignement en République Populaire Socialiste d'Albanie, pour sa consolidation dans les conditions de la dictature du prolétariat, pour la révolutionnarisation plus poussée de l'école.

L'enseignement supérieur est donné à l'université et dans les autres établissements d'enseignement supérieur régulier ou à l'intention des personnes qui travaillent. L'enseignement supérieur pour les personnes ne quittant pas leur emploi est l'une des formes essentielles permettant d'accentuer le caractère de masse de ce type d'enseignement et d'élever le niveau théorique et scientifique des ouvriers et des paysans. Il est dispensé dans les établissements supérieurs ou dans leurs filiales. Sont admis à l'enseignement supérieur à l'intention des personnes ne quittant pas leur emploi, des travailleurs qui ont terminé leurs études secondaires et qui ont à leur actif au moins une année de travail à la production.

Développement de l'enseignement supérieur

Années	1950	1960	1970	1975
Ecoles	1	6	5	8
Total des élèves	304	6.703	25.469	21.606 +
— Enseignement régulier	304	3.499	10.645	11.630
— Enseignement pour travailleurs	—	3.404	14.820	9.976
Enseignants	13	388	926	1.125

+ Le chiffre diminue parce que les bacheliers de cette année font le stage dans la production.

Les travailleurs qui sortent des établissements secondaires institués à leur intention doivent, en règle générale, accomplir une année d'études préparatoires pour compléter leur culture générale scientifique et technique avant d'être admis aux établissements supérieurs correspondants.

Avant la Libération l'enseignement supérieur en Albanie n'existait pas, tandis qu'aujourd'hui il comprend l'Université de Tirana, 7 instituts supérieurs (pour les arts, l'agriculture, la pédagogie, etc.) et 10 filiales de ces établissements, fondées dans différentes villes de province, afin que l'école soit aussi près que possible du lieu où les hommes travaillent et vivent. En Albanie, l'enseignement supérieur a atteint un tel niveau qu'il est à même de satisfaire entièrement les besoins du pays. En fait, le système d'enseignement supérieur forme des cadres dans 62 spécialités différentes.

L'enseignement supérieur a pour mission de former de jeunes spécialistes révolutionnaires, pénétrés de l'esprit prolétarien, d'un niveau de formation idéologique et politique correspondant aux exigences de la science et de la technique modernes et du développement de l'économie et de la culture en Albanie, aptes, sur le plan théorique comme sur le plan pratique, à travailler pour la société et à assurer la défense de la patrie.

La durée des cours d'études dans les établissements supérieurs et dans certaines facultés est de 3 ou 4 ans. Au stade actuel, cette durée est la plus appropriée pour mener à bien la tâche qui consiste à donner à l'enseignement supérieur un caractère de masse, à y faire accéder le plus largement possible les ouvriers et les paysans, et surtout leurs enfants. La durée du cycle d'études dans les établissements de l'enseignement supérieur à l'intention de ceux qui travaillent est, en règle générale, supérieure d'un an à celles des branches correspondantes dans l'enseignement normal.

La structure de l'année scolaire dans tous les établissements supérieurs et dans chacune de leurs branches est unique: 7 mois d'études, 2 mois de travail productif, 1 mois d'entraînement militaire et 2 mois vacances.

L'admission des élèves à l'enseignement supérieur se fait sur la base des critères fondamentaux suivants: caractéristiques politiques, aptitudes aux études, résultat du stage à la production et conduite. En ce qui concerne en particulier l'admission des élèves ou des étudiants aux établissements formant des cadres du front idéologique, secondaires ou supérieurs, le critère du choix politique est appliqué avec une grande rigueur.

Pour accéder à l'enseignement supérieur, les élèves doivent avoir, en même temps que la recommandation du collectif de l'école, du corps enseignant et de l'organisation de la jeunesse, l'avis préalable favorable du collectif de travail auprès duquel ils ont accompli leur stage. La recommandation de ce collectif est indispensable et déterminante pour l'admission aux établissements supérieurs même de ceux qui poursuivent leurs études sans quitter leur emploi.

Le nouveau système marque une nette accentuation du caractère de masse de notre enseignement. Ce processus s'accomplit à travers deux voies; d'abord en accroissant le nombre des étudiants dans les branches existantes de l'enseignement régulier, ainsi qu'en instituant des branches et spécialités nouvelles; ensuite, en élargissant l'enseignement à l'intention des travailleurs auprès des établissements supérieurs existants, et aussi en créant des filiales de ceux-ci dans les districts privés d'établissements supérieurs.

En vue d'assurer la qualification ultérieure des cadres supérieurs, des cours de qualification et de spécialisation ont été institués. Ils sont fréquentés par les personnes ayant terminé leurs études supérieures et accompli un stage au travail. Dans l'avenir ces cours seront considérablement élargis. Ils permettront ainsi de donner des connaissances plus approfondies aux divers cadres, de préparer des travailleurs scientifiques hautement qualifiés et des spécialistes à orientation plus spécialisée.

Le caractère populaire du système d'enseignement en République Populaire Socialiste d'Albanie

Le caractère populaire de l'école albanaise est illustré tant par les tâches qu'elle assume et par le rôle qu'elle remplit dans la vie sociale, économique et culturelle, que par son contenu et sa forme révolutionnaires. Elle apporte une contribution primordiale au façonnement et à l'éducation de l'homme nouveau, un homme doté d'une formation communiste dans tous les domaines, fidèle jusqu'au bout à la cause du Parti, étroitement lié au peuple travailleur, un combattant inflexible pour l'édification du socialisme et la défense du marxisme-léninisme. L'homme est le facteur déterminant de tout travail, mais son rôle actif dans le travail et dans la vie dépend de sa conception du monde, de sa conscience, de son horizon culturel et de ses aptitudes technico-professionnelles.

Ce sont là deux aspects d'un même processus d'éducation, mais en toute occasion la primauté doit être donnée à l'éducation idéologique, politique et morale.

L'école nouvelle joue un grand rôle actif sur le front de la lutte pour l'édification économique et culturelle du pays. Dans les conditions de mécanisation, d'automatisation et de chimisation toujours accrues de la production, notre école prépare des travailleurs et des cadres en nombres suffisant, des cadres qualifiés et capables de satisfaire aux besoins de toutes les branches de l'économie et de la culture, des travailleurs qui soient à même d'assumer la lourde tâche que leur assigne l'édification socialiste du pays. Elle contribue également à l'élévation constante du niveau de formation théorique, scientifique et culturelle des masses travailleuses et de la classe ouvrière, en particulier, en sorte que celle-ci soit toujours mieux préparée et plus apte à remplir pleinement son rôle dirigeant dans notre société socialiste et à exercer dans tous les domaines d'activité un contrôle efficace, déterminant et sans fissure. De ce point de vue, notre école contribuera notablement à renforcer la dictature du prolétariat et à assurer la victoire complète et définitive du socialisme dans notre pays.

L'école nouvelle joue également un rôle important dans la réduction progressive, puis dans la liquidation des différences essentielles entre le travail intellectuel et le travail manuel, en sorte que cette ancienne division du travail fasse place à une organisation de la production propre à permettre à chacun de participer au travail productif, une organisation où le travail productif devienne pour eux un moyen d'affranchissement, en permettant à chacun de développer ses capacités physiques et intellectuelles dans toutes les directions et de les manifester au travail. Certes, les distinctions essentielles entre le travail intellectuel et le travail manuel ne seront totalement liquidées qu'avec le passage à la société communiste. Toutefois, en Albanie, dès à présent, des mesures effectives sont prises afin d'atténuer progressivement ces différences, et l'école constitue un levier puissant pour atteindre cet objectif. Celle-ci, en effet, sert, d'une part, à élever constamment le niveau d'instruction et de culture des larges masses citadines et rurales, et contribue, d'autre part, à lier la jeunesse scolaire, l'intelligentsia de demain, dès la période scolaire, au travail manuel, elle contribue à la fusion de cette jeunesse avec les ouvriers et les paysans.

L'école nouvelle sert à réduire progressivement puis à liquider les différences entre les villes et les campagnes entre l'industrie et l'agriculture, entre la classe ouvrière et la paysannerie; elle permet à la jeune génération d'assimiler rapidement, dans la pratique, tout le système de production, puis de passer successivement, selon les besoins de la société et les aptitudes de chacun, d'une branche à l'autre de la production, du travail industriel au travail agricole, et réciproquement, au lieu que ces secteurs soient respectivement réservés aux deux classes différentes — à la classe ouvrière et à la paysannerie — à deux catégories différentes de travailleurs — citadins et ruraux.

L'école nouvelle joue un rôle important pour assurer la sécurité et la défense de la patrie et du socialisme, tant contre la menace des ennemis du dedans que contre le danger d'une agression du dehors. Elle éduque d'une part la jeunesse dans un esprit de patriotisme, elle lui apprend à envisager les plus grands sacrifices et, s'il le faut, à faire don de sa vie, pour la défense de la patrie et du socialisme, et d'autre part elle la trempe solidement, sur le plan physique et militaire, elle fait de chaque jeune un soldat parfaitement préparé. La réalisation des trois composantes de notre école nouvelle, étude-travail productif-éducation physique et militaire, constitue l'une des voies essentielles pour assurer la liaison étroite de l'école avec toute la vie sociale et politique, crée les conditions favorables pour la participation active de la jeunesse scolaire à toute la gamme des mouvements révolutionnaires de masse qui se sont déclenchés et qui se déclenchent de jour en jour dans tout notre pays, elle constitue en fait l'application concrète au travail d'éducation de la jeunesse scolaire du mot d'ordre de combat qui prescrit de penser, de travailler et de vivre en révolutionnaire.

L'école nouvelle dote les hommes d'une formation culturelle, scientifique et polytechnique, générale et solide. Dans l'école albanaise, la liaison organique de l'étude avec le travail manuel, de la théorie avec la pratique se réalise sur la base de la priorité de la théorie. Le travail lui-même aide dans ce sens, l'écolier et l'étudiant se trempent politiquement et idéologiquement au travail productif, ils se vivifient moralement et physiquement et assimilent le style et la méthode de travail de la classe ouvrière, son esprit et sa discipline.

A l'école, sans nullement sous-estimer la pratique et la nécessité impérieuse de la liaison de la théorie et de la pratique, la majeure partie du temps est consacrée à l'étude de la théorie, de la science; on y combat et l'on cherche à éliminer les tendances à la suffisance, au praticisme et à une conception étroite de la profession à la sous-estimation de la théorie, les tendances vulgaires à un politisme abstrait et creux, ainsi que les attitudes conservatrices à l'égard des acquisitions de la science et de la technique moderne, de la nécessité de leur illustration constante dans le travail de l'école.

La combinaison de l'étude avec le travail constitue un puissant moyen d'éducation et de trempe révolutionnaire idéologique et morale pour la jeunesse. L'ancienne conception bourgeoise selon laquelle l'école est seulement le lieu où l'on s'instruit est ainsi rejetée et remplacée par une conception nouvelle, socialiste, selon laquelle l'école est à la fois le lieu où l'on s'instruit et où l'on travaille. On travaille en étudiant et on étudie en travaillant.

L'unité de l'étude avec le travail, de la théorie avec la pratique, conduit à la polytechnisation progressive de l'école. Tous ces éléments pris ensemble contribuent directement à atténuer les disparités essentielles entre le travail intellectuel et le travail manuel, en élevant constamment le niveau culturel, technique et scientifique des travailleurs au niveau du personnel d'ingénieurs et de techniciens.

La polytechnisation graduelle de notre école sert le développement en ampleur et en profondeur de la révolution technique-scientifique, elle sert l'édification intégrale de la base matérielle et technique du socialisme en Albanie. Elle représente également l'une des voies tendant à rapprocher toujours plus étroitement les travailleurs intellectuels et les travailleurs manuels, à réduire les différences de leur niveau d'instruction, de culture et de formation technique et scientifique. Cette polytechnisation aura également pour effet de rapprocher l'aptitude générale au travail de la jeunesse de celle de l'ensemble de la population citadine et rurale.

La troisième composante de l'école, suivant le nouveau système d'enseignement, consiste dans l'éducation physique et militaire des écoliers et des étudiants. L'école albanaise en tant qu'arme de la dictature du prolétariat et élément de la superstructure a aussi pour tâche de servir la défense de la patrie. La jeunesse, dès les bancs de l'école, prend les armes en main, elle est apte et prête, avec une pleine conscience, à défendre la patrie en toute circonstance.

Le caractère de masse de l'école

En République Populaire Socialiste d'Albanie, plus d'un quart de la population étudie. Durant l'année scolaire 1975-1976, 711.428 personnes, soit 30% du total de la population ont fréquenté les divers établissements d'enseignement. Ce nombre est plus de 12,4 fois plus élevé que celui de 1938. Si, avant la Libération, 5,6 personnes sur cent habitants allaient à l'école, ce pourcentage est aujourd'hui de 30%. Il n'est pas de famille dont un ou plusieurs membres n'aille à l'école. Dans certaines, ce sont les enfants de six ans qui commencent leur vie scolaire, dans d'autres des jeunes gens ou des jeunes filles obtiennent leur diplôme de fin d'études secondaires ou supérieures, dans d'autres encore ce sont les parents qui suivent les cours par correspondance d'une Faculté.

Extension du réseau des écoles

Années	1938	1950	1960	1970	1975
Ecoles de 8 ans	—	193	557	1374	1499
Dont:					
Ecoles de 8 ans rurales	—	111	425	1187	1290
Ecoles secondaires	11	23	69	131	161
Ecoles d'enseignement général	6	6	43	46	40
Ecoles d'enseignement professionnel	5	17	25	85	121
Ecoles supérieures	—	1	6	5	8

Il aurait fallu sous le régime de Zog, au rythme de formation de cadres supérieurs à l'étranger qui était celui de l'époque, 82 ans pour préparer le nombre des cadres qui sortent aujourd'hui en Albanie en une seule année de nos établissements supérieurs.

Accroissement du nombre des élèves et des étudiants par rapport à l'année 1938. (En fois)

Années	1938	1950	1960	1970	1975
Ecoles de huit ans	1	3,1	5,0	10,2	11
— dans les campagnes	1	4,2	5,7	12,5	13
Ecoles secondaires	1	4,0	12,6	47,3	65
Ecoles supérieures	—	1	22,3	—	71,7
Nombre d'habitants par personne qui étudie	18	7	5	3	3
Nombre d'élèves pour 1000 habitants	54	—	190	298	287
Nombre d'étudiants pour 1000 habitants	—	—	4	12	9

Les universités de nombreux pays européens mesurent leur histoire en siècles, alors que l'Université de Tirana n'a pas encore deux décennies derrière elle. Et cependant l'Albanie devance aujourd'hui maints pays «avancés» quant au nombre d'étudiants par rapport à la population.

Accroissement du nombre des éducateurs et des enseignants par rapport à l'année 1938 (En fois)

Années	1938	1950	1960	1970	1975
Total	1	3,5	7	15,9	40,7
Enseignement préscolaire	1	7,4	25,1	61,5	81,9
Ecoles de 8 ans	1	3,4	6	13,2	16,7
Ecoles secondaires	1	3,3	12,7	29,5	47,5
Ecoles supérieures	—	1	22,2	71,2	86,5

Ces données témoignent du caractère de masse de l'école albanaise. Ce trait distinctif est encore plus marqué dans le nouveau système d'enseignement, qui tend à accentuer au maximum le caractère de masse de l'enseignement. Grâce au nouveau système, le pays tout entier se transforme en une école, en un grand foyer d'étude et d'éducation. Il crée des conditions favorables pour que tout le peuple travaille et s'instruise, pour qu'il crée et pratique l'expérimentation, pour qu'il développe la production en même temps que la science. C'est là une révolution culturelle et éducative, qui embrasse tous les domaines.

L'accentuation du caractère de masse de l'école albanaise est un phénomène sans précédent par son ampleur et par la portée de ses objectifs. Elle assurera de façon massive l'élévation du niveau de formation culturelle, scientifique, technique et professionnelle des ouvriers et des coopérateurs, afin de les faire accéder graduellement au niveau du personnel d'ingénieurs et de techniciens; elle permettra d'étendre l'enseignement secondaire dans les campagnes; d'intégrer dans l'enseignement secondaire et supérieur un plus grand nombre de jeunes filles et de femmes, ce qui contribuera à leur émancipation.

Le profond caractère de masse de l'école constitue aussi une grande question de principe, d'ordre idéologique, politique et social, en ce qu'il tend à accroître constamment la participation effective du peuple tout entier à l'ensemble de la vie politique et sociale du pays, à approfondir la démocratie prolétarienne, à extirper le mal dangereux du bureaucratisme, à réduire graduellement les différences entre la ville et la campagne, le travail intellectuel et le travail manuel, à prévenir enfin la création d'«élites» privilégiées, pouvant servir de base à l'apparition du révisionnisme.

Afin de faire de l'instruction véritablement le patrimoine des ouvriers, des paysans et de leurs enfants, ainsi que pour lui donner un caractère éminemment massif, on a éliminé en Albanie les grosses différences dans le niveau de la culture générale dispensée dans les écoles secondaires de diverses orientations, on a supprimé les concours d'admission des étudiants aux établissements d'enseignement supérieur. En Albanie les écoles du système d'enseignement sont liées entre elles et il n'existe, du point de vue social, aucune différenciation de l'enseignement. Ainsi, en Albanie, les élèves ne sont pas divisés en catégories — certains étant destinés à demeurer ouvriers ou simples techniciens, et d'autres les «élus», «les plus capables», étant appelés à devenir des intellectuels et des spécialistes de degré supérieur. En conférant rapidement un caractère massif à l'enseignement secondaire, puis graduellement au supérieur, en diversifiant les écoles secondaires, en rapprochant notablement ces niveaux respectifs de la formation scientifique de base reçue dans les écoles secondaires d'enseignement général et dans les écoles professionnelles, en élargissant considérablement le réseau des écoles

secondaires, puis, au fur et à mesure, des établissements supérieurs à l'intention des ouvriers et des paysans qui travaillent, on a abattu en Albanie toutes les barrières qui empêchaient les ouvriers, les paysans et leurs enfants de fréquenter les écoles de leur choix.

Afin de donner à quiconque la possibilité de fréquenter une école, on a institué des écoles professionnelles auprès des entreprises, et auprès de plusieurs coopératives agricoles des écoles du soir pour les travailleurs qui ne cessent pas leurs activités productives. On trouve sur les bancs de ces établissements des gens de profession et d'âge divers, jeunes gens et personnes d'âge mûr, tous ceux qui pour une raison ou une autre n'ont pu terminer leurs études régulières.

L'enseignement pour adultes a été créé pour la première fois après la Libération et il revêtit une forme nettement définie dès l'année scolaire 1946-1947, lorsque fut mis au point le système des écoles du soir pour les travailleurs adultes ne quittant pas leur emploi. Par la suite, fut organisé également l'enseignement par correspondance. Aujourd'hui, ce type d'école connaît une expansion sans précédent. Des écoles de différentes catégories ont été mises sur pied dans presque chaque grande entreprise.

Afin de faciliter la fréquentation de ces écoles par les travailleurs, une série de dispositions et de décisions particulières ont été mises en vigueur. Avant tout, les établissements à l'intention des travailleurs coordonnent leurs horaires avec les horaires de travail, de sorte que les travailleurs puissent en suivre les cours. Les établissements du soir ou par correspondance fonctionnent trois jours par semaine.

En vertu de la décision du Conseil des ministres en date du 20 février 1970, révisant et améliorant les dispositions précédentes, les ouvriers et employés qui fréquentent les cours du soir, ou par correspondance dans les écoles secondaires et supérieures, bénéficient d'une réduction de 6 heures de travail par semaine, sans diminution de salaire, tandis que ceux qui suivent les cours d'une école de huit ans bénéficient d'une réduction de 3 heures.

— Les travailleurs bénéficient d'un congé payé extraordinaire pour se présenter à leurs examens dans la mesure suivante :

— 3 jours par matière présentée pour le passage d'une année à l'autre dans les écoles de huit ans et les écoles secondaires, ce congé ne devant toutefois jamais dépasser 15 jours par an.

— 20 jours de congé payé pour la présentation des examens aux établissements supérieurs du soir;

— 8 jours pour les examens de fin d'études dans les écoles de huit ans (que ce soit comme candidat libre ou comme élève des cours du soir).

— 25 jours pour les examens de fin d'année dans les établissements supérieurs (cours par correspondance);

— 8 jours de congé payé pour tous les examens de fin d'études dans les écoles de 8 ans (cours du soir).

— 20 jours de congé payé pour tous les examens de baccalauréat ou d'Etat dans les écoles secondaires ou 25 jours pour la soutenance de thèse.

— 25 jours de congé payé pour tous les examens d'Etat dans les établissements supérieurs du soir et 30 jours pour la soutenance de thèse.

Grâce à ces conditions créées et aussi à l'intérêt manifesté par les travailleurs eux-mêmes, en 1975-1976 le nombre de personnes inscrites sans quitter leur emploi aux écoles pour adultes de toutes les catégories s'est élevé à 88.736, ce qui représente environ 12,5% du nombre total des écoliers et étudiants.

En 1975, les travailleurs constituaient environ 30,36% du total des élèves dans les écoles secondaires d'enseignement général, 50,7% dans les écoles secondaires professionnelles et environ 46,17% dans les écoles supérieures. Ce pourcentage est très bas (4,25) dans les écoles de huit ans, ce qui démontre que l'écrasante majorité des travailleurs a terminé l'enseignement régulier de huit ans.

Dans le cadre de l'accentuation du caractère de masse de l'école, toutes les mesures ont été prises en vue de créer la base matérielle nécessaire pour l'enseignement préscolaire, de pair avec les autres dispositions arrêtées par l'Etat pour assurer la formation des cadres.

Dans l'ensemble des mesures tendant à accentuer le caractère de masse de l'école, un grand effort est fourni en vue de la formation des milliers de cadres enseignants que nécessite la mise en oeuvre du nouveau système d'enseignement. De même, des dispositions sont prises pour étendre et enrichir la base matérielle éducative et technique des écoles, conformément aux nouvelles tâches qui leur incombent.

Conditions d'études favorables

L'Etat socialiste a créé toutes les possibilités pour que les travailleurs et leurs enfants puissent s'instruire dans les écoles du pays. L'enseignement en Albanie est gratuit pour toutes les catégories d'écoles. L'Etat affecte des sommes considérables à ce secteur. Le pouvoir populaire dépense pour l'enseignement, en 4 jours, une somme égale à celle qui était affectée à cette fin pour toute l'année 1938. Pour chaque étudiant, quatre années d'études en Faculté coûtent à l'Etat plus de 24.000 leks.

Ecoliers et étudiants ne doivent payer aucune espèce de droit, et ils bénéficient en outre d'un système de bourses très étendu.

Sous les régimes antipopulaires du passé, l'Etat n'accordait qu'un nombre négligeable de bourses, et ceux qui en bénéficiaient étaient généralement des fils d'agas, de beys ou de gros commerçants. L'octroi d'une bourse à un fils d'ouvrier ou de paysan était extrêmement rare.

Après la Libération, l'Etat socialiste, dans son souci de promouvoir l'accession la plus large des enfants des travailleurs à l'enseignement, a étendu d'année en année le système de bourses. De la sorte, quelque 60% des étudiants de l'enseignement supérieur sont aujourd'hui boursiers de l'Etat. Le nombre de bourses pour les élèves des autres écoles est également assez considérable.

Dans de nombreuses villes, il existe des internats. L'Etat y assume l'éducation des enfants, apportant une aide précieuse aux familles nombreuses. Les internats offrent toutes les conditions requises pour le développement physique et moral des enfants: cours, logement, nourriture, foyers culturels et sportifs.

Les internats ont, entre autres tâches essentielles, celle de cultiver chez les enfants l'amour du travail. Les pensionnaires de ces internats s'habituent à assurer eux-mêmes tous les services.

Pour l'octroi des bourses, surtout dans les spécialités intéressant les campagnes, priorité est donnée aux enfants de paysans, aux jeunes filles en particulier, et surtout aux enfants dont les familles vivent dans les zones reculées de montagnes. Ces enfants, leurs études terminées, reviennent dans leurs villages pour exercer la profession qu'ils ont apprise. De même, l'initiative consistant à créer des internats auprès des coopératives agricoles connaît une grande extension. Les coopératives économiquement plus puissantes admettent à leurs frais dans ces internats, outre les enfants de leurs membres, les enfants des coopératives des zones de montagnes, qui n'ont pas, pour le moment, les moyens de créer leurs propres internats. Cette initiative contribue à l'extension de l'enseignement de huit ans dans tout le pays.

En outre, l'Etat a créé pour les élèves et étudiants toute une série de conditions favorables, en ouvrant pour eux des cantines à prix réduits, des établissements dont les services leur sont offerts gratuitement, bains, blanchisseries, etc. Les ecoliers et les étudiants bénéficient aussi de réduction de prix pour la participation aux activités culturelles. Outre la bourse, qui garantit principalement aux élèves et aux étudiants la nourriture et le logement, l'Etat procure également à certaines catégories de jeunes des livres et des vêtements à titre gratuit.

A l'université et dans tous les établissements d'enseignement supérieur, on attache une grande importance aux loisirs cultivés, à la judicieuse organisation du temps libre, en ayant pour objectif la formation idéologico-culturelle, artistique et scientifique de la jeunesse.

Sur les collines verdoyantes qui entourent la capitale s'élève la cité universitaire. A peine entré dans l'enceinte, on est frappé par le bâtiment du grand ciné-club moderne. Celui-ci est pourvu d'un bar, d'une grande bibliothèque, d'une salle de jeu d'échecs et de ping-pong; il comporte aussi une salle de

conférences où des conférenciers traitent des sujets divers. Jeunes gens et jeunes filles y discutent avec animation de problèmes sociaux et scientifiques. On y projette les meilleurs films. Les cercles artistiques créés par les étudiants eux-mêmes déploient régulièrement leurs activités; sur les terrains de sport, de nombreuses équipes mesurent leurs forces. Le club universitaire «Studenti» a souvent remporté des places d'honneur dans les compétitions sportives nationales.

Les travailleurs et leurs enfants inscrits aux diverses écoles ont également l'avantage de pouvoir se procurer les textes et le matériel scolaires à des prix modiques.

Le développement de la démocratie socialiste dans les écoles albanaises

La révolutionnarisation de l'école touche également la méthode et la direction de l'enseignement populaire et de tout le travail à l'école. En Albanie, on a définitivement extirpé la conception bureaucratique et technocratique selon laquelle l'enseignement et l'école sont un champ d'action de l'unique compétence du corps enseignant et pédagogique, pour lui substituer l'idée que c'est là un grand problème qui concerne la société et le peuple tout entier. Un tel principe, pour être appliqué, implique la mise en oeuvre du contrôle ouvrier et de la ligne de masse dans la direction de l'enseignement populaire et de l'école, l'application d'une large démocratie socialiste pour le règlement de toutes les questions relatives à l'enseignement, non seulement à l'intérieur de l'école, mais aussi au niveau de la société. C'est précisément par cette voie qu'a été assuré un contrôle authentique et effectif de la classe ouvrière dans le domaine de l'enseignement.

L'école albanaise se guide sur le principe du centralisme démocratique. Le renforcement de la direction centralisée de l'enseignement par l'Etat et de la direction unique de l'école ne limite par la ligne de masse dans ce domaine, mais en exige au contraire une vaste application; elle requiert une large participation, de la jeunesse scolaire et estudiantine comme des masses laborieuses, à la direction de l'école. Cette participation, qui se réalise selon les méthodes les plus démocratiques, ne relâche en rien la discipline scolaire, mais la rend au contraire plus consciente.

L'approfondissement de la démocratie socialiste dans les écoles albanaises se reflète dans les mesures tendant à la démocratisation intérieure de la vie scolaire, à la révolutionnarisation des rapports entre enseignants et enseignés, à l'accroissement du rôle des organisations de la Jeunesse et des «pionniers» à l'école, à l'adoption de la méthode de l'action de masse comme méthode d'éducation à l'école même et pour l'étude. Dans le même temps, ces mesures débordent du cadre de l'école même et font de la jeunesse scolaire et estudiantine une force motrice et révolutionnarisatrice dans l'ensemble de la vie sociale. La vie intérieure de l'école albanaise se caractérise par les normes de la démocratie socialiste, par le renforcement de la discipline prolétarienne et l'esprit d'initiative des écoliers et étudiants, par leur coopération révolutionnaire avec le personnel enseignant. En ce domaine, l'établissement de justes rapports entre les écoliers et les étudiants d'une part et les professeurs de l'autre, présente une importance considérable. L'élève à l'école n'est pas regardé seulement comme un objet, mais également comme un sujet du processus d'instruction et d'éducation. Entre les professeurs et leurs élèves se sont établis de nouveaux rapports de travail dépouillés de l'esprit bureaucratique et formaliste. Dans les classes et les amphithéâtres les discussions battent leur plein. La solution de nombreux problèmes importants qui préoccupent tant les professeurs que les étudiants, et notamment de questions comme les programmes d'études, l'étude individuelle, les examens, etc., y est recherchée en commun.

Les débats, qui ont parfois pour origine une feuille-foudre, se déroulent d'une façon très animée dans les réunions élargies des collectifs d'enseignants et d'étudiants, et des organisations de la jeunesse, où sont invités des représentants du conseil pédagogique, des différentes chaires et des décanats.

Tous les programmes appliqués aujourd'hui dans les écoles supérieures du pays ont été soumis à une discussion des plus larges et des plus minutieuses dans les collectifs d'étudiants et dans les organisations de l'Union de la Jeunesse, aussi portent-ils l'empreinte des exigences des étudiants.

Les étudiants et les enseignants discutent dans un esprit de collaboration des méthodes d'enseignement et de contrôle des connaissances. Après les cours, les enseignants ont pris coutume de solliciter l'opinion des étudiants sur la méthode et le mode d'explication de la leçon. A cette fin, des

consultations particulières sont également organisées et les observations des étudiants se reflètent très rapidement sur la manière dont le cours est fait.

De temps en temps, les étudiants ont critiqué les méthodes conservatrices dans la façon de faire les cours, les cours préparés de façon stéréotypée. Dans suggestions révolutionnaires et avancées ont également été formulées par les étudiants en ce qui concerne les critères de contrôle des connaissances. On procède à une révision des formes pédantes d'examen, qui ne cherchaient pas à découvrir le fond des connaissances assimilées par l'étudiant, mais qui l'obligeaient à se livrer à un lourd et vain travail pour des questions d'importance négligeable.

L'organisation et l'orientation de la vie à l'école, surtout dans les établissements d'enseignement secondaire et supérieur, reposent sur l'esprit d'initiative des écoliers et des étudiants. Ceux-ci manifestent concrètement cet esprit en classe et en dehors de la classe, à l'internat et hors de l'école, dans toute l'activité scolaire. Ce sont eux qui organisent le contrôle et l'auto-contrôle, l'entraide dans l'étude, qui assurent eux-mêmes la propreté à l'école et dans les internats, gèrent le patrimoine commun, organisent des activités culturelles, artistiques, sportives, etc. L'organisation de la vie à l'école sur la base de l'initiative des écoliers et des étudiants se caractérise par un saine esprit révolutionnaire de coopération, d'unité et de solidarité, d'amitié communiste entre eux, ainsi qu'entre eux et l'ensemble du personnel enseignant, technique et administratif de l'école.

Le principe de l'initiative des élèves et des étudiants se traduit par le fait que les étudiants eux-mêmes élisent leurs dirigeants et leurs représentants aux différents niveaux de la vie scolaire, sur le plan organisationnel, pédagogique, culturel et politique, sans empiéter en aucun cas sur les attributions des organes compétents de l'Etat. Cela entraîne un accroissement du rôle et de l'activité de l'organisation de la Jeunesse et des «pionniers» à l'école. Citons notamment comme un exemple en ce domaine l'Université de Tirana.

«La Cité universitaire» attachée à l'Université est administrée par le conseil central des internats, qui se compose d'étudiants.

Les étudiants ont aussi leurs représentants aux conseils de chaque chaire et aux décanats. Les conseils de chaire comprennent un ou deux étudiants. Ceux-ci ont pour tâche d'y soulever les problèmes des étudiants et de communiquer à la masse des étudiants les décisions importantes qui sont prises. En règle générale, le secrétaire du comité de la Jeunesse de la Faculté participe, en tant que représentant de la jeunesse, à toutes les réunions du décanat. Le décanat prend souvent des décisions importantes sur la base des propositions de l'organisation de la jeunesse, qui étudie et met en discussion les problèmes avec la masse des jeunes. Toutes ces innovations ont eu pour effet d'élever le niveau de formation des étudiants. La démocratie dans la vie scolaire a porté à un haut degré le niveau de conscience des étudiants, leur sentiment d'auto-contrôle et de discipline dans leur travail d'assimilation des connaissances et de formation scientifique.

L'approfondissement de la démocratie présuppose le renforcement de la discipline prolétarienne. L'esprit de cette discipline pénètre aussi bien les enseignants que les écoliers et les étudiants. L'instauration d'une telle discipline prolétarienne requiert le plus vaste développement de la critique et de l'autocritique dans la masse des enseignants, des écoliers et des étudiants, ainsi que le renforcement du contrôle général sur le travail scolaire. Dans ce cadre, le raffermissement des liens entre l'école et les parents d'élèves présente une grande importance. Ceux-ci sont appelés à participer largement au règlement des problèmes scolaires. Ils collaborent dans tous les domaines pour assurer la bonne marche de l'école et un travail fructueux de la part de leurs enfants.

En Albanie il n'est pas de problèmes touchant les étudiants ou la jeunesse en général, qui n'aient trouvé leur solution. Le pouvoir populaire a créé des conditions qui assurent une harmonie complète des intérêts sociaux et des intérêts individuels des étudiants et de la jeunesse. Le problème de l'emploi, après l'obtention de leur diplôme, ne se pose pas pour les étudiants albanais. Ils sont souvent nommés à une fonction avant même d'être définitivement diplômés. Les besoins de l'économie populaire en cadres qualifiés ne cessent de croître. Le travail constructif bat son plein dans tous les coins du pays. Le doute et l'inquiétude qui tourmentent les jeunes et les étudiants dans les pays capitalistes quant à la possibilité de trouver un emploi à la fin de leurs études, sont en Albanie des sentiments inconnus.

Le VII^e Congrès du P.T.A. a consacré une attention toute particulière à l'enseignement. Il a constaté que durant le 5^e quinquennat, l'enseignement s'est encore développé. En 1975, en moyenne environ 30 habitants sur 100 allaient à l'école. Dans l'ensemble du travail d'enseignement et d'éducation de notre école nouvelle, socialiste, on a vu se renforcer l'esprit de classe, prolétarien et l'éducation révolutionnaire à travers l'application des trois composantes de notre nouveau système d'enseignement: étude-travail productif-éducation physique et militaire.

Le 6^e quinquennat marquera un nouveau et important pas en avant dans le développement de l'enseignement. Le nombre des élèves et des étudiants, des jardins d'enfants et des écoles sera accru. Le VII^e Congrès a souligné encore une fois que la tâche principale du système d'enseignement c'est d'approfondir le processus de révolutionnarisation de l'école, conformément à la ligne du Parti, pour la formation de l'homme nouveau révolutionnaire, doté d'une conception matérialiste marxiste-léniniste du monde, attaché à la cause de la révolution et du socialisme et apte à servir le peuple et la patrie partout où il le faudra.

Une des principales tâches dans le domaine de l'enseignement pendant le 6^e quinquennat c'est celle de conférer à l'école un caractère de masse plus accentué. En ce qui concerne l'enseignement de 8 ans on s'appliquera à maintenir et à assurer la scolarité de la totalité des élèves concernés et en même temps d'élever le niveau qualitatif de cet enseignement. L'enseignement secondaire, surtout professionnel, aura un caractère de masse plus marqué. L'enseignement professionnel inférieur et les cours de qualification connaîtront un plus grand essor en vue de former les ouvriers qualifiés nécessaires aux différentes branches de l'économie, surtout dans l'agriculture, les mines, l'industrie pétrolière, la géologie et le bâtiment. A cet effet, en 1980 le nombre des élèves des écoles secondaires de l'enseignement régulier et pour adultes augmentera, selon les prévisions, de près de 29% par rapport à 1975. D'autre part, la formation des spécialistes supérieurs sera réalisée en corrélation avec les nécessités impérieuses présentes et futures des différentes branches de l'économie et de la culture populaires et selon les possibilités de l'Etat.



Les enfants d'âge pré-scolaire passent leurs journées dans les jardins d'enfants mis sur pied spécialement à leur intention.



Pour que l'étude se rattache le mieux possible à la pratique.

Chapitre VI — La culture

La culture est l'ensemble des valeurs matérielles et spirituelles créées et développées par l'humanité tout au long de son histoire. Chaque peuple, sans égard à son nombre, apporte sa contribution au trésor de la culture universelle. Au cours de son existence et de son évolution à travers les siècles, notre peuple, si petit fut-il, a écrit de son sang et de sa sueur des pages inoubliables dans le grand livre de la culture matérielle et spirituelle que les peuples préservent et enrichissent de génération en génération.

Peuplant des territoires qui, dès les temps antiques, étaient le berceau de la culture universelle, les ancêtres des Albanais, ont utilisé leur patrimoine culturel comme un moyen de communication avec leurs voisins. Sillonnant les mers sur leurs légères embarcations, les Illyriens ont échangé avec eux non seulement des biens matériels mais encore des chants et des danses, tout un grand patrimoine affectif qui leur a permis de se comprendre et de se lier d'amitié avec eux.

Dans les Balkans et en dehors de leurs limites, on rencontre de nombreux éléments empruntés à la culture de ce peuple ancien. Inversement, dans la culture albanaise on trouve de nombreux motifs tirés de la culture des autres peuples. Ce sont là les traces qu'ont laissées les peuples sur la voie de leur collaboration culturelle.

L'échange des valeurs culturelles, l'emprunt réciproque des meilleures réalisations de la culture populaire progressiste, véhicule des idéaux sociaux élevés, sont des processus inhérents, au développement de la culture des peuples. La culture, ses acquis les plus remarquables, dans le domaine matériel comme dans le domaine spirituel, ne peuvent pas demeurer un monopole; ils sont toujours mis au service de l'humanité et contribuent à son progrès.

Aujourd'hui, le peuple albanais qui, depuis plus de trois décennies, a renversé les classes exploiteuses, crée, en même temps qu'il édifie le socialisme, sa culture nouvelle, le grand art du réalisme socialiste, de forme nationale et de contenu socialiste. Cela ouvre de grandes perspectives aux échanges culturels entre notre peuple et les travailleurs du monde entier. Et non seulement parce que les conditions favorables, politiques et sociales, créées à la suite de la révolution populaire, ont donné au génie créateur des masses un élan inouï, qui a permis de réaliser un bond qualitatif et quantitatif sans précédent dans le développement de la culture, mais encore du fait même de son contenu. En Albanie, la culture socialiste est pénétrée des idées progressistes de notre époque, des idées de l'affranchissement de la société humaine de toute oppression et exploitation, des idées de l'édification de la société sans classes, qui ouvre des horizons infinis à l'épanouissement multiforme de la société et de l'individu. La culture socialiste, en Albanie, a un caractère de classe accentué profondément humaniste et internationaliste. Sa base idéologique est le marxisme-léninisme. Elle est donc très proche de toutes les masses travailleuses partout dans le monde et leur est très compréhensible.

D'autre part, la culture socialiste en Albanie dans son développement ne peut pas ne pas s'appuyer sur les succès et le résultats obtenus par les générations passées, sur le trésor de la culture progressiste nationale et universelle. Elle fait siennes, de façon créatrice, les meilleures oeuvres culturelles et artistiques qui, à partir de positions progressistes et démocratiques, traduisent les aspirations des générations successives de notre pays et celles des autres peuples. Ces emprunts, bien entendu, ne déterminent nullement les traits de notre culture nouvelle, ni son existence, ils ne font que l'enrichir.

Mais ces prémisses favorables à l'extension des échanges culturels entre le peuple albanais et les autres peuples sont assombrés par les visées sociales, politiques et idéologiques des classes et des groupes réactionnaires au pouvoir, dans d'autres pays, visées qui sont en opposition flagrante avec le caractère internationaliste que doivent revêtir les contacts culturels entre les peuples. Derrière le slogan de la «libre circulation des cultures» se cachent de vieilles ambitions, les visées d'assimilation que les milieux réactionnaires nourrissent à l'égard de l'Albanie et qui s'intègrent dans les plans antisocialistes tendant à faire tourner à rebours la roue de l'histoire. C'est pourquoi, dans sa politique d'échanges culturels, le pouvoir populaire en R.P.S. d'Albanie s'est toujours guidé sur des principes de classe et il n'a jamais ouvert les portes à la pénétration de la culture et de l'art décadents et modernistes. Il leur a au contraire livré une lutte sans répit, qui est partie intégrante de la lutte idéologique ininterrompue que le marxisme-léninisme mène contre ses ennemis dans le domaine idéologique.

Dans son rapport historique au VII^e Congrès du P.T.A., le camarade Enver Hoxha a souligné que «le Parti a eu le souci permanent de faire en sorte que la culture, la littérature et les arts se développent en préservant leur pureté et leur caractère sain, qu'ils suivent pas à pas les transformations révolutionnaires du pays et qu'ils renforcent toujours plus leur contenu socialiste, leur caractère militant, leur esprit populaire et leur physionomie nationale [...] L'art authentique ne raffermirait son caractère novateur et n'accède à un plus haut niveau que s'il a un contenu révolutionnaire et se guide sur les idéaux communistes. C'est pourquoi *le renforcement continu de l'esprit de parti prolétarien demeure le fondement du développement de notre culture et de nos arts, de leur progrès dans la voie du socialisme [...]* Notre art de réalisme socialiste, avec ses idéaux révolutionnaires et son objectif de servir le socialisme et le peuple, se dresse face à l'art corrompu décadent, bourgeois et révisionniste, il s'oppose à la philosophie réactionnaire, pessimiste et capitularde. En Union soviétique, la littérature et les arts sont totalement sous la coupe de la nouvelle bourgeoisie. Les écrivains et les artistes sont devenus une caste au service de la contre-révolution et de la politique chauvine et expansionniste du social-impérialisme soviétique. La négation des grands problèmes sociaux, le thème de la désillusion et de l'humanisme bourgeois, l'abandon complet du héros positif, l'étouffement de toute perspective révolutionnaire, sont autant de traits de la littérature et des arts révisionnistes [...]. Notre culture socialiste ne s'est jamais enfermée dans sa coquille nationale. Elle a mis à profit les meilleures réalisations de la culture progressiste mondiale et d'autre part, en tant que porteuse des idéaux de notre peuple pour la liberté, l'indépendance et le socialisme, elle a été et demeure proche aussi des autres peuples.»

Etant conditionnée par l'être social, la culture spirituelle est toujours la culture d'une époque, d'un peuple et d'une classe déterminés. Dans la société à classes antagonistes il n'y a eu ni il ne peut y avoir de culture unique, de culture commune. Reflétant les diverses conditions de vie et la lutte de classes, la culture prend inévitablement une couleur de classe. C'est pourquoi dans chaque Etat divisé, en classes antagonistes, il existe deux sortes de culture. D'une part, la culture des classes opprimées et exploitées, qui aspirent à la liberté et au progrès et qui luttent pour y accéder la culture qui annonce et à laquelle appartient l'avenir, et, d'autre part, la culture qui exprime les idées des classes dominantes et qui a, en tant que telle, un caractère anti-humanitaire et antipopulaire. Le camarade Enver Hoxha dit: «Non seulement nous n'avons rien à apprendre de cette culture, non seulement nous n'avons aucune raison d'y initier les masses et la jeunesse, mais nous devons la rejeter avec mépris et la combattre avec détermination.»

«Nous avons toujours apprécié, dit le camarade Enver Hoxha, l'art révolutionnaire, progressiste et démocratique étranger, qu'il soit du passé ou de notre siècle. Nous le mettrons à profit également dans l'avenir de façon critique, parce que cela est utile au développement culturel des masses, à leur éducation idéologique et esthétique ainsi qu'à la formation chez eux de goûts qui résistent à l'influence dégradante et vulgaire bourgeoise-révisionniste.» Seuls doivent être l'objet d'échanges culturels entre les peuples, la culture et l'art démocratiques révolutionnaires progressistes et démocratiques.

Les échanges culturels entre la R.P.S. d'Albanie et les autres pays et peuples sont l'objet en Albanie de l'activité d'une série d'organisations et d'institutions d'Etat et sociales.

Le peuple albanais, petit en nombre, mais grand par l'esprit, ayant connu des siècles d'oppression et d'exploitation dans la pauvreté, mais sans perdre ses vertus, entouré d'ennemis de toutes parts, mais toujours prêt à défendre au prix de son sang, son honneur, sa liberté, son indépendance, sa culture et son patrimoine spirituel, a su briser le mur de silence dont on a cherché à l'entourer et il a toujours fait entendre sa voix dans l'histoire. Aujourd'hui l'Albanie, grâce à la politique clairvoyante du P.T.A. jouit d'un grand prestige sur la scène internationale; elle a dans le monde entier des amis qui l'aiment, la respectent et lui tendent la main de l'amitié militante et de la solidarité révolutionnaire.

Le vigoureux essor de l'éducation, de la culture, de la science, des arts et des sports dans l'Albanie socialiste a créé des conditions toujours plus favorables à l'heureux développement des relations culturelles entre la R.P.S. d'Albanie et les autres pays. Et ces relations promettent de s'étendre et de se développer de façon continue.

En tant que membre actif de la grande communauté internationale, le peuple albanais suit attentivement l'évolution de la pensée créatrice dans le domaine des arts, de la culture et de la science;

il met à profit le développement du génie humain pour enrichir le fonds de sa culture nationale et, grâce à son travail et à son talent, il apporte sa modeste contribution au trésor de la culture universelle.

La République Populaire Socialiste d'Albanie entretient des échanges culturels avec de nombreux pays du monde.

Les antiques traditions culturelles du peuple albanais

Les nouvelles découvertes archéologiques en Albanie ne viennent pas seulement grossir les catalogues des musées. Elles confirment la richesse intarissable du talent et du génie populaires dans le passé, elles attestent l'existence des traditions nationales albanaises et constituent de nouvelles expressions de la culture populaire originelle.

Pendant longtemps, la science bourgeoise, sans parler de ses efforts pour nier tout mérite à l'Albanie, a déprécié son histoire, elle a ignoré la lutte séculaire opiniâtre de son peuple pour son indépendance et sa liberté. Pendant des siècles, l'Albanie a vu non seulement nier son droit à l'existence en tant qu'Etat indépendant mais aussi mettre en doute le patrimoine spirituel et culturel de son peuple. Pour les auteurs bourgeois, c'était une région perdue dans les montagnes, peuplée par des tribus ignorantes et sauvages.

Ces théories absurdes tendaient à justifier et à «étayer d'arguments» la politique agressive des puissances impérialistes à l'égard de l'Albanie, «la nécessité» de leur tutelle pour assurer son développement et son progrès. Ce n'étaient là que des efforts désespérés pour substituer au trésor culturel national albanais leur culture et leur mode de vie, en tant que moyen d'assimilation des Albanais. En particulier, cela est apparu nettement dans les longs travaux de certaines expéditions archéologiques étrangères qui ont opéré pendant la période ténébreuse de la domination d'Ahmet Zogu. Les faits montrent que leurs travaux et notamment ceux des expéditions italiennes, poursuivaient moins des buts scientifiques que politiques.

Les archéologues fascistes italiens s'employèrent à révéler au monde la beauté des monuments antiques conservés sur la terre d'Illyrie, mais, pour les piller ensuite et les envoyer orner leurs musées, en s'efforçant en outre d'accréditer la thèse foncièrement erronée de «l'origine romaine de la culture du peuple albanais». Ils s'attachèrent à faire accroire que si le territoire albanais conserve des trésors inestimables de culture antique, il s'agit là d'une culture importée de l'étranger. S'appuyant, entre autres, sur ces découvertes, la propagande officielle de Mussolini cherchait à démontrer que les tribus Illyriennes avaient été culturellement arriérées, que seuls les Romains avaient apporté sur leur territoire une véritable culture, et que, à l'instar de la Rome antique, puis plus tard de Venise, seules promotrices du progrès de ce «pays primitif», l'Italie fasciste assumait une mission «salvatrice» pour l'Albanie de cette époque.

La ferme résistance à la pression idéologique des puissances impérialistes, qui se sont efforcées de mettre la main sur l'Albanie, ainsi que la lutte pour la sauvegarde et le développement des traditions et de la culture nationales, ne se sont jamais dissociées du mouvement pour l'émancipation nationale et sociale. Au cours des siècles, dans la lutte pour la liberté et l'indépendance l'Albanais s'est servi autant de l'épée que de la plume, autant du fusil que du livre.

Les murs antiques des citadelles, les amphithéâtres et les temples ne sont pas seulement de merveilleux vestiges qui réjouissent les yeux des touristes. Ce sont aussi des témoignages qui, de pair avec le développement impétueux de l'art et de la culture pendant les années de pouvoir populaire, viennent confondre tous les occupants qui ont nié au peuple albanais sa modeste contribution au trésor de la culture humaine. Ces vestiges se dressent encore comme un défi énergique à toutes les tentatives des puissances impérialistes pour nous assimiler, parce que non seulement ils ont complètement réfuté, une fois pour toutes, le mythe de l'incapacité des Albanais à un développement culturel indépendant, mais ils ont trouvé en eux la confiance dans leurs propres forces, ils ont libéré leurs énergies créatrices. La lutte contre les influences nuisibles étrangères est une condition indispensable pour l'existence et le développement de la culture nationale, car le déferlement de ces influences engendre une atmosphère étouffante pour le développement de l'art et de la culture nationale. Inversement, le renforcement de leur couleur nationale fait front aux influences pernicieuses étrangères, en empêche la diffusion et leur barre la route, il exclut le développement des courants décadents et modernistes. Voilà pourquoi en

Albanie on attache une grande importance à la sauvegarde des traditions culturelles et à la pénétration de l'esprit socialiste et national dans notre art et dans notre littérature, en envisageant cette question non pas comme un simple problème de méthode, mais comme une question politique importante, qui intéresse directement la liberté et l'indépendance du pays, le développement d'une culture et d'un art profondément socialistes.

Les découvertes archéologiques

Les découvertes archéologiques, surtout celles qui ont été effectuées sous le pouvoir populaire, témoignent des antiques traditions culturelles du peuple albanais. Sa culture est en fait aussi antique et riche que son histoire séculaire. Les types de cultures les plus remarquables de l'Antiquité se sont développées sur son territoire et y ont laissé leur empreinte.

Les territoires d'Albanie ont été habités dès l'époque paléolithique, et leurs anciens habitants ont vécu les grands événements qui se sont succédé au fil des siècles dans les Balkans et dans l'Europe du Sud-est. Les Illyriens connurent un florissant essor économique et culturel. Dès les temps antiques, les villes de Butrint, Apollonie, Aulon, Dyrrachium, Onchesmos etc., sur le littoral et plus à l'intérieur du pays, Shkodra, Lissus, Phoinique, Amantie, etc. virent le jour et fleurirent sur le territoire albanais. Les fouilles effectuées ont permis de dégager de nombreux monuments, temples ornés de statues et de colonnes aux chapiteaux de divers styles, théâtres et stades pouvant contenir des milliers de spectateurs, gymnases, places publiques, bibliothèques, etc. Il a été découvert un grand nombre de noms, d'inscriptions et autres objets d'origine illyrienne. Ces découvertes attestent l'existence d'une culture illyrienne plus ancienne que les cultures grecque et romaine, ainsi que sa nette influence sur celles-ci.

Ces dernières années, dans le Sud-Est de l'Albanie, outre l'agglomération préhistorique connue de Maliq, on a mis au jour d'autres centres anciennement habités, l'un au village de Tren, sur les rives du lac de Prespë e vogël, et l'autre à Kamnik, dans la région de Kolonjë. A Tren, on a retrouvé des traces de vie allant depuis l'énéolithique (époque de cuivre) jusqu'au Haut Moyen Age. Les vases peints en terre cuite recueillis sur ces lieux sont particulièrement précieux. La fabrication de ces vases était le propre des Dassarètes, peuplade illyrienne de cette région. A Kamnik, les fouilles récemment reprises ont fait clairement ressortir les liens qui rattachent cette agglomération à celle de Maliq. C'est des Dassarètes que relevait également la cité de Lin située sur la côte ouest du lac de Pogradec. Construite au début du premier millénaire avant notre ère, elle fut habitée jusqu'au Haut Moyen Age. Parmi les trouvailles qui y ont été faites, il convient de citer huit pavements de mosaïque découverts dans une basilique paléochrétienne et d'une haute valeur artistique.

Au nord-ouest de Pogradec, au voisinage du village de Selcë, subsistent de nombreuses traces d'une autre agglomération illyrienne antique. On y a recueilli de nombreux objets archéologiques, des fragments de vases en céramique de diverses époques historiques, des récipients entiers, cratères, amphores, des objets en bronze, fibules, fers de lance, ainsi que des monnaies de Dyrrachium et de Macédoine datant des III^e-II^e siècles avant notre ère. On y a également trouvé d'autres objets de parure, travaillés avec goût, ce qui témoigne de l'essor de l'artisanat dans cette agglomération. Cinq tombeaux y ont été également mis au jour. Le plus imposant est celui classé sous le numéro 4, entièrement sculpté dans le roc. La partie extérieure en est ornée de 8 colonnes de style ionique surmontées de chapiteaux. Sur la droite, dans l'espace compris entre la première et la deuxième colonne, est sculpté un casque en relief, au-dessous Une tête de boeuf, et, sur la gauche, entre la première et la deuxième colonne, un bouclier typiquement illyrien. Le nom de la ville découverte n'a pas encore été identifié, mais on a tout lieu de croire qu'il s'agit de la cité illyrienne de Pelion.

Aux alentours de Petrelë, située à quelques kilomètres au sud de Tiranë, subsistent les murs d'une autre cité illyrienne non identifiée. Outre les murs d'enceinte on y trouve aussi d'autres vestiges importants, des maisons à plusieurs pièces, un foyer de cheminée et une fontaine monumentale.

Les parties les mieux conservées de l'enceinte consistent dans deux tours situées l'une au sud et l'autre au nord de la ville.

La tour du sud, de 58 mètres de long sur 12 mètres de large, représente la construction la plus imposante subsistant aujourd'hui de cette citadelle. Les murs atteignent 7 mètres de haut et sont

constitués par 10 rangées de pierres disposées les unes sur les autres. Ils sont construits en de très gros blocs de pierre de 0,85 m de haut et de 2,30 m de long.

Ces blocs sont ajustés si parfaitement que dans bien des cas il est difficile d'en distinguer la jonction.

Des fouilles sont menées depuis quelques années dans les cimetières tumulaires de la région de Kukës, au Nord-Est de l'Albanie, région qui, dans les temps antiques, faisait partie des territoires de la tribu illyrienne des Dardaniens. Les archéologues ont constaté que les tumuli de cette région, par le procédé de construction, le mode d'inhumation et le mobilier funéraire, ne diffèrent en rien des autres monuments de ce genre découverts en Albanie. Ces données archéologiques attestent clairement la singularité et l'unité culturelles et ethniques des Illyriens, et démontrent la vanité des efforts de certains archéologues étrangers pour les présenter comme une population de composition ethnique et de culture hétérogènes.

Les fouilles conduites depuis plusieurs années sur les ruines de l'antique cité de Jermë, à proximité du village de Saraqinisht, dans la région de Gjirokastër, revêtent un intérêt particulier. Les recherches ont permis de déterminer le nom antique de la ville: Antigoneia. Elle est située sur une colline à deux sommets, ce qui constitue une particularité des agglomérations fortifiées et des cités illyriennes. Les travaux menés sur ces lieux ont révélé que cette ville de l'Illyrie du Sud a connu, elle aussi, aux VI^e-II^e siècles un grand essor économique, social et culturel. Sa superficie couvrant 45 hectares, cette cité: doit, très vraisemblablement, avoir été un des principaux centres de la région.

Les ruines d'une autre ville, la cité médiévale de Sardë, située dans la vallée du bas Drin, à l'est de Shkodër, sont également devenues un important centre de fouilles. Deux murs concentriques qui entouraient jadis la ville y apparaissent nettement aujourd'hui encore, et l'on y dégage actuellement des ensembles de constructions et des rues ravagés il y a cinq siècles par les occupants ottomans. Les fouilles ont mis également au jour d'autres objets, tels que vases en terre cuite, objets de parure, instruments de travail, monnaies.

Après Maliq, des témoignages archéologiques recueillis à Tren sont venus appuyer la thèse selon laquelle les Illyriens sont autochtones dans les Balkans. De nouvelles données confirment en outre que les Illyriens étaient établis dans ces contrées durant le premier millénaire avant notre ère et surtout que leur culture urbaine doit être considérée comme la superstructure d'une société esclavagiste. Tous ces éléments constituent autant de nouvelles preuves que les Illyriens ne furent pas romanisés, que les Albanais sont les descendants des Illyriens et qu'ils ont habité sans discontinuité sur leur territoire.

Figures éminentes

Le peuple albanais, comme tous les peuples, en développant sa culture et son art nationaux a apporté sa modeste contribution au trésor de la culture universelle. Quoique numériquement petit, il a donné naissance à un nombre relativement élevé d'hommes qui se sont distingués dans les arts et les lettres, la science et la philosophie.

Dans les conditions difficiles de l'occupation étrangère, nombre de ces figures remarquables dont s'enorgueillit le pays se virent contraintes d'émigrer en terre étrangère où elles ont laissé en témoignage des oeuvres immortelles.

Le Haut Moyen Age en Albanie est marqué par le vigoureux essor des villes. Un travail intense était mené pour la construction de châteaux, de palais, de tours et d'ouvrages fortifiés. Ainsi l'Albanie devint le berceau de maîtres émérites de la construction. L'architecture connut un remarquable essor et, parallèlement, la sculpture et la peinture qui, comme dans les autres contrées d'Europe, étaient complémentaires de l'architecture

Le renom des maîtres albanais du bâtiment dépassait les frontières du pays, et ils étaient recherchés partout dans les Balkans pour la construction de maisons de temples, de ponts et de forteresses.

Bien des noms des premiers maîtres albanais sont demeurés inconnus, les oeuvres d'art, à l'époque, n'étant généralement pas signées. Néanmoins, les noms de certains artistes albanais qui se sont distingués par la qualité de leurs oeuvres sont parvenus jusqu'à nous. Le maître Progon Zguri, entre autres constructions qui lui sont dues en Macédoine, dirigea en 1295 les travaux pour la construction des églises de Saint-Clément et de Sainte Marie à Ochrid. Le maître Pjetër Dahni dirigea vers la fin du

XIV^e siècle la construction de plusieurs édifices monumentaux à Shkodër. Les archives de cette période font mention des maîtres émérites Radovani et Vladanji, dont il subsiste encore des ouvrages sur les côtes de Dalmatie.

Parmi les maîtres les plus remarquables de ce temps, se signalèrent particulièrement l'architecte Miho Tivarasi et le sculpteur Andrea Alekski.

Les indications dont on dispose sur la vie et l'oeuvre de Miho Tivarasi sont encore fort limitées et insuffisantes pour permettre de retracer sa biographie, si sommaire soit-elle. Il vécut au XIV^e siècle et l'on ne connaît de lui que son origine, depuis longtemps reconnue albanaise par les historiens dalmatiens eux-mêmes, et le lieu de sa sépulture.

Miho Tivarasi est l'architecte du monastère de Raguse, considéré comme un des monuments les plus remarquables de la Dalmatie.

Andrea Alekski, sculpteur et architecte de renom, a laissé une foule d'oeuvres sur les deux rives de l'Adriatique. Plusieurs historiens et critiques ont évoqué sa vie et ses oeuvres. Il naquit à Durrës en 1425 et sa jeunesse coïncida avec une époque où les villes littorales de l'Adriatique étaient en plein essor. Il s'est surtout consacré à la sculpture et à l'architecture, apparemment aussi à la peinture.

Sa première oeuvre connue est la Chapelle de Sainte-Catherine à Shibenik (1448). En 1451, il travailla au palais communal de Split, puis, un an plus tard, à la construction de la basilique de Saint-Nicolas à Rab. Vers 1460, il acheva aussi le baptistère de Zudenik. Ses réalisations les plus importantes se situent dans la petite ville de Trogir. C'est là que se trouve notamment un baptistère de grande beauté, orné de nombreuses statues et de reliefs sculptés avec une extrême finesse. On y rencontre aussi d'autres oeuvres de lui, tels le monument grandiose à Ivan Subotiq, le palais épiscopal de Jacques Torlonia, le palais de style gothique-Renaissance de l'humaniste Coriolan Cipico avec ses portails, et ses ajours admirables; le portique de la ville, les sculptures de l'église de Saint-Sébastien, etc. De toutes ses oeuvres, la plus remarquable est sans doute la basilique de Jean Orsini, considérée comme le chef-d'oeuvre du genre en Dalmatie.

Andrea Alekski collabora pendant plusieurs années avec le maître italien Nicolas Fiorentini. On trouve, entre autres, des vestiges de leur collaboration à Zara, en particulier sur quelques portails de grande beauté; à Tremiti également, on relève certains travaux exécutés par eux et notamment des statues, des lunettes, des reliefs et festons de la façade de l'église de Sainte-Marie.

L'oeuvre d'Andrea Alekski qui s'étale sur une période d'une soixantaine d'années atteste qu'il ne fut pas de ces figures à la vogue éphémère, mais de celles qui passent dans l'Histoire. Cinq siècles après que cet artiste eut orné de ses mains ces régions de Dalmatie et d'Italie, son nom est toujours évoqué et sa gloire ne s'est pas ternie.

La liste des artistes et des maîtres albanais de cette époque ne se borne pas aux noms que nous venons de citer. D'après l'historien dalmatien, le professeur Guelecic, une seule région de l'Albanie du Nord a donné naissance au XIV^e siècle plus d'une quarantaine de peintres remarquables. Nombreuses sont les oeuvres, — ajoutez-il, — tenues aujourd'hui pour dalmatiennes, mais qui furent en fait produites par des maîtres albanais.

Tous ces artistes albanais n'ont pas surgi du néant, ils ne sont pas le produit du hasard, mais ils ont été engendrés et formés par la tradition locale. Leur nombre même témoigne de la floraison artistique que le pays connut à cette époque. Les luttes de près de cent ans (1385-1479) que le peuple albanais mena contre les hordes ottomanes eurent pour effet de réduire en ruines de nombreux centres florissants, et du même coup presque tous les monuments du pays.

Après l'occupation du pays par les Ottomans, la plupart des artistes albanais qui ne purent émigrer, furent envoyés en Turquie pour reconstruire Constantinople, ruinée par la guerre. Parmi eux se trouvait notamment le maître Kristodullo de la région de Berat, qui fut nommé Sinan Aga. Les sources historiques font mention de lui en tant qu'architecte en chef des travaux de la mosquée «Yenidjami» et de l'ensemble des constructions qui l'environnent. A la même époque se signalent Hoxha Kasem, qui, secondé par son aide et compatriote Meremetchi Mustafa Aga, construisit le monument grandiose de «Valide Sultaniye» proche du pont de Galata, et Sedef Qar Mehmet (Biçakçi), originaire d'Elbasan,

auteur de la mosquée à la splendide fontaine située sur la place de l'Hippodrome («Atmeydan») et de nombreux ouvrages remarquables à la Mecque.

Outre les édifices imposants, on doit aussi aux maîtres albanais des ouvrages hydrauliques dans de nombreuses régions des Balkans. Comme l'écrivait le prince de Moldavie Dhimitri Cantemir, «il suffit de voir les aqueducs d'Istanbul pour se convaincre de la capacité des maîtres albanais».

Après l'occupation du pays, nombre d'éminentes figures albanaises quittèrent leur pays pour s'établir définitivement en Dalmatie ou en Italie. Il en sortit notamment trois générations d'artistes, qui se distinguèrent durant «l'âge d'or» de l'architecture et de la sculpture vicentines. Parmi eux «la dynastie des Albanese d'Urbino» joua un rôle très important dans la vie intellectuelle, artistique et politique de l'Italie pendant plus de deux siècles. C'est de cette famille que sont issues plusieurs générations de sculpteurs et d'architectes de renom, tel François Albanese et ses fils Jean, Hiéronyme et son petit-fils François, qui ornèrent de leurs oeuvres Vicence, Padoue et Venise.

On ne dispose pas d'indications précises sur la vie et les oeuvres de François. Jean, lui, est né en 1573 et c'est de son père qu'il reçut ses premières leçons. Au début de sa carrière, il travaille avec le célèbre Palladio. Il devait compléter dignement les oeuvres de son maître de splendides statues dont sont ornées les loges de la basilique palladienne, qui se dresse sur la grande place, ainsi que l'escalier qui y conduit. Jean sculpta les statues pour la chapelle du Rosaire à Corona et celle de Joseph pour l'autel de «Saint Laurent» dans la cathédrale, ainsi que deux hautes colonnes de pierre portant l'emblème de Venise sur la grande place. Parmi les nombreuses constructions qui, à Vicence sont l'oeuvre de Jean Albanese il convient de citer l'oratoire des Servites, l'arc de triomphe au pied de l'escalier qui conduit au mont Bericho. En 1619, il travailla également à Venise, où il exécuta, entre autres oeuvres, cinq statues pour la façade de la cathédrale de Saint-Georges.

Hiéronyme (en italien Girolamo), a également laissé une foule de sculptures d'inspiration mythologique, religieuse, etc., surtout dans les palais de Vicence, entre autres dans la basilique de Palladio à la villa construite à l'image des temples classiques, au sommet d'une colline située à la périphérie de la ville. Outre les ornements sculpturaux, Hiéronyme est l'auteur du projet de l'oratoire des Gonfaloniers dans la cathédrale, où il a sculpté avec une grande puissance décorative divers objets.

Le peuple vicentin apprécia hautement le travail de ces artistes remarquables. Il les a comparés à Phidias et à Polyclète. Sur leurs sarcophages, dans la cathédrale de Saint-Laurent ou sont inhumés les plus illustres habitants de cette ville, on peut lire l'épithète «III^e altre Phidias; hic Policletus erat» (Celui-là fut un nouveau Phidias, celui-ci un autre Polyclète).

Parmi la Pléiade de sculpteurs d'origine albanaise l'on cite aussi Aleks Tarcheta, qui sculpta en 1480 l'autel de la cathédrale de Milan («Altare albanese»).

Dans les diverses galeries et pinacothèques d'Italie se trouvent de nombreuses peintures d'un autre François albanese (XVI^e siècle) originaire de Kelmend (nord de l'Albanie — un maître surnommé l'Anacréon de la peinture».

C'est à cette époque que déployèrent leur activité, dans plusieurs villes d'Europe, toute une pléiade d'humanistes albanais, qui se distinguèrent dans les divers domaines de la littérature et des sciences, et dont les oeuvres devaient demeurer impérissables. Citons, entre autres, Marinus Barletius, le premier biographe connu de Skanderbeg; Marin Beçikemi (1468-1526) appelé encore «Marino di Scutari», auteur de nombreuses oeuvres et de discours publiés en latin, professeur de rhétorique et de littérature à Venise, à Brescia, à Padoue et à Raguse. Un autre humaniste albanais, Jean Gazulli, se signala particulièrement dans la vie culturelle et politique de Raguse, en tant que mathématicien et astronome. Ayant terminé ses études à la faculté des «arts libéraux» de Padoue, il soutint sa thèse de doctorat devant un jury, comprenant deux albanais, Georges Gaspari et le frère André de Durrës. Sa renommée était grande en Dalmatie, en Italie et jusqu'en Hongrie. Parmi les humanistes albanais, un nom retient particulièrement l'attention, celui de Léonique Tomen (1456-1531), titulaire d'une chaire à la Faculté de philologie de Padoue; il a laissé un grand nombre d'oeuvres littéraires, philosophiques, historiques, etc., où apparaissent l'ampleur et la profondeur de ses connaissances. Parmi les étudiants de la Faculté se distingua son compatriote Maxime Artioti. personnalité hors pair, qui après avoir

séjourné pendant un certain temps dans quelques villes d'Italie, se rendit, sur l'invitation d'Ivan le Terrible, à Moscou, où il brilla comme journaliste, écrivain, latiniste, helléniste achevé, traducteur de nombreux écrits philosophiques, théologiques, etc.

L'occupation turque interrompit pour un long temps tout essor artistique et culturel dans le pays, sans réussir cependant à étouffer les dons artistiques et les capacités créatrices des Albanais. Petit à petit, les villes albanaises se relevèrent de leurs ruines, se ressaisirent. Dès le XVI^e siècle, virent le jour de remarquables oeuvres de l'art médiéval. Telles, entre autres, les peintures d'Onuphre d'Elbasan, celles de Nicolas, son fils, et de son collaborateur Johann. Citons également les peintures de Dhimitri de Lin, de Mihal de Jerma (1662), plus tard, les oeuvres de David Selenica et de Kristo, son aide (1726), de même que celles des frères Constantin et Athanas Zographi (1744-1783) qui, en même temps que d'autres artistes, poursuivirent la tradition séculaire de la peinture albanaise sur les murs des temples non seulement du pays, mais aussi des contrées étrangères. Parallèlement à la peinture, la sculpture et l'architecture connurent, elles aussi, un notable essor; citons, dans ces domaines, le maître du ciseau Andon Korfuzan (1758) et les maîtres de la construction Gega et Themeli.

Dans le domaine de la musique, un nom s'imposa, celui de Jean Kukuzeli, maître renommé de la musique byzantine. Par sa vaste et multiple activité comme compositeur, chanteur, théoricien et réformateur, il apporta une contribution considérable au trésor musical de l'époque et fraya des voies nouvelles pour son développement. Aussi ses contemporains l'avaient-ils surnommé «la seconde source de notre musique».

Jean Kukuzeli naquit à Durrës aux alentours des années 1070-1075. S'étant signalé, encore enfant, par sa voix et son talent musical, il fut envoyé à l'école du palais impérial de Constantinople. Plus tard, il fut nommé «maître de la chapelle impériale». C'était là une haute fonction dans l'église byzantine. Il dirigeait le plus important ensemble de chœurs et d'orgues du Moyen Age. Ce titre de maître n'était conféré qu'à d'éminents artistes. Ce poste offrit à Kukuzeli l'occasion de mettre en lumière ses aptitudes exceptionnelles, et ce au point que l'écrivain roumain Jean Creoncou le définit comme une «perle» capable de «tirer des larmes d'un coeur de pierre». Néanmoins Kukuzeli ne put supporter l'atmosphère du palais. Il le quitta furtivement et s'établit dans un monastère du mont Athos, où il se consacra totalement à son art.

Le peu qui subsiste de l'héritage de Kukuzeli et qui est conservé dans les bibliothèques d'Orient et d'Occident, témoignent de son génie artistique et de la richesse de ses aptitudes.

Jean Kukuzeli se consacra pour une bonne part à des questions théoriques. Ayant étudié les travaux des anciens savants, qui s'étaient occupés des lois de l'acoustique et de l'esthétique musicale ainsi que les systèmes antérieurs d'écriture musicale, il inventa une écriture nouvelle, qui fut dénommée «système kukuzelien» et qui représente la troisième phase de la sémiographie byzantine. Cette réalisation, à elle seule, suffirait pour perpétuer son nom.

Jean Kukuzeli s'est également illustré et tant qu'auteur de plusieurs ouvrages très importants pour l'histoire de la musique. Ces oeuvres, qui le placent au premier rang parmi les plus anciens enseignants de cet art, étaient d'une grande utilité pour la connaissance théorique de la musique byzantine, aussi furent-elles répandues en un très grand nombre d'exemplaires auprès des églises d'Orient. Elles devaient servir de guides aux maîtres des époques postérieures pour l'enseignement de la musique. Des exemplaires en sont conservés encore aujourd'hui dans de nombreuses archives et bibliothèques d'Italie, d'Autriche, d'Allemagne, etc.

L'art musical byzantin doit encore à Jean Kukuzeli une autre invention importante: «Le système des cercles» musicaux, qui présentent les rapports harmoniques pour les diverses gammes. Mais il est surtout célèbre comme compositeur. Kukuzeli a laissé nombre d'oeuvres inoubliables, qui, par la beauté et la puissance de l'inspiration, ont été regardées comme des modèles par les hymnographes postérieurs et chantées pendant plusieurs siècles dans les monastères, églises et chapelles orthodoxes de maints pays. Sous son nom figurent encore, dans les codes byzantins, la musique du psaume, biblique n° 117, les gloria n° 148, 149 et 150 et une foule d'autres innovations musicales adoptées dans l'ensemble du service religieux. Il a en outre composé de nombreux textes de chants.

Les oeuvres de Kukuzeli occupent une place importante dans notre histoire de l'art et de la culture, bien que les circonstances politiques l'aient contraint à les écrire en langue étrangère et dans un pays étranger. Les circonstances de sa vie lui imposèrent de n'écrire que de la musique d'église. Les artistes de l'époque n'étaient autorisés à déployer leurs aptitudes créatrices dans aucun autre domaine; pourtant Kukuzeli fut un progressiste dans la véritable acception du terme, ne fût-ce que par l'importante contribution qu'il apporta au développement de la musique. Il sut frayer de nouveaux chemins, que suivirent ses successeurs.

Parmi les grandes figures qui dominèrent le XIX^e siècle en Albanie, l'une des plus puissantes fut, sans conteste, l'éminent patriote Sami Frashëri, connu également comme le plus brillant turcologue de son époque. Né le 5 juin 1850 dans le village de Frashëri, à l'est de la ville de Përmet, il reçut ses premières leçons à l'école de son village, en turc, en arabe et en persan. En 1871, il terminait ses études secondaires au gymnase de «Zosimea» à Janinë, où lui fut dispensée une large culture classique. Il s'adonna particulièrement aux sciences et apprit plusieurs langues anciennes et modernes: latin, grec, turc, arabe et persan.

A l'âge de 23 ans, il dirige la revue progressiste d'Istanbul «Haidka» et le journal «l'Interprète de l'Orient», et écrit deux drames, qui eurent un grand écho surtout parmi la jeunesse. En 1875 il fait paraître le journal «Sabah», premier quotidien turc.

Il ne cesse de déployer une activité intense jusqu'au moment de sa mort, le 18 juin 1904, à sa table de travail.

Il est l'auteur de nombreuses oeuvres: politiques et philosophiques, littéraires et scientifiques, manuels scolaires, dictionnaires et traductions.

Six de ces ouvrages, outre un manuscrit inédit, sont écrits en albanais, quarante-cinq en turc, en arabe ou en français, sans compter un grand nombre d'articles. Il a traduit en turc six oeuvres, notamment une «Brève histoire de Franco», et «les Misérables» de Victor Hugo.

Cet ardent patriote fut l'un des principaux idéologues et dirigeants de la Renaissance nationale albanaise. Mais il s'est également distingué par sa contribution inestimable dans le domaine de la culture et de la science turques et arabes, comme nouvelliste et écrivain de théâtre, journaliste et philosophe, enseignant et linguiste, encyclopédiste et propagateur de la science. Ses premiers ouvrages de linguistique turque et arabe parurent vers 1885, le principal d'entre eux étant le dictionnaire «Kamusi Turki», édité pour la première fois en 1901.

En 1889, il commença la publication de «Kamul'ul Alam», l'un des plus importants ouvrages turc du XIX^e siècle, un dictionnaire biographique et géographique en six volumes, dont le dernier parut en 1899.

Outre sa production éditée, Sami Frashëri passe pour avoir laissé de nombreux manuscrits, essais littéraires et scientifiques, qu'il ne parvint pas à publier.

Sami Frashëri faisait une nette distinction entre l'envahisseur turc et le peuple turc. Aucune de ses nombreuses oeuvres n'a servi l'occupant. Au contraire, ses idées progressistes lui valurent d'être constamment poursuivi par la Sublime Porte. C'est ainsi qu'en 1874 il fut interné à Tripoli. Par la suite, il fut continuellement surveillé par la police. Après la publication de son livre en langue albanaise «L'Albanie, ce qu'elle a été, ce qu'elle est, ce qu'elle deviendra?» il fut mis en résidence surveillée et, virtuellement, prisonnier chez lui.

Les éléments progressistes de Turquie le tenaient, par contre, en haute estime. L'écrivain éclairé turc Ahmet Ihsan, dans un article nécrologique intitulé «Une perte cruelle», a qualifié Sami Frashëri de «grand maître». «Sami Frashëri, écrivait-il, est le seul, oui vraiment le seul, des écrivains ottomans dont les ouvrages scientifiques recueillent l'admiration de tous».

Parmi les figures illustres de la culture albanaise qui ont contribué par leur talent à enrichir le patrimoine de la culture universelle, une place de choix revient à l'acteur Alexandre Moisiu, qui s'acquitta un immense renom à travers le monde.

L'occupation turque et la pénible situation économique contraignirent le père d'Alexandre Moisiu, comme beaucoup de ses compatriotes, à émigrer à Trieste, où Alexandre vit le jour le 2 avril 1880. En 1884, toute la famille regagna l'Albanie. Le petit Alexandre suivit à Durrës les cours de l'école primaire. En 1890, sa famille quitta une nouvelle fois l'Albanie pour regagner Trieste, d'où elle se transféra à Graz, en Autriche. Alexandre termina ses études secondaires et suivit pour un temps les cours du Conservatoire de Vienne.

Alexandre Moisiu mit toute sa vie, tout son génie au service de l'art universel et de l'humanité.

La somme de ses interprétations, par les modulations de la voix, la perfection de la mimique, des gestes, etc., constitue une véritable école de théâtre. Il fut extrêmement admiré par les maîtres des écoles théâtrales de notre siècle.

En tant qu'artiste, il eut une influence universelle, et ses interprétations constituent un héritage d'un intérêt toujours actuel pour les artistes étrangers comme pour les acteurs albanais. Il a joué une infinité de personnages de premier plan d'oeuvres théâtrales de tous les pays, et notamment interprété avec vigueur et véracité certaines de plus célèbres figures d'Eschyle, Sophocle, Shakespeare, Goethe et Schiller. Il jouait les rôles comiques de Molière ou les bouffons de Shakespeare avec le même bonheur qu'il interprétait les personnages tragiques, et passait avec aisance des figures du théâtre classique à celles des plus grandes oeuvres contemporaines, notamment d'Ibsen, Tchekov, Shaw, Pirandello, etc.

Pendant quinze ans, Moisiu fut l'acteur le plus célèbre du grand théâtre de Berlin, dirigé par Max Reinhardt, sous la conduite duquel son génie brilla avec éclat.

Au début, Moisiu enthousiasma les spectateurs des théâtres d'Autriche, de Tchécoslovaquie, et d'Allemagne, puis ceux de Moscou, Léninegrad, Bucarest, Milan, Rome, Florence, New-York, Chicago, Istanbul, Mexico et de beaucoup d'autres grandes villes du monde. Les spectateurs allemands l'entendaient jouer dans la langue de Goethe, les anglais dans celle de Shakespeare, les Parisiens dans la langue de Molière.

Bien qu'il n'ait pu montrer son talent dans son pays, Alexandre Moisiu n'oublia jamais l'Albanie et les Albanais. Partout, il parlait avec fierté de sa patrie. Il fréquentait avec joie et nostalgie les Albanais émigrés à Vienne et à Bucarest. «Je ne veux pas, disait-il, mourir acteur allemand». Il devait recouvrer la nationalité albanaise, en avril 1934, un an avant sa disparition.

Aujourd'hui, le peuple albanais se souvient avec amour et respect de son grand artiste, Alexandre Moisiu. Pour perpétuer sa mémoire, le Présidium de l'Assemblée Populaire de la R.P. d'Albanie lui a décerné en 1961, à titre posthume, le titre d' «Artiste du peuple». L'école supérieure d'art dramatique de Tirana, le Palais de la culture et le théâtre de Durrës portent son nom.

L'oeuvre d'Alexandre Moisiu a été hautement appréciée par de nombreux et illustres penseurs et artistes du monde entier, tels que Anatole Lunatcharski, Luigi Pirandello, Stefan Zweig, Max Brond et autres.

L'artiste du peuple Tefta Tashko Koço, l'une des plus éminentes figures de l'art vocal scénique, naquit le 10 novembre 1910 à Fayoum, près du Caire, où sa famille avait émigré depuis quelques années. Tefta Tashko, tout comme Alexandre Moisiu, fut contrainte de développer son talent artistique sur les scènes des théâtres étrangers interprétant les principaux rôles des opéras les plus célèbres de l'époque.

Dès les bancs de l'école, elle se fit remarquer par son intelligence et son talent. Au Conservatoire national de Paris, elle se gagna vite la sympathie et le respect des enseignants, par sa volonté, son talent et son travail inlassable et persévérant pour acquérir la culture et la technique du chant. Son professeur de chant, Grès, la présenta à Maurice Ravel en ces termes; «Elle n'est pas seulement une bonne chanteuse, elle est aussi une excellente musicienne.»

Le «rossignol d'Albanie» fut vite connu dans les milieux musicaux de Paris. Edudiante encore, elle brilla par son interprétation du rôle de Violette dans la «Traviata» et notamment dans le rôle principal de «Madame Butterfly», avec lequel elle soutint le concours final. «Le Figaro», et d'autres organes de la presse parisienne, appréciant hautement son interprétation, la qualifièrent de «Japonaise» véritable. Elle a interprété avec émotion et réalisme la cavatine de Leli des «Pêcheurs de perles» de Bizet.

Par la suite, Tefta Tashko fit entendre sa voix mélodieuse sur les scènes italiennes, notamment dans «Le Barbier de Séville», «La Bohème» et «La Traviata».

De 1936 à 1939, elle fit un gros effort pour répandre la culture musicale en Albanie en donnant une série de concerts dans les principales villes du pays. Au cours de cette période, elle eut pour principal souci d'assimiler la musique populaire, de l'interpréter avec émotion.

Après la Libération, Tefta Tashko Koço déploya une activité intense mais sa fin prématurée (décembre 1947) vint interrompre une brillante carrière. Elle a été honorée du titre d' «Artiste du peuple» à titre posthume.

Victor Eftimiu, l'éminent écrivain roumain d'origine albanaise, membre de l'Académie des sciences de la R.S. de Roumanie, membre honoraire de la Ligue des écrivains et artistes d'Albanie, a apporté une contribution remarquable au trésor de la littérature roumaine et mondiale. Né en 1889 à Boboshticë, dans la région de Korçë (Albanie), il dut, à l'âge de 9 ans, émigrer avec sa famille en Roumanie après avoir terminé les premières classes de l'école élémentaire dans son village natal. Il termina ses études supérieures en France où il écrivit aussi l'un de ses chef-d'oeuvres, le poème dramatique «Il était une fois», qui depuis lors a été représenté plus de 1.000 fois sur les scènes des théâtres roumains. On doit à sa plume plusieurs romans, pièces de théâtre, nouvelles, notes de voyages, critiques théâtrales, poésies etc.

Toute son oeuvre est imprégnée d'idées progressistes, ce qui lui a valu d'être interné en 1943 dans le camp de concentration de Tergu-Jint.

Dans plusieurs de ses récits et nouvelles il décrit des personnages et des milieux de son sol natal, l'Albanie.

En 1971 et 1972, Victor Eftimiu, dont plusieurs oeuvres ont été traduites en langues étrangères, a visité à deux reprises l'Albanie. Voici ce qu'il écrivait à ce propos en juillet 1971: «J'ai emporté de fortes impressions de mes voyages à travers un pays aux rares beautés et aux grands ouvrages créés par les mains des hommes... j'ai été profondément ému de revoir ma terre natale, Boboshticë... Je repars, la joie au coeur, avec une pleine confiance dans l'avenir de ma patrie que j'ai laissée pauvre et plongée dans les ténèbres, mais que j'ai retrouvée illuminée, rayonnante de lumière, pleine de confiance dans ses propres forces et de volonté».

Il est mort à Bucarest, en décembre 1972; très peu de temps après son dernier voyage en Albanie.

L'un des représentants les plus éminents de la science, de la littérature et de l'art albanais, a été sans conteste Fan S. Noli. Né le 6 janvier 1882 dans le hameau de Qytezë (Ibrik-Tepë), habité par des Albanais, dans la région d'Andrianople, (Turquie) il fait ses études primaires et secondaires en Turquie et une partie de ses études universitaires à Athènes. Contraint par la gêne économique, il exerce divers métiers en Grèce, en Turquie et en Egypte, et se rend finalement aux Etats-Unis (1905), où il participe activement au mouvement patriotique de l'émigration albanaise. Même après la proclamation de l'indépendance albanaise, Fan S. Noli ne cessera de déployer une grande activité politique; en Europe pour défendre les intérêts de l'Albanie contre les convoitises des pays voisins et les plans couvés par les grandes puissances; en Albanie pour défendre la démocratie contre les féodaux et autres réactionnaires. Devenu chef du gouvernement issu de la révolution démocratique-bourgeoise (1924), il doit émigrer à l'étranger la même année après la répression de la révolution par la réaction intérieure appuyée par la réaction internationale. Il poursuit cependant son activité politique.

Fan S. Noli est connu comme un grand orateur et un puissant poète aux idées démocratiques; il est connu aussi comme un excellent traducteur des grands chefs-d'oeuvres de la littérature mondiale: «Othello», «Macbeth», «Jules César», «Hamlet» de Shakespeare; «Don Quichotte» de Cervantes, «La cabane» de Blasco Ibanez, «l'Ennemi populaire» et «Madame Inger d'Ostreat» d'Ibsen, les «Robâitates» d'Omar Khayyâm, «Skanderbeg» de Longfellow, «Annabelle Lee d'Edgar Poë et autres.

Outre les poésies, les articles et les «introductions» qui précèdent les oeuvres traduites et qui sont des bijoux d'études critiques, Fan S. Noli a écrit «l'Histoire de Skanderbeg» et «Beethoven et la révolution française». Cette dernière oeuvre a été hautement appréciée par d'éminentes personnalités du monde de la culture et des arts: George Bernard Shaw, Jean Sibelius, Ernest Newman, Thomas Mann, etc.

Homme d'Etat, historien, homme de lettres, musicologue et compositeur, Fan S. Noli occupe une place particulière parmi les plus éminentes figures du monde albanais. Il est mort le 13 mars 1965.

Et pour terminer ajoutons que d'autres Albanais encore se sont distingués dans différents domaines de la culture et des arts, mais on ne peut en illustrer les mérites dans les limites du présent ouvrage.

Les monuments culturels

En 1965, était inauguré à Durrës un important centre culturel moderne, le nouveau palais de la culture «Alexandre Moisiu».

Lors du creusement des fondations de cet ouvrage ont été mis au jour les vestiges d'une construction antique, un établissement thermal. Afin de préserver les thermes, il fut décidé de modifier le projet de construction du palais, ce qui a entraîné une augmentation de 10 millions de leks sur le fonds initial des dépenses. Cette découverte a ainsi été soigneusement préservée, et elle est devenue un symbole très significatif de la combinaison de la tradition séculaire avec le vigoureux essor de l'art et de la culture de nos jours. Seules quelques marches séparent maintenant un établissement culturel moderne des restes d'un établissement thermal qui date des premiers siècles de l'ère nouvelle.

Des découvertes de ce genre ne sont pas rares dans notre pays. Elles témoignent que l'Albanie est une terre de riche et antique culture. Par rapport à sa superficie (28.750 km²), elle est l'un des pays d'Europe les plus riches en monuments culturels. On y trouve en état de conservation satisfaisant, 8 cités antiques, 75 citadelles, plus de 115 églises, monastères et mosquées, des centaines de maisons, de ponts et autres constructions caractéristiques de grande valeur artistique, qui constituent un fonds précieux de monuments archéologiques, architecturaux et historiques. Aujourd'hui, sont placés sous la protection de l'Etat des centaines de monuments importants de l'art et de la culture. Ils constituent un riche legs laissé par le passé et à la fois un vivant témoignage du travail créateur du peuple albanais et de son apport au trésor de la culture universelle. Ces réalisations inestimables, oeuvre de nombreuses générations, constituent une mosaïque d'histoire de la culture et de l'art albanais.

Nombre d'étrangers, savants et touristes, qui ont visité les monuments historiques d'Albanie, du pays, ont trouvé que l'Albanie présente un très grand intérêt du point de vue touristique. Parmi les monuments, les vestiges des cités illyriennes éparses dans tout le pays, occupent sans aucun doute la première place. Enceintes de murs épais faits de grosses pierres non taillées et assemblées sans aucune sorte de ciment, elles occupent toutes des positions dominantes et stratégiques, commandant les plaines et les vallées environnantes. Le développement économique de l'Illyrie et l'accroissement de sa puissance s'accompagnèrent du renforcement des cités, qui furent alors entourées de murs de pierres de taille, garnis de tours, de portes, etc.

Des centres renommés de la culture antique, tels Dyrrachium (le Durrës actuel), Buthroton (Butrint), Apollonie (Pojan, près de Fier), Lissus (Lezhë), offrent de nos jours un intérêt particulier par les monuments impérissables qui y subsistent (architecture, mosaïque, sculptures). On peut y contempler aujourd'hui encore des pans des hauts murs qui entouraient ces cités, de grandes portes, remarquables oeuvres architecturales, des vestiges de bâtiments publics ou privés, temples, théâtres, stades, établissements thermaux, maisons d'habitation, des sculptures monumentales, des reliefs et inscriptions, des mosaïques polychromes, des monnaies de l'époque des objets de l'artisanat illyrien, et surtout des armes et des objets de parure féminins.

Le grand centre archéologique de Butrint, dans l'Albanie du Sud, possède notamment un chef-d'oeuvre de l'architecture paléochrétienne, le baptistère, construit au VI^e siècle de notre ère. Il se compose d'une couche de mosaïques polychromes et de seize colonnes de granit disposées en deux cercles concentriques, sur lesquelles reposait le toit.

En 1928, fut découverte à Butrint une tête d'Apollon en marbre, véritable chef-d'oeuvre, dont le roi satrape Zog fit don aux chefs de file du fascisme italien. Aujourd'hui cette sculpture de rare valeur se trouve en Italie.

Au cours des années de pouvoir populaire on a mis au jour, entre autres, à Apollonie, 29 sculptures d'un particulier intérêt pour la connaissance et l'étude de la sculpture des II^e et III^e siècles de notre ère.

Les fouilles archéologiques ont conduit à la découverte de nombreuses mosaïques dont les plus intéressantes sont celles de Butrint, Pojan, Durrës, Sarandë et Lin (Pogradec).

La plus importante, qui représente une figure de femme entourée de fleurs diverses, se trouve à Durrës. Elle est composée sur une couche de mortier de quelque 6 centimètres d'épaisseur. Ses fragments ont environ un centimètre de diamètre et sont de couleurs variées, blanches, noires, rouges, oranges, etc. Le visage est travaillé avec un goût très fin. La chevelure, notamment, frappe par les nuances, des ombres et les couleurs vives des épingles qui y sont fichées. Deux grandes branches fleuries se déploient des deux côtés de la figure, formant un fond de feuilles et de fleurs variées. Le travail de cette mosaïque est d'une rare perfection.

Outre les monuments de la culture classique et les ouvrages de fortification, l'Albanie a également reçu en héritage des monuments du culte, de grande valeur par leur architecture comme par les fresques qui en tapissent les murs. Les chercheurs étrangers et albanais attachent un grand prix aux icônes qui datent de la période byzantine ou post-byzantine, et dont beaucoup dépassent, par leur intérêt, les limites de la culture nationale albanaise. Certaines églises de l'Albanie centrale contiennent les fresques du grand peintre albanais du XVI^e siècle Onuphre et de son fils Nicolas. D'autres fresques sont l'oeuvre d'un puissant talent du XVIII^e siècle, David Selenica.

Un autre important groupe de monuments est constitué par les maisons d'habitation populaires, urbaines ou rurales. Un des types de constructions les plus intéressantes est sans conteste la «kulla» habitation fortifiée que l'on rencontre principalement dans l'Albanie du Nord. Mais c'est à Berat, et à Gjirokastër, que les maisons sont particulièrement caractéristiques. Là aussi on relève une unité de style et une harmonie de conception.

Nulle part peut-être plus qu'en Albanie cet héritage de culture matérielle n'a subi au fil des siècles de si graves et souvent irréparables dommages. Dans le passé, les régimes antipopulaires ne montrèrent aucun intérêt pour ces valeurs culturelles, qui avaient pu échapper jusque-là à la fureur dévastatrice des invasions étrangères, aux calamités naturelles et aux dégradations dues à l'incurie des cliques dirigeantes, etc. Elles étaient abandonnées à leur sort ou livrées, sous forme de concessions, aux Etats impérialistes, qui les ont pillées.

C'est seulement après la Libération que fut promulguée la loi «Sur la protection des monuments culturels et des sites naturels», qui mit un terme une bonne fois à la dégradation et au pillage des monuments, dès lors proclamés patrimoine commun du peuple tout entier. Par décision spéciale du Conseil des ministres, Berat, Gjirokastër, le sous-sol et la vieille ville de Durrës ainsi que le vieux marché de Krujë ont été proclamés villes-musées. Ces actes gouvernementaux ainsi que d'autres décisions de la même nature constituent la base juridique de tout le travail concernant les monuments.

La création de l'«Institut des monuments culturels» a précisément répondu au souci d'assurer la protection, la conservation et la restauration des monuments de la culture. Cet organisme a déployé une vaste activité pour prévenir la dégradation des monuments, découvrir et protéger des monuments jusque-là inconnus et jeter en ce domaine les bases d'une discipline scientifique auparavant inexistante en Albanie. En conséquence, un grand nombre de monuments endommagés au cours des siècles ont été sauvés de la destruction complète et conservent, dans leur état actuel, leur valeur historique, culturelle et artistique.

Ces dernières années, de véritables travaux de restauration ont été menés à bien, notamment au nymphée d'Apollonie, et l'on s'est même attaqué à la restauration de grands ensembles architecturaux. Ce travail a permis, entre autres, de mettre en valeur les quartiers de «Kala» et de «Mangalem» de Berat, le marché et la citadelle de Gjirokastër, le marché de Krujë.

Il a été procédé à une sélection des monuments de culte et l'on a conservé ceux d'entre eux qui présentent un intérêt historique et artistique. D'autre part, on a recueilli des données qui ont abouti à la mise sous protection de 250 autres monuments historiques importants. Parmi ceux-ci, les monuments qui se rattachent à quelque grand événement historique, occupent la première place. Les monuments concernés par les travaux de l'Institut se trouvent répartis dans toutes les régions du pays et ils datent de presque toutes les périodes historiques.

Toutefois, la meilleure protection des monuments est assurée par les larges masses travailleuses elles-mêmes, qui sont conscientes de la valeur et de l'importance de cet héritage. Aussi la voie principale que suit l'Institut dans son action, consiste-t-elle à donner à ce travail un caractère de masse, à éduquer les masses de façon qu'elles aient elles mêmes le souci de veiller à ce patrimoine qui leur appartient.

Le folklore

L'Albanie est annoncée. Le rideau s'ouvre: c'est le prodige renouvelé, ce sont les grandes heures des Fêtes à nouveau! Choeurs puissants, orchestre virtuose, danses superbes, agencées avec talent en un bouquet délirant, danseurs merveilleux, costumes [...] Voici le lauréat 1970. C'est ainsi que le journal «Les dépêches» décrit la première représentation de l'ensemble folklorique de Tirana aux Jeux internationaux d'automne à Dijon. «Les danseurs possèdent une telle maîtrise de leur corps, sous le drapé des tissus de laine, qu'ils semblent ignorer la pesanteur et l'immobilité. Leurs danses aussi altières que vertigineuses, semblent leur procurer le plaisir de suprêmes jouissances [...] Aisance aérienne! Et pourtant comme gronde le sol sous leurs pas frénétiques! Eclate, tonne le tapan et pleuvent les nappes sonores de l'accordéon, de la clarinette, de la flûte, des violons, les filles aux yeux de braise, aux costumes flamboyants, les hommes aux larges pantalons de laine blanche dessinent du bras, du pied à une vitesse stupéfiante, mais avec des ruptures de rythme encore plus stupéfiantes, les réjouissances pastorales et populaires de l'Albanie farouche».

Au festival de Dijon, l'ensemble albanais a obtenu le premier prix devant 30 ensembles folkloriques de nombreux pays d'Europe, d'Asie et d'Amérique latine, et remporté le «Collier d'or pour l'année 1970». Ce n'est pas là le premier succès du folklore albanais dans l'arène internationale. Les représentations de cet ensemble et d'autres groupes folkloriques ont été suivies avec un vif intérêt dans les festivals internationaux et au cours de tournées dans divers pays étrangers. Ces groupes y ont présenté l'art populaire albanais du verbe, de la mélodie, de la danse et des instruments musicaux. Des mélodies et des danses des genres les plus variés, jusqu'alors confinées dans d'étroits milieux, ont, depuis l'instauration du pouvoir populaire, jailli puissamment, témoignant que le peuple albanais a préservé un précieux héritage folklorique, qu'il ne cesse d'enrichir.

Le folklore albanais a attiré l'attention des chercheurs. Au XIX^e siècle, certains savants étrangers, encore que surtout à des fins linguistiques, ont mené des études en ce domaine. En Europe, la ballade de Garentina fut l'objet d'une importante étude du poète allemand Burger, et constitue un des éléments d'une étude sociale de Paul Lafargue. Karl Marx, qui appréciait beaucoup les chants populaires, a retranscrit en 1839, dans un album dédié à Jenny, parmi d'autres chants de divers peuples d'Europe, des chants albanais également.

L'Albanie possède un patrimoine inépuisable de chants et de danses populaires. Au long des siècles, le peuple albanais s'est créé une musique originale, qui se distingue par la variété des tonalités, la beauté et le sentiment des mélodies, leur rare fraîcheur et leur charme particulier. Les chants populaires sont l'histoire du peuple albanais mise en musique. Chaque chant historique vibre de la foi en la victoire. Ces chants, qui furent pour nos aïeux des appels au combat, vivent encore aujourd'hui par la bouche de nos montagnards du Nord et du Sud. En Albanie du Nord, ils sont chantés à une voix, dans le Sud, pour la plupart à deux, à trois ou à quatre voix. Comparés aux chants polyphoniques d'autres peuples, les choeurs albanais, sont plus compacts, plus variés, et ils ont atteint un haut niveau de perfection. Aussi ont-ils exercé une certaine influence dans ce genre.

Les chants lyriques, érotiques, rituels et allégoriques constituent le fonds du folklore musical albanais. Les chants nuptiaux, dans le Nord comme dans le Sud, se distinguent par les tons joyeux, le lyrisme et l'optimisme, et c'est avec une profonde passion que le peuple a chanté l'amour pur et sincère.

Les danses albanaises, pleines de vie et de dynamisme, offrent une grande variété de mouvement. Elles symbolisent la vaillance des Albanais. L'albanologue hongrois, Talloczy, écrit dans une de ses études que les «Illyriens dansaient l'épée à la main».

Le peuple albanais a, au cours des siècles, créé une infinité de danses, des plus simples aux plus complexes. Ces danses qui incarnent ses meilleurs traits, sont intimement liées à sa vie, à ses coutumes, à son labeur, à ses luttes, à ses aspirations, à ses coutumes, à son labeur, à ses luttes, à ses aspirations à ses joies et douleurs.

Les danses populaires albanaises ont, par leur beauté, suscité l'admiration de plusieurs grands écrivains et artistes, notamment de Lord Byron, qui, dans «Childe Harold» fait une description pittoresque de la danse albanaise des palikares.

Les danses populaires diffèrent plus ou moins, par la forme et le contenu, suivant les régions, et selon le sexe et l'âge des participants. Chaque région, voire même chaque village, possède ses danses caractéristiques. Il arrive qu'une même danse s'exécute dans le même lieu de deux ou plusieurs manières. Aux traits distinctifs de chaque région correspondent des ramifications dialectales et ethnographiques, qui se traduisent à leur tour par une foule de variantes.

En dépit cependant de leur diversité, les danses des différentes contrées offrent une communauté d'éléments qui dérivent de l'unité de la tradition qui les inspire.

Autrefois les hommes et les femmes de certaines régions dansaient séparément, les danses mixtes étant rares, fût-ce au sein d'une même tribu. C'est là qu'ont leur origine les distinctions existant entre les danses des deux sexes, lesquelles, tout en ayant souvent une structure analogue, n'en diffèrent pas moins par le style. Généralement, les danses féminines sont aisées, légères, contenues et faites de mouvement gracieux. Pour la plupart, les danses masculines sont «graves», fougueuses, et émaillées de bonds agiles, il en émane une impression de puissance.

Les danses varient aussi suivant les âges. Dans la Labërie, il y a des danses de vieilles femmes et des danses de jeunes épouses, où les danseuses se disposent en demi-cercle et sont accompagnées de chants polyphoniques dans leurs évolutions. En ce qui concerne le nombre des participants, certaines danses sont exécutées par un seul danseur, notamment celles de l'Albanie du Nord et de la Kosovë; d'autres se dansent à deux et se rencontrent surtout depuis les montagnes du Nord jusqu'à Berat et à la Myzeqe, de même que dans toute l'Albanie orientale; d'autres enfin, généralement mixtes, s'exécutent à trois, deux hommes et une femme, ou inversement.

La plus simple est celle où les danseurs sont disposés sur une ligne, mais il existe des danses, qui, tout en étant essentiellement rectilignes, se compliquent de pirouettes et de mouvements sinueux; des danses sur deux rangs se faisant face, qui se développent en étant accompagnées de chants; et enfin la forme la plus courante, celle aux mouvements tournoyants, répandue dans toutes les régions d'Albanie ainsi que chez les Albanais d'au-delà des frontières.

En matière d'instruments populaires également, le talent créateur du peuple albanais se manifeste de façon très variée. On trouve sur le territoire relativement restreint de l'Albanie des instruments populaires de toutes sortes. Citons parmi les instruments à percussion, tendus de peau, le tambour et le tambourin; parmi les instruments à vent la flûte et le *gaydé*; et parmi les instruments à corde, la *lahuta* et la *çifteli*. L'instrument le plus répandu est la flûte: tube en bois ou en métal, percé de trous et long de quelque 40 centimètres. Le *gaydé*, espèce de cornemuse, est un instrument à vent à deux voix. Il se compose d'une outre en peau et de deux tubes dont l'un seul est muni de trous, l'autre, servant uniquement à l'accompagnement. Un autre instrument également très populaire est la *çifteli*, petite mandoline à long manche, et généralement à deux cordes. Cet instrument est surtout répandu dans les hautes régions du Nord, où on le trouve dans presque chaque famille.

Notre folklore oral, ainsi que celui des rites accompagnant la célébration des naissances, des mariages et des décès, sont aussi fort riches.

La collecte du folklore est une tradition très ancienne, mais l'accumulation systématique du trésor de la culture populaire n'a été entreprise qu'après la Libération du pays. C'est à cette tâche que se consacrent les travailleurs scientifiques de l'Institut du folklore. Mais le folklore étant le patrimoine du peuple tout entier, un très vaste réseau de collaborateurs de professions diverses et surtout de l'enseignement est engagé dans cette action. La recherche, la collecte et l'étude de ces oeuvres, qui sont la création du peuple, sont orientées et organisées conformément à un plan. L'Institut du folklore entretient avec ses collaborateurs des liens constants et fructueux. Grâce à leur contribution les archives de l'Institut se sont considérablement enrichies. Elles contiennent déjà plus d'un million de vers, 7 à 8.000 pages de prose, quelque 40.000 proverbes et 12.000 devinettes, environ 10.000 enregistrements de mélodies homophoniques, polyphoniques, instrumentales et de danses. Quarante-cinq volumes totalisant près de 12.000 pages ont été publiés sur ces riches matériaux.

En 1961, a été entreprise la publication du fonds du folklore albanais. Ce recueil, que l'on peut qualifier d'encyclopédie de la littérature orale populaire, comprendra quatre séries consacrées respectivement à la prose populaire, à l'épopée légendaire, à l'épopée historique et aux oeuvres lyriques. Il convient également de citer la série de trois volumes intitulée «premiers glaneurs du folklore albanais» (1635-1912), la série de quatre volumes «La prose populaire», la série «L'épopée légendaire». De pair avec les publications anthologiques et celles du fonds folklorique, on a également fait paraître des ouvrages sur des thèmes plus particuliers, comme, entre autres des chants et des récits populaires sur le travail, sur la femme, etc., qui visent à éduquer les travailleurs aux plus hautes vertus exaltées dans le folklore.

L'Institut du folklore a fait éditer les premières publications musicales et chorégraphiques. Jusqu'ici on a visé à donner au public un recueil de certains genres.

Actuellement, l'étude du folklore albanais s'est engagée dans une nouvelle étape, celle de la synthèse scientifique des résultats obtenus dans les activités de recherche et d'éditions. La publication de quelque 50 volumes du folklore oral, musical et chorégraphique, la parution d'environ 500 travaux et articles scientifiques sont un clair indice de l'important progrès accompli.

Une nouvelle voie de développement des travaux scientifiques sera offerte par l'étude des productions folkloriques régionales et l'étude comparative du folklore inter-régional. Ce sont là certains des premiers travaux appelés à dépouiller l'étude du folklore albanais d'un certain caractère descriptif général et scientifique, qui a existé dans une mesure quelques années avant 1937.

Les travaux menés dans le domaine du folklore albanais ont apporté une très précieuse contribution à la science folklorique balkanique. Le travail accompli jusqu'à présent a suscité un intérêt particulier dans les milieux scientifiques étrangers et surtout dans ceux des pays balkaniques. Les publications de l'Institut du folklore albanais ont connu une large diffusion.

Le folklore albanais et le travail de recherche conduit en Albanie en ce domaine se sont acquis un respect mérité de la part des savants progressistes de cette discipline. En témoigne le déroulement des travaux du II^e Congrès des Etudes balkaniques à Athènes, de la I^{re} Conférence nationale de la science folklorique albanaise, du festival folklorique national de Gjirokastër, etc. Parlant du festival de Gjirokastër, un musicologue anglais, le professeur Albert Lloyd, a dit «Qu'est-ce qui fait le plus d'impression au visiteur folkloriste étranger?! Premièrement, peut-être le fait que, par groupes successifs, les amateurs démontrent que la musique folklorique albanaise est une musique vivante, émouvante, troublante. La situation est donc tout à fait différente de celle qui prévaut en Occident, où nous ne goûtons que les vestiges de traditions qui eurent naguère encore une certaine grandeur. Deuxièmement, le fait que le folklore musical albanais est extrêmement varié dans ses chants héroïco-narratifs, très expressif par les chants des montagnes abruptes du Nord comme par les chœurs frémissants, plus romantiques et plus harmonieux, du Sud, chantés sur un vaste registre de formes et de rythmes, et dont certains, rendraient envieus les compositeurs modernes les plus audacieux. En outre, la longue série des instruments est pleine d'attrait pour le musicologue — le son rude de la *lahuta* du Nord, le doux murmure de la double flûte du Sud, le son mordant de la *z hurla*, la musique pastorale mélancolique de la flûte ordinaire et de la flûte dite *kavall*, les rythmes impulsifs de la *çifteli*, tout cela et bien d'autres instruments au festival ont produit à l'hôte étranger que j'étais une profonde impression par le parfum remarquable propre à la musique albanaise. Mais surtout dans ce festival on a l'occasion d'admirer le portrait de tout un peuple, énergique mais attachant, ardent mais pondéré, militant mais profondément amical, fier de ses antiques traditions, mais assoiffé d'innovations. Le musicologue conventionnel occidental, dont la conception sur la musique folklorique émane essentiellement des musées et des livres et non pas de l'étroit contact avec le peuple ne peut pas imaginer un folklore si étroitement lié aux problèmes quotidiens qu'il l'est en Albanie.» «Pour un ethnologue d'Europe centrale — écrit le représentant des Archives des photogrammes de l'Académie des sciences d'Autriche, le Dr. Dietrich Schuller, — la présence au festival national du folklore à Gjirokastër est une chance miraculeuse. J'ai été émerveillé par la richesse du folklore albanais, par la vitalité, la spontanéité et le caractère actuel des représentations, qui n'en étaient pas moins fondées sur la tradition des formes. Alors que dans les autres pays on ne lui manifeste qu'un intérêt local, il a été démontré ici de manière significative que le folklore est d'un grand intérêt pour le peuple et l'Etat.

En outre, un autre point encore mérite d'attirer particulièrement l'attention. La science albanaise a une rare possibilité: celle d'observer la vie et la culture du peuple, elle peut étudier non seulement la culture populaire telle qu'elle est, mais aussi son évolution et son développement. L'innovation et la transformation, en tant que problèmes qui préoccupent les ethnologues et les sociologues, peuvent être étudiées ici dans une mesure qui n'a d'égale dans aucun autre pays. C'est avec le même bonheur qu'on peut traiter ici les problèmes généraux de l'étude de la culture en général et vérifier les hypothèses dans la pratique, à travers l'observation de la réalité. Et comme le travail de recherche en matière de folklore occupe en Albanie une place si importante, nul doute qu'on en tirera bien des choses qui enrichiront cette science en général.»

Tout cela montre que le folklore et la science folklorique albanaise méritent une place d'honneur dans la science folklorique européenne et balkanique en général.



Costumes nationaux.



Danses populaires.

Le patrimoine ethnographique

Le peuple albanais possède un patrimoine ethnographique d'une richesse inestimable. Les costumes populaires, si variés et d'une si grande finesse de confection, les broderies sur soie, les tapis et carpettes décorés de motifs nationaux, les objets d'art en filigrane d'argent et les pyrogravures, les habitations caractéristiques à l'architecture originale avec les motifs sculptés qui ornent portes et fenêtres, les placards encadrés, les corniches et les cheminées, témoignent du talent original et de l'esprit artistique qu'il a préservés de génération en génération.

Par la grande richesse de ses traditions ethnographiques, l'Albanie apparaît comme un pays d'ancienne culture.

Parmi les divers genres artistiques que le peuple albanais a cultivé avec bonheur, les arts appliqués viennent en première place. Chaque objet d'usage courant, costumes, récipients, mobilier, instruments de travail et l'habitation en général, portent la marque du goût artistique populaire.

L'art populaire albanais est très riche et se caractérise par sa variété. Chaque région ou village présente ses particularités en ce domaine. Toutefois, en se développant, l'art populaire a acquis des caractéristiques communes qui se reflètent dans toute l'Albanie. On y trouve aussi des éléments de la culture des peuples voisins avec lesquels le peuple albanais a été en rapport tout au long de son histoire, mais ces éléments ont, bien entendu, été réélaborés et adaptés.

Le travail des textiles en Albanie peut être considéré à juste titre comme un art populaire. Toute femme albanaise est en mesure de confectionner non seulement des ouvrages relativement simples, mais également des travaux d'un niveau artistique élevé.

Les costumes populaires de Tropojë, Elbasan, Devoll, Gjirokastrë, etc., les tapis de Kukës, de Korçë et de la Labërie, les sacs de Zadrimë, attestent parmi tant d'autres types d'ouvrages, l'antique tradition de ce genre de travail en Albanie.

Les travaux de tricotage à la main sont surtout pratiqués dans les régions du Sud et du Nord. Ces travaux, qui comprennent des costumes, robes, tricots, châles, gants, bas, etc. se distinguent par la multiplicité des points. Les ouvrages travaillés en forme de dentelle et ceux décorés de motifs populaires sont parmi les plus répandus. Ce type d'ouvrage, pour les tricots d'homme et de femme se rencontre dans la Grande Malësi, et, surtout pour les bas, dans les zones reculées de Kukës.

Les étoffes, de lin ou de laine, des costumes nationaux, sont tissées au métier à bras, puis ornées et brodées par les mains de fée des femmes albanaises. C'est aussi au métier à bras que sont confectionnés, dans le Sud, les tapis et les grosses couvertures, ou, dans le Nord, les carpettes et les toiles décorées. C'est selon le même procédé que sont travaillés les gros tissus de laine, dont on fait des houppelandes, des besaces, etc.

Les tapis de Korçë, des régions du sud et des hautes régions du Nord émerveillent par le gracieux entrelacement des motifs ainsi que par l'harmonisation parfaite des couleurs. Dans le travail des costumes populaires, des carpettes et tapis, l'art de nos ancêtres est parvenu jusqu'à nous, et cette ancienne tradition a été préservée et développée de nos jours par les nouveaux maîtres de l'art populaire.

Les costumes nationaux sont également un précieux élément qui témoigne du niveau élevé de la culture du peuple albanais, de la finesse de son goût. Nombre de régions ont leur propre costume, et il arrive même qu'un village et parfois un groupe de familles à l'intérieur d'un village aient une manière particulière de se vêtir. Ces costumes diffèrent entre eux par les matériaux employés, par la coupe, par la couleur dominante ou la combinaison des couleurs, par les ornements particuliers, etc.

Les costumes féminins sont d'une plus grande variété et plus richement ornés. Seules sont brodées les parties visibles de la chemise: col, corsage, et manches ainsi que la jupe. D'ordinaire, elles le sont en fils de soie ou de coton de diverses couleurs, le rouge puis le noir étant les teintes dominantes.

Sur la chemise est passée le gilet ou la tunique en grosse laine, ornés de lisérés, rouges ou de diverses couleurs. Sur le gilet, les femmes portent un tablier, brodé si joliment que l'on peut affirmer sans crainte de se tromper que c'est un des travaux de meilleur goût sortis des mains des Albanaises. Ceux de Shpat, de Dumré, de la Myzeqe et de Fushë-Krujë méritent, entre autres, d'être mentionnés.

Les coiffures aussi sont l'objet d'un soin particulier. De dimensions variées, elles sont parfois assez volumineuses, comme celles des costumes de la Myzeqe, parfois plutôt menues, mais fort gracieuses, s'enroulant élégamment autour de la tête, comme les coiffes de la région de Zadrimë.

Comme tous les peuples des Balkans, les Albanais se chaussent aussi de sandales («opingas») en peau de boeuf, dont la forme varie suivant les régions. Légères, confortables, adaptées à la configuration

montagneuse du pays et, pour la plupart, assez élégantes, elles sont ornées sur le dessus de fils de cuir tressés ou de fils de chanvre multicolores.

Dès les temps antiques, le peuple albanais s'est également adonné au travail des métaux. Il en pratique plusieurs types: battage, coulage, ciselure et travail au filigrane. Le battage et le coulage sont au nombre des techniques les plus anciennes. Maints objets de la culture illyrienne, tels que boucles de ceinture, etc. sont travaillés par battage. Le perfectionnement de cette technique a permis la fabrication d'armes blanches, sabres, yatagans, épées, etc. De même, les objets coulés datent déjà de l'époque illyrienne. On a découvert et conservé de nombreux objets fabriqués selon ce procédé, depuis des armes avec leurs accessoires jusqu'aux objets de parure féminins. Des armes et autres objets confectionnés selon ce procédé par les maîtres ferronniers de Berat, Elbasan, Gjirokastër, sont conservés de nos jours dans les musées du pays.

Le travail au ciseau a été pratiqué jusqu'à tard encore, principalement dans les villes de Berat, Elbasan, Gjirokastër, etc.

Les armuriers-orfèvres du Sud sont renommés pour le travail de certains types d'armes et aussi de plaques, de boucles et boucles d'oreille, de bracelets de boutons et de nombreux autres articles qui complètent l'ornement des costumes nationaux.

Le travail du cuivre, art assez répandu, possède également de vieilles traditions. Les fouilles effectuées dans les tumuli des agglomérations illyriennes ont permis de découvrir plus de 40 types de fibules, sans parler des colliers, diadèmes, bracelets, et des armes de défense en bronze.

A la longue, s'est aussi enrichie la gamme des articles d'usage quotidien en cuivre et en bronze, tels que récipients et autres.

Les objets étaient principalement ornés de motifs géométriques et parfois de motifs floraux, de cyprès stylisé, etc.

Les textiles exceptés, en aucune autre matière l'art populaire n'a atteint un si haut degré de perfection que dans le travail du bois, couramment employé dans les édifices d'habitation et du culte, (plafonds, placards, iconostases, etc.), pour les meubles et des récipients, pour des instruments de travail et de production. Le goût artistique de l'Albanais s'est manifesté sur chaque objet d'usage courant: cuillères et écuelles, quenouilles et pipes, «lahutas» et coffres de mariée, berceaux et métiers à tisser, etc. Dans l'artisanat du travail du bois, les motifs ornementaux sont de la même inspiration que sur les broderies des costumes populaires. Les objets courants travaillés par les artistes populaires, bergers ou maîtres artisans du bois, dans les montagnes ou dans les plaines, ont gardé dans toute leur originalité les traces de notre ancienne culture.

Les maîtres artisans de Dibër, en particulier se sont acquis un grand renom dans les Balkans. Leurs productions étaient recherchées jusqu'en Asie mineure. Ceux de l'Albanie du Sud-Est ont laissé les marques de leur art surtout dans les contrées méridionales de la péninsule. Leurs ouvrages se distinguent par l'originalité du style et la variété des combinaisons. Les Dibrans se sont signalés par un travail plus fin et ils utilisent souvent des motifs végétaux, cependant que les seconds combinent les motifs végétaux et les motifs zoomorphes. Dans l'ensemble, les motifs des ouvrages en bois sont empruntés à la nature, à la vie active, à la production.

La tradition du travail du bois chez le peuple albanais ne s'est pas confiné à l'économie domestique. Elle s'est élevée au niveau de la production marchande. Dans les régions bénéficiant de conditions plus favorables et où les particularités locales étaient plus marquées, se créèrent en quelque sorte des écoles distinctes de sculpture sur bois, parmi lesquelles celles de Dibër, de Berat et de l'Albanie du Sud-Est sont les plus remarquables. Ces écoles connurent leur apogée aux XVII^e et XVIII^e siècles lorsque les maîtres artisans albanais atteignirent à une perfection et une virtuosité artistique dont le renom dépassa les frontières du pays, alors que le XIX^e siècle marque le déclin de cet art populaire.

Les maîtres artisans de Dibër et de Cermenik employaient exclusivement du bois de pin pour les décorations des pièces et des habitations en général. L'école de Berat ou de Shpirag, sur un champ d'action plus restreint, se distingue par des travaux sur plusieurs sortes de bois, l'orme semblant toutefois prévaloir.

Parallèlement à la sculpture du bois s'est développée également la gravure sur bois qui a surtout pris de l'essor après la libération du pays.

L'architecture populaire albanaise présente aussi un intérêt particulier. Les habitations albanaises varient notablement d'une région à l'autre du pays. On y distingue les «kullas», les maisons citadines, les maisons de la plaine et celles des régions montagneuses.

Les *kullas* constructions qui appaurent à l'époque du féodalisme, présentent un intérêt particulier. Elles étaient autrefois répandues dans toute l'Albanie, alors qu'on ne les rencontre aujourd'hui que dans les régions montagneuses de l'Albanie du Nord, où elles sont des vestiges du passé. L'épaisseur de leurs murs, construits en grosses pierres, varie de 1 m à 1 m 50 et elles sont conçues de façon à permettre une défense efficace contre les attaques du dehors.

Les matériaux ethnographiques albanais présentent un grand intérêt à la fois scientifique et artistique. Le peuple albanais s'est affirmé comme une unité ethnique particulière, non seulement par la langue et les traits anthropologiques, mais aussi par les traditions ethnographiques. Ce fait a attiré l'attention de nombreux chercheurs à différentes époques. On relève des données ethnographiques touchant l'Albanie dans divers ouvrages des anciens auteurs grecs ou romains, dans les registres des chroniqueurs byzantines, dans les rapports d'agents commerciaux ou politiques qui ont traversé l'Albanie, dans les actes et documents écrits à différentes périodes, mais ces données, malheureusement tronquées et superficielles, n'ont qu'une valeur de matériaux auxiliaires.

L'ethnographie albanaise a attiré particulièrement l'attention des patriotes albanais, et notamment des premiers écrivains et chercheurs de la langue albanaise au XIV^e siècle, Budi, Bardhi et Bogdani, des membres des colonies albanaises à l'étranger, et surtout des patriotes de la Renaissance nationale, qui ont accompli au XIX^e siècle un fécond travail d'étude de la culture nationale. Contraints toutefois d'oeuvrer dans des conditions difficiles, poursuivis et persécutés par les occupants étrangers, ils ne purent, en dépit de leur bonne volonté, accomplir qu'une oeuvre fragmentaire.

Ce n'est qu'après la Libération que la collecte et l'étude des matériaux ethnographiques ont pris toute l'importance qu'elles méritent et été portées à un niveau scientifique. Le secteur d'ethnographie, créé en 1947, n'a cessé de s'étendre et d'amplifier ses activités.

Aujourd'hui le fonds documentaire du secteur d'ethnographie compte en tout 22.240 objets, dont 8.440 photographies, 600 relevés planimétriques, cartes et croquis divers, et 13.200 objets matériels. Ces objets proviennent de plus de 300 agglomérations différentes et appartiennent, quant à leur époque, aux deux derniers siècles (XIX^e et XX^e). Ces documents illustrent de façon complète et réaliste la façon de vivre du peuple albanais avant la Libération. On a d'autre part recueilli des matériaux des temps présents.

Les travailleurs du secteur ethnographique se sont livrés à des recherches dans maintes régions pour y étudier les activités traditionnelles, principalement l'agriculture et l'élevage. Les habitations populaires, rurales et urbaines, ainsi que nombre de costumes locaux, ont été l'objet d'études dans toute une série d'ouvrages publiés. Une attention particulière a également été attachée dans ces études, à la culture sociale, spirituelle et artistique. La publication de ces matériaux, collectés avec soin et amour, permet de faire connaître aux larges masses les grandes richesses artistiques que le peuple albanais a élaborées et préservées, et qui n'avaient jamais été appréciées à leur juste valeur dans le passé.

L'intensification de la lutte contre les coutumes et les conceptions rétrogrades et réactionnaires qui avilissent la femme, contre la religion et les préjugés religieux, contre le système de vie patriarcal, et autres tares de ce genre, a placé l'ethnographie albanaise devant des tâches nouvelles. Il importait de découvrir les racines de ces coutumes pernicieuses qui entravent le développement de la société et de combattre leur assise philosophique idéaliste réactionnaire. Actuellement, les ethnographes albanais, dans le choix de leurs sujets d'études, sont guidés par le souci de mener à bien les grandes tâches que posent le développement et l'approfondissement de la révolution idéologique et culturelle en Albanie.

Les études ethnographiques, qui sont en partie des études balkaniques comparées, montrent qu'en dépit de la grande diversité qui marque la culture traditionnelle du peuple albanais, cette culture, sur tout l'habitat actuel des Albanais, repose sur une base ethnique commune, formée dans les temps antiques. Cela apparaît non seulement dans la culture matérielle, et notamment dans les costumes populaires,

dans l'architecture populaire, les vases et le mobilier en général, mais aussi dans la culture sociale et spirituelle du peuple, comme dans le droit coutumier, et les usages de la vie familiale, où l'on relève une couche commune de traditions.

Le musée ethnographique de Tirana, mis sur pied en 1948, et les musées locaux créés dans les districts, les villes, voire même dans de nombreux villages du pays, ont joué un rôle important pour la collecte et la conservation du trésor ethnographique. Le musée ethnographique central de Tirana est devenu une école de culture pour les larges masses populaires. Il est visité par des jeunes gens et des jeunes filles qui y acquièrent des connaissances vivantes et concrètes sur le passé du peuple et sur sa culture matérielle, et aussi par des groupes d'artistes et d'intellectuels, en particulier d'artistes populaires, qui s'inspirent des traditions artistiques du peuple. Ce musée est également visité avec intérêt par les étrangers.

Le musée ethnographique a également étendu ses activités à l'étranger, où il a organisé, depuis sa fondation, de nombreuses et importantes expositions ethnographiques, qui ont permis à une foule de visiteurs de connaître les traditions artistiques du peuple albanais.

La voie du développement de la littérature albanaise

Il y a quelques années était publié à Paris «Le général de l'armée morte», le roman de l'écrivain albanais Ismail Kadaré. «La publication de ce roman, écrivait à cette occasion la Maison d'édition «Albin Michel» apportera une révélation: celle d'une jeune littérature albanaise, à peu près inconnue de nous et qui, du premier coup, situe son auteur à un rang enviable sur le plan de la littérature internationale. «Dans la préface du livre l'écrivain français bien connu Robert Escarpit soulignait: «Ismail Kadaré donne aux lecteurs français un roman de stature mondiale.»

Le roman eut un grand retentissement et eut tôt fait d'être traduit dans de nombreuses langues. Par la suite, devaient être traduites d'autres oeuvres de cet auteur: «Les tambours de la pluie» et «Chronique de la ville de pierre».

A la fin de 1973 paraissait à Paris le volume intitulé «Ismail Kadaré et la nouvelle poésie albanaise», un recueil de poésies de Kadaré, Dritëro Agolli, Natasha Lako et Fatos Arapi. Dans l'avant propos Alain Bosquet écrit entre autres: «L'âme de l'Albanie est dans ses meilleurs poèmes... Au cours de ce siècle, l'indépendance. C'était souvent une assez pauvre forme de la liberté, au cours de laquelle le grand Migjeni a pu écrire: «La misère travaille jour et nuit». Enfin, la République populaire, l'isolement, l'exemple unique et la transformation radicale d'une nation entraînée dans son temps, mais capable de vivre au XV^e siècle, par l'imagination et au XXI^e par l'espoir».

D'autre part, l'auteur de choix et de la traduction des poésies, Michel Métais, dans sa présentation du volume intitulé «Des poètes qui parlent pour tout un peuple», écrit entre autres: «...La littérature albanaise n'est pas née d'hier et la poésie a été son moyen d'expression favori et longtemps exclusif, à tel point que le premier roman albanais a été écrit en vers... On peut s'étonner que cette poésie soit restée à peu près totalement méconnue. Elle a eu besoin de parler surtout pour elle-même, afin de se retrouver, de se fortifier après une longue période sombre. Elle n'a pas non plus toujours trouvé d'oreilles attentives. Sans doute parle-t-elle à présent assez fort pour qu'on ne puisse plus faire semblant de ne pas l'entendre».

L'accueil chaleureux qui fut réservé à ces oeuvres par l'opinion publique en Europe et hors de ses frontières est un grand succès et une affirmation de toute la littérature albanaise, de son développement sur la voie du réalisme socialiste.

La littérature albanaise est encore jeune. Elle a vu le jour avec la publication du premier livre en albanais «le Missel» de Gjon Buzuku en 1555. Durant la domination ottomane, en même temps qu'ils se révoltaient continuellement pour la conquête de leur indépendance, les Albanais s'employèrent avec abnégation à préserver leur langue, leur art et leur culture. Ecrivains et poètes ont eu une part importante dans cet effort. Par leurs oeuvres, ils ont concouru non seulement à enrichir la culture, mais aussi à éveiller la conscience nationale, en vue de dresser le peuple pour la lutte contre le régime militaire et féodal des sultans. L'une des périodes des plus brillantes sous cet aspect est celle de la «Renaissance nationale», qui englobe la seconde moitié du siècle passé et le début de notre siècle. Elle connut des écrivains et des poètes éminents, qui, en rattachent leur activité créatrice aux problèmes de

l'époque et à la vie du peuple, ont créé des oeuvres de valeur. Tels Naim Frashëri, Andon Zako Çajupi, Sami Frashëri, Konstandin Kristoforidhi, Vaso Pasha, Filip Shiroka, Mihal Grameno, Foqion Postoli et des dizaines d'autres, qui devinrent les précurseurs de la littérature albanaise d'aujourd'hui.

La proclamation de l'indépendance nationale inaugure une nouvelle période pour la littérature albanaise, alors dominée par le réalisme critique. Cette période s'étend de 1912 à 1940, et les représentants les plus en vue en sont Ndre Mjeda, Fan Noli, Milosh Gjergj Nikolla (Migjeni), Aleksandër Drenova (Asdreni), Toute leur oeuvre est un réquisitoire sévère contre le régime féodal-bourgeois, qui réprimait féroceement la moindre idée progressiste.

Durant la Lutte de Libération nationale, est née la littérature albanaise contemporaine, qui s'est développée de pair avec les grandes transformations économiques, politiques et sociales des dernières décennies. La grande valeur de cette littérature réside en ce qu'elle est liée aux intérêts du peuple, qu'elle sert ces intérêts et milite pour eux. Elle s'est attachée à saisir la grande variété des thèmes qu'engendre la réalité socialiste elle-même, à embrasser diverses époques de la lutte du peuple albanais et à les faire revivre dans l'optique du marxisme-léninisme. C'est de ces idées que s'inspirent les oeuvres de Shefqet Musaraj, Dhimitër Shuteriqi, Llazar Si-liqi, Dritero Agolli, Sterjo Spasse, Ismail Kadare, Jakov Xoxe, Fatmir Gjata, Anastas Kondo et de beaucoup d'autres.

L'esprit révolutionnaire du peuple, la lutte contre l'impérialisme et le révisionnisme, la fierté nationale et les principes élevés de l'internationalisme prolétarien sont les éléments qui caractérisent l'oeuvre créatrice des écrivains albanais. Dans leur voie ils ont toujours pour boussole la méthode du réalisme socialiste, qui ne crée pas, comme le prétendent les esthètes bourgeois, des stéréotypes, mais favorise au contraire l'épanouissement le plus complet des individualités, des manières et des styles les plus divers.

Le contenu socialiste, révolutionnaire, d'une oeuvre littéraire se traduit par la représentation et l'interprétation de la réalité dans le développement de la lutte de classes, à travers les contradictions, mais toujours selon un idéal positif communiste déterminé, à la lumière de la perspective historique. A cet égard, l'art socialiste met en relief les forces progressistes; il illustre la lutte et laisse ouverte la perspective de développement, sans pactiser avec les dénouements stéréotypés ou schématiques, pas plus qu'avec le tragique et le désespoir fataliste si typiques des courants décadents actuels.

Les oeuvres littéraires du réalisme socialiste décrivent des caractères humains et des milieux typiques; elles rendent l'essence de la vie sociale, l'attitude politique, idéologique, éthique et esthétique des hommes. Les personnages de la littérature albanaise reflètent la psychologie de différentes couches sociales, leur niveau de développement intellectuel et social. Toutes ces particularités ne peuvent pas être identiques chez des peuples différents. Les milieux et les circonstances mêmes dans lesquels agissent et se développent ces caractères diffèrent d'un pays à l'autre. En outre, les traditions littéraires et artistiques diffèrent, elles aussi, d'un peuple à l'autre. L'écrivain de réalisme socialiste tient compte de tous ces éléments et il s'efforce de créer des oeuvres entièrement pénétrées de l'esprit national et populaire.

Les styles et les manières dans la littérature albanaise sont variés, ce qui est dans l'ordre des choses. Les principes communs du réalisme socialiste n'empêchent pas, mais, au contraire, permettent encore mieux à l'auteur, tout en servant le peuple, de trouver une langue artistique qui lui soit propre, de confirmer sa personnalité, son individualité artistique.

La nouvelle littérature albanaise porte son propre sceau national, elle exprime la conscience du peuple albanais dans les grands moments historiques qu'il a traversés et qu'il traverse actuellement. Le caractère national et populaire de la littérature albanaise n'en est pas un élément secondaire, mais un trait essentiel, une des composantes fondamentales de son existence, un des principaux facteurs de sa vitalité et de son succès. Le sceau national de la littérature albanaise se manifeste en ce qu'elle reflète la texture spirituelle du peuple albanais, ses conceptions sur la vie et sur la mort, sur la liberté et l'esclavage, sur l'amour, le mariage et la famille, sur le travail et les loisirs, son sens de l'humour, face aux aspects épiques et lyriques de l'existence, son attitude à l'optimisme et au pessimisme, à l'indifférence et à l'engagement, etc., etc. Complétant le cadre des caractéristiques qui constituent l'originalité, de cette littérature son visage national créé dans le cours des événements historiques à travers les siècles, les auteurs albanais emploient dans leurs oeuvres le parler, les intonations, le

rythme, et la phraséologie propres à leur peuple et font ainsi ressortir, l'univers de celui-ci dans toute sa grandeur.

Le développement de la littérature albanaise sur son terroir se heurte au flot des influences étrangères modernistes et conservatrices. Et cela est compréhensible, car le renforcement du caractère national de la littérature réprime toute influence étrangère, barre la route à sa pénétration, et, inversement, le déferlement des influences étrangères étouffe le caractère national. Notre littérature s'oppose aux courants et aux tendances bourgeoises et révisionnistes, aux manières formalistes, à l'art qui ne se fixe pas pour but de servir le peuple, d'être compris par le peuple et de refléter la vérité de la vie, mais qui prône seulement le chaos spirituel, la crise de la société et de l'homme.

L'esprit original national de la littérature albanaise nouvelle ne conduit pas pour autant à une rupture avec le monde dans son ensemble, il met l'accent sur les formes et les traits qui sont ceux du monde spirituel albanais, sur l'individualité historique, le tempérament, la psychologie, le mode de vie et les traditions du peuple albanais.

La nouvelle littérature albanaise a des couleurs épiques prononcées. Cette particularité découle de la nature épique de la vie même du peuple albanais au cours des siècles, de la nature de la profonde révolution sociale qu'il est en train d'accomplir. L'époque du socialisme et du communisme, avec ses batailles de classes sans précédent, époque des tempêtes et des bouleversements dramatiques, laisse nécessairement des traces profondes sur le développement de la littérature, lui confère une couleur épique marquée et en fait en quelque sorte une encyclopédie du communisme.

Mais la nouvelle littérature albanaise est allée de l'avant aussi bien dans la représentation épique que dans la représentation dramatique et lyrique de la réalité, en envisageant le problème de l'action et des gestes héroïques en harmonie et en liaison avec le monde spirituel de l'homme, ses sentiments, ainsi qu'avec les drames et les affrontements inhérents au développement de la société passée et présente.

L'esprit de parti, d'essence communiste, est à la base de toute la création littéraire albanaise; c'est ce qui explique la pureté idéologique de la littérature albanaise, son esprit militant et révolutionnaire élevé, et aussi sa valeur sur le plan gnoséologique et didactique. En Albanie, fleurissent une littérature et un art de réalisme socialiste, qui reflètent fidèlement la réalité objective et sont devenus un puissant moyen pour tremper l'homme nouveau et révolutionnariser les consciences. Ce sont une littérature et un art d'un caractère foncièrement populaire, qui ne s'adressent pas à une minorité d'élus, mais aux larges masses, et qui sont devenus un puissant rouage dans la grande machine de la révolution.

Un des traits importants de la littérature albanaise consiste dans le rôle actif qu'elle joue dans la vie du peuple. Non contente d'instruire les lecteurs, elle les inspire, les encourage à être aussi des bâtisseurs assidus et conscients du socialisme en même temps que de vaillants combattants pour défendre les conquêtes réalisées. Elle le fait avec chaleur, avec vie et une grande variété de coloris. La froideur méditative et «objective» est étrangère à la poésie et à la prose albanaises. Elles bouillonnent de passion et sont riches de parenthèses lyriques, de contrastes et de frappantes images qui émanent de la diversité même de la vie.

Dans son rapport historique au VII^e Congrès du P.T.A., le camarade Enver Hoxha parlant de la littérature et des arts, a souligné entre autres: «Le caractère national et l'esprit populaire se réalisent à travers la représentation véridique de la réalité, à partir des positions de l'idéologie marxiste-léniniste, par une assimilation critique, faite à partir de positions de classe, de toute l'expérience de notre culture, de l'ancienne tradition progressiste et du nouveau révolutionnaire, grâce à un solide appui sur la création populaire. Le caractère national populaire s'exprime non seulement dans la création, mais aussi dans l'exécution et l'interprétation des oeuvres créées.»

L'étroite liaison avec le folklore, en évitant cependant le folklorisme, est également typique de nombreuses oeuvres de la littérature albanaise. Il ne s'agit pas ici d'imiter le folklore et de se contenter de rester à son niveau, mais d'apprendre à connaître et de mettre à profit cette immense richesse que constitue l'inspiration populaire.

Le folklore est une grande source d'inspiration pour la littérature albanaise de réalisme socialiste. Etant né comme une nécessité absolue d'exprimer l'attitude esthétique de l'homme devant la réalité, le folklore possède un grand rayonnement esthétique et joue un rôle important dans la vie spirituelle

actuelle. Il joue ce rôle parce qu'il relie le présent au passé, il poétise le présent par des moyens folkloriques, il fait vibrer dans l'âme de l'Albanais les cordes qui ont été tendues au cours de son existence, il fait écho aux sons qu'il a entendus dès son enfance et il persuade par la force du verbe et de la musique de la grande maîtrise du créateur inégalable qu'est le peuple! Le folklore toutefois, est en constante évolution, il se développe dans l'oeuvre créatrice collective du présent mais en se maintenant toujours dans le solide sillon de la tradition. Il nous procure un plaisir esthétique, car c'est un art senti, rattaché aux grandes joies et souffrances que le peuple a éprouvées au cours de son histoire, c'est un art animé par l'âme du peuple.

Les succès de la nouvelle littérature albanaise sont liés à la représentation de l'esprit héroïque, révolutionnaire et national depuis l'époque de la Lutte de libération nationale jusqu'à nos jours. Elle a progressé en poussant plus à fond la représentation du peuple, des types et des milieux nationaux, la représentation de la lutte de classes, la description des grands tableaux tirés de la réalité.

La littérature albanaise a progressé dans le sens de la représentation profonde et générale de l'homme nouveau, en le considérant en étroite liaison avec la société, avec son action concrète en tant que combattant du nouveau contre l'ancien, sans se borner au cadre restreint de la «conscience», comme le font les courants bourgeois et révisionnistes, mais en pénétrant dans son monde intérieur, rattaché à la vie et à la société.

La littérature albanaise de réalisme socialiste est, en substance, militante, elle fait des hommes des révolutionnaires, pénétrés de la morale communiste, de l'amour de la patrie, de l'amour du beau, de l'amour du travail, de l'amour pour l'homme, pour le camarade. Elle est pénétrée des justes principes de la famille et de la morale, de la haine pour tout élément pernicieux, pour l'ennemi déclaré ou camouflé, mais aussi pour toutes les faiblesses et les défauts qui sont les conséquences des survivances de l'idéologie étrangère léguée par le passé et de la large pression exercée actuellement par l'idéologie bourgeoise et révisionniste.

Les travaux et les décisions du IV^e plénum du C.C. du P.T.A., l'intervention du camarade Enver Hoxha, à la réunion du Secrétariat du C.C. du P.T.A. le 20 décembre 1974, et surtout son rapport au VII^e Congrès, ont donné un vigoureux essor à la littérature et aux arts en Albanie du point de vue du contenu comme du point de vue de la forme.

Le livre, compagnon de tout Albanais

Le livre, en Albanie, est devenu le compagnon inséparable non seulement de quelques «passionnés» de lecture, mais de la masse de la population. Il n'appartient pas seulement aux milieux scolaires, il a pénétré aussi dans les fabriques, les usines, les coopératives agricoles, dans les villes comme dans les coins les plus reculés des montagnes. Cela a été rendu possible non seulement par les bas prix des livres et par l'accroissement exceptionnel des tirages par rapport au passé, mais surtout par la nature de leur contenu, qui répond aux sentiments et aux aspirations des lecteurs.

Rien que durant les 13 premières années du pouvoir populaire (1945-1957), on a publié en Albanie autant de livres qu'on en avait édité au cours des quatre derniers siècles autrement dit, depuis la publication du premier livre en albanais (1555) jusqu'en 1944.

En 1973 ont paru en Albanie 800 nouveaux titres.

Le tirage des livres en 1975 par rapport à l'avant-guerre a augmenté d'environ de 45,6 fois. En d'autres termes, en regard de 183.000 exemplaires publiés en 1938, le nombre des livres sortis des presses albanaises en 1975 s'est élevé à 8.344.800, ce qui représente près de 4 livres par habitant, taux qui dépasse la moyenne mondiale.

Toujours en 1975, par rapport à 1938, le tirage des journaux a été multiplié par 17,4, celui des revues et des autres publications par 8.

Des transformations radicales ont également été apportées au contenu des publications. Celles-ci ont aujourd'hui un caractère des plus vastes et elles tendent à pourvoir au mieux aux besoins des travailleurs albanaïses de toutes les couches, de toutes les catégories et de tous les âges. Le livre n'est plus, comme il l'était hier, un moyen d'enrichissement pour les propriétaires d'imprimerie et de

maisons d'édition, mais un puissant instrument au service de l'élévation du niveau d'instruction et de culture des masses laborieuses.

Aussitôt après la libération du pays, la publication d'ouvrages politiques et idéologiques fut considérée comme une tâche majeure. On a maintenant traduit en albanais les principales oeuvres de Marx et d'Engels ainsi que les oeuvres complètes de Lénine et de Staline. En 1969 a paru «L'Histoire du Parti du Travail d'Albanie» et l'on poursuit actuellement la publication des oeuvres du camarade Enver Hoxha en albanais et de ses oeuvres choisies en plusieurs langues étrangères.

Un autre secteur très important des éditions albanaises est celui des publications historiques, qui ont pour but d'éclairer le glorieux passé du peuple albanais. Citons ici les ouvrages capitaux que sont l'«Histoire de l'Albanie», l'«Histoire de la littérature albanaise» ainsi que d'autres importantes études sur des périodes particulières de l'histoire du peuple albanais et principalement sur la glorieuse époque de Skanderbeg. En outre, des dizaines de brochures ont paru sur des figures éminentes de notre histoire, de même que de nombreux livres de souvenirs de participants à la grande épopée de la Lutte de libération nationale.

La publication d'oeuvres littéraires, albanaises ou étrangères, connaît en Albanie un grand essor. La branche «littérature» dans les tableaux des éditions albanaises compte plusieurs centaines de titres avec un tirage de millions d'exemplaires.

Le lecteur albanais reste toujours attaché à la littérature progressiste mondiale. Aujourd'hui Homère et Eschyle, Dante et Shakespeare, Cervantes et Goethe, Shaw et Dreiser, Heine et Byron, Balzac et Tolstoj, Gorki et Mayakovski, Liu Sip, Jack London et Whitman, Ibsen et Tchékhov, Nexe et Brecht, Fadeiev, Pratolini et Lesli Wallis ainsi qu'un grand nombre d'écrivains révolutionnaires contemporains des pays d'Europe, d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et d'Australie se lisent en albanais. Un effort toujours accru est fait pour donner un tableau de la vie mondiale actuelle à travers les livres des auteurs qui jouissent de la sympathie des masses populaires.

Le volume des traductions est considérable. On a soin de faire en sorte qu'elles englobent le maximum de peuples et d'auteurs, parce que chaque peuple, grand ou petit, exprime à travers ses meilleurs écrivains son individualité, une valeur qui lui est propre.

Un grand travail est fait pour répandre le livre parmi les larges masses. Actuellement, dans différents districts du pays, on compte 40 bibliothèques d'Etat, dont le fonds compte un nombre de livres 111,3 fois supérieur à celui de 1938. Sans compter les milliers de bibliothèques familiales, il existe aussi quelque 3.000 bibliothèques dans les lieux de travail et de production, dans diverses institutions, coopératives agricoles et écoles, où les travailleurs et les écoliers se voient créer des facilités pour pouvoir lire dans les salles ou chez eux les livres qu'ils empruntent. Par ailleurs, pour satisfaire aux demandes de livres rares des lecteurs les bibliothèques entretiennent entre elles des relations régulières et s'empruntent temporairement des livres. C'est ainsi que l'on procède en particulier pour les livres techniques et scientifiques ou en langues étrangères.

Extension du réseau des bibliothèques populaires

Années	1938	1950	1960	1970	1975
Bibliothèques populaires	5	12	16	38	40
Le fond des livres (en milliers)	25	202	736	1.758	2.516

Le réseau des librairies a connu lui aussi une grande extension au cours de ces dernières années. A l'heure actuelle, leur nombre s'élève à plus de 250, dont 124 à la campagne. Des librairies ont été mises en place même dans les zones reculées de montagne.

Pour assurer la propagande du livre, outre les travailleurs des bibliothèques et des librairies, l'Union des écrivains et artistes et ses branches en province, les organisations de masse et les amis du livre effectuent un vaste travail. Ainsi, pour toucher les lecteurs, on recourt à différents procédés: comptes rendus sur les nouveaux livres parus, après-midi littéraires, rencontres avec des écrivains, marchés du livre organisés périodiquement.

Toutes ces réalisations témoignent que l'Albanie, de pays d'analphabètes qu'elle était autrefois, quand le livre était un objet rare, se range aujourd'hui parmi les pays avancés quant à l'édition et à la diffusion des livres. Et si l'on considère le rythme très élevé d'accroissement des éditions, on a tout lieu d'affirmer qu'elle se fera, dans un très proche avenir, une place d'honneur parmi les autres pays, quant au nombre de livres publiés par habitant.

Le théâtre

Les découvertes archéologiques faites en Albanie comptent de nombreux édifices de spectacles publics, des théâtres. Un très beau théâtre a été dégagé dans la cité antique de Butrint. Avec ses 19 gradins, l'orchestre et la scène, il constitue un ensemble architectural, qui orne admirablement le versant de la colline sur lequel il s'adosse. C'est sur la pente d'une colline également que se situait le petit théâtre découvert dans la ville d'Orik. On y assistait non seulement à des représentations théâtrales mais aussi à des combats de gladiateurs. Le théâtre dégagé à Apollonie est d'un autre type. Il s'agit d'un odéon couvert, réservé aux spectacles musicaux. Des traces d'un autre théâtre antique ont également été retrouvées dans la cité illyrienne de Bylis.

Ce sont là autant de témoignages de l'antique existence de la vie théâtrale dans notre pays, et, peut-on dire, dès le IV^e siècle avant notre ère.

Des jeux apparentés au théâtre, échafaudés sur un sujet donné, avec des personnages, costumes, des monologues ou des dialogues, et de la mimique se rencontrent aussi dans le folklore albanais. Certains de ces jeux sont, selon toute vraisemblance, très anciens. Tel, entre autres, celui nommé «la distribution des agneaux» (en honneur dans la Malësia de Shkodër) et qui a pour fondement le culte phallique, pratiqué, comme on sait, dans les villages de la Grèce antique dès le VI^e siècle avant notre ère, dans les fêtes organisées en l'honneur de Dionysos, dieu du vin. Les jeux théâtraux firent partie de la vie du peuple albanais jusqu'au XV^e siècle. On y perpétuait les victoires des preux et leurs succès sur l'ennemi. Durant la domination ottomane, la vie théâtrale était inexistante. Mais à partir de 1874 commença à se développer un mouvement d'amateurs, qui a joué un rôle très important pour ranimer l'esprit national, l'amour de la patrie et soulever les masses pour la lutte contre les occupants étrangers, pour l'émancipation nationale et sociale. Ce mouvement a connu un grand développement à Korçë surtout dans les années '30, mais il s'est aussi étendu à d'autres villes — Shkodër, Vlorë, Gjirokastër, Elbasan, Tirana, etc.

Le mouvement du théâtre d'amateurs a joué un grand rôle en particulier pendant la Lutte de libération nationale. En ces années orageuses, les combattants de la liberté dans les prisons, dans les quartiers des villes et les villages, ainsi que dans les unités de l'Armée de libération nationale, ont déployé une vaste activité théâtrale, légale ou clandestine. Les représentations des acteurs des détachements de partisans, qui tenaient leur texte dans une main et leur fusil dans l'autre, aidèrent beaucoup à l'éducation politique et à la mobilisation des masses dans la lutte pour la libération du pays. Sur ces bases, le 24 mai 1944, dans les journées de l'historique Congrès de Përmet, alors que le pouvoir populaire ne cessait de grandir, les amateurs des unités de partisans, en célébrant cet événement, ont créé leur troupe théâtrale stable, premier noyau du Théâtre populaire.

Le théâtre des partisans apporta sur la scène un élément nouveau; la figure de l'homme du peuple, héros jusque-là oublié, opprimé, méprisé, mais qui, empoignant maintenant les armes et prenant conscience de sa grande force, avait décidé de devenir lui-même le maître de son destin.

Le théâtre populaire dramatique, qui ne vit le jour ni dans les salles luxueuses, ni comme le produit d'une école ou d'une méthode donnée, mais fut l'héritier direct du théâtre des partisans, illustra précisément, représenta, sous une forme artistique plus élaborée, cette époque marquée par l'ouragan purificateur de la révolution. Il mit sur scène un héros qui incarne les meilleures qualités du peuple libéré et conscient de sa force. La jeune dramaturgie albanaise exalte l'oeuvre héroïque du peuple. Tout comme le théâtre des partisans, qui enflammait les coeurs des combattants et de la population après les durs combats, le théâtre contemporain albanais s'est converti en une tribune, d'où s'établit un dialogue avec les travailleurs, en un vaste amphithéâtre où souffle l'esprit révolutionnaire du temps. En se penchant davantage sur la vie active, en s'inspirant constamment du travail vivant et en enracinant les figures artistiques toujours plus profondément dans le terroir albanais, le théâtre a acquis de

nouveaux traits dans son contenu et dans sa forme, il est devenu plus accessible, plus compréhensible, plus démocratique, et il porte désormais sa propre marque nationale.

Le répertoire du théâtre albanais réserve la place principale aux oeuvres des auteurs nationaux contemporains, qui traitent de problèmes très divers, depuis le passé historique du peuple albanais et la Lutte de libération nationale contre les occupants nazi-fascistes jusqu'aux questions que pose la réalité quotidienne. Ces oeuvres ont contribué à donner au théâtre populaire une orientation nationale et un visage qui lui est propre.

Dans les oeuvres des dramaturges albanais, une place particulière revient à la lutte du peuple albanais pour la liberté et l'indépendance. Des oeuvres comme «Brave parmi les braves» de Sulejman Pitarka, «Halili et Hajria» de Kol Jakova, «Les Shalians» de Ndrek Luca, etc. donnent un tableau de la période de la résistance héroïque que le peuple albanais a opposée à l'invasion des hordes ottomanes.

Sur les scènes albanaises ont été données une série de pièces reflétant la glorieuse épopée de la Lutte de libération nationale. Telles sont «Le préfet» de Besim Levonja, «Le général de l'armée morte» (drame tiré du roman homonyme d'Ismail Kadare par Pirro Mani), «La famille du pêcheur» de Sulejman Pitarka, «Dom Gjoni» de Kol Jakova, etc.

Une série de pièces albanaises ont pour sujet des problèmes se rattachant aux grandes réformes sociales de la révolution populaire, réforme agraire, grandes nationalisations socialistes, etc. Tel, entre autres, le drame «Notre terre» de Kol Jakova. Ces pièces sont centrées sur le conflit dramatique aux contradictions antagonistes existant en Albanie. Le conflit familial y est subordonné au conflit social. L'intrigue se développe en fonction de l'affrontement social et se dénoue en même temps que celui-ci. Ces oeuvres illustrent la décomposition morale et politique de la société féodalo-bourgeoise, en même temps que sa liquidation.

Une place particulière revient aux pièces qui reflètent les mesures importantes destinées à révolutionnariser encore davantage la vie dans tous les domaines. Les grands changements qui interviennent dans la vie sociale, s'accompagnent de la transformation de la nature de l'homme, et ils ont donné à la dramaturgie une nouvelle impulsion. Dans ces oeuvres on voit prédominer le héros positif, qui n'est pas une invention des écrivains, mais un produit de la réalité socialiste pendant cette période révolutionnaire. La lutte pour l'émancipation féminine a nécessairement porté au premier plan la figure de la femme. Ainsi les personnages de la jeune fille («La fille des montagnes» de Loni Papa), de Zana («La cartouche dans le trousseau» de Fadil Kraja) etc., qui luttent avec courage pour le nouveau, pour leurs droits, sont brossés avec relief, tirés de la vie même.

Une place importante, aux côtés des autres problèmes de la dramaturgie des dernières années, est réservée à la représentation des rapports entre l'individu et la collectivité. Un grand nombre de pièces soulignent le rôle des masses dans l'éducation et la transformation de l'homme, de l'individu, dont l'existence n'est pas cependant niée en tant que telle, et qui est au contraire estimé et glorifié lorsque son activité répond aux intérêts du collectif, de la société. Les drames «Le deuxième visage» de Dritëro Agolli, «Hommes sur le rocher» de Kadri Piro, «La dame de la ville» comédie de Ruzhdi Pulaha et d'autres encore, traitent en même temps que d'autres problèmes sociaux importants celui de ces rapports, les contradictions qu'ils renferment et la voie à suivre pour les aplanir. L'introduction de ce nouvel élément dans le drame albanais est déterminée par le grand rôle qu'occupait le collectif dans la société.

Les pièces mises en scène dans les théâtres du pays, depuis les premiers spectacles jusqu'aux dernières représentations d'oeuvres d'écrivains dramatiques albanais et étrangers, classiques et contemporains, ont témoigné aussi de l'accroissement des capacités créatrices des acteurs, metteurs en scène et décorateurs. Le seul fait que des oeuvres capitales du théâtre universel comme «Othello», «Hamlet», «Le roi Lear» de Shakespeare, «Intrigue et amour» de Schiller. «Le révisor» de Gogol, «Le bourgeois gentilhomme», «L'Avare» de Molière. «L'auberge des pauvres» de Gorki, «Au-delà de l'horizon». «Les carillons du Kremlin» de Pogodine «Arture Ui» de Brecht «la Jeune fille aux cheveux gris», et d'autres encore, ont pu être montées, constitue un grand succès pour la dramaturgie albanaises.

Par l'esprit qui l'anime, notre théâtre sert l'éducation politique et esthétique des larges masses laborieuses.

Les années qui suivirent la Libération ont vu se créer, en plus du Théâtre de Tirana, un vaste réseau d'institutions artistiques professionnelles d'orientations diverses, qui s'étend sur toutes les régions et les principales villes du pays.

Institutions artistiques professionnelles

Années	1950	1960	1965	1970	1975
Nombre de théâtres dramatiques et de théâtres de variétés	4	18	24	25	27
Places	1.332	4.614	7.321	7.046	7.382
Spectateurs (en milliers)	138	931	1.204	1.354	1.615

Parallèlement, dans les lieux de travail, villages, écoles, unités de l'armée et ailleurs, ont été mis sur pied des milliers de groupes artistiques d'amateurs, qui donnent régulièrement des représentations pour le public et participent aux olympiades et autres manifestations théâtrales.

Le cinéma

En 1947, des cinéastes albanais tournaient le premier film albanais d'actualités. Ainsi, l'art cinématographique albanais faisait ses premiers pas bien après les autres pays. Il est le plus jeune en Europe, et parmi les plus jeunes au monde. En Albanie le septième art, le plus jeune, s'est donc engagé dans sa voie sur un terrain entièrement inexploré. Il manquait de tradition et d'expérience, il ne possédait aucun cadre tant soit peu spécialisé, et ne disposait que de moyens de fortune et techniquement arriérés.

Les films tournés au cours des 30 années d'existence du cinéma albanais portent empreints en eux aussi bien la biographie des Studios «Albanie nouvelle», que celle de la réalité de la vie albanaise, de la marche impétueuse du pays dans la voie de l'édification de la société nouvelle, socialiste.

Des centaines de films d'actualités illustrent les premières grandes actions en vue de panser les blessures causées par la guerre, le travail plein d'abnégation accompli pour l'industrialisation du pays, le développement des coopératives agricoles, les premiers cours dans les amphithéâtres des premiers instituts d'enseignement supérieur. En même temps que l'économie et la culture, se développe aussi la production cinématographique et, ce qui est l'essentiel, la qualité et le niveau idéologique et artistique des films, leur force communicative et affective ne cessent de s'élever.

En 1952, furent construits les bâtiments des Studios «Albanie nouvelle», qui furent dotés d'une série de laboratoires et de tous les équipements requis. Les premiers cadres se mirent à l'oeuvre. Ainsi était préparé le terrain à l'éclosion et à la croissance du film de long métrage. Dans les années qui suivirent, les premiers films de long métrage produits par nos propres moyens tels, entre autres, «Ses enfants», «Tana», «Debatik», furent projetés sur nos écrans.

Ces dernières années, le cinéma albanais a accompli d'importants progrès quant au nombre des films produits comme quant à leur qualité. Les films documentaires «La danse des aigles». «Résurrection», «La trempe», «L'épée à la main», «La ville aux mille fenêtres». «Au service de la santé». «Le puits 542». «Migjeni», «Gjirokastër», «Chez nos pêcheurs», «Pour le développement de l'élevage», «Le silence qui parle» et d'autres encore, sont des films d'un niveau honorable et d'une valeur idéologique et artistique. Ils ont été très appréciés par notre public, comme par les spectateurs étrangers.

Dans la période actuelle, les productions sont d'un niveau plus élevé, plus mûres du point de vue idéologique et esthétique. Le nombre des films de valeur s'accroît, qui viendront enrichir le fonds précieux de l'art national. Des films comme «Mission spéciale», «Le commissaire de la lumière», «Le triomphe sur la mort», «Notre terre», «Premières années», «Grondement sur la côte», «Horizons ouverts», «Le huitième en bronze», «Vieilles plaies», «Les lignes blanches», «Au seuil de l'été», «Les ruelles ont soif de lumière», «La fille des montagnes», «L'unité de guérilla», «Les traces» etc. etc. ont été chaleureusement accueillis par les masses travailleuses albanaises et par les spectateurs étrangers.

La production cinématographique en Albanie est aujourd'hui 5 fois plus élevée que celle du début des années '60. Le cinéma albanais s'est affirmé et il a formé sa propre physionomie nationale. Les films albanais sont de niveau mondial. En témoigne le fait que, dans les manifestations et concours

internationaux auxquels il a participé, le film albanais a connu un réel succès. Les films albanais ont également été bien accueillis et appréciés par la critique étrangère.

Au cours de ces dix années, le cinéma albanais s'est assez développé dans ses différents genres: films pour les plus jeunes, récits filmés, films scientifiques populaires, etc. Les studios «Albanie nouvelle» sont désormais dotés de laboratoires modernes.

En tant que genre de l'art populaire, le cinéma albanais s'est fondé sur les principes du réalisme socialiste et de l'esthétique marxiste-léniniste. Il a puisé les sujets de ses films dans la vie active du peuple, dans sa lutte pour la libération puis pour la défense du pays, dans son travail constructif, dans le conflit entre les conceptions nouvelles et les conceptions périmées conservatrices, et dans les transformations révolutionnaires si courantes dans la vie quotidienne du pays. Les réalisations des Studios «Albanie nouvelle» reflètent la voie héroïque du peuple albanais, ses riches traditions et ses nobles coutumes, ses désirs et ses aspirations, la réalité historique qu'il a connue jusqu'à la libération du pays et celle qu'il connaît actuellement pour l'édification du socialisme. Les héros des films ont été des hommes modestes, ouvriers, paysans, soldats, intellectuels populaires.

L'art scénique et cinématographique albanais n'a rien de commun avec les courants décadents, l'érotisme effréné, la propagande et le culte du meurtre et de la violence, propres à de nombreux pays, demeurent étrangers à l'art scénique et cinématographique albanais. Ainsi, en Albanie on a barré la route aux sources qui alimentent la dégénérescence et le dérèglement de la société, surtout de la jeune génération, au développement de la prostitution, de la déliquescence et du sadisme.

La formation, dans le cours même du travail, d'un nombre considérable de cadres créateurs revêt une grande importance pour le développement du cinéma albanais. Chaque année sur les génériques des films on découvre des noms nouveaux, de jeunes talents qui viennent grossir les rangs des cinéastes albanais.

Le cinéma est devenu un puissant moyen d'éducation et de distraction pour les travailleurs. Au lieu des 17 petites salles de cinéma existant avant la Libération on comptait, à la fin de l'année 1975, 98 cinémas fixes et 178 cinémas ambulants et auto-cinémas, qui projettent tous les jours des films dans les villes, dans les lieux de travail et de production, comme dans les villages les plus reculés du pays.

Le cinéma en Albanie a de vastes perspectives de développement; en 1975, dans le cadre du 5^e plan quinquennal, les Studios «Albanie nouvelle» ont produit plus de 10 films de long métrage. Entre-temps on a construit de nouveaux ateliers pour les prises de vue des films, un studio atelier, un laboratoire, des archives de films, le tout équipé de la technique moderne requise.

La renaissance des arts figuratifs

En 1945, un an seulement après la Libération du pays, s'ouvrit à Tiranë la première exposition nationale d'arts figuratifs. Vingt-deux peintres et sculpteurs y présentèrent leurs oeuvres: portraits, paysages, dessins et quelques compositions, toutes de dimensions réduites. Ainsi l'on s'engagea dans la voie des expositions nationales annuelles, qui reflètent le développement des arts figuratifs, en tant que partie intégrante de l'essor de la culture albanaise nouvelle dans son ensemble. Depuis, le nombre des peintres et des sculpteurs a augmenté, les divers genres d'art figuratif se sont développés, des compositions de grandes dimensions, des tableaux et des sculptures monumentales ont vu le jour. Sur les places, dans les parcs et dans les lieux historiques se sont dressés, majestueux, des bustes et des stèles commémoratives, des monuments et des statues. De pair avec les expositions nationales annuelles s'ouvrirent des expositions locales, personnelles, rétrospectives. Au lieu d'une seule exposition en 1945, de nos jours des dizaines d'expositions sont organisées chaque année dans les villes, jusque dans les coopératives agricoles. En regard de 22 artistes, qui présentèrent leurs oeuvres à l'exposition de 1945, des centaines de signatures d'auteurs professionnels et amateurs figurent aujourd'hui dans les expositions actuelles. Des expositions d'oeuvres de peintres et sculpteurs albanais ont par ailleurs été ouvertes dans plusieurs pays étrangers, où elles ont suscité l'intérêt et l'admiration des visiteurs par le sérieux et l'esprit militant de leurs sujets, par leur contenu sain et leur réalisme artistique.

Ces réalisations témoignent assurément que les arts figuratifs se sont engagés chez nous dans la voie de leur développement, de leur renaissance. On sait que sous la domination ottomane les doctrines

chrétienne orthodoxe et islamique interdisaient la matérialisation en sculpture de la figure humaine, la seconde prohibant même la représentation humaine en peinture. Aussi les arts figuratifs durant notre long Moyen âge connurent-ils une décadence complète. Sous le règne de Zogu, ils ne devaient trouver aucun appui de la part de ce régime obscurantiste. Sous le pouvoir populaire, par contre, toutes les conditions ont été créées pour le plus vaste développement de ces arts.

Il existe maintenant en Albanie un grand nombre de peintres, qui possèdent une bonne formation professionnelle et ont donné des preuves de leurs aptitudes créatrices. Ils sont accompagnés de toute une armée d'artistes amateurs qui apportent, eux aussi, leur contribution à l'art nouveau, socialiste. Les meilleures oeuvres sont devenues un puissant moyen d'éducation révolutionnaire des masses travailleuses pour le façonnement de l'homme nouveau. Leurs auteurs se sont attachés avant tout à y refléter le large éventail des problèmes que comporte la réalité de l'époque socialiste; dans une plus ou moins grande mesure, ces problèmes imprègnent les meilleures de ces oeuvres et ils y sont rendus dans toute leur complexité.

Durant les dernières décennies, de grands efforts ont été faits pour saisir l'aspect héroïque de l'époque socialiste en général et de l'homme nouveau en particulier. Cet élément marque un bon nombre de peintures, telles, entre autres, «Skroskë 1944» et «la Proclamation de la République» (F. Haxhiu), «les Monteurs» (Sh. Hysa), «Notre terre» (Z. Shoshi), «la Réforme agraire» (G. Madhi), etc. Ce caractère héroïque est rendu avec une force réaliste dans les portraits des héros positifs ou dans les vastes tableaux illustrant le labeur et l'esprit d'abnégation des fils de ce peuple. Le choix des problèmes et la manière créatrice dont ils sont traités ont permis de rendre dans des oeuvres de qualité la pensée authentique albanaise, le monde albanais, dans tout son coloris caractéristique.

Les peintres albanais s'inspirent de la vie, du travail, de la pensée de la classe ouvrière de l'Albanie d'aujourd'hui. De vastes tableaux, qui ont souvent un caractère monumental, représentent avec des teintes vivantes et lumineuses des types d'ouvriers des moments de leur vie et de leur travail à l'usine et à la fabrique. C'est surtout dans les années '50 que les peintres se sont attachés à créer la figure artistique de l'ouvrier. Peu nombreuses et artistiquement pas toujours parfaitement réussies, les oeuvres de cette période n'en ont pas moins leur valeur, en ce qu'elles attestent l'intérêt accru des peintres pour la vie active et l'application de la méthode du réalisme socialiste dans la peinture ayant pour thème le travail. L'ambition de créer des oeuvres qui illustrent la vie et l'action des larges masses travailleuses constitue une des tendances positives de la peinture des années '50.

Dans les années '60 la figure de l'ouvrier est rendue de façon plus large et plus approfondie. Enrichis d'une décennie d'expérience dans ce sens, les artistes atteignent une plus grande maturité idéologique et professionnelle dans la représentation des phénomènes de la réalité. Le thème de la classe ouvrière est traité avec plus de diversité, les genres gagnent en vitalité. Quant à la figure de l'ouvrier, on constate que la peinture de ce type suit plusieurs lignes de développement. Au début, ce sont surtout des portraits. Puis, dans la seconde moitié des années '60, cette figure est représentée en liaison étroite avec le milieu du travail. Toutefois, cette figure a été rendue plus pleinement dans les compositions d'ensemble, qui tendent de plus en plus à dominer en peinture. Le développement que ce genre a connu dans les années '60 est dû à la liaison toujours plus étroite des peintres avec la vie, à leur connaissance approfondie des transformations socialistes du pays et à l'élévation de leur niveau de formation idéologique et professionnelle.

De nombreux tableaux ayant pour sujet la classe ouvrière ont pour trait dominant de représenter non pas des faits isolés de la vie des ouvriers, mais une généralisation artistique de ceux-ci.

Ces derniers temps, dans la peinture albanaise on relève, de la part des artistes, un effort pour rendre le thème de la classe ouvrière sur un plan monumental, en mettant au service de l'idée une langue artistique claire et laconique.

La vie du village socialiste occupe une place importante dans la peinture albanaise. A partir des années '50, ce sujet est peint avec de nouvelles touches, dictées par la phase de développement historique. La réalité rurale elle-même, avec les grandes transformations révolutionnaires de tout ordre qui l'ont marquée, inspira les peintres qui attachent alors une attention particulière à la représentation du héros positif. Mais c'est seulement dans les années '60 que le tableau à sujet rural s'enrichit de nouvelles et précieuses qualités. Il prend consistance et grandit quant au contenu idéal et artistique. A cette époque,

apparaît l'effort du peintre pour mettre en lumière le nouveau qu'a apporté la transformation socialiste du village dans la vie, le travail et l'esprit des ruraux, le rôle sans cesse croissant de l'homme simple en tant que participant actif à l'édification de la vie nouvelle. Après 1966, la peinture à thème rural prend notamment pour sujet les actions de masse. D'une manière ou d'une autre, selon son talent et son individualité, chaque peintre cherche à mettre en relief sur les sujets qu'il représente les traits élevés de l'homme socialiste.

Dans la sculpture albanaise actuelle, on retrouve, prolongés, les meilleurs traits de la sculpture antérieure à la Libération, mais, bien entendu, conçus et développés sous un nouvel angle, notre temps ayant enrichi et porté à un plus haut degré la notion de patriotisme et le caractère populaire.

On relève également des modifications qualitatives correspondant à une nouvelle interprétation des phénomènes, chez des sculpteurs dont les débuts remontent même avant la Libération. L'artiste du peuple, Odhise Paskali, notamment dans les bustes qu'il a créés, se pousse plus loin dans la recherche et l'interprétation du type albanais. Il y incarne les meilleures qualités, le courage et l'intrépidité du véritable combattant de la révolution, que l'on trouve bien marqués sur le buste du héros du peuple Vojo Kushi. De même, Janaq Paço s'écarte du traitement classique et du polissage de la forme pour nous donner, dans le buste du militant communiste Qemal Stafa, le vibrant univers intérieur de ce révolutionnaire.

La sculpture albanaise acquiert, chaque jour des traits nouveaux, qui se manifestent non seulement par la prépondérance des thèmes et des problèmes actuels, mais aussi par le degré de perfection de la facture artistique, par l'esprit de saine innovation qui épure toujours davantage l'art de toute inspiration surannée. Elle tend de plus en plus à se diversifier, et les styles individuels ne cessent de s'y raffermir. La pratique créatrice des sculpteurs albanais confirme toujours mieux que le réalisme socialiste, en tant que méthode, favorise l'enrichissement des moyens d'expression.

La sculpture albanaise actuelle se distingue par son contenu nouveau, par la représentation réaliste de la vie et de la révolution telle qu'elle se développe dans les conditions particulières du pays. C'est précisément ce contenu qui constitue l'essence du mouvement de novation dans l'art albanais. Le fond nouveau engendre de plus en plus des formes nouvelles de représentation artistique. L'originalité de la composition, le relief du dessin, la clarté des formes plastiques, le dynamisme, en même temps qu'une tendance marquée à des oeuvres monumentales, dictée par la nature et l'ampleur des idées et des émotions qu'elle assume de communiquer, sont les principaux traits de cette sculpture.

L'effort pour donner la plus vaste représentation possible de la réalité a conduit à plus de fraîcheur, de sincérité et de véracité. La tendance à traiter les thèmes actuels s'est traduite par un hardi et heureux développement des genres majeurs, par l'érection d'un nombre considérable de grands ensembles monumentaux.

Les courants décadents et les divers «ismes» à la mode dans maints pays du monde sont étrangers aux arts figuratifs albanais. Toutes les perspectives leur sont ainsi ouvertes pour un heureux développement.

L'essor de la musique

Le peuple albanais est optimiste par nature. La grande richesse de son folklore atteste qu'au travail ou à la guerre, pour célébrer les noces ou les naissances, il a souvent eu la chanson aux lèvres. Ses héros tombés au combat, il ne les a pas pleurés, mais a perpétué leur souvenir dans des mélodies immortelles. Néanmoins, dans le passé, l'attitude obscurantiste des régimes antipopulaires avait empêché tout essor de la musique, à tel point que des personnalités éminentes de notre art musical, la brillante chanteuse Tefta Tashko, le ténor Kristaq Antoniu et d'autres, furent contraintes de se produire sur des scènes étrangères.

L'art musical albanais proprement dit a vu le jour dans les montagnes en même temps que le grondement de la Lutte de libération nationale. Aux mélodies et aux chants que les partisans albanais apportèrent avec eux des monts s'ajoutèrent aussitôt les chants de la vie nouvelle, les chants du travail et de la joie. Des talents nouveaux apparurent, les rangs des compositeurs grossirent. Et outre les chansons, romances, rhapsodies ou ballades, des oratorios, des cantates, des tableaux musicaux et des oeuvres des genres majeurs qui n'avaient jamais été traités jusqu'alors par nos musiciens, vinrent

enrichir les répertoires de nos ensembles musicaux. Ainsi virent, le jour l'opérette albanaise, l'opéra et le ballet albanais. Sur les scènes de nos salles de concert, on assiste à l'exécution d'ouvertures, de concertos pour piano, pour violon, pour flûte, etc., de musique de chambre, de suites et de symphonies albanaises.

L'une des premières oeuvres de la musique albanaise fut l'opérette «Agimi» de Kristo Kono, à qui l'on doit aussi le poème vocal-symphonique «les Martyrs de Borova». Plus tard, parurent des oratorios de Kostandin Trako, la première Symphonie de Çesk Zadeja, etc.

En 1954, fut mis en scène le premier opéra albanais «Mrika» de Prenk Jakova. Il fut suivi de l'opéra «le Printemps» de Tish Daija, «la Fleur du souvenir» de K. Kono, «l'Héroïne» de Nova, etc. En 1963, les spectateurs albanais purent assister à la présentation du premier ballet national «Halil et Hajria» de Tish Daija. Par la suite, furent joués les ballets «Delina» de Çesk Zadeja, «le Partisan» de Kozma Lara, «la Fille des montagnes» de Nikolla Zoraqi, et «La Famille du pêcheur» de T. Daija.

En 1968, à l'occasion du 500^e anniversaire de la mort de notre héros national Georges Kastrioti Skanderbeg, fut présenté l'opéra «Skanderbeg» de Preng Jakova, et plus tard «A travers le brouillard» de P. Gaci.

Ainsi, au lieu du quasi-néant hérité du passé, des centaines de chansons qui retentissent jusqu'aux coopératives de montagnes les plus reculées, des opéras, des opérettes et comédies musicales, sans compter les opérettes pour enfants, les ballets et les concerts des décades de Mai, les festivals de la chanson et les fréquents concerts symphoniques, sont venus enrichir la vie musicale.

Aussi peut-on dire sans hésiter qu'aujourd'hui les Albanais ont leur propre musique, non seulement parce que les oeuvres musicales qu'ils écoutent ont des livrets et des paroles en langue albanaise, mais aussi et surtout parce qu'elles sont foncièrement pénétrées de l'esprit albanais, rendu suivant les grandes lois de l'art véritable du prolétariat, de la méthode du réalisme socialiste.

La radio et la télévision

Depuis l'instauration du pouvoir populaire, la radiodiffusion a connu un grand essor. Le nombre des stations de radiodiffusion s'est incomparablement accru par rapport aux années antérieures à la libération. La principale d'entre elles est Radio-Tirana. La puissance globale des stations de radiodiffusion est de quelque 650 fois supérieure à celle d'avant-guerre. C'est à Tirana que se trouve aussi le siège de la Télévision albanaise. Celle-ci est dotée de tous les équipements techniques et des locaux requis. Ainsi a été créée la base matérielle pour le renforcement de l'activité de propagande culturelle de la radio et de la télévision, et la voix du peuple albanais se fait entendre dans le monde entier.

L'électrification intégrale du pays a permis de faire de la radio et de la télévision les amis inséparables de presque chaque famille albanaise. Elles sont devenues une véritable école à travers lesquelles les larges masses s'éduquent dans l'esprit marxiste-léniniste du Parti, se trempent idéologiquement et politiquement, et étendent l'horizon de leurs connaissances. Le nombre des postes de radio et de télévision utilisés par la population urbaine et rurale s'est accru de plusieurs dizaines de fois.

Les programmes de la radio et de la télévision sont nombreux et variés. Ils s'adressent à un vaste auditoire, qui englobe des personnes de différentes catégories, par leur âge comme par leur profession. Ils comprennent des émissions pour les ouvriers, les coopérateurs, les écoliers, les femmes, les jeunes, les petits «pionniers» et les petits «vaillants». Trente à quarante pour cent des émissions de Radio-Tirana et de la Télévision albanaise sont consacrées aux programmes parlés. L'information occupe la part la plus importante des émissions radiophoniques. Les informations brèves, non surchargées de chiffres et de faits, enrichies de chroniques, reportages et interviews, de conversations téléphoniques, ont permis d'introduire dans chaque maison, en même temps que la parole du Parti adressée aux masses travailleuses, la vie quotidienne dans toute sa diversité et avec toutes ses nuances.

Dans les programmes de radio et de télévision, une place particulière est réservée aux causeries de caractère idéologique, qui contribuent à éduquer les masses dans l'idéologie marxiste-léniniste, à extirper les survivances de l'idéologie réactionnaire des classes renversées et les influences étrangères au socialisme, à liquider les usages et les rites rétrogrades, à tremper l'homme nouveau.

Les nombreuses émissions destinées aux travailleurs de la campagne et de la ville illustrent les succès obtenus dans l'édification socialiste du pays. Au moyen de ces émissions, sont diffusées l'expérience avancée, les inventions et les rationalisations des travailleurs d'avant-garde, les acquisitions les plus récentes de la science et de la technique, qui contribuent à accélérer le développement de l'économie nationale.

Le microphone et le petit écran permettent ainsi aux travailleurs du pays d'étendre leur horizon culturel et artistique, de suivre le développement de l'art, de la littérature et du cinéma albanais, de connaître les meilleures oeuvres des auteurs progressistes étrangers.

Les émissions musicales occupent, elles aussi, une place importante dans les programmes de la radio et de la télévision. Elles constituent le principal moyen de diffusion de la musique populaire albanaise et des oeuvres des compositeurs albanais. La radio et la télévision transmettent également des opéras, des fragments de la musique classique et moderne de presque tous les pays du monde.

Les principaux héros de ces émissions sont les travailleurs, qui font connaître à travers les ondes leurs succès, leur expérience, leurs idées et les problèmes qui les préoccupent. Les émissions parlées, à elles seules, appellent devant le microphone ou la caméra de télévision des dizaines de milliers de personnes. Ainsi, la radio et la télévision sont devenues une véritable école, une tribune d'où sont diffusées l'idéologie marxiste-léniniste, la pensée technique, scientifique, culturelle et artistique avancée.

Radio-Tirana transmet tous les jours des programmes réguliers en 17 langues à l'intention des auditeurs étrangers. Les nombreux matériaux retransmis permettent aux auditeurs étrangers de connaître l'Albanie, le passé antique du peuple albanais, sa lutte contre ses nombreux ennemis pour sa libération nationale et sociale, son expérience dans l'édification du socialisme, les résultats qu'ils ont obtenus dans l'industrie, l'agriculture, l'enseignement et la culture, ainsi que dans tous les autres domaines de l'activité quotidienne.

Une place importante dans ces émissions revient aux nouvelles et aux commentaires sur les événements internationaux, qui analysent la situation internationale dans l'esprit du marxisme-léninisme, exposent la position de l'Albanie à l'égard de ces événements, démasquent, la politique agressive des superpuissances et des autres forces réactionnaires, mettant à nu les principales contradictions de notre époque, illustrent et encouragent la lutte de classe du prolétariat et le mouvement de libération nationale et sociale des peuples et des pays opprimés.

La culture — patrimoine du peuple tout entier

Avant la Libération, les institutions culturelles en Albanie se comptaient sur les doigts de la main. Dans tout le pays, on ne dénombrait que quelques cinémas, 2 musées et 5 bibliothèques. Le théâtre, l'opéra, le cirque, le théâtre de variétés, les maisons de la culture, etc., étaient totalement inconnus. Même les rares institutions existantes n'étaient fréquentées *que* par un petit nombre de gens.

Depuis l'instauration du pouvoir populaire, un vaste système unifié d'établissements culturels à vocation artistique ou éducative a été mis sur pied. En 1975, le nombre des cinémas, sans compter les cinémas des coopératives agricoles était 5,8 fois plus élevé qu'en 1938, celui des bibliothèques 8,4 fois, et celui des musées et des maisons-musées s'est beaucoup accru. Durant cette période furent créés pour la première fois une série d'institutions artistiques professionnelles, théâtres dramatiques et de marionnettes, opéra, cirques, théâtres de variétés etc. Leur nombre, en 1975, s'était accru de plus de 6,7 fois par rapport à 1950. C'est ainsi que l'on compte aujourd'hui en Albanie un établissement culturel pour 620 habitants.

Mais ce qui est encore plus important que l'extension du réseau des institutions culturelles, ce sont les conditions favorables qui ont été créées aux masses pour suivre de près et assimiler l'art et la culture. Le nombre des livres dans les bibliothèques populaires a augmenté de 100,6 fois par rapport à la période d'avant-guerre sans compter les nombreuses bibliothèques qui ont été mises sur pied auprès de chaque entreprise, école ou institution. Elles sont toutes à la disposition de tous les citoyens sans aucune limitation et à titre gratuit.

Afin que le répertoire des institutions artistiques professionnelles soit connu de toutes les masses travailleuses, les collectifs d'artistes de ces institutions, y compris celui du Théâtre de l'Opéra et du ballet, organisent de nombreuses tournées non seulement dans les villes, mais aussi dans les villages, lieux de travail, chantiers de construction, unités militaires, hôpitaux, écoles, etc. D'autre part, afin de permettre à tous les travailleurs de participer à la vie culturelle du pays, le pouvoir a fixé des prix symboliques pour les billets de représentations, en prenant à sa charge la majeure partie des frais pour le développement de l'art et de la culture. Les billets de cinéma coûtent de 1,5 à 2 leks, et, pour les représentations organisées, 1/2 lek seulement: les billets des institutions artistiques professionnelles, y compris ceux du Théâtre de l'Opéra et du ballet, coûtent de 2 à 5 leks.

De ce fait, le nombre des spectateurs dans toutes les catégories de cinémas s'est accru de 24 fois par rapport à l'avant-guerre, et dans les institutions artistiques professionnelles de près de 10,6 fois en regard de 1950.

Les travailleurs albanais ne sont pas seulement des spectateurs passifs mais de véritables créateurs de l'art et de la culture. C'est toutefois après la Libération que, pour la première fois dans notre pays, vit également le jour un nouveau type d'institutions culturelles, les palais, clubs, maisons et foyers de la culture, qui déploient une activité politique et culturelle de masse parmi les travailleurs. C'est ainsi qu'en 1973, 491 maisons et 1413 foyers de la culture, sans parler des milliers de «coins rouges», créés dans les lieux de travail, déploient leur activité.

Ce vaste réseau d'institutions culturelles et éducatives qui accomplissent un travail culturel massif quotidien sur les lieux où les hommes vivent et travaillent, est un des moyens les plus puissants au service de la révolution idéologique et culturelle. Ces institutions offrent à nos travailleurs la possibilité de lire des livres, d'écouter des concerts, des causeries et conférences, de participer à des cercles pour y développer leurs talents, de visiter des expositions, d'apprendre à mener une vie cultivée et à passer leurs loisirs en personnes cultivées. A cette fin, des installations de toute sorte, ainsi que des instructeurs, sont mis à leur disposition.

En vue d'éduquer les enfants et de cultiver leurs talents, des palais et maisons de pionniers comportant de nombreux cercles, installations sportives, cinémas, etc., ont été créés dans toutes les villes. Des cercles des différentes branches d'art ont été mis sur pied dans toutes les écoles du pays, jusque dans les établissements supérieurs.

Dans toutes les entreprises économiques et institutions culturelles, partout dans les villes et les campagnes, à l'école et dans l'armée, il existe un réseau organisé d'enseignement marxiste-léniniste et tout un système de cercles ayant pour mission la propagande de la production et des innovations de la technique, des idées athéistes-scientifiques, ainsi que de cercles qui se consacrent aux questions de l'hygiène et de la santé.

Le caractère populaire de la culture en République Populaire Socialiste d'Albanie se manifeste également par son profond contenu idéologique et son esprit révolutionnaire, qui traduisent au mieux les intérêts et les aspirations des larges masses, leurs efforts pleins d'abnégation pour l'édification de la vie nouvelle. Toute l'activité artistique du pays est imprégnée d'une profonde émotion révolutionnaire.

Le caractère populaire de notre art se reflète aussi dans la composition même de la grande armée des artistes albanais. Ce sont des fils du peuple, des fils de paysans et d'ouvriers, à qui le pouvoir populaire a créé les possibilités de développer leurs talents. Aussi n'épargnent-ils rien pour servir le peuple.

La vaine gloriole et la vie de luxe détachée du peuple sont étrangères aux artistes albanais. Ils ne font qu'un avec les masses, ils vivent et travaillent avec elles. Comme toute notre intelligentsia populaire, eux aussi prennent directement part aux activités productives pour connaître de plus près la vie et les difficultés de nos masses laborieuses, pour se lier plus étroitement à elles, et pour s'inspirer de leur héroïsme quotidien. Les écrivains et les peintres albanais quittent eux aussi par périodes leurs cabinets de travail ou leurs ateliers pour aller travailler et vivre plusieurs années dans les régions rurales, dans les chantiers de construction ou dans les centres industriels où bouillonne la vie, seule source d'inspiration d'oeuvres vigoureuses et véridiques.

Afin de découvrir et d'encourager de nouveaux talents dans toutes les branches de l'art on organise des festivals, des «décades» artistiques et de fréquents concours auxquels participent de nombreux groupes d'amateurs des entreprises, des écoles, des coopératives agricoles, des unités militaires, etc.

Les oeuvres des différentes branches, littérature, beaux-arts, musique, sont l'objet de vastes discussions par les larges masses dans la presse, dans des rencontres qu'artistes et écrivains ont avec les ouvriers, les paysans, les étudiants, etc. A présent, après les premières, les salles de spectacle abritent généralement des réunions très animées où les spectateurs expriment leur opinion sur l'oeuvre qui leur a été présentée. Des réunions publiques avec la participation de l'auteur sont également organisées à l'occasion de la parution des nouvelles oeuvres littéraires.

Ces réalisations ont fait de l'art et de la culture en République Populaire Socialiste d'Albanie le patrimoine des larges masses. Ils servent aujourd'hui leur éducation idéologique et esthétique, et concourent directement à accélérer le rythme d'édification du socialisme en Albanie.

La voie de la science albanaise

Au long des siècles, le peuple albanais a défendu son sol natal arrosé de son sang, ainsi que sa dignité nationale, non seulement par la force des armes mais encore par le moyen de la culture et du savoir. Il a donné le jour aux créateurs de talent, souvent méconnus, de nombre d'oeuvres monumentales d'architecture et de peinture, d'imposantes rapsodies de la poésie populaire, qui ont vécu et vivront à travers les âges; il a donné le jour à de grandes figures qui appartiennent à l'histoire nationale et universelle, hommes d'Etat, généraux et humanistes éminents. Mais l'activité de nos hommes d'étude n'a jamais dépassé le cadre des initiatives de quelques chercheurs poussés par leur attachement à la langue, au folklore, à la littérature et à l'histoire de leur peuple. Le régime obscurantiste féodalobourgeois de Zog, qui s'opposait à toute initiative progressiste laissa aux hommes de sciences étrangers l'étude des problèmes fondamentaux de la vie et de la culture nationales albanaises. C'est pourquoi avant la Libération du pays, le rêve des patriotes albanais de voir leur pays doté d'une académie, d'universités et d'institutions de recherche scientifique demeura une utopie.

Le triomphe de la révolution populaire a frayé au peuple albanais la voie de la liberté et de la prospérité, du savoir, de la culture et du progrès. Dans les conditions de la dictature du prolétariat les forces créatrices du talentueux peuple albanais eurent, pour la première fois dans son histoire, la possibilité de connaître un brillant essor.

Le régime socialiste ne peut être conçu sans la culture, l'instruction et la science, parce que c'est l'ordre le plus évolué, un ordre fondé sur la connaissance et l'application des lois de la nature et de la société en faveur du peuple. C'est pourquoi, dès les premiers pas accomplis dans la vie nouvelle, on n'a pas manqué d'adopter d'importantes mesures pour développer la science à des rythmes jusqu'alors inconnus non seulement dans l'histoire de l'Albanie, mais encore dans celle de nombreux pays beaucoup plus évolués.

Sous le pouvoir populaire, l'économie albanaise est devenue une grande économie diversifiée, dotée d'une structure complexe et d'une base technique élevée, une économie qui s'appuie sur la science et la technique modernes et qui en applique constamment les plus récentes acquisitions. Appréciant à leur juste valeur l'importance de la science et le grand rôle qu'elle remplit dans le développement de l'économie et de la culture, le Parti du Travail d'Albanie et le pouvoir populaire ont encouragé par tous les moyens la recherche scientifique et ils ont pris graduellement des mesures de tout ordre, organisationnelles, techniques et matérielles, afin de former les cadres nécessaires pour développer la recherche et pour donner une nouvelle impulsion à la pensée scientifique albanaise. En conséquence, on comptait en 1972 en Albanie 25 institutions et centres de recherche au niveau national avec un personnel scientifique d'environ 2.300 personnes. Une vaste activité de recherche scientifique est également menée par l'Université et les autres établissements d'enseignement supérieurs, qui comptaient, en 1975, 1.147 professeurs et plus de 21.600 étudiants.

A la vie scientifique albanaise participent de façon active les larges masses travailleuses. Elles ne créent pas seulement les conditions nécessaires pour une vaste activité scientifique dans les grands centres industriels et agricoles, elles participent aussi directement aux nombreuses expérimentations scientifiques qui font progresser la production. Dans tout le pays, on trouve des milliers

d'expérimentateurs dans l'agriculture, des dizaines de bureaux techniques, technologiques et de mise au point de projets, d'écoles expérimentales, de cercles et d'associations scientifiques, où travaillent des milliers d'ouvriers, de techniciens et de spécialistes, qui acquièrent et synthétisent l'expérience avancée. Rien que dans les bureaux techniques de Tirana travaillent quelque 500 ingénieurs, techniciens et ouvriers.

Pendant ces dernières années et surtout après la fondation de l'Académie des Sciences de la R.P.S. d'Albanie, on a organisé un grand nombre de colloques, de conférences et de congrès scientifiques sur différents sujets, auxquels ont participé aussi beaucoup de savants étrangers.

L'Académie des Sciences de la R.P.S. d'Albanie

S'appuyant sur la base établie en plus d'un quart de siècle de travail créateur dans l'édification de la culture socialiste, le II^e plénum du C.C. du P.T.A., décidait, le 20 juin 1972, de créer l'Académie des Sciences de la République Populaire Socialiste d'Albanie, décision sanctionnée par le décret du Présidium de l'Assemblée populaire du 10 octobre 1972, date qui marque aussi le jour de sa fondation.

Le 25 janvier 1973, a été tenue la première réunion de l'Assemblée de l'Académie des Sciences de la République Populaire Socialiste d'Albanie. La fondation de l'Académie des Sciences est non seulement le résultat direct de l'ensemble du développement matériel et spirituel de la société albanaise, mais encore une nécessité dictée par les grandes tâches que pose l'édification du socialisme à l'étape actuelle, dans les perspectives radieuses qui s'ouvrent devant notre pays. L'Albanie est déjà engagée dans la voie de son développement socialiste intensif, qui exige un emploi toujours plus rationnel de ressources matérielles et humaines, l'élévation de la productivité du travail et une gestion scientifique plus qualifiée dans tous les domaines du développement socialiste. Le stade actuel du développement économique et culturel du pays demande des études scientifiques plus étendues et plus approfondies, il requiert le perfectionnement de la méthode de direction du travail scientifique, la coordination et la direction de l'activité scientifique à l'échelle nationale, afin que les forces et les moyens scientifiques et techniques soient employés de la façon la plus rationnelle et la plus avantageuse et que la formation et la qualification des cadres soient fondées sur des bases plus scientifiques.

Par son Assemblée et ses sections, ainsi que par les institutions scientifiques qu'elle a englobées et les commissions éventuellement créées auprès de ces institutions pour l'étude de divers problèmes, l'Académie des Sciences joue un rôle important dans la solution des problèmes concernant l'organisation des activités scientifiques, l'amélioration de la planification, en particulier une meilleure coordination de l'activité scientifique dans tout le pays. L'Académie des Sciences de la République Populaire Socialiste d'Albanie a pour première tâche de développer les recherches et les études en les fondant sur des critères scientifiques et sur la méthodologie marxiste-léniniste dans les domaines scientifiques auxquels se consacrent les institutions qui s'y rattachent, de coordonner à l'échelle nationale les recherches scientifiques menées par ces institutions, de soumettre aux organismes compétents d'importantes questions concernant le développement de nouvelles branches de la science et de la technique, l'introduction de nouvelles méthodes dans la production et dans la recherche scientifique, ainsi que des questions ayant trait à la rapide et solide formation de jeunes cadres scientifiques. L'Académie coordonne ainsi non seulement le travail des institutions qui sont sous sa dépendance directe, mais encore celles des autres institutions relevant des divers ministères.

L'Académie des Sciences a sous son égide un certain nombre d'institutions de recherche scientifique comme l'Institut d'histoire, l'Institut de linguistique et de littérature, l'Institut de folklore, l'Institut des études économiques, l'Institut de physique nucléaire, l'Institut d'hydrométéorologie, le Centre des ordinateurs, le laboratoire hydraulique et la Station sismique. Il est envisagé de créer à l'avenir d'autres instituts en fonction du développement ultérieur de l'économie et de la culture populaires. Ces établissements s'occuperont de travail scientifique, des problèmes théoriques les plus généraux, des sciences appliquées intéressant divers domaines. C'est ainsi que l'on envisage de fonder, entre autres, des instituts qui s'occuperont des problèmes de biologie et de génétique. La composition même de l'Assemblée de l'Académie dont les membres couvrent toutes les disciplines groupées en trois grandes sections — sciences sociales, sciences naturelles et sciences techniques — témoigne de l'ampleur du champ de recherche.

L'Académie des Sciences de la République Populaire Socialiste d'Albanie organise, seule, ou en collaboration avec l'Université de Tirana et d'autres instituts scientifiques et d'enseignement, des conférences et des congrès nationaux et, lorsque cela est utile, avec une participation internationale, contribuant ainsi à animer et à renforcer la pensée scientifique.

L'Académie des Sciences de la République Populaire Socialiste d'Albanie a pour fondement théorique et méthodologique de l'ensemble de son activité scientifique la conception marxiste-léniniste du monde. C'est là une des supériorités de la science telle qu'elle est conçue en régime socialiste, et elle lui donne la possibilité de s'orienter correctement dans le labyrinthe des inconnues, d'interpréter exactement les faits et les phénomènes, de procéder à des synthèses théoriques et pratiques irréfutables, en livrant une ferme lutte de principe à l'idéalisme, à la métaphysique et à la théologie, qui sont les ennemis de la vérité scientifique et qui en freinent le progrès. L'esprit de parti prolétarien caractérise constamment les scientifiques albanais dans toute leur activité.

En Albanie la science n'est ni ne sera jamais le privilège d'un petit nombre. «Le peuple et la science, — est-il dit dans l'adresse du Comité central du Parti du Travail d'Albanie et du Conseil des ministres à la première réunion de l'Assemblée de l'Académie des Sciences, — ces deux grandes forces historiques qui, hier encore, étaient divisées et détachées l'une de l'autre, agissent maintenant, dans les conditions du socialisme, de concert; elles multiplient leurs forces et mènent de l'avant le processus du développement de la société. Chez nous, la pensée scientifique devient toujours plus le bien des larges masses populaires et elle enrichit leur créativité».

L'activité scientifique en Albanie n'est pas l'affaire privée de quelques personnes, d'un groupe ou d'une collectivité déterminés. C'est une sphère très importante de l'activité de l'Etat, qui ne se développe pas spontanément. Elle est soumise à un plan conformément aux intérêts de l'Etat, de la société et de la science elle-même. La responsabilité sociale de la science ne limite nullement la liberté scientifique individuelle du chercheur. Au contraire, elle indique à l'homme de science la voie à suivre pour que son travail soit le plus profitable à la société, pour qu'il s'attache à la solution d'importants problèmes immédiats et à long terme, théoriques et pratiques.

La science albanaise dans sa marche en avant, n'est pas coupée du développement de la science mondiale. Petit pays, aux possibilités limitées, l'Albanie est extrêmement intéressée à tirer le plus grand profit possible de toute nouvelle acquisition progressiste de la science étrangère, à faire siennes rapidement et avec efficacité toutes les réalisations de la science et de la technique modernes. La connaissance de ces acquisitions et leur application pratique constituent une des tâches importantes de l'Académie des Sciences.

L'Académie des Sciences représente l'Albanie dans l'arène internationale, elle fait entendre sa voix dans les associations et les congrès internationaux et elle établit des liens pour permettre au pays d'assimiler l'expérience la plus avancée de la science et de la technique. Mais les liens de la science albanaise et de la science mondiale ne se développent pas dans un seul sens. La science albanaise fait connaître à la science mondiale les résultats qu'elle a obtenus, elle dit son mot dans le domaine de la recherche scientifique, en particulier sur les sciences qui se rattachent aux problèmes spécifiques de l'Albanie.

Vers les cimes radieuses de la science

Au cours des trois décennies de pouvoir populaire la pensée scientifique albanaise a accompli des pas audacieux. S'affranchissant de la spontanéité des intérêts subjectifs, la science albanaise nouvelle s'est orientée vers les problèmes fondamentaux du développement économique et culturel, vers les perspectives hardies qu'ouvre le régime nouveau, socialiste. C'est ici qu'a trouvé son incarnation la conception marxiste-léniniste du rôle social du savoir et de la science en tant que moyen non seulement d'étudier, mais encore de transformer la réalité. Les résultats obtenus dans les sciences naturelles et techniques peuvent servir d'exemple à ce propos. L'activité menée dans cette sphère a visé en premier lieu à mettre en valeur les ressources naturelles du pays, les minéraux, les sources énergétiques, les plantes utiles, etc., pour les faire servir à l'économie nationale. Il a fallu soutenir un travail intensif pour résoudre nombre d'importantes questions scientifiques se rattachant à divers secteurs de l'économie socialiste, à l'agriculture, aux constructions, à l'industrie, à la santé, etc.

Certaines études présentent un intérêt particulier, à la fois théorique et pratique. Telles sont, entre autres, les études menées pour éclaircir la structure géologique et la nature des zones des gisements de minéraux dans le pays, celles sur les ressources hydro-énergétiques, sur la flore de l'Albanie, celles sur les voies suivies pour élever le rendement des cultures agricoles, sur l'amélioration des races de bétail, etc. La science albanaise nouvelle a apporté sa contribution à la modernisation et à la mécanisation continues des processus de production existants, à la création de nouvelles branches de l'industrie, à la construction de nouvelles chaînes technologiques et de nouvelles usines conformément au principe de l'appui sur ses propres forces.

En améliorant la qualité des observations et leur interprétation, l'Institut hydrométéorologique a satisfait dans une bonne mesure les demandes urgentes de l'économie en données utiles pour l'édification des ouvrages des quinquennats, il a réalisé une série d'études dans le domaine de la météorologie, de l'hydrologie et de l'hydrochimie pour évaluer les données climatiques et les ressources hydrauliques du pays et pour les appliquer largement dans tous les domaines de l'économie nationale.

Le Centre sismologique, outre le travail quotidien d'enregistrement des phénomènes sismiques, a terminé l'élaboration des catalogues des tremblements de terre albanais pour la période 1800-1970 et, dans le même temps, réalisé des études intéressantes sur la carte sismo-tectonique de l'Albanie.

L'Institut de physique nucléaire a progressé dans l'adoption des méthodes avancées biophysiques dans divers secteurs de la production et de la recherche en collaborant avec divers instituts et centres scientifiques de production du pays. De son côté, le Centre des ordinateurs a réalisé des progrès dans la mise en oeuvre des ordinateurs et de nouvelles méthodes mathématiques pour l'étude et la solution d'importants problèmes dans de multiples domaines, géologie, énergétique, constructions, agriculture, planification, statistique, industrie mécanique, etc.

Dans le domaine des études sociales, une place importante revient aux problèmes de l'édification socialiste en Albanie considérés sous un angle aussi large que possible, économique, politico-social, idéologique et culturel, dans le cadre de l'histoire du peuple albanais.

Nos sciences sociales sont parties de la riche expérience créée par le Parti du Travail d'Albanie, qui a résolu de façon créatrice et sur des bases scientifiques marxistes-léninistes de nombreux problèmes complexes du développement de la révolution et du développement socialiste du pays, apportant ainsi une contribution précieuse à la théorie et à la pratique du socialisme scientifique même sur le plan international.

Dans la lutte menée sur le plan des principes contre le révisionnisme moderne et l'impérialisme, le P.T.A. a non seulement défendu avec fermeté et développé la théorie marxiste-léniniste, mais il a apporté une contribution à l'élaboration des problèmes du développement mondial actuel, de la stratégie et de la tactique du mouvement ouvrier révolutionnaire international. Les travailleurs scientifiques des instituts de recherche et des écoles d'enseignement supérieur, en même temps qu'un grand nombre de cadres de divers secteurs de la vie du pays, ont joué un grand rôle dans cette grande oeuvre du Parti.

Des résultats très positifs ont été obtenus dans le domaine des sciences albanologiques. Dans la lutte menée sur le plan des principes contre les points de vue déformés, antiscientifiques et réactionnaires, qui avaient dominé autrefois dans la science étrangère albanologique, il s'est créé dans la lutte contre toute pression exercée aujourd'hui par la science bourgeoise et révisionniste dans le domaine des études sociales, une nouvelle science albanologique à branches multiples fondée sur une méthodologie scientifique matérialiste. Cette science s'est renforcée de façon continue et elle a résolu une série de problèmes de la culture matérielle et spirituelle albanaise, devenant un porte-parole qui fait autorité sur les questions de l'histoire, de la linguistique et des lettres albanaises.

L'attention des travailleurs de l'Institut de linguistique et de littérature s'est concentrée récemment sur la rédaction de certains ouvrages collectifs: «L'orthographe de la langue albanaise», «La grammaire scientifique de la langue albanaise», «Le dictionnaire de la langue albanaise actuelle» et «L'histoire de la littérature albanaise». «L'orthographe de la langue albanaise» qui a été élaborée sur une solide base scientifique et qui est publiée pour la première fois dans l'histoire de la langue littéraire, a résolu, à un

niveau scientifique élevé, le problème de l'unification de l'orthographe à l'étape actuelle du développement de l'albanais.

Un des plus grands succès de l'Institut d'histoire c'est la publication de l'«Histoire d'Albanie» en trois volumes, dont deux sont déjà parus.

Les travailleurs de l'Institut du folklore ont consacré une attention particulière à l'étude du grand problème de la tradition et de l'innovation dans le domaine du folklore.

Un travail de recherche scientifique fructueux a été également accompli par l'Institut des études économiques. Les travailleurs de cet Institut ont concentré leur attention sur l'étude de quelques problèmes importants des rapports de distribution et de redistribution du revenu, de l'efficacité de la production agricole, du perfectionnement du système des prix dans l'économie nationale, etc.

Les plans des institutions de recherche scientifique de l'Académie des Sciences comportent une série de questions importantes. L'Institut d'hydrométéorologie travaille à l'ouvrage «L'hydrologie albanaise». Il procède à des synthèses sur la climatologie appliquée et est en train de terminer la rédaction des manuels du climat pour les principaux éléments. Le Centre sismologique poursuit l'élaboration d'une carte sismologique de l'Albanie à l'échelle de 1:500.000, l'étude de la sismicité du bassin du Drin, et il tend à perfectionner l'utilisation des données sismologiques et leur programme. L'Institut de physique nucléaire poursuit l'étude d'une série de problèmes importants de la production, en collaboration avec d'autres institutions qui ne relèvent pas de l'Académie. Le Centre des ordinateurs s'est attaché à la solution d'un certain nombre de problèmes complexes de divers secteurs, mécanique, géologie, construction, énergétique, agriculture et forêts, planification et statistique hydrométéorologie, etc.

L'Institut des études économiques poursuit le travail de recherche scientifique dans le domaine des rapports de distribution, dans le domaine de l'organisation et de la gestion de l'économie et dans le domaine de la critique des points de vue et des théories économiques bourgeoises et révisionnistes.

L'Académie des Sciences attache une importance particulière à l'élévation de la qualité du travail scientifique, au renforcement de la discipline scientifique et à l'élévation du niveau de la critique scientifique. Un vaste travail est mené de façon organisée pour élever la qualification scientifique des cadres et accentuer la ligne de masse dans le travail scientifique.

La création de l'Académie des Sciences, les progrès réalisés par la pensée scientifique albanaise et les perspectives qui s'ouvrent devant elle, sont venus réfuter les fausses conceptions antipopulaires et impérialistes selon lesquels les petits peuples et les pays en voie de développement ne peuvent soi-disant pas rattraper leur retard technique et scientifique, ni donc accélérer les rythmes de leur développement sans une aide technique et scientifique étrangère; ils rejettent l'idée qu'ils seraient voués à vivre sous la tutelle politique, économique, et scientifique des «grands», dont ils ne pourraient soi-disant pas se passer.

Le VII^e Congrès du P.T.A a fixé des tâches très importantes à la science. En premier lieu la révolution technique et scientifique connaîtra un nouveau développement et approfondissement. Ceci dans le but de mieux accomplir les tâches pour promouvoir un développement plus accentué des forces productives dans tous les secteurs de l'économie.

Le Congrès a souligné que les travailleurs scientifiques et les spécialistes, en se liant encore plus étroitement aux ouvriers et aux coopérateurs, de concert avec eux, se doivent d'accroître leur activité de recherche et scientifique et, en procédant à des études scientifiques approfondies, de contribuer à la solution des importants problèmes qui concernent l'actuel et futur développement économique et social du pays, et le développement de notre pensée scientifique marxiste-léniniste.

Le VII^e Congrès a souligné aussi que les sciences doivent avoir au centre de leur attention l'étude des processus actuels et futurs du développement de la révolution et de l'édification socialiste, elles doivent éclairer, sur la base de la science marxiste-léniniste, de la ligne de notre Parti et des enseignements du camarade Enver et de notre expérience révolutionnaire, les problèmes les plus fondamentaux du développement général de notre pays.

Le camarade Enver Hoxha dans son rapport au VII^e Congrès du P.T.A. a souligné: «Le développement de la science exige, et c'est, là une question très importante, un effort accru dans les études menées dans maints domaines, comme la biologie, la génétique, les mathématiques, la physique, la chimie, la physiologie, etc. et sans lesquelles on ne peut résoudre avec succès de nombreux problèmes du développement des sciences appliquées et du progrès technique, pas plus qu'assurer la formation solide des spécialistes des divers secteurs et plus généralement de notre jeune génération dans notre école.»

Parlant des grandes perspectives qui s'ouvrent au pays pour un fructueux développement des sciences sociales et économiques qui, il va sans dire, devront avoir pour objet fondamental l'étude et la synthèse scientifique de la pensée et de la pratique révolutionnaire du P.T.A. et du peuple albanais, le camarade Enver Hoxha a indiqué que «l'histoire, la vie, la langue et les traditions culturelles et artistiques de notre peuple constituent un important champ d'étude.»

Afin de donner une plus grande ampleur à la révolution technico-scientifique, le camarade Enver Hoxha a montré les voies à suivre en ce domaine: «Ce qui est déterminant, a-t-il dit, pour rendre l'expérimentation scientifique aussi féconde que possible, c'est d'y entraîner activement les larges masses d'ouvriers et de paysans, les cadres et les spécialistes de la production. Les institutions et les centres spécialisés du travail de recherche scientifique devront rattacher plus étroitement leur activité à l'expérimentation scientifique de masse, généraliser l'expérience avancée et propager les connaissances scientifiques parmi les masses. C'est cette voie également qui, permettra de les préserver des maladies du bureaucratisme, du technocratisme et de l'intellectualisme.»

L'édification du socialisme pose un grand nombre de problèmes complexes économiques, idéologiques, théoriques, culturels et technico-scientifiques. Mais dans la phase actuelle, toutes les possibilités matérielles, techniques et humaines existent pour nous permettre de résoudre par nos propres moyens tous ces problèmes. Dans ces conditions «il est nécessaire — souligne le camarade Enver Hoxha — que nos cadres, nos spécialistes et travailleurs renforcent encore davantage leur confiance en leurs propres forces et capacités créatrices, tout en cherchant à connaître et à appliquer, conformément à nos conditions les acquisitions de la science et de la technique mondiales», et en combattant «les conceptions technocratiques et intellectualistes, idéalistes et métaphysiques étrangères au socialisme». Un rôle particulier dans ce sens revient notamment à l'Académie des Sciences «pour une meilleure utilisation et coordination des forces et des moyens de recherche scientifique».

Chapitre VII — La santé publique

La lutte pour la santé du peuple

L'exemple de l'Albanie illustre que seul le socialisme crée des possibilités réelles pour une amélioration radicale de la santé du peuple tout entier. Autrefois, l'Albanie était un des pays les plus arriérés d'Europe en cet important domaine. Il n'est que de rappeler que la liste civile du roi Zog était presque aussi élevée que le total des dépenses prévues pour l'entretien de tous les établissements sanitaires de l'époque. Les dépenses au titre de la santé publique ne constituaient alors que 1% du budget alors que le seul palais royal en absorbait 3,7%. Un examen médical coûtait de 5 à 10 francs-or, sans parler des dizaines de francs que coûtaient les médicaments. Les travailleurs, ne pouvant faire face à de telles dépenses, ne se rendaient que très rarement chez le médecin. D'après les statistiques antérieures à la Libération, en moyenne, un habitant était examiné une fois tous les sept ans.

Après la Libération la situation changea du tout au tout. Dans l'ensemble de son action, le pouvoir populaire n'a jamais séparé l'amélioration du bien-être des masses de la protection et de la consolidation de leur santé. En République Populaire Socialiste d'Albanie, cette question est considérée comme un important devoir de l'Etat. De nombreuses institutions sanitaires, un vaste réseau d'hôpitaux et de polycliniques et toute une armée de médecins mènent une lutte de tous les instants contre les maladies.

Sous le pouvoir populaire, la santé publique a connu d'importantes transformations de contenu. Elle est devenue une santé publique socialiste et comporte tout un système de mesures tendant à protéger et à renforcer la santé du peuple, à développer et à consolider ses forces physiques et morales, à accroître ses aptitudes au travail, à prévenir les maladies, à allonger la durée de la vie de l'homme. En Albanie socialiste, où l'exploitation de l'homme par l'homme a été désormais abolie, les raisons sociales de l'existence de la médecine privée ont également été éliminées. Les rapports médecin-patient ne sont plus des rapports d'exploitation, se traduisant par l'enrichissement du premier aux dépens du second. Les médecins, au même titre que tous les travailleurs, sont rétribués par l'Etat. L'administration de soins aux malades à des fins de profit est une pratique étrangère au médecin en société socialiste.

La santé publique socialiste, telle qu'elle est organisée en Albanie, a pour importante caractéristique le fait qu'elle se développe conformément à un plan, ce qui lui permet de s'acquitter au mieux de sa mission humanitaire. Les institutions de la santé publique grandissent et se développent en s'appuyant sur le potentiel sans cesse croissant de l'économie populaire, de pair avec le développement harmonieux de toutes les régions et districts du pays. L'Etat socialiste a investi des sommes de plus en plus considérables pour la mise sur pied de nouvelles institutions sanitaires. Alors qu'en 1938 les crédits budgétaires au titre de la santé publique se montaient à 440.000 leks et ne constituaient que 1% des dépenses du budget, en 1973 ils se sont élevés à 317.000.000 de leks, soit 5,2% des dépenses du budget de l'Etat. Les dépenses en ce domaine par habitant ont augmenté de 99 fois par rapport aux chiffres d'avant-guerre. Ainsi le nombre des établissements sanitaires s'est accru d'année en année.

Etablissements hospitaliers

Années	1938	1950	1960	1970	1975
Nombre des établissements	10	49	72	124	148
Nombre de lits	805	2.799	5.374	9.884	14.286
Nombre de lits pour 10.000 habitants	0,8	2,3	3,3	4,6	4,7

L'armée des blouses blanches n'a fait que croître d'année en année. C'est ainsi qu'on compte aujourd'hui en Albanie plusieurs fois plus de médecins et de dentistes que dans la période d'avant-Libération.

Nombre de médecins

Années	1938	1950	1960	1970	1975
Nombre de médecins et de dentistes	122	149	477	1.808	2.757
Nombre d'habitants pour un médecin et dentiste	8.527	8.156	3.362	1.180	870

Les services de la santé publique en Albanie ne se sont pas seulement étendus. Des progrès constants ont également été faits dans le sens de la spécialisation et de la qualification de ces services. Avant la Libération, il n'existait dans la capitale qu'un seul service spécialisé. Aujourd'hui la situation a totalement changé. Les services fondamentaux: pathologie, pédiatrie, chirurgie et phtisiatrie — ont été mis sur pied dans tous les districts du pays. Dans de nombreux districts, d'autres services de spécialités plus étroites ont également été organisées.

En République Populaire Socialiste d'Albanie, tous les services médicaux, des simples pansements aux opérations les plus complexes, de l'examen médical le plus courant, aux traitements de longue durée, souvent d'années entières, dans les hôpitaux et les sanatoriums, sont gratuits. Quelle que soit la durée de l'hospitalisation, ou le montant des dépenses nécessitées pour les soins du patient, celui-ci n'a rien à déboursier. Tous les frais sont couverts par l'Etat. Cet aspect de l'organisation sanitaire albanaise atteste le profond humanisme socialiste qui caractérise le pouvoir populaire, et prouve aussi que l'homme, chez nous, est considéré comme le capital le plus précieux.

Tous les citoyens de la République Populaire Socialiste d'Albanie ont droit à l'assistance médicale gratuite. En bénéficient également les ressortissants étrangers, conjoints de citoyens albanais, ainsi que ceux qui sont employés auprès des diverses institutions, entreprises ou organisations, si aucun accord particulier n'a été conclu avec leur pays en cette matière.

Dans le mode de traitement comme dans l'administration de médicaments, il n'existe aucune restriction d'ordre économique. Les médecins ne songent pas au coût du traitement d'un malade, mais uniquement à la manière de le guérir. Ainsi dans certains cas, la guérison d'un malade a nécessité des dépenses s'élevant à des dizaines de milliers de leks.

La gratuité de l'assistance médicale pour le peuple tout entier procède du caractère étatique même des services de la santé en Albanie. Elle constitue une importante victoire pour le peuple albanais, un succès qui atteste le renforcement sans précédent de l'économie populaire. Aucun des pays capitalistes économiquement puissants n'a mis ni ne peut mettre en oeuvre une pareille mesure humanitaire tant que la médecine chez eux est une source de gains pour certains et que les masses travailleuses y sont opprimées et exploitées par une minorité. Le coût des soins médicaux y est donc très élevé. Quant à la prétendue assistance médicale «gratuite» en vigueur dans certains Etats bourgeois, elle est fournie par les fonds des «assurances sociales» formés par les cotisations des travailleurs eux-mêmes; elle n'est donc nullement gratuite, et elle est, par ailleurs, fort restreinte et soumise à une foule de conditions.

Une importante caractéristique de la médecine populaire en Albanie est qu'elle tend à rapprocher le plus possible l'assistance médicale du peuple.

Nous venons de mentionner la mise sur pied d'établissements sanitaires dotés de lits même dans les coins les plus reculés du pays. Le réseau des établissements sans lits, tels que dispensaires et cliniques dentaires, a connu encore une plus grande extension.

Etablissements sanitaires sans lits

Années	1938	1950	1960	1970	1975
Dispensaires	40	362	629	1.283	2.764
Nombre de visites en milliers	159	746	962	4.748	5.549
Nombre de visites pour 10.000 habitants	153	612	1.206	2.223	2.307
Cliniques dentaires	—	35	51	114	275
Nombre d'examinés, (en milliers)	59	90	209	610	908

Par suite de ce développement, le nombre d'habitants par dispensaires est passé de 26.007 qu'il était en 1938 à 939.000 en 1973. Dans la période d'avant-guerre, il revenait à chaque habitant du pays d'être examiné dans ces établissements une fois tous les 7 ans, contre 2,2 fois par an aujourd'hui.

Les premiers secours médicaux sont prodigués dans les dispensaires.

Les dispensaires de quartier, qui disposent de médecins pathologistes, pédiatres, radiologistes et de services de chirurgie et de piqûres, ont sous leur contrôle tous les habitants du quartier.

Au premier examen, le médecin dresse la fiche du malade, sur laquelle sont portés le diagnostic et le traitement prescrit. Grâce à cette fiche, le médecin dispose à tout moment de l'historique de la maladie et il prescrit les nouveaux traitements à suivre. Lorsque l'état du patient requiert son hospitalisation, sur la recommandation de son médecin traitant, il est admis au pavillon affecté à sa maladie. Dans les centres de localités où les services médicaux sont assurés par l'hôpital, les soins ambulatoires et les traitements à appliquer à l'hôpital sont directement prescrits par la direction de celui-ci. La lutte pour la protection de la santé des travailleurs est menée non seulement dans les établissements sanitaires mais aussi dans les usines et fabriques. Nombre d'entreprises économiques possèdent leurs propres centres sanitaires, où sont soignés leurs travailleurs. Dans chaque ville et dans les zones ouvrières ainsi que dans la plupart des villages, ont été créés des centres de secours médicaux d'urgence, qui sont en service à tout moment et gratuitement.

Le médecin se rend partout où la vie de l'homme est exposée à des dangers. Dans les cas urgents, il est envoyé par hélicoptère dans les lieux les plus reculés isolés par la neige pour sauver l'homme des griffes de la nature.

L'extension des services sanitaires dans les campagnes albanaises

Autrefois, les services sanitaires dans les régions rurales étaient dans un état lamentable. Dans l'ensemble des villages du pays où vivait quelque 90% de la population, on ne comptait en tout que 14 dispensaires, ayant chacun pour tout personnel un seul infirmier.

Voilà pourquoi les maladies naguère les plus répandues en Albanie, malaria, tuberculose, syphilis, trachome, frappaient au premier chef les populations rurales. Les paysans des zones reculées n'avaient jamais connu de médecin.

Aussitôt après la Libération, le pouvoir populaire prit des mesures en vue d'améliorer les services sanitaires ruraux, en visant à assurer à la paysannerie l'assistance médicale gratuite et en mettant sur pied des établissements sanitaires aussi près que possible des habitations des paysans.

En ces années de pouvoir populaire, le nombre des institutions sanitaires s'est accru rapidement, comme le montre le tableau suivant:

Etablissements sanitaires dans les villages

Années	1938	1950	1960	1970	1975
Institutions sanitaires dotées de lits	1	16	45	265	720
Dont:					
Hôpitaux	—	16	29	63	88
Maternités	—	—	14	198	627
Salles d'accouchement	—	12	19	55	88 +
Stations thermales	1	1	2	4	5

+ Les pavillons d'accouchement ne sont pas compris dans les établissements sanitaires.

Pendant les années de pouvoir populaire, le nombre de lits, dans les établissements sanitaires de villages, s'est accru d'environ 18,6 fois.

Nombre de lits dans les institutions sanitaires des villages

Années	1938	1950	1960	1970	1975
Nombre de lits	215	591	764	2.032	3.827
Dont:					
— hôpitaux	—	193	290	643	1.181
— maternités	—	—	66	726	1.702
— pavillons d'accouchement	—	48	78	278	464
— stations thermales	200	350	330	385	480

Dans les campagnes albanaises le réseau des institutions sanitaires, telles que dispensaires et cliniques dentaires, s'est également élargi.

Institutions sanitaires sans lits dans les villages

Années	1938	1950	1960	1970	1975
Dispensaires	14	—	528	1.167	2.335
Cliniques dentaires	—	7	8	47	207

La prophylaxie, caractéristique fondamentale des services de la santé publique en Albanie.

Il est plus aisé de prévenir que de guérir. Aussi la prophylaxie, la protection des personnes saines contre les maladies, a-t-elle été le souci dominant des services de la santé albanaise, depuis la création de l'Etat nouveau, socialiste. C'est en cela que consiste la différence essentielle entre la santé telle qu'elle est conçue en République Populaire Socialiste d'Albanie et celle d'avant la Libération ou des pays capitalistes, où les médecins, entraînés par la course au profit, n'ont aucun intérêt à voir ces mesures se développer autant qu'elles le pourraient.

Les services prophylactiques ont vu le jour en Albanie aussitôt après la Libération. Le pouvoir populaire adopta une série d'importantes mesures pour empêcher la propagation des maladies, entre autres la vaccination préventive gratuite de tous les citoyens. En dépit de la pénurie sensible de cadres médicaux, l'examen systématique de tous les travailleurs est passé dans les faits dès l'année 1946-1947.

En même temps que les hôpitaux et les polycliniques, dans tout le pays a été mis sur pied un puissant réseau d'établissements prophylactiques, dispensaires, laboratoires, etc. qui ont crû d'année en année et ont été de mieux équipés et dotés de cadres, dont l'expérience et les connaissances professionnelles n'ont cessé de s'accroître. Petit à petit, le réseau prophylactique s'est largement ramifié dans le pays, poussant jusqu'aux villages les plus reculés.

En regard d'un seul centre hygiénique existant avant la Libération, on en compte aujourd'hui en service 26, dotés des cadres et des équipements nécessaires. De même, au lieu d'un laboratoire bactériologique doté de 3 cadres supérieures et de 5 cadres moyens en 1944, on en dénombre aujourd'hui 25, qui occupent des dizaines de cadres des divers degrés. Quant aux laboratoires bromatologiques, qui n'existaient pas du tout avant la Libération, ils sont aujourd'hui au nombre de 25.

En outre, il a été institué un vaste réseau d'enseignement sanitaire, comprenant la direction même de cet enseignement et les maisons et cabinets qui en dépendent au niveau de district. Ces établissements mènent auprès du peuple un intense travail de propagande, portant spécialement sur les problèmes d'hygiène et de prophylaxie.

Afin d'asseoir l'activité des institutions prophylactiques, à tous les niveaux sur des bases plus scientifiques, de consolider tous les établissements prophylactiques du pays et de porter à un plus haut degré le travail d'étude et le règlement des problèmes d'hygiène et d'épidémiologie et les fondements de la médecine prophylactique, il a été créé en février 1969, à Tirana, un Institut d'hygiène et d'épidémiologie. Cet Institut étudie sur des bases scientifiques les conditions hygiéno-sanitaires de travail, d'alimentation, de logement et d'instruction du peuple et arrête les mesures appropriées pour les améliorer. Il étudie les maladies contagieuses et participe à la formation et à la spécialisation des cadres occupés dans le secteur de l'hygiène et de la prophylaxie. De plus, cet Institut vient en aide de façon directe et active à la base chaque fois que se présente un problème imprévu dont la solution nécessite des connaissances et l'application de processus techniques plus avancés. Il est devenu également un important centre de fabrication de médicaments immuno-biologiques. Les travailleurs de cet Institut qui se consacrent à l'hygiène du travail étudient les conditions concrètes de travail dans les mines, usines, ateliers et entreprises, détectent les facteurs qui nuisent à la santé des travailleurs et proposent des mesures pour en améliorer la protection.

Les travailleurs de l'hygiène alimentaire mettent au point des méthodes mieux appropriées pour déterminer la valeur nutritive des produits, décèlent les causes qui entraînent la détérioration des aliments, toute source d'infection microbienne, et proposent des méthodes et des mesures concrètes qui garantissent les qualités nutritives et la propreté des produits à chaque étape de leur production, de leur conservation et de leur transport.

De très importantes mesures ne cessent d'être prises dans tous les lieux de travail et de production afin de créer aux ouvriers des conditions hygiéniques et sanitaires aussi satisfaisantes que possible. Aucun ouvrier ne peut être embauché sans examen médical préalable; quant aux ouvriers de certaines catégories de travaux pénibles pouvant nuire à la santé, ils sont soumis à un contrôle médical constant. Par décision spéciale du gouvernement, un service sanitaire pourvu d'un médecin, d'un aide-médecin et infirmier a été créé auprès de tous les grands centres de travail.

Outre les lieux de travail, le service de prophylaxie s'étend largement aussi aux établissements fréquentés par les enfants d'âge préscolaire et scolaire, où un vaste travail organisé est mené pour faire rigoureusement appliquer les régies d'hygiène et de propreté. Une attention particulière est portée dans nos écoles au développement physique des écoliers qui sont soumis à un contrôle incessant de leur condition anthropométrique.

Les organes sanitaires de prophylaxie jouent aussi un rôle important dans l'élaboration des schémas directeurs des villes et des villages. Les constructions sont mises en chantier sur la base de projets approuvés par l'inspection sanitaire. C'est toujours selon ce critère et ce style de travail, et sous le contrôle incessant des organes sanitaires que l'on construit aujourd'hui dans les villages également.

Ces mesures prophylactiques ont eu pour effet de protéger notre peuple contre les nombreuses épidémies que causaient notamment les maladies infectieuses intestinales, d'éliminer certaines maladies comme la malaria, la syphilis, le trachome, etc. et d'en réduire considérablement d'autres, comme la tuberculose, la poliomyélite, la diphtérie, etc. En Albanie, les mesures prophylactiques ne sont pas prises seulement par les organismes et les institutions sanitaires, mais aussi par d'autres organismes d'Etat, et elles sont mises en oeuvre à travers l'application des lois de protection du travail, et de la mère et de l'enfant, à travers la construction et la mécanisation du travail dans l'agriculture, l'industrie, le bâtiment, etc.

La science médicale au service de la protection de la santé du peuple

Depuis l'instauration du pouvoir populaire, le secteur de la Santé publique, parallèlement à son extension en largeur, a également accompli des progrès sensibles en profondeur; les services de la santé se sont rapprochés des masses du peuple, et de nombreux travaux scientifiques ont aussi été menés à bien, ce qui a permis de résoudre beaucoup d'importants problèmes relatifs à la santé du peuple. Aujourd'hui que le réseau sanitaire s'étend non seulement aux centres urbains, mais aussi aux villages les plus reculés du pays, il importe d'élever encore plus le niveau qualitatif de ses services et de promouvoir un développement encore plus accéléré des sciences médicales.

Tous les travaux scientifiques menés en Albanie visent à renforcer les services prophylactiques, à mettre sur pied des établissements sanitaires et à les doter des équipements les plus modernes, à élever le niveau de formation professionnelle des cadres en vue de mieux servir les masses du peuple. L'activité scientifique entreprise chez nous a pour but d'étudier l'état de santé du peuple et d'élaborer, de planifier et de mettre en oeuvre, sur des bases bien fondées et scientifiques, les mesures requises pour protéger sa santé; d'introduire dans la pratique médicale de nouvelles méthodes et moyens de prévention, de diagnostic et de traitement des maladies, de parfaire encore l'organisation sanitaire, en vue de la rendre plus efficace.

Les études réalisées dans le domaine de la Santé, comme dans tous les autres domaines d'activité, sont conduites suivant un plan. Dans cette intention, la Faculté de médecine et les institutions sanitaires centrales, les cliniques universitaires, ainsi que l'Institut d'hygiène et d'épidémiologie, de concert avec le ministère de la Santé publique et après avoir largement consulté leurs collectifs de travailleurs, ont élaboré des plans quinquennaux, dans lesquels une place importante revient aux questions de médecine préventive, en particulier aux problèmes concernant la protection de la santé de la mère et de l'enfant, ainsi que des ouvriers dans les lieux de travail. Ces plans prévoient également l'étude des maladies qui revêtent une grande importance pour la médecine albanaise, comme le sont l'hypertension, certaines affections du foie, les calculs biliaires, certaines maladies de l'estomac et des intestins, la polyarthrite rhumatoïdale, l'épilepsie, les caries dentaires et autres. D'autres travaux sont consacrés à l'introduction de nouvelles méthodes médicales, telles que celle des isotopes, le traitement chirurgical des maladies du coeur, etc. et aussi une série de thèmes traitant de questions de médecine expérimentale. Il convient de relever ici l'importance qui est accordée chez nous à l'étude de la

médecine populaire. L'Institut d'hygiène et d'épidémiologie mène d'importantes études dans le domaine de l'hygiène, de l'épidémiologie et de l'immunologie.

La problématique de ces travaux scientifiques a été affranchie de tout esprit d'académisme, parce qu'elle se fonde sur des exigences dictées par la vie et concerne des problèmes qui préoccupent concrètement notre médecine et revêtent un caractère pratique.

Ce qui distingue le développement des sciences médicales albanaises est son caractère de masse. Ce développement n'est pas seulement le fait de quelques «personnalités affirmées», mais il englobe la masse des travailleurs du secteur de la Santé. Le développement en profondeur de la médecine en Albanie, l'élévation de l'assistance médicale sur le plan qualitatif, ne peuvent être réalisés par une poignée de travailleurs de la médecine, si intense et qualifiée soit l'aide qu'ils prêtent et si remarquable leur talent, ils ne peuvent l'être qu'à travers l'élévation générale des aptitudes professionnelles de tous les travailleurs de la médecine et par leur participation massive à des études et recherches scientifiques. Ainsi, chez nous, non seulement les cadres des institutions centrales, mais aussi les cadres des institutions sanitaires de la périphérie et des villages mènent des études et des recherches scientifiques. En effet, les établissements de province ont, tout comme les établissements centraux, élaboré des plans d'études scientifiques qu'ils mettent en oeuvre. Le nombre des travailleurs médicaux qui se consacrent à des études scientifiques dans les districts va sans cesse croissant. En témoigne le nombre toujours accru des sessions scientifiques organisées même dans les districts les moins importants du pays.

En vue de promouvoir la participation du plus grand nombre possible de médecins à des activités scientifiques, un soin particulier est consacré au travail visant à élargir leurs connaissances et à élever leur formation professionnelle. Au centre comme dans les districts, sont mises en oeuvre, à l'intention des cadres médicaux, diverses formes d'activités qui ont pour but leur élévation professionnelle, leur spécialisation et leur qualification postuniversitaire. A des intervalles fixes, ces cadres viennent aussi dans la capitale pour y suivre des cours de perfectionnement suivant des programmes établis.

Un autre fait qui traduit le caractère massif des études scientifiques est que l'immense majorité des problèmes scientifiques posés, l'ont été ou le sont par des équipes de travailleurs.

Par suite du grand essor que connaissent actuellement les sciences médicales chez nous, il est impossible à un seul médecin, si capable soit-il, d'entreprendre des travaux scientifiques, car son travail serait sans résultat. La solution des problèmes complexes exige évidemment des travaux scientifiques complexes; il est donc nécessaire que ces travaux soient réalisés par des équipes de médecins appartenant à diverses spécialités.

Dans le développement du débat et de la pensée scientifiques comme dans l'encouragement à des travaux scientifiques, un rôle important est rempli par l'Association scientifique des médecins, qui a des branches dans tous les districts. Les organes dirigeants de cette association comprennent des médecins qui ont la passion du travail scientifique et ouvrent avec la même passion pour raviver la pensée scientifique parmi leurs collègues, médecins, stomatologues et pharmaciens.

Le caractère de masse du travail scientifique est lié directement à l'effort pour élever le niveau scientifique des services sanitaires dans tout le pays. Il créera les conditions pour réduire la différence qui existe encore entre l'assistance médicale prêtée au centre et celle dispensée dans la périphérie, ce qui constitue un problème d'importance nationale. Les organes gouvernementaux s'appliquent à accroître l'activité scientifique et à la coordonner à l'échelle du pays, ils s'intéressent particulièrement à ce que les travailleurs scientifiques soient pourvus de la base matérielle requise et des publications qui leur sont utiles. Les travaux scientifiques réalisés ne demeurent pas enfermés dans les tiroirs; ils ne deviennent pas, non plus, le patrimoine d'un cercle de spécialistes, bien au contraire ils sont publiés et portés à la connaissance de tous les médecins. Leurs résultats sont mis en oeuvre et servent la pratique.

La santé publique, affaire du peuple tout entier

Les succès obtenus par la Santé publique en République Populaire Socialiste d'Albanie sont le résultat non seulement des mesures importantes adoptées par le pouvoir et de l'affectation de fonds considérables à la protection de la santé des masses, mais aussi des transformations radicales subies dans sa nature même, la santé publique, devenue l'affaire du peuple tout entier; ces succès sont les

résultats de l'élévation de la conscience socialiste des masses, de leur éducation sanitaire et de leur vaste et active participation à la grande question que représente la protection de la santé du peuple. La collaboration entre les institutions sanitaires, les organisations du Front démocratique et les autres organisations de masse sur les problèmes de la protection de la santé, sur l'amélioration du milieu où vivent et travaillent les masses travailleuses, sur l'éducation des mères pour qu'elles élèvent bien leurs enfants, etc., a été organisée et renforcée.

Dans les villes, les organisations du Front démocratique, à l'échelon des «blocs» (subdivisions de quartier), ont mis sur pied des commissions d'hygiène qui prêtent une aide précieuse en cette matière. En outre, à travers les diverses formes d'enseignement et de propagande sanitaire, on oeuvre à élever le niveau de la culture sanitaire des masses, en sorte qu'elles participent activement à la protection de leur propre santé. Organisations du Parti, organisations de masse, enseignants, travailleurs de la santé publique et autres accomplissent un vaste travail de persuasion, pour faire adopter par le public de saines conceptions et pour lui inculquer dans l'esprit la nécessité impérieuse de l'hygiène, pour lui faire comprendre que là où règne la propreté, règne aussi la santé. La lutte pour des transformations radicales dans l'hygiénisation du pays et surtout des campagnes, ne se réduit pas à l'adoption de certaines mesures techniques et matérielles, par ailleurs indispensables, elle est avant tout une lutte contre les conceptions et usages arriérés dans le mode de vie, pour l'élévation du niveau de culture générale des masses travailleuses et de leur culture sanitaire en particulier.

Afin de promouvoir l'amélioration de l'hygiène, surtout dans les campagnes, il a été institué des cours spéciaux pour la formation d'activistes sanitaires choisies parmi les jeunes paysannes. Des cours institués par les soins du pouvoir et des organisations de masse auprès des écoles, des lieux de travail et des coopératives agricoles, dispensent à ces centaines de jeunes filles les connaissances fondamentales de l'assistance médicale à fournir à la population. Ces cours forment également nombre d'autres activistes sanitaires, qui assument bénévolement cette mission sans quitter leur emploi. Ainsi chaque village possède son groupe d'activistes sanitaires, qui, prêchant d'exemple, deviennent d'ardentes propagandistes de la promotion de l'hygiène dans les villages, des militantes de la propagation du nouveau dans les campagnes. Les équipes sanitaires dans chaque village fournissent une précieuse aide pré-médicale et diffusent les connaissances élémentaires parmi les masses. Ces cours permettent de former à bref délai une activiste sanitaire par famille, dans les campagnes comme dans les villes.

Le contrôle ouvrier et celui des masses travailleuses en général sur le travail des institutions sanitaires constituent une autre importante forme de la participation des masses laborieuses elles-mêmes aux problèmes de la Santé publique; ils aident à améliorer la qualité des soins administrés aux malades dans les établissements hospitaliers, à insuffler l'esprit révolutionnaire de la classe ouvrière à ces établissements, à les révolutionnariser encore davantage.

Diminution et élimination des maladies endémiques

Avant la Libération, les maladies endémiques, telles que malaria, syphilis, tuberculose, diphtérie, poliomyélite, etc., faisaient des ravages. Il en était ainsi parce qu'elles trouvaient en Albanie un terrain propice à leur propagation, avant tout parce que celle-ci était favorisée par la situation socio-économique et politique du pays et, en conséquence, par l'insuffisance et l'inefficacité des services sanitaires. Non seulement pour les maladies exigeant un long traitement et un régime particulier, comme la tuberculose, mais également en cas d'épidémies qui fauchaient les vies humaines, l'assistance médicale n'était pas accessible aux masses populaires.

Ainsi, presque toute la population vivant dans les plats pays du littoral était atteinte de malaria. La malaria tropicale, forme la plus grave de cette affection, était la plus répandue de toutes ces maladies. Ainsi en 1940, 54,8% des cas examinés étaient atteints de cette espèce de fièvre paludéenne. Une situation aussi grave ne s'observait alors dans aucun autre pays d'Europe.

La syphilis était une autre plaie cruelle pour le pays. Durant le régime de Zogu et surtout pendant l'occupation, la propagation de la prostitution, phénomène caractéristique du système économique-social capitaliste, entraîna une vaste recrudescence de cette maladie. Dans bien des zones, sévissait la syphilis endémique, demeurée sans soins pendant des siècles, aucune étude n'ayant été entreprise en la matière.

D'autres maladies contagieuses étaient également fort répandues, notamment les infections intestinales aiguës, qui occasionnaient un taux élevé de mortalité infantile, les dyspepsies, les gastroentérites, de même que la dysenterie, la fièvre typhoïde, la diphtérie et d'autres maladies infectieuses infantiles.

Au lendemain de la Libération, la tâche la plus urgente consistait à faire face à la situation créée par l'occupation et la guerre, à freiner l'épidémie meurtrière de typhus exanthématique qui se répandait rapidement, à freiner la malaria et les épidémies de typhoïde, etc., et, en même temps, à engager contre la syphilis une lutte, pour laquelle le renversement des classes exploiteuses avait créé des conditions particulièrement favorables. Au cours de cette première phase, on s'attaqua aux maladies qui causaient les plus grands ravages et que les connaissances de l'époque et l'utilisation rationnelle des moyens et des cadres existants permettaient de combattre avec le plus de succès. C'est alors que furent jetés les fondements organisationnels en ce domaine, que furent élaborés et approuvés les lois et les règlements appropriés, que fut entreprise la formation des cadres nécessaires. Il fut mis sur pied un service antiépidémique, mesure importante dans l'ensemble de celles qui furent adoptées pour la protection de la santé des travailleurs. En 1947, fut promulguée la loi «sur la lutte contre les maladies contagieuses», et, en 1949, approuvé le décret-loi sur «le dépistage, la dénonciation et le traitement obligatoire et gratuit de la syphilis» ainsi que l'ordonnance du gouvernement sur «la lutte contre la malaria», dispositions qui servirent de base au combat contre ces maladies. En 1949, fut publiée la décision du gouvernement sur le dépistage et le traitement gratuit des tuberculeux. En 1957, la vaccination au BCG fut instituée. En 1949, on commença la vaccination à large échelle contre la diphtérie et, un peu plus tard, contre le typhus abdominal et le typhus exanthématique dans les principaux foyers de ces maladies. En 1947, le problème de la production sur place du vaccin contre la typhoïde, fut définitivement réglé.

Grâce à ces mesures, on réussit rapidement à liquider les épidémies de typhoïde, à contenir la malaria, à obtenir des résultats importants dans la lutte contre la syphilis et l'on organisa la lutte contre la tuberculose sur des bases nouvelles, en attachant à la prophylaxie toute l'importance qu'elle mérite. A la suite de la création en 1952 de centres sanitaires épidémiologiques, ainsi qu'à leur extension et à leur renforcement dans les années qui suivirent, les services anti-épidémiologiques ont revêtu des formes plus concrètes. Compte tenu de l'urgence du problème de l'élimination de la malaria, l'on donna la priorité à la lutte contre cette maladie. Aussitôt, on procéda à l'aspersion des habitations au DDT. En 1950, la dénonciation et le traitement de la malaria, puis l'hospitalisation des malades furent déclarés obligatoires. D'autres mesures concernant le dépistage, la chimio-prophylaxie et la liquidation des foyers d'infection ont joué un rôle important en cette matière.

La lutte contre la malaria jusqu'à sa suppression complète a connu deux étapes: la première (1946-1957), qui avait pour objectif la baisse de l'infection paludéenne à un niveau qui ne constituait plus un problème sanitaire important; la seconde (1958-1967), qui a marqué l'élimination de la malaria. C'est là un grand succès remporté par la santé publique de la R.P.S. d'Albanie. Les dernières années, il n'a été enregistré aucun cas de malaria.

Les transformations radicales qui se sont produites en Albanie à la suite du triomphe du pouvoir populaire ont créé les conditions requises pour la rapide liquidation de la syphilis. Le dépistage et le traitement des malades ont permis de faire rapidement disparaître cette maladie. En même temps, une campagne fut entreprise en vue de découvrir et d'éliminer les foyers de syphilis endémique. En 1950, il existait 34 dispensaires antivénériens et 8 laboratoires spécialisés, alors qu'en 1958 le nombre des dispensaires et des unités sanitaires antivénériennes s'est élevé à 77, et celui des laboratoires sérologiques à 34. Ces institutions ont déployé une très vaste activité en vue du dépistage et du traitement des malades. De 1947 à 1968, il a été procédé à 2.322.356 examens sérologiques. Tous les malades dépistés ont été obligatoirement et gratuitement soumis au traitement approprié, et sur 99,4% d'entre eux ce traitement a été porté à son terme.

Les résultats obtenus dans la lutte contre la syphilis en Albanie sont excellents. Dans bien des pays, la syphilis, comme les autres maladies vénériennes, est en croissance constante. C'est ainsi que de 1961 à 1965 aux Etats-Unis le nombre des syphilitiques est monté de 10,7 à 11,7 pour 100.000 habitants, en France pour la même période de 7,6 à 9,6, en Pologne de 16,6 à 23,6, en Hongrie de 0,3 à 10,0, en Yougoslavie de 29,9 à 30,3.

En Albanie depuis 20 ans déjà la syphilis contractée par contact sexuel a disparu. De même, on n'observe pas de cas présentant des symptômes cliniques tertiaires de la syphilis endémique; le dernier cas de cette forme a été relevé en 1960.

Ainsi, aujourd'hui en Albanie la syphilis est considérée comme liquidée à jamais, la base sur laquelle elle pouvait se développer ayant été éliminée. Un tel succès n'a été enregistré par aucun autre pays. Grâce à ces mesures, en Albanie les autres maladies vénériennes ont également disparues. D'autres graves maladies ont également été éliminées, notamment le typhus exanthématique et le trachome, cependant que beaucoup d'autres ont été sensiblement restreintes. Telles, entre autres, la typhoïde, la dysenterie, la diphtérie, la poliomyélite, la brucellose, etc.

Régression de la tuberculose

L'un des plus tristes héritages laissés à l'Albanie par le passé était la tuberculose. Cette maladie était très répandue, surtout parmi les couches pauvres, ouvrières et paysannes. Toute assistance médicale faisant défaut, les malades languissaient dans la souffrance physique et morale, jusqu'à leur mort.

Après la Libération, le pouvoir populaire prit aussitôt des mesures pour soigner les tuberculeux. Et les résultats obtenus ont été excellents. En conséquence, les formes primaires de tuberculose sont en constant déclin et les formes les plus graves se rencontrent de plus en plus rarement. La lutte contre la tuberculose en Albanie est menée de façon centralisée. Toutes les mesures prises sont soigneusement étudiées avant d'être mises en application. Dès le début, la Santé publique en Albanie s'est guidée sur les principes de la médecine prophylactique. Durant la première phase, alors qu'on manquait de médecins, on s'attacha surtout à accroître le nombre de lits. Le but poursuivi était d'isoler et de soigner les malades, et de restreindre la source de l'infection.

C'est pendant cette période que furent mis sur pied des sanatoriums pour tuberculeux à Tirana, Korçë, Shkodër, etc. Tout un réseau de dispensaires, consacrés à la prévention de la tuberculose fut également créé. Aujourd'hui toutes les villes d'Albanie en sont dotées.

Etablissements antituberculeux

Années	1938	1950	1960	1970	1975 +
Sanatoriums TBC:	—	4	5	4	3
Nombre de lits	—	1.075	1.541	1.585	1.100
Dispensaires TBC:	—	8	15	15	4
Nombre de lits	—	145	331	448	40
Préventoriums :	—	5	—	1	—
Nombres de lits	—	520	—	100	—

* Les diminutions en 1975 reflètent la régression de la maladie.

Les mesures prophylactiques comprennent également la vaccination au BCG. Toute la population âgée de moins de 20 ans a été vaccinée au BCG et dans certains cas cette mesure a été étendue jusqu'à l'âge de 30 ans.

Une autre mesure de défense adoptée depuis 1962 est la chimio-prophylaxie — l'administration de nicotibine aux enfants ou aux adultes soumis des contacts avec des tuberculeux.

Les services antituberculeux font des efforts constants en vue du dépistage précoce de la tuberculose par des examens massifs dans les lieux de travail et de production, dans les mines, les villages, à travers l'action du service fluoro-graphique. Ainsi, les travailleurs des services de phthisiatrie recherchent les cas nouveaux pour les guérir dès leur phase initiale.

Par ailleurs, l'élévation constante du niveau de vie de la population a exercé une influence bénéfique dans la lutte contre la tuberculose.

L'attention portée à la prophylaxie et au traitement de cette maladie, ainsi que l'élévation du bien-être matériel et du niveau culturel du peuple, ont entraîné la régression de la tuberculose en Albanie. Cette régression, sous toutes ses formes, est clairement illustrée par les chiffres suivants:

Année 1955 : 60,5 cas pour 10.000 habitants
 Année 1960 : 53,5 cas pour 10.000 habitants
 Année 1965 : 19,2 cas pour 10.000 habitants
 Année 1970 : 10,7 cas pour 10.000 habitants
 Année 1973 : 8,2 cas pour 10.000 habitants

Les sanatoriums et les dispensaires du pays accueillent tous les tuberculeux dont l'état nécessite un traitement clinique. Le séjour et le traitement à l'hôpital sont entièrement gratuits. Les tuberculeux devant généralement être soumis à un traitement de longue durée, l'Etat engage pour chacun d'eux des fonds considérables.

La protection de la santé de la mère

La position d'inégalité sociale qui était celle de la femme avant la Libération se reflétait notamment dans l'absence de tout souci pour la protection de sa santé, dans le défaut de dispositions législatives et d'établissements curatifs et prophylactiques à son profit. Il n'existait alors dans tout le pays qu'un pavillon d'accouchement pourvu de 15 lits seulement à l'hôpital de Tiranë. Le personnel pour l'Albanie entière se réduisait à un seul gynécologue et à 32 sages-femmes concentrées dans les villes principales, et qui n'aidaient qu'aux accouchements des femmes de riches. Les femmes du peuple mettaient leurs enfants au monde dans des conditions antihygiéniques dangereuses, et bien des malheurs frappaient tant les mères que les nouveau-nés. Les cabinets de consultations pour femmes enceintes faisaient totalement défaut, ainsi du reste que les autres moyens de propagande sanitaire visant à apprendre aux femmes à se protéger elles-mêmes et à protéger leurs enfants, durant la grossesse comme après l'accouchement. Les cas de décès pendant l'accouchement ainsi que dans les premiers jours qui le suivent pour la mère comme pour l'enfant, étaient très nombreux. Cette mortalité constituait un des facteurs du très faible accroissement de la population albanaise.

Aujourd'hui, cette situation a radicalement changé. La protection de la santé de la mère et de l'enfant est l'un des premiers devoirs de l'Etat et une partie intégrante de la politique d'émancipation complète de la femme albanaise. Ainsi, la seule maternité de la ville de Librazhd, chef-lieu d'un district montagneux, dispose aujourd'hui d'un nombre de lits égal à celui de toutes les maternités du pays en 1938. Voici un autre exemple: les centres d'accouchement de la seule ville d'Elbasan sont actuellement dotés d'un nombre de lits supérieur à celui dont disposaient tous les hôpitaux du pays en 1938. En 1975, étaient en service 650 maisons d'accouchement et 117 pavillons avec un total de 3.983: lits. Maintenant chaque village dispose d'un ensemble sanitaire comprenant un dispensaire, un cabinet de consultation, une maison d'accouchement et une crèche. Ainsi la totalité des accouchements dans les villes et 94% dans les campagnes ont lieu avec une assistance médicale.

Etablissements à l'intention de la mère et de l'enfant

Années	1938	1950	1960	1970	1975
Maternités	—	1	38	225	650
— dans les villes +	—	1	24	27	23
Nombre de lits	—	80	660	1.927	2.977
— dans les villes	—	80	594	1.201	1.275
Pavillons d'accouchement	1	37	35	85	117
— dans les villes	1	25	16	30	29
Nombre de lits	15	285	284	617	1.006
— dans les villes	15	237	156	339	542

+ Le reste des maternités et des pavillons d'accouchement se trouve dans les villages.

L'assistance obstétricale et gynécologique en République Populaire Socialiste d'Albanie est conçue sous deux aspects: la prophylaxie et le traitement. Toutes les femmes d'un quartier ou d'une localité donnés bénéficient des services d'un centre de consultation placé sous la direction d'un médecin accoucheur, ainsi que des soins d'autres spécialistes depuis le début de leur grossesse jusqu'à l'accouchement. Toute femme enceinte est soumise à toutes les analyses de laboratoire nécessaires. La surveillance à domicile des femmes enceintes, en couches, ou qui ont besoin d'une assistance de nature gynécologique, est pratiquée largement dans les cabinets de consultation de gynécologie.

Cabinets de consultation pour la mère et l'enfant

Années	1938	1950	1960	1970	1975
	1	76	160	1.371	2.382

Un vaste travail de propagande est mené afin de diffuser les connaissances scientifiques en matière de protection de la mère et de l'enfant.

Les lois prévoient pour les mères qui travaillent une série de mesures de faveur dans leur travail afin qu'elles accomplissent le plus aisément possible leur tâche de travailleuses et de mères.

Les travailleuses en période de grossesse ou allaitant leurs enfants ne peuvent être dépêchées en service en dehors de leur lieu de domicile, ni chargées de travaux nocturnes ou en sus de l'horaire normal.

La travailleuse allaitant son enfant a le droit, après trois ou quatre heures de travail, de s'éloigner de son emploi pour aller nourrir son petit.

Quiconque refuse un emploi à une femme ou la licencie à cause de son état de grossesse, est passible de poursuites pénales.

Durant sa période de grossesse, toute femme peut demander à être mutée à une tâche plus aisée, et la direction de l'entreprise ou de l'institution auprès de laquelle elle est employée, est tenue de satisfaire à sa demande. Si le salaire prévu pour son nouvel emploi est inférieur à la moyenne de son salaire antérieur, la différence doit en être compensée par les assurances sociales.

Toute ouvrière ou employée a droit, en cas de grossesse et d'accouchement, à un congé au cours duquel il lui est versé une prestation égale à 80% de son salaire.

Le pouvoir populaire respecte et honore les mères qui mettent au monde, élèvent et éduquent leurs enfants. L'Assemblée populaire leur confère des médailles et ordres divers, tels que les décorations de «mère héroïne», de la «gloire à la mère» et la «Médaille à la mère».

La sollicitude pour l'enfance

Avant la Libération, la naissance d'un enfant dans les familles de travailleurs ne faisait qu'accentuer leur misère. Aujourd'hui, par contre, les enfants, en République Populaire Socialiste d'Albanie, constituent la «classe» privilégiée. A leur intention, ont été mis sur pied des écoles où ils s'instruisent, des palais de pionniers où ils se développent, se distraient et se trempent physiquement sans aucun frais. Sur les plages et dans les lieux au climat particulièrement salubre, ont été créés des camps de repos pour pionniers.

En outre, durant les mois d'été, toutes les écoles se transforment en camps journaliers pour enfants. Les établissements économiques et les coopératives agricoles organisent également durant les grandes vacances des camps de repos, qui sont fréquentés par des dizaines de milliers d'enfants.

La santé, des enfants est l'objet d'un soin tout particulier. Avant la Libération, les services de pédiatrie pour toute l'Albanie consistaient dans un pavillon de 35 lits à l'hôpital de Tirana. Du fait de l'absence d'un service médical spécialisé pour enfants, les nombreuses maladies infantiles faisaient des ravages, entraînant ainsi un taux de mortalité très élevé. Rien que dans la ville de Tirana, le taux moyen de mortalité infantile, de 1933 à 1940, a été de 161 pour 1.000.

Sous le pouvoir populaire, le secteur de la pédiatrie a connu un important développement. A Tirana a été créé un hôpital de pédiatrie d'une capacité de 400 lits, suivi d'autres à Shkodër, Korçë et d'autres villes, cependant que des pavillons de pédiatrie étaient mis sur pied auprès de tous les hôpitaux de la République.

Les dispensaires et les polycliniques sont pourvus de sections spéciales de pédiatrie. Les médecins qui y sont attachés entourent de leurs soins constants les enfants du quartier, organisent des examens médicaux périodiques dans les écoles, les jardins d'enfants et les crèches. Ces établissements se soucient en particulier de prendre les mesures prophylactiques indiquées afin de prévenir les maladies et les épidémies.

Accroissement du nombre des crèches

Années	1950	1960	1970	1975
Nombre de crèches journalières	17	139	2262	2.514
Capacité en berceaux	760	8.975	45.339	50.290

Ainsi, la lutte pour la protection de la santé des enfants est organisée sur des bases solides. En conséquence, les cas de maladies contagieuses ont été réduits au minimum et notamment pour la rougeole, la diphtérie, la poliomyélite, etc. Plus de 400.000 Albanais ont dépassé l'âge critique sans être atteint de rougeole. Tout cela a entraîné une baisse sensible de la mortalité infantile.

Un autre succès important enregistré est la vaccination générale contre la diphtérie et la poliomyélite. Cette vaccination a eu pour résultat de raréfier à l'extrême les cas de diphtérie; quant à la poliomyélite, on s'achemine vers sa liquidation totale.

La lutte organisée et le dépistage régulier en particulier des enfants dans les écoles, garderies et crèches, ainsi que les mesures préventives, ont eu pour effet de faire sensiblement baisser la mortalité de ces maladies. Le rachitisme également est en net déclin, ce qui est dû, d'une part, au progrès de l'éducation sanitaire des parents, mais aussi au traitement prophylactique à base de vitamines D.

Une autre mesure importante en ce qui concerne la santé des enfants consiste dans l'organisation de crèches sanatoriums, de crèches anti-dysentériques, de crèches réservées aux enfants atteints de dystrophie, où toutes les conditions sont créées pour leur croissance et leur développement normal.

En outre, sont en service un grand nombre de crèches saisonnières, surtout dans les campagnes. Les crèches accueillent les enfants âgés de deux mois à quatre ans. Les parents n'acquittent qu'une très faible partie des frais d'entretien de l'enfant. Suivant leur salaire et le nombre de personnes qui sont à leur charge, ils paient de 20 à 30% des frais. Le restant est couvert par l'Etat.

La pharmacie au service du peuple

En évoquant les succès de la santé publique, on ne peut passer sous silence le rôle des services de pharmacie. Avant la Libération, presque tous les médicaments étaient importés de l'étranger et vendus à la population à des prix de spéculation.

Sous le pouvoir populaire, les pharmacies ont été nationalisées et mises entièrement au service du peuple. La nationalisation a mis fin à l'esprit commercial qui prévalait dans ce domaine et à toute possibilité de spéculation sur la santé du peuple. Dans le même temps, elle a rendu possible l'unification des prix des médicaments dans tout le pays et les baisses périodiques de ces produits, voire même au-dessous de leur prix de revient. Rien qu'au cours du quatrième quinquennat, en 1966 et en 1969, ont eu lieu deux grandes baisses de prix pour une longue liste d'articles pharmaceutiques. Ces baisses ont principalement porté sur les médicaments de large consommation, surtout antibiotiques, vitamines, cortisones, analgésiques, etc.

Afin de protéger la santé des nourrissons jusqu'à un an, tous les médicaments à leur intention sont fournis gratuitement. Les médicaments délivrés gratuitement représentent environ 10% du total des produits délivrés par les pharmacies du pays. Pour faire face à cette charge, l'Etat a dépensé en 1969 1.787.000 leks et en 1973 2.117.119 leks.

Les citoyens de la République Populaire Socialiste d'Albanie reçoivent gratuitement tous les médicaments que requiert leur état dans les divers établissements sanitaires du pays. A cette fin, l'Etat engage de grosses dépenses. C'est ainsi qu'en 1970, il a été dépensé pour l'approvisionnement en médicaments des hôpitaux, cliniques et polycliniques, 11,5 millions de leks et en 1973 14 millions de leks.

Un autre succès important obtenu dans le développement de ce secteur est l'extension du réseau des pharmacies, et ce jusque dans les campagnes. Ainsi, en 1973, on comptait en Albanie 2,3 fois plus de pharmacies qu'avant la Libération, cependant que dans les villages leur nombre avait quadruplé. Or ces données ne reflètent pas ce qui a été accompli dans ce domaine, car les pharmacies actuellement en fonction ne souffrent aucune comparaison, par leur taille comme par l'ampleur de leur activité, avec celles d'avant la Libération. Parallèlement, le nombre des cadres a augmenté.

Il a été décidé d'étendre dans un délai de 2-3 ans le réseau des pharmacies à chaque village regroupé du pays en sorte que même les villages montagneux les plus reculés aient leur propre pharmacie.

D'importants succès ont été également obtenus dans la fabrication des médicaments dans le pays, grâce à l'utilisation prioritaire des matières premières locales. En 1948, a été mis sur pied le Laboratoire pharmaceutique d'Etat, qui ne fabriquait au début que quelques articles relativement simples. A la suite de sa conversion en entreprise industrielle, il a considérablement augmenté sa production non seulement en quantité globale, mais aussi en espèces de produits. Aujourd'hui, cette entreprise pourvoit à la majeure partie des besoins en médicaments de la population et des institutions sanitaires. Elle produit plus de 500 articles pharmaceutiques et cosmétiques. Chaque année, sa production s'enrichit de nouveaux articles et un soin particulier y est consacré à l'amélioration de la qualité des produits, par le perfectionnement continu des processus de production et l'introduction de nouvelles méthodes d'analyse réalisées grâce à des équipements modernes, qui donnent des résultats plus exacts et plus rapides. Cette entreprise est dotée d'un laboratoire d'analyses, où travaillent un grand nombre de cadres supérieurs et de spécialistes.

Une importance particulière est également consacrée au contrôle des médicaments. A cette fin, a été mis en place le Laboratoire du contrôle d'Etat des médicaments, dont les fonctions consistent à vérifier tous les médicaments, aussi bien ceux produits dans le pays que les médicaments importés, sous forme de spécialités pharmaceutiques finies comme sous forme de produits à élaborer. Cet établissement est doté d'équipements de la technique la plus moderne.

L'industrie pharmaceutique albanaise se développera encore plus dans l'avenir. En témoigne les travaux en cours pour la mise en place d'une usine d'antibiotiques, qui produira les premiers antibiotiques de marque albanaise, pénicilline, streptomycine, et tetracycline. Plus tard, par des procédés de synthèse, elle fabriquera également d'autres antibiotiques, encore plus perfectionnés.

Durant le 6^e quinquennat on renforcera encore les mesures de protection de la santé du peuple, en développant et en élargissant encore les services médicaux, notamment à la campagne. Les travailleurs de la santé publique doivent prendre des mesures pour assurer l'amélioration continue et incessante de l'hygiène et de la prophylaxie, prévenir les maladies infectieuses et ils doivent aussi élargir et organiser encore mieux le travail en vue d'élever le niveau d'éducation sanitaire de la population.

«Dans le domaine de la protection de la santé du peuple — a souligné le camarade Enver Hoxha dans son rapport au VII^e Congrès du P.T.A. — il convient de renforcer et d'étendre les mesures hygiéno-sanitaires et prophylactiques, notamment à la campagne et dans les zones reculées, et de veiller avec un plus grand soin à la protection de la mère et de l'enfant.»

Le sport de masse

Le sport et la culture physique étaient naguère le privilège des jeunes gens des hautes couches sociales. Le nombre de ceux qui s'adonnaient aux différents sports alors pratiqués était restreint. La base matérielle pour un sport de masse faisait entièrement défaut.

Après la Libération, le caractère du sport et de la culture physique changea du tout au tout. Ils devinrent le patrimoine des larges masses laborieuses et de toute la jeune génération, un moyen important d'éducation communiste et de trempe révolutionnaire.

En 1938, on ne comptait dans toute l'Albanie que 1.200 personnes qui s'adonnaient à la culture physique et au sport. Après la Libération, la courbe d'accroissement de la participation aux activités sportives monte de façon significative et illustre clairement le développement massif de la culture physique et des sports. Si, en 1959, le nombre de personnes déployant diverses activités sportives atteignait 150.000, en 1964 ce chiffre s'élevait à 200.000, en 1969 à plus de 260.000 et en 1973 à plus de 300.000. Rien que les diverses phases de la première «spartakiade» nationale, qui s'est déroulée en 1959, ont vu la participation de plus de 200.000 jeunes des quatre coins du pays, alors qu'à la troisième «spartakiade» nationale en 1974 ont participé plus de 300.000 personnes de divers lieux de travail, coopératives, unités militaires et écoles du pays.

Avant la Libération, la participation féminine aux activités sportives était nulle. Les «normes» d'alors et les lois du coutumier ne pouvaient admettre qu'une jeune fille ou une femme se montre en culotte

sur un terrain de sport, qu'elle coure ou qu'elle joue. Après la Libération la femme albanaise, avec élan et dynamisme, se fait une place dans le sport comme dans tous les domaines de la vie du pays. Le nombre de jeunes filles et de femmes pratiquant la culture physique et divers sports a atteint 100.000. Rien que la «spartakiade» nationale des jeunes filles a vu la participation d'environ 90.000 femmes et jeunes filles.

Les actions de masse, notamment en cross-country, athlétisme et natation, ainsi que les longues marches, les jeux sportifs estudiantins et autres manifestations de ce genre connaissent maintenant une grande popularité. Jeunes gens et jeunes filles, ouvriers et coopérateurs, militaires, écoliers et étudiants y prennent part par milliers. Le mouvement de culture physique et sportif a organisé des actions de masse et notamment des spartakiades nationales, des manifestations de gymnastique, des championnats et d'autres activités avec une large participation des masses.

Avant la Libération, on ne pratiquait en Albanie que deux ou trois genres de sport. Aujourd'hui, par contre, leur nombre est monté à plus de 16. Les activités sportives, qui attirent les larges masses de travailleurs et de la jeunesse connaissent un grand développement, notamment l'alpinisme, les excursions, les cross-countries, les compétitions massives, d'athlétisme, les matchs de football, divers autres jeux et surtout les jeux populaires. Le festival traditionnel des jeux populaires, qui s'est déroulé à Durrës, a vu la participation de 1.200 élèves des écoles de huit ans. En 1974, le calendrier des épreuves sportives englobait 154 compétitions à l'échelle nationale et des milliers de compétitions locales.

Avant la Libération, on comptait en tout, dans l'ensemble du pays, 27 cadres d'éducation physique, 50 arbitres et pas un seul entraîneur. Aujourd'hui, le nombre des cadres dotés d'instruction supérieure dépasse 1.200, sans parler de quelque 1.000 arbitres des différents sports.

Les équipes dans les sports les plus divers se comptent aujourd'hui par centaines et il y en a de toutes les catégories d'âge, petits pionniers, minimes, juniors, adultes (des deux sexes). Il en existe actuellement plus de 1.100, qui participent chaque année aux diverses activités locales et nationales, championnats, coupes, spartakiades, etc.

Sous le pouvoir populaire, la base matérielle des activités sportives, installations et équipements, s'est considérablement accrue et étendue. Avant la Libération il n'y avait que 15 terrains et parcs de sport. Jusqu'en 1950 on avait mis en place 2 stades, 27 salles de gymnastique, 57 terrains de sport, 37 terrains de football, en tout 535 centres sportifs. Ce chiffre est porté à 1.042 en 1960, à 1.700 en 1970 et à 2.100 en 1975. Aujourd'hui les sportifs ont à leur disposition 12 stades et 81 centres sportifs, 5 palais des sports (sans compter ceux qui sont en voie de construction), 36 polygones de tir sportif, 375 terrains de sport, 271 salles de gymnastique, 360 terrains de football et 360 terrains de basket-ball et 476 terrains de volley-ball.

Cette base matérielle est mise sur pied et entretenue exclusivement aux frais de l'Etat. Les masses s'exercent sur les terrains de sport sans devoir rien déboursier. L'Etat leur fournit non seulement les moyens matériels, mais aussi les cadres nécessaires.

L'Etat a engagé de grosses sommes pour le développement des sports. Les fonds alloués à cette intention dans le budget de 1974, par exemple, s'élevaient à 40 millions de leks et ceux investis directement pour les activités sportives à 7 millions.

La politique visant à faire des sports le patrimoine des larges masses populaires a eu pour effet d'élever la qualité du sport albanais, qui compte actuellement des dizaines de maîtres émérites, de nombreux maîtres et des centaines d'athlètes de haute valeur.

Le 6^e plan quinquennal prévoit des mesures concrètes à prendre en vue d'imprimer un essor ultérieur à la culture physique et aux sports.



Une des nouvelles plages aménagées pour les travailleurs. (Curriat)



Maison de repos à l'intention des travailleurs.

Chapitre VIII — Le logement, problème d'intérêt général

Le monde connaît des propositions utopiques sur la manière de résoudre le problème du logement. Mais ce problème, à ce jour, conserve toute son acuité. Les villes croissent, et l'industrie aussi, mais le problème du logement demeure dans le monde entier une grande plaie sociale. Et cela parce que les mesures à prendre pour sa solution revêtent nécessairement un caractère de classe marqué. «Le capital, a dit Engels, et cela est établi une fois pour toutes — ne remédiera pas à la pénurie de logements, même s'il est en mesure de le faire». La crise du logement permet en effet aux propriétaires d'élever indéfiniment les loyers alors que la solution de ce problème diminuerait leurs profits. Voilà pourquoi aujourd'hui dans le monde capitaliste, un grand nombre de travailleurs ont de si grandes difficultés de logement.

En Albanie également, la situation en ce domaine était, naguère encore, des plus graves. Les villes albanaises étaient bâties sans le moindre schéma directeur; les maisons, pour la plupart à simple rez-de-chaussée, étaient construites en torchis; les rues étaient étroites, tortueuses, sans canalisation ni éclairage électrique.

Autrefois, la majorité des travailleurs, dans les campagnes comme dans les villes, vivaient dans des chaumières sans plancher, ni plafond, ni fenêtres. Seules les «grandes maisons», autrement dit les habitations des beys et des agas, dans la Myzeqé, étaient munies de cheminées, signe d'un certain rang social; les paysans pauvres n'avaient pas le droit d'en construire. C'était là comme une loi non écrite, qui contraignait les travailleurs et surtout les paysans à vivre dans des chaumières, des galetas et des étables, dans des taudis, qui étaient la honte de la société et constituaient des foyers d'infection. Ce cadre, déjà lamentable, fut aggravé par les dévastations dues à la guerre. Les occupants nazi-fascistes incendièrent ou détruisirent 62.475 maisons urbaines ou rurales.

Après la Libération, les masses laborieuses se mirent volontairement à la tâche pour guérir les plaies laissées par la guerre. Le problème des logements à construire était au centre de l'attention des pouvoirs publics. Dans les toutes premières années qui suivirent la Libération, on a non seulement rebâti les maisons détruites, mais on a également construit plus d'un millier d'appartements.

D'année en année, les fonds affectés à la construction de logements n'ont cessé de s'accroître. Ainsi les sommes investies dans ce secteur sont passées de 483 millions de leks pour le 3^e quinquennat (1961-1965) à 652 millions pour le 4^e quinquennat, et dans les seules trois premières années du 5^e quinquennat les dépenses engagées à cette fin se sont élevées à plus de 612 millions de leks. En conséquence, depuis la Libération jusqu'en 1973, l'Etat et la population elle-même, profitant des crédits accordés, ont construit 243.000 appartements. Dans ces nouvelles habitations ont été logés 1.400.000 personnes, soit plus de la moitié de la population du pays. Trente-deux villes nouvelles ont été édifiées, en regard des vingt-quatre qu'en comptait en tout le pays avant la Libération.

Les villes et les villages albanais ont ainsi totalement changé d'aspect; les unes et les autres se sont agrandies, embellies et modernisées. Les travaux de construction y sont exécutés sur la base de plans soigneusement étudiés, afin d'assurer les meilleures conditions de vie possibles aux travailleurs.

La physionomie architecturale des logements, en tant que synthèse de la fonction, des matériaux de construction et du contenu même de l'ouvrage, a progressé du rythme de notre époque. La voie parcourue par notre architecture a été juste, parce qu'elle se fonde sur la connaissance de notre réalité objective. Une aide très précieuse a été fournie dans ce sens par la liaison avec les masses, par le fait qu'on a écouté attentivement leurs exigences et leurs désirs et qu'on les a traduits dans les projets, ce qui a été réalisé par des consultations, des débats, des enquêtes, etc. organisés dans les quartiers, villes, villages et districts, ainsi que par des contacts établis avec les organisations de masse, les travailleurs du bâtiment, etc.

Mais en dépit de l'accélération des rythmes de la construction, le problème du logement, par suite de l'accroissement rapide de la population, ne pouvait être résolu par la voie habituelle, d'autant plus que dans tout le pays ont été entrepris des travaux de grande ampleur, qui requièrent des quantités considérables de matériaux et une importante main-d'oeuvre. Dans ces conditions, la question du logement ne peut être réglée que par voie révolutionnaire. Synthétisant l'expérience accumulée dans l'oeuvre de réparation des dommages de la guerre au cours des premières années qui suivirent la

Libération et surtout l'expérience acquise lors de la grande action menée en vue d'éliminer les conséquences du tremblement de terre du 30 novembre 1967, quand en 29 jours, grâce au seul travail bénévole furent construits ou réparés 6.048 maisons d'habitation et établissements socio-culturels, le Parti et le pouvoir ont fait de ce problème l'affaire des masses. Parallèlement aux travaux de construction que l'Etat conduira dans ce domaine, la population elle-même, bénévolement, bâtit des logements en sus du plan.

Afin d'assurer l'organisation du travail par les masses elles-mêmes, on a institué des organismes chargés de cette tâche à l'échelon du district, de l'entreprise, du quartier, etc. Ces organismes dirigent les travaux, mettent au point les projets, fixent l'emplacement des constructions, assurent les matériaux et l'outillage nécessaires et organisent le travail.

Les collectivités des quartiers, les entreprises économiques, les travailleurs de l'administration, les organisations de masse, les unités militaires et les écoles se sont tous engagés dans cette grande action de masse et, sans négliger pour autant leur tâche principale, ils contribuent à la solution de ce problème. La paysannerie travailleuse également apporte une importante contribution à la construction de logements par le travail volontaire. Elle procure à la ville une partie des matériaux de construction nécessaires ainsi qu'un bon nombre d'ouvriers spécialisés. Le travail volontaire repose sur le principe de l'appui sur ses propres forces. Une bonne quantité des matériaux de construction, pierres, sable, gravier, bois d'oeuvre, chaux, briques, tuiles, etc., sont assurés grâce à des contributions volontaires.

Les rythmes de construction de logements atteints grâce aux contributions volontaires des citoyens sont incomparables avec les cadences antérieures. C'est ainsi que dans les villes de Peshkopi et de Bulqizë notamment, le volume de travail accompli en quatre mois est égal à celui réalisé durant les dix dernières années, et, dans ces deux villes, le problème du logement a été définitivement réglé. Dans toutes les villes d'ailleurs, un important volume de constructions a été réalisé grâce à la contribution volontaire de la population, et l'on prévoit que par cette voie révolutionnaire, le problème du logement sera réglé à l'échelle nationale dans un avenir relativement proche.

Une action révolutionnaire de cette envergure n'est possible que dans un pays socialiste comme l'Albanie, où le principe «un pour tous, tous pour un» a supplanté le principe bourgeois «homo homini lupus». La participation des larges masses à cette action d'une grande portée politique, témoigne que la question du logement en Albanie est en train d'être réglée par la juste voie, à l'avantage des travailleurs, qui regardent cette question comme une affaire qui leur est propre. En Albanie, les logements, propriété de l'Etat, sont loués aux travailleurs sans aucune distinction ni discrimination. Ils sont répartis par les conseils populaires de quartier sur la base des demandes et des besoins de la population. Le fonds des logements est réparti sur la base d'une norme fixée en fonction du nombre de personnes dont se compose chaque famille.

Le loyer des logements en Albanie est parmi les plus bas, sinon le plus bas au monde. Il représente de 3 à 4% du salaire d'un ouvrier moyen. Par le loyer qu'ils paient, les travailleurs ne compensent que de 1/10 à 1/4 du coût effectif du logement, le reste étant couvert par le budget de l'Etat. Les personnes possédant leurs propres maisons peuvent les louer. Mais même dans ces cas-là les loyers ne dépassent pas les normes fixées par l'Etat. Ainsi, en Albanie, la voie a été barrée à toute forme de spéculation sur le fonds du logement.

Un grand travail en matière de construction est accompli aussi dans les villages. L'amélioration du bien-être dans les campagnes a entraîné la construction de nombreux nouveaux villages. Toutefois, parmi les récentes mesures prises par le Parti et le gouvernement pour l'amélioration des conditions de vie des masses travailleuses, des fonds considérables ont été spécialement assignés à la construction de nombreux nouveaux logements dans les campagnes pour ceux qui y vivent et pour les citadins qui s'y rendent afin de contribuer à l'accroissement de la production agricole.

«L'amélioration des conditions de logement de la population — a souligné le camarade Enver Hoxha dans son rapport au VII^e Congrès du P.T.A. — constitue un problème de grande importance pour le Parti et l'Etat». En effet, de grands efforts seront déployés à l'avenir, surtout à la campagne, car, outre le travail à accomplir pour améliorer les conditions d'habitation des coopérateurs, il faut considérer qu'un grand nombre de jeunes gens et de jeunes filles de la ville iront travailler et s'établir à la campagne.

A cette fin, on envisage la construction de quelque 65.000 appartements et maisons, dont environ 42.000 dans les coopératives et les fermes d'Etat.



Tirana, capitale de notre patrie socialiste.



Nouveaux immeubles d'habitation.



Nos villes croissent et s'embellissent.

Chapitre IX — La campagne et la ville, toujours plus proches

On ne peut édifier une société socialiste ou communiste sans résoudre au préalable le problème de la réduction des différences essentielles existant entre la campagne et la ville. Ce processus s'accomplit à travers la solution d'une série de contradictions de caractère antagoniste et non antagoniste. Il traverse trois phases: la première comprend les transformations révolutionnaires qui conduisent au règlement de la contradiction antagoniste séculaire entre la ville et la campagne, et, en Albanie, cette phase est désormais dépassée. La deuxième phase a pour objectif principal de combler le retard des campagnes ou d'atténuer les différences essentielles entre les villes et les campagnes et entre les campagnes de plaine et les campagnes de montagne. C'est cette phase que traverse actuellement l'Albanie; la réduction de ces différences constitue une des tâches essentielles de l'étape présente de l'édification intégrale de la société socialiste en Albanie. La troisième phase est celle qui conduit à l'élimination complète de ces disparités. Cette tâche sera menée à bonne fin dans l'avenir. L'atténuation, puis l'élimination complète de ces différences, est une nécessité historique impérieuse pour l'édification du socialisme et du communisme. Tout écart de ce principe conduit à des rapports non corrects entre la ville et la campagne, entre la classe ouvrière et la paysannerie.

Pour réduire ces différences, les efforts engagés sont orientés dans trois directions principales: d'abord vers le développement des forces productives, l'élévation du degré de mécanisation, d'électrification et d'intensification du travail à la campagne de manière que celle-ci s'assimile à la ville; en second lieu, vers le perfectionnement des rapports socialistes à la campagne, par la création progressive des conditions propres à promouvoir la transformation de la propriété coopérative en propriété du peuple tout entier; troisièmement, vers l'élévation du niveau culturel, idéologique et politique de la paysannerie et vers son affranchissement des normes, coutumes et traditions étrangères à l'idéologie socialiste et vers l'affirmation de normes et de coutumes nouvelles.

Le processus de suppression du contraste et des différences essentielles existant entre les campagnes et les villes est long et continu. La consolidation du système coopératif, l'acheminement de l'agriculture dans la voie de l'exploitation intensive, l'achèvement de la collectivisation même dans les villages les plus reculés de montagnes, les grands investissements envisagés pour la mécanisation de l'agriculture, pour la bonification des plaines et l'augmentation des superficies irrigables, l'aide importante que l'Etat a prêtée et prête à la paysannerie en lui accordant des crédits et en l'approvisionnant en semences sélectionnées et en engrais chimiques, la formation d'un grand nombre de spécialistes de l'agriculture pourvus d'instruction supérieure et secondaire, la construction de nouvelles routes, l'électrification, la vaste diffusion de l'instruction et de la culture, l'approfondissement de la révolution idéologique et culturelle et d'autres mesures encore, sont autant de facteurs qui ont influé grandement sur le développement économique, social et culturel des campagnes. En outre, l'harmonisation des rythmes de développement de l'industrie et de l'agriculture, ainsi que la réduction progressive des différences entre les revenus de la paysannerie et de la classe ouvrière, ont concouru à atténuer la distinction entre la ville et la campagne. Toutes ces transformations ont entraîné l'établissement de nouveaux rapports entre la ville et la campagne, la suppression de l'antagonisme qui existait entre elles, la liquidation du grand retard séculaire que le village albanais avait hérité du passé.

Et malgré tout, il subsiste encore en Albanie des différences essentielles entre la campagne et la ville. Elles sont d'un double type: différences de caractère social, d'abord, qui se manifestent par un niveau relativement plus arriéré du développement des forces productives et des rapports de production dans les campagnes que dans les villes, par la différence du niveau d'instruction, de culture et de formation technico-professionnelle des travailleurs de la campagne en comparaison de ceux de la ville, par les revenus inférieurs de la paysannerie, surtout de celle des zones de collines et de montagnes, par les conditions et le mode de vie, etc.; différences de caractère naturel ensuite, qui se manifestent principalement par les différences existant entre le processus de production dans l'agriculture et dans l'industrie, par les différences dans l'organisation du travail, etc. Les distinctions du premier type, autrement dit celles de caractère social, s'atténueront progressivement au cours de la période d'édification intégrale du socialisme et seront supprimées sous le communisme; celles de caractère naturel tendront à se réduire sans cesse pour devenir négligeables grâce au progrès de la science et de la technique, à l'extension de la mécanisation, à l'électrification et à la chimisation toujours plus étendue.

S'il existe des disparités entre la ville et la campagne, il en est aussi entre les villages eux-mêmes, entre ceux des zones de plaine, d'une part, et ceux des régions de collines et de montagnes, d'autre part. Ces différences, dont il faut rechercher la base économique et sociale dans le passé, apparaissent nettement surtout dans la manière dont les revenus et les biens matériels sont répartis entre les diverses zones et coopératives. Une série de mesures ont été prises pour atténuer ces différences. Telles sont l'exonération des exploitations des zones de montagnes de l'obligation de livrer leur production de céréales à l'Etat, la remise de l'impôt sur leurs revenus et l'affectation de ceux-ci à l'extension de leur base matérielle et technique, la différenciation des tarifs à l'avantage des coopératives pour les travaux des S.M.T., l'électrification rurale, réalisée essentiellement grâce au soutien matériel et financier de l'Etat, l'aide de l'Etat pour l'aménagement d'ouvrages d'irrigation, la priorité accordée aux coopératives de montagnes en matière de crédit agricole, l'aide de la ville à la campagne, l'aide des coopératives des plaines à celles de montagnes, l'aide des coopératives du sud à celles du nord, et tant d'autres dispositions qui ont joué un important rôle positif dans ce sens.

La réduction des différences essentielles entre les régions urbaines et les régions rurales, entre les zones de plaine et les zones de montagnes ne constitue pas une question de nature purement économique. Elle revêt un profond caractère politique, idéologique et stratégique.

L'atténuation des disparités entre les zones de plaine et les zones de montagne s'appuie sur le vigoureux accroissement de la production agricole dans toutes les branches et secteurs d'activité, en vue d'augmenter les revenus et de diminuer les disproportions existant dans leur répartition. A cette fin, en même temps que d'autres mesures visant à développer les méthodes de culture intensives, un rôle important a été assigné au défrichement de terres nouvelles et à l'accroissement des superficies irrigables. Dans les régions montagneuses, peu de terres ont jusqu'ici été mises en culture et le besoin de les aménager se fait particulièrement sentir. Aussi la paysannerie dans son ensemble est-elle engagée dans l'action de défrichement de terres nouvelles, de construction de talus, de digues et de terrasses. De la sorte, chaque année, dans les montagnes, sont mis en culture d'importants massifs de terres naguère encore très peu ou nullement exploitées.

Dans les zones de montagne, on a toujours plus pour principal souci d'étendre les superficies irrigables et l'on travaille dans ce sens. Bien des coopératives agricoles, par leurs propres moyens ou par des efforts conjugués au niveau de la zone ou du district, ont aménagé de nombreux ouvrages d'irrigation, en creusant des canaux le long des versants des montagnes, et cela même en terrain rocheux, et en construisant des réservoirs. L'Etat n'a jamais manqué de prêter son aide technique et matérielle en ce domaine. A cette fin, des critères particuliers ont été définis pour la construction d'ouvrages d'irrigation et la priorité en cette matière a été donnée aux zones de montagne.

Grâce à ces efforts, tous les villages de montagne pourvoient aujourd'hui eux-mêmes à leurs besoins en céréales panifiables.

En vue de fortifier économiquement les coopératives de montagnes et de collines et d'accroître leurs revenus, on envisage de développer l'élevage, et en particulier celui des vaches, d'aménager des vignobles et des grands vergers. On prévoit, de couvrir d'arbres fruitiers, d'oliviers et de vignes de grandes étendues de terres nouvelles aujourd'hui en friche, en sorte que chaque coopérative agricole possède son propre verger.

Les coopératives agricoles des zones de montagnes et de collines attachent une grande importance aux activités auxiliaires, à celles qui touchent les secteurs de la production proprement dite comme aux services en faveur des travailleurs ruraux. La production de matériaux de construction par les propres moyens des coopératives s'est accrue; les activités de transformation des productions végétales et animales se sont étendues, il a été mis sur pied de petites fabriques d'élaboration du lait, des fruits, des légumes, des farines, de la laine, du bois, des fabriques de briques, de tuiles, de chaux, de poterie, on s'est attaché à développer des secteurs d'artisanat, tels que menuiserie, couture, cordonnerie, ferblanterie, etc.

La lutte pour l'atténuation des disparités entre la ville et la campagne, entre les zones de plaine et celles de montagne, se rattache étroitement non seulement au développement des forces productives et au perfectionnement par la voie révolutionnaire des rapports de production, mais également à l'approfondissement de la révolution idéologique et culturelle. Elle doit s'accompagner aussi de

transformations radicales dans le domaine de la conscience, afin de doter la masse de la paysannerie coopératrice d'une conception nouvelle sur le monde, d'élever son niveau politique et idéologique, et son niveau d'instruction et de culture, faute de quoi il ne peut être question d'un développement et d'un progrès de grande ampleur de nos régions rurales, ni de leur rapprochement avec les centres urbains.

Une importance particulière revient en ce domaine aux mouvements et initiatives tendant à donner la primauté à l'intérêt général pour l'intérêt particulier.

Parmi les nombreuses initiatives prises par la paysannerie coopératrice elle-même, il convient de citer notamment celles qui ont eu pour objet de réduire progressivement les enclos personnels des coopérateurs, de céder au fonds commun de la coopérative les bêtes de travail détenues à titre personnel et le fumier des enclos personnels, l'initiative des coopératives de plaines et des entreprises agricoles d'Etat en vue de fournir du bétail aux coopératives des zones montagneuses, l'initiative tendant à l'échange d'expérience entre les coopératives du sud et celles du nord, celle qui a pour but de faire participer directement les cadres dirigeants au travail productif et les importantes initiatives en vue de la construction d'ouvrages socio-culturels dans les campagnes.

Il ne faut pas oublier non plus le grand rôle que jouent en cette matière les initiatives révolutionnaires de la classe ouvrière et de l'intelligentsia populaire, comme le transfert, définitif ou pour des périodes allant de 1 à 3 ans, d'ouvriers spécialistes et de travailleurs intellectuels dans les villages des zones montagneuses, la contribution de la classe ouvrière et de la jeunesse au défrichement de terres nouvelles, l'aide matérielle et technique prêtée à l'électrification des campagnes, etc.

Ces initiatives parmi bien d'autres ont joué et jouent un rôle de plus en plus important pour le raffermissement de la conscience révolutionnaire des travailleurs. Elles concourent à renforcer l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie travailleuse, à consolider et à développer l'économie socialiste, et la dictature du prolétariat, à extirper les vieilles «tares» de la conscience des travailleurs, à implanter l'idéologie socialiste et la morale prolétarienne dans les consciences, à élever l'esprit et la conscience de classe afin de brûler le terrain à l'apparition du révisionnisme et à la restauration du capitalisme.

Le mouvement tendant à réduire les disparités entre la ville et la campagne est conditionné par la lutte contre les coutumes rétrogrades et les croyances religieuses, contre le conservatisme et le patriarcalisme, par une lutte accentuée contre le bureaucratisme, lutte qui consiste en premier lieu à mettre en oeuvre les principes et les préceptes de la démocratie coopérative pour une plus large application de la ligne de masse, pour la ranimation des assemblées et des représentations, pour un travail plus collégial de la part des directions des coopératives et des brigades, contre les manifestations de l'esprit de commandement, d'arrogance, etc., pour faire en sorte que tous les coopérateurs prennent profondément conscience du fait que la coopérative est leur, et que chacun d'eux, et non seulement la direction ou les responsables de brigade, doit être au courant de ses affaires.

Dans le cadre des mesures prises en vue d'atténuer le contraste entre la campagne et la ville, le processus de socialisation des travaux domestiques s'accélère en vue d'alléger le travail de la femme et d'améliorer le mode de vie de la paysannerie tout entière. Ces dernières années ont été marquées dans les campagnes par un accroissement du nombre des fours, des crèches et jardins d'enfants, des cantines, bains publics et blanchisseries, dispensaires, maternités, foyers de culture et de certains autres services.

L'achèvement de l'électrification rurale revêt également une grande importance pour la réduction des différences essentielles entre la ville et la campagne. Elle crée toutes les prémisses nécessaires pour le développement ultérieur des forces productives en agriculture, en ce qu'elle constitue un grand pas en avant vers l'édification de la base matérielle et technique du socialisme. Elle rend possible un nouvel accroissement de la productivité du travail social, la création de meilleures conditions de travail et l'élévation du degré d'industrialisation de l'agriculture, afin d'y promouvoir une mécanisation plus poussée des diverses opérations, telles que mouture, égrenage, battage, tri du grain, ensilage, arrosage, et permet l'industrialisation des processus d'élaboration des fruits, des légumes et du lait, ainsi que d'autres dispositifs qui facilitent le travail manuel et concourent à améliorer les conditions de vie des populations rurales.

L'électrification de tous les villages crée des possibilités pour une nouvelle élévation du niveau de vie, pour l'extension de l'hygiène et l'amélioration de la qualité de la vie dans les régions rurales. Elle marque, à cet égard, un grand progrès vers la suppression des contrastes entre la ville et la campagne.

A la fin de 1973, le réseau téléphonique s'est étendu à tous les villages du pays. Cette importante mesure a facilité la communication des travailleurs des villages avec ceux de la ville et ouvert de nouvelles perspectives au développement et à l'extension du service des P.T.T. dans les campagnes. Elle marque un grand progrès vers la suppression du contraste entre la ville et la campagne.

L'atténuation des disparités essentielles entre la ville et la campagne est également favorisée par une série d'autres mesures telles que la révolutionnarisation de l'école et, conjointement, la mise en oeuvre de la scolarité obligatoire de 8 ans dans les villages, ainsi que l'extension du réseau des autres écoles et cours. Plus de 95% des jardins d'enfants, environ 96% des nouvelles écoles de 8 ans et 55% des écoles secondaires, mis en place au cours de ces dernières années, ont été ouverts dans les villages. Le nombre des élèves provenant de la campagne, dans les écoles professionnelles, constitue 60% de leur total. En ce qui concerne les spécialistes de l'agriculture dotés d'instruction supérieure et moyenne, de 7,1% qu'ils étaient en 1970, ils ont atteint en 1975 13,4% de leur nombre total. Ces chiffres attestent un accroissement beaucoup plus rapide que celui des spécialistes des autres secteurs.

Comme on l'a indiqué précédemment, les nombreuses constructions réalisées par l'Etat et la paysannerie coopératrice elle-même, ont changé complètement la physionomie de la campagne albanaise. Actuellement, le village albanaise est édifié suivant des plans d'aménagement ou des études partielles, qui prévoient le réseau des rues, des canalisations, les espaces verts, l'emplacement des établissements de caractère social, tels que crèches, jardins d'enfants, points de vente, écoles, foyers de culture, etc.

La construction de routes, même de caractère saisonnier, le bon entretien des fontaines, des rues et le décor de verdure que l'on s'emploie à créer concordent à atténuer ce contraste. Toutes ces mesures, jointes aux travaux de construction de tout genre, et jusqu'à l'introduction de la télévision, ont donné une impulsion sans précédent à la vie matérielle, culturelle et morale de nos campagnes socialistes.

Les grands problèmes que pose aujourd'hui l'atténuation de ces différences, ont mobilisé non seulement la paysannerie, mais encore la société socialiste dans son ensemble.

La classe ouvrière n'a cessé de prêter une aide importante en ce domaine par de remarquables actions de masse telles que l'établissement d'ouvriers, pour des périodes de durée diverse, dans les villages des zones montagneuses, le concours prêté aux cultivateurs aux périodes de travail intensif, l'aide matérielle et technique fournie pour l'électrification et l'hygiénisation des villages, l'accomplissement des tâches fixées par le plan pour la satisfaction des besoins des campagnes, l'élévation du rôle d'avant-garde des travailleurs des S.M.T. et des ouvriers vivant dans les villages. Diverses autres formes d'aide, de la part des entreprises et institutions de tous les secteurs, ont également vu le jour. Elles se manifestent sous forme de prise en patronage des coopératives du district par ces entreprises ou institutions, ou de certains districts moins pourvus, surtout des districts montagneux, par ceux qui sont dotés d'une base matérielle et technique plus développée.

Les coopérateurs des plaines, qui bénéficient de conditions plus favorables pour le développement de leurs exploitations collectives, ont contribué sans réserve au développement des zones de collines et de montagnes. Ils aident leurs camarades montagnards de façon constante et organisée, en les faisant profiter de leur expérience relativement riche en matière d'organisation du travail et d'application des préceptes de l'agronomie moderne, en y dépêchant des cadres capables et en invitant chez eux des cadres des coopératives des montagnes. En outre, ils leur prêtent main-forte en leur fournissant des semences sélectionnées et en leur créant d'autres facilités particulièrement bénéfiques pour les zones montagneuses. Une autre forme de cette aide consiste dans la réunion de certaines coopératives de plaines avec des coopératives de collines et de montagnes, lorsqu'elles sont limitrophes.

L'intelligentsia, de son côté, joue un rôle important pour la propagation de l'instruction et de la culture, des connaissances scientifiques agro-zootecniques et pour l'élévation du niveau idéologico-politique de la paysannerie coopératrice.

Dans son rapport au VII^e Congrès du Parti, le camarade Enver Hoxha a dit:

«La réduction des différences entre la ville et la campagne est l'un des problèmes qui n'a cessé de préoccuper le Parti. En cette question, il s'est guidé sur le principe selon lequel *le socialisme ne se construit pas seulement à la ville, ni seulement par la classe ouvrière, mais qu'il se construit aussi à la campagne, et aussi par la paysannerie.*»

«Les différences de revenu réel par habitant entre la campagne et la ville, suscitées par les conditions objectives du grand retard économique et social que notre campagne a hérité du passé, constituent une contradiction que l'on tend actuellement à surmonter graduellement. Les institutions éducatives, culturelles et sanitaires ont été étendues jusqu'aux villages les plus reculés. Après la grande victoire de l'électrification complète du pays, la liaison de tous les villages au réseau téléphonique a été achevée et l'on travaille à faire en sorte qu'ils soient tous desservis par des routes carrossables. Le système des pensions et de la sécurité sociale s'est étendu aussi aux campagnes à l'avantage des coopérateurs et une série d'autres problèmes de caractère social ont été résolus. En vertu d'une décision d'avril 1976, (dont on a fait mention dans les chapitres précédents — N. de la Réd.) l'Etat a pris en charge, à la campagne comme à la ville, les dépenses entraînées par les services socio-culturels. Le taux des retraites des coopérateurs a été élevé pour s'aligner sur celui des travailleurs des villes. De même le montant de la retraite minima a été augmenté. L'Etat, de façon centralisée, verse lui-même une allocation aux coopératrices pour leur congé de maternité.»

«Afin de réduire toujours davantage les différences entre la campagne et la ville, la politique du Parti a visé et vise à faire en sorte que les revenus de la population rurale s'accroissent plus vite que ceux de la population urbaine. Au cours du prochain quinquennat le rythme d'accroissement du revenu réel par habitant à la campagne sera plus de 3 fois plus élevé qu'à la ville.»

«La mise en oeuvre de toutes ces mesures au profit de la campagne, sans qu'elles portent atteinte pour autant au niveau de vie des citadins, a renforcé et renforcera toujours plus l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie coopératrice, ainsi que la dictature du prolétariat dans notre pays.»

«Le but du Parti est de rendre la vie de notre peuple aussi heureuse que possible et d'assurer une amélioration général de son bien-être. Mais il importe que tous comprennent bien que, pour atteindre ces objectifs le facteur principal a été et demeure la mobilisation générale des travailleurs de la ville et de la campagne afin d'accroître la production socialiste et d'élever le rendement au travail, chacun devant se guider sur notre principe révolutionnaire selon lequel avant de réclamer de la société, il faut soi-même lui donner le plus possible.»

CINQUIEME PARTIE : L'ALBANIE DANS L'ARENE INTERNATIONALE

La politique extérieure de la République Populaire Socialiste d'Albanie, politique conséquente et conforme aux principes révolutionnaires

La politique extérieure de tout Etat détermine son attitude à l'égard des importants problèmes internationaux et des autres pays. Elle reflète les buts qu'il se propose, ses traits essentiels et elle est la manifestation concrète de sa nature de classe. Cette politique est toujours conçue conformément aux intérêts des classes au pouvoir, au régime social et économique en vigueur. La politique extérieure de l'Etat albanais comporte des objectifs déterminés qui correspondent aux intérêts de la classe ouvrière et des masses laborieuses du pays.

La politique extérieure de la R.P.S.A., élaborée par le Parti du Travail d'Albanie, est une politique indépendante, conséquente, conforme aux principes et d'un caractère de classe prononcé. Elle s'appuie sur la politique intérieure révolutionnaire de notre Etat, elle repose sur le régime socialiste et défend l'indépendance, l'intégrité territoriale et la souveraineté de la patrie, les intérêts du socialisme, du marxisme-léninisme et de la révolution à l'échelle mondiale. L'indépendance de l'Etat albanais dans le choix et l'élaboration de sa politique étrangère, montre bien que l'Albanie est parfaitement libre et souveraine et qu'elle règle ses affaires intérieures et extérieures selon sa propre volonté.

Les principes fondamentaux et les traits essentiels de la politique extérieure de la R.P.S. d'Albanie sont déterminés par le caractère socialiste des rapports de production.

Dans l'élaboration et l'heureuse application de sa politique étrangère, le gouvernement albanais s'est guidé constamment sur la doctrine marxiste-léniniste, sur les lois du matérialisme dialectique et historique. Analysant scientifiquement les événements et les phénomènes dans le monde, il a mis à nu l'essence des principales contradictions de notre époque ainsi que les véritables motifs de l'aggravation de la situation mondiale, des profondes crises sociales, politiques et économiques, des conflits entre Etats et des guerres d'agression. Dans la mise en oeuvre de sa politique étrangère, le gouvernement albanais s'est toujours guidé non pas sur l'aspect superficiel des événements et des phénomènes, mais sur leur essence et il a en toute circonstance tiré de justes conclusions. Le flair de classe, la clairvoyance révolutionnaire pour déceler et frapper au moment voulu les desseins et les agissements camouflés de tout ennemi ont constamment caractérisé la politique extérieure de la R.P.S.A.

La politique extérieure de la R.P.S.A. a un caractère foncièrement populaire, elle exprime les intérêts des masses et est devenue, en tant que telle, l'affaire des travailleurs, qui la soutiennent en toute conscience et sans réserve. Le peuple albanais vit les problèmes de politique internationale et est au fait de toute action de son Etat dans l'arène mondiale.

La situation internationale a constitué l'un des problèmes les plus importants des travaux du VII^e Congrès du Parti du Travail d'Albanie. Dans son rapport historique le camarade Enver Hoxha a procédé à une analyse profondément scientifique marxiste-léniniste de la situation internationale et a tracé les grandes lignes de la politique extérieure de notre pays.

Comme l'on sait, l'édification du socialisme en Albanie, la lutte du peuple albanais pour le renforcement de la dictature du prolétariat et la défense de sa patrie, ses efforts pour assurer son avenir dépendent étroitement de la situation internationale.

«Le Parti — a souligné le camarade Enver Hoxha au VII^e Congrès du P.T.A. tenu en novembre 1976 — a suivi et analysé très attentivement les événements et la création de situations nouvelles, les orientations et les visées des diverses forces politiques qui agissent dans l'arène internationale et il a, en toute circonstance, adopté des attitudes justes et de principe, en pleine conformité avec les enseignements du marxisme-léninisme, avec nos intérêts nationaux, avec les intérêts de la révolution et de la libération des peuples».

Si l'on jeté un coup d'oeil sur l'ensemble de la situation internationale actuelle, elle apparaît complexe.

Elle est pleine de contradictions et de grands affrontements qui s'étendent au monde entier et touchent tous les aspects de la société humaine. D'un côté, il y a l'impérialisme et le social-impérialisme, avec leurs féroces agissements agressifs et expansionnistes, il y a la bourgeoisie, les monopoles internationaux avec leur exploitation barbare, il y a la réaction avec sa violence et sa terreur; de l'autre, on voit le prolétariat mondial, les révolutionnaires inflexibles et les peuples du monde qui se dressent avec des forces décuplées et luttent avec décision pour la liberté et la démocratie, pour le socialisme. «Le monde — a dit le camarade Enver Hoxha — se trouve dans une phase où la cause de la révolution et de la libération nationale des peuples n'est pas seulement une aspiration et une perspective, mais un problème posé et à résoudre.»

En effet, ces dernières années la lutte du prolétariat dans tous les pays capitalistes a pris un puissant essor. Les ouvriers et les masses travailleuses luttent partout avec abnégation contre l'oppression politique et l'exploitation économique pour défendre leurs droits démocratiques et s'assurer une vie meilleure. La lutte que mène aujourd'hui le prolétariat mondial confirme entièrement la thèse fondamentale du marxisme-léninisme selon laquelle «dans le monde bourgeois et révisionniste la classe ouvrière et sa lutte révolutionnaire ne peuvent être défaites ni par la violence ni par la démagogie.»

Depuis la grande trahison des révisionnistes khrouchtchéviens, on a vu se créer des partis marxistes-léninistes dans tous les continents du monde. Cela prouve clairement que le prolétariat n'a jamais perdu confiance dans le marxisme-léninisme et qu'il voit dans cette doctrine son arme la plus puissante dans sa lutte contre la bourgeoisie et pour la victoire de la révolution.

En même temps, le mouvement de libération des peuples n'a cessé et ne cesse de croître à tous les points de vue, en Asie, en Afrique et en Amérique latine. Analysant cet aspect de la situation internationale le camarade Enver Hoxha a dit: «La victoire historique de portée mondiale des peuples du Vietnam, du Cambodge et du Laos, qui fut une victoire non seulement sur l'impérialisme américain, mais aussi sur les complots, les intrigues et les interventions du social-impérialisme soviétique, a confirmé que, en dépit de leur grande puissance et de leur grande richesse, en dépit de tous les moyens de guerre moderne qu'elles disposent, les superpuissances ne sont pas en mesure de soumettre les peuples et les pays, même petits, quand ceux-ci sont déterminés à lutter jusqu'au bout et à consentir des sacrifices. Cette victoire a confirmé la thèse selon laquelle la liberté et l'indépendance se conquièrent et se défendent par la lutte armée et que la stratégie de la lutte populaire de libération nationale est une stratégie triomphante».

Parlant des pays qui avancent de façon conséquente dans la voie socialiste, et qui apportent un ferme soutien aux luttes révolutionnaires et libératrices des peuples et leur prêtent une aide active, devenant ainsi un facteur irremplaçable pour la victoire de la révolution, le camarade Enver Hoxha a déclaré: «L'Albanie socialiste tient à honneur de se trouver, dans leur grande lutte, aux côtés du prolétariat et des peuples, de tous ceux qui combattent pour le socialisme, la liberté et l'indépendance. Tout en travaillant inlassablement à l'édification de la vie nouvelle et en brisant les furieux assauts de l'impérialisme, du révisionnisme moderne et de la bourgeoisie anticommuniste, elle n'a cessé d'apporter sa contribution à la défense et au progrès de la cause du socialisme véritable».

En définitive, on peut conclure que l'extension et l'approfondissement de la lutte révolutionnaire du prolétariat, la grande intensification de la lutte de libération des peuples, les victoires du socialisme ont, par leur action conjointe, affaibli encore davantage l'impérialisme et le social-impérialisme, ont aggravé les contradictions du système capitaliste et en ont ébranlé les fondements.

La crise actuelle est donc extrêmement grave. Elle a atteint non seulement les pays développés mais aussi les pays moins développés; c'est une crise en même temps économique, politique, idéologique, militaire et culturelle des structures et des superstructures du système bourgeois-révisionniste. L'extrême acuité qu'ont prises les contradictions inter-impérialistes, et la rivalité des superpuissances pour le partage des marchés et des zones d'influence sont là pour le démontrer. La politique foncièrement agressive de l'impérialisme américain et du social-impérialisme soviétique leur soif de domination et d'hégémonie mondiale ont conduit à un accroissement considérable de leurs dépenses pour le maintien de leurs forces et de leurs bases militaires à l'étranger des aides militaires et des subventions de toutes sortes qu'ils fournissent aux régimes réactionnaires.

Il est clair que cela a créé de grandes tensions dans l'économie des superpuissances et de leurs alliés, ces derniers étant contraints d'assumer une part non négligeable du fardeau de la crise. Les difficultés des grandes puissances impérialistes deviennent encore plus profondes à cause de l'augmentation inouïe des dépenses militaires et des budgets des appareils de répression et, de façon générale, parce que le revenu national et les richesses du pays sont employées à des fins non productives. La crise est rendue plus aiguë par la concurrence effrénée des pays industrialisés bourgeois et révisionnistes entre eux, d'une part, et les pays en voie de développement, principaux producteurs de matières premières, de l'autre.

«La crise actuelle — a souligné le camarade Enver Hoxha — a prouvé une nouvelle fois que le capitalisme, en tant que système social, ne peut jamais échapper à ses contradictions et à ses plaies, qu'il est incapable d'assurer dans le même temps ses superprofits et de préserver un équilibre social intérieur. Ainsi, la vie ne cesse de confirmer la théorie de Marx et de Lénine selon laquelle les crises économiques sont des compagnes de route du système capitaliste, qu'elles existeront tant qu'existeront la propriété privée et l'exploitation capitaliste».

Comme toujours, tous les Etats capitalistes et révisionnistes s'efforcent de faire retomber les conséquences de la crise sur les dos des masses travailleuses en accentuant l'oppression et l'exploitation du prolétariat et des travailleurs, en réduisant leurs moyens d'existence et en limitant leurs droits. On compte aujourd'hui dans les pays capitalistes et révisionnistes plus de cent millions d'ouvriers qui sont jetés sur le pavé. L'inflation s'y développe au galop, les prix des objets de première nécessité deviennent inabordables. Dans ces pays on voit se produire précisément le phénomène de polarisation indiqué par Marx: d'une part la paupérisation des travailleurs et de l'autre, l'enrichissement des capitalistes. Et dans cet état de choses les capitalistes et les révisionnistes s'efforcent à faire croire aux travailleurs que les secousses actuelles seraient soi-disant un phénomène passager, que tout retrouvera à l'état antérieur et qu'il leur faut donc supporter le lourd fardeau qui les accable et ne pas rechercher les causes de cette situation ni se révolter.

A ce chœur de propagande des plumitifs de la bourgeoisie se joignent les syndicats de la plupart des pays capitalistes, manipulés par les partis bourgeois et dirigés par l'aristocratie ouvrière. Ces syndicats luttent de toutes les manières et par tous les moyens pour désorienter les travailleurs, pour saboter leur lutte révolutionnaire. «Même les lois qui concernent l'activité et la lutte des ouvriers pour leurs revendications économiques, sociales etc. — a souligné le camarade Enver Hoxha — sont conçues et dosées par le grand capital de manière que chaque action soit menée dans le cadre toléré par la bourgeoisie, que rien ne vienne léser les intérêts de celle-ci, ni en particulier ne menace les fondements du pouvoir capitaliste. Quand il s'avère impossible de faire face aux révoltes des ouvriers et du peuple sous des formes pseudo-démocratiques ou par le verbiage parlementaire, alors l'Etat bourgeois intervient par ses lois, par la violence, par la trique [...] Dans ces circonstances, le danger du fascisme devient toujours plus menaçant. On sait que lorsque le capital s'engage dans une impasse et s'expose aux coups puissants de la classe ouvrière, il est contraint ou bien de faire faillite ou bien d'établir la dictature fasciste et de marcher vers la guerre. Ce danger du fascisme est évident en Espagne, en Italie et dans nombre d'autres pays.»

Le VII^e Congrès du P.T.A. a estimé que la situation actuelle dans le monde est trouble et que l'autosatisfaction, la quiétude ou l'euphorie n'ont pas de place. Tout prouve que les deux superpuissances; Etats-Unis et Union soviétique sont les plus grandes et les plus dangereuses puissances impérialistes agressives qu'ait connus l'histoire. «Les superpuissances — a souligné le camarade Enver Hoxha — agissant isolément ou de concert, représentent dans la même mesure et au même degré l'ennemi principal pour le socialisme, pour la liberté et l'indépendance des nations, la plus grande force qui soutient les systèmes d'oppression et d'exploitation, et, pour l'humanité, une menace directe de se voir jeter dans une troisième guerre mondiale».

Analysant toute l'activité de l'impérialisme américain depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale jusqu'à ce jour en Corée, au Vietnam, au Congo, en République Dominicaine, au Laos, au Cambodge, au Chili, en Argentine etc., le camarade Enver Hoxha souligne que les multiples compromis et concessions sans principe des khrouchtchéviens ne l'ont «ni adouci ni assagi».

L'impérialisme américain demeure donc «la citadelle politique et économique du système capitaliste d'exploitation, le grand défenseur du colonialisme». Il est agressif et «le demeurera même s'il ne lui reste qu'une seule dent». Il est vrai que l'impérialisme américain a essuyé des défaites cuisantes et a perdu beaucoup de ses positions, mais il redouble d'efforts pour les conquérir et pour en occuper de nouvelles. «Aussi, aujourd'hui comme par le passé, la lutte conséquente et continue pour dénoncer la politique de l'impérialisme, l'impérialisme américain en tête, et anéantir ses plans agressifs, constitue une condition indispensable pour défendre la liberté et le socialisme, pour assurer la victoire de la révolution et la libération des peuples.»

Analysant la politique des révisionnistes soviétiques depuis leur grande trahison au marxisme-léninisme, le camarade Enver Hoxha souligne encore une fois le grand danger que représente pour les peuples du monde le social-impérialisme soviétique. En effet, la lutte que mène aujourd'hui l'Union soviétique pour occuper des positions stratégiques au Proche-Orient, son extension en Méditerranée, dans les océans Atlantique et Indien, la main qu'il allonge en Afrique et en Amérique latine, ses pressions sur l'Europe et son ingérence dans les affaires de l'Asie, sont autant d'actions qui portent le sceau de cette politique d'agression. D'autre part, tout comme les impérialistes américains, les sociaux-impérialistes soviétiques luttent partout pour étouffer les flammes de la révolution et des luttes des peuples pour leur libération. En compétition avec les impérialistes américains, les sociaux-impérialistes soviétiques ourdissent des complots et des intrigues contre-révolutionnaires entre les peuples, ils attisent des conflits et des discordes entre les nations, ils cherchent à exercer leur contrôle et leur diktat sur leurs «alliés» et partout où ils le peuvent. «Notre Parti — souligne le camarade Enver Hoxha — n'a cessé d'indiquer que toute illusion, si légère soit-elle, dans l'attitude à l'égard de l'Union soviétique actuelle, entraîne des conséquences catastrophiques pour les forces et les mouvements politiques qui continuent de croire à la démagogie et aux mystifications de Moscou.»

Pour atteindre leurs buts, les superpuissances ont créé des organismes politiques, économiques et militaires multinationaux, et des organismes internationaux où ils exercent leurs diktats, ils ont élaboré des théories, des conceptions et des thèses au moyen desquelles ils cherchent à tromper et à frapper les peuples. La vie a démontré de façon très claire ce que sont en réalité l'O.T.A.N. et le Pacte de Varsovie, le Marché commun et le Conseil économique d'entraide et ainsi de suite. Dans le rapport du camarade Enver Hoxha au VII^e Congrès il est dit que: «Le P.T.A., l'Etat et le peuple albanais se sont déclarés contre l'O.T.A.N. et le Traité de Varsovie, contre le Comecon et le Marché commun car ces organisations sont les instruments fondamentaux de la politique expansionniste des deux superpuissances, elles oppriment, exploitent et appauvrissent aussi bien les peuples d'Europe, que les peuples des pays en voie de développement, elles sapent tant la révolution que la libération des peuples, car elles sont des instruments d'asservissement».

Conformément aux prévisions générales des classiques du marxisme-léninisme, le capitalisme mondial a atteint aujourd'hui le stade de l'impérialisme pourri. Pour pouvoir survivre, il a conçu de nouvelles formes d'exploitation des masses, non seulement à l'échelle nationale, mais aussi à l'échelle mondiale, il a créé la forme la plus récente, la plus perfectionnée de pillage, le néo-colonialisme, il a noué des liens financiers et des alliances économiques et militaires pour maintenir sous sa dépendance complète ou partielle de nombreux Etats, dans ce qu'on appelle «le second monde», «le tiers monde», «les pays non alignés» ou «les pays en voie de développement».

A ce propos, le camarade Enver Hoxha indique dans son rapport que toutes ces appellations qui se réfèrent aux diverses forces politiques agissant aujourd'hui dans le monde, camouflent et ne font pas ressortir le caractère de classe de ces forces, les contradictions fondamentales de notre époque, le problème-clé qui prime aujourd'hui tous les autres à l'échelle nationale et internationale, la lutte implacable que se livrent le monde bourgeois-impérialiste, d'une part, et le socialisme, le prolétariat mondial et ses alliés naturels, d'autre part. Si l'on considère la question du point de vue de classe, dans ces Etats, à quelques exceptions près, les classes antagonistes subsistent, et subsiste aussi l'exploitation de l'homme par l'homme aux dépens du prolétariat et des travailleurs de ces pays, la bourgeoisie y domine sous une forme ou une autre. A notre époque, les pays se divisent, selon le système social au pouvoir, en pays bourgeois-capitalistes et en pays socialistes. Les «théories» sur une «situation intermédiaire de développement non capitaliste», que les révisionnistes khrouchtchéviens propagent avec tant de zèle, visent à saboter les sincères aspirations au socialisme qui existent dans bon nombre

de pays, à susciter la confusion idéologique, à miner la lutte des forces progressistes. Si l'on veut apprécier comme il faut la politique suivie par divers gouvernements et Etats il est également nécessaire d'avoir pour critère leur caractère de classe, les attitudes que ces gouvernements et Etats observent à l'égard de l'impérialisme et du socialisme, à l'égard de leur peuple et de la réaction. Les appellations de «tiers monde», de «pays non alignés» ou «en voie de développement» suscitent l'illusion dans de larges masses qui luttent pour la libération nationale et sociale, qu'elles pourraient trouver là comme un abri contre les menaces des superpuissances. Mais ces appellations cachent la situation réelle de la majorité de ces pays qui, d'une manière ou d'une autre, ont des liens de dépendance politiques, idéologiques et économiques, tant avec les superpuissances qu'avec les anciennes métropoles coloniales. Si les révisionnistes yougoslaves soutiennent que les «pays non alignés» sont ceux qui ne sont pas engagés par des traités militaires avec les grandes puissances impérialistes et révisionnistes (O.T.A.N. ou Traité de Varsovie), il suffit, pour réfuter cette assertion, de rappeler que, nombre de ces pays, tout en ne faisant pas formellement partie d'un de ces deux blocs militaires, sont pleinement engagés dans une foule de traités et d'accords avec les superpuissances et les grandes puissances capitalistes pour prouver de façon irréfutable que le qualificatif de «non aligné» sonne tout à fait creux. En effet, ceci a été attesté aussi par la Conférence de Colombo où l'on a eu grand mal à cacher les divergences et les visées politiques opposées qui divisent des pays ou des groupes de pays participants. Dans cette conférence, comme tout le monde sait, personne n'a évoqué ni attaqué nommément les U.S.A et l'Union soviétique, leur politique et leurs actes d'agression et bellicistes, mais on y a trouvé opportun et avantageux d'attaquer la France!

Il est clair pour tout le monde qu'entre plusieurs Etats qui se prétendent non alignés ont été conclus des traités militaires défensifs et offensifs, auxquels adhèrent aussi des puissances impérialistes. Mais aucun des participants à cette conférence n'a dénoncé ces traités.

«Le slogan des «pays non alignés» — affirme le camarade Enver Hoxha, donne l'impression mensongère de la constitution d'un groupe d'Etats qui ont la possibilité, de «s'opposer» aux blocs des superpuissances, il donne l'impression que ces pays sont tous, sans exception, anti-impérialistes, qu'ils sont opposés à la guerre, au diktat d'autrui, qu'ils sont «démocrates», voire même «socialistes». Cela contribue à renforcer les positions pseudo-démocrates et antipopulaires des groupes dirigeants de certains de ces Etats «non alignés», cela donne l'impression aux peuples de ces pays que leurs dirigeants nouent ou dénouent toutes leurs relations, de tout genre et de toute nature, avec les impérialistes et les sociaux-impérialistes, ouvertement ou en cachette, non seulement en tant que «gouvernements populaires», mais aussi comme un groupe d'Etats «avec lesquels même les superpuissances doivent compter.»

«Notre Parti — a conclu le camarade Enver Hoxha — estime qu'il faut parler aux peuples ouvertement des situations qui se créent, car c'est seulement ainsi que l'on contribue à leur véritable union, à l'union des Etats et des gouvernements véritablement anti-impérialistes et progressistes. Pour unir les peuples dans la lutte pour la liberté, l'indépendance et le progrès social, contre toute forme d'oppression et d'exploitation de la part de qui que ce soit, il convient de tracer d'abord une ligne de démarcation, de tirer bien au clair quel est leur ennemi principal, contre qui ils doivent lutter et avec qui ils doivent s'unir.»

Ces derniers temps, le monde a assisté à la hausse des prix du pétrole et de certaines autres matières premières. Les superpuissances et le capital international, voyant leurs intérêts lésés, ont durement réagi et n'ont pas hésité à menacer de guerre les peuples et les pays qui veulent établir leur souveraineté sur leurs richesses nationales et qui luttent pour la justice et l'égalité dans les échanges et les rapports économiques mondiaux. Mais la décolonisation économique est d'ores et déjà à l'ordre du jour et rien ne peut l'arrêter. La lutte des peuples pour l'indépendance économique est dirigée contre les superpuissances, contre les monopoleurs des Etats impérialistes, contre les sociétés multinationales. «C'est pourquoi, souligne le camarade Enver Hoxha, le prolétariat et tous ceux qui sont pour la révolution et le socialisme, doivent rattacher étroitement leur lutte à la lutte des peuples pour la liberté et l'indépendance. Et l'on ne peut le faire qu'en combattant résolument la bourgeoisie de son pays, en luttant contre l'impérialisme et ses guerres de rapine. C'est là l'aide la plus efficace et la plus directe que le prolétariat prête au mouvement de libération des peuples».

Un autre aspect, très important, de la situation internationale ce sont les contradictions inconciliables entre les superpuissances, et entre elles et leurs alliés. Et il ne peut en être autrement si l'on tient compte des traits caractéristiques de ces deux groupes d'Etats. Ces contradictions, qui sont un signe de leur faiblesse et des coups que leur a assenés la lutte révolutionnaire du prolétariat et la lutte de libération des peuples, confirment une fois de plus les thèses immortelles des classiques du marxisme-léninisme sur l'évolution de la société bourgeoise et la stratégie prolétarienne de la révolution.

Si l'on regarde ce qui se passe à l'intérieur de chacun des deux blocs on voit aussitôt qu'il n'y a ni unité ni cohésion mais de la méfiance et de la discorde. D'autre part, les frictions entre les Etats révisionnistes de l'Est et l'Union soviétique sont attisées par l'impérialisme américain et ses alliés. De leur côté, les Soviétiques cherchent à créer quelque brèche pour s'introduire dans les pays occidentaux.

Ainsi l'analyse et les prévisions de Staline sont pleinement confirmées. Dès 1952 il disait en effet:

«En apparence, la «sérénité» règne partout; Les Etats-Unis d'Amérique ont réduit à la portion congrue l'Europe occidentale, le Japon et autres pays capitalistes ; l'Allemagne de l'Ouest, la Grande-Bretagne, la France, l'Italie, le Japon, tombés dans les griffes des U.S.A., exécutent docilement leurs injonctions. Mais on aurait tort de croire que cette «sérénité» puisse se maintenir «pour l'éternité»; que ces pays supporteront sans fin la domination et le joug des Etats-Unis d'Amérique; qu'ils n'essaieront pas de s'arracher à la captivité américaine pour s'engager sur le chemin de l'indépendance».

Tenant compte de la situation internationale concrète, de la collaboration et des divergences des deux superpuissances et de leurs vassaux, le camarade Enver Hoxha a souligné très nettement:

«Fidèle aux intérêts de la révolution, du socialisme et des peuples, notre Parti appuiera le prolétariat et les peuples qui sont contre les deux superpuissances et qui veulent leur destruction, qui sont contre la bourgeoisie capitaliste et révisionniste et qui veulent son renversement.»

Dans cette situation de crise et de contradictions, on entend beaucoup parler de «détente», de «coexistence pacifique», d'«harmonie internationale», de «sécurité générale» etc. Ce sont les impérialistes et les sociaux-impérialistes qui mènent cette campagne de propagande afin de présenter sous un beau jour la politique d'hégémonie et d'expansion des superpuissances, de justifier leur agression et de camoufler leurs préparatifs de guerre. Par ces slogans tapageurs, ils visent à mystifier les peuples, à affaiblir leur résistance et à leur imposer le contrôle et la domination impérialiste.

D'autre part on parle beaucoup d'«équilibre entre les superpuissances» de maintien des «sphères d'influence», de «souveraineté limitée», de «monde interdépendant», de «bipolarisme» etc. Le peuple albanais rejette et dénonce publiquement ces prétendues théories fabriquées à Moscou et à Washington et qui ont pour but de créer l'opinion capitularde, selon laquelle aucun Etat ni aucune nation ne peuvent exister hors de la domination et de la tutelle de l'une ou de l'autre superpuissance. La vie confirme chaque jour davantage que la paix et la sécurité internationale en Europe et dans le monde s'obtiennent à travers la lutte contre les pressions et les ingérences impérialistes, à travers les efforts pour la libération des peuples, à travers la consolidation de l'indépendance et de la souveraineté nationale.

«Notre Parti — a souligné le camarade Enver Hoxha — soutient la thèse que, quand les superpuissances se rapprochent entre elles comme lorsqu'elles se disputent, ce sont les autres qui en font les frais. La collaboration et la rivalité entre les superpuissances présentent les deux faces d'une réalité contradictoire, elles sont la principale expression d'une même stratégie impérialiste, qui tend à ravir aux peuples leur liberté et à dominer le monde. Elles constituent le même danger, et c'est pour cela que les deux superpuissances sont les principaux et les plus dangereux ennemis des peuples, c'est pour cela qu'on ne peut jamais s'appuyer sur un impérialisme pour combattre l'autre ou pour lui échapper.»

La vie a prouvé et prouve toujours de façon indiscutable que la «protection» militaire de l'une ou de l'autre superpuissance réduit les pays «protégés» à un protectorat avec toutes les conséquences politiques, économiques et militaires qui peuvent en découler.

Les prétendus «front anti-impérialiste» prôné par les sociaux-impérialistes soviétiques et l'«anti-social-impérialisme» propagé par les Etats-Unis et la bourgeoisie monopoliste mondiale ne sont que des pièges très dangereux où les peuples ne doivent jamais tomber. Ils ne doivent pas accepter de devenir les victimes des rivalités des Etats-Unis et de l'Union soviétique ni le jouet de leurs manoeuvres impérialistes.

Les propagandistes bourgeois et révisionnistes ne cessent de parler de la «sécurité des frontières», du «non recours à la force», de la «coopération pacifique», etc. Ils ne cessent de porter aux nues la Conférence d'Helsinki et, au moment où nous écrivons ces lignes, d'en préparer une seconde édition. Cette fois à Belgrade. L'Albanie a fait connaître en temps voulu son point de vue sur cette conférence et c'est à juste titre qu'elle l'a qualifiée de «Conférence de l'insécurité européenne». En effet la réunion d'Helsinki n'a été qu'une farce. Celle de Belgrade n'en sera qu'une seconde, car les superpuissances ne cessent d'accélérer leur course aux armements et de se préparer pour une troisième guerre mondiale, qui serait, selon leur propagande, une guerre éclair, en sorte que, en trois ou quatre jours, les sociaux-impérialistes soviétiques occuperaient toute la Yougoslavie. Quant à l'Albanie, selon eux «ils n'en feraient qu'une bouchée!» et en une dizaine de jours les chars soviétiques atteindraient la côte est de l'Atlantique, jusqu'au Portugal! A ce propos, le camarade Enver Hoxha a souligné très nettement: «Quant à faire «une bouchée» de l'Albanie, prenez garde, messieurs, car l'Albanie est un os dur, qui vous reste à la gorge et vous étouffe! Si les sociaux-impérialistes soviétiques se hasardaient à tenter quelque aventure contre notre pays, ils essuieraient une défaite irréparable. C'est le même langage que nous tenons à l'impérialisme américain. S'il osait entreprendre une telle agression, lui non plus n'en sortirait pas vivant.» «La liberté et l'indépendance de chaque pays — ajoute le camarade Enver Hoxha — dépendent essentiellement de l'attitude que l'on adopte, de la question de savoir si l'on veut vivre libre et debout ou en esclave et à genoux.»

Vu la situation internationale, la guerre constitue une menace réelle pour les peuples du monde et, si elle éclate, ce sont eux qui en payeront les frais. Il importe donc que les peuples ne tombent pas dans le fatalisme, qu'ils ne deviennent pas des observateurs passifs et ne se laissent pas prendre au dépourvu, qu'ils soient préparés au pire et qu'ils luttent afin que ce pire ne se produise pas. L'impérialisme et les bellicistes, s'affaiblissent à travers les luttes révolutionnaires et de libération des peuples. Si la guerre agressive impérialiste ne peut pas être conjurée, il appartient alors aux révolutionnaires et au prolétariat de la transformer en guerre de libération. L'impérialisme américain, le social-impérialisme soviétique et la bourgeoisie réactionnaire de chaque pays sont les ennemis de la révolution et du prolétariat mondial, les ennemis de la liberté et des nations opprimées, les fauteurs de guerre. La bourgeoisie réactionnaire de tout pays est l'intime allié des impérialistes et des sociaux-impérialistes. Cet allié leur sert à la fois de cravache et de pincettes, ils le nourrissent et l'arment afin d'en faire une force de choc dans le cas d'une conflagration mondiale et à rencontre des peuples, qui se dressent dans la révolution contre les oppresseurs intérieurs et extérieurs. Aussi ne saurait-on séparer ces deux forces l'une de l'autre, sans combattre l'une on ne peut combattre l'autre, sans combattre la réaction intérieure, jusqu'à sa destruction, on ne peut combattre l'ennemi extérieur, on ne peut éviter la guerre.

«Le Parti du Travail d'Albanie et le peuple albanais — a souligné particulièrement le camarade Enver Hoxha — conséquents dans leur ligne marxiste-léniniste, ont été et sont contre les superpuissances, contre la guerre impérialiste de rapine, contre la bourgeoisie monopoliste et la réaction internationale. C'est pourquoi, à l'avenir également, ils ne ménageront pas leurs forces et combattront côte à côte avec tous les autres peuples anti-impérialistes, tous les révolutionnaires et le prolétariat mondial, et avec tous les hommes progressistes, pour faire échouer les plans et les manoeuvres des ennemis et faire triompher la cause de la liberté et de la sécurité des peuples. Notre Parti se trouvera en toute circonstance aux côtés de tous les peuples, dont la liberté et l'indépendance sont menacés et les droits foulés aux pieds.»

Après son analyse magistrale de la situation internationale, le camarade Enver Hoxha, dans son rapport historique au VII^e Congrès du P.T.A., s'est arrêté sur la politique extérieure de la République Populaire Socialiste d'Albanie.

Cette politique, comme l'a souligné le camarade Enver Hoxha, *« vise à ce que ces conceptions en matière de politique étrangère reçoivent l'adhésion des peuples épris de progrès et de liberté, des forces progressistes révolutionnaires, des marxistes-léninistes authentiques. Cela nous ne le calculons pas »*. Cette politique concorde avec les intérêts de tous les peuples aussi que des Etats du monde qui respectent la liberté et l'indépendance de notre pays sans égard aux différences de régime économique et social.

L'Etat socialiste albanais respecte rigoureusement le principe de la non intervention dans les affaires intérieures des pays avec lesquels il entretient des relations politiques et il veut que les autres en fassent autant. Mais cela ne signifie pas pour autant que l'Etat albanais n'exprime pas ses vues en matière de politique internationale en général, aussi que sur les attitudes idéologiques et politiques de ces pays pas plus que ceux-ci ne sont privés du droit d'exprimer leurs vues sur les positions idéologiques et politiques de l'Etat albanais. Ceci ne doit pas faire obstacle aux relations économiques, culturelles et politiques dans les domaines où existent des intérêts communs, car ces relations contribuent à promouvoir l'amitié entre les peuples. La base idéologique de la politique extérieure de notre Etat est le marxisme-léninisme. Les autres ont le droit d'avoir leur propre idéologie. La diversité de conceptions politiques et idéologiques ne constitue pas et ne doit pas constituer un obstacle dans les rapports entre les Etats.

L'Etat albanais estime que les rapports entre les pays doivent être basés sur le principe de l'égalité absolue. Les impérialistes et les sociaux-impérialistes prétendent qu'il ne doit pas être permis aux petits Etats de faire entendre leur voix au même degré que les grands sur les divers problèmes. Assurément, l'Etat albanais est un petit Etat, mais il ne saurait admettre une telle conception. Il rejette cette thèse discriminatoire de grande puissance chauvine.

La propagande bourgeoise et révisionniste veut croire aux autres que l'Albanie est un pays isolé parce que nous avons fermé les portes à l'invasion sous la forme des crédits asservissants, des touristes et des espions, de la culture décadente et de la dégénérescence. De ce point de vue, nous sommes vraiment et nous resterons consciemment un pays isolé. Mais cela n'apporte à notre pays que du bien et aucun mal, car notre pays progresse et s'épanouit, notre peuple vit très bien. Le peuple albanais permet l'entrée et se réjouit d'accueillir chez lui des gens honnêtes et corrects, des amis de l'Albanie, des sympathisants de son pays, même s'ils ont des conceptions différentes des siennes. Il respecte en eux leurs sentiments amicaux, leur attitude bienveillante à son égard. Tous ceux-là, qui représentent la majorité de l'humanité, le peuple albanais les accueille chez lui.

Les capitalistes et les révisionnistes mesurent le degré d'isolement d'un pays à ses échanges commerciaux. La République Populaire Socialiste d'Albanie fait du commerce avec tous les pays, à l'exclusion de U.S.A., de l'Union soviétique, de l'Espagne, d'Israël et de certains autres Etats gouvernés par des fascistes et des racistes. Mais le commerce aussi doit être fondé sur l'avantage mutuel. *« Si quelqu'un — dit le camarade Enver Hoxha — s'imagine que l'Albanie mourra parce que quelque Etat malveillant ne lui vend pas ses marchandises, il se trompe lourdement. L'Union soviétique révisionniste a établi un féroce blocus contre nous, mais l'Albanie vit et peut vivre encore mille ans sans faire de commerce avec les révisionnistes soviétiques et en bravant leur blocus »*.

Les social-impérialistes chinois se sont aussi rangés contre notre Parti, contre notre peuple et notre pays. Mais leurs actions et leurs visées réactionnaires ont été démasquées avec vigueur par la ferme attitude de principe marxiste-léniniste de l'Albanie socialiste. La lettre du 29 juillet 1978 adressée par le Comité central du PTA et le Conseil des ministres de la RPSA aux dirigeants révisionnistes chinois, et qui traduit la ligne politique et idéologique claire du PTA, dévoile courageusement les visées et les actions réactionnaires des révisionnistes chinois. Cette lettre et les documents postérieurs du Parti, ainsi que l'ouvrage d'une grande valeur théorique et pratique du camarade Enver Hoxha, *« L'Impérialisme et la Révolution »*, mettent parfaitement en lumière avec de nombreux faits et documents irréfutables à l'appui, la ligne antimarxiste du P.C. chinois, dévoilent les véritables motifs qui ont poussé la direction social-impérialiste chinoise à des actions infâmes et hostiles contre l'Albanie socialiste, à la violation des accords et protocoles officiels, à des accusations montées de toutes pièces.

Ces actes témoignent encore plus clairement que la direction chinoise est antimarxiste et hostile à l'internationalisme prolétarien, qu'elle a adopté et applique des pratiques hégémonistes en se fondant sur la théorie réactionnaire et contre-révolutionnaire des «trois mondes» critiquée publiquement de la tribune du VII^e Congrès du PTA, et qu'elle lutte pour devenir une superpuissance. Les ambitions de la Chine et ses efforts pour devenir une superpuissance, l'idéologie antimarxiste et chauvine de la pensée-maotsétoung, sur laquelle se fondent la stratégie et la politique étrangère chinoises, la conduiront inmanquablement à des affrontements et à des conflits dangereux, à des guerres locales qui peuvent prendre aussi un caractère mondial.

Les attitudes justes et résolues de notre pays socialiste à l'encontre des actions et des visées des révisionnistes chinois, ont eu un grand retentissement dans le monde entier. Elles ont été bien accueillies et appuyées puissamment par les véritables marxistes et les peuples progressistes, qui expriment leur soutien au Parti du Travail d'Albanie, ainsi que leur mépris et leur profonde aversion pour les social-impérialistes chinois, en tant que traîtres et laquais de l'impérialisme, surtout de l'impérialisme américain.

La politique extérieure de notre Etat, politique conçue par le Parti du Travail d'Albanie, est une politique de principe, conséquente, ouverte et franche. C'est une politique qui a pour but de renforcer la liberté et l'indépendance de la Patrie, de sauvegarder et de consolider les victoires que nous avons remportées dans la voie du socialisme, de garantir notre avenir communiste, une politique qui contribue au triomphe de la cause de la révolution et de la libération des peuples.

La République Populaire Socialiste d'Albanie a été toujours désireuse de développer et d'étendre des relations internationales, dans tous les domaines, avec les Etats qui sont pour le respect des principes bien connus de l'égalité, de l'intégrité territoriale et de la souveraineté, de la non-ingérence dans les affaires intérieures et de l'avantage mutuel. Aujourd'hui elle entretient des relations diplomatiques avec 74 pays et elle prend une part active et fait entendre sa voix à l'O.N.U. et dans de nombreuses organisations, réunions et conférences internationales sur les problèmes qui préoccupent actuellement l'humanité.

EN GUISE DE CONCLUSION

A travers les pages de ce livre nous nous sommes attachés à découvrir au lecteur le vrai visage de l'Albanie, en ayant avant tout le souci de l'objectivité.

Le lecteur informé aura sûrement observé que les ennemis de notre pays et en premier lieu les porte-paroles des puissances impérialistes montaient naguère une conspiration du silence contre l'Albanie, et, s'ils en faisaient parfois mention, c'était seulement pour la présenter sous un jour entièrement faux. Aujourd'hui, c'est la même attitude qu'adoptent les plumitifs des impérialistes et des révisionnistes modernes. Mais *gutta cavat lapidem*. Peu à peu, malgré cette conspiration du silence, malgré les mensonges, les falsifications, les blocus et les complots ourdis en premier lieu par les impérialistes américains, les sociaux-impérialistes soviétiques et les révisionnistes chinois, la petite Albanie a fait entendre sa voix.

Des millions de gens honnêtes aux idées démocratiques et progressistes, des millions de révolutionnaires de tous les continents, après avoir vu la réalité albanaise percer l'épais rideau de ténèbres dressé par les ennemis de la démocratie, du progrès et du socialisme, ont commencé à prêter une oreille plus attentive à la voix de l'Albanie, ils ont cherché à mieux connaître la réalité de ce petit pays des Balkans, à mieux connaître ce petit peuple qui s'est frayé son chemin dans l'histoire l'épée à la main, qui a dissipé les ténèbres séculaires et s'est acheminé, confiant et résolu, dans la large voie du socialisme et du communisme, avenir de toute l'humanité.

Après la grande trahison des révisionnistes khrouchtchéviens et de leurs tenants, l'Albanie, toujours fidèle au marxisme-léninisme, a édifié le socialisme avec succès. Notre pays démontre, par des faits éclatants, que le socialisme et le communisme ne sont pas un rêve utopique, comme veulent le faire croire les idéologues de la bourgeoisie et du révisionnisme moderne, mais une réalité, une nécessité objective, une étape historique inévitable, dans laquelle, un jour ou l'autre, tous les pays doivent s'engager.

Dans les premières années qui suivirent la Libération de l'Albanie du joug nazi-fasciste et des traîtres au pays, on se réjouissait chez nous de construire la première centrale électrique, d'ouvrir la première université, de fonder le premier théâtre professionnel, de construire le premier tronçon de voie ferrée, de promulguer la première loi sur les assurances sociales, de créer la première coopérative agricole et ainsi de suite. C'étaient là de grandes victoires pour un peuple qui, au coeur de l'Europe, brûlant les étapes, sortait d'un système semi-féodal et semi-colonial et s'engageait dans la voie de progrès matériel et spirituel. Le mot «premier» revêtait alors un sens de victoire. Il en est de même aujourd'hui mais sous un autre aspect. Aujourd'hui, l'Albanie socialiste est le premier pays au monde ayant aboli les impôts, éliminé totalement le paludisme et les cultes religieux; l'Albanie a la Constitution la plus avancée au monde; et ajoutons à ces réalisations l'électrification intégrale des campagnes, le remarquable essor de l'enseignement populaire et une longue série de victoires, qui ont fait d'elle un pays sur lequel des millions de gens révolutionnaires, partout dans le monde, concentrent leur attention.

L'Albanie socialiste, de pays arriéré qu'elle était encore il y a à peine trois décennies, devient donc un exemple, et son expérience mérite d'être étudiée attentivement. L'Albanie socialiste s'attire aujourd'hui la haine des impérialistes, des révisionnistes et des réactionnaires de tout acabit. Elle s'en fait un honneur. Mais, en revanche, l'Albanie socialiste jouit de l'amitié, de la sympathie et de l'appui de tous les peuples révolutionnaires du monde. Elle s'en félicite tout en y puisant de nouvelles énergies pour aller de l'avant, en apportant une éminente contribution à la théorie et à la pratique de la révolution.

Indéfectiblement fidèle à la philosophie marxiste-léniniste, l'Albanie socialiste, sous la conduite du Parti du Travail d'Albanie avec à sa tête le camarade Enver Hoxha, portera toujours haut levé le glorieux drapeau de Marx, Engels, Lénine et Staline, et avancera sans arrêt dans la voie lumineuse du socialisme, et du communisme.